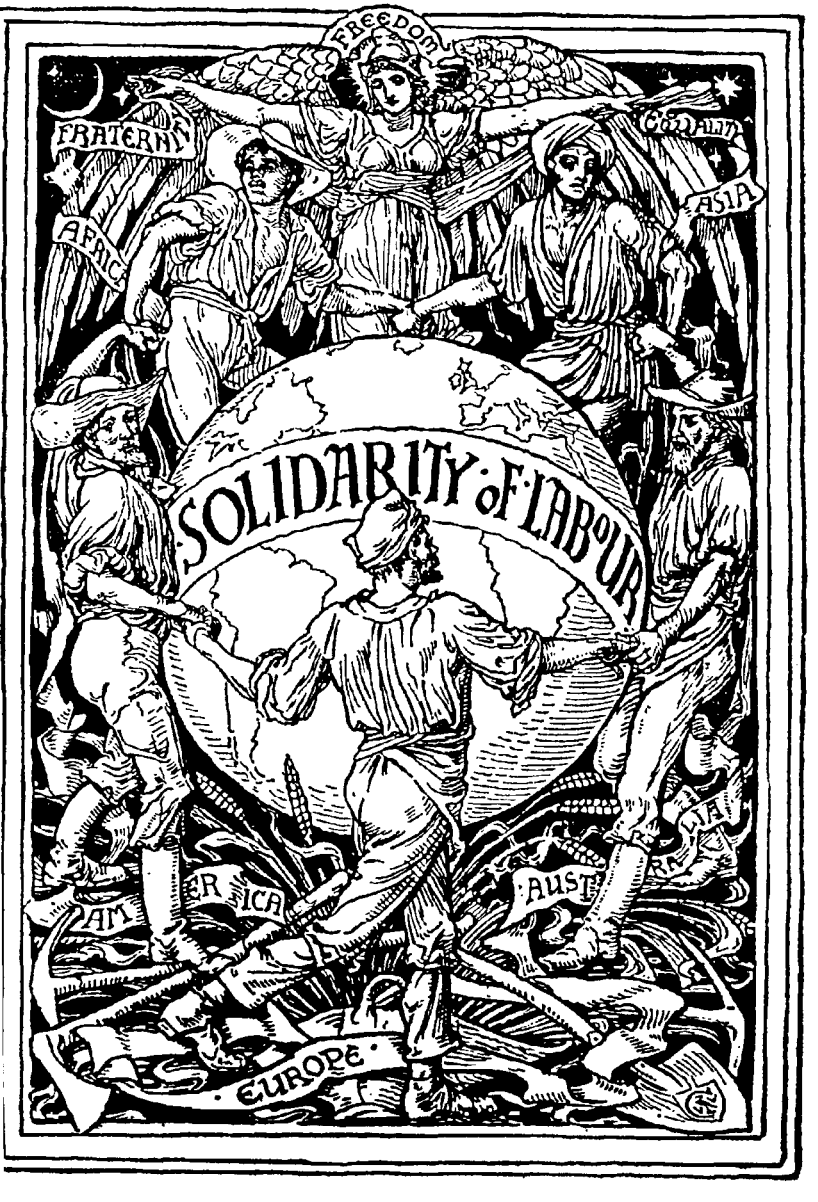
LA DEUXIEME INTERNATIONALE ET L'ORIENT

SOUS LA DIRECTION DE
GEORGES HAUPT ET
MADELEINE REBERIOUX

EDITIONS CUJAS



Gravure sur bois de Walter CRANE
pour le 1er Mai 1890

LA DEUXIEME
ET L'C

CE VOLUME
sous la c

Georges HAUPT
Sous-Directeur d'Etude à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (VIe section)

avec la co

A. S. ARANETA – *Les Philippines et le socialisme avant 1917 ;* historien philippin, docteur de l'Université d'Oxford.

G. ARFE – *Italie : les socialistes, l'Ethiopie et la Libye ;* co-directeur de *Mondo Operalo ;* auteur d'une *Storia del socialismo italiano (1892-1926)* et de divers travaux sur le socialisme italien.

A. BELENKI – *La gauche social-démocrate indonésienne et la révolution russe ;* maître de recherche à l'Institut des peuples d'Asie et d'Afrique de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.

N. K. BELOVA – *Le « Parti social-démocrate » d'Iran ;* maître de conférence à l'Institut des peuples d'Orient de l'Université de Moscou.

A. BENNIGSEN – *Les premiers groupes socialistes parmi les musulmans de Russie 1905-1914 ;* directeur d'Etude à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, auteur en particuller d'une *Histoire des mouvements nationaux chez les musulmans de Russie,* 2 vol.

M. BERNAL – *Chine : le socialisme avant 1915 ;* fellow de King's College à Cambridge, auteur d'une thèse sur le mouvement socialiste et anarchiste en Chine avant 1914.

J. CHESNEAUX – *Japon : deux moments de l'histoire du mouvement socialiste évoqués par Sen Katayama ;* directeur d'Etude à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, auteur entre autres, d'une thèse de doctorat d'état sur *Le mouvement ouvrier en Chine (1920-1927).*

M. FERRO – *Russie : le mouvement socialiste devant le problème national et colonial ;* sous-directeur d'Etude à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, prépare une thèse de doctorat d'état sur l'opinion européenne devant la révolution russe de 1917.

G. FISCHER – *Grande-Bretagne : le parti travailliste et l'Inde, 1905-1914 ;* maître de recherche au C.N.R.S., auteur, en particulier, d'un livre sur *Le parti travailliste et la décolonisation de l'Inde.*

Editio
19, r
P
1

TERNATIONALE
IENT

ELABORE

tion de

Madeleine REBERIOUX

Maître-assistant d'histoire
à la Sorbonne

ration de

E. N. KOMAROV – *L'Inde : les idéologies égalitaires ;* Collaborateur scientifique à l'Institut des peuples d'Asie et d'Afrique de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.

A. NOUSCHI – *Un cas ambigu : le Maghreb ;* professeur à la Faculté des lettres et sciences humaines de Nice, a consacré sa thèse aux *Populations du Constantinois.*

I. PETIT – *Allemagne : entre l'anticolonialisme et le social-impérialisme ;* agrégée d'allemand, attachée de recherche au C.N.R.S., prépare une thèse de doctorat d'état sur *Kautsky et les problèmes de l'impérialisme.*

M. RACHLINE – *L'internationale et la révolution en Chine 1905-1914 ;* prépare un doctorat de troisième cycle à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes sur les premiers socialistes chinois et la seconde Internationale.

M. S. SFIA – *Egypte : Impact de l'idéologie socialiste sur l'intelligentsia arabe ;* achève une thèse de troisième cycle sur la naissance du socialisme dans les pays musulmans.

M. STEINBERG – *Belgique : La crise congolaise dans le Parti ouvrier belge 1907-1908 ;* professeur à Bruxelles, prépare un ouvrage sur *La gauche du socialisme belge avant 1914.*

F. TICHELMAN – *Pays-Bas : la social-démocratie hollandaise et l'Indonésie ;* collaborateur scientifique à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, prépare une thèse sur l'histoire du mouvement socialiste et communiste en Indonésie.

Cl. WEILL – *L'internationale et la révolution en Iran 1908-1912 ;* assistante de recherche à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, prépare une thèse de troisième cycle sur l'influence de la social-démocratie allemande sur la social-démocratie russe au début du XXe siècle.

Cujas
as

Nos remerciements vont à ceux sans qui ce volume n'aurait pas été possible : à la revue Le Mouvement Social *d'abord, dont un numéro spécial d'octobre-décembre 1963 sur « Le socialisme et la question coloniale avant 1914 » a été le point de départ du livre et lui a fourni l'essentiel de plusieurs études ; à la sixième section de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes qui nous a autorisés à utiliser les recherches en cours dans plusieurs de ses séminaires ; aux revues soviétiques, aux maisons d'éditions françaises (F. Maspero, Aubier), à tous ceux grâce auxquels ce recueil a pu prendre visage.*

M.R. et G.H.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS 9

Première Partie

L'ATTITUDE DE L'INTERNATIONALE

1 – L'INTERNATIONALE ET LE PROBLÈME COLONIAL 17
- Une unanimité de façade 18
- L'affrontement de Stuttgart 25
- Le réveil de l'Asie 35
- Prise de conscience ou ligne révolutionnaire ? 44

2 – L'INTERNATIONALE ET LES RÉVOLUTIONS EN CHINE ET EN IRAN 49

- **La Chine 1905 - 1914** 49
 - Avant la révolution de 1911 51
 - Après la révolution : perspectives d'échanges et de contacts 55
- **L'Iran 1908 - 1912** 58
 - La révolution iranienne 59
 - Qui informe l'Internationale ? 62
 - Les réactions du mouvement socialiste 65

TEXTES ET DOCUMENTS

1 – Rapport présenté au Congrès socialiste international de Copenhague par le Parti arménien « Daschnaktzoutioun » (extraits) 71

2 – Rapport de Tria sur le rôle des Sociaux-Démocrates caucasiens dans la révolution persane (extraits) 73

Deuxième Partie

L'ATTITUDE DES PARTIS SOCIALISTES EUROPÉENS

3 – ALLEMAGNE : ENTRE L'ANTICOLONIALISME ET LE SOCIAL-IMPÉRIALISME 79
- Fin du siècle : deux types d'analyses 80
- Les réactions du Parti devant l'impérialisme 85

TEXTES ET DOCUMENTS
1 – L'affrontement des tendances au Congrès de Stuttgart. 95
2 – La « mission civilisatrice de la colonisation » 96
3 – Qu'est-ce que la colonisation ? 98
4 – L'impérialisme est-il une nécessité pour le capitalisme ? 100
5 – La bourgeoisie a-t-elle une politique de rechange ?.... 102

4 – BELGIQUE : LA CRISE CONGOLAISE DANS LE PARTI OUVRIER BELGE 1907-1908 105
– La crise politique congolaise 1907-1908 108
– Les tendances dans le Parti Ouvrier Belge 112
– Vandervelde 115
– Les socialistes « coloniaux » : leur diversité 122
– Les irréductibles 128

5 – FRANCE : DIVERSITÉ DES OPTIONS A LA VEILLE DE LA GUERRE 136

TEXTES ET DOCUMENTS
1 – Indochine : D'un ordre du jour anodin à une proposition concrète 138
2 – Soudan : un article de Gustave Hervé en février 1910 140
3 – Les socialistes aux colonies 144
4 – Le socialisme et la politique coloniale : un débat au début de 1912 149
5 – Tunisie : la civilisation musulmane. Un discours de Jaurès en février 1912 151
6 – Maroc : un projet de « colonisation socialiste » en mars 1912 154
7 – Un patriotisme hexagonal : Maurice Allard 161

6 – GRANDE-BRETAGNE : LE PARTI TRAVAILLISTE ET L'INDE 1905-1914 166
– Face aux thèmes, aux objectifs et aux méthodes du nationalisme indien 169
– Face à la structure sociale du Congrès et du mouvement national 172
– L'idée d'un parti ou d'un mouvement ouvrier 174
– Aspects économiques du nationalisme 178
– L'avenir politique de l'Inde 180
– La nature du progrès politique 184
– Le développement économique de l'Inde 189

7 – ITALIE : LES SOCIALISTES, L'ETHIOPIE ET LA LIBYE .. 193
– Une politique coloniale en marge de la vie du pays .. 194
– Les thèmes de l'opposition socialiste 198
– Andrea Costa et Turati 200
– Le socialisme se divise 205
– A la veille de la guerre 210

8 – PAYS-BAS : LA SOCIAL-DEMOCRATIE HOLLANDAISE ET L'INDONÉSIE 212

– Van Kol et les premiers socialistes hollandais en Indonésie 213
– Eléments d'explication 216
– Le rôle de Van Kol au Parlement 220
– La vie du parti et la question coloniale : Congrès et programmes 223
– Le S.D.A.P. et les congrès internationaux : vers Amsterdam : Van Kol et Wiedjik 228
– Stuttgart 238
– Les marxistes hollandais après Stuttgart 241

9 – RUSSIE : LE MOUVEMENT SOCIALISTE DEVANT LE PROBLÈME NATIONAL ET COLONIAL 249

– Avant 1905 : un problème secondaire 251
– Après 1905 : une situation nouvelle 254
– L'austro-marxisme en Russie 254
– La position des partis révolutionnaires 256
– Les polémiques de Lénine 260

Troisième Partie

LA NAISSANCE DU SOCIALISME EN ORIENT

A. L'Extrême Orient

10 – JAPON : DEUX MOMENTS DE L'HISTOIRE DU MOUVEMENT SOCIALISTE ÉVOQUÉS PAR SEN KATAYAMA .. 267

– Le personnage de Katayama 267
– Le témoignage d'un dirigeant en 1918 271

TEXTES ET DOCUMENTS

1 – Le mouvement socialiste et la guerre russo-japonaise .. 276

2 – Répression et révolte des socialistes japonais 284
– Les partisans de l'action directe 287
– La « révolte du drapeau rouge » 288
– Les « procès » des anarchistes 289

11 – CHINE : LE SOCIALISME AVANT 1915 294

– Christianisme japonais et concepts chinois 294
– 1903 : introduction du socialisme occidental 298
– Les intellectuels chinois : Sun, Liang, Zhu 301
– 1906-1907 : essor des tendances révolutionnaires anarchisantes 310
– 1911-1913 : Jiang et le Parti socialiste chinois 312

B. L'Asie coloniale

12 – LA GAUCHE SOCIAL-DÉMOCRATE INDONÉSIENNE ET LA RÉVOLUTION RUSSE 319
- Les débats de tendance dans l'Union social-démocrate indonésienne 319
- Le **Het vrije woord** et la Révolution russe 323
- Les chances de la révolution mondiale vues d'Indonésie 329

13 – LES PHILIPPINES ET LE SOCIALISME AVANT 1917 333
- Trois pionniers 333
- Socialisme et organisations ouvrières 336
- Faiblesses et force du mouvement 338

14 – L'INDE
- **Les idéologies égalitaires** 342
- Pénétration des idées socialistes 345
- Swami Vivekananda et sa conception éthico-religieuse 346
- Après 1906 351
- **Mouvement ouvrier, nationalisme et socialisme : origines et essor après 1905** 353
- Mouvement ouvrier et parti du congrès 353
- 1908 à Bombay : La grève politique 357
- Et le socialisme ? 358

TEXTES ET DOCUMENTS

1 – Swami Vivekananda : les quatre « Etats », Basses classes et classes dirigeantes 363

2 – Docteur N. Krishna : Lettre à Victor Adler, Interview à **l'Humanité** 366

C. Le monde musulman

15 – LES PREMIERS GROUPES SOCIALISTES PARMI LES MUSULMANS DE RUSSIE 1904-1914 370
- Le réformisme musulman en Russie 371
- Les premiers groupes révolutionnaires 374
- Les premiers groupes socialisants 378
- Une situation plus favorable : la Transcaucasie 380
- Le groupe « Ural » et la première organisation social-démocrate tatare 383

16 – LE « PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE » D'IRAN 387
- De Bakou à l'Azerbaïdjan iranien 387
- L'organisation social-démocrate de Tabriz 392
- Le programme du parti « modjahed » : septembre 1907 395
- Le « statut » 398
- L'activité du parti 402

TEXTES ET DOCUMENTS
– Principes du Parti des sociaux-démocrates persans .. 406

17 – EGYPTE : IMPACT DE L'IDÉOLOGIE SOCIALISTE SUR L'INTELLIGENTSIA ARABE 409
– Le Caire, 1913 : mise en accusation de la propriété privée 409
– L'itinéraire de Salâma Mûsâ 412
– Influences décisives 416
– Le paradoxe du révolutionnaire 421

TEXTES ET DOCUMENTS
– **Salâma Mûsâ,** Le socialisme 423
1 – Introduction 423
2 – Aperçu historique 423
3 – Les vices du régime actuel 425
4 – Qu'est-ce que le socialisme ? 431
5 – La réforme socialiste 434
6 – Objections 437

18 – UN CAS AMBIGU : LE MAGHREB 439
TEXTES ET DOCUMENTS
– En 1848 440
– Au tournant du siècle 442
– Les revendications politiques en Algérie 459
– En Tunisie 463

INDEX DES NOMS DE PERSONNES 475

TABLE DES MATIÈRES 489

AVANT-PROPOS

En 1914, le partage colonial du monde était achevé. Colonies ou semi-colonies, zones d'influence militairement occupées ou non, des continents entiers – l'Afrique moins l'Ethiopie – ou presque entiers – l'Asie – étaient tombés dans un état public de dépendance par rapport aux puissances modernes de l'ancien et du nouveau monde. En Amérique, la jeune république des Etats-Unis était entrée elle aussi, depuis la fin du XIX^e^ siècle, dans la voie de l'expansion. Deux faits d'une inégale importance remettaient pourtant en cause, depuis quelques années, les formes et les limites de la colonisation : dans les pays tard venus au capitalisme et qui se jugeaient mal pourvus, certains réclamaient une nouvelle répartition des terres colonisées; dans quelques pays coloniaux ou semi- coloniaux, en Asie, montait pour la première fois l'exigence d'une profonde transformation de leur condition.

A l'intérieur des partis socialistes européens, par contre, le silence, semble-t-il, tendait à se faire, après des années souvent marquées par d'intenses discussions. Sauf en Russie où problème colonial et problème national étaient étroitement imbriqués, d'autres questions majeures, et d'abord celle de la guerre ou de la paix, absorbaient les forces de réflexion et d'action de l'Internationale et des partis qui en étaient membres. Il est significatif de noter que, si l'impérialisme figurait, sur la demande de la social-démocratie allemande, à l'ordre du jour du Congrès de l'Internationale qui devait se tenir à Vienne dans la dernière semaine d'août 1914, le Bureau Socialiste International décida, lors de la réunion qu'il tînt à Londres les 13 et 14 décembre 1913, de ne pas mettre à l'ordre du jour la question coloniale. La publication à Stuttgart en 1913 de l'ouvrage de Nosker, Kolonialpolitik und Sozialdemokratie, *apparaît comme une exception aisément explicable par l'intégration quasi totale de l'auteur aux objectifs « patriotiques » de l'Etat allemand.*

Il n'en avait pas toujours été ainsi, et il n'est pas sûr que, même dans les années qui ont précédé la guerre, les problèmes coloniaux soient restés totalement marginaux par rapport aux activités de l'Internationale. Il est certain, par contre, qu'il ne leur a pas encore été consacré d'étude d'ensemble qui s'efforce de tenir compte à la fois de l'attitude des différents partis socialistes et de celle des institutions par l'intermédiaire desquelles ces partis tentaient de définir une ligne politique commune. Pour nous en tenir aux ouvrages les plus récents, celui de Demetrio Bœrsner, The Bolsheviks and the national and colonial question (1), *qui consacre un chapitre de trente pages aux positions de la deuxième Internationale avant 1914, laisse entendre que les problèmes coloniaux n'y furent vraiment abordés qu'au Congrès de Stuttgart en 1907. C'est aussi ce qui ressort d'un court article de Ruth Fischer paru dans les* Frankfurter Hefte (2) *et des « Souvenirs » du militant indien M. N. Roy, publiés dans son journal,* The Radical Humanist, *à Calcutta, le 24 janvier 1954. Quant à J. Braunthal (3), sa vision historique est plus détaillée et plus ample, mais il ignore les faits postérieurs à 1907 et il ne tient pas toujours un assez juste compte du contexte historique dans lequel l'Internationale et les partis se sont trouvés confrontés aux questions coloniales.*

La conjoncture actuelle amène les historiens à s'interroger suivant de nouvelles lignes de force. Les conditions dans lesquelles s'est réalisée, au cours des dernières années, la décolonisation, la diversité de l'attitude des organisations politiques qui, dans le monde, se réclament de la classe ouvrière, face à la liquidation de la domination coloniale sous ses formes traditionnelles, les aspirations au socialisme qu'expriment dans leur ensemble les pays aujourd'hui décolonisés, autant d'éléments qui nous incitent à reprendre l'étude des réactions du mouvement socialiste au temps de l'impérialisme triomphant. Des études partielles commencent à paraître; des thèses sont en cours d'élaboration.

Ce qui nous a donc préoccupés tout d'abord, ce sont quelques problèmes et leur histoire : comment la deuxième Internationale se posa-t-elle le problème colonial,

(1) D. BOERSNER, **The Bolscheviks and the National and Colonial Question.** Genève, Droz ; Paris, Minard, in-8, 1957, 285 p.
(2) Ruth FISCHER, « Die Internationale und die Kolonialvölker », **Frankfurter Hefte.** Oct. 1960, Cahier 10, p. 714/720.
(3) J. BRAUNTHAL, **Geschichte der Internationale.** Vol. I .Hannover, Verlag J.H.W. Dietz, in-8, 1961, 404 p.

avec continuité et sérieux ou de façon épisodique ? Comment évolua son point de vue et quelles tendances s'y heurtèrent ? Nous n'avons pas encore les moyens d'éclairer cette histoire d'un aspect des courants idéologiques qui se manifestèrent dans l'Internationale par une histoire des partis socialistes, des socialismes. Mais nous pensons que c'est dans l'épaisseur du contexte politique et social propre à chaque pays colonisateur et à chaque territoire colonisé qu'il faut chercher les motivations, si l'on veut comprendre les prises de position de chaque parti en matière coloniale. Ne peut-on toutefois déceler des traits communs ? des façons communes, ou tout au moins voisines, d'aborder les problèmes coloniaux ? En d'autres termes, les motions de l'Internationale ne sont-elles ici que des compromis entre les attitudes et les motivations originales de chaque parti ? Ou la question coloniale s'est-elle posée en termes sinon semblables, du moins comparables, aux différents partis ? Est-il possible enfin de définir une pratique de l'Internationale et des partis nationaux et dans quelle mesure cette pratique reflète-t-elle les rapports soumis à la réflexion collective et les textes d'orientation approuvés dans les congrès ?

Nous avons regroupé enfin des contributions qui éclairent certains aspects de la naissance du socialisme en Asie et dans les pays musulmans. Est-ce à dire que nous prenons à notre compte une vision traditionnelle du monde selon laquelle la lumière serait au Proche et au Moyen Orient, en Asie extrême-orientale, venue d'Europe ? En aucune façon. Mais la réalité historique met en évidence les points suivants : tout d'abord de l'attitude des partis socialistes des pays colonisateurs dépendit dans une mesure qu'il convient de définir pour chaque cas la pénétration du socialisme – et de quel socialisme – dans les pays colonisés. Et d'autre part, les premières organisations qui se considéraient comme socialistes en Asie et en Afrique cherchèrent le contact avec l'Internationale et s'en réclamèrent. On peut donc dire que malgré ses limites, ses oscillations, la diversité de ses tendances et les difficultés qu'elle rencontra à définir une théorie d'ensemble élargissant au monde entier la lutte des peuples européens pour la transformation radicale des structures, l'Internationale fut, au début du XX^e^ siècle le trait d'union le plus important, et peut-être le seul, entre les forces qui s'éveillaient en Orient.

L'histoire de la naissance du socialisme dans ces pays dépendants ou semi-dépendants, commence à peine à être étudiée. Ce retard a de multiples raisons. L'éparpillement des sources n'est pas la moindre. Pour chacun de ces pays on rêve d'un globetrotter, et aussi d'un polyglotte : s'agissant par exemple de l'Inde, ne faudrait-il pas courir du subcontinent à son ancienne métropole, et aussi dépouiller les archives du BSI, celles de tous les Instituts européens d'histoire du socialisme, suivre enfin à la trace, aux Etats-Unis puis en Europe, les premiers pèlerins du marxisme indien, mieux liés à l'Occident qu'à leur propre peuple ? Il y a plus grave encore : l'européocentrisme a longtemps marqué les recherches de nombreux historiens européens, même en matière d'histoire de ce mouvement qui s'est voulu international, le socialisme. Les conséquences en furent doubles : médiocre intérêt pour les pays lointains (en ce domaine l'historiographie soviétique fit exception) et surtout pour la préhistoire du socialisme dans ces pays qui jouèrent au début un rôle mineur dans l'Internationale; tendance à y transporter de façon mécanique les conceptions européennes du socialisme et difficulté à reconnaître les visages multiples que celui-ci put y revêtir.

Tout ceci est en train de changer, comme en témoignent de nombreux travaux entrepris par des historiens européens et américains ou par ceux qui, à leur tour, cherchent dans leur pays les titres de noblesse d'une orientation moderne vers le socialisme. Mais si, dans certains cas il est déjà possible de publier les premiers résultats d'une recherche, dans d'autres, en particulier en France, les règles universitaires interdisent de déflorer certains travaux en cours.

Ainsi s'explique l'inégalité de ce volume, sans que nous prétendions faire de cette explication une excuse. Les lacunes sont évidentes : l'Afrique noire est totalement absente : il y aurait pourtant sans doute matière à découverte dans les colonies portugaises. Le Sud-est asiatique est insuffisamment présent, les pays musulmans du Moyen-Orient, loin d'être «couverts» par ce que nous publions sur l'Iran, l'Egypte, la Russie. Nous avons d'autre part écarté délibérément deux cas très particuliers : celui de l'Afrique du Sud et les problèmes que pose l'émigration socialiste-sioniste en Palestine, d'où est né le mouvement socialiste en Israël. Et pourtant ce recueil rassemble des connaissan-

ces souvent nouvelles pour le lecteur français ou européen : recherches inédites sur la Chine, l'Egypte, l'Afrique du Nord, l'Inde ; mises au point à partir de travaux récents sur les Philippines, le Japon ; regroupement d'études déjà publiées dans d'autres pays : l'Iran, l'Indonésie. Il nous semble - mais peut-être est-ce faire preuve d'un excès d'optimisme - qu'il pourra stimuler les travaux aussi bien en matière d'histoire événementielle du socialisme et d'histoire biographique des socialistes que pour ce qui concerne les mentalités et les structures.

Enfin, dans la mesure où commence ici le deuxième volet d'un ensemble, une manière inversée de poser le problème des relations entre l'Internationale et les pays d'Orient, quelques conclusions s'en dégagent. Certaines renforcent simplement des impressions déjà assez solidement fondées par l'étude des positions des partis socialistes dans les pays colonisateurs : le mur d'ignorance qui séparait les militants européens et ceux qui, en Asie et dans les pays musulmans d'Afrique, tendaient plus ou moins obscurément vers un certain socialisme, n'a pas interdit les essais de compréhension. Le plus souvent, ce qui manqua, ce ne fut pas la bonne volonté, mais des contacts suffisamment étendus, un langage commun, et surtout, avant la fondation de la Troisième Internationale, l'élaboration d'une stratégie mondiale. La confiance dans l'Internationale fut d'ailleurs immense chez les premiers socialistes des pays dépendants ou semi-dépendants. Le marxiste indien Krishna, les socialistes de Salonique, les Chinois avec qui le socialiste américain Harding s'est entretenu en 1913, lui demandent d'organiser dans leurs pays de véritables missions socialistes. A la veille de la guerre, le Congrès Indien, les premiers socialistes de Chine attendent davantage du prolétariat international que des socialistes des pays dont leur peuple dépend. Et pourtant ces derniers ont parfois joué dans l'introduction outremer du socialisme un rôle important : aux Philippines, en Indonésie, en Iran, on assiste à des phénomènes qui surprendront peut-être le lecteur français et lui apprendront qu'il n'y a pas à dégager de conclusions hâtives du cas maghrébin ou indo-chinois.

Ce qui par contre reste vrai, ce qui parmi nos hypothèses de recherches primitives se dévoile avec une grande force, c'est la nécessité pour le socialisme, s'il veut s'implanter, de ne pas apparaître seulement comme un

moyen de défense contre l'oppression ou comme une nécessité économique, mais de trouver la voie, différente d'un peuple à l'autre, qui lui permettra de s'enraciner dans les traditions culturelles nationales.

Nous avons souhaité que ce livre, ouvrage collectif, ne doive pas sa diversité à la seule personnalité des auteurs, mais à sa structure. Les études et les textes commentés y alternent. Nous espérons que le lecteur passionné par les problèmes de la décolonisation y trouvera son bien, comme le chercheur spécialisé. *

* Certaines difficultés typographiques ont rendu impossible l'utilisation systématique de la translittération scientifique des noms russes.

PREMIÈRE PARTIE

L'attitude de l'Internationale

1 L'INTERNATIONALE ET LE PROBLÈME COLONIAL

Georges HAUPT
Madeleine REBERIOUX

Lorsque naît en 1889, à Paris, la Seconde Internationale, la colonisation contemporaine est en plein essor, mais elle n'a pas encore atteint sa phase monopolistique, elle n'a pas encore déclenché de graves crises internationales. En tenant compte à la fois de l'évolution du fait colonial et de celle du socialisme, on peut distinguer trois grandes périodes dans l'histoire de la manière dont la question coloniale a été abordée, discutée et tranchée par l'internationale jusqu'en 1914.

La première est celle d'une préhistoire. Elle correspond pourtant aux années où l'expansion coloniale proprement dite connaît sa plus grande ampleur et suscite les premiers grands conflits, à celles aussi où recule, lorsque remontent les prix et que reprennent les affaires, l'attitude d'opposition globale à l'Etat, l'espoir d'une imminente révolution. Mais l'organisation des partis socialistes est, sauf exception, embryonnaire ; celle de l'Internationale en tant qu'institution, bien davantage encore. Autour du problème colonial on tâtonne, les tendances se cherchent sans aller jusqu'à l'affrontement. Cette période s'achève au lendemain du Congrès d'Amsterdam en 1904, au moment où va commencer la révolution russe.

La deuxième époque est tout entière centrée, de 1906 à 1908, sur le Congrès de Stuttgart de 1907, dont les échos assourdis se prolongent jusque dans la préparation du Congrès de Copenhague en 1910. C'est le moment où, sous la pression d'événements très divers, la question coloniale passe au premier plan des préoccupations de plusieurs partis et où se heurtent les analyses « modernes » et les thèses « traditionnelles » que certains commencent à s'efforcer de renouveler. Au plan idéologique le choc est rude, mais ses conséquences pratiques n'ont pas de caractère décisif.

A partir de 1908 et surtout de 1910, l'atmosphère change à nouveau. La lutte contre la guerre prend la

priorité et les phénomènes révolutionnaires ou sub-révolutionnaires qui surgissent dans certains pays de l'« Asie avancée » — l'expression est de Lénine — donnent quelque poids chez eux aux projets socialisants et sont plus ou moins confusément ressentis par l'Internationale. Le problème est dès lors de savoir si le socialisme parvient à établir un lien entre les formes déjà classiques de l'impérialisme colonial et les manifestations de l'impérialisme en tant que phénomène économique et social plus vaste ; si l'Internationale arrive à élaborer, en l'absence de tout grand mouvement en Afrique, une issue dynamique à la fois pour les peuples dépendants et pour le prolétariat des pays avancés.

UNE UNANIMITÉ DE FAÇADE

Les premiers congrès internationaux sont ouvriers bien plus que « socialistes ». Syndicats et organisations politiques y sont également représentés. La nécessité de l'« action législative et parlementaire » n'est clairement proclamée qu'au Congrès de Londres en 1896. C'est aussi à Londres qu'est définitivement délimité l'objectif d'une nouvelle organisation socialiste de la propriété et de la production. Même dans les pays où l'expansion coloniale est en cours et où des partis socialistes sont organisés — l'Allemagne, la France, l'Italie, la Grande-Bretagne —, les intérêts matériels immédiats de la classe ouvrière, qui souffre de la dépression économique à laquelle s'ajoute souvent la répression politique et policière, préoccupent bien davantage les socialistes que les problèmes soulevés par l'expansion coloniale. Lorsque ceux-ci sont abordés, c'est quasi exclusivement par rapport à ces mêmes intérêts. Lorsque Guesde s'oppose, en France, dès 1881, à la conquête de la Tunisie et aux projets d'expéditions sur Tombouctou et l'Egypte (1), il souligne les services exclusifs que de telles entreprises rendent à la classe dirigeante; lorsque la social-démocratie allemande s'oppose à l'ouverture des lignes maritimes à destination des colonies, elle demande que les bateaux nécessaires soient à tout le moins construits dans les docks allemands (2). La première motion « coloniale » élaborée dans un congrès interna-

(1) Cf. J. GUESDE, **Textes choisis (1867-1882)** par Claude Willard, Paris, Ed. Sociales, 1959, p. 146-154.

(2) Cf. **Fiches d'Information, Etudes anticolonialistes,** « La Question coloniale et la Social-Démocratie allemande », Paris, mai 1963, p. 3.

tional, à Zurich, en août 1893, concerne la « question du Siam » alors sujet de tension entre la France et l'Angleterre, et s'inspire des mêmes préoccupations (3).

Elles sous-tendent aussi les tentatives d'analyse qui se font jour dans certains partis, en Allemagne, en Italie, par exemple, où une large fraction de la bourgeoisie industrielle reste, jusque vers 1895, hostile à l'expansion. Turati, comme Kautsky, explique, dans les années 1892-95, que les conquêtes sont voulues par les classes attardées et parasitaires, qui détiennent encore dans ces pays le pouvoir politique, les milieux dynastiques, la caste militaire. Lutter contre l'expansion coloniale c'est donc lutter pour les intérêts réels des couches ascendantes, intéressées ensemble à l'essor de la production industrielle et du libre commerce : industriels, ouvriers (4).

En France, l'opposition n'était pas moins radicale dans le mieux organisé des partis socialistes : le **Parti ouvrier français.** Mais l'analyse de la notion de classe dirigeante y était beaucoup moins élaborée : au Congrès de Romilly de septembre 1895 est votée une célèbre motion anticolonialiste, qui reprend le slogan d'Andrea Costa : « Ni un homme, ni un sou... » ; ce deviendra le slogan du P.O.F. Mais les guesdistes se bornent à y dénoncer les « flibusteries coloniales » comme « une des pires formes de l'exploitation capitaliste ». Il n'est pas sûr que cette définition, plus sommaire que celles de Kautsky ou Turati, soit due seulement aux faiblesses du P.O.F. en matière d'analyse de classe : en 1895, en France, le « parti colonial » était en train de se consolider et l'on y trouvait aussi bien les tenants d'une société attardée que des représentants des grands intérêts commerciaux et financiers du capitalisme moderne (5). Du coup, la motion de Romilly se préoccupait de répondre à l'argument de l'« intérêt national » que développait la grande presse, et elle le faisait en opposant clairement les objectifs sociaux de la classe ouvrière à ceux du bloc dirigeant : « La seule façon réelle et humaine d'assurer des débouchés à la production mécanique », c'est d'abolir la barrière des classes, ce qui permettra aux travailleurs de consommer les richesses

(3) Le texte figure dans **Les congrès socialistes internationaux. Ordres du jour et résolutions,** publiés par le B.S.I. de Bruxelles, Gand. Société coopérative Volksdrukkerij, 1902, p. 16.

(4) Cf. l'intéressant article de B. E. BAX, « Kolonialpolitik und Chauvinismus » **Neue Zeit,** 1897-8, p. 420-27.

(5) Cf. H. BRUNSCHWIG, **Mythes et réalités de l'impérialisme colonial français 1871-1914,** Paris, Colin, 1960.

qu'ils produisent. Même opposition, même souci principal, mêmes divergences dans l'analyse des causes de l'expansion. Divergences aussi, mais encore secondaires, dans la capacité à sortir d'un européocentrisme étroit, à envisager pour la première fois la colonisation du point de vue des colonisés. A cet égard, la tradition humanitaire française et anglaise se révèle féconde. C'est elle qui apparaît dans les textes de Jaurès de 1896 et dans la motion de Romilly où la colonisation est dénoncée comme source de « corruption et destruction des populations primitives ».

Lorsque le P.O.F. proposa pour la première fois d'inscrire la question coloniale à l'ordre du jour d'un congrès international, celui qui allait s'ouvrir à Londres en 1896, il y était poussé par ses nouvelles responsabilités. Leurs succès parlementaires plaçaient à cette date les socialistes français dans l'obligation d'étudier les faits coloniaux et de dépasser les relatives facilités de la propagande pour définir, en matière coloniale, une ligne politique et donner un contenu à leurs interventions. Jaurès l'avait bien senti lorsqu'il conjurait les socialistes de chaque pays de ne pas s'en tenir à une condamnation « dogmatique », de s'informer pour avoir prise sur le réel (6). C'est que, depuis les élections de 1893, le groupe parlementaire comptait une cinquantaine de députés dont les hésitations théoriques et les ignorances s'étaient réflétées, par exemple, dans l'intervention de Rouanet au cours du grand débat colonial de février-mars 1895. En 1894, les socialistes belges étaient également entrés en force à la Chambre et, leur parti une fois constitué en 1892, les députés socialistes italiens étaient, depuis 1895, une douzaine.

Et pourtant, au Congrès de Londres, la proposition française ne fut pas retenue. Elle ne figura pas à l'ordre du jour du Congrès et c'est seulement dans le cadre du rapport de la Commission d'action politique qu'une appréciation rapide — celle du P.O.F. — mais beaucoup moins nourrie et argumentée — fut portée sur la politique coloniale (7). Elle ne déterminait, tout au moins explicitement, aucune règle de conduite pour les socialistes ; elle se

(6) **Petite République,** 17 mai 1896. Article reproduit dans JAURÈS. **Textes choisis** par M. Rebérioux, Paris, Ed. Sociales, 1959, tome I, p. 95-102.

(7) « Le congrès déclare que, quel que soit le prétexte religieux ou soi-disant civilisateur de la politique coloniale, elle n'est que l'extension du champ d'exploitation capitaliste dans l'intérêt exclusif de la classe capitaliste », cité d'après A. HAMON, **Le socialisme et le Congrès de Londres,** Paris, Stock, 1897, p. 151-152. Le rapport, présenté par George Lansbury, de la S.D.F., fut adopté par la majorité antianarchiste du congrès. Le débat entre anarchistes et socialistes portait d'ailleurs sur d'autres points de la motion.

bornait à une définition sommaire qui sous-entendait une condamnation globale. On peut penser que la Révolution dont les socialistes attendaient encore l'arrivée imminente devait suffire, à leurs yeux, à régler le problème.

Quatre ans plus tard, au Congrès de Paris, n'étaient plus présents que les représentants d'organisations se réclamant du socialisme. Pour la première fois, la « politique coloniale » figura à l'ordre du jour, au point 6 il est vrai. Le rapporteur désigné par la Commission fut le jeune député hollandais Henri Van Kol. Nous n'avons malheureusement pas gardé le compte rendu des débats de la Commission et les comptes rendus des débats en séance plénière sont bien peu satisfaisants (8). Mais le point de vue de Van Kol à l'époque nous est bien connu, à la fois par la motion qu'il défendit au Congrès international de sociologie coloniale qui se tint à Paris juste avant le Congrès socialiste et par la conférence qu'il fit aux Sociétés savantes, le 21 janvier 1901, sous les auspices du groupe des Etudiants collectivistes et dont le texte fut reproduit dans **le Mouvement Socialiste.** Le choix de Van Kol s'expliquait par ses compétences : ingénieur, il avait longtemps vécu à Java ; il en parlait en termes généreux où le lyrisme ne visait pas les seules beautés naturelles : « J'y ai passé « les seize plus belles années de ma vie, parmi ces indi- « gènes que j'ai appris à aimer, ces peuples si doux et si « pacifiques, toujours esclaves, toujours abandonnés, tou- « jours martyrs. » Les sentiments que lui inspiraient les souffrances infligées aux indigènes par la colonisation n'étaient pas douteux, pas davantage son paternalisme (9) ni sa capacité à se laisser tromper par quelques apparences : d'un voyage en Afrique du Nord en 1902, ne rapportera-t-il pas l'idée que la colonisation française en Tunisie était un chef-d'œuvre d'humanité... parce qu'on avait maintenu les institutions traditionnelles (10) ? Il était, dès 1900, de ceux qui, avec Bernstein (11), Vandervelde et Jaurès, étaient partisans d'une « politique coloniale positive. »

(8) Le congrès fut organisé de façon déplorable. Outre le compte rendu officiel voir celui de P. MILLE dans les **Cahiers de la Quinzaine.**

(9) Dans les attendus de sa motion au Congrès de Sociologie coloniale, il définissait « L'idéal de toute politique coloniale... : le bien-être des indigènes ».

(10) Cf. son étude « L'Algérie et la politique coloniale », **Mouvement socialiste,** numéros 119 et 120, 1903.

(11) **Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie** paraissent à Stuttgart en 1899. Sur Bernstein et la polémique dans les colonnes de la **Neue Zeit,** voir thèse de P. ANGEL, **Eduard Bernstein et l'évolution du socialisme allemand,** Paris, Didier, 1961, In-8°, 461 p.

Mais l'atmosphère du congrès ne lui fut que partiellement favorable et la motion votée ne reflèta ses tendances idéologiques que par quelques formules ambiguës. La condamnation de la « politique coloniale » était tout aussi ferme qu'au Congrès de Romilly et développait les mêmes arguments, enrichis par les thèses jauressistes sur les risques de guerre. Toutefois, l'insistance avec laquelle était répété le génitif « politique coloniale **de la bourgeoisie** » laissait entendre qu'une autre politique coloniale (socialiste ?) était possible et qu'il convenait donc de la définir. La motion, d'autre part, proposait pour la première fois des mesures « positives » : la plus originale préconisait « la formation de partis socialistes coloniaux adhérents aux organisations métropolitaines » et la création de « rapports entre les partis socialistes des différentes colonies » (12). Ces propositions contenaient en germe de riches virtualités, mais il faut se garder de les interpréter dans l'optique du milieu du XX[e] siècle.

Pour comprendre ce texte, il faut tenir compte à la fois du contexte international et du degré de maturation atteint par les problèmes internes du socialisme en 1900. Le siècle ne s'ouvrait pas seulement sur les flons-flons de l'Exposition parisienne. Passions chauvines et guerrières ne se contentaient plus de profiler leurs ombres derrière l'expansion coloniale. La guerre était là. Après Fachoda, c'avait été l'écrasement de la révolte des Boxers par une expédition militaire internationale, et la guerre des Boers, contre laquelle les délégués anglais Pete Curran, Hyndman, Quelch, élevèrent au congrès une chaleureuse protestation. En Allemagne, le parti socialiste venait, au Congrès de Mayence, de mettre en minorité Bernstein et de réaffirmer avec vigueur ses positions traditionnelles. Enfin, la colonisation ralliait à présent l'ensemble des classes dirigeantes dans les pays économiquement avancés. Comme l'a bien montré, dans une étude que publia en janvier 1901, le **Mouvement Socialiste,** le socialiste polonais Karski, elle revêtait à présent « un caractère épidémique » et s'emparait de « toute la masse de la bourgeoisie ». Ainsi s'expliquent le caractère radical du texte voté à Paris et le fait que pour la première fois l'expansion coloniale ait été explicitement reliée à l'impérialisme militaire : elle était devenue, disait Karski, la « condition essentielle de l'existence du

(12) Le texte intégral de la motion est dans **Les Congrès socialistes internationaux, op. cit.,** p. 87-88.

capitalisme » .Il faudra cependant attendre le livre de Hobson en 1902 pour lire une première esquisse d'une réflexion sur l'impérialisme financier. Quant au projet de formation de partis socialistes coloniaux, l'Internationale y vit essentiellement le moyen d'étendre hors d'Europe son influence et non la création d'une machine de guerre du « Tiers Monde » contre l'impérialisme. Dans aucun pays colonial, même pas en Inde, ne s'exprimait encore nettement l'aspiration à l'indépendance nationale. La proposition était venue des vieilles colonies françaises des Antilles, où les populations indigènes aspiraient alors à une véritable assimilation : le jeune Lagrosillière, qui sera à partir de 1910 député socialiste de la Martinique, avait activement participé à la Commission coloniale du congrès. Les socialistes français seront d'ailleurs les seuls jusqu'à la guerre (avec les Russes) à créer non pas des partis mais des fédérations socialistes dans certaines colonies, anciennes ou à fort peuplement européen.

La porte était ouverte enfin à une mise à l'étude, certes bien nécessaire, des questions coloniales. Le congrès l'avait recommandée à chaque parti, et Van Kol et ses amis, qui commençaient à se connaître, comptaient bien profiter de leurs réelles compétences pour faire prévaloir leurs vues sur les tenants de positions traditionnelles insuffisamment argumentées.

Ce ne fut pas si facile. Nous ne savons pas qui proposa qu'il y eût deux rapporteurs sur la question coloniale au Congrès d'Amsterdam (1904). Mais qu'il en ait fallu deux signifie que les tendances commençaient à se cristalliser dans l'Internationale et que les rapporteurs, retenus par le secrétariat du B.S.I. au cours du deuxième semestre 1903 (13) aient été Van Kol et Hyndman (14) prouve que la nécessité d'une certaine compétence commençait à être ressentie des deux côtés. Leader de la **Social-Democratic Federation,** passionnément anticolonialiste (15), Hyndman connaissait bien le problème indien et utilisait sa culture marxiste pour définir avec une certaine précision les formes prises en Inde par l'exploitation coloniale : « Nous fabriquons délibérément la famine pour nourrir l'avidité de

(13) **Congrès socialiste international d'Amsterdam, Rapports et projets de résolution sur les questions à l'ordre du jour,** par le Secrétariat international. Bruxelles, 1904, p. 20.

(14) Le dernier ouvrage sur Hyndman est celui de Chushichi TSUZUKI, **H. M. Hyndman and British Socialism,** Oxford University Press, 1961.

(15) « Le socialisme lui-même, écrit-il dans son rapport, est pour l'Europe occidentale, moins important que la prévention de cette atrocité en grand ».

nos classes prospères en Angleterre » (16). Son rapport, sérieux et passionné, est encore aujourd'hui éclairant et pas seulement sur l'homme. Les « crimes de l'Angleterre en Inde » lui paraissaient la conséquence nécessaire de toute colonisation. Dans ces conditions, concluait-il, il n'y a pas d'autre « politique coloniale » concevable qu'une ardente dénonciation de l'impérialisme. C'était le point de vue traditionnel des socialistes de la fin du XIX° siècle.

Celui de Van Kol était, à bien des égards, aux antipodes. Il affirmait la nécessité du fait colonial. La colonisation lui paraissait inévitable, même en régime socialiste (17), en raison des besoins vitaux de toute société industrielle en expansion. Les crimes, par contre, pouvaient être limités, voire évités, par une « politique coloniale socialiste » définie de manière totalement paternaliste. Le jeune Albert Thomas, qui assista au Congrès et en rendit compte dans la **Revue Socialiste** (18), vit bien la radicale nouveauté de ces propos par rapport à la motion de 1900.

Et pourtant l'affrontement entre les deux thèses n'eut lieu qu'en commission. Le compte rendu n'en a pas été gardé, mais l'article d'Albert Thomas et des informations parues dans **Le Peuple** de Bruxelles (19) permettent de délimiter les deux camps : d'un côté, comme leaders, Hyndman, Bracke, De Brouckère ; de l'autre, Van Kol, Bernstein, Terwagne, Tarbouriech. La commission aboutit à une motion transactionnelle et une apparente unanimité put se dégager en séance plénière sur un texte qui « répudiait absolument ce qu'on entend par politique coloniale capitaliste », conseillait de « créer dans chaque nation des comités d'étude » et de travailler à « toutes les réformes de nature à améliorer les conditions des populations coloniales : création d'écoles, hygiène, travaux publics ». Mais la motion mettait entre parenthèses les divergences les plus importantes, celles qui concernaient les causes profondes du phénomène colonial : capitalisme ou industrialisation (la thèse, défendue quelques années plus tôt par Kautsky et Turati, du colonialisme comme expression des

(16) **Op. cit.**, p. 78.
(17) « Les besoins nouveaux qui se feront sentir après la victoire de la classe ouvrière et son affranchissement économique rendront nécessaire, même sous le régime socialiste de l'avenir, la possession de colonies », **op. cit.**, p. 62.
(18) **Revue Socialiste**, sept. 1904, p. 258-287.
(19) **Le Peuple**, 18 août 1804. Il n'y eut pas moins de cinq résolutions en présence. C'est DE BROUCKERE qui, au terme d'un long débat, formula la motion à laquelle la commission se rallia après divers amendements. Hyndman dut renoncer à ses « propositions négatives » : l'indépendance immédiate des colonies... Les citations ci-après sont tirées de l'article du Peuple.

couches arriérées de la société, ayant été abandonnée par les partisans de la position traditionnelle). Cette volonté de conciliation peut sans doute s'expliquer par la conjoncture : les problèmes coloniaux n'étaient pas, en août 1904, particulièrement à l'ordre du jour ; les souvenirs des guerres impérialistes de 1898/1902 tendaient à s'effacer, la guerre russo-japonaise n'avait pas le caractère d'une guerre coloniale, enfin aucune tendance disposée à légitimer la conquête coloniale ne s'était encore exprimée chez les socialistes. Un accord de façade put donc se réaliser. En séance plénière, il s'accompagna même d'un moment de bouleversante émotion : dans un silence religieux, le congrès écouta le militant indien Dadabhai Naoroji (20), le « Père du Congrès indien », vieillard de 80 ans, au reste fort modéré, le conjurer d'obtenir des Britanniques le «self-gouvernement, dans la meilleure forme praticable, par les Hindous eux-mêmes sous souveraineté anglaise » (21). Pour la première fois, un porte-parole d'un peuple colonisé s'adressait à l'Internationale rassemblée. Les congressistes eurent le sentiment, si doux au cœur, que l'Internationale vraiment débordait l'Europe, que de mythe elle devenait réalité... Mais cette conscience ne dépassa guère, sans doute, pour la grande majorité d'entre eux, la durée d'un instant et le plan de l'émotivité.

L'AFFRONTEMENT DE STUTTGART

C'est entre 1906 et 1908 que la question coloniale arrive vraiment au cœur des préoccupations de l'Internationale et des partis socialistes des nations d'Europe engagées dans l'expansion. Comment rendre compte de cet intérêt intense et assez général ? comment cerner les raisons pour lesquelles les tendances se cristallisèrent sur ce problème ? quelles difficultés s'opposèrent finalement, en ces années d'effervescence de la réflexion, à l'élaboration d'une solution dynamique ?

Le Congrès d'Amsterdam avait invité les partis à constituer des Commissions d'études coloniales (22). Nous

(20) Cf. **India at the International Socialist Congress, Speach of Dadabhai Naoroji, In-4°,** 2 pages (exemplaire à l'Institut International d'Histoire Sociale d'Amsterdam). Cf. aussi **Internationale Sozialisten Kongresse Über Indien, Reden und Resolutionen,** s.l., s.d., in-8°, 14 p.

(21) C'est le texte de la motion que Hyndman présenta dans son rapport comme émanant de D.N., **op. cit.,** p. 82.

(22) Et non un Bureau international d'Etude, comme le dit par erreur le compte rendu français.

ignorons tout de leur composition. Sans doute ne furent-elles jamais mises en place ; mais dans chaque pays on vit apparaître des spécialistes. En France, par exemple, on peut tenir pour tels, pendant ces années, outre Jaurès, Tarbouriech, membre avec Charles Gide et Paul Viollet du Comité de protection et de défense des indigènes (23), Paul Louis (24) et Rouanet, qui seront chargés de préparer un double rapport pour les Congrès de Nancy et de Stuttgart ; Henri de la Porte, de formation blanquiste ; et Bracke, guesdiste ; le Martiniquais Lagrosillière, d'abord «blocard», et qui se rapproche ensuite des guesdistes, et le jeune professeur de philosophie F. Challaye. A l'exception de Tarbouriech et de Jaurés, ce sont tous des hommes jeunes. Un dépouillement systématique de la presse socialiste et des débats parlementaires dans les principaux pays permettrait de même de connaître sinon ceux qui ont composé ces commissions fantômes, du moins ceux qui y avaient vocation (25).

De nouveaux événements, inégalement ressentis d'un pays à l'autre, sollicitent à partir de 1905 leur attention et déterminent une émotion qui déborde largement les cercles de spécialistes. Au premier rang figure la question marocaine qui, du printemps 1905 au printemps 1906, rappelle « aux peuples et aux prolétaires combien la paix est fragile et précaire dans la société d'aujourd'hui » (26). Ce n'est plus seulement en Extrême-Orient, en Afrique du Sud, que la volonté d'expansion risque d'entraîner la guerre. L'opinion socialiste en eut-elle pleinement conscience, du moins en France et en Allemagne ? Des sondages entrepris dans la presse socialiste de province en France n'en donnent pas la certitude. Les directions, par contre, sentirent le péril.

En Afrique noire de sanglants incidents étalaient publiquement une autre plaie de la colonisation. Dans les

(23) Cf. **La Revue Indigène** qui publie les appels de ce comité, où Tarbouriech est, avec Félicien Challaye, le seul socialiste.

(24) Il publie en 1905 à la Société nouvelle de librairie et d'édition un petit volume qui porte le numéro 36 de la Bibliothèque socialiste : **Le Colonialisme.** Il reprend avec force les arguments habituels contre la colonisation. Sur les positions de l'ensemble de la S.F.I.O., l'étude la plus récente est celle de THOMAS, « La politique socialiste et le problème colonial », **Revue Française d'Histoire d'Outre-Mer,** 2e trimestre 1960, pp. 213-245.

(25) Ce dépouillement a été mené à bien pour les Allemands par A. ASHER. « Imperialists within German Social-democracy prior 1914 », **Journal of central European Affairs,** 1961, n° 4, pp. 397-422.

(26) Texte extrait du discours que Jaurès devait prononcer à Berlin le 9 juillet 1905 et qui, interdit par Bülow, fut publié le même jour dans **l'Humanité** et le **Vorwärts.** Signalons que, dès 1905, le B.S.I. envoie plusieurs circulaires sur le problème marocain, dans la perspective de la lutte contre la guerre.

deux Congos, dans le Sud-Ouest allemand, le visage spoliateur, destructeur et répressif, le visage « traditionnel » du colonialisme apparaissait à nu. Les Hereros étaient acculés à la famine par le général Von Trotha et les souffrances des Noirs congolais victimes du « rubber-system » étaient dénoncées avec véhémence par les Belges et les Français en liaison avec la « Congo Reform Association » anglaise. En France, c'est le 16 février 1905 qu'avait éclaté, dans **le Matin,** la nouvelle que des fonctionnaires coloniaux de Brazzaville avaient fait sauter à la dynamite un jeune Noir pour célébrer le 14 juillet 1903 (27). Pendant toute l'année 1905 et jusqu'aux élections de 1906, l'**Humanité** mena contre « la barbarie coloniale » au Congo, en A.O.F., aux Antilles et à la Guyane une campagne bien informée et bien dirigée par Rouanet.

Enfin, les résistances indigènes à la colonisation apparaissaient maintenant en divers points, de manière parfois puissante et déjà cohérente comme en Inde, le plus souvent encore sporadique et peu élaborée. Paul Louis, dans le chapitre trois de son livre sur **le Colonialisme,** énumérait les révoltes qui dans les dernières années avaient créé quelque émotion dans l'Empire français. Il insistait sur l'« insurrection » algérienne de Margueritte, sur la rébellion qui avait éclaté dans la province de Faranfagana à Madagascar, sur les soulèvements qu'alimentait, du Tonkin à la Cochinchine, la victoire remportée par le Japon sur la Russie, encore que, fort probablement, la valeur prémonitoire de ces incidents n'ait guère été comprise.

C'étaient là des données mises à jour par le fait colonial lui-même. Pour mieux saisir la manière dont l'opinion socialiste les ressentit, il faut tenir compte de la conjoncture internationale. Elle sensibilise en 1905/1906 une large fraction des socialistes à une ferme condamnation du colonialisme, en même temps qu'elle agit sur d'autres comme un frein et les pousse à s'installer dans le régime : si cette appréciation est fondée, elle peut nous aider à comprendre le durcissement des tendances au moment du Congrès de Stuttgart.

(27) Voir sur ce point le **J.O.** de février 1906 et notamment l'intervention de Rouanet des 19 et 20 février ; voir aussi les articles de ROUANET dans **l'Humanité,** ceux de P. MILLE dans les **Cahiers de la Quinzaine ; les Souvenirs sur la colonisation** édités en 1935, en hommage à F. Challaye, par quelques-uns de ses amis (Ils contiennent son « Carnet de route » de 1905 pendant la mission Brazza), enfin le rapport du capitaine Jules SAINTOYANT, **L'affaire du Congo,** 1905, publié en 1960 à Paris, aux éditions de l'Epi, avec une préface de Ch.-A. Julien.

On peut à juste titre parler de la radicalisation du mouvement ouvrier en 1905/1907. Dans plus d'un pays d'Europe, pour ne rien dire de l'Asie, la combativité des travailleurs s'accroît, des objectifs de combat sont définis, on discute sur les moyens les plus efficaces pour les atteindre. « Le prolétariat, s'écrie Jaurès, veut être l'acteur de son propre drame. » Le branle-bas est donné par la Révolution russe, dont le retentissement est immense. La grève des mineurs de la Ruhr de 1905 atteint une ampleur jamais égalée. Les grandes grèves françaises de 1906/1907 secouent l'opinion. En Angleterre, où le « great unrest » ne commence qu'en 1908, les élections de 1906 ont pourtant été marquées par une véritable lame de fond. Les discussions sur la colonisation dans les partis nationaux, puis à Stuttgart, portent pour une part la marque de ces ardents combats. Mais, au moment où le Congrès se réunit, une vague de déceptions commence à toucher les socialistes. En France et en Allemagne, il faut la mettre en relation avec les maigres conquêtes obtenues par les grévistes et les résultats décevants des élections. On attendait beaucoup en France de celles de l'été 1906 : or le parti progresse à peine de quelques milliers de voix. En Allemagne c'est pire : les « élections hottentotes » de 1907 font perdre à la Social-Démocratie la moitié de ses sièges : de 81 députés, elle tombe à 43. La tentation est grande pour ceux qui avaient toujours combattu de leur mieux la radicalisation des masses de tirer de cette défaite argument pour leur politique coloniale, et pour les responsables de l'« appareil », qui ont mission de mener le parti à la victoire, d'éviter à l'avenir toute campagne anticolonialiste fracassante. En 1912 la Social-Démocratie mènera sur les problèmes coloniaux une campagne « dépourvue d'emphase » (l'expression est de A. Asher) et... gagnera un million de voix.

L'année 1907, celle du Congrès international, fut une année de réflexion idéologique intense en matière coloniale, tout au moins dans certains pays. Une exception : la France, où la presse socialiste n'aborde plus guère ces thèmes ; au Congrès de Nancy, qui se tient au début d'août 1907, les deux rapports présentés : celui de Rouanet sur la condition faite aux indigènes et de Paul Louis sur les causes et les conséquences du colonialisme sont adoptés... sans discussion ! Et le parti ne les transmet même pas à l'Internationale, comme il s'était engagé à le faire. Seul le

rapport de Paul Louis fut publié dans **Le Socialiste :** c'était un simple résumé de son petit livre paru deux ans plus tôt. Dans les Pays-Bas et en Angleterre, les rapports de Van Kol et d'Hyndman ne semblent pas non plus refléter de grands débats nationaux. En Belgique, au contraire, le problème du Congo est toute l'année à l'ordre du jour. Ce sont les quatre rapports élaborés par Denis, De la Fontaine, Furnémont et Vandervelde pour le Congrès extraordinaire du P.O.B. du 30 juin 1907 qui constituent l'apport théorique du parti au Congrès international. Le rapport de H. Denis concerne « le principe de la colonisation », celui de La Fontaine « la situation internationale du Congo », celui de Furnémont « la législation coloniale prévue par les capitalistes ». Celui de Vandervelde sur « la reprise du Congo » n'a pas été fourni au Congrès international, les thèses de Vandervelde ayant été battues à Bruxelles.

Mais c'est en Allemagne que l'effervescence est à son comble. Dans les **Sozialistische Monatshefte,** les partisans d'une « politique coloniale » attaquent. Bornons-nous à citer quelques noms et quelques titres : Max Schippel avec « Die Kuliarbeit und die Chinesenfrage in Amerika, Australien und Süd-Afrika » (28) ; Richard Kalwer avec « Kolonialpolitik und Sozialdemokratie » (29) ; David, dans la **Volkszeitung** de Mayence (30) ; Bernstein affirme que « la question coloniale est... la question de l'extension de la civilisation ». La gauche marxiste réplique, en général un peu tard. Ainsi le rapport du parti allemand pour le Congrès international, confié à Ledebour en mai 1907, fut rédigé tardivement, ne put figurer dans le volume, **Propositions et projets de résolutions** avec rapports explicatifs présentés au congrès, et, quoi qu'imprimé à la dernière minute en allemand, il resta pratiquement inconnu (31). Quant à Karl Liebknecht, il critique certes, mais avec une grande modération, « le point de vue de quelques-uns de nos camarades disant que nous n'avons qu'à nous déclarer pour une politique coloniale rationnelle » (32). Mais la revue officielle du parti, la **Neue Zeit,** ne s'engage pas tout de suite, le débat n'est vraiment ouvert qu'au lendemain du Congrès

(28) Cet article est un fragment d'un livre paru plus tard.
(29) **Sozialistische Monatshefte,** 1907, p. 370.
(30) 26 août 1907.
(31) La brochure imprimée se trouve à Bonn, dans les Archives du Parti social-démocrate.
(32) Conférence prononcée à Leipzig le 27 avril 1907, extraits dans le **Socialisme** 12 mai 1907. Voir aussi Karl LIEBKNECHT, **Gesammelte Reden und Schriften,** vol. 1, sept. 1900 - févr. 1907, Berlin, Dietz Verlag, 1958.

de Stuttgart et du Congrès d'Essen, quand Dix Arthur publie sa brochure, Kautsky et Parvus leurs livres (33). Les congrès ont été une dure leçon.

On comprend l'émotion de Kautsky et de la gauche quand on reconstitue l'atmosphère de Stuttgart. Pour la première fois dans l'histoire de l'Internationale, on entendit le rapporteur, Van Kol, développer, au nom de la majorité de la Commission, une motion qui renonçait à condamner la « politique coloniale » entendue au sens d'acquisition et exploitation de colonies ! « Le Congrès, lisait-on dans le premier paragraphe, tout en constatant qu'en général on exagère fortement, notamment dans la classe ouvrière l'utilité ou la nécessité des colonies, ne condamne pas en principe et pour tous les temps toute politique coloniale — qui en régime socialiste pourra être une œuvre de civilisation ». Pour la première fois aussi, depuis le Congrès de Londres, on assista en séance plénière à de dramatiques retournements. Kautsky, qui n'avait pas participé aux travaux de la Commission, s'éleva contre la motion et conjura le congrès de se ressaisir. P. Singer, qui présidait, fit procéder à deux votes d'un inégal intérêt. Le premier, capital, concerna un amendement de gauche (signé de Ledebour, Wurm, De La Porte, Bracke, Karski) qui remplaçait le passage dont nous venons de signaler l'orientation et condamnait une fois de plus la politique coloniale capitaliste. La majorité ne fut acquise que par 127 voix contre 108. On vota ensuite pour l'ensemble de la motion ainsi amendée ; le vote avait moins d'importance ; à la majorité ou à l'unanimité toutes les délégations approuvèrent le texte, sauf les Hollandais qui s'abstinrent. A l'intérieur de la délégation allemande pourtant de violents incidents éclatèrent : David mena grand tapage pour obtenir le droit de voter individuellement contre la motion. Non seulement l'unanimité n'avait pu être maintenue, non seulement l'affrontement avait été pathétique, mais encore la majorité obtenue ne correspondait sans doute pas à l'état d'esprit de la majorité des délégués : la gauche devait sa « victoire » au prestige personnel de Kautsky.

Il n'est pas moins intéressant d'observer comment s'étaient déroulés les débats et les votes. En commission, où étaient inscrits 57 délégués, il n'y en eut jamais plus

(33) Arthur DIX, **Sozialdemokratie, Militarismus und Kolonialpolitik auf den sozialistischen Kongressen,** Berlin, 1907, 32 p. — K. KAUTSKY, **Sozialismus und Kolonialpolitik,** Berlin, 1907, — PARVUS, **Die Kolonialpolitik und der Zusammenbruch,** Leipzig, 1907.

de 28, et aucun « ténor », sauf quelques spécialistes. Ni Kautsky, ni Lénine, ni Rosa Luxemburg, ni Bernstein, ni Jaurès, ni Turati. Faut-il en conclure que pour beaucoup de délégués les débats coloniaux restaient marginaux ? En fait, la lutte contre la guerre mobilisait déjà l'essentiel des énergies et la personne d'Hervé faisait salle comble. En séance plénière, les « marginaux », cette fois, s'exprimèrent, en particulier les délégués des nations non colonisatrices. Ils donnèrent massivement leurs voix (sauf les pays scandinaves et l'Autriche-Hongrie) à l'amendement Ledebour, qui ne passa que grâce à eux, tandis que la majorité des voix françaises et anglaises, la totalité des voix allemandes, belges et hollandaises, allaient à la motion de Van Kol. Parmi les grandes nations colonisatrices, seuls les Russes soutinrent Ledebour à l'unanimité.

C'est à partir des arguments développés en 1905 et 1907, souvent repris dans les rapports destinés au congrès, exposés en commission et en séance plénière (34), qu'il est possible de dégager, en ce moment crucial, les tendances qui s'expriment dans l'Internationale sur le problème colonial. Les difficultés sont grandes : elles tiennent aux hésitations de certains, par exemple Rouanet, à l'aisance avec laquelle d'autres changent d'opinion, ainsi Van Kol qui, dans son rapport, démontre que les colonies ne sont guère utiles, mais dans les débats soutient avec véhémence la thèse contraire ; surtout, les armes employées sont bien souvent mouchetées. Contrairement aux votes acquis en séances plénières, ce ne sont pas deux mais trois courants qu'il faut distinguer en 1907. Un quatrième s'y greffe déjà, mais qui ne s'est pas encore exprimé au congrès et, naturellement, toutes sortes de nuances existent dans chaque camp.

A l'extrême-droite, E. David et ses amis. Le député de Mayence est le chef de file reconnu du courant impérialiste dans la social-démocratie. C'est en Allemagne que sa tendance recueille le plus d'appuis, Schippel, Noske, Hildebrand, Vollmar, Ulrich, les époux Maurenbrecher. En séance plénière il ne s'est manifesté que par son obstination. En commission, il a proposé un amendement qui, sur 28 votants, n'a obtenu que 7 voix. Ce texte saluait dans l'« idée colonisatrice un élément intégral du but universel des civilisations poursuivi par le mouvement socialiste ».

(34) On peut y ajouter le compte rendu officiel des réunions du B.S.I., Conférence des journalistes socialistes, Commission Interparlementaire qui se tinrent à Bruxelles les 10-12 octobre 1908. Il est publié à Gand, 1909, 104 p.

L'Europe, d'ailleurs, a besoin de colonies : « Sans colonies nous serions assimilables, au point de vue économique, à la Chine » (35). L'intégration de David et de ses amis dans l'état impérialiste est quasi-totale. Ils en approuvent les buts et n'en désapprouvent que faiblement les méthodes. Sous le couvert de l'extension de la civilisation, ce sont les besoins des Etats capitalistes européens qui les déterminent. Du marxisme ils n'ont gardé qu'un vocabulaire employé à contresens (David confond moyens de productions et forces productives), de la tradition ouvrière du XIX[e] siècle que l'européocentrisme. Pas de conflits entre eux ni en eux. Ils sont un bloc.

Il n'en est pas de même au centre où se retrouvent autour de Van Kol ceux qui depuis longtemps partageaient son point de vue — les Belges, les jauressistes — et ceux qui l'ont rejoint en 1907 — une large fraction du parti allemand. Si l'on tient la composition de la commission pour représentative du congrès, la majorité leur appartient, d'autant que, contre la gauche, David et ses amis les soutiennent : en commission, la motion Van Kol obtient 18 voix avec l'apport de la fraction impérialiste, contre 10 à la gauche. Autour d'elle se regroupent en séance publique Bernstein et Rouanet, Vandervelde et MacDonald, Bebel lui-même. Entre eux bien des nuances : Van Kol croit toujours au protectorat comme à une panacée ; Rouanet, informé des réalités de l'Empire colonial français, ne se fait sur ce point aucune illusion : « L'association est une hypocrisie et un mensonge, comme l'était la prétendue assimilation à laquelle on la substitue », écrivait-il dans **l'Humanité** dès le 8 août 1906. La Fontaine, Jaurès, d'autres encore, rêvent d'une gestion internationale des colonies ; Van Kol, Bernstein n'y croient pas. Ils sont divisés aussi (et parfois, comme chez Van Kol, la ligne de partage passe à l'intérieur d'eux-mêmes) sur la question de l'utilité des colonies : sont-elles utiles aux nations européennes ou seulement aux capitalistes ? Bien des nuances donc, mais, plus encore, des points communs.

Tous considèrent la colonisation comme un fait qu'il est dérisoire de combattre. Mais, moins intégrés dans l'Etat que la fraction David, animés de l'esprit humanitaire si vif dans la tradition socialiste du XIX[e] siècle, tous accordent grande place à la dénonciation de la « barbarie coloniale ». Tous sont, sauf dans leurs moments d'humeur, indigéno-

(35) Compte rendu analytique de la 3[e] commission, **op. cit.**, p. 217.

philes. Seulement leur sollicitude pour les indigènes est celle d'un père pour ses très jeunes enfants et, sur un point capital, ils ont brisé avec l'humanitarisme démocratique : la conscience, pour certains la connaissance, de la spécificité du monde colonial les amène à nier le caractère universel des valeurs socialistes. Il y a les pays avancés, civilisés, capitalistes, pour qui valent les objectifs socialistes traditionnels, et les pays encore sauvages, pour lesquels il convient d'élaborer un programme original, un programme « colonial » ; Van Kol, lors de la réunion du B.S.I. d'octobre 1908, y englobe pêle-mêle : la nécessité de la corvée, l'impossibilité du suffrage universel (éléments qui maintiennent dans un état de subordination les peuples coloniaux) et... l'utilité du travail de nuit dans les pays chauds ! Il ne s'agit pas de réformes particulières adaptées à chaque colonie, point sur lequel tout le monde est d'accord, mais d'une problématique du « Tiers Monde » conçu comme un tout, un univers non seulement différent, original, mais globalement inférieur. Univers clos ? Sur ce point, malgré beaucoup d'hésitations, la croyance au progrès l'emporte. En apportant le capitalisme dans les colonies, la colonisation est facteur de progrès ; au terme d'une longue marche dont le socialisme peut atténuer les souffrances, c'est la mission des socialistes des pays colonisateurs que de conduire vers l'indépendance le monde colonial ; la motion approuvée par la majorité de la commission à Stuttgart est formelle : « Les mandataires socialistes ont le devoir... de travailler... par tous les moyens dont ils disposent à l'éducation de ces peuples pour l'indépendance ». La spécificité des colonies n'est qu'une étape, mais une étape à respecter : l'indépendance des colonies rendrait « les U.S.A. aux Indiens » s'écrie Bernstein ; et Van Kol : « Les délégués allemands, français et polonais, qui ont signé la résolution de la minorité (36), veulent-ils prendre la responsabilité de supprimer simplement le système colonial actuel ? » (37).

Et la gauche ? Sa stupeur nous surprend. Ne sentait-elle pas monter le péril ? Les réactions de ses représentants à la commission de Stuttgart sont purement défensives, de même celles de Kautsky à la séance plénière : gagner du temps, éviter le pire, répéter les formules

(36) La minorité de la commission : Ledebour, Wurm, De La Porte, Bracke, Karski.

(37) Conclusion de son discours à la séance plénière du Congrès de Stuttgart, op. cit., p. 288.

anciennes en attendant que d'autres soient mises au point (38). Puis vient le temps de la réflexion. La réponse s'élabore dans deux directions qui vont lentement diverger. Celle de Kautsky est prête la première. Il l'expose dans son ouvrage paru à la fin de 1907, après le nouvel affrontement qui l'oppose à David au Congrès d'Essen. Elle inspire ensuite sinon les guesdistes français dont la pensée se fige pendant les années qui précèdent la guerre, du moins des marxistes belges (39). Les arguments de Van Kol et de Bernstein sont pris en considération de façon sérieuse et rejetés au nom à la fois d'une analyse économique plus poussée et d'un « projet » essentiellement éthique. Il n'est pas vrai, explique Kautsky, que la colonisation soit facteur objectif de progrès. Elle ne développe, en effet, ni les moyens de production ni les forces productives ; elle utilise, au contraire, sous forme de travail forcé et de modes de pillage variés, les formes d'accumulation et de production les plus primitives. La condamner ce n'est donc pas s'opposer à la dialectique de l'histoire. Au reste, le genre humain est un, la démocratie est possible dans les colonies comme ailleurs, le programme socialiste dans ses grandes lignes est valable dans tous les pays (40), l'Internationale est ouverte à tous. Avec ce point de vue, Lénine se déclare, en octobre 1908, en accord total (41).

C'est avec les rapports destinés à la Conférence de la commission socialiste interparlementaire qui devait se réunir pendant le Congrès de Copenhague que la « question coloniale », au sens déjà traditionnel du vocable dans l'Internationale, a jeté ses derniers feux. Il s'agit de trois rapports publiés dans le numéro 6 du **Bulletin périodique du B.S.I.** : un long texte, un de plus, de Van Kol ; un court rapport du belge Furnémont ; une brève note du **British Socialist Party,** héritier de la **Social Democratic Federation.** Ils ont été élaborés à la demande de la Commission interparlementaire socialiste, le 8 novembre 1909, après qu'à la réunion du 12 octobre 1908 l'Internationale eût décidé, contrairement au projet de Van Kol, combattu par Ledebour, Furnémont, Kautsky et Vaillant, de ne pas créer de commission spéciale pour l'élaboration d'un « programme colonial », mais de demander aux différents partis ce que chacun préconisait. Incontestablement, les relations ont

(39) Cf. la série d'articles de DE BROUCKÈRE dans le **Peuple** en oct.-nov., 1908.
(40) Cf. la réponse de Kautsky à Van Kol à la réunion du B.S.I., du 12 oct. 1908.
(41) Cf. **Proletarii,** 16 oct. 1908. Délégué du P.O.S.D.R. au B.S.I., Lénine a participé à la réunion.

commencé à s'aigrir. On s'en aperçoit, par exemple, à la lecture d'un article vengeur de Vandervelde paru dans le **Peuple** du 16 février 1908 sous le titre : « Les Beckmesser du socialisme international ». Vandervelde y répond sur un ton exaspéré, peu fréquent chez lui, aux attaques parues dans la **Leipziger Volkszeitung,** organe de la gauche allemande contre la politique coloniale du P.O.B. On s'en aperçoit aussi aux vaines tentatives que fait Lénine au Congrès de Copenhague pour regrouper la gauche que traversent en réalité les courants les plus divers. En tout cas, la note anglaise, très sèche, ne reflète rien. Le rapport de Van Kol reprend des thèses déjà connues (42), celui de Furnémont énumère les garanties qu'il est possible d'obtenir pour les indigènes et y voit « la base d'une action socialiste en matière de politique coloniale » (43). C'est apparemment le triomphe du réformisme. Il est vrai que ces textes ne furent même pas discutés. La Conférence n'eut pas lieu.

LE RÉVEIL DE L'ASIE

Pourquoi la question coloniale disparaît-elle ainsi des débats de l'Internationale, alors que dans les partis socialistes on continue à en discuter ? Il est certain que depuis Stuttgart les risques de guerre noircissaient de plus en plus l'horizon : les Balkans devenaient une poudrière. Le menace du conflit mondial et les moyens de la combattre passaient au premier plan des préoccupations de l'Internationale. Or, à l'exception de la Tripolitaine et du cas marocain que régla d'ailleurs, à partir de novembre 1911, l'accord franco-allemand, les colonies n'apparaissaient plus comme une source majeure de division entre les deux blocs. On pouvait nourrir l'illusion que, le partage du monde étant fini, aucun conflit majeur ne naîtrait du repartage. Là était l'essentiel. L'Internationale tendait, dans sa majorité, à prendre assez aisément son parti de ce qu'on eût disposé « de pays et de peuples sans tenir compte de leur volonté et de leurs désirs », du moment qu'on avait « épargné à l'Europe une guerre qui aurait également mis ces pays sous une domination étrangère, mais aux dépens

(42) **Bulletin périodique du B.S.I.**, I, numéro 6, p. 203-214. Voir aussi, la même année, de VAN KOL : « Die kolonialpolitischen Aufgaben der sozialistischen Parteien ». **Sozialistische Monatshefte**, 1910, cahiers 16-18.
(43) **Bulletin périodique du B.S.I.**, I, numéro 6, p. 214-216.

de sacrifices qu'aucun chiffre ne saurait traduire » (44). c'est ce qu'écrivit Vliegen dans le rapport sur l'impérialisme qu'il rédigea pour le Congrès de l'Internationale qui devait se tenir à Vienne en 1914.

Mais si le problème colonial dans son ensemble cesse de préoccuper l'Internationale, on assiste à partir de 1908 à la prise de conscience d'un phénomène nouveau : le réveil des peuples d'Orient et, en particulier, d'Asie. La conquête du pouvoir par les Jeunes Turcs en 1908, la révolution iranienne, surtout, à partir de 1911, les événements de Chine, sont responsables pour l'essentiel de cette nouvelle orientation de la conscience socialiste.

Elle s'exprime en premier lieu, la chose est bien connue, chez Lénine, et, ce l'est moins, chez Pannekoek et certains « Tribunistes » hollandais (45). Dans un article du 23 juillet 1908 paru dans **Proletarii** et reproduit dans un recueil fondamental, aisément accessible, **Le Mouvement de Libération nationale des Peuples d'Orient** (46), Lénine analyse les événements de Perse et de Turquie et demande « un peu plus d'attention à la montée du prolétariat révolutionnaire international ». Sa vigilance ne se relâchera plus. Non seulement dès octobre 1908 il souligne « l'éveil de l'esprit de résistance et de riposte chez les masses opprimées des colonies », mais il montre qu'il faut en même temps développer « l'agitation dans les masses contre le pillage des colonies » (47). Cinq ans plus tard, analysant la double crise qui mûrit dans le monde en liaison avec les révolutions en Asie et, en Europe, « la folie des armements et la politique impérialiste », il conclut : « L'époque historique qui vient apportera au marxisme, doctrine du prolétariat, un triomphe plus éclatant encore » (48).

On connait moins Pannekoek qui militait alors avec l'extrême gauche allemande à Brême, mais la presse qui se considérait comme marxiste orthodoxe publiait parfois ses articles dont le ton et les perspectives tranchaient le plus souvent avec le reste du journal. Il analysait les solidarités entre les révolutions de l'Asie et les luttes de

(44) Cf. G. HAUPT, **Le Congrès manqué, L'Internationale à la veille de la première guerre mondiale,** Paris, Maspero, 1965, p. 208-217.

(45) On appelle ainsi le petit groupe qui, en 1909, s'était séparé du Parti socialiste des Pays-Bas et regroupé autour de **Tribune.** Il comptait de remarquables personnalités qui se réclamaient du marxisme : Pannekoek, Gorter, Van Ravesteyn et, plus tard, Henriette Roland-Holst.

(46) V. LENINE, **Le Mouvement de libération nationale des Peuples d'Orient,** éd. en langue étrangère, Moscou, p. 43-51.

(47) **Proletarii,** 16 oct. 1908, in LENINE, **op. cit.,** p. 52-64.

(48) **Pravda,** 1er mars 1913, in LENINE, **op. cit.,** p. 84-91.

classes de l'Europe et prédisait, en relation avec les luttes pour l'indépendance, la guerre et la révolution sociale : « La révolution politique de l'Asie, le soulèvement de l'Inde, la rébellion du monde musulman opposant à l'expansion du capitalisme d'Europe un obstacle décisif... des collisions sanglantes deviennent de plus en plus inévitables. Aux guerres d'indépendance et de colonisation en Asie se lie la guerre générale entre les peuples européens » (49), et à celle-ci la révolution.

Chez l'un comme chez l'autre le caractère global de l'analyse et, dans une certaine mesure, de la stratégie, reposait sur une conscience révolutionnaire mondiale. S'y ajoutait chez Lénine l'attention passionnée portée au fait national et à l'espace asiatique auquel se rattachait pour une part la Russie. Mais si seule l'extrême gauche de l'Internationale était susceptible de saisir de façon aussi profonde « l'éveil de l'Asie », nombreux étaient les socialistes qui avaient le sentiment confus de se trouver devant un tournant de l'histoire.

Sous le pseudonyme de Tigran Derwisch, paraît en 1909 dans **Neue Zeit** un article consacré à la révolution persane où est vigoureusement formulée l'idée que « nous sommes à la veille d'une grande révolution » (50). Et si, dans la S.F.I.O., le mouvement « jeune-turc », au reste riche en contradictions, suscite bientôt de très nombreuses réserves, le plus grand leader français, délégué au B.S.I., Jaurès, exprime clairement et souvent l'espoir que la Turquie libre pourra constituer un jour un pont entre le monde musulman et l'Europe, et il lui arrive maintes fois de saluer « cette autre force qui s'éveille..., tous ces peuples de toutes les races, jusqu'ici inertes ou qui le paraissaient, qui semblaient, pour nous, à travers notre tourbillon d'agitations européennes, couchés dans un sommeil éternel et qui, maintenant, se réveillent, réclament leurs droits, affirment leurs forces, races de l'Afrique, races de l'Asie » (51). Le mouvement est si profond qu'un dirigeant aussi peu « révolutionnaire » que Vliegen exprime clairement en 1914 l'idée que c'est la mission de l'Internationale, « le devoir des partis socialistes de tous les Etats de faire à l'égard de ces pays annexés comme colonies une politique

(49) A. PANNEKOEK, « Révolution mondiale », **Le Socialisme** (hebdomadaire guesdiste), 21 janvier 1912.

(50) TIGRAN DERWISCH, « Die persische Revolution », **Neue Zeit**, XVII, Bd. I, p. 720-726.

(51) Chambre des Députés, 28 juin 1912. Texte du discours in M. Rebérioux, Jean JAURÈS. **Textes choisis**, tome I ; **Contre la guerre et la politique coloniale.** Paris, Ed. Sociales, p. 203-210.

qui leur rende au plus vite l'indépendance qui leur a été enlevée » (52) : c'est l'envers paternaliste d'une médaille dont les milieux les plus « radicaux » dégageaient la face révolutionnaire.

Quelles qu'aient été les conclusions politiques qu'en aient tirées les uns et les autres, on avait donc assez largement conscience dans l'Internationale du réveil de l'Orient. C'est que non seulement les révolutions politiques attiraient l'attention vers ces contrées plus ou moins éloignées de la vieille Europe, mais encore des informations précises circulaient sur la pénétration des idées socialistes, ou tout au moins « révolutionnaires démocratiques » (53) dans les pays dépendants, coloniaux ou semi-coloniaux. En ce domaine l'étude des archives du B.S.I. et de la presse socialiste de l'époque permet de modifier certaines conclusions hâtives tirées des comptes rendus des Congrès internationaux, et de mettre à jour les liens qui s'établirent entre l'Internationale et les premiers mouvements socialistes dans le proche et l'extrême Orient, en relation avec les échos de la révolution russe de 1905.

Les prises de contact entre l'Internationale et les mouvements socialistes naissants furent étroitement liées à l'éveil du sentiment national sur le continent et aux révolutions qui éclatèrent, après 1905, en Chine, en Perse et en Turquie. Mais la structure même de l'Internationale — fédération de partis autonomes — l'empêchait, de toute façon, d'agir directement. Le B.S.I. se contenta de transmettre des informations et des appels parfois déchirants, de mettre en rapport organisations et personnalités socialistes d'Asie et de les faire bénéficier de son expérience et de son autorité morale.

Nous passerons ici très rapidement sur la Chine (54). Le problème chinois est en effet particulièrement complexe et déborde largement le cadre de ce volume. Les révolutionnaires chinois se réclamaient du socialisme, mais l'on peut se demander à bon droit ce qu'ils entendaient par là. Sun Yat-sen, en tout cas, multiplia les contacts non seulement avec l'Angleterre, où il avait souvent rencontré Keir Hardie, mais avec l'Allemagne (55) et avec la France (56).

(52) G. HAUPT, **Le Congrès manqué, op. cit.**, p. 211.
(53) L'expression est de LÉNINE, **Pravda**, 10 mai 1913, **in op. cit.**, p. 99-100.
(54) Les principaux documents qui la concernent sont en cours d'élaboration à l'École des Hautes Etudes, VI[e] section, par M. RACHLINE.
(55) Il fut mis en rapport avec Künert, rédacteur au **Vorwärts.**
(56) Le chroniqueur « asiatique » de **l'Humanité**, l'Espagnol FABRA RIBAS, fait une grande place aux révolutions chinoises. **Le Mouvement socialiste** de Lagardelle publie un article de Sun.

En 1905, de passage à Bruxelles, il fit la connaissance de Huysmans. Le rapport d'activité de C. Huysmans pour 1905 indique en effet que « le secrétariat a reçu la visite de socialistes chinois qui s'organisent et semblent désireux d'assister au prochain Congrès de Stuttgart » (57). Parmi eux il y avait Sun Yat-sen. Huysmans a publié le texte de ses entretiens avec Sun dans le journal flamand **Vooruit.** Ce contact épisodique devint plus organique après la révolution chinoise. En 1912/1913, Sun entretint toute une correspondance avec le secrétaire de l'Internationale, tandis que les groupes socialistes qui se formaient en Chine assuraient leurs liaisons par l'intermédiaire de socialistes américains : G.L. Harding et J.A. Jackson. Ces groupes qui s'intitulaient « partis socialistes » envisagèrent même d'envoyer leurs délégués au Congrès de Vienne.

S'agissant de la révolution persane, l'Internationale alla plus loin. En 1908, elle avait reçu le « Manifeste des sociaux-démocrates persans défenseurs de l'Islam » qui saluaient la révolution au moment de la proclamation de la première constitution (58). Dès 1909, elle chercha à mobiliser l'opinion socialiste mondiale. Le Congrès de Copenhague vota l'année suivante une motion très chaleureuse qui exprimait la solidarité du socialisme international (59). En septembre 1911, le secrétariat du B.S.I. envoya à la presse socialiste un appel signé d'Ibrahim, secrétaire du parti social-démocrate persan, qui demandait à tous les « ennemis du banditisme colonial » de protester par tous les moyens contre la « politique cynique des gouvernements russe et anglais qui se préparent à étrangler le peuple persan ». L'appel se terminait ainsi : « Vive la liberté des peuples ! Vive le socialisme international ! » Moins de deux mois plus tard la situation s'aggravait encore et les forces anglo-russes écrasaient la révolution persane. Le B.S.I. transmit à nouveau deux télégrammes persans, d'abord aux délégués russes et anglais, puis à tous les journaux socialistes, après la chaleureuse réponse de Keir Hardie qui annonçait un grand débat aux Communes (60).

Ce document avait été transmis à C. Huysmans par le

(57) Texte publié dans la revue belge **L'Avenir social, 1906,** tome II, p. 130.

(58) Le texte en est reproduit dans la **Revue du Monde musulman,** 1911, p. 319, et dans J. LONGUET, **Le Mouvement Socialiste International,** (Encyclopédie Socialiste, Syndicale et Coopérative de l'Internationale ouvrière, publiée sous la direction de Compère - Morel), Paris, Quillet, 1913, p. 519.

(59) Le texte en est bien connu, mais en France il n'a été publié que dans le **Mouvement socialiste.**

(60) Cf. la circulaire nº 20 du B.S.I., 1911, Archives Huysmans. Le document de septembre 1911 a été publié par G. HAUPT, **Correspondance Lénine - Huysmans,** p 90-92, **L'Humanité** le reproduit le 12 sept. 1911.

délégué du P.O.S.D.R., V. Lénine ; ce fait n'est pas dû au hasard. C'est avant tout par l'intermédiaire du mouvement socialiste russe que les idées socialistes ou socialisantes ont pénétré en Perse. Il n'est donc pas étonnant de constater que les débuts du mouvement socialiste en Perse, ses rapports avec le mouvement révolutionnaire russe, ont attiré surtout l'attention des historiens soviétiques. Les ouvrages d'Ivanov, les études de N.K. Belova et A. Agahi ont apporté de nombreux faits inédits. Il en résulte que déjà, à la veille de la révolution russe, en 1904, s'était formé à Bakou un petit groupe social-démocrate persan. C'est dans cet important centre d'industrie pétrolière où furent concentrés plus de 10.000 ouvriers iraniens que le Comité de Bakou du P.O.S.D.R. créa l'organisation **Hümmet** qui avait comme tâche la propagande et l'agitation parmi les ouvriers musulmans du Caucase. Avec l'aide de **Hümmet** fut créée la première organisation social-démocrate iranienne, **Edjtemajune-Ammiyun** (« social-démocrate »). Bakou devint le centre de propagande des idées socialistes qui se diffuseront en Perse pendant la révolution.

Ce processus de pénétration reste encore obscur et sujet à controverse pour la première période de la Révolution constitutionnaliste. Dans le rapport présenté au Congrès international socialiste de Copenhague (1910) sur le rôle des sociaux-démocrates caucasiens dans la révolution persane, le socialiste georgien Tria (Vlass Mgeladze), souligne que les révolutionnaires russes n'ont pris aucune part à la première révolution persane en 1905 et que les comités sociaux-démocrates n'apparaissent en Perse qu'après juin 1908. Cette affirmation est contestée par l'historienne soviétique Belova qui émet l'hypothèse qu'entre 1905 et 1907 les organisations social-démocrates avaient déjà été organisées en Perse mais qu'elles étaient demeurées conspiratrices, ce qui explique que leur existence reste encore si mal connue (61).

Il est certain, en tout cas, que l'activité des groupes qui s'intitulaient sociaux-démocrates n'eut un caractère public qu'après la victoire des constitutionnalistes et que leur rôle fut considérable dans les événements qui caractérisèrent la seconde étape de la révolution persane.

Entre 1908 et 1911, le recrutement des comités sociaux-démocrates iraniens s'accroît et leur présence est signalée dans de nombreuses localités, surtout en Azer-

(61) Cf. Infra l'étude de Madame N.K. Belova.

bedzan persan. Leur propagande s'est intensifiée : ainsi, à Rechte, centre important dont les révolutionnaires persans aidés par des sociaux-démocrates russes (parmi lesquels S. Ordjonikidze) et des révolutionnaires arméniens se sont emparés, paraissent des brochures socialistes dont une traduction partielle du **Manifeste communiste** (62). Dès 1910, dans les colonnes du journal **Irane-ê Now** (Nouvel Iran) furent publiés des articles de propagande socialiste, certains de tendance marxiste (63). C'est surtout dans la révolte de Tabriz, où affluèrent les membres des diverses organisations révolutionnaires caucasiennes, que l'activité des sociaux-démocrates persans fut remarquée. A cet égard, le rapport de Tria fournit à l'Internationale un aperçu, complété ensuite par l'étude du socialiste russe M. Pavlovitch, qui parut dans la **Revue du Monde musulman** en février 1911. Reste à savoir là encore ce qui se cachait sous le vocable « socialiste ». L'Internationale ne semble pas avoir hésité sur ce point et, même aujourd'hui, rares sont les historiens qui, comme Belova, manifestent une attitude plus critique.

Si les archives du B.S.I. sont particulièrement riches en ce qui concerne la Perse, elles nous apportent moins de renseignements sur l'Inde. Il y a là quelque paradoxe quand on sait la place que les socialistes anglais, tout particulièrement, nous l'avons vu, Hyndman à la tête de la S.D.F., mais aussi Keir Hardie et l'I.L.P., accordaient à la lutte contre l'impérialisme britannique dans les Indes et quand on se souvient de la présence d'une délégation indienne dans les congrès internationaux depuis Amsterdam. L'Inde fut, de plus, le premier pays colonisé où se développa, dès la fin du XIX[e] siècle, un mouvement syndical très combattif à Bombay, à Calcutta (64), en particulier chez les cheminots et les ouvriers du textile (65). Mais aucun mouvement socialiste ne s'y implanta

(62) Cf. l'étude de M. S. IVANOV dans **Pervaja russkaya revoloucija i mejdunarodnoe rabotchee dvijenie**, vol. II, Mosva, 1956, p. 309.

(63) Cf. A. AGAHI, **Rasprostranenie idei marksizma-leninizma v Irane**. Bakou, 1961, p. 61. Agahi omet de mentionner que le rédacteur en chef **d'Irane - é Now** était Mehmet Emin Rasul Zaden. Pour les détails biographiques voir A. BENNIGSEN et CH. LEMERCIER-QUELQUEJAY, **La Presse et le Mouvement National chez les Musulmans de Russie avant 1920**, Paris-La Haye, Mouton & Co, 1964.

(64) C'est l'expression employée par A.R. DESAI, **Social background of Indian nationalism**, Bombay, Popular book depot, 3[e] éd., 1959, p. 192.

(65) Leur grève de 1908 pour protester contre l'arrestation du leader nationaliste Tilak fut saluée par Lénine comme la première action politique du prolétariat indien. Sur le mouvement syndical indien voir le chapitre 21 de S. D. PUNEKAR, **Industriel Labour in India**, London, Asia publishing house, 1960 ; cf. aussi le travail plus ancien de R. K. DAS, **The Labour movement in India**, 1923, et le livre récent de G. K. SHARMA, **Labour movement in India (its Past and Present)**, Delhi University Publishers, 1953, p. 47-70.

avant 1914. La révolution russe de 1905, la victoire japonaise sur la Russie amenèrent, certes, un extraordinaire renforcement de la lutte nationale et, à l'intérieur du Congrès indien, la naissance d'un courant patriotique radical dans ses objectifs et ses moyens d'action, mais l'idéologie conservatrice qui animait ses dirigeants les plus intrépides freina l'apparition de tout mouvement socialiste.

L'Indonésie, au contraire, représente, malgré la place minime qu'elle occupe dans la correspondance du B.S.I., un cas original d'implantation du socialisme. Sans doute, comme en Perse et en Chine, ce fut dans le contexte de la croissance du mouvement national que le socialisme indonésien vit le jour. Mais la naissance des idées socialistes n'y est pas liée à un mouvement révolutionnaire, et d'autre part, certains socialistes du pays colonisateur jouèrent un rôle décisif.

A la réunion du B.S.I. qui se tint à Londres le 14 décembre 1913 (66), le délégué hollandais Vliegen signalait « l'important mouvement qui s'est produit dans les colonies « des Indes hollandaises qui, à Java seulement, se sont « groupés au nombre de 600.000 pour défendre leurs droits « comme indigènes » et il invitait l'Internationale à se préoccuper de ce problème. Le mouvement patriotique remontait au moins à l'année 1908. C'est le 20 mai que des étudiants de Batavia fondèrent le **Budi Utomo** (Noble Effort), organisation d'intellectuels et de médecins qui contribua à la formation d'un certain nombre de leaders nationalistes, sans jamais présenter un caractère révolutionnaire. Le mouvement s'étendit bientôt à des milieux plus larges. Non seulement, en effet, la pratique de la langue malaise et la religion musulmane constituaient entre les îles des traits d'union, non seulement la fréquentation des universités hollandaises par une très petite minorité de jeunes Indonésiens formait des intellectuels en contact avec les mouvements progressistes d'Europe, mais encore la volonté de résister à la concurrence européenne et chinoise renforçait la conscience nationale de la petite bourgeoisie urbaine et, dans les plantations et les raffineries, un prolétariat s'était formé.

Dans ces conditions, surgirent presque en même temps (1911/1912) un petit Parti des Indes (67), vite interdit pour avoir réclamé l'autonomie et appelé, autour de Java,

(66) Compte rendu de la réunion par Jean LONGUET, **L'Humanité,** 15 déc. 1913.
(67) Dès juin 1913, ses trois dirigeants sont internés puis expédiés en Hollande.

à l'unité indonésienne, et une puissante société, le **Sarekat Islam** (Union islamique) qui réunit au début des commerçants javanais et prit bientôt, dans le centre et l'est de Java, le caractère d'une organisation de masse où se retrouvaient aussi paysans et ouvriers. Les statuts de l'organisation, définis en 1912, lui fixaient des objectifs uniquement économiques, sociaux et religieux (68), donc non politiques, ce qui lui permit d'obtenir le droit d'exister, tout au moins pour ses sections locales.

La direction du **Sarekat Islam** n'avait assurément rien de socialiste (69). La pénétration des idées socialistes, essentiellement parmi les colons hollandais, remonte sans doute au début du siècle, mais il faut attendre l'arrivée en 1912 d'un militant syndicaliste bien connu, Sneevliet, pour que commence une propagande systématique. Rapidement en contact avec les éléments socialistes hollandais, et en particulier avec D. M. G. Koch, il organise en 1913 l'Union des ouvriers de chemin de fer de l'Indonésie (70) qui, dès 1914, disposera d'un journal imprimé, **De Volharding** (Persistance). En même temps Sneevliet entrait en relation avec les animateurs de **Sarekat Islam** et considérait comme une tâche importante d'y faire pénétrer les idées socialistes. C'est pourtant tout à fait en dehors du **Sarekat** que fut constituée, en mai 1914, l'Association indienne social-démocrate (A.I.S.D.). Selon la **Revue du Monde musulman** de 1922, elle ne compta à ses débuts que 140 membres, d'ailleurs fort divisés. Dans son rapport au deuxième Congrès de l'Internationale communiste, Sneevliet, qui joua un rôle capital dans l'implantation de l'A.I.S.D., expose les points sur lesquels porta le débat. Les réformistes voulaient fonder « une sorte de société fabienne » et considéraient que les conditions n'étaient pas encore mûres pour la propagande socialiste. Les révolutionnaires qui formaient la majorité — à leur tête Sneevliet — étaient de l'opinion contraire. Lorsqu'éclata la guerre, l'A.I.S.D. faisait ses premiers pas (71).

(68) De nombreux renseignements à ce sujet sont rassemblés dans le numéro spécial de la **Revue du Monde Musulman** de 1922 (n° 52-53) consacré au sujet suivant : « Le bolchevisme et l'Islam hors de Russie ».

(69) Son principal leader était un intellectuel javanais très modéré, Tjokro Aminoto.

(70) Cf. Ruth **T. MCVEY, The Rise of Indonesian communism,** N. Y. Cornell Univ. Press, 1965, p. 12-17.

(71) Il subsiste ici beaucoup d'obscurités, malgré les apports neufs de Ruth MCVEY. Nous voyons mal en particulier quel rôle ont joué dans ce processus les chinois contre qui pour une part, s'était formé le Sarekat-Islam, mais qui, selon Van Ravesteyn (cité par LENINE, **Pravda**, 7 mai 1913), avaient transporté à Java le mouvement populaire de leur pays natal.

PRISE DE CONSCIENCE OU LIGNE RÉVOLUTIONNAIRE ?

Nous pouvons à présent, sinon répondre aux questions qui se posaient à nous, du moins suggérer quelques éléments de réponse. Peut-on dire que « la deuxième Internationale, dirigée par un groupe de politiciens et pénétrée de conceptions bourgeoises, n'a donné aucune importance à la question coloniale » ? Cette opinion du jeune communiste indien M.N. Roy (72), formulée sous forme de thèse complémentaire au deuxième Congrès de l'Internationale communiste, n'est pas fondée. Il n'est pas vrai que pour la seconde Internationale « le monde n'ait existé que dans les limites de l'Europe ». C'était là assurément une tendance ancienne, profonde, liée à l'avance du mouvement ouvrier européen et à l'interprétation mécaniste de quelques textes de Marx. Mais l'ampleur du fait colonial, la nécessité d'agir dans les parlements et les traditions libérales dont la grande majorité des leaders socialistes étaient imprégnés, amenèrent l'Internationale à mettre à l'ordre du jour, de façon presque constante depuis 1900, les problèmes coloniaux et à se préoccuper du sort des peuples colonisés. Jusqu'au bout, elle appela à agir contre l'expansion coloniale. Elle suggéra aux différents partis d'oeuvrer à la constitution de partis socialistes dans les colonies. Elle invita les socialistes à travailler à l'éducation des peuples coloniaux en vue de leur indépendance. Elle devina, à partir de 1908 surtout, l'importance du réveil de l'Asie, elle répondit même à l'appel de ceux qui, en Perse et en Turquie, se réclamaient du socialisme : elle diffusa leurs documents, conçut pour la Turquie une ligne politique féconde d'union de tous les opprimés par-delà les haines de races et de religions, appela à de grandes manifestations contre les actes impérialistes d'agression en Perse, en Tripolitaine ou dans les Balkans. En la personne de Kautsky, elle élabora une théorie éthique séduisante.

Lénine avait eu une position beaucoup plus nuancée que Roy, dont les compétences en matière coloniale

(72) M. N. ROY, né au Bengale en 1891, dans une famille aisée, fit des études supérieures de mathématiques. Très hostile à la Grande-Bretagne, il dut en 1915 s'exiler aux Etats-Unis, puis au Mexique. Borodine l'amena au communisme. Il joua un rôle important dans le Komintern de 1920 à 1928 et se spécialisa dans les questions coloniales avant de quitter l'Internationale communiste. Sur Roy voir **Contributions à l'histoire du Comintern**, sous la direction de J. Freymond, Genève. Librairie Droz, 1965 et la note de B. SOUVARINE in **Contrat Social**, 1966, N° 5, p. 267-269.

l'avaient pourtant impressionné. Il rendit plus d'une fois justice, avant 1914, à la constance avec laquelle l'Internationale abordait la question coloniale. Evoquant, dans le **Proletarii** (73), le Congrès de Stuttgart, il écrivait que « ce « n'est pas la première fois que les congrès internationaux « s'occupent de la question coloniale. Jusqu'à présent leurs « décisions ont toujours consisté à condamner irrévocable- « ment la politique coloniale bourgeoise, politique de pil- « lage et de violence. » Un an plus tard, il notait encore avec joie qu'à la réunion du B.S.I. d'octobre 1908, la « ligne de la social-démocratie » l'avait emporté sur la « ligne opportuniste » en matière coloniale (74).

De là à reconnaître à l'Internationale socialiste une ligne révolutionnaire conséquente en matière coloniale, il y a une marge. Plusieurs remarques nous semblent s'imposer.

La première concerne les clivages qui jouèrent dans l'Internationale. Comme on le vit au Congrès de Stuttgart, il y avait tout d'abord une profonde différence entre l'attitude des partis socialistes dans les pays colonisateurs et les pays dépourvus de colonies : dans ces derniers, les motions radicales rencontraient un soutien quasi unanime. Différence aussi entre le socialisme des pays colonisateurs, où le régime politique garantissait un certain nombre le libertés et visait à intégrer à la nation la classe ouvrière, et celui des pays — la Russie par exemple — où les organisations ouvrières et surtout socialistes restaient, au début du XX^{e} siècle, en dehors du droit commun. Les clivages principaux, pourtant, se retrouvaient d'un pays à l'autre, bien qu'avec une très inégale ampleur. Sur le problème colonial les tendances dans l'Internationale sont internationales. Les traditions nationales, les cadres historiques pouvaient être divers, les échos que soulevait la colonisation rendre d'un pays à l'autre un son différent, les mêmes courants se décelaient dans les partis allemand, belge, hollandais, italien et même français.

A la veille de la guerre, d'ailleurs, et ce sera notre deuxième remarque, les divergences vont en s'accentuant, même si la question coloniale proprement dite n'est plus au centre du débat. Une petite aile se consolide, qui suit avec passion le réveil des peuples soumis, et, non sans

(73) **Proletarii**, 20 oct. 1907. Repris dans LÉNINE, **op. cit.**, p. 40-42.
(74) **Proletarii**, 16 oct. 1908, in LÉNINE, **op. cit.**, p. 65-67.

tâtonnements et contradictions, cherche une issue dynamique à la crise qui s'annonce dans les pays dépendants comme dans les grands pays capitalistes. Il s'agit pour ces hommes de trouver des objectifs communs et des modes d'alliance entre le prolétariat des pays avancés et le peuple des pays dépendants : Sneevliet joue un rôle décisif, en 1914, dans la fondation du mouvement socialiste aux Indes néerlandaises ; Rosa Luxemburg, dans **l'Accumulation du Capital,** situe, en 1913, la contestation de la politique coloniale dans le cadre d'un combat général contre le système ; Lénine, qui polémique avec elle et lui reproche de sous-estimer gravement le fait national, rappelle le programme « qu'enseigne aux ouvriers le marxisme... égalité complète des nations, droit des nations à disposer d'elles-mêmes, union des ouvriers de toutes les nations » (75). Mais, à l'opposé, une partie de la gauche marxiste passe au centrisme et les courants de droite « colonialistes » dans les partis allemand, anglais, italien et même français se renforcent à la veille de la guerre. Ni le centre ni les divers courants disposés à considérer la colonisation comme un phénomène nécessaire aux sociétés industrielles, en régime socialiste comme en régime capitaliste, n'entreprennent d'ailleurs de fonder solidement leur conviction. Van Kol, par exemple, porte-parole de ces tendances dans l'Internationale, démontre longuement d'un rapport à l'autre... l'inutilité économique de ces colonies dont il annonce que la classe ouvrière aura d'autant moins besoin qu'augmentera sa capacité de production et de consommation. Le centre et la droite n'offrent aucune analyse économique cohérente.

Troisième remarque, lors même que l'Internationale votait sur les questions coloniales des motions radicales, sa pratique restait essentiellement pacifiste, libérale et humanitaire. Les seules grandes campagnes qu'elle a menées en ce domaine ont été inspirées par la haine de la guerre que risquaient d'entraîner les conflits coloniaux ou par l'horreur pour les crimes et les sévices commis sur les indigènes. Sympathie pour le genre humain ? Certes. Internationalisme de combat ? Sûrement pas. Les recommandations des congrès, qui visaient à la création de partis socialistes dans les colonies et de liens entre eux, restèrent lettre morte, à l'exception de l'Indonésie. En Algérie, en

(75) «Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes», **Prosvechtchenie,** numéros 4-5-6, 1914.

Tunisie, pour ne prendre que des exemples français, se créèrent des fédérations adhérant à la S.F.I.O. où dominaient les colons et leur idéologie (76). Dans les colonies anglaises, allemandes, belges : rien. Au Turkestan, en Perse, les sociaux-démocrates russes jouèrent un rôle dans la fondation des partis socialistes (77).

Quatrième remarque enfin : après avoir été pendant longtemps confondu avec l'expansion coloniale, l'impérialisme est devenu objet de recherche systématique dans les cinq années qui précèdent la guerre, mais ces recherches n'arrivent pas encore à déboucher sur une praxis politique. Le vocable avait pénétré dans le bagage commun des socialistes à la fin du XIX[e] siècle, mais, malgré quelques essais sans suite (dus en particulier à Karski, un socialiste polonais qui militait au côté de Rosa Luxemburg dans les rangs de la Social Démocratie allemande) et malgré l'ouvrage de Hobson, peu connu sur le continent, il fallut attendre en 1910 la parution du **Capital financier** de Hilferding pour que la réflexion s'élargisse, que la recherche progresse et que les débats s'engagent. L'impérialisme fut dès lors défini comme un nouveau stade dans l'évolution de l'économie capitaliste que ses contradictions semblaient vouer à une chute prochaine. C'est Rosa Luxemburg qui dans le cours qu'elle professe en 1912 et qu'elle reprend en 1913 en publiant **l'Accumulation du Capital,** définit, dans le cadre de l'impérialisme, la nécessité d'une stratégie révolutionnaire mondiale. En fait cependant sa théorie de l'espace capitaliste axée sur la seule lutte du prolétariat industriel des pays développés ne fait guère de place à ce que pourrait représenter la lutte de libération nationale des peuples coloniaux et à ce qu'elle pourrait révéler de potentiel révolutionnaire (78).

La guerre allait poser les problèmes en termes nouveaux, créer de nouvelles prises de conscience dans les pays coloniaux et amener la scission de l'Internationale. La maturation du léninisme, la découverte du rôle que les peuples colonisés pouvaient jouer dans le processus stratégique de la révolution mondiale détermineront la politique

(76) Cf. CH. R. AGERON, « Jaurès et la question algérienne », **Le Mouvement Social,** n° 43, janv.-mars 1963 et infra pp. 148 et 439.
(77) Cf. infra, chapitres 15 et 16.
(78) Les études les plus récentes sur les analyses de l'impérialisme tentées à la veille de la première guerre mondiale sont celles de Harwey MITCHELL « Hobson Revised » in **Journal of the History of Ideas,** XXVI, 1965, N° 3, p. 397-416, et l'article de Paolo SANTI dans **Critica Marxista,** 1965, mai-juin, p. 84-134 ; cf. aussi H. BRUNSCHWIG « Empire et Impérialisme », **Revue Historique,** juillet-sept. 1965.

de la troisième Internationale. Cependant, l'Internationale Socialiste continuera à poser la question coloniale à chacun de ses congrès, à la traiter en termes généralement traditionnels et à proposer, longtemps en vain, l'alternative de la décolonisation pacifique.

2

Marianne RACHLINE
Claudie WEILL

L'INTERNATIONALE ET LES RÉVOLUTIONS EN CHINE ET EN IRAN

LA CHINE 1905 - 1914

« La situation politique de la Chine où les socialistes et les démocrates voient contrecarrer, voire anéantir tous leurs efforts, parce que les gouvernements européens ne cessent de soutenir pécuniairement la réaction, a été signalée par le B.S.I. aux partis affiliés et aux fractions parlementaires, avec prière d'entamer dans la presse une campagne tendant à faire échouer des emprunts nouveaux dont le produit est destiné à écraser les éléments progressistes de la jeune République » (1).

Ainsi en 1913 les socialistes européens prenaient officiellement position sur le problème chinois, non seulement pour s'opposer à l'action de leurs gouvernements en faveur de Yuan Shi-kai (2), mais pour défendre ceux qu'ils appelaient «les éléments progressistes de la jeune République».

Quels rapports s'étaient donc créés entre les révolutionnaires chinois et la seconde Internationale, pour que les représentants de cette dernière pussent ainsi agir en faveur de groupements dont l'existence était ignorée en grande partie des Chinois eux-mêmes ?

Ces rapports remontent à 1905.

Cette année-là Sun Yat-sen, voyageant en Europe, se rend à Bruxelles et, introduit par le secrétaire du B.S.I., Camille Huysmans, il accorde une interview au journal socialiste **Vooruit** (3). Dans les années qui suivent, lui-même ou ses collaborateurs entrent en contact avec les journalistes socialistes belges, français, anglais et américains, soit dans leurs pays, soit en Chine par l'entremise de voyageurs. Les journaux de gauche européens multi-

(1) **Rapport d'activité du Secrétariat du B.S.I. pour 1913**, cf. G. HAUPT, **Le Congrès manqué, op. cit.**, p. 280.
(2) Président de la République Chinoise après la démission de Sun Yat-sen.
(3) **Voorult**, 18 mai 1905. Interview reproduite dans le **Peuple**, n° 140, 20 mai 1905, p. 1.

plient les articles en faveur d'une révolution chinoise. Après le renversement de la dynastie mandchoue en 1911, les rapports se précisent et, tandis que Sun Yat-sen et ses amis se rapprochent directement de Bruxelles et de Paris, de nouveaux partis se forment, en Chine même cette fois. Le B.S.I. entreprend une enquête et les voyageurs socialistes occidentaux en Chine envoient spontanément des rapports à Bruxelles. Mais les communications sont longues et lorsqu'en été 1914, les rapports officiels semblent pouvoir s'établir, les circonstances politiques des deux côtés ne le permettent plus.

On dispose donc de documents qui couvrent une période de neuf ans. En premier lieu, six années de préparation à la révolution de 1911 : quels qu'aient pu être les différents mouvements révolutionnaires chinois de l'époque (4), il est certain que pour l'opinion occidentale la figure principale de cette période est celle de Sun Yat-sen, tant par ce qu'il pouvait représenter dans son pays — il avait créé le **Tong-meng-hui,** principal parti révolutionnaire — que par les voyages qu'il faisait dans le monde, véritables tournées d'étude et de propagande pendant lesquelles il se documentait sur les formes de gouvernement existant en occident et expliquait les problèmes de son pays et de son mouvement à ses interlocuteurs européens. C'est par lui que la Chine et le socialisme chinois sont présentés aux socialistes européens. C'est à lui que ceux-ci rapportent nombre de soulèvements qui venaient souvent de personnalités ou de groupements très différents.

Après la révolution de 1911 la Chine devient une république et ce succès dont se félicite le B.S.I. en fait le porte-drapeau de tous les peuples opprimés.

L'Internationale alors s'enthousiasme officiellement. Mais en dépit de la création d'un parti socialiste chinois et de l'effacement politique de Sun Yat-sen (7) tous les documents continuent à le concerner, soit qu'ils en émanent directement, soit qu'ils parlent de lui, soit encore qu'ils s'adressent à lui. Les autres groupements sont mentionnés, appuyés certes, mais pour la Seconde Internationale seul Sun a donné en 1911 la preuve de ses capacités : elle est convaincue que rien ne pourra se faire sans lui.

(4) Le problème n'est pas ici de discuter de l'existence et de la valeur des mouvements dans le cadre chinois, ni d'évaluer quel peut avoir exactement été le rôle d'hommes comme Huang Xing ou de groupements dissidents qui commencent à apparaître dès 1906 en Chine. Pour cela on peut se rapporter à l'article de M. C. BERGÈRE, « La Révolution de 1911 », **Revue historique,** n° 468, octobre-décembre 1963.

AVANT LA RÉVOLUTION DE 1911

Ce qui frappe tout d'abord si on dépouille la presse socialiste du début du siècle, c'est le grand nombre d'articles sur la Chine, de « nouvelles du mouvement révolutionnaire ». Avant même de préciser les différentes idées qui se dégagent de ces articles il faut donc souligner que la Chine intéressait les journaux socialistes d'Occident. Et cela, non pas comme l'un d'entre eux l'écrit, en tant que « pays des étoffes de soie chatoyantes, des Dragons infernaux, des porcelaines délicates, pays surpeuplé dont les usages et les mœurs sont totalement différents des nôtres » (5) mais comme centre nouveau de fermentation révolutionnaire, comme terre d'un peuple préparant un grand changement, et, éventuellement, comme terrain d'essai du socialisme.

Ces articles sont de deux sortes : on trouve d'une part les simples informations, brefs paragraphes qui rendent compte d'un événement. Bien que généralement orientées, ces nouvelles font toutefois preuve d'une certaine confusion et groupent sous un même titre les informations les plus diverses attribuant à une seule origine, la tête du mouvement révolutionnaire, des assassinats, des décisions, des influences, des soulèvements dont on peut souvent dire qu'ils étaient totalement indépendants. Ainsi dans l'**Humanité,** en 1907-1908 on trouve sous cette rubrique la nouvelle de l'assassinat du gouverneur de la province du Anhui, un incident ayant eu lieu sur la ligne de chemin de fer Canton-Hankéou, la description de l'agonie de l'empereur, la reproduction de l'édit annonçant les réformes constitutionnelles, une dénonciation de l'action des troupes françaises à la frontière indochinoise, un portrait de Sun Yat-sen, suivi d'ailleurs la semaine suivante de celui de Yuan Shi-kai.

A côté de ces nouvelles généralement publiées sans commentaires on trouve, parfois en première page, des articles de fond, des prises de position sur le mouvement chinois. Ici plusieurs tendances se dessinent : l'une, la plus répandue, est celle de l'optimisme, celle des convaincus, qui font toute confiance au mouvement chinois.

Il est intéressant de remarquer dans ces articles à quel

(5) HARMEL et KEMING-TAN, « La Révolution chinoise », supplément à **La Guerre sociale,** mai 1908.

point Sun a su soit influencer ses interlocuteurs occidentaux, soit, ce qui est aussi possible, comprendre ce que ceux-ci voulaient voir dans le mouvement révolutionnaire chinois. On y retrouve, en effet les idées principales de Sun Yat-sen, quoiqu'elles soient présentées dans un ordre différent. La première caractéristique soulignée par les socialistes, c'est la nature non xénophobe du mouvement chinois.

Se voulant persuasifs et restés encore sous l'impression du soulèvement des **Boxers** de 1900, qui, quoi qu'il soit mal défini en Chine, semblait aux Européens caractérisé par le massacre de leurs compatriotes, les auteurs socialistes de ces articles insistent sur le fait qu'il ne s'agit plus de « deux civilisations qui se heurtent ». L'essentiel est à leurs yeux de définir de façon précise les objectifs du mouvement.

Ainsi dans l'**Humanité** un article signé J. J. (6) commence par ces mots :

« Ce n'est pas un fanatisme aveugle comme celui des Boxeurs. Les nouveaux révolutionnaires n'ont pas la haine de l'étranger. Mais ils ne veulent pas que la Chine soit humiliée et dépouillée par eux : ils invitent les Chinois à prendre conscience de leur dignité propre et de la valeur des étrangers afin d'appliquer en Chine les progrès réalisés ailleurs. »

Une fois cette garantie offerte à leurs lecteurs, les auteurs des articles tentent de préciser la nature du mouvement. Dans la plupart des cas leurs écrits restent vagues; ils reprennent les termes du vocabulaire socialiste de l'époque et les appliquent à la situation chinoise, sans arriver à préciser les choses mieux que ne l'avait fait Sun Yat-sen, mais en se gardant le plus souvent de citer en exemple des situations données.

Citons encore l'article de Léon Rémy paru en janvier 1908 dans l'**Humanité** (7) :

« On a pu sourire quand, les premiers de la presse française, nous avons essayé de faire comprendre toute la gravité d'un mouvement que beaucoup ignoraient, on a pu rire même quand nous avons affirmé qu'il ne s'agissait pas d'une de ces révoltes qui n'ont pas de chances d'aboutir parce que l'action n'a pas de cohésion et que,

(6) s'agit évidemment de Jean JAURES, « La rénovation chinoise », **L'Humanité**, 30 juillet 1907, p. 1.
(7) **L'Humanité**, 8 janvier 1908, p. 2, « La Révolution chinoise ».

ignorants des buts qu'ils devraient poursuivre, les « rebelles armés » poussés par une misère chronique, pressurés par les mandarins préfèrent une mort désespérée à l'inanition et aux tortures judiciaires... Nous publions aujourd'hui le portrait du chef du mouvement qui se réclame des principes que nous professons nous-mêmes. Ses camarades demandent ce que nous souhaitons, tout ce que nous souhaitons. Rappelons une fois de plus les quatre points principaux de leur programme qu'aucun socialiste ne se refusera à contresigner : suppression de la dynastie mandchoue, établissement d'une organisation politique fondée sur les principes démocratiques les plus larges possibles, suppression de la propriété privée, maintien à tout prix de la paix entre les nations. »

La même année, pourtant, **La Guerre sociale,** publie un supplément d'une quinzaine de pages (8) qui, à côté d'idées générales sur la Chine, présente un tableau assez complet des différentes tendances révolutionnaires chinoises. Ce document signé d'un nom français Harmel et d'un pseudonyme chinois Kéming-tan, par la précision des détails qu'il donne (liste des périodiques révolutionnaires chinois avec leur âge, périodicité, lieu de publication et couleur politique), le nombre des photos qu'il offre (principaux chefs révolutionnaires photographiés à Tokyo ou lorsqu'ils étaient entre les mains des soldats mandchous) n'est pas seulement original dans la presse européenne ; il représente de plus une source de premier ordre pour l'étude générale du mouvement sur lequel les documents précis sont assez rares. Enfin ce fascicule fait preuve d'une relative objectivité dans les faits qu'il décrit ; il annonce ainsi les articles désabusés que rédigeront parfois, quelques années plus tard, certains socialistes. Le ton y est différent de celui de l'interview de Sun et des éditoriaux de l'**Humanité.** Les auteurs écrivent :

« Les chinois ne possèdent ni le droit de suffrage, ni la liberté de presse, ni la liberté de réunion et de parole. Prohibée par le gouvernement, cela va de soi, la propagande révolutionnaire est encore rendue extrêmement difficile par le système particulier d'écriture que peu d'individus peuvent connaître. La communication des idées nouvelles a dû surtout se faire oralement, a été très lente par la suite... Après avoir été le seul apanage de la jeunesse intellectuelle éprise de la civilisation occidentale, les doc-

(8) Supplément à la **Guerre sociale,** mai 1908.

trines révolutionnaires se sont répandues peu à peu dans toutes les classes populaires. » Sans mettre en doute l'existence de l'idée socialiste chez Sun Yat-sen ils en précisent toutefois les limites en disant à propos du discours qu'il prononça à Tokyo à l'occasion du premier anniversaire du journal **Min-bao** (1906-1907) : « Cette conclusion d'un discours remarquable pour la place faite au socialisme s'inspire toujours, il est vrai, de l'origine patriotique du mouvement actuel, mais est-il nécessaire de souligner la valeur considérable des préoccupations économiques qu'elle révèle ? »

Et plus loin en concluant sur le socialisme tel qu'il peut exister en Chine :

« Sans doute il serait hasardeux d'assimiler le socialisme de nos amis chinois à celui des ouvriers de race blanche. Les conditions économiques diffèrent trop : la grande production capitaliste n'existe pas en Extrême Orient. Elle n'a pu créer un prolétariat conscient de sa classe, fort de ses traditions révolutionnaires. Il ne s'agit donc pas ici d'une transformation comparable à celle de la société capitaliste en société collectiviste, d'un socialisme basé sur le développement de la production industrielle. Les classes sont moins tranchées là-bas. S'il y a des pauvres et des riches ils n'existent pas à proprement parler comme dans notre société. Le socialisme chinois est démocratique dans son principe, dans son application il est essentiellement agraire et songe surtout à préparer, par la nationalisation d'un sol sur lequel les grandes entreprises n'ont pas encore mis la main, l'introduction de la civilisation moderne, pour aller plus loin encore. Tel quel il a une signification suffisante.

Certains journaux, enfin, en particulier l'**International Socialist Review** qui paraît aux Etats-Unis, publient dès cette époque des articles présentant les choses différemment. Cette revue était fort bien informée sur le développement du mouvement révolutionnaire chinois. Or on y trouve en 1908 une lettre (9) d'un socialiste américain travaillant à Shanghai. Celui-ci, après s'être proposé comme correspondant spécial sur place, affirme qu'il ne faut pas se laisser duper et qu'il n'y a pas de mouvement socialiste dans ce pays, que le seul journal socialiste d'Extrême Orient est japonais et que les périodiques chinois ne

(9) Clarence CLOWE, « The situation in China », in **International Socialist Review**, vol. IX, n° 2, août 1908, p. 119-125.

peuvent en aucun cas être considérés comme socialistes. Pourtant, ce qui est surprenant pour cette époque, il mentionne un mouvement syndicaliste très bien organisé en dépit du peu de résultats obtenus. L'auteur poursuit en critiquant les chinois qui dans les interviews qu'ils accordent aux journaux occidentaux déclarent qu'il n'y a pas de misère en Chine alors qu'elle est énorme et on peut rapprocher ce jugement de la réponse de Sun en 1905 où il disait : « Il y a très peu de pauvres gens et moins encore de gens riches... Les chinois savent très bien ce qu'ils font, ils sont parmi les peuples les plus heureux du monde. »

Des articles comme la lettre de Clarence Clowe sont rares et ils contrastent avec l'optimisme parfois teinté d'admiration qui caractérise les articles de la presse socialiste occidentale quand elle parle de la Chine. Lorsqu'en 1911 a lieu la révolution et que Sun Yat-sen devient président provisoire de la République Chinoise, les socialistes occidentaux voient là une confirmation de l'opinion qu'ils expriment depuis cinq ans déjà et ils font montre d'un enthousiasme qui se révèlera ultérieurement un peu hâtif.

APRÈS LA RÉVOLUTION : PERSPECTIVES D'ÉCHANGES ET DE CONTACTS (10)

Dans un article intitulé « La révolution et les questions sociales » publié tour à tour par le **Peuple** en Belgique, le **Mouvement socialiste** en France, et l'**International Socialist Review** aux Etats-Unis en 1912 (11), Sun Yat-sen écrit que le temps de la révolution sociale est maintenant arrivé en Chine. Après avoir parlé de la situation en France, en Angleterre et aux Etats-Unis il déclare que la Chine contrairement à ces pays n'attendra pas plus longtemps, sautera le stade capitaliste et il conclut en exposant une fois encore ses plans pour une réforme du régime de la propriété immobilière, en prenant l'exemple précis des immeubles du Bund à Shangai.

Pendant cette même période les contacts se développent.

En Chine trois petits partis se sont formés, à Shanghai et dans le Sud : le Parti socialiste, le Parti socialiste de

(10) Cette question constitue le sujet de ma thèse de troisième cycle en cours de préparation. Elle n'est qu'esquissée ici.

(11) **Le Peuple,** 11 juillet 1912, **International Socialist Review,** vol. XIII, octobre 1912, p. 339. **Le Mouvement socialiste,** nº 243, (t. XXXII) juillet-août 1912.

Chine et le Parti du Travail auront des activités politiques restreintes et une vie éphémère car ils seront très vite supprimés par le gouvernement de Yuan Shi-kai. A côté d'eux on trouve un mouvement anarchiste dirigé par Shi Fu ; le mouvement survivra clandestinement avec son journal **Min Sheng** (12) jusqu'à la mort de Shi Fu en 1916. En dehors des sources chinoises on connaît assez bien ces petits partis et les activités de Sun et du **Guo-min-dang** (13) en 1912-1913 grâce aux socialistes européens qui tentent de servir d'intermédiaire entre eux et l'Internationale, et qui envoient des lettres documentées à leur sujet au secrétaire du B.S.I., Camille Huysmans.

Ainsi un journaliste anglais, J. A. Jackson, écrit de Shangai : « Il y a ici un petit parti socialiste composé de chinois, je traduis leurs statuts en anglais... Malheureusement le parti est déjà scindé et il y a un petit Parti de **Purs** avec des idées plus avancées. »

Par ailleurs un voyageur américain, journaliste d'occasion G. L. Harding, ami de Sun Yat-sen envoie un long rapport sur ce qui se passa pendant la seconde révolution. Il s'y montre ardent défenseur de Sun et du Guomin-dang, « profondément imprégnés de socialisme » et propose d'organiser ce qu'il appelle un Y.M.C.A. socialiste, une organisation bénévole afin d'informer les chinois sur les textes, l'histoire et les idées socialistes. A côté de ces lettres spontanées et enthousiastes on trouve parfois chez ceux qui ont été en Chine une opinion différente et, en novembre 1913 et février 1914, le leader hollandais Van Kol écrit de Hong-Kong à Roubanovitch leader des socialistes révolutionnaires de Russie et à Camille Huysmans des lettres où il conseille au B.S.I. de ne pas trop se mêler des affaires chinoises, Sun Yat-sen étant à son avis « peut-être un idéaliste, mais point un homme capable. »

D'autre part en Europe, principalement à Londres, Bruxelles et Paris, des chinois, pour la plupart appartenant au **Guo-min-dang,** entrent en contact avec des parlementaires et des hommes politiques européens. L'un d'eux, Han Ru-jia est à l'origine de la création de la Ligue Sino-française qui organise un banquet pour célébrer la révolution chinoise et propose d'envoyer une mission parlementaire en Chine pour l'ouverture du nouveau parlement

(12) **La Voix du peuple,** périodique anarchiste paraissant irrégulièrement en Chine.

(13) Nouveau parti de Sun Yat-sen, ayant remplacé le Tong-meng-hui après la révolution de 1911.

où les élus Guo-min-dang sont en majorité. A propos de cette mission, le socialiste allemand Ebert demanda à Camille Huysmans si les socialistes européens pouvaient y participer. Huysmans répondit alors « qu'il n'était pas inopportun d'accepter l'invitation, ce qui sur le plan de l'organisation aurait profité au Parti chinois. » Malheureusement une fois encore la répression de Yuan Shi-kai empêche le départ de la mission et en septembre 1913 le secrétaire du B.S.I. envoie aux partis affiliés une circulaire leur demandant de faire campagne auprès de leurs gouvernements pour que ceux-ci « cessent de consentir à des emprunts nouveaux destinés comme le précédent, à écraser les éléments progressifs de la jeune république. »

Peu après dans une lettre à Sun Yat-sen il exprime le regret des événements qui ont eu lieu en Chine et l'assure qu'il fera son possible en Europe pour la cause chinoise.

Il y a toutefois en Europe aussi, après 1911, des hommes qui essayent d'analyser plus en profondeur le mouvement chinois, à leur tête Lénine qui à trois reprises entre juillet 1912 et mai 1913 publie de longs articles sur la situation chinoise dans la **Pravda** (14). Tout en exprimant son intérêt pour la révolution qui a su réveiller le peuple, il détaille la composition du Guo-min-dang, principalement bourgeois, critique la position de Sun Yat-sen telle qu'il l'avait exposée dans son article de 1912 en disant « Du point du vue doctrinal cette théorie est celle d'un socialiste-réactionnaire-petit bourgeois. Car s'imaginer qu'en Chine on puisse « prévenir » le capitalisme, qu'en Chine, en raison de son retard, la révolution sociale y soit plus facile, etc... c'est faire un rêve totalement réactionnaire ». Enfin il juge sévèrement le nouveau stade révolutionnaire proposé par Sun, celui de la réforme de la rente immobilière : « En effet, à quoi se réduit cette révolution économique dont Sun Yat-sen parle au début de l'article d'une manière si pompeuse et si obscure ? A la transmission de la rente à l'état, c'est-à-dire à la nationalisation de la terre à l'aide d'un certain impôt unique, dans le genre de ce que propose Henri George. Il n'y a absolument rien d'autre de réel dans la révolution économique proposée et prêchée par Sun Yat-sen. »

La note dominante reste pourtant l'euphorie. Qu'elle

(14) « La démocratie et le populisme en Chine », in **Nievskaia Zvezda**, nº 17. 15 juillet 1912. — « La lutte des partis en Chine », **Pravda**, nº 100, 3 mai 1913. — « Une grande victoire de la république chinoise », **Pravda**, nº 68, 22 mars 1913 etc...

est confiante dans l'avenir des relations entre l'Internationale et le Guo--min-dang, cette lettre de Sun au B.S.I., en mai 1914, dont voici un passage (15) : « Je lance un appel à vous tous, mes camarades, pour que la Chine devienne le premier état socialiste dans le monde. Consacrez votre attention et votre énergie à la Chine et mettez vos talents au service des différents départements afin de m'aider. J'ai besoin de l'aide des gens de votre organisation pour ma grande entreprise. »

Ce qu'aurait fait Sun Yat-sen si Yuan Shi-kai lui en avait laissé la possibilité, ce qu'auraient fait les socialistes européens s'ils en avaient eu le temps, il est difficile d'en juger. En Chine la situation des anciens révolutionnaires de 1911 était de plus en plus difficile. En Europe, lorsque la lettre de Sun arriva à Bruxelles, « les nuages de la guerre se faisaient déjà menaçants. Cela est regrettable : l'Internationale comptait suffisamment d'hommes qui auraient pu coopérer en connaissance de cause et avec enthousiasme à la création du nouvel état. Il n'a pu en être ainsi. »

L'IRAN 1908-1912 *)

Il ne convient pas d'aborder ici toute la problématique de la Seconde Internationale en matière de révolution en Asie, mais de rappeler simplement qu'à la veille de la première guerre mondiale, les deux partis qui s'en disputaient la direction, la Social-Démocratie allemande et la SFIO étaient tous deux prisonniers bon gré mal gré du concept de « concert européen » dont avait hérité la politique extérieure des grandes puissances. Cette position procédait de la logique du développement industriel qui secrétait les partis ouvriers proportionnellement à sa croissance. Il y avait d'une part les partis organisés et majeurs -- ceux des grandes nations impérialistes -- d'autre part les partis embryonnaires en voie de gestation — ceux

(15) Ce document, comme la plupart des précédents, provient des archives du B.S.I. Ils m'ont été communiqués par G. Haupt.

*) Cette étude a été réalisée sous la direction de MM. Bennigsen et Haupt. Ce dernier a communiqué les documents inédits du B.S.I. cités ici.

des pays opprimés. A la charnière se situait le parti russe, dont le gouvernement, celui du tsar Nicolas II, « despote asiatique », était l'objet des attaques les plus violentes de la part de la Seconde Internationale. C'était un ennemi qu'elle connaissait bien pour l'avoir rencontré en tant qu'oppresseur aux confins de l'Europe et de l'Asie, dans ses débuts de chef d'une puissance impérialiste. Après l'échec de ses tentatives contre le Japon, la Russie se dirigea plus au Sud et entreprit d'asservir économiquement d'abord la Perse, où elle rencontra l'impérialisme anglais jaloux de son hégémonie en Inde.

Pour la Seconde Internationale, le soutien à la révolution persane fut avant tout une lutte contre l'impérialisme au même titre que lors de la guerre des Boers, de la guerre des Boxers ou plus récemment du conflit marocain. Elle s'appliqua essentiellement à dénoncer les menées impérialistes de la Russie en Perse, observant une assez grande circonspection envers le parti social-démocrate persan qu'elle ne connaissait pas et sur le compte duquel elle avait entendu des témoignages contradictoires, ce qui, comme nous le verrons plus tard, ne simplifiait pas sa tâche en la matière. C'était en effet un parti difficile à connaître pour un organisme à prédominance européenne. Et en stigmatisant l'impérialisme russe, elle attaquait ce qui pour la diplomatie internationale constituait le fond du problème. Elle fit preuve en l'occurrence de plus de virulence que les organisations internationales dont le berceau avait été la Haye, mais ses efforts, s'ils furent plus vigoureux et surtout plus constants, allaient dans le même sens — respect du droit des gens et de l'intégrité territoriale.

LA RÉVOLUTION IRANIENNE

L'Iran qui vit échouer à ses frontières la révolution russe était en 1905 déchiré par une double crise, à la fois intérieure et extérieure. Sur le plan économique, les forces productrices étaient peu développées — pas d'industrie moderne, une agriculture misérable, aggravée par une libération du servage sans cessation de terres aux paysans et par la vente des charges administratives. Les étrangers contrôlaient le commerce extérieur et la concurrence de l'industrie européenne ruinait rapidement l'équilibre traditionnel du marché intérieur fondé sur un artisanat rela-

tivement prospère. Les couches les plus défavorisées de la population devaient chercher du travail à l'étranger, en Transcaucasie surtout.

Le mouvement constitutionnel qui en 1905 donna le signal des révoltes était à la fois anti-absolutiste et anti-impérialiste. Il dirigea ses premières attaques contre l'ingérence étrangère dans les douanes et les postes, puis dans le commerce intérieur. Cette première bataille aboutit à la défaite des Qadjars, dynastie appuyée sur la féodalité tribale et à la promulgation d'une constitution par le shah Mozaffer Eddin, à laquelle son successeur Mohammed Ali jura fidélité. Elle instaurait la représentation proportionnelle des différentes classes et catégories (autres nationalités ou religions existant en Iran) au Parlement **(Madjiess).** Le problème intérieur semblait partiellement réglé.

Mais la victoire de la bourgeoisie libérale sur la monarchie ne signifiait pas la libération du pays de la domination étrangère : l'accord anglo-russe de 1907 qui partagea l'Iran en zones d'influence — la route des Indes au Sud pour l'Angleterre, les territoires limitrophes au Nord pour la Russie — en est une preuve. La victoire était d'ailleurs précaire. Le shah supportait mal que sa possibilité de puiser dans les caisses de l'Etat fût réduite par un parlement dont il contestait la légitimité, il décréta le 23 juin 1908 sa dissolution et envoya contre son palais la brigade cosaque du général Ljahov, dont l'instauration était le résultat d'un accord entre le shah et le tsar conclu trente ans auparavant (1). Ce détachement était, outre les tribus nomades, le principal soutien de la dynastie, l'armée, rarement payée, souffrant de la même incurie qui caractérisait l'Iran en général.

Lorsque le coup d'Etat de Téhéran fut connu à Tabriz, les « réactionnaires » décidèrent de juguler l'opposition qui se manifestait dans les couches populaires. Celles-ci, en effet, prenant exemple sur la Russie, avaient fondé un peu partout des **Andjomans,** organisations calquées sur les soviets russes. Tabriz, la seule ville d'Iran où existait une industrie du type moderne devait donner l'exemple en la matière et fut aussi le lieu où s'acheva la première phase de la révolution qui avait vu coopérer pour l'instauration d'un régime constitutionnel, bourgeois, artisans, propriétaires et clergé, « progressistes » et libéraux. La volonté

(1) Cf. Michel PAVLOVITCH, « La brigade russe en Perse », **Revue du Monde Musulman,** 1911, t. XV, p. 319-338.

de la dynastie « d'en finir avec les **modjahed** les **feda'i** et l'**andjoman** » (2) fut la cause de la révolte générale.

Les principaux acteurs autochtones de la révolution de Tabriz se recrutèrent parmi les artisans, mais aussi parmi les ouvriers et les paysans, représentés par les **modjahed** d'Ali Mos'yu et de Davafurush. Des combattants étrangers vinrent se joindre à eux, qui après l'échec de la révolution russe de 1905, considéraient celle de Tabriz comme une école de guerre civile. Parmi eux figuraient des Arméniens de tous bords : **Dashnaks** (Parti nationaliste affilié à la Seconde Internationale) et **Hinchak** (Parti socialiste rival, moins nationaliste que le précédent, également affilié à la Seconde Internationale), les Azéris musulmans du parti **Hümmet** (groupe social-démocrate rattaché au POSDR de Transcaucasie), les Géorgiens de la Fédération caucasienne des social-démocrates et même des social-démocrates russes, bolcheviks et mencheviks. Il est difficile de déterminer la part exacte de tous ces éléments dans le mouvement. Nous savons seulement que Tria (3), qui dans le cadre de la social-démocratie russe présenta au Congrès Socialiste International de Copenhague un rapport sur la situation en Perse, était menchevik, que Efrem Khan, lieutenant de Sattar Khan était un Dashnak. Quant à Sattar Khan lui-même, le chef militaire incontesté de la révolte, les différents historiens n'ont pu se mettre d'accord sur son appartenance exacte (4).

Les objectifs du mouvement de Tabriz étaient assez vagues. Les participants, issus de couches différentes de la population avaient des aspirations par trop différentes : alors que le haut clergé chiite condamnait l'insurrection, les mollah continuaient à la soutenir, certains bourgeois nationalistes restaient aux côtés des artisans et des paysans. Il s'agissait en fait de rétablir la constitution, d'assurer ses assises, d'instaurer un certain nombre de libertés

(2) M. S. IVANOV, **Iranskala revoliutsia 1905-1911 g.**, Moscou, 1957, p. 288.

(3) Tria, nom de guerre de Mgeladze V.A. : Menchevik, participe à la révolution de 1905-1907. A l'époque de la première guerre mondiale, il était proche de l'organisation nationaliste et bourgeoise « Union de libération de l'Ukraine ». En 1918-1920, membre du gouvernement menchevik de Géorgie. Il émigra à l'étranger après l'instauration du gouvernement soviétique. (**Oeuvres de Lénine**, 5e éd. t. 47, en russe). Selon la **Revue du Monde Musulman**, il fut lors de la révolution de Tabriz en 1908 l'un des principaux lieutenants de Sattar-khan.

(4) Selon le **Vestnik Bakou** (18-20 déc. 1908), l'école révolutionnaire de Sattar Khan ne fut pas le parti **Hümmet** de Bakou mais les Dashnaks de Salmas, M. S. IVANOV (**op. cit.**) est d'un autre avis. Les Dashnaks, dans leur rapport au Congrès socialiste international de Copenhague ne semblent pas le considérer comme un des leurs. Son appartenance politique était indéterminée, ce que les social-démocrates organisés ne considéraient pas sans crainte, car son ascendant était considérable.

fondamentales et surtout de se débarrasser de l'ingérence russe à tous les échelons. La révolution de Tabriz dura plus d'un an, se propagea dans tout l'Azerbaïdjan et dans les autres provinces iraniennes, surtout en Ghilan et aboutit, le 16 juillet 1909, à la destitution du shah Mohammed Ali qui dut s'exiler. La constitution fut rétablie avec quelques modifications : on supprima la représentation proportionnelle. A part les « droschakistes » (Dashnaks iraniens), les révolutionnaires n'acceptèrent pas de charges officielles (5).

Mais cette victoire relative de la révolution de Tabriz fut de courte durée. En 1911, l'Angleterre renforça ses garnisons sur les routes menant du Golfe Persique aux Indes. La Russie s'alarma lorsquelle constata que l'Iran tentait de rétablir son économie avec l'aide de conseillers étrangers appartenant à des puissances neutres, donc que le contrôle lui échappait. Après avoir envoyé deux ultimatums contre lesquels protestèrent les démocrates persans et leurs alliés socialistes, elle fit entrer ses troupes en Perse pour écraser la révolte des **feda'î**. Tabriz fut prise d'assaut et la révolution noyée dans le sang.

QUI INFORME L'INTERNATIONALE ?

L'intervention massive des Russes en 1911 plaça le problème de la révolution iranienne sur le plan international. Celle-ci se démocratisait au cours de son évolution : restaient en lice ceux que les transformations gouvernementales successives n'étaient pas parvenues à satisfaire. Cette évolution se fait sentir dans les informations très fragmentaires dont bénéficia l'Internationale Socialiste.

Dès les débuts de la révolution, les Persans envoyaient des appels au « monde civilisé », c'est-à-dire aux gouvernements et aux parlements de l'occident capitaliste (6). Ces appels étant restés sans réponse, les révolutionnaires iraniens s'adressèrent aux divers partis socialistes nationaux de ces mêmes pays : au Labour Party, directement intéressé dans la mesure où les affaires persanes font partie de la politique extérieure de son gouvernement, aux deux

(5) Cf. TRIA, « Le Caucase et la révolution persane », **Revue du Monde Musulman**, 1911, t. XVII, p. 324-333.

(6) Le Parlement anglais, la nation française dont la révolution de 1789 demeure un exemple pour les Persans, l'empereur d'Allemagne qu'on sait ennemi de la Russie, **Humanité**, 10 sept. 1908, 3 déc. 1911 ; **Revue du Monde Musulman**, t. 8, p. 258 ; t. 13, p. 171.

grands partis occidentaux : la SPD et la SFIO, et enfin à ceux qui soutinrent effectivement la révolution iranienne et furent les mieux informés : les socialistes russes.

Un Persan anonyme dont la **Neue Zeit** publie un article conteste la véracité des dépêches d'agence en provenance de Londres et surtout de Saint-Petersbourg, dont **l'Humanité** corrige à plusieurs reprises le caractère tendancieux (7). La presse socialiste se charge originellement de reproduire les adresses des Persans aux parlements, protestant en même temps contre le silence de la presse bourgeoise. A ce propos les démocrates iraniens tentent de faire intervenir même la Douma, par l'intermédiaire du député cadet Milioukov (8). Les **Andjomans** de Tabriz ou de Constantinople chargent les sociétés persanes des pays européens de fournir aux partis socialistes des informations sur la situation en Iran.

Et enfin les spécialistes de l'Iran sont une source non négligeable : le professeur Browne de l'Université de Cambridge, à qui font appel les socialistes anglais, la **Revue du Monde Musulman,** qui depuis sa création en 1906 publie des articles de tendances diverses sur la révolution iranienne, en puisant partiellement ses informations dans le journal libéral iranien **Hablul-Matin.** La **Neue Zeit** enfin publie des articles également complémentaires, signés Tigran Derwisch, Arschavir Tschilinkirian, ou même comme nous l'avons déjà signalé : « un Persan » (9). L'**Humanité,** qui fin 1911, cite les dépêches d'un correspondant particulier, publie par exemple, le 25 novembre 1911, un appel des étudiants persans de Paris que lui ont adressé par télégramme Ziaeddin et Ali Akbar Bahrmann au nom de leurs camarades.

Aussi bien dans leurs rapports avec les partis nationaux qu'avec la Seconde Internationale, les Persans font appel à des intermédiaires plus écoutés qu'ils ne pourraient l'être eux-mêmes : les socialistes russes, ainsi Weltmann (Michel Pavlovitch, Volontaire) (10) qui résidait à Paris

(7) **Neue Zeit** : XXX, t. 1, (1911-1912), p. 724-730 ; **Humanité,** 14 juillet 1909, (article de J. LONGUET).

(8) **Humanité,** 8 mars 1909.

(9) **Neue Zeit,** XXVII, t. 1, (1908-1909), p. 720-726 ; XXVIII, t. 2, (1909-1910), p. 198-205 ; XXIX, t. 1, (1910-1911), p. 186-192 ; XXX, t. 1, (1911-1912), p. 269-274.

(10) Weltmann (ou Michel Pavlovitch, ou « Volontaire »), 1871-1927 débute très tôt dans l'activité révolutionnaire, dès le lycée à Odessa, ce qui lui vaut d'être emprisonné et envoyé en exil. En 1900, à propos de la guerre des Boers, il s'occupe de questions de tactique. En 1907, il est en France où il s'adonne à l'étude de l'impérialisme. Après la révolution de Février, il est placé à la tête du comité d'organisation pour le renvoi des émigrés politiques en Russie, après Octobre il collabore au **Narkomindel** (commissariat des affaires étrangères) et est envoyé en qualité

et collaborait à la fois au **Social-Demokrat**, au **Golos social-demokrata**, à la **Neue Zeit** et à la **Revue du Monde Musulman.** Et, parmi les collaborateurs des Persans auprès de l'opinion socialiste internationale, nous trouvons un nom encore plus prestigieux : Lénine, à l'époque délégué au BSI (11). Il aurait fait en Suisse la connaissance de révolutionnaires iraniens émigrés (12). Une partie des députés du **Madjless** s'était enfuie en Occident lors du coup d'Etat de 1908 : Muazed-us-Saltaneh Abulhasan khan Pirnia avait gagné Paris puis la Suisse pour y poursuivre en compagnie de Mirza Ali Akhar Khan Dehkhoda la publication du journal démocrate **Sur-é Esrafil** (13). Là, ils eurent selon toute vraisemblance des rapports avec Lénine (14). Lénine aurait aussi connu d'autres démocrates persans dont Yahya Dawlatabadi, mais les documents sont imprécis. On suppose que ces contacts eurent lieu en juillet-août 1908 (15). A part cela, il était en rapport avec les révolutionnaires iraniens par l'intermédiaire des social-démocrates du Caucase dont Sergo Ordjonikidze. La vénération que manifestent les Iraniens à son égard dans leurs mémoires et l'appel signé Ibrahim qu'il fit parvenir le 13 septembre 1911 au B.S.I. (16) témoignent de ces relations.

Avant de s'adresser directement au B.S.I., les révolu-

d'expert à la conférence de Brest-Litovsk. Il fait partie de l'Etat-major de Staline pendant la guerre civile. En 1920, il est l'initiateur et l'un des membres les plus actifs du Congrès des peuples d'Orient à Bakou. De 1921 à 1923 il est membre du collège du Narkomindel ; puis fondateur de l'Institut des langues orientales Narimanov. Lorsqu'il était à Paris, il fréquenta des révolutionnaires persans et publia de nombreuses œuvres et articles sur l'Orient. On le célébra à sa mort (**Revue du Monde Musulman**). Cependant l'encyclopédie soviétique de 1928 le cite avec quelques réserves sur sa pureté idéologique. Les éditions suivantes ne le mentionnent plus et jusqu'à présent il ne semble pas être « réhabilité » ou du moins sa réhabilitation est très récente.

(11) S. M. ALIEV, « Nekotorye fakty o znakomstve V.I. Lenina s iranskimi progressivnymi dejateljami ». (Quelques faits sur les rapports de Lénine avec les progressistes iraniens) In **Problemy vostokovedenia**, 1960, n° 2, p. 78-80.

(12) Mehdi MALEKZADE, **Tarikh-é Enkelab-é mashruté-yi Iran** (Histoire de la révolution constitutionnelle en Iran), 4e partie, p. 166-167, Téhéran 1331 (1952).

(13) **Sur-é Esrafil**, (la trompette d'Azraël), hebdomadaire politique ; propriétaire : Mirza Djahangir khan de Chiraz, rédacteur en chef : Mirza Qasim khan de Tabriz ; principal rédacteur : Mirza Ali Akbar khan de Qazvin, plus connu sous le nom de Dehhoda, célèbre publiciste progressiste. Cette revue s'inspirait de **Molla Nasredin** de Tiflis qui a servi de plateforme entre 1906 et 1914 à un grand nombre de progressistes et de révolutionnaires caucasiens. **Sur-é Esrafil** a été l'un des meilleurs, sinon le meilleur journal satirique et politique de l'Iran à l'époque du mouvement constitutionnel. Très hostile au shah, il a paru entre le 30 mai 1907 et le 20 juin 1908. Plusieurs numéros ont été saisis par la censure. 3 numéros sont parus à l'étranger.

(14) En 1909, Abulhassan han et Dehkhoda émigrèrent à Constantinople auprès de **l'Andjoman-é Se'adet**, où Dehkhoda s'occupa de la publication de **Surush** (l'archange Gabriel), revue qui a paru en 1327 (1909-1910) à Constantinople, dont l'éditeur était Sayyed Mohammed Tawfiq et les principaux collaborateurs, outre Dehkhoda, le révolutionnaire iranien Yahya Dawlatabadi et le Dr Ahmed bey Agaev, Azéri de Bakou, un des principaux leaders du mouvement pan-turc au Caucase.

(15) Cf. Yahya DAWLATABADI, **Tarikh-é Mo-âser ya hayat-é Yahya** (Histoire contemporaine ou la vie de Yahya), Téhéran, 1329, (1950).

(16) Georges HAUPT, **Correspondance Lénine-Huysmans**, Paris, 1963, p. 91-92.

tionnaires iraniens se présentent au Congrès de Copenhague en 1910 dans deux rapports. L'un dans le cadre de la social-démocratie russe, oeuvre de Tria, parvint trop tard pour être imprimé dans le rapport général et fut diffusé par la suite, entre autres par la **Revue du Monde Musulman** — et celui du **Dashnaktzoutioun (17),** chacun tentant de s'attribuer au détriment de l'autre un rôle prépondérant dans la révolution iranienne, poursuivant et élargissant ainsi les querelles entre les partis arméniens dont la Seconde Internationale avait été le témoin sans toutefois parvenir à les démêler. Mais en 1911, au moment de la répression russe, les révolutionnaires iraniens s'adressent directement à la Seconde Internationale. Le BSI reçoit les appels désespérés des victimes : de Téhéran (comité central du parti démocrate persan), de Constantinople **(Andjoman-é Se'adet).** A Bruxelles même, le comité des étudiants persans lui transmet les nouvelles de Tabriz et un certain Kazem Zadeh, qui communique documents et photographies, entretient, semble-t-il, des relations constantes avec Camille Huysmans, alors secrétaire du BSI. Il part pour Paris au début de 1912, confiant sa mission, du moins en partie à G. Reza, secrétaire du comité des étudiants persans de Bruxelles, et de Paris il continue à transmettre au BSI les documents qui parviennent à la société persane de cette ville (18).

LES RÉACTIONS DU MOUVEMENT SOCIALISTE

Comment l'Internationale a-t-elle réagi à ces appels réitérés ? Sa nature même fixa les limites de son action. Fédérative plus que centraliste, elle ne disposait pas de moyens d'action propres. Toutefois devant la carence des gouvernements nationaux et l'inefficacité de l'organisme international issu de la Convention de La Haye, c'est à elle qu'incombait de dénoncer « les crimes du tsarisme » en Iran. Il faut citer toutefois une intervention du Bureau International de la Paix, que **l'Humanité** publie le 14 décembre 1911 et qui « adresse aux puissances signataires de la Convention de La Haye une lettre les invitant à une démarche collective auprès du gouvernement de la Russie afin d'arrêter l'action militaire de la Russie contre la

(17) **Rapport présenté au Congrès Socialiste International de Copenhague par le parti arménien « Daschnaktzoutioun », Turquie, Caucase, Perse,** Genève, 1910.
(18) Archives du B.S.I.

Perse », conseillant une juridiction arbitrale pour régler le conflit.

L'article d'« un Persan » publié dans la **Neue Zeit** replace le conflit dans son contexte international : l'Angleterre, apparemment pleine de sympathie pour la constitution, semblait considérer la Perse comme un état tampon; pour elle il s'agissait d'isoler l'Allemagne en Europe, cette même Allemagne qui vendit à la Russie ses droits sur la Perse alors que le gouvernement persan lui avait demandé aide et protection, du moins sur le plan économique Quant à la Turquie, autre soutien éventuel de l'Iran, elle était paralysée par la guerre en Tripolitaine.

L'espoir des Persans résida longtemps dans une intervention de l'Angleterre, bien que dès 1908, Sir Edward Grey, ne doutant pas de la pureté des intentions de la Russie, ait décidé de n'en rien faire (19). Le 29 novembre 1911, Ramsay Macdonald alors secrétaire du Labour Party intervint à la Chambre des Communes pour savoir « si l'accord anglo-russe va jusqu'au partage de la Perse. Les derniers événements montrent la nécessité de tenir le Parlement au courant de la politique étrangère du pays... » Sir Edward Grey promet alors de consacrer une autre journée au détail des affaires étrangères. Le 1er décembre, le gouvernement anglais, fort des assurances reçues sur le caractère provisoire des mesures prises conseille à l'ambassadeur d'Angleterre en Iran de presser vivement la Perse d'obtempérer aux exigences de la Russie et condamne l'action de Morgan Shuster, conseiller financier américain du gouvernement persan (20). C'est ainsi que se manifeste l'impuissance du gouvernement anglais trop profondément lié par l'accord anglo-russe. Le devoir des socialistes sera donc d'éviter que le problème ne soit passé sous silence et que ne s'instaure une situation de fait contre laquelle il sera impossible d'agir.

En France, si le problème ne semble pas être débattu à la Chambre des députés, l'**Humanité** s'en prend très vite à l'attitude de la presse bourgeoise : « Une fâcheuse tendance se manifeste depuis quelques jours dans la presse française. Elle consiste à orner de commentaires approbateurs les télégrammes qui relatent l'ingérence russe dans les affaires persanes » (21). Le 10 décembre 1911, Jean

(19) **Humanité,** 26 juin 1908, sur une intervention de Asquith, ministre whig des Affaires étrangères.
(20) **Humanité, 29 novembre,** 1er et 2 décembre 1911.
(21) **Humanité,** 15 juillet 1909.

Longuet signale l'action d'information et de dénonciation que mène l'**Humanité** depuis 4 ans, alors que « sans broncher, les journalistes complaisants du **Matin** et du **Temps,** que [le gouvernement tsariste] avait pris comme confidents enregistrent cette énormité. » Le 28 décembre, il revient à la charge, accusant cette presse française d'être la seule à ne pas flétrir les atrocités de Tabriz.

Les socialistes anglais et français visaient par là essentiellement la politique extérieure de leurs gouvernements et saisissaient l'occasion pour manifester leur hostilité à l'alliance anglo-franco-russe, qui les déshonorait. Ils flétrissaient la communauté de vues et d'action des démocraties parlementaires et d'un gouvernement autocratique, qui depuis l'écrasement de la révolution russe de 1905 était devenu le principal ennemi du socialisme international.

La presse social-démocrate allemande se fait aussi l'écho de ces accusations. Arschavir Tschilinkirian, dans la **Neue Zeit** signale une lettre envoyée par Kautsky en 1909 aux social-démocrates de Tabriz, lettre qui fut publiée dans un journal de Saint-Petersbourg (22) et dans laquelle Kautsky mettait l'accent sur « l'influence néfaste du capital étranger en Perse qui fait profiter l'étranger d'une grande partie de la plus-value du pays et entrave le développement économique de la Perse. » A la suite d'un article du même auteur daté de Tabriz, le 28 octobre 1911, la rédaction de la revue lance contre le tsarisme l'accusation suivante : « ...mais un pays comme la Perse est encore à sa mesure. En accord avec l'Angleterre, il y poursuit la même politique que celle menée au XVIIIème siècle par la Russie et la Prusse contre la Pologne » (23).

De ces prises de position des socialistes européens ressort avant tout une gigantesque condamnation de la Russie. La social-démocratie russe, elle, ne luttait pas contre un ennemi extérieur, mais dans sa propre maison. Son aide à la révolution de Tabriz se justifiait par le fait qu'elle y combattait son propre gouvernement. Outre les nombreux articles destinés à informer la social-démocratie dans son ensemble, tels ceux de Lénine dans le **Proletarii**

(22) Jusqu'à présent, il ne nous a pas été possible de retrouver cette lettre de Kautsky. Elle n'est pas mentionnée par W. BLUMENBERG, **Karl Kautskys literarisches Werk. Eine bibliographische Übersicht,** Mouton, La Haye, 1960.

(23) ARSCHAVIR TSCHILINKIRIAN : « Die wirtschaftlichen und sozialen Ursachen der persischen Revolution », **Neue Zeit,** XXVIII, t. 2, (1909-1910), p. 198-205. « Das Abendteuer des Ex-shahs », XXX, t. 1, p. 269-274.

(N° 21 à 40): «Gorioutchi material v mirovoi politike» (Matériel brûlant sur la politique mondiale) et « Sobytiia na Balkanah i v Persii » (Evènements dans les Balkans et en Perse), ou ceux de Michel Pavlovitch dans **Social-Demokrat,** Lénine et Pavlovitch servaient également d'intermédiaires auprès du socialisme international. Roubanovitch, qui fut longtemps le délégué S.R. du BSI écrivait dans l'**Humanité.** Le 19 décembre 1911, eut lieu à Paris un meeting international, organisé par les socialistes victimes du tsar. Y prirent la parole : Avxentieff (S.R.), G. Alexinsky (S.D.), Charles Dumas, (député socialiste de l'Allier de tendance guesdiste), Roubanovitch, Pavlovitch, Kameneff, Dann, Jean Longuet, Uhry. L'alsacien Salomon Grumbach y représentait la social-démocratie allemande. A l'issue de ce meeting qui rassembla 1800 personnes, on envoya au **Madjless** le télégramme suivant : « 1800 citoyennes et citoyens français, russes, juifs, polonais, lettons, arméniens réunis à l'Hôtel des Sociétés Savantes, protestent unanimement avec indignation contre le crime contre le Droit des Gens que perpètre le tsarisme russe en Perse avec la complicité de la diplomatie anglaise. Ils vous envoient toutes leurs sympathies et leur solidarité fraternelle dans la lutte que vous soutenez pour la défense de vos libertés et l'avenir politique et social de la Perse ». L'appel à la manifestation avait été lancé par « les partis socialistes de Russie, sans distinction de nuance et de nationalité, assistés des camarades de la section française de l'Internationale Ouvrière » (24). Le 13 février 1912, toujours aux Sociétés Savantes, eut lieu un autre meeting pour la liberté du peuple persan, organisé cette fois par la Ligue des Droits de l'Homme et qui réunissait Russes, Persans et Français ; le professeur Browne y fit parvenir un télégramme de solidarité des amis de la Perse en Angleterre et Jean Longuet y prit la parole au nom du parti pour souligner « le rôle joué dans la défense de la cause persane par les socialistes de Russie, parmi les Arméniens, les Géorgiens, — les révolutionnaires russes en Occident parmi les socialistes d'Angleterre, de France, d'Allemagne et le Bureau Socialiste International de Bruxelles ».

L'**Humanité** du 7 décembre 1911 signale aussi une courageuse manifestation des étudiants de Saint-Petersbourg contre les violences de la Russie en Perse et commente en janvier 1912 un meeting qui se tint au Grand

(24) Cf. **Humanité** du 15 au 23 décembre 1911.

Opéra de Londres avec participation des travaillistes, où le professeur Browne et Ramsay Macdonald prirent la parole.

Le rôle des socialistes russes, à l'intérieur comme à l'extérieur est clairement défini dans le discours de Jean Longuet du 13 février 1912. La conférence de Prague du POSDR qui eut lieu du 18 au 30 janvier 1912 vota une résolution qui dénonçait « la barbarie tsariste » et son alliance avec l'Angleterre, et exprimait la solidarité de la conférence avec le peuple persan et plus particulièrement avec la social-démocratie persane (25).

Quel fut dans toutes ces interventions le rôle de l'Internationale et plus précisément du B.S.I. ? Elle avait donné le ton et les directives générales dans une résolution adoptée au Congrès de Copenhague, résolution débattue au sein de la cinquième commission et dont le rapporteur, Ellenbogen (Autriche) dénonça le « gouvernement soi-disant constitutionnel... aussi brutal envers la classe ouvrière que l'absolutisme et le féodalisme des castes religieuses qui régnaient autrefois. Les forces religieuses sont ici comme partout ailleurs la force la plus réactionnaire, aidant la Russie qui veut ruiner la liberté de la jeune Perse. » La résolution s'achevait ainsi : « ...En présence de ces faits graves qui constituent un danger permanent pour les deux jeunes démocraties de l'Orient, le congrès adjure les partis socialistes de l'Europe d'user de tous les moyens en leur pouvoir afin de mettre un terme aux agissements réactionnaires du tsarisme » (26).

Le 13 septembre 1911, Huysmans signale à propos d'une lettre que vient de lui faire parvenir Lénine contenant un appel du « Parti Social-Démocrate » de Perse destiné à la publication dans la presse socialiste, un rapport publié sur les interventions socialistes antérieures en faveur de l'indépendance de la Perse dans les parlements de Russie et de Grande-Bretagne. Le manifeste signé Ibrahim que lui transmettait Lénine fut publié dans le **Peuple** (27). Dans l'**Encyclopédie Socialiste,** Jean Longuet fait également allusion aux appels publiés depuis 1908 par le Bureau International, « à l'accent socialiste si net qu'on y sent [et qui] montre que là aussi le socialisme

(25) **Oeuvres de Lénine,** t. XV en russe, 3e édition.
(26) **Compte-rendu analytique du 8e Congrès socialiste international, Copenhague, 28 août au 3 septembre 1910,** p. 233-235 et 283-284.
(27) G. HAUPT, **op. cit.,** p. 91.

« est venu pour rester » et qu'il deviendra bientôt une force avec laquelle on devra compter » (28).

Le 5 décembre 1911, le comité central du « Parti Démocrate » à Téhéran et le 7, l'**Andjoman-é Se'adet** de Constantinople protestaient auprès du Bureau Socialiste International qui envoya la copie des dépêches aux délégués anglais et russes et publia ensuite une circulaire qui comprenait aussi une lettre de Keir Hardie signalant ses interventions à la Chambre des Communes et la formation d'un groupe parlementaire destiné à aider les Persans. Le comité exécutif du BSI demandait aux partis affiliés de publier ces télégrammes et de faire tout leur possible — meetings ou interventions au Parlement — pour appuyer les efforts des démocrates persans.

Kazem Zadeh, qui résidait à Bruxelles apporta au BSI un récit des atrocités russes de Tabriz auquel il joignait quelques photographies. Le 6 février 1912, le BSI reproduisit cette lettre dans une circulaire qu'il fit parvenir au **Vorwärts** (Berlin), à Henderson qui la transmit au **« Persia Committee »** à Londres, à Sir Thomas Barclay à Londres et au **Peuple.** Mais le professeur Browne avait déjà fait publier les faits ainsi qu'une photo dans le **Manchester Guardian** (9 et 13 février).

Le 10 mars, Kazem Zadeh, alors à Paris, envoya à Huysmans une lettre de Taghi Zadeh ex-député et leader de la démocratie persane, relatant les répressions russes dans tout l'Iran. Cette lettre dont le premier destinataire avait été la société persane de Paris, fut publiée dans le **Peuple** du 14 mars 1912 et les exemplaires du **Peuple** expédiés aux principaux journaux (29).

Ainsi, lors de l'écrasement de la révolution persane par les Russes, l'action de l'Internationale fut de deux ordres : information et mots d'ordres. En tant qu'organisme international du début du XXème siècle, il lui était difficile de faire aboutir une action internationale concertée, d'autant plus qu'en l'occurence elle n'en souleva même pas l'éventualité. Le résultat est infiniment plus positif si l'on considère l'action des partis affiliés et principalement du

(28) **Encyclopédie Socialiste, Syndicale et Coopérative de l'Internationale Ouvrière,** Paris, Quillet, 1913.
(29) Archives du B.S.I.

socialisme russe dont l'influence va jusqu'à la création du parti social-démocrate persan. Ellenbogen, dans son rapport à la cinquième commission du Congrès de Copenhague traduit assez bien ce que pouvait être la position de l'Internationale face au problème persan, en transposant les conditions européennes à l'Iran ; faisant ainsi abstraction de l'attachement du peuple iranien à sa religion, il passe sous silence le fait que ce parti se réclamait d'Allah.

Si les actions du socialisme international n'eurent pas l'effet escompté sur le déroulement des événements en Iran, malgré le bel optimisme de Jean Longuet qui proclamait en 1913, dans **l'Encyclopédie Socialiste,** la fermeté des assises du socialisme en Iran, alors que le Persan anonyme que publia la **Neue Zeit** déclare en 1912 la disparition des partis politiques, démocrate et social-démocrate, le manque d'organisation ferme dotée d'un programme précis, l'absence d'un appui autochtone à une action déterminée de l'Internationale, contribuèrent largement à cet échec. En fait, l'Internationale croyait à un réveil de l'Orient qui bouleverserait les conditions économiques et sociales de l'intérieur en s'opposant à l'impérialisme européen, l'exemple du Japon, vainqueur de la Russie, étant un aliment à cet espoir. « Désormais la libération de l'Iran était entre les mains de ceux qui délivreraient la Russie du joug du tsarisme » (30).

(30) « Das russische Ultimatum und seine Folgen für Persien », von einem Perser, **Neue Zeit,** XXX, t. 1, (1911-1912), p. 724-730.

1 – Rapport présenté au Congrès socialiste international de Copenhague par le Parti arménien « Daschnaktzoutioun ». *

- extraits -

Durant les trois dernières années le parti a vécu et grandi dans l'atmosphère orageuse des combats révolutionnaires...

En Perse, il a été à l'avant-garde du mouvement constitutionnel ; dans la province d'Azerbeidjan (Tebriz) pendant longtemps seul centre et foyer des luttes révolutionnaires, notre parti a même eu dans une large mesure, la direction du mouvement ; il a combattu avec le fameux chef Sattarkhan qu'il a assisté dès le début par ses conseils, par son aide matérielle et par ses dévoués militants.

En ce moment même, et depuis quelques mois c'est notre camarade Efrem qui, à la tête de l'armée révolutionnaire, parcourt les provinces lointaines et réprime avec un courage qui fait l'admiration du pays la **Vendée persane :** les tribus réactionnaires en révolte contre le nouveau régime.

Un grand nombre de nos camarades « fidaïs » sont restés sur les champs de bataille en Perse ; et ce fut la consécration de la solidarité des deux peuples, de l'entente révolutionnaire de deux éléments, jusque-là isolés, même antagonistes : des Persans musulmans et des Arméniens chrétiens.

Un succès éclatant couronna cette entente des deux principaux éléments de la Perse contemporaine ; le sinistre despote à poigne, le Shah Mehmed Ali, vaincu, détrôné, abandonna ses pouvoirs et se réfugia en Russie. La révolution triompha après de longues et tragiques péripéties, en dépit des intrigues et de la résistance acharnée du gouvernement du tsar qui, foulant au pied son pacte avec l'Angleterre, cherchait, par tous les moyens à étrangler le

*) Il s'agit de la partie du rapport qui concerne la Perse. **Rapport présenté au congrès socialiste international de Copenhague par le parti arménien « Daschnaktzoutioun », Turquie, Caucase, Perse,** Genève, rédaction du Droschak, 1910, in-16°, 31 p.

jeune mouvement constitutionnel. Ces intrigues continuent encore aujourd'hui.

Notre parti fut visé tout particulièrement par le gouvernement cosaque — toute la bande réactionnaire de Téhéran à Tiflis et à Petersbourg, depuis le fameux Liakhoff jusqu'à la camarilla de Peterhof, dénonçait le «Daschnaktzoutioun» comme le **spiritus rector** de toutes les luttes constitutionnelles, engagées en Orient, en Perse, en Turquie, au Caucase même... et lors de l'historique interpellation à la **Douma de l'Empire,** sur les affaires du Caucase, où notre parti était le centre de l'attention, le porte-parole du gouvernement caucasien, baron Nolde, déclara ouvertement, aux frénétiques applaudissements de la droite réactionnaire, qu'il faut de toute nécessité anéantir « la redoutable association internationale, Daschnaktzoutioun » ...

2 – Rapport de Tria sur le rôle des Sociaux-Démocrates caucasiens dans la révolution persane. *

- extraits -

Aux événements qui s'étaient joués en Perse, les révolutionnaires caucasiens et surtout les membres du Parti S.-D. donnèrent une vigoureuse réponse. Ils suivirent avec une attention extrême la marche du mouvement en Perse et organisèrent un groupe destiné à aider la révolution de Tabriz. Vers ce temps le Comité central persan et les représentants des révolutionnaires de Tabriz s'adressèrent au Comité régional du parti S.-D., en lui demandant du secours. Les ouvriers S.-D., sans attendre les décisions du Comité central, consentirent à aller en Perse pour aider les révolutionnaires. Le Comité régional, vu les intentions des militants, décida de prendre une part active aux affaires persanes et décréta :

I. De proposer aux organisations locales de lever des détachements, composés d'ouvriers éprouvés et fidèles à la cause, de techniciens et de réservistes ayant fait leur service militaire.

II. D'expédier cette milice par groupes séparés, après leur avoir donné une partie des armes, des bombes et des matières explosives, dont l'organisation pouvait disposer.

*) Ce texte est extrait de la **Revue du Monde Musulman,** 1911, tome XIII.

De plus, le Comité régional somma les organisations de prendre la part la plus active à la révolution persane.

⁂

La proposition du Comité fut exactement exécutée par les organisations ; le premier groupe des S.-D. partit de Tiflis par chemin de fer jusqu'à Djoulfa, c'est-à-dire jusqu'à la frontière persane, et passa le fleuve Arax clandestinement, avec des précautions rendues nécessaires par les espions russes gardant la frontière persane.

Ils se dirigèrent à travers les montagnes sur Tabriz et, quoique le chemin tout entier fût protégé par les réactionnaires, le groupe arriva heureusement à Tabriz et, sous le commandement de Sattar-Khan, y combattit bravement contre les réactionnaires. C'était la première fois qu'on se servait de bombes ; elles causèrent la perte d'une multitude de réactionnaires et provoquèrent une panique générale.

En mourant les réactionnaires accablaient de leurs malédictions les Géorgiens qui étaient venus du Caucase apportant le tonnerre et la poudre. Les Persans n'avaient aucune idée des matières explosives. L'appui apporté par les camarades du Caucase fit éclore parmi les révolutionnaires persans un vif enthousiasme. Dans la première bataille à Tabriz périrent plusieurs camarades ; quelques-uns furent emprisonnés et succombèrent après d'horribles tortures Cependant les révolutionnaires caucasiens affluaient toujours davantage à Tabriz. Le Comité régional du Caucase envoya un de ses membres pour diriger l'activité des social-démocrates caucasiens qui étaient partis pour la Perse. Ce camarade possédait les langues tartare, arménienne et française. En même temps l'organisation S.-D. de Bakou envoyait à Tabriz 22 membres de la milice qui apportèrent avec eux 40 fusils du système Berdan, quelques milliers de cartouches et près de 50 bombes toutes prêtes. Ils eurent à parcourir à pied plus de 300 verstes à travers le pays gardé par les réactionnaires; c'est alors que de divers endroits du Caucase les révolutionnaires et spécialement les Musulmans caucasiens allèrent à Tabriz. Tous ces volontaires étaient très bien armés.

Les social-démocrates du Caucase montèrent à Tabriz un laboratoire de bombes et expédièrent de là une machine infernale, destinée à un général réactionnaire, gouverneur de Marand, ville qui fermait l'accès du chemin de Tabriz.

Le général lui-même, son fils, plusieurs officiers et quelques autres réactionnaires marquants furent tués. Après le meurtre du général, le mouvement révolutionnaire commence dans tout l'Azerbaïdjan : les révolutionnaires se mettent alors à s'organiser, les paysans s'agitent, le Comité Central persan et l'organisation S.-D. du Caucase envoient leurs organisateurs. Après un certain temps les révolutionnaires s'emparent de plusieurs villes et ouvrent la voie de Djoulfa jusqu'à Tabriz ; ce chemin devait rester durant cinq ou six mois entre leurs mains.

Le parti arménien Dachnatzakan, qui se dit socialiste, s'abstenait au commencement de prendre une part active à la révolution, parce qu'il n'avait pas foi en la victoire et, si le gouvernement devait l'emporter, il craignait que la population arménienne de la Perse ne fût infailliblement égorgée par les réactionnaires. Quant à la bourgeoisie arménienne, affranchie d'impôts, elle ne sentait pas d'une manière particulière le poids du régime du chah, qu'elle allégeait d'ailleurs, en soudoyant les fonctionnaires ; elle regardait par conséquent comme dangereux d'aigrir les relations avec le gouvernement. Mais la révolution, se développant toujours davantage, finit par entraîner peu à peu la jeunesse arménienne ; elle se joignit au groupe des social-démocrates persans qui venait justement de se former. Ce n'est qu'après la prise de Tabriz, lorsque toute la ville et l'arsenal même se trouvèrent entre les mains des révolutionnaires, et que l'organisation S.-D., représentée par plusieurs militants, put déployer son drapeau, que le parti Dachnatzakan décida de prendre part à la révolution persane. C'était au mois d'octobre 1908.

L'activité des social-démocrates caucasiens ne se bornait pas à prendre part aux combats : comme membres ayant le droit de vote, les social-démocrates caucasiens prennent part au conseil de guerre, dans l'Andjouman, ils publient des proclamations, convoquent des meetings, collaborent aux pourparlers diplomatiques avec les consuls des Etats étrangers, fondent des organisations ouvrières. Ce sont même eux qui établissent le premier hôpital à Tabriz. Ils rendent compte de tous leurs actes à l'organisation locale S.-D. et envoient des renseignements au Comité Régional du Caucase.

Le clergé arménien de Tabriz convoqua la bourgeoisie arménienne et les autres classes de la population arménienne pour délibérer au sujet d'une pétition à envoyer au

chah et à Nicolas II. On voulait demander dans cette pétition la protection du chah et du tzar russe, en affirmant qu'on n'était pas révolutionnaire. Malheureusement l'Anjouman, investi du pouvoir du gouvernement provisoire et quelques personnages peu expérimentés décidèrent Sattar-Khan et Baghir-Khan à commencer des négociations pour arriver à une entente avec le chah.

Cependant le groupe S.-D. de Tabriz se mêla à temps à toutes ces affaires compliquées et réussit à parer le danger. Il entrava ces pourparlers qui pouvaient inconsidérément détruire l'effet des victoires de la révolution. Ayant plus d'expérience révolutionnaire et une bonne connaissance de la politique de provocation qui était un procédé habituel du gouvernement russe, les social-démocrates du Caucase empêchèrent le consul russe à Tabriz d'exercer cette politique, en dévoilant sa manière d'agir.

Au mois de décembre dans une bataille avec les réactionnaires, furent tués 5 camarades caucasiens ; dans une bataille, près de Sophiani, 7 sociaux-démocrates faits prisonniers furent torturés et ensuite brûlés vifs. En général on estime à 22 le nombre des camarades morts en Perse sans compter les blessés et ceux qui, après être retournés en Russie, furent déportés en Sibérie.

DEUXIÈME PARTIE

L'attitude des partis socialistes européens

3

Irène PETIT

ALLEMAGNE : ENTRE L'ANTICOLONIALISME ET LE SOCIAL-IMPÉRIALISME *

La période des premières acquisitions coloniales de l'Allemagne, dernière venue dans la course aux colonies, dure de 1884 à 1895 environ.

C'est vers l'Afrique que se tournent alors les efforts des compagnies privées que Bismarck, rallié en fait à l'expansion dans le contexte de la dépression économique et du retour au protectionnisme, encourage, quitte à assurer la reprise en charge par l'Etat des Sociétés coloniales au bord de la faillite (1).

Si la presse conservatrice orchestre alors, en accord avec le gouvernement, le thème de l'émigration « en terre allemande », au point que l'on a pu parler en 1884 d'une « fièvre colonialiste » (2) dans le pays, la politique coloniale du gouvernement reste très critiquée au Reichstag par de nombreux groupes qui représentent une certaine bourgeoisie libérale ou catholique pour laquelle l'Angleterre du libre-échange est un modèle. Quant aux sociaux-démocrates, dont le Reichstag, du fait de la loi sur les socialistes, est la seule tribune jusqu'en 1890, ils paraissent au début peu intéressés par le problème. Assurément, ils ne laissent pas passer un scandale, un abus survenu dans les colonies, sans dénoncer la corruption des fonctionnaires gouvernementaux ; mais, très souvent, ils s'abstiennent de prendre la parole dans les débats sur la question coloniale (3). Surtout, ils ne s'en prennent pas au principe même de l'expansion territoriale outre-mer. Les problèmes de politique

*) Cette étude a pu être faite grâce à l'appui de l'**Alexander von Humboldt Stiftung**, à Bad Godesberg.

(1) La Compagnie de la Nouvelle-Guinée, dirigée par le banquier Hansemann après la faillite de Godeffroy, dut finalement céder la gestion à l'administration du Reich. En Afrique Orientale, la Deutsch-Ostafrikanische Gesellschaft fut également reprise en charge par l'Etat, sous la pression des difficultés financières.

(2) Le mot est du député socialiste Hasenclever.

(3) C'est par le détour des questions budgétaires qu'ils en viennent à l'aborder. Par exemple, en 1884, lors du débat sur la subvention pour les lignes maritimes transatlantiques destinées en partie à desservir les colonies.

intérieure les préoccupent bien davantage. Persécutés, les sociaux-démocrates manifestent à l'Etat une opposition globale et leurs interventions contre la politique coloniale relèvent de cette tactique d'opposition bien plutôt que d'une critique fondamentale du colonialisme. On peut donc affirmer, sans trop de schématisme, que, longtemps, les sociaux-démocrates n'ont attaqué le problème colonial qu'empiriquement et poussés par les circonstances.

FIN DU SIÈCLE : DEUX TYPES D'ANALYSE

Pendant cette période « pré-monopolistique » du colonialisme, commencent cependant à s'opposer, surtout dans les toutes dernières années, deux types d'analyse à l'intérieur de la social-démocratie. Toutes deux ont en commun de mettre l'accent sur les conséquences pour le prolétariat allemand de la politique coloniale du gouvernement allemand et de proposer à l'Allemagne comme modèle le libéralisme anglais. Mais l'une conclut à la louange d'une politique coloniale positive, utile au peuple allemand comme aux peuples d'outre-mer, l'autre, à son inutilité.

C'est Kautsky qui, le premier, reprend pour en démontrer la fausseté, l'argumentation des idéologues bourgeois du colonialisme, et qui s'attache à étudier les ressorts cachés d'une telle idéologie. La presse bourgeoise avait vanté les perspectives d'une émigration allemande dans les colonies africaines : le premier article de Kautsky dans la **Neue Zeit** s'appelle « Emigration et colonisation » (4). L'auteur y démontre la duperie d'une telle propagande, puisque aussi bien les colonies où peuvent s'installer des Européens sont toutes en d'autres mains et que la masse des émigrants se porte en Amérique. Sans doute sous l'influence d'Engels (5), il reprend la distinction établie par les géographes entre « colonies de peuplement » où les Européens peuvent vivre et travailler dans un climat tempéré — les exemples classiques de telles colonies étant l'Australie et le Canada — et « colonies d'exploitation » où les Européens passent tout au plus quelques années et où ils tirent profit soit des richesses naturelles, soit — ce qui est le cas

(4) « Auswanderung und Kolonisation », **Neue Zeit**, 1ère année, 1883.
(5) Cf. l'échange de lettres entre Engels et Kautsky en 1881 et 1882 sur le problème des colonies et de l'autonomie des minorités nationales (Friedrich ENGELS **Briefwechsel mit Kautsky**, éd. critique par Benedikt Kautsky, Vienne, Danubia-Verlag, 1955).

pour les colonies à l'époque moderne – du travail des indigènes, du trafic des armes ou de l'alcool. Loin d'être une source de richesse pour toute la nation, la colonisation aujourd'hui ne profite qu'à des couches sociales très restreintes, milieux de négociants ayant partie liée avec la haute finance, milieux militaires, fonctionnaires prussiens, toutes classes réactionnaires au sens strict du terme, au sens où elles représentent un reste de féodalisme en pleine ère industrielle.

Ces analyses correspondent dans une large mesure à la réalité des débuts du colonialisme en Allemagne : nous avons vu, en effet, que c'est un cercle restreint qui a réussi à imposer sa politique au gouvernement ; une grande partie de la bourgeoisie, petite bourgeoisie ou bourgeoisie industrielle plus ou moins teintée de libéralisme et influencée par la tradition anglaise du début du XIX[e] siècle, a manifesté son opposition à ce qu'elle croyait n'être qu'une aventure peu rentable, et n'y a donné son assentiment que lorsque le danger social-démocrate commandait l'union des classes dirigeantes. Quant à la grande industrie rhénane, elle était divisée, et de toute façon les grandes banques qui soutenaient les compagnies coloniales n'avaient placé là qu'une petite partie de leurs capitaux ; elles étaient encore peu intéressées par le développement du pays colonisé : les associations monopolistiques (syndicats, trusts, etc...) n'étaient encore que des îlots dans l'ensemble de la production. Quand Kautsky écrivait en 1890 que les acquisitions outre-mer contredisaient les intérêts réels de l'industrie, c'était une vue courte peut-être, mais non dépourvue entièrement de justesse au moment précis où l'on se rendait compte des échecs de la pénétration dans l'arrière-pays en Afrique Orientale. Quant à la propagande officielle qui affirmait qu'on pourrait résoudre la crise de surproduction en créant de nouveaux marchés pour écouler les produits industriels excédentaires, elle s'est vite révélée illusoire et Kautsky l'a bien montré, chiffres à l'appui. Là où l'opinion de Kautsky est insoutenable, c'est dans les conclusions qu'il tire de sa démonstration : le prolétariat a partie liée avec le progrès de l'industrie, donc avec les industriels contre les banquiers et les militaires, et il faut, par conséquent, promouvoir une politique de libre-échange à l'anglaise !

Aux « révisionnistes » aussi, et à Bernstein le premier, le libéralisme anglais apparaît exemplaire. Mais à partir de

prémisses opposées : loin de condamner le colonialisme, les rédacteurs des **Sozialistische Monatshefte** (6) en défendent le principe au nom d'une culture occidentale supérieure et d'une mission civilisatrice du prolétariat allemand, le plus avancé du monde selon l'opinion généralement admise. Depuis la formule de Bernstein sur « le droit des peuples de civilisation supérieure à exercer leur tutelle sur les peuples de civilisation inférieure » (7) jusqu'au postulat qui veut que plus la nation allemande sera forte, plus le prolétariat allemand sera puissant, donc plus vite éclatera la révolution qui libérera le monde entier, y compris les pays soumis à l'Allemagne, on trouve dans la revue toutes les nuances du « social-chauvinisme » (8), de l'humanitarisme idéaliste petit bourgeois jusqu'au cynisme nationaliste. Les économistes du groupe (Max Schippel et surtout Hildebrand, exclu du parti en 1912) font leur l'argumentation des propagandistes officiels du colonialisme, affirmant que l'Allemagne ne peut se passer de colonies, dont elle a besoin comme marché extérieur d'abord, comme fournisseur de produits alimentaires « exotiques » ou de textiles ensuite. L'ouvrier allemand lui-même bénéficiera du développement des colonies allemandes. Quelle bénédiction, le jour où chaque prolétaire portera des vêtements dont l'étoffe proviendra de plantations allemandes en Afrique !

Tout le socialisme de ces « sociaux-impérialistes » se réfugie dans la critique des méthodes de colonisation, de la brutalité des conquérants, de la cruauté dans la répression des soulèvements, de l'avidité des administrateurs. Mais il s'agit pour eux de phénomènes superficiels, d'abus faciles à éviter, même en régime capitaliste. Et, après tout, que font de plus les parlementaires socialistes que de s'élever contre les scandales (9) qui donnaient aux orateurs l'ocasion de déployer tout leur talent de polémistes ? Toute la différence entre les « marxistes orthodoxes » et les « révisionnistes » consiste dans la foi des premiers et dans le scepticisme des seconds à l'égard de l'affrontement du capitalisme et de l'avènement du socialisme.

Utilité des colonies ou entreprise vouée à l'échec :

(6) Revue fondée en 1897 et dirigée par Julius Bloch, Bernstein y joue un très grand rôle, ainsi que David, Schippel, R. Calwer, Hildebrand.

(7) **Sozialistische Monatshefte**, déc. 1907, p. 989.

(8) L'expression est de LÉNINE, il l'emploie souvent dans **L'Impérialisme stade suprême du capitalisme**, paru en 1917.

(9) L'un de ces scandales fut l'« affaire Peters ». Peters, gouverneur d'Afrique orientale, était compromis dans le trafic des esclaves et pratiquait une « justice » sommaire. Bebel réussit à le faire révoquer et mettre en accusation. Voir NOSKE, **Kolonialpolitik und Sozialdemokratie**, Stuttgart, 1914.

voilà comment est posé le problème aussi bien dans les milieux d'affaires ou gouvernementaux que dans la social-démocratie autour de 1895. les résultats de l'aventure africaine sont décevants pour ceux qui y ont mis leurs espoirs ou leur argent : on n'a pu acquérir que le rebut des territoires encore libres (« herrenlos »), encore a-t-il fallu en céder une partie pour éviter les incidents diplomatiques : non seulement on a dû renoncer aux projets d'expansion qui visaient à la jonction des territoires d'Afrique de l'Ouest avec ceux d'Afrique du Sud et d'Afrique Orientale, mais encore le successeur de Bismarck, Caprivi, a été obligé de signer le traité de Zanzibar, par lequel l'Allemagne cédait ce territoire à l'Angleterre en échange de l'îlot d'Héligoland, dont l'importance n'était guère que stratégique.

La politique de colonisation semblait stoppée lorsque le pays apprit le débarquement de troupes allemandes dans la baie chinoise de Kiang-Tchéou le 3 décembre 1897 : le gouvernement espérait par ce coup de force établir une base côtière afin d'ouvrir au marché allemand l'intérieur du pays, créer une zone d'influence dans la province de Shanghaï, détrôner ainsi le monopole économique des Anglais et trouver là une compensation aux déboires subis en Afrique en faisant de la Chine un débouché pour les produits industriels allemands. Le discours de Bülow, alors ministre des Affaires étrangères, donne le ton : « Nous ne voulons mettre personne dans l'ombre, mais nous exigeons nous aussi notre place au soleil... Nous avons besoin d'une porte d'entrée au marché chinois... L'Empire chinois avec sa population de presque 400 millions d'habitants constitue un des marchés les plus riches d'avenir du monde ; nous n'avons pas le droit de nous exclure de ce marché... »

Les espoirs d'ouvrir la Chine au capitalisme sont de courte durée : la révolte des Boxers qui éclate en 1899 et se prolonge jusqu'en 1902 y met fin. Jusqu'à la paix, les milieux gouvernementaux, les fonctionnaires, les militaires et une partie de la bourgeoisie espéraient encore un partage de la Chine entre les grandes puissances d'Angleterre, Russie, France, Allemagne, sinon sous la forme d'annexions directes, du moins par le biais de zones d'influence bien délimitées. Là encore, c'est un échec, et si la location à bail de Kiang-Tchéou, fixée pour 99 ans, n'a pas été remise en question jusqu'à la Première Guerre mon-

diale, l'importance du port, du point de vue commercial, ne s'est pas accrue comme prévu.

La position des sociaux-démocrates dans l'ensemble ne diffère guère de celle de la bourgeoisie au Parlement : les parlementaires socialistes ont pris fermement position contre l'agression en décembre 1897, encore plus fermement contre la répression sanglante de la révolte des Boxers et les conditions draconiennes exigées par le commandement allemand pour la capitulation et les réparations, ils protestent contre le principe de toute annexion territoriale et de tout partage de la Chine en zones d'influence délimitées, contrôlées par les puissances européennes et les Etats-Unis. La direction du parti, son organe officiel, le journal **Vorwärts,** la fraction parlementaire émettent des opinions semblables. Mais en même temps, ils s'affirment partisans d'une politique de libéralisme économique à l'égard de la Chine, la politique dite « de la porte ouverte », qui garantirait la liberté des échanges avec le territoire entier de la Chine, sans tenir compte des rivalités avec les autres grandes puissances : dans ce sens le congrès de Mayence a adopté à l'unanimité une résolution présentée par Rosa Luxemburg (10) qui condamnait l'agression et préconisait une politique de porte ouverte. C'est là encore un exemple de cette illusion tenace et répandue dans toute la social-démocratie, même à l'extrême-gauche, selon laquelle un retour à la politique de Manchester (Manchestertum) en honneur dans l'Angleterre de la première moitié du XIX[e] siècle était possible et souhaitable pour le capitalisme, et indirectement profitable au prolétariat. On a pu montrer à propos de la politique allemande en Chine au moment de la révolution des Boxers comment cette utopie libérale de la social-démocratie servait objectivement les intérêts du grand capitalisme, qui souhaitait pénétrer toute la Chine, et non pas seulement une portion de son territoire, et qui n'avait donc pas besoin d'une annexion politique pour envahir économiquement le marché chinois.

A partir de 1903, l'attention se porta de nouveau sur l'Afrique. On annonçait en janvier 1904 le soulèvement des Héréros, habitants de l'Afrique du Sud-Ouest, traditionnellement nomades éleveurs de troupeaux, à qui les planteurs

(10) Voir à ce sujet le compte rendu du congrès de Mayence, 1900, en particulier le rapport de Singer sur la **Weltpolitik,** ainsi que la motion de Rosa Luxemburg, qui fut adoptée à l'unanimité.

allemands avaient enlevé la plus grande partie de leurs terres. La révolte se manifesta par une série d'assassinats de fermiers blancs. La guerre s'étendit ensuite à une tribu voisine et rivale, la tribu des Hottentots, et dura trois ans, au bout desquels la presque totalité de la population indigène était anéantie. Cette guerre, la plus longue et la plus cruelle dans les annales de l'histoire coloniale allemande entraîna l'envoi de renforts de troupes importants ainsi que l'investissement de crédits supplémentaires qui durent être votés par le Parlement. La première fois, les sociaux-démocrates, mal informés sur les conditions dans lesquelles les familles des planteurs blancs avaient été assassinées, s'abstinrent de voter les crédits pour l'envoi de troupes (11). Par la suite, non seulement ils refusèrent tout crédit concernant les effectifs ou le matériel, mais encore ils votèrent contre la construction d'un chemin de fer destiné au transport des troupes.

LES RÉACTIONS DU PARTI DEVANT L'IMPÉRIALISME

Jusqu'en 1906, les parlementaires socialistes étaient les seuls représentants d'une opposition permanente au Reichstag. Mais peu à peu la population se lasse des sacrifices financiers demandés, et surtout la révolte paraît matée ; ce que l'on poursuit maintenant c'est l'extermination totale des tribus héréros et hottentotes, sous le commandement du général von Trotha. En novembre 1906, le gouvernement demande un budget supplémentaire pour les colonies et renvoie à plus tard le projet de réductions d'effectifs. Le parti du Centre est violemment opposé à ce projet, et grâce à la coalition des voix socialistes et modérées le budget est refusé, et le gouvernement dissout le Parlement en décembre 1906. On procède à des élections en janvier 1907, ce sont les fameuses « élections hottentotes » qui ont abouti à une défaite inattendue de la social-démocratie : au lieu de 79 sièges, le parti n'en obtient plus que 41. Les partis bourgeois, y compris le Centre, ont fait bloc contre le S.P.D., sans doute unis par la peur que leur inspirait la révolution russe de 1905, dont ils craignaient l'exemple contagieux.

(11) Cf. le compte rendu de l'activité de la fraction parlementaire pour l'année 1903 au congrès de Brême en 1904. Le rapporteur est Ledebour, connu pour son appartenance à l'aile « radicale ». Il est attaqué par de nombreuses motions venues de la base, critiquant l'abstention en question.

Depuis 1906 un nouveau « Kolonialdirektor » a été nommé : Dernburg, jusqu'alors directeur de la « Darmstädter Bank ». Bülow espère qu'il assainira les affaires coloniales, comme un bon financier doit assainir une affaire qui périclite. Dernburg introduira effectivement un « cours nouveau » dans la politique coloniale à partir de 1907, visant à la rentabilité des colonies, à leur plus grand développement économique, ne reculant pas devant des investissements à long terme : création de chemins de fer en particulier. On est loin de la politique malthusienne de Bismarck. En même temps, et toujours dans une perspective de rendement, le traitement des indigènes s'humanise.

A ce tournant dans la politique coloniale correspond un intérêt accru de la grande industrie et du grand capitalisme pour les investissements dans les colonies : déjà, les trois années de guerre en Afrique avaient valu à Krupp d'énormes commandes, de plaques pour les cuirassés ; désormais, la construction de chemins de fer — avec garantie de l'Etat et exonération d'impôts — rapportera des milliards à l'industrie métallurgique rhénane.

Cette évolution, Parvus est le premier peut-être parmi les sociaux-démocrates à l'avoir reconnue ; il la décrit dans son livre **La politique coloniale et l'effondrement** (12), paru au lendemain des élections hottentotes. Loin de voir dans les aventures coloniales un sursaut des couches « réactionnaires » ou féodales telles que les avait définies Kautsky en 1898 — non sans raison peut-être à l'époque de Kiang-Tchéou — Parvus analyse le besoin d'investissement du capital : par suite de l'accumulation, il y a un excédent de capital qui « cherche à être investi » (13) — il le sera avec un taux de profit plus élevé dans les pays étrangers non développés industriellement. Non seulement la garantie de l'Etat sera acquise à l'entreprise dans une colonie ou un protectoral, mais encore, grâce à l'imbrication des capitaux privés dans le budget de l'Etat et à l'endettement de ce dernier vis-à-vis des banques, le grand capital sera en mesure de dicter à l'Etat sa politique et de lui imposer des commandes. Les responsables de la politique coloniale des Etats industriels sont le protectionnisme et la concurrence avec les autres pays industriels : Parvus définit l'impérialisme comme la politique qui cherche à construire un système économique clos où seraient incluses les colonies.

(12) PARVUS, **Die Kolonialpolitik und der Zusammenbruch**, Berlin, 1907.
(13) « Das Kapital sucht nach Anlagemöglichkeiten », PARVUS, **op. cit.**, p. 15.

L'impérialisme mène fatalement à la guerre entre pays industriels (14) — à la ruine de ceux-ci et à l'avènement du socialisme. Telle est sa conclusion, optimiste d'un point de vue révolutionnaire, en 1907, lorsque le prolétariat allemand est encore soulevé par l'espoir qu'a fait naître la révolution russe.

1907, c'est aussi l'année du Congrès international de Stuttgart, où plus que jamais la question coloniale fut débattue, et où pour la première fois dans un congrès international la délégation allemande joua un rôle important dans le débat et la résolution finale sur ce problème. La commission chargée de rédiger la résolution était profondément divisée : à la tête Van Kol, partisan d'une politique coloniale « positive » ; à ses côtés, parmi les délégués allemands, David ; pour la minorité gauche-radicale allemande », Ledebour (15) et Wurm. On arrive à ce paradoxe que la majorité du congrès vote une résolution amendée par la minorité allemande et combattue par la majorité de la délégation allemande (16) ! Au Congrès national d'Essen qui suit en 1907 le Congrès de Stuttgart, le parti est très divisé, et pour la première fois on voit apparaître la tendance conciliatrice de Bebel, qui cherche à atténuer les oppositions, à les réduire à une simple querelle de mots (17) : le « centrisme » était né.

Kautsky a clarifié et développé les thèmes de son argumentation du Congrès de Stuttgart (où il avait brillamment soutenu la position « gauche-radicale ») dans un petit volume, paru en 1907, intitulé : **Socialisme et politique coloniale.** Il y étudie le problème en historien et en ethnologue, reprenant (18) sa distinction entre « colonies de peuplement », « colonies d'exploitation ancien style » et « colonies d'exploitation nouveau style ». Mais, contrairement à ce qu'il avait écrit jusqu'en 1898, il voit à présent dans la politique coloniale la conséquence du développement des formes les plus **modernes** du capitalisme, évo-

(14) **op. cit.**, p. 17.

(15) Ledebour avait rédigé, sur la demande du comité directeur, une brochure, parue anonymement : **Die deutsche Kolonialpolitik**, Berlin, 1907, 16 p. Cette brochure, que nous n'avons pu encore consulter, se trouve dans les fonds de la bibliothèque Dittmann (archives du S.P.D., à Bonn). Ce renseignement nous a été communiqué par Ursula Ratz.

(16) La délégation allemande à Stuttgart comptait 12 membres. La résolution sur la politique coloniale amendée dans un sens « radical » obtint une majorité de 127 voix contre 108. La résolution primitive contenait la phrase suivante, supprimée par la suite : « on a beaucoup exagéré l'utilité des colonies... »

(17) « Streit um des Kaisers Bart », l'expression est de Bebel. Cf. compte rendu du congrès d'Essen.

(18) KAUTSKY, **Sozialismus und Kolonialpolitik**, Berlin, 1907.

quant l'influence des banques sur les entreprises industrielles : ce capitalisme de monopoles, que Hilferding définira comme le « capital financier » a la main-mise sur l'Etat et pour lui la politique coloniale est une nécessité, comme sont inévitables la rivalité et les conflits des pays colonisateurs entre eux. Le prolétariat ne peut que gagner à l'effrondrement des pays capitalistes, qui introduira l'ère du socialisme. Comme Parvus donc, le Kautsky « marxiste » des années 1905-1908 analyse les fondements économiques de la nouvelle politique coloniale : l'impéralisme, et en prédit la conséquence fatale : la guerre, avec, au bout, la perspective d'un révolution prolétarienne.

Dans la littérature socialiste allemande, jusqu'en 1910, le terme d'impérialisme servait à désigner surtout la politique d'**agression** du capitalisme. C'était une notion vague, on opposait la politique militaire « impérialiste » d'une clique réactionnaire à la politique « intelligente » d'un capitalisme libéral à l'anglaise ; c'est ainsi que même Rosa Luxemburg, au Congrès de Mayence en 1900, réclamait en Chine une politique « de la porte ouverte » (c'est-à-dire de pénétration pacifique) opposée à la politique d'annexion ou de partage en zones d'influence. C'est la littérature bourgeoise qui, la première (19), avait popularisé le terme impérialisme en mettant l'accent sur ses fondements économiques. Parmi les théoriciens socialistes, Hilferding avait, dès 1902, dans un article paru dans la **Neue Zeit,** (20) analysé la nouvelle fonction du protectionnisme et décrit la « lutte pour le marché mondial ». Mais il faut attendre la parution de son livre **Le Capital financier** en 1910, pour que soit introduite une véritable discussion sur l'impérialisme à l'intérieur de la social-démocratie. Les thèses de Hilferding sont connues : elles furent reprises, sur le plan économique du moins, par Lénine dans **L'impérialisme, stade suprême du capitalisme.** Hilferding analysait la forme moderne du capitalisme, caractérisée par la concentration monopolistique et la fusion du capital industriel et du capital bancaire : le capital financier, c'est précisément ce nouveau capitalisme où la haute finance et l'industrie sont intimement liées et ont le pouvoir de dicter leur politique à l'Etat : leur politique, c'est-à-dire l'impérialisme, la conquête du

(19) En particulier le célèbre ouvrage de l'économiste anglais HOBSON paru en 1902 et intitulé **Imperialism, a study,** London, 1902.

(20) HILFERDING, « Der Funktionswechsel des Schutzzolles, Tendenz der modernen Handelspolitik », **Neue Zeit,** 21ème année, 1902-1903, vol. 2, p. 274-281.

(21) HILFERDING, **Das Finanzkapital,** Berlin, 1910.

marché mondial. Hilferding soulignait, dans le colonialisme de style nouveau, l'importance de l'exportation de capitaux dans les pays non développés industriellement. Il évoquait les luttes inévitables entre les grandes puissances pour la domination économique du monde. Cependant il envisageait l'éventualité d'un impérialisme à caractère pacifique : la concentration accrue du capital annonce pour lui le règne d'un « ultra-monopolisme » ou « ultra-impérialisme » à l'échelle mondiale, qui éliminerait toute concurrence entre les capitalismes nationaux. Dans cette perspective la guerre mondiale n'est pas fatale.

Kautsky a fait sienne la théorie de Hilferding sur la possibilité d'une évolution pacifique, sur l'avènement d'un « ultra-monopolisme » international. La plupart des discussions entre 1911 et 1914 à l'intérieur de la social-démocratie allemande et autrichienne portent sur la question de l'inévitabilité de la guerre mondiale, du caractère nécessairement agressif du capitalisme (c'est la théorie de la « gauche-radicale ») ou au contraire des chances d'une entente, au moins partielle, avec l'Angleterre (22) (c'est la position du centre réformiste). Le problème de la tactique socialiste se pose donc de la manière suivante : les consignes officielles (la position centriste de Kautsky, Bebel, etc...) interdisent ou limitent la portée d'actions de masse susceptibles d'effrayer une bourgeoisie libérale, une paysannerie dont on peut espérer une alliance au moins temporaire contre la guerre. A partir de 1911 les discussions entre les trois tendances : gauche-radicale, centriste et révisionniste autour du problème de l'impérialisme ont un aspect théorique — confrontation entre les théories exposés par Rosa Luxemburg dans l'**Accumulation du Capital** (23) et celles de Hilferding — et un aspect tactique : polémiques autour de la question des grèves de masse, problème de l'adhésion du S.P.D. à divers projets de désarmement partiel, etc...

Ces deux aspects, théorique et tactique, sont étroitement liés : à partir de ses analyses du processus de la reproduction élargie, Rosa Luxemburg découvre l'impossibilité pour le capitalisme de trouver des débouchés suffisants à l'intérieur du monde capitaliste même : il reste

(22) Sur les oscillations diplomatiques, en particulier sur le problème des relations entre l'Angleterre et l'Allemagne, nous renvoyons au remarquable ouvrage de HALLGARTEN, **Imperialismus vor 1914, Die soziologischen Grundlagen der Aussenpolitik europäischer Grossmächte vor dem ersten Weltkrieg**, 2 vol., 2ème éd Munich, 1963.

(23) Rosa LUXEMBURG, **Die Akkumulation des Kapitals**, Leipzig, 1913.

en permanence un surplus de marchandises invendues qui risque de l'étouffer (c'est ce que Sternberg (24) appellera la crise permanente) ; elle met l'accent sur le problème de la « réalisation de la plus-value », qui ne peut s'effectuer que par l'exploitation de territoires non-capitalistes. Un monde tel que l'avait décrit Marx dans le deuxième et le troisième volume du **Capital,** composé uniquement de capitalistes et d'ouvriers, n'est qu'une abstraction commode : le capitalisme au XX[e] siècle ne peut subsister et développer sa production que grâce à l'extension de « tierces personnes », c'est-à-dire de peuples non encore touchés par le développement industriel. Mais la conquête des marchés extérieurs entraîne nécessairement des conflits entre les puissances capitalistes : il n'est que de voir les deux crises marocaines qui ont bien failli entraîner une guerre généralisée. Dans la perspective d'une nécessité **vitale** pour le capitalisme de s'assurer la domination économique sur les territoires « non encore développés industriellement » la guerre est fatale à un moment ou à un autre.

Mais considérer la guerre comme fatale, objecte Kautsky (adversaire passionné et souvent de mauvaise foi des théories de R. Luxemburg depuis 1910) n'est-ce pas enlever aux masses prolétariennes tout élan, toute raison même de lutter contre elle ? Tandis que si l'on estime que seule une minorité de capitalistes (ceux qui ont partie liée avec l'industrie d'armement, la haute finance, etc...) a intérêt à la guerre, qu'il existe encore en Allemagne toute une bourgeoisie industrielle libérale (comme il en existait en Angleterre à l'époque du libre-échange), toute une petite bourgeoisie et une paysannerie aigries par le poids des impôts, la cherté de la vie, qui auraient tout à perdre d'une guerre, le parti social-démocrate a pour tâche urgente de se concilier ces classes intermédiaires, d'éviter tout extrémisme, et de saisir toutes les occasions d'appuyer au Parlement les projets de désarmement, même partiels, susceptibles d'entraîner une détente avec l'Angleterre : les projets de limitation de la flotte lui paraissent plus importants et plus efficaces que les grèves et les manifestations

(24) STERNBERG, dans son livre, **Der Imperialismus,** paru à Berlin en 1926, reprend et développe les théories de Rosa Luxemburg, répondant aux polémiques dont **l'Accumulation du Capital** fit l'objet. Il apporte aux thèses de R. Luxemburg certains correctifs. Ce n'est pas le lieu ici d'exposer les critiques économiques du livre de R. Luxemburg : une des plus importantes fut celle d'Otto BAUER dans la **Neue Zeit** « Die Akkumulation des Kapitals », **N. Z.,** 31ème année, 1912-1913, vol. 1, p. 862-874.

de masse. Dans une série d'articles parus dans la **Neue Zeit** au cours des années 1911 et 1912, Kautsky polémique avec les partisans d'une politique « dure » (Radek, Pannekoek) (25) à propos de la lutte antimilitariste (réduction des armements ou programme de la milice ?) à propos des votes sur les budgets exceptionnels de l'armée (Deckungsvorlage), à propos de la nécessité de ne recourir à la grève de masse que lorsque les moyens parlementaires sont épuisés, comme arme défensive destinée essentiellement à maintenir les droits démocratiques et parlementaires quand ceux-ci sont menacés.

Rosa Luxemburg et les rédacteurs de la **Leipziger Volkszeitung** estiment au contraire que c'est par tous les moyens, légaux ou non, par une action de masse soutenue que le prolétariat allemand doit lutter contre la guerre. C'est ainsi que les masses, ayant affirmé par la lutte leur conscience de classe, sauront profiter du bouleversement provoqué par la guerre pour faire triompher la révolution.

Nous avons trouvé dans les archives de l'Institut International d'Histoire Sociale d'Amsterdam un manuscrit important de Kautsky, intitulé : « Imperialismus, Industrie und Landwirtschaft » (26). Il s'agit d'une critique détaillée de **l'Accumulation du Capital.** Kautsky y attaque la notion de l'impérialisme telle que la définit Rosa Luxemburg dans son livre, et surtout l'idée que le capitalisme moderne ne peut survivre, « accumuler », se développer sans exploiter l'«espace non-capitaliste». « L'accumulation capitaliste n'exige pas nécessairement l'exploitation, le pillage du monde non-capitaliste » (p. 80)... « ...Comme le libre-échangisme (Manchestertum) qui l'a précédé, l'impérialisme n'est que l'un des moyens de développer le capitalisme. Comme ce dernier il est lié à des circonstances historiques déterminées, il constitue une phase déterminée de l'évolution » (p. 81bis). Une phase, et non la dernière... Kautsky imagine un retour possible au libéralisme économique ; or, le libéralisme est pacifiste. Le prolétariat a intérêt au progrès de l'industrie, qui ne peut se développer

(25) Voir en particulier la série d'articles parus dans la **Neue Zeit,** 30ème année, 1911-1912, KAUTSKY : « Die Aktion der Masse » ; RADEK : « Zu unserem Kampfe gegen den Imperialismus » ; LENSCH : « Die neuen Wehrvorlagen » ; LENSCH : « Millz und Abrüstung » ; PANNEKOEK : « Massenaktion und Revolution » etc. Voir également les nos correspondants de la **Leipziger Volkszeitung.**

(26) KAUTSKY : **Imperialismus, Industrie und Landwirtschaft,** document inédit se trouvant dans les Archives Kautsky, manuscrit A 56 (incomplet). Nous remercions l'Institut International d'Histoire Sociale de nous avoir permis d'utiliser et de publier ce manuscrit dont nous préparons l'édition dans le cadre d'une étude sur Kautsky.

que dans la paix. Le prolétariat a donc partie liée avec les couches bourgeoises ou paysannes qui elles-mêmes ne peuvent que souhaiter la paix : « Si nous déclarons que l'impérialisme est le dernier mot du capitalisme, si nous l'estimons indispensable pour le développement de la production aussi longtemps que la révolution sociale ne l'a pas abattu, alors nous rejetons dans le camp impérialiste tous ceux, proches de nous, qui n'envisagent pas avec certitude la révolution dans un avenir proche. » (p. 93). En d'autres termes : il s'agit pour le S.P.D. de ne pas effrayer ces gens de bonne volonté, et surtout de ne pas agiter devant eux le spectre révolutionnaire !

Telle était la position « centriste », la position officielle du parti en 1914, à la veille de la guerre. Il semble bien que la direction du parti allemand, comme celle du parti autrichien, se soit fait de grandes illusions quant aux chances de la paix (27). On saluait comme un grand événement le moindre signe de détente avec l'Angleterre. La majorité de la fraction social-démocrate au Reichstag se déclara a plusieurs reprises favorable au vote des crédits militaires exceptionnels, à condition que la charge n'en soit pas supportée par le prolétariat (sous le couvert de contributions indirectes), et en 1913 n'hésita pas à voter une contribution exceptionnelle à la défense militaire (Wehrbeitrag).

Quant à la position de la droite révisionniste, telle qu'elle s'exprime dans les **Sozialistische Monatshefte,** elle n'a fait qu'accentuer le « social-chauvinisme » ou le « social-impérialisme » qu'on pouvait déjà déceler avant 1910. Bien entendu, Bernstein, David, Hildebrand nient l'existence ou la portée du phénomène impérialiste. Comment une entreprise civilisatrice comme la colonisation « véritable », « positive », et, de plus, profitable à l'économie allemande — par conséquent au prolétariat ; l'ouvrier allemand, selon Hildebrand ne peut plus se passer du cacao ou du coton importé d'Afrique ! — pourrait-elle mener à une catastrophe mondiale ? Certains vont jusqu'à écrire que la civilisation et ses progrès ne peuvent être apportés que « les armes à la main », que les soulèvements de la population doivent être réprimés pour son plus grand bien, puisqu'un « sauvage » ne sait pas apprécier les bienfaits de la culture occidentale. Légende que la prétendue association des capitaux bancaires et industriels pour

(27) Voir à ce sujet le livre de G. HAUPT, **Le Congrès manqué. L'Internationale à la veille de la première guerre mondiale,** Paris, 1965.

l'exploitation des pays non encore développés industriellement : la vérité, c'est que l'impérialisme anglais menace l'expansion économique allemande, expansion absolument nécessaire pour la vie de l'Allemagne. L'Allemagne a besoin du minerai du Maroc, par exemple.

Que de la rivalité des impérialismes puisse naître la guerre mondiale, voilà ce qu'en 1913 les dirigeants socialistes allemands et autrichiens (à l'exception de la gauche radicale) se refusent à imaginer. Certes, Hilferding est assez lucide, qui écrit dans la **Neue Zeit** en 1912 à propos du conflit balkanique, qu'une guerre européenne pourrait bien provenir de peuples semi-barbares, plutôt que des pays les plus avancés industriellement (28). Les accusations de Charles Andler, qui dénonce le « social-impérialisme » des socialistes allemands, soulèvent dans le S.P.D. un tollé général. Comment expliquer cependant la passivité, l'aveuglement des dirigeants du S.P.D. (sans parler même de la tendance bernsteinienne) sans évoquer le « marais » dont parle Lénine ? Dans une étude sur « Kautsky et le kautskyanisme » (29) l'historien Erich Matthias, reprenant les conclusions d'une excellente thèse de Kurt Mandelbaum (30), estime que Kautsky aurait fourni simplement une phraséologie marxiste et révolutionnaire à un parti dont la pratique s'était révélée depuis longtemps opportuniste, le rôle du kautskyanisme étant de maintenir l'unité de ce corps gigantesque qu'était le S.P.D. à la veille de la première guerre mondiale. Il nous semble que la réponse est plus complexe : certes depuis 1911 la tension la plus aiguë n'est plus entre les révisionnistes et la direction officielle, mais entre la gauche luxemburgiste et le centre qui prétend détenir le monopole du marxisme orthodoxe. Mais comment expliquer l'isolement de la « gauche radicale », sinon par un optimisme aveugle à l'égard des chances de la paix, optimisme entretenu par une longue confiance dans la pratique parlementaire ; les succès électoraux croissants de la social-démocratie avaient maintenu les dirigeants du parti dans cette idée d'un « passage pacifique et progressiste à la révolution »

(28) HILFERDING, « Der Balkankrieg und die Grossmächte », **Neue Zeit**, 31ème année, 1912-1913, 1er vol.

(29) Erich MATTHIAS, « Kautsky und der Kautskyanismus », in **Marxismusstudien**, 2. Folge, Tübingen 1956 ; id., « Ideologie et pratique : le faux débat Bernstein-Kautsky », **Annales E.S.C.**, janv.-févr. 1964, p. 19-30.

(30) Kurt MANDELBAUM, **Die Erörterungen innerhalb der deutschen Sozialdemokratie über das Problem des Imperialismus**, 1895-1914, Frankfurt, 1930, 140 p.

(Hineinwachsen in die Revolution), (31) et dans l'espoir que les seuls moyens légaux, ainsi que les alliances temporaires avec la bourgeoisie libérale, parviendraient à effrayer le gouvernement, conscient d'une opinion publique hostile, et à déjouer les plans de la « clique » impérialiste. La guerre peut être évitée : « ultra-impérialisme » pacifique, ou retour au libéralisme de type manchestérien, telles sont les chances encore possibles d'un capitalisme « intelligent », qu'il s'agit de ne pas effrayer par des actions de masse intempestives.

Le vote des crédits de guerre, le 4 août 1914, ne peut donc être interprété comme un brusque revirement, la « trahison » inattendue du parti socialiste le plus fort d'Europe.

(31) L'expression est de Kautsky.

1 — L'AFFRONTEMENT DES TENDANCES AU CONGRÈS DE STUTTGART (1907)

Résolution présentée par la majorité de la commission (président Van Kol ; délégués pour l'Allemagne Bock, David) : 1er paragraphe :

« Le congrès constate que l'utilité ou la nécessité des colonies en général — mais en particulier pour la classe ouvrière — est très exagérée. Mais il ne condamne pas en principe et pour tous les temps toute politique coloniale qui, sous un régime socialiste, pourra avoir une action civilisatrice... »

Amendement proposé par la minorité (Ledebour, Wurm, Karski, Bracke) et adopté au congrès par 127 voix contre 108, et 10 abstentions).

« Le congrès estime que la politique coloniale capitaliste, par son essence même, mène nécessairement à l'asservissement, au travail forcé ou à l'extermination des populations indigènes sur le territoire colonial. La mission civilisatrice dont se réclame la société capitaliste ne lui sert que de prétexte pour couvrir sa soif d'exploitation et de conquête. Seule, la société socialiste pourra offrir à tous les peuples la possibilité de développer pleinement leur civilisation ».

Le premier paragraphe ainsi amendé est adopté, non sans remous dans la délégation allemande.

Au cours de la discussion en séance plénière, Bernstein soutient la position majoritaire allemande :

« Nous ne devons pas, à l'égard de la politique coloniale, adopter un point de vue purement négatif, mais nous avons le devoir de pratiquer une politique coloniale socialiste positive (bravo !). Nous devons abandonner l'idée utopique de vendre les colonies. La conséquence extrême de cette attitude aboutirait à rendre les Etats-Unis d'Amérique aux Indiens (remous). Les colonies sont là, il faut en accepter le fait. Les socialistes aussi doivent reconnaître la nécessité pour les peuples civilisés d'exercer une certaine tutelle sur les peuples non-civilisés... En nous

plaçant sur le terrain des faits, nous devrons en arriver à opposer à la politique coloniale capitaliste une politique coloniale socialiste. Une grande partie de notre économie a pour base des produits coloniaux, produits dont les indigènes ne savaient que faire. Pour toutes ces raisons nous devons adopter la résolution de la majorité. »

2 — LA « MISSION CIVILISATRICE DE LA COLONISATION... »

Bernstein : La question coloniale et la lutte des classes

« ...La question coloniale est beaucoup plus qu'une simple question d'humanitarisme. C'est une question qui concerne au premier chef l'humanité et la civilisation. Il s'agit de l'expansion de la civilisation et, tant qu'il existera des niveaux différents de civilisation, du maintien et de la prédominance de la culture supérieure. Il est en effet inévitable qu'un jour ou l'autre la civilisation supérieure et la civilisation inférieure entrent en conflit ; c'est au regard de ce heurt, de cette lutte pour l'existence des civilisations que doit être jugée la politique coloniale des peuples civilisés en tant que phénomène historique. Certes cette politique procède la plupart du temps d'autres motifs, elle est poursuivie à l'aide de méthodes et sous des formes que nous, sociaux-démocrates, condamnons ; nous sommes conduits dans les cas concrets à la réprouver et à la combattre ; mais nous ne devons pas pour autant modifier notre jugement quant à la nécessité historique de la colonisation... Notre opposition à la politique coloniale actuelle nous rend aveugles au fait qu'elle incarne l'une des formes concrètes d'un mouvement qui existerait même en dehors de tout capitalisme et de tout militarisme capitaliste-féodal...

...L'intérêt du prolétariat n'est pas fixé à priori. La classe ouvrière moderne n'est pas un reste de « tiers-état » féodal détaché de la société et que l'on peut lui opposer comme un corps isolé. La classe ouvrière est, dans sa situation économique, étroitement liée à la société et intéressée à son développement ; il est faux de prétendre que la possession de colonies nuise aux intérêts du prolétariat, sauf lorsque celle-ci freine le développement économique. Or ce n'est pas le cas partout, mais seulement dans cer-

taines conditions, en particulier là où l'empire colonial est démesurément étendu par rapport aux forces productives de la métropole.

Les rapports actuels entre la question coloniale et les charges militaires croissantes sont liés à un tout autre problème. Lutter contre ces charges, c'est lutter contre une certaine forme de politique coloniale à cause des conséquences qui en découlent dans certains cas, mais dans certains cas concrets seulement. Voilà ce qui détermine notre refus, mais en fixe aussi les limites. Car en fin de compte la question coloniale n'est pas seulement d'ordre économique et culturel, elle est aussi d'ordre national. On a bien le droit de dire, sans donner prise à l'accusation de chauvinisme, que le prolétariat a intérêt à une expansion géographique raisonnable de la nation. Nous avons à considérer non seulement les intérêts actuels, mais aussi les intérêts futurs... Je suis le dernier à exagérer le péril mongol, mais je ne me fais pas d'illusions quant à la pénétration mongole et aux problèmes qui s'y rattachent... »

E. Bernstein, « Die Kolonialfrage und der Klassenkampf », in **Sozialistische Monatshefte**, 1907, vol. 2, p. 988-996.

La réponse des « marxistes orthodoxes » : Kautsky

« Si nous sommes les adversaires d'une politique coloniale capitaliste — et des partisans d'une politique coloniale socialiste ne se lassent pas de répéter qu'ils condamnent celle-là — nous sommes par là même les adversaires de toute politique coloniale **possible**, sinon **pensable.** Une politique coloniale qui s'attacherait à l'éducation et à la formation des indigènes aurait été possible dans les colonies de travail telles que les imaginait le 17e ou le 18e siècle. Depuis le 19e siècle cette sorte de colonisation appartient irrémédiablement au passé. Par ailleurs la fin de la politique coloniale capitaliste actuelle est la fin de tout colonialisme en général. La victoire du prolétariat trouvera sans doute des degrés de civilisation très différents selon les peuples ; la diffusion de la technique européenne, de la science et de la pensée européennes sous les tropiques n'en sera pas rendue superflue, au contraire, la victoire du prolétariat préparera le terrain pour une diffusion très rapide. Mais cette mission civilisatrice ne couvrira pas des rapports de domination. Le prolétariat victorieux ne constituera pas une classe dominante même dans les pays actuellement colo-

nisés, il renoncera au contraire à toute souveraineté sur un pays étranger. »

K. Kautsky, **Sozialismus und Kolonialpolitik,** Berlin, 1907, p. 78.

3 — QU'EST-CE QUE LA COLONISATION ?

Hildebrand : La définition d'un « social-impérialiste »

« Quel est le signe distinctif de la colonisation ? Ce n'est manifestement ni la transformation des rapports de force politiques, ni la transformation de la situation économique ni la transformation de la vie sociale. La colonisation n'est pas non plus le pillage des richesses d'autrui tel que la résolution de Stuttgart le définit, y voyant la caractéristique de la méthode capitaliste de colonisation. Elle **peut** être liée à la destruction d'une civilisation étrangère et aura généralement pour but l'enrichissement des colonisateurs obtenu par un moyen ou un autre. Mais la destruction seule est le contraire même de la **colonisation** dont le sens étymologique est **défrichement :** la notion de colonisation évoque bien plutôt le transport fécond d'une civilisation établie ailleurs dans un territoire où règne une civilisation inférieure ; ce transport s'effectue soit par l'émigration, soit par l'exportation de méthodes de travail et de pensée plus évoluées permettant une exploitation plus fructueuse du territoire à coloniser... Nous aussi, socialistes, devrions craindre le jugement de la postérité, qui nous reprochera d'avoir méconnu ce fait d'une importance historique énorme ou d'avoir sous-estimé son influence sur l'avenir de la civilisation. Comment la colonisation se poursuit dans le détail, quel rôle le capitalisme et la politique de conquête y jouent, ces questions doivent nous fournir d'abord des sujets d'**observation** et d'observation **comparée,** c'est seulement ensuite que nous pourrons exercer une critique **objective** sur la pratique de notre propre pays, et faire des propositions **positives** d'amélioration... »

Hildebrand, « Was ist Kolonisation ? », in **Sozialistische Monatshefte,** 1909, vol. 1, p. 36.

Kautsky : Le visage nouveau du colonialisme

« La nouvelle politique coloniale n'a rien de commun avec la politique passée de fondation de colonies de

travail. Elle ne s'intéresse qu'aux seules colonies tropicales, aux colonies d'exploitation. Mais elle se distingue également de l'ancienne politique des colonies d'exploitation qui n'avait en vue que le pillage et l'accumulation de richesses, celles-ci devant être transportées dans la métropole sous forme de capital. Aujourd'hui, au contraire, la politique coloniale apporte des capitaux à la colonie, elle y entreprend des travaux de civilisation : elle semble donc avoir une action non plus dévastatrice, mais civilisatrice.

Pourtant, nous l'avons déjà vu, il ne faut pas se fier à l'apparence ; l'augmentation éventuelle des forces productives résultant de la colonisation est plus que compensée par la multiplication simultanée des guerres, qu'accompagnent la déperdition des forces productives et l'endettement vis-à-vis de l'étranger.

Dans les colonies où règne encore le communisme primitif, où la propriété du sol est collective, où la masse du peuple possède les moyens de production et vit dans une aisance proportionnée à ses besoins, le capital importé doit créer d'abord par la force une situation qui lui permette d'exploiter la population. Il faut exproprier les indigènes, les forcer au travail, si le capital veut obtenir un profit. Alors se renouvellent les infamies du système colonial ancien, celui de l'époque de l'accumulation primitive du capital, les forfaits des Cortez et des Pizarro, des Clive et des Warren Hastings, comme en témoignent les horreurs perpétrées au Congo, suivies de près par les exploits d'autres politiques coloniales modernes, allemande aussi bien que hollandaise, française, anglaise ou américaine.

Ce sont ces faits que visent les avocats d'une politique coloniale socialiste lorsque, refusant de condamner le principe même de la politique coloniale, réclamant le maintien des colonies, ils protestent contre « les méthodes actuelles de colonisation ».

...Pour la classe capitaliste la politique coloniale est une nécessité, comme le militarisme. Mais il est de mauvaise logique de conclure que pour le prolétariat aussi la politique coloniale est une nécessité. Pourquoi alors ne pas admettre le militarisme ? La politique coloniale n'est pas plus une nécessité pour le prolétariat que le capitalisme dans son ensemble. Or celui-ci est devenu un mal non seulement pour le prolétariat mais pour la société tout entière, un obstacle au développement total des forces

productives de l'humanité, de même la politique coloniale en tant que moyen de prolonger l'existence du capitalisme non pas en accroissant les forces productives de l'humanité mais en freinant leur développement, est devenu un mal à combattre même là où il prend des masques bienveillants... »

K. Kautsky, **Sozialismus und Kolonialpolitik,** op. cit., p. 43-44.

Parvus : L'Etat au service du grand capital

« Le capital national quitte sa patrie pour donner une impulsion au développement industriel de pays étrangers, s'unit, se fond avec le capital étranger, si bien qu'on ne peut plus distinguer le capital allemand du capital américain, turc ou grec. **Ubi bene, ibi patria !** Là où le profit appelle, là est la patrie !

L'internationalité du marché de l'argent est en contraste frappant avec la politique nationale de protectionnisme des Etats industriels ; elle prouve que le protectionnisme est en contradiction avec l'évolution du marché mondial. Cela n'empêche pas cependant le capital national, au cours de ses péripéties et mutations internationales, de se servir des moyens de l'Etat national pour se procurer des avantages particuliers.

De plus en plus, l'accord d'un prêt à un pays étranger est lié, sous la pression diplomatique, à des commandes industrielles dont on fait une condition préalable... »

Parvus, **Die Kolonialpolitik und der Zusammenbruch,** Leipzig, 1907.

4 — L'IMPÉRIALISME EST-IL UNE NÉCESSITÉ POUR LE CAPITALISME ?...

Radek : La réponse de la nouvelle « gauche-radicale »

« A la base de tous nos différends dans notre attitude à l'égard de l'impérialisme, il y a le problème de sa définition... L'impérialisme est-il **la** politique étrangère du capitalisme agonisant ou bien seulement **l'une** des formes actuellement possibles du déploiement de la puissance capitaliste ?...

...Lorsque peu à peu la politique étrangère **allemande** commença à se transformer de politique continentale qu'elle était en une politique mondiale, lorsqu'elle com-

mença à forger son instrument de puissance le plus considérable, ce processus capital dans l'histoire du jeune empire allemand semblait **résulter d'une mégalomanie bizarre plutôt que d'une nécessité historique,** à laquelle s'oppose la nécessité supérieure du socialisme. Mais lorsque la « mégalomanie » se transforma en système, lorsqu'elle précipita l'empire d'une « aventure » dans l'autre, lorsqu'elle se mit à dévorer des milliards et à faire surgir le spectre de la guerre, alors le parti reconnut sans doute les bases communes de la politique impérialiste universelle du capitalisme tels que 15 ans plus tôt Kautsky et Parvus en avaient décrit les caractères fondamentaux : cependant nous ne connaissons pas encore aujourd'hui de façon approfondie l'évolution de l'impérialisme allemand, et en outre, nous ne savons pas tirer une application pratique conséquente de l'analyse des ressorts de l'impérialisme.

Les théoriciens du marxisme ont défini l'impérialisme comme **la** politique du capitalisme à l'ère du capital financier. Ils ont vu dans l'expansion outre-mer du capital une conséquence de sa fuite devant l'abaissement du taux de profit dans les pays du capitalisme évolué ; ils ont donc décrit l'impérialisme comme un résultat de cette évolution, résultat aussi nécessaire que les cartels et la politique de protectionnisme... **Il n'y a pas actuellement de politique outre-mer qui ne serve l'impérialisme...** L'établissement économique au Maroc rapporta au capital financier allemand des millions pris aux paysans marocains ; mais en outre elle a donné au gouvernement allemand la possibilité de réclamer à la France des compensations du côté du Congo... Parfois un objectif d'expansion pacifique peut se transformer sous la pression des circonstances en un objectif de l'expansion par la violence...

...En considération de tous ces faits on doit rejeter énergiquement l'idée, adoptée même par certains radicaux, selon laquelle la social-démocratie, si elle réprouve la politique coloniale, se déclare favorable à l'expansion pacifique de l'Allemagne outre-mer. Cette idée est fausse parce qu'elle ne tient pas compte des liens qui existent entre expansion pacifique et expansion par les armes.

...Celui qui considère l'expansion pacifique comme correspondant à l'intérêt de la classe ouvrière se prive de toute base d'attaque contre l'impérialisme.

S'il veut pourtant maintenir sa condamnation de l'impé-

rialisme, il ne lui reste qu'une possibilité : abandonnant la conception de la politique impérialiste comme **la** politique étrangère du capitalisme agonisant, il doit chercher à démontrer que l'impérialisme peut choisir une autre politique étrangère qui correspondrait à l'intérêt du prolétariat... »

K. Radek, « Zu unserem Kampfe gegen den Imperialismus », in **Neue Zeit**, 30e année, 1911-12, 2e vol., p. 194-199.

5 — LA BOURGEOISIE A-T-ELLE UNE POLITIQUE DE RECHANGE... ?

Kautsky : La thèse officielle

« La course aux armements repose sur des **causes** économiques, non sur une **nécessité** économique.

...Plus cette perspective s'estompe (de monopoliser le marché mondial I.P.), plus on se rend compte clairement que la poursuite de la lutte et de la concurrence ruine tous les participants, et plus on voit s'approcher le stade où la concurrence des Etats entre eux sera remplacée par une structure cartellisée !

...On aurait fait un pas immense en avant si on réussissait à dépasser le stade actuel qui rend **inévitable** la guerre mondiale, et ceci dans un avenir très proche, et si on lui substituait un état de choses qui ne rendrait pas pour toujours la guerre impossible mais en tous cas l'éloignerait...

Mais même si tout cela échouait, si notre propagande en faveur du désarmement ne rencontrait aucun écho dans les milieux bourgeois... même alors elle serait d'une utilité énorme, non plus sans doute pour la société bourgeoise qui serait immanquablement poussée vers la guerre mondiale, mais pour notre parti, dont la force de propagande serait accrue dans tous les milieux, du moins parmi les couches laborieuses menacées par la course aux armements et ses conséquences... Nous avons maintenant toute raison de faire en sorte que les libéraux soient obligés de prendre position sur la question des accords avec l'Angleterre... »

K. Kautsky, « Der erste Mai und der Kampf gegen den Militarismus », in **Neue Zeit**, ibid., p. 97-109.

« En respectant le principe de la 'porte ouverte' en Asie, et particulièrement en Chine, le capital européen peut

faire, en construisant des chemins de fer et par d'autres méthodes pacifiques d'ouverture de cet immense marché, de bien meilleures affaires que s'il s'impose des charges militaires énormes destinées à poursuivre une politique impérialiste de pillage dans les déserts et les marais d'Afrique...

...L'impérialisme n'est pas synonyme du besoin d'expansion du capital, de sa tendance à ouvrir de nouveaux marchés et de nouveaux domaines d'investissement ! il n'est que l'une des méthodes particulières propres à satisfaire à ce besoin, la méthode de la victoire... »

K. Kautsky « Nochmals die Abrüstung », in **Neue Zeit**, ibid., p. 844-850.

Rosa Luxemburg : L'Impérialisme hâte la fin du capitalisme

« L'impérialisme est l'expression politique du processus de l'accumulation du capital dans sa lutte pour s'assurer le reste des territoires non-capitalistes disponibles... Etant donné l'évolution très poussée et la concurrence toujours plus acharnée des pays capitalistes pour l'acquisition de territoires non-capitalistes, l'impérialisme connaît une énergie et une violence accrues, aussi bien dans ses méthodes agressives à l'égard du monde non-capitaliste que dans l'exaspération des tensions entre les pays capitalistes concurrents... Mais plus le capitalisme prépare la fin des civilisations non-capitalistes de manière énergique, violente, radicale, plus il hâte le moment où l'accumulation verra l'espace lui manquer. L'impérialisme est à la fois un processus historique destiné à prolonger l'existence du capitalisme, et le moyen le plus sûr d'assigner un terme rapide à son existence...

L'espoir d'un développement pacifique de l'accumulation du capital... toute l'idéologie officieuse de la théorie manchestérienne de l'harmonie des intérêts entre les nations commerçantes du monde... datent de l'ère du « Sturm und Drang » de l'économie classique... ».

R. Luxemburg, **Die Akkumulation des Kapitals**, Berlin, 1913, p. 423-424.

Kautsky : Le capitalisme peut survivre à la guerre mondiale

« On en arrive aujourd'hui à réunir sous le terme d'impérialisme tous les phénomènes du capitalisme moderne, cartels, protectionnisme, domination de la haute finance aussi bien que politique coloniale. En ce sens

l'impérialisme est naturellement une nécessité vitale pour le capitalisme...

...L'impérialisme est un produit du capitalisme industriel évolué. Il correspond à la tendance, propre à toute nation industrielle capitaliste, à s'assurer un territoire **agraire** toujours plus étendu et à se l'annexer... »

(Un autre aspect de cette tendance est la concurrence entre les pays capitalistes et la course aux armements) :

« Cet aspect est-il aussi une nécessité pour la survie du capitalisme, nécessité qui ne pourrait être surmontée qu'avec la fin du capitalisme ?

D'un point de vue purement économique, il (le capitalisme I.P.) peut survivre aussi longtemps que l'industrie en expansion des vieux pays capitalistes est capable de susciter l'extension correspondante de la production agricole... Aussi longtemps que cette limite n'est pas atteinte, il peut certes s'effondrer sous la pression politique croissante de l'opposition prolétarienne, mais ne périt pas nécessairement dans une catastrophe économique.

...Maintenant encore, de la guerre mondiale que se livrent les grandes puissances impérialistes peut naître une alliance qui les rassemble et mette un terme à la course aux armements.

D'un point de vue purement économique il n'est donc pas exclu que le capitalisme connaisse une nouvelle phase, l extension de la politique des cartels à la politique internationale, une phase de l'ultra-impérialisme, que nous devrons bien entendu combattre aussi énergiquement que l'impérialisme, mais dont les dangers seraient d'un autre ordre que la course aux armements et la menace de guerre mondiale... »

Kautsky, « Der Imperialismus », In **Neue Zeit,** 32e année, vol. 2, 1913-14, p. 908-922. Cet article rédigé en partie avant la déclaration de guerre fut publié après le 8 août 1914.

4

Maxime STEINBERG

BELGIQUE : LA CRISE CONGOLAISE DANS LE PARTI OUVRIER BELGE (1907-1908)

La Belgique ne devint une puissance coloniale qu'à la veille de la première guerre mondiale. Jusqu'au 18 octobre 1908, date officielle de son annexion, le Congo « belge » l'était uniquement en vertu de la personnalité de son chef d'Etat (1). Léopold II, qui instaura au Congo une véritable monarchie absolue, était dans le même temps le très constitutionnel roi des Belges. Le Parlement l'avait autorisé, en 1885, à accéder à la direction de l'Etat Indépendant du Congo, mais la Belgique n'était pas concernée par sa politique coloniale. Léopold II était responsable, tout au plus, devant les puissances signataires de l'Acte de Berlin, qui avait établi, en 1885, les obligations internationales du Nouvel Etat.

L'Etat Indépendant, c'est-à-dire Léopold II — puisque selon la formule fameuse, l'Etat, c'était lui — ne put se maintenir sans solliciter l'aide financière belge. En 1890, les finances léopoldiennes étant au bord de la faillite, le Parlement belge lui octroya un premier prêt de 25 millions de francs pour une durée de dix ans. En contrepartie, la Belgique acquérait le droit d'annexer le Congo à l'échéance de la convention de prêt. Il en fut question bien avant cette date. En 1895, Léopold II, à nouveau acculé, envisagea une cession prématurée. Un traité de reprise fut signé, tandis qu'une nouvelle aide urgente de 6 millions et demi était demandée au Parlement Belge. Ce fut, à cette occasion, que les socialistes belges intervinrent pour la première fois dans la question coloniale. Ils venaient d'entrer triomphalement, — à la suite d'une grève générale — dans le premier parlement élu au suffrage universel plural. Ils eurent beau jeu de dénoncer la ruineuse politique coloniale, qui, sous prétexte d'une illusoire œuvre de civilisa-

(1) Parmi les travaux consacrés à l'annexion du Congo, on se référera à l'ouvrage indispensable de J. STENGERS, **Belgique et Congo : l'élaboration de la Charte Coloniale**, Bruxelles, 1963.

tion, exploitait les populations indigènes, et, par surcroît, introduisait en Belgique un dérivatif à la question sociale. Le 24 février 1895, le congrès extraordinaire du P.O.B. décida à l'unanimité d'entamer une campagne contre le « cadavre » congolais. Dans leur propagande, les socialistes insistèrent sur les dépenses considérables qu'entraînait la politique coloniale, au détriment de réformes sociales dont l'urgence ne pouvait plus être ignorée. Il fallait, disait le Parti, avant de songer à traiter les nègres comme des blancs, cesser de traiter les blancs comme des nègres (2).

L'annexion ne rencontra pas seulement l'opposition anticolonialiste du Parti ouvrier. L'opinion publique presque unanime la redoutait. Le Congo apparaissait comme un gouffre financier où s'engloutirait la Belgique. L'affaire n'alla pas plus loin. Le traité de reprise ne fut même pas présenté aux chambres. Léopold II, plein de ressentiment contre ses compatriotes, y renonça. Entre-temps, la récolte de caoutchouc et d'ivoire lui avait laissé entrevoir le prochain rétablissement de l'équilibre budgétaire du Congo. Soulagé, le Parlement belge estima se tirer à bon compte, en accordant le prêt demandé. En cette circonstance, les turbulents députés socialistes, en signe de protestation spectaculaire, quittèrent la séance, le 27 juin 1895, plutôt que de prendre part au vote. Treize ans plus tard, des parlementaires préférèrent également ne pas assister au vote, mais non plus par opposition à la politique coloniale. Ils craignaient, par leur attitude trop bienveillante, d'envenimer le malaise que la question congolaise suscita dans le Parti ouvrier à l'époque de l'annexion du Congo.

La Belgique n'annexa pas, en effet, le Congo à l'échéance de la convention de prêt. En 1901, devant l'opposition catégorique de Léopold II, le Parlement encommissionna le problème. Comme l'avait prévu le roi, le Congo était devenu une bonne affaire. Pour faire face à ses difficultés, financières, et contrairement à sa double obligation envers les puissances signataires de l'Acte de Berlin d'assurer la liberté commerciale dans le bassin du Congo et de veiller à la conservation des populations indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence, l'autocrate africain avait instauré un régime domanial, constitué pour sa plus grande partie par la « Fondation de la Couronne », qui réservait à l'Etat le monopole

(2) Voir à ce sujet : A. STENMANS, **La reprise du Congo par la Belgique**, Bruxelles, 1949.

exclusif de la récolte de caoutchouc. Ce régime très profitable à l'époque du développement du pneumatique (3) s'accompagnait du travail forcé des indigènes à titre d'impôts. Alliant la contrainte aux exactions et aux violences, avec en contrepoint, la révolte des indigènes, comme celle des tribus Budja en 1899/1900 (4), cette colonisation brutale souleva un mouvement de protestation humanitaire. A partir de 1903 surtout, et avec une ampleur croissante, une véhémente campagne anticongolaise se développa sur le plan international, avec comme principal centre l'Angleterre protestante. En Belgique, du côté socialiste, ce fut Emile Vandervelde, quasi-seul, et parfois déconseillé par ses collègues du groupe parlementaire qui se fit l'écho de cette protestation humanitaire (5). La défense des indigènes victimes du régime léopoldien fut son « affaire Dreyfus » (6). Il éprouvait dans sa sensibilité les souffrances des travailleurs noirs peinant dans les forêts caoutchoutières. Pour eux, il allait connaître « les heures les plus difficiles » de sa carrière de dirigeant socialiste (7). Il fut, en effet, en opposition avec la majorité de son parti dans la question congolaise, rencontrant de la froideur, de la colère, auprès de ses amis politiques, qui malgré l'affection sincère qu'ils témoignaient à sa personne, n'hésitaient pas à lui faire les reproches les plus amers pour sa « dissidence » dans cette question particulière. La crise congolaise dans le P.O.B. c'est en premier lieu cette tension persistante entre Emile Vandervelde et le Parti dont il était « Le Patron » (8). Mais, Vandervelde le demeura, en dépit de sa divergence, car son opposition avec la majorité se retrouvait au sein de celle-ci. Jamais sans doute, il ne régna dans le groupe dirigeant du parti ouvrier une confusion, une diversification des opinions, aussi grande qu'à propos de la question coloniale. Ces divergences amortirent le conflit avec Vandervelde, d'autant plus que dans son ensemble, le Parti ouvrier ne s'intéressa à la question coloniale que sous l'angle des menaces qu'elle faisait peser dans l'immédiat sur la politique de réformes sociales. Et,

(3) En 1901, le Congo léopoldien fournissait plus d'un dixième de la production mondiale de caoutchouc.

(4) La révolte se produisit dans la concession accordée par Léopold II à la Société Anversoise pour le Commerce au Congo. Elle fut évoquée à la Chambre, le 19 avril 1900, par le député progressiste libéral Georges Lorand, qui fut, du côté libéral, le principal porte-parole de l'anticolonialisme.

(5) Voir son intervention au Congrès extraordinaire du P.O.B., des 30 juin et 1er juillet 1907.

(6) E. VANDERVELDE, **Souvenirs d'un militant socialiste,** Paris, 1939, p. 73.

(7) Voir son discours à la Chambre, le 4 février 1910.

(8) L. BERTRAND, « Les sobriquets de nos honorables », **Le Peuple,** 6 févr. 1909.

sur ce point, les socialistes, Vandervelde y compris, témoignèrent de leur unanimité. Le deuxième aspect de la crise congolaise dans le Parti ouvrier est constitué par cette unanimité qui masquait des divergences sur la politique coloniale elle-même. Le troisième n'est pas dans le Parti, mais dans la vie politique belge. La question congolaise fournit, en 1907/1908, la trame d'une crise politique, marquée, en avril 1907 par la démission du gouvernement, et en mai 1908 par une campagne électorale « congolaise ».

LA CRISE POLITIQUE CONGOLAISE, 1907-1908

La protestation internationale contre le régime léopoldien ne manqua pas d'avoir ses répercussions en Belgique. Elle se traduisit, sur le plan diplomatique, par l'amorce d'une intervention des puissances signataires de l'Acte de Berlin, s'il n'était pas mis fin à l'état de choses existant au Congo. Sous cette pression Léopold II se convertit, contre son gré, à l'idée d'une cession précipitée du Congo. A sa suite, le gouvernement de Smet de Nayer répondit au vœu de la chambre de hâter la procédure de reprise. Après un débat parlementaire, en novembre-décembre 1906, débat marqué entre autres par une interpellation de Vandervelde, la septième qu'il consacrait aux affaires congolaises depuis 1895, une commission dite des XVII fut instituée pour examiner le projet de charte coloniale resté en suspens depuis 1901 (9).

Ce faisant, la question congolaise qui jusque-là s'était présentée aux socialistes sous l'aspect humanitaire de la défense des indigènes, se compliquait d'un problème constitutionnel. En effet, si Léopold II s'était enfin résolu à céder le Congo, il entendait que soient maintenu le régime absolutiste et respectées les obligations de l'Etat Indépendant envers la Fondation de la Couronne. Ces exigences royales se heurtaient de front à la volonté des Chambres d'exercer

(9) Pour sa part, le P.O.B. avait institué au sein du Conseil Général et du groupe parlementaire une commission d'études sur la question coloniale. **Le Journal de Charleroi** (socialiste), 15 décembre 1906, signalait sa première réunion. Elle élabora quatre rapports : le premier rédigé par Hector Denis exposait « le principe de la Colonisation » ; le deuxième d'Henri La Fontaine examinait « Le Congo au point de vue international » ; le troisième de Léon Furnémont abordait « La législation coloniale ». Ces trois rapports approuvés par le congrès extraordinaire de juin 1907 furent transmis à l'Internationale. (voir **Propositions et Projets de Résolutions avec rapports explicatifs, présentés au congrès socialiste international de Stuttgart, 18-24 août 1907,** Bruxelles, 1907). Le quatrième rapport d'Emile VANDERVELDE « Quelle doit être l'attitude des socialistes dans la question de la reprise du Congo ? », ne fut pas approuvé (voir le texte dans **Le Peuple,** 17 juin 1907.)

leur entière souveraineté sur un territoire « belge » qui, au surplus, revenait de plein droit à la Belgique depuis 1901. Quant à lui, le groupe parlementaire socialiste affirmait, « sous réserve de toute opinion sur le fond, sa volonté inébranlable, en cas d'annexion, de maintenir la souveraineté nationale dans son intégrité contre quiconque » (10). Pris entre sa fidélité au Roi, et la dignité constitutionnelle du Parlement, y compris de sa majorité catholique dont il perdait le contrôle, le gouvernement de Smet de Nayer démissionna en avril 1907. Son successeur Jules de Trooz s'efforça de concilier les deux points de vue antagonistes, mais il mourut en décembre 1907. Ce fut finalement, au président de la Chambre, Franz Schollaert qu'il revint de former le gouvernement responsable de l'annexion du Congo.

A travers cette crise et ces difficultés gouvernementales, le projet de charte coloniale fut amendé dans un sens jugé « satisfaisant à beaucoup de points de vue » par Vandervelde qui avait considéré le projet initial de 1901 comme « odieux en même temps que ridicule » (11). Quoique la maladie ne lui permît pas de donner la mesure de ses capacités de juriste, Vandervelde participa à l'élaboration de la charte coloniale. Il fut, avec Louis Bertrand, le second représentant socialiste à la Commission parlementaire des XVII. Lorsque celle-ci termina en mars 1908 ses travaux, dont la presse, y compris les journaux socialistes, avait largement rendu compte et qu'elle avait commentés au fur et à mesure de leur avancement, Vandervelde appréciant positivement les concessions accordées aux « réformistes », formula un vote d'abstention. Quant à Louis Bertrand, il était absent.

En ce qui concerne les conditions de la reprise, le gouvernement s'était également engagé dans la voie des concessions : la « Fondation de la Couronne », tenue pour responsable des abus du régime congolais, était abandonnée, mais, Léopold II obtenait, en compensation, l'institution de fonds spéciaux d'un montant de 95 millions à charge de la Belgique. Même Vandervelde qui était plutôt acquis à l'idée de l'annexion, estima ce traité « onéreux et inacceptable ». Malgré ses efforts, le gouvernement Schollaert ne parvint pas à faire approuver ses projets congolais avant le renouvellement par moitié des chambres, le 24

(10) Voir **Le Peuple**, 13 décembre 1906.
(11) Voir J. STENGERS, **op. cit.**, p. 19.

mai 1908. La campagne électorale fut ainsi dominée par la question congolaise.

Le Parti ouvrier en fit le thème essentiel de sa propagande. Ce choix était à la fois habile et audacieux. Le Congo était resté étranger aux préoccupations du belge moyen. La réprobation de l'opinion belge à l'égard des atrocités congolaises avait été moindre que dans d'autres pays. Les socialistes constataient que les ouvriers se désintéressaient du Congo ou ne comprenaient pas la portée de leur campagne anticongolaise. Ceux-ci s'imaginaient qu'elle participait de l'hostilité républicaine du Parti ouvrier (12). Dans leur presse, les socialistes ne se privaient pas, en effet, d'attaquer la personne du roi, « Boula Matari » comme ils l'appelaient irrévérencieusement. S'ils fustigeaient volontiers « la politique de spoliation, de brigandage, et de crime de l'aristocratie congolaise », s'ils dénonçaient « l'absolutisme de l'Africain », la vie privée du roi, ses relations morganatiques avec la « favorite », la baronne Vaughan, leur offraient une cible de choix. Le thème fut cependant peu exploité (13). Seule à vrai dire, la Fédération socialiste républicaine du Borinage se servit, par tradition, du slogan de « république démocratique et sociale » au cours de la campagne électorale. Au demeurant, en dépit de ce caractère républicain, même au Borinage, « la question du Congo ne secoue pas l'opinion publique » (14).

Cette indifférence, voire cette « apathie » de la classe ouvrière, inquiétait les dirigeants socialistes (15). Quelle que fût leur opinion sur la question coloniale, ils considéraient que le Congo constituait une diversion à la question sociale. Un éditorial du **Peuple** avertissait à ce propos que « c'est à la faveur de l'obsession de la reprise qui hante les sphères de l'entourage royal que le gouvernement peut esquiver aujourd'hui trois grandes réformes, le suffrage universel (pur et simple), l'instruction obligatoire, l'égalité des charges militaires... Le Congo est à présent le tout puissant dérivatif » (16). Par contre, le Parti, lui, ne pouvait

(12) A. DEWINNE, « Le Congo et les ouvriers » dans **Le Peuple,** 24 février 1906 ; « L'aspect social », éditorial du 10 mars 1908.
(13) Voir **Le Peuple,** 22 juin 1906.
(14) L. PEPIN, « En Congolie », **L'avenir du Borinage** (journal socialiste) les 16-17 mars 1908.
(15) D'après L. de Brouckère dans un meeting à Charleroi, le 11 avril 1908 (voir **Le Journal de Charlerol,** 17 avril 1908). Dans un meeting à Dour, de Brouckère regrette encore que les socialistes ne s'intéressent pas davantage à la question coloniale (voir **L'Avenir du Borinage,** le 22 février 1908).
(16) « Diversion congolaise », dans **Le Peuple,** 16 janvier 1908.

pas esquiver la question du Congo qui mettait en cause la réalisation des réformes. Dès juin 1907, il fut décidé d'entreprendre « une agitation intense pour soulever l'opinion publique contre la reprise » (17). L'agitation, pour autant qu'il s'agisse d'une agitation dans le cadre d'une presse dont le rayonnement était limité, fut essentiellement journalistique. Les quotidiens socialistes, tant ceux de province que celui de Bruxelles, accordèrent une attention vigilante à la question congolaise. En permanence, elle occupa la première place dans les colonnes socialistes. Mais nulle agitation ne fut menée au sein de la classe ouvrière pour amener un mouvement de protestation capable de faire hésiter le gouvernement, ou, tout au moins, de donner plus de poids aux protestations socialistes. Avec la période électorale, les choses changèrent. Les propagandistes du Parti, disposant d'un riche matériel de brochures, de tracts, d'affiches, se répandirent dans les meetings ouvriers. Ils rencontrèrent auprès de leur auditoire un écho favorable, comme en témoigne ce tract diffusé la veille même des élections et qui rappelait qu'«une propagande énergique de deux mois a fait pénétrer dans les consciences un sentiment unanime de répulsion contre le Congo » (18). Le choix du Parti ouvrier se révéla habile. Certes, le Congo laissait le belge moyen indifférent. Son incidence économique sur la Belgique était insignifiante. Sa part dans le commerce extérieur belge était minime, et à peine plus d'un millier de belges séjournaient dans la colonie au moment de l'annexion. Mais, précisément, en regard de ces avantages réduits, l'annexion devenait redoutable : elle signifiait concrètement un accroissement des charges financières. **Le Peuple** ne manqua pas de souligner que « le fromage congolais » ne profitait qu'à « quelques capitalistes » et « fils de bourgeois » (19). « Même, la masse des industriels et des commerçants n'ont rien à gagner et beaucoup à perdre » (19bis). Par sa propagande, le Parti entretint « l'état de malaise et d'inquiétude » qui régnait dans l'opinion autour de la question du Congo (20).

(17) Voir la résolution du Congrès extraordinaire de juin 1907.

(18) Tract électoral « Aux urnes » publié dans **L'Avenir du Borinage**, le 22 mai 1908.

(19) Le député Louis Bertrand s'illustra à la Chambre dans la dénonciation de « l'attitude des politiciens cléricaux, au service du Souverain du Congo, dans des compagnies capitalistes ou jouissant, grâce à lui, de riches prébendes » (voir **Le Peuple**, 4 mai 1908). Il se plaisait à signaler la présence parmi les membres de la Commission des XVII dont il faisait partie de quatre parlementaires catholiques administrateurs ou commissaires de sociétés coloniales.

(19 bis) « Démocratie congolâtre » (éditorial), **Le Peuple**, 27 avril 1908.

(20) J. STENGERS, **op. cit.**, p. 188.

Il s'en servit comme d'une arme pour « faire reculer la bande cléricale, monarchiste et financière » qui poussait, contre l'intérêt du pays, à l'annexion du Congo (21). Celle-ci aurait pour effet «d'entraîner la Belgique dans les aventures de la finance cosmopolite », elle renforcerait le pouvoir de la royauté, elle vouerait le pays « au danger des complications internationales ». Plus encore, elle imposerait « la création » — disproportionnée avec les possibilités limitées d'un petit pays — « d'une marine de guerre et d'une armée coloniale, composée comme toujours des plus pauvres pour la défense de ceux qui voteront la reprise ». Le Congo n'apporterait au pays qu'un cortège de responsabilités, de charges et de sacrifices. Et, surtout, ajoutait le propagandiste socialiste, « c'est en tout cas l'impossibilité de réaliser les réformes sociales » en Belgique.

Dans cette propagande socialiste, la dominante n'était pas l'opposition du socialisme au colonialisme, mais son appréhension devant les conséquences de la politique coloniale, conséquences ressenties principalement au niveau de leurs effets sur les réformes sociales. Très pratiques, les socialistes belges s'adaptaient au sentiment de leurs électeurs. Leur propagande porta ses fruits. Ils passèrent de 30 à 35 députés. Cet accroissement de leur représentation parlementaire les amenait à un niveau jamais atteint auparavant. Quant au Parti catholique, sa politique coloniale accentua son déclin. La majorité qu'il détenait à la Chambre tomba de 12 à 8 voix. C'était encore suffisant pour voter les projets coloniaux avec l'appoint de quelques libéraux, en particulier des représentants de la bourgeoisie commerçante du port d'Anvers. L'annexion fut approuvée, le 20 août 1908, à la Chambre, par 83 voix contre 54 et 9 abstentions, le 9 septembre, au Sénat, par 63 voix contre 22 et 10 abstentions.

LES TENDANCES DANS LE PARTI OUVRIER BELGE

Dans les deux assemblées, les socialistes présents émirent, en bloc, un vote négatif. Cette attitude avait été déterminée dès le congrès extraordinaire que le Parti ouvrier avait consacré à la question du Congo, les 30 juin

(21) Appel à la population pour les élections législatives de mai 1908 lancé par le Conseil Général du P.O.B., voir **Le Peuple**, 10 avril 1908.

et 1er juillet 1907. Un amendement présenté par Louis de Brouckère à une résolution d'Emile Vandervelde créait l'obligation pour les mandataires de voter contre la reprise, alors même que les termes du traité n'étaient pas encore connus. Il ne rencontra pas l'approbation unanime des congressistes, mais, au Congrès annuel des 19 et 20 avril 1908, les conditions de l'annexion étant connues, cette résolution fut confirmée à l'unanimité. Après l'annexion le Parti ouvrier convoqua encore un congrès extraordinaire, les 27 et 28 décembre 1908. Une résolution présentée en commun par Vandervelde et Louis de Brouckère notamment définissait l'attitude du Parti, à l'égard de la colonisation belge. Cette résolution que le congrès adopta à l'unanimité confirmait « son opposition irréductible à la politique coloniale » (22).

Ces décisions inciteraient à croire que le socialisme belge unanime réprouva le colonianisme et combattit contre sa manifestation concrète en Belgique, l'annexion du Congo. Rien n'est plus trompeur que cette apparence. Les termes mêmes par lesquels Louis de Brouckère fixait l'attitude des parlementaires socialistes révèlent les hésitations socialistes devant la politique coloniale. Son amendement déclarait en effet que « les mandataires en ne votant pas contre le projet de reprise iraient à l'encontre des principes » socialistes. En dépit des votes unanimes, « il n'y a pas d'unanimité sur la question coloniale », devait regretter l'auteur de cet amendement (23). C'était le moins qu'on pût dire. En fait, tout au long de ces deux ou trois années où la question congolaise occupa la première place des préoccupations politiques du Parti ouvrier, il régna en son sein un malaise persistant que les trois congrès tenus dans cet intervalle ne parvinrent pas à dissiper, et que seul l'effacement de la question congolaise permit de résoudre.

Les ordres du jour soumis aux congrès cherchaient vainement à masquer les divergences entre socialistes. Comme le déclara un dirigeant du Parti à propos de la dernière résolution votée, ces textes étaient « habile (s), inspiré (s) par la préoccupation de tout concilier et se prêtant à toutes les interprétations » (24). L'unanimité qu'ils réalisaient demeurait factice, mais elle répondait à une tradition implantée dans la structure même du Parti ouvrier.

(22) **Le Peuple** publia les comptes rendus des congrès ; voir les numéros des 1er juillet 1907, 20 avril 1908 et 28 et 29 décembre 1908.
(23) Son intervention au congrès d'avril 1908.
(24) Léon Colleaux, au congrès de décembre 1908.

Ce n'était pas un parti politique au sens courant du terme. Les Ligues ouvrières qui faisaient office de section politique, y étaient en nombre insignifiant. Le Parti se composait avant tout de sociétés coopératives, de mutuelles et de syndicats. En ce sens, le Parti était, dans sa nature, profondément unitaire. Il associait en un seul mouvement toutes les formes de l'action ouvrière. Chaque groupe participait, de plein droit, à l'élaboration de la politique socialiste dans les congrès, du moins d'après les statuts, car, en réalité, le congrès ne représentait pas l'ensemble du parti. Tout au plus, trois ou quatre cents groupes sur le millier que comptait le Parti se faisaient représenter au congrès (25). Cette circonstance imposait aux congressistes d'arriver à des résolutions de synthèse conciliant les points de vue contradictoires afin que dans les groupes locaux et les fédérations d'arrondissement, chacun put insérer son action dans une direction très vague définie par le congrès.

D'autre part, dans cette minorité qui déterminait la politique du Parti, les éléments radicaux, eux-mêmes minorisés, bénéficiaient d'une audience disproportionnée à leur influence réelle dans le parti. Ces radicaux se rencontraient, principalement, dans la Fédération bruxelloise, la plus importante du parti. Comme le congrès se réunissait de préférence à Bruxelles — ce fut le cas des trois congrès « congolais » — les bruxellois pour lesquels l'envoi d'une délégation n'entraînait aucune dépense, étaient en un certain sens majorisés. Cette situation paradoxale se traduisait, au niveau de la politique générale, par l'affirmation d'une tactique de lutte des classes, et en matière électorale, par le refus de l'alliance avec la bourgeoisie libérale. Mais, étant donné la large autonomie dont jouissaient les fédérations d'arrondissement, les « intransigeants » édulcoraient cette affirmation, en concédant, à titre exceptionnel, l'éventualité d'une alliance avec les libéraux. Selon le congrès, la règle électorale était la lutte sans alliance, et l'exception le cartel. Dans la pratique, l'exception devenait la règle. Cette orientation de type « révisionniste » prit son essor à partir des élections de 1906 où les socialistes conclurent le cartel dans 8 des 10 arrondissements où ils se présentaient. En 1908, la question congolaise vint perturber momentanément cette tendance. Les libéraux en

(25) Au congrès annuel d'avril 1908, 291 groupes seulement étaient représentés ; pour les autres congrès, **Le Peuple** ne fournit pas d'indication à ce sujet.

effet offraient toutes les nuances possibles entre les deux positions extrêmes de l'annexion et de son refus. Il n'empêche que la Fédération de Huy-Waremme, qui fut pourtant l'une des plus anticolonialistes, contracta alliance avec les libéraux, le 24 mai. Le délégué de cette fédération, le député Georges Hubin, proposa également au Conseil Général de s'accorder avec les libéraux pour mener l'agitation contre la reprise (26). L'affaire congolaise passée, cette orientation s'accentua avec une ampleur nouvelle et provoqua, au sein du Parti, une lutte de tendances lorsqu'en 1910, à propos d'une éventuelle participation gouvernementale, il fut nécessaire d'affirmer la possibilité d'une action socialiste dans le cadre d'une collaboration avec la bourgeoisie pour les réformes sociales. A l'occasion de cet affrontement unique en son genre dans l'histoire du socialisme belge d'avant 1914, la minorité intransigeante conduite par Louis de Brouckère se constitua en tendance marxiste, disposant de ses propres organes de presse et opposant à la majorité une politique cohérente (27). Le courant « révisionniste » représenté par les députés Louis Bertrand et Edouard Anseele, en quelque sorte la vieille garde du parti, n'avait pas triomphé tout au moins dans le congrès. C'était la tendance centriste, dont Emile Vandervelde était le digne porte-parole qui s'était efforcée de concilier l'opportunisme de la droite avec l'intransigeance de la gauche. En l'occurrence, « Le Patron » occupa la place qui lui revenait dans l'équilibre incertain des tendances au sein du Parti. Il n'en fut pas de même dans la question coloniale, ou plus exactement, son influence sur l'attitude du Parti ne fut pas aussi déterminante.

VANDERVELDE

Vandervelde qui signa les deux résolutions décisives sur la question congolaise, jouissait dans le parti d'un prestige vraiment exceptionnel. Ses collègues du groupe parlementaire lui donnaient le pseudonyme de « Patron » et ce terme lui convenait parfaitement. Il était « Le Patron » non seulement au sens où depuis 1894, il était le chef du

(26) Séance du Conseil Général du P.O.B., le 1er avril 1908 (voir **Le Peuple**, 2 avril 1908).

(27) Voir à ce sujet H. DE MAN et L. DE BROUCKÈRE : **Le Mouvement ouvrier en Belgique**, traduit de l'allemand par René Deprez et présenté par Maxime Steinberg, éditions de la Fondation Jacquemotte, Bruxelles, 1964.

groupe parlementaire mais encore parce qu'il incarnait les tendances contradictoires du socialisme belge. En lui, le modérantisme pratique du Parti tentait de s'accommoder de l'intransigeance théorique. Son sens des nuances, son esprit de synthèse, son intelligence souple, tout dans son tempérament l'incitait à concilier ces extrêmes, avec les propres nuances de sa pensée. Sa position personnelle dans la question coloniale réflétait des contradictions du même ordre. C'était à travers la résolution qu'il fit adopter à l'unanimité par le congrès de juin 1907, que le socialisme belge dénonçait avec véhémence « l'abominable régime de spoliation et de servage qui sévit actuellement au Congo ». Cette résolution invitait les mandataires du Parti « à lutter pied à pied pour assurer la reconnaissance des droits du Parlement belge, l'abolition de l'absolutisme et du travail forcé, l'élaboration d'un régime de protection effective pour les populations indigènes », mais elle refusait d'« accepter une part de responsabilité dans l'exploitation dont inévitablement les populations indigènes sont victimes dans les colonies capitalistes ». Ceci dit, il fallut l'amendement de Louis de Brouckère pour tirer les conclusions pratiques de cette dénonciation de la colonisation capitaliste. Pour sa part, Vandervelde revendiquait la liberté de vote pour les mandataires socialistes et personnellement, il préconisait l'abstention.

En réalité, Vandervelde, qui le reconnut dans ses mémoires, était favorable non pas au projet de reprise, mais à l'idée de l'annexion. Cette adhésion se dégageait des interpellations gouvernementales qu'il avait développées à la Chambre en 1906. Le 20 février, il avait fait appel, dans un mouvement d'éloquence sincère à la conscience chrétienne de la majorité catholique, pour que la Belgique intervînt au Congo avec les moyens en son pouvoir et mît fin au régime léopoldien. Plus explicite encore, le 7 décembre, il avait opposé la solution de l'abandon pur et simple— impossible sur le plan matériel et moral — à celle de la reprise du Congo. Pour Vandervelde, « la reprise du Congo est la meilleure, ou si l'on préfère la moins mauvaise des solutions » (28). Au surplus, elle était inévitable, puisque déjà consacrée dans les faits : la Belgique, trop engagée en hommes et en capitaux, ne renoncerait pas à l'annexion. Le socialisme ne pouvait, dès lors, se borner à une attitude abstraite et négative. Il fallait accompagner

(28) Son discours à la Chambre, le 2 mai 1908.

le capitalisme dans son entreprise coloniale, non en l'approuvant, mais en combattant ses méthodes. En particulier, le socialisme se devait de prendre la défense des populations indigènes victimes de l'exploitation capitaliste ; cette défense passait, dans les circonstances présentes, par la parlementarisation du Congo, car, à toutes les protestations socialistes contre le traitement infligé aux noirs, il avait été répondu que la Belgique n'avait pas à intervenir dans les affaires intérieures d'un Etat étranger. Mais, Vandervelde, leader socialiste, était enfermé dans un dilemne : pour la défense des noirs, il fallait annexer, mais en annexant, ne s'associait-il pas à l'exploitation inévitable des colonisés ?

Ce dilemne, Vandervelde pensait le résoudre par l'abstention, attitude caractéristique de son centrisme. En tous cas, sa conscience lui interdisait, au nom d'un sentiment humanitaire intimement ressenti, de s'opposer à la reprise, d'abandonner les congolais à leur triste sort. Il le dit au congrès extraordinaire de juin 1907 et offrit même sa démission comme député. Le congrès, bien qu'il approuvât l'amendement de Brouckère à une majorité considérable, recula devant cette éventualité redoutable. De Brouckère lui-même et Edouard Anseele, à sa suite, quoique plus réticent, concédèrent à Vandervelde la liberté de vote. Après le congrès, Vandervelde consulta ses collègues du groupe parlementaire sur le point de savoir s'il ne convenait pas qu'il démissionnât tout au moins de la commission des XVII. A nouveau le parti recula, il fut entendu que l'attitude personnelle de Vandervelde dans la question congolaise n'engageait pas le Parti (29).

Ce traitement privilégié, significatif de l'immense ascendant du « Patron », ne rencontrait pas l'assentiment des « irréductibles » de l'anticolonialisme. Certains dirigeants, de second rang cependant, exprimaient même ouvertement leur mécontentement, tout en donnant des marques évidentes d'affection à sa personne. Le congrès annuel d'avril 1908 fut, de ce fait, dominé par le « cas Vandervelde ». La commission des XVII venait de terminer ses travaux et Vandervelde s'était abstenu. N'était-il pas à craindre que, dans la mesure où le gouvernement accordait encore des concessions, à la suite des élections, Vandervelde ne prît une attitude encore moins négative ? Léon

(29) **Le Peuple,** 21 juillet 1907. Conformément à cette concession, Vandervelde intervint à la Chambre notamment le 2 mai 1908, à titre personnel.

Colleaux, dirigeant de la Fédération du Luxembourg et qui n'était pas parlementaire, avertit le congrès de cette éventualité « dangereuse », tandis qu'Eugène Hins, un vétéran de la Première Internationale rallié à l'action politique, mais non parlementaire comme Colleaux, suggéra que la dissidence de Vandervelde avait paralysé le Parti et que pour cette raison, l'agitation antiannexionniste n'avait pas encore pris l'ampleur souhaitée.

Cela fut évident, mais dans le cadre de la campagne électorale. En tant que député bruxellois, Vandervelde n'était pas concerné par les élections législatives du 24 mai 1908, mais, dans cette action publique, « Le Patron » ne pouvait priver la propagande socialiste de l'appoint de son éloquence et de sa compétence dans les affaires congolaises. Il prit effectivement la parole dans plusieurs meetings, mais sa position personnelle l'embarrassait, sa collaboration fut moins importante que celle d'autres dirigeants, tels le député bruxellois Léon Meysmans et surtout Louis de Brouckère, qui n'était même pas parlementaire, mais dont les meetings étaient parfois annoncés avec une mention spéciale dans la presse de province. D'autre part, ainsi que Eugène Hins le regretta, dans **Le Journal de Charleroi,** « l'effet de la propagande socialiste fut affaibli par le fait de (la) dissidence (de Vandervelde) que les adversaires jetaient comme un argument à la tête des orateurs » (30).

L'agitation antiannexionniste du Parti augmenta le malaise de la position de Vandervelde. C'était le Parti qui incarnait le refus du colonialisme capitaliste et ce refus passait, en l'occurrence, par le vote négatif sur les projets congolais. En se singularisant par son abstention, Vandervelde détruisait les termes du dilemne qui motivait son abstention. De « guerre lasse », il résolut d'adopter une autre forme d'abstention : il n'assista pas au vote décisif. Du 23 juillet au 25 octobre, il entreprit un voyage d'étude... au Congo. Son départ ne désamorça pas la crise qui menaçait ; bien au contraire ! Durant son voyage, **Le Peuple** publia ses « Lettres du Congo » parce que, devait expliquer le directeur du journal, « l'opinion d'un homme comme Vandervelde devait être exposée, même quand elle ne concorde pas avec celle de la majorité du Parti » (31). Réunies en brochure sous le titre « Les derniers jours de l'Etat Indé-

(30) E. HINS, « La question ne sera pas posée » dans **Le Journal de Charleroi,** 11 juillet 1908.

(31) Louis de Brouckère au Congrès de décembre 1908.

pendant du Congo », ces lettres révélèrent le fond de sa position qui jusqu'à cette publication n'apparaissait qu'en filigrane. Vandervelde s'en était tenu à l'argument humanitaire : la reprise du Congo était nécessaire pour la défense du sort des indigènes, avait-il déclaré en substance. Certes, le 2 mai 1908, devant la Chambre, il avait défendu, l'idée que « la colonisation même est un fait de tous les temps et (...) l'on continuera à coloniser quel que soit le régime économique », mais dans ses interventions devant le Parti, cette idée avait été peu appuyée, à tel point que même Louis de Brouckère, le plus qualifié assurément pour apprécier la signification idéologique de cette position, assurait, en avril 1908, les congressistes que Vandervelde n'était pas un « colonial ». Ses « Lettres du Congo » infirmèrent cette appréciation. « Plus encore qu'avant d'avoir vu, je tiens le Congo pour un champ d'application admirable où l'on a déjà fait de grandes choses, mais où il reste tant de choses à faire que la mise en valeur en sera onéreuse du moins pendant les premières années », écrivait-il (32) Ses « Lettres » constituaient un véritable plaidoyer pour la colonisation. Il y affirmait sa conviction que « pour des gens actifs, industrieux et énergiques comme le sont les capitalistes belges, le Congo est un champ d'application admirable, plein de possibilités de toutes sortes ». Et, le leader socialiste ajoutait : « je ne doute pas que dans l'avenir, ils ne parviennent à en tirer un magnifique parti » (33). Le Congo lui apparaissait aussi comme un débouché idéal pour ces « milliers de jeunes gens qui assiègent les ministères, et les administrations locales pour obtenir une misérable place », pour « les médecins », pour « les magistrats ». Le climat tropical ne constituait pas à ses yeux un obstacle insurmontable pour le peuplement blanc du Congo. Pour pallier l'inconvénient qu'il présentait, Vandervelde suggérait des séjours réduits. De cette manière « si (les jeunes) ont les reins solides et le foie en bon état, qu'ils aillent au Congo, ils y trouveront des traitements plus élevés, des occasions plus nombreuses de se mettre hors de pair et surtout une vie plus libre et plus intéressante, au milieu de toutes les possibilités des pays neufs dans la majestueuse solitude des forêts et de la brousse » (34).

(32) E. VANDERVELDE, **Les derniers jours de l'Etat Indépendant du Congo. Journal de voyage (juillet-octobre 1908)**, Mons, 1909, p. 191.
(33) **Ibidem**, p. 20.
(34) **Ibidem**, p. 196.

Cet enthousiasme n'obscurcissait pas le jugement de Vandervelde sur la colonisation « capitaliste » dont il « réprouve de toute (son) âme les procédés », mais il convenait de distinguer « l'établissement pacifique, sans esprit de conquête pour mettre en valeur toutes les richesses du monde », « cette pénétration socialiste » de la colonisation capitaliste, qui, elle, s'accompagnait de la préoccupation de lucre, de « la fureur du profit ». Celle-ci il fallait la dénoncer, celle-là, « il faut l'encourager » ; elle participait de l'expansion humaine et commerciale des peuples riches : « il y a les matières premières qu'il faut aller chercher : coton, caoutchouc, ivoire, épices ». Ce commerce pacifique requérait la création de colonies, pour la protection des européens pénétrant parmi les peuplades primitives, pour l'établissement de voies de communication dans un continent d'accès difficile. De ce point de vue, les socialistes ne pouvaient se désintéresser des questions congolaises. Par ailleurs, la défense des indigènes vis-à-vis du capitalisme exploiteur leur imposait « d'organiser l'instruction des nègres et (de) les préparer à l'affranchissement ». Ainsi, Vandervelde, considérant la colonisation comme un phénomène nécessaire, définissait tout un programme de colonisation socialiste (35).

A son retour du Congo se posa le problème de l'attitude du Parti vis-à-vis du Congo annexé, en particulier de sa participation éventuelle au Conseil Colonial dont certains membres étaient désignés par le Parlement, ou du vote du budget colonial soumis aux chambres, — tous points pour lesquels les socialistes avaient bataillé durant l'élaboration de la loi coloniale —. Une réunion du Conseil Général y fut consacrée, le 18 novembre. Vandervelde, favorable à une politique positive, y affirma à nouveau qu'il ne sacrifierait pas ses convictions, mais, cette fois, le vieux leader gantois, Edouard Anseele se rebella, et demanda brutalement « si un membre du Parti peut ne pas se soumettre aux décisions de la majorité du Congrès », il exigea « qu'on ne joue plus au socialisme indépendant. Si quelqu'un le fait encore, moi je quitte le parti » (36). Le jour même, Vandervelde lui répondit : il donna sa démission comme député. La menace qui avait pesé sur le parti aboutissait : le chef du groupe parlementaire démissionnait ! A nouveau, le Parti recula devant cette « hypo-

(35) Son intervention au congrès de décembre 1908.
(36) Le compte rendu dans **Le Peuple**, 19 novembre 1908.

thèse désastreuse ». Le groupe parlementaire pria Vandervelde de revenir sur sa décision, le comité de la Fédération bruxelloise fit de même, quant à l'assemblée fédérale, devant laquelle il était comptable de son mandat, elle l'invita à rester à son poste jusqu'au congrès extraordinaire de décembre 1908 dont la Fédération hutoise avait fermement réclamé la convocation. Dans les délibérations préliminaires, une formule de compromis fut élaborée par Vandervelde et Louis de Brouckère, à laquelle se joignirent Jules Destrée, puis Edouard Anseele et d'autres. Cette résolution appelait les mandataires socialistes « à ne pas se désintéresser des questions congolaises » : leur tâche était de « dénoncer les abus », de « signaler les dangers » : ils avaient « spécialement à prendre la défense des indigènes comme des travailleurs blancs », à « exiger des réformes pour améliorer leur sort ». Leur rôle était, en ce qui concerne les populations congolaises, « d'aider, notamment par le développement du contrôle international, à tout ce qui peut augmenter leur autonomie et préparer leur retour à l'indépendance ». Ceci proclamé, appel était lancé à la vigilance des mandataires « pour ne point laisser différer sous prétexte colonial, des réformes réclamées par la classe ouvrière ». Par surcroît, il était déclaré qu'ils avaient « à laisser aux partis bourgeois la responsabilité entière des conséquences de l'annexion faite aux conditions les plus onéreuses et à exiger que le fardeau de dépenses soit supporté par ceux qui profitent de l'exploitation des indigènes ».

Ce programme répondait aux préoccupations indigénophiles de Vandervelde, mais il était susceptible d'applications contradictoires selon que les socialistes adhéraient ou non au principe de la colonisation. Dans le premier cas, il serait réalisé dans le cadre d'une participation constructive du socialisme à l'entreprise coloniale belge, dans le second cas, ce serait en opposition absolue et contre celle-ci, que le socialisme prendrait la défense des noirs (37). Sur cette question capitale, la résolution confirmait « son opposition irréductible à la colonisation ». La divergence était fla-

(37) Le 10 juillet 1908, Jules Destrée avait déclaré à la Chambre au nom du groupe parlementaire, qu'en cas d'annexion, « nous ne garderons pas vis-à-vis du fait colonial une attitude négative... Nous serons à vos côtés comme des surveillants, nous vous suivrons pour lutter contre le pouvoir personnel, pour arrêter les cupidités financières, pour protéger les indigènes. Nous ferons pour le fait colonial ce que nous avons fait pour le fait capitalisme. Nous en dénoncerons le vice essentiel et chercherons les palliatifs immédiats... Et peut-être ainsi, le socialisme belge aura l'honneur d'apporter au socialisme international le programme constitutif de politique coloniale qui lui manque jusqu'à présent ».

grante entre Vandervelde et les auteurs de la résolution (38). Pour lui, seule la colonisation dite « capitaliste » était à condamner. Il déposa en ce sens un amendement, puis, « après avoir nettement marqué (son) sentiment à propos de la politique coloniale », ainsi qu'il eut bien soin de la souligner, il se rallia à l'ordre du jour tel qu'il était présenté. Le texte fut, dans ces conditions, approuvé à l'unanimité.

LES SOCIALISTES « COLONIAUX » : LEUR DIVERSITE

La solution de la crise congolaise dans le Parti ouvrier restait cependant chargée d'équivoques. Le congrès posait un principe auquel le chef du groupe parlementaire adhérait d'une manière toute formelle. Déjà s'annonçait l'avenir de l'anticolonialisme socialiste. Rapidement, les parlementaires socialistes s'associeraient à la colonisation belge. Vandervelde était bien leur « Patron ». Dans cette question congolaise, il préfigurait ce socialisme de 1920, qui, oubliant la campagne électorale qu'il avait menée, avant la première guerre mondiale, contre l'annexion du Congo, évoqua dans sa propagande électorale, « notre belle colonie du Congo » (39). Cette évolution s'inscrivait, en puissance, dans l'extrême confusion qui régnait parmi les socialistes à l'égard de la colonisation. L'opposition au sein du socialisme belge entre la colonisation et l'anticolonisation se cristallisait autour de Vandervelde en raison de l'imposante personnalité du « Patron », mais, ce dernier était loin d'être aussi isolé qu'il le paraît à première vue. Au congrès extraordinaire de juin 1907, une faible minorité s'était refusée à approuver l'amendement décisif de Louis de Brouckère. Elle constituait le groupe de ceux qu'on appelait dans le Parti, « les coloniaux ». Son influence réelle était plus marquante que son audience dans le congrès. Elle disposait d'appuis non négligeables au sein du groupe parlementaire, et si ce n'était la question de la reprise qui traçait la ligne de démarcation dans le Parti,

(38) La résolution portait également la signature du député Emile Royer dont la thèse était, en toute logique, incompatible avec une condamnation de la colonisation.

(39) STENGERS, **op. cit.**, écrit à ce sujet, p. 199, que « Emile Vandervelde, mal compris et blâmé, par les socialistes de 1908, était à cet égard l'annonciateur du socialisme de 1920. Emile Vandervelde (...) n'était pas là le 20 août pour faire entendre la voix de l'avenir, celle du réalisme. Jules Destrée, seul, parla, magnifiquement, pour justifier le vote négatif de ses amis ; il était l'héritier de la grande tradition, pure et vibrante, de l'anticolonialisme socialiste ; sans qu'il s'en doute, il représentait déjà le passé ».

elle était très proche, par son adhésion au principe colonial, d'un deuxième courant, riche en nuances, favorable à la colonisation dans un cadre international. Rien ne permet d'apprécier l'audience de celui-ci dans le congrès, mais il était à coup sûr fort influent dans le groupe parlementaire. En ce sens, Léon Colleaux, qui était hostile à toute forme de colonisation, n'avait pas tort, à son point de vue, d'avertir le congrès qu'« il y a dans le groupe parlementaire et dans le conseil général un état d'esprit inquiétant » (40). En tout cas, l'anticolonialisme intransigeant qui se réflétait dans les résolutions ne recrutait guère ses porte-paroles dans le groupe parlementaire. Il est significatif à cet égard que l'amendement définissant l'attitude des parlementaires ait eu pour auteur un non-parlementaire. Par ailleurs, cette intransigeance était déterminée davantage par l'attachement du parti aux réformes sociales qui semblaient mises en danger par la politique coloniale que par une opposition de principe à la colonisation elle-même. « J'espère n'être pas le seul » lançait désespérément Louis de Brouckère lorsqu'il se déclarait au congrès de juin 1907 l'adversaire de principe de la colonisation. Sans être à vrai dire le seul, il n'exprimait que l'optique d'une minorité, mais, en cette occasion, il fournissait une justification socialiste aux préoccupations réformistes du Parti. Au surplus, l'atmosphère radicale dans laquelle baignaient les congrès favorisait cette minorité anticolonialiste. Pour peu cependant qu'à l'avenir, la politique sociale se révélât praticable dans le cadre d'un pays colonialiste, cet anticolonialisme verbal ferait place à une adhésion à la colonisation belge. Dès maintenant, elle trouvait déjà des promoteurs dans le groupe parlementaire.

Les « coloniaux » étaient représentés par le député Modeste Terwagne, et les sénateurs Edmond Picard et Georges Grimard. Le docteur Terwagne était assurément le plus combatif d'entr'eux. Député d'Anvers, il jouait, au niveau socialiste, le rôle des représentants libéraux d'Anvers dans leur propre parti. Terwagne défendait la « colonisation même en régime capitaliste ». Avant même que Vandervelde recourût à cet argument, il exposait avec une rigueur qu'il n'y avait pas chez celui-ci, que « sans les produits qui viennent des colonies, du jour au lendemain, il n'y aurait plus d'industrie possible, toute vie économique serait arrêtée ». La colonisation capitaliste était conçue

(40) Voir son intervention au congrès de décembre 1908.

comme une nécessité économique, à laquelle les socialistes n'avaient pas à s'opposer, de la même manière qu'ils ne s'opposaient pas au machinisme. Au demeurant, Terwagne n'éprouvait pas les scrupules de Vandervelde. « C'est aux socialistes de faire une politique coloniale avec un minimum d'atrocités », déclara-t-il. Certes, malgré cette déclaration arrachée dans le feu de la controverse, il n'acceptait pas de s'associer aux responsabilités de la colonisation capitaliste. Mais, pour la défense même des noirs, il fallait participer à l'entreprise coloniale. En particulier, si le Parlement adoptait les propositions socialistes en matière de législation coloniale, il était illogique de s'opposer à la reprise. Au surplus, quelle autorité auraient les parlementaires socialistes s'ils présentaient des amendements à la loi coloniale, en annonçant par avance qu'ils s'opposeraient à la reprise ? Terwagne reprocha à Vandervelde son attitude ambiguë à ce sujet, pourtant, en définitive, il choisit l'abstention et dans les formes qu'elle revêtit chez Vandervelde, il n'assista pas au vote le 20 août 1908. Quant aux sénateurs Picard et Grimard, les circonstances leur évitèrent d'avoir à prendre leur responsabilité : les conseils provinciaux du Hainaut, pour le premier, et de Liège, pour le second ne les représentèrent pas comme sénateurs provinciaux (41).

Des « coloniaux » se rencontraient encore au sein de la majorité qui se prononçait contre le projet de reprise, mais, de leur part, il s'agissait d'une opposition moins au principe de l'annexion qu'à ses conditions. Des sénateurs comme Henri La Fontaine (42) et des députés comme Emile Royer, qui fut élu le 24 mai, étaient partisans d'une colonisation belge sous mandat international. Selon eux, la Belgique devait exercer sur le Congo un mandat de tutelle pour le compte et sous la surveillance constante d'un conseil des nations. « Cette solution ferait disparaître les inconvénients de la reprise et laisserait subsister les avantages qu'on peut légitimement en attendre », exposa Royer à la Chambre, le 26 juin 1908.

Les partisans de cette thèse acceptaient « les graves conséquences au point de vue financier » que la tutelle

(41) En plus de Terwagne et de Vandervelde, deux autres députés furent absents, le 20 août 1908. Pour l'un au moins, l'absence était justifiée par raison de maladie. Le fait de l'absentéisme parlementaire était assez grave pour le parti ouvrier : le congrès annuel d'avril 1907 s'était montré sévère à ce sujet.

(42) La Fontaine adopta longtemps une attitude équivoque : il paraissait plutôt annexionniste, voir l'ordre du jour du groupe parlementaire dans **Le Peuple**, 12 mars 1908.

colonisatrice et civilisatrice entraînait pour la puissance tutélaire. Dans le rapport sur « le Congo au point de vue international » qu'il soumit au congrès extraordinaire de juin 1907 et qui fut entériné par le congrès, Henri La Fontaine expliquait que la tutelle étant gratuite, « les finances d'une telle colonie doivent exclusivement être administrées au profit de la colonie seule ». Même « les bénéfices éventuels réalisés » ne reviendraient pas à la mère-patrie, leur affectation serait déterminée par le conseil des nations. « L'avantage pour la mère-patrie sera d'assurer dans la colonie des situations à beaucoup de ses enfants et de créer entre la colonie et elle des relations commerciales ». Le système que préconisait La Fontaine consistait en l'application par la Belgique des engagements internationaux que Léopold II n'avait pas observés au Congo. Examinant les conférences internationales qui avaient présidé à la colonisation du Congo, La Fontaine rappelait que « la fondation de l'Etat Indépendant du Congo devait avoir pour but la tutelle éducatrice et civilisatrice des populations inférieures de l'Afrique ». Il revenait à la Belgique d'assumer cette tutelle.

Ce n'était pas exactement l'avis du député Hector Denis dont la thèse se fondait sur les mêmes données. « La conférence de Berlin fut une réaction contre la colonisation capitaliste ; elle proclame l'obligation d'améliorer le sort des indigènes et la liberté égale du commerce pour toutes les nations. Elle affirme le devoir inhérent aux civilisations avancées d'élever les populations primitives au lieu de les exploiter ». Denis ajoutait que « c'est là le devoir de solidarité, fondement du socialisme » (43). Il adhérait chaleureusement au principe de la colonisation internationale. Dans une résolution qu'il présenta au Congrès extraordinaire de juin 1907, il proclamait « comme un devoir de solidarité et de justice supérieur à tous les intérêts et à toutes les revendications des nations civilisées leur obligation commune et collective de concourir à (l') élévation des peuplades primitives avec tous les éléments et tous les avantages que leur propre développement historique leur a fait acquérir et de faire converger toutes les énergies vers l'humanité ». Denis opposait cette conception de la colonisation à celle pratiquée par le capitalisme ; mais professeur à l'Université Libre de Bruxelles, ancien recteur et membre de l'Académie, le « vénéré maître

(43) Son intervention au congrès de décembre 1908.

Hector Denis », selon l'expression d'Emile Royer, concevait la colonisation capitaliste en termes qui appartenaient plus à la philosophie kantienne qu'à l'économie politique socialiste. Sa résolution considérait que la colonisation capitaliste « subordonne les droits indéfectibles de l'humanité à l'intérêt et à la raison d'Etat, aboutit dans les colonies intertropicales de plantation à faire des indigènes par la contrainte et le travail forcé, des instruments de lucre, trop souvent à les décimer et toujours à méconnaître dans la hâte de jouir des richesses coloniales, les conditions normales et humaines de l'évolution des peuples primitifs vers la civilisation ». En opposition à la colonisation capitaliste définie en ces termes, Denis paraissait se prononcer en faveur de « la colonisation capitaliste internationale », comme le remarqua Emile Vandervelde. Bien qu'il s'en défendît, et qu'il suggérât pour éviter la confusion le terme de « cultivation » pour désigner cette forme de colonisation, Denis considérait que sa conception était applicable dans le cadre du régime capitaliste. Selon lui, par l'internationalisation, le Congo serait ouvert à tous et administré par un conseil issu d'une conférence internationale périodique. L'internationalisation elle-même assurait la protection des indigènes, car « en constituant un conseil de famille, les nations exerceront entre elles une surveillance régulatrice. On n'a jamais vu assemblée de voleurs décréter le vol ». Emile Vandervelde qui admettait cette solution « comme celle de l'avenir (...) que devra faire prévaloir le socialisme vainqueur », doutait qu'elle fût réalisable actuellement. Il signala à cet égard « l'inaptitude constante des gouvernements d'Europe à organiser un condominium des puissances » et, évoquant l'exemple de la Chine, il rappela que « les tuteurs ont massacré les pupilles ». En dépit de ces critiques et malgré l'équivoque de la thèse de Denis, équivoque qui se dissipa en 1908, la résolution fut approuvée à l'unanimité par le congrès extraordinaire de juin 1907. Mais, il s'agissait d'une proclamation de principe qui, dans l'esprit de la majorité de ceux qui la votèrent pouvait éventuellement donner lieu à un début d'application, mais qui ne signifiait aucunement que le socialisme devait s'associer à la colonisation.

Le député Antoine Delporte dut même retirer l'ordre du jour qu'il présenta au congrès annuel d'avril 1908 et dans lequel il priait les mandataires socialistes d'appuyer un projet d'internationalisation que déposerait éventuelle-

ment Denis. Pour sa part, Denis chercha à promouvoir sa solution. Il suggéra à Louis Bertrand, qui l'approuvait, de proposer à la Commission des XVII la convocation d'une nouvelle conférence des puissances signataires de l'Acte de Berlin (44). Par ailleurs, le jour même du vote sur l'annexion, il déposa une proposition de loi en ce sens. Mais, il attendit pour y donner suite que le congrès extraordinaire de décembre 1908 voulût bien marquer son approbation. Tout au plus, le congrès répondit-il à son appel pour que « l'effort d'internationalisation soit au premier plan » en conseillant aux parlementaires socialistes d'oeuvrer pour « le développement du contrôle international ».

Quoique sa solution fût différente dans ses modalités de celle d'Henri La Fontaine, Denis considérait comme ce dernier que la Belgique pouvait légitimement retirer des avantages de la colonisation. Seulement, l'attention particulière qu'il accordait à la civilisation l'incitait à chercher une solution susceptible « de conjurer les charges financières auxquelles nous pourrions être entraînés par solidarité avec les noirs. Dépassant nos ressources, elles feraient reculer dans l'avenir plus ou moins lointain des réformes impérieuses en Belgique ». Dans cette optique, la thèse de l'internationalisation pouvait très facilement devenir un alibi. C'était le cas pour Edouard Anseele : le député gantois saluait avec enthousiasme cette solution. Elle supprimait le danger de guerre qui naissait des rivalités coloniales des puissances impérialistes. « Tous ces pays seront engagés, les capitaux afflueront en plus grande quantité, la sécurité des capitaux et des vies engagés grandira et la direction de la colonie sera meilleure avec plus de rendement pour chacun », expliqua-t-il au congrès de juin 1907. Même les indigènes y trouveraient leur compte, « les congolais auront dans tous les parlements des voix de réformateurs qui s'élèveront pour eux », « toutes les minorités socialistes et démocrates feront une immense clameur qui fera résilier les abus et les atrocités ». Ceci dit, « Anseele semble dire : Je me fiche du Congo », remarqua Emile Vandervelde. En effet, pour Anseele, même si le Parti ouvrier était « maître de la situation(. . .) le Congo serait aussi loin de nos préoccupations qu'il l'est en fait matériellement . . . D'abord la question sociale chez nous ». A la base de ce désintéressement se trouvait, ainsi que l'expliqua très franchement le

(44) **Le Peuple**, 12 novembre 1908.

député Louis Pépin, la conviction que « la grande catégorie des Belges ne retireront rien, ni directement, ni indirectement, même si le Congo devenait une bonne affaire, de l'annexion du Congo. Dans ces conditions, que la colonie soit internationale, qu'elle soit française, ou anglaise, pourvu que les puissances internationales se mettent d'accord pour y appliquer loyalement l'Acte de Berlin, pour nous Belges, nous en retirerions les mêmes profits sans en avoir toutes les charges », concluait le député de Mons (45).

LES IRREDUCTIBLES

Dans le large éventail des positions socialistes sur la question coloniale, la tendance Anseele-Pépin, se situait à l'extrême limite de l'adhésion nuancée à une quelconque forme de colonisation. Au-delà, se rencontraient les irréductibles de l'anticolonialisme socialiste, ceux qui n'établissaient pas de distinction entre la colonisation et son contenu capitaliste, ceux qui, comme de Brouckère, se refusaient à rechercher « s'il y aura encore une colonisation en régime collectiviste... ». « Je ne m'occupe que de la colonisation aujourd'hui » disait à ce propos Louis de Brouckère au congrès de 1907. Ces intransigeants qui ne formaient pas un groupe homogène, ne constituaient pas nécessairement la majorité même au sein du Congrès (46). Leurs ordres du jour, catégoriques et tranchants, ne furent pas adoptés. Après les avoir défendus, ils se ralliaient aux propositions de compromis. L'attitude d'Eugène Hins au congrès extraordinaire de juin 1907 est caractéristique de cette tactique. Comme de Brouckère, il déposa un amendement à la résolution d'Emile Vandervelde, qui invitait d'une manière pressante et impérative, « les députés socialistes à voter « non » au vote final sur la reprise », mais il finit par appuyer le texte plus modéré de Louis de Brouckère qui signalait tout au plus que les mandataires en ne votant pas contre la reprise iraient à l'encontre des

(45) L. PEPIN dans **Le Journal de Charleroi**, 25 juillet 1908.

(46) Lors de l'assemblée de la Fédération bruxelloise, (voir le compte-rendu dans **Le Peuple**, 19 décembre 1908) Camille Huysmans souligna l'aspect minoritaire de ce courant : « Il n'y a plus en ce moment de question Vandervelde. Il semble plutôt qu'il y ait une question Hubin-Volkaert... Il est curieux que ce soit Volkaert qui se mette aujourd'hui en dehors de ces résolutions (auxquelles Vandervelde s'était rallié) en combattant toute intervention au Congo ». Pour sa part, Camille Huysmans se trouva dans une position délicate dans la question congolaise : député suppléant d'Emile Vandervelde, il ne voulait pas peser sur sa conscience.

principes. De même au congrès extraordinaire de décembre 1908, Léon Colleaux ne réussit pas à faire admettre sa résolution courte et brève, qui, sans concession, condamnait « toute immixtion dans la politique coloniale ». Se refusant à tenter l'épreuve de force qui aurait permis de mesurer l'importance de la tendance radicale dans le parti. Colleaux se rallia finalement à la résolution de compromis. Ceci dit, la pression des irréductibles fut déterminante. Les congrès extraordinaires furent convoqués à leur initiative, ce fut leur recours contre les hésitations qui se manifestaient au sein du groupe parlementaire. Les députés qui les appuyaient se retranchaient derrière eux. Cela est très net en ce qui concerne le premier congrès extraordinaire réclamé par l'assemblée fédérale de Charleroi, le 13 janvier 1907. Elle se réunit après le débat parlementaire de novembre-décembre 1906 et entendit le sénateur Libioule lui révéler : « j'ai déjà exprimé l'avis que le Parti ouvrier devait être consulté et j'ai accentué la note de défiance en affirmant que dans notre arrondissement j'avais eu le sentiment d'une désapprobation de toute politique coloniale de la part des masses ouvrières belges. Je ne crois pas m'être trompé ». Quant au député Jules Destrée dont l'autorité était considérable sur les socialistes wallons, ceux du Hainaut en particulier, il expliqua à l'assemblée, évoquant l'effet dissolvant des propos de Vandervelde, qu'il n'appartenait pas « à un homme, fût-il le plus éminent par son éloquence, son savoir, son autorité, de prendre une décision sur une question de telle importance sans avoir consulté le Parti. » (47).

Ces intransigeants furent en permanence sur la défensive. Ils ne se définissaient qu'en opposition aux thèse des « coloniaux ». S'ils abordaient le problème colonial, c'était pour contester que la colonisation offrît à la Belgique les meilleures possibilités d'expansion commerciale et humaine. Leur analyse du phénomène colonial était rudimentaire. Elle tenait, comme chez Destrée, dans l'affirmation qu'« il n'y a pas de politique coloniale sans atrocités, la colonisation c'est le vol en grand, c'est l'oppression systématique ». Pour le reste, ils s'attachaient surtout à souligner ses conséquences pour la Belgique. Ils parlaient volontiers du « traquenard » congolais, de « l'engrenage » de dépenses et de responsabilités. Toujours, ils en appelaient à l'intérêt réformiste de la classe ouvrière. « Vous ne

(47) Cf. le compte rendu dans **Le Journal de Charleroi**, 15 janvier 1907.

pouvez aux nègres du Congo sacrifier les nègres du prolétariat belge qui réclament des réformes et pour qui on n'a pas d'argent », avertissait Léon Colleaux. En ce sens, Eugène Hins proclamait « avant tout le bien du pays ». Vandervelde s'indignait de tels propos. « Vous n'avez pour (les noirs) qu'une sympathie abstraite, vous ne sentez pas, vous n'éprouvez pas leur misère ». Mais ils ne se laissaient pas démonter. « On essaie de nous faire accroire à une colonisation internationale idéale faite dans l'intérêt des nègres. C'est une dérision », répliquait Louis de Brouckère. Quant au député de Huy, Georges Hubin, l'un des rares parlementaires à exprimer les positions des « irréductibles », il contestait que « la colonisation fût synonyme de civilisation ». Pour lui, « la colonisation, c'est une race dite supérieure, parce qu'elle est armée, allant sur le sol d'une race dite inférieure parce qu'elle est désarmée, établir des institutions correspondant à la mentalité des envahisseurs, et non à la mentalité des autochtones ». Ce que veulent les noirs, « c'est d'être débarrassés de nous. Qu'on leur fiche la paix ».

Ces irréductibles reconnaissaient pourtant qu'il y avait le point de vue de solidarité humaine, mais ils doutaient que la politique coloniale réformiste pût le satisfaire. Les indigènes, déclarait Hubin, « devront trouver en eux-mêmes la force de se débarrasser de nous. Nous n'avons pas la qualité pour les émanciper ». Quant à Vincent Volckaert, membre du bureau du Conseil Général et dirigeant syndicaliste des peintres bruxellois, il adaptait à la situation coloniale la proclamation fameuse que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre du travailleur et non du capitaliste ». Au surplus, les réformes seraient d'une efficacité douteuse. La parlementarisation du Congo, si chère à Vandervelde ? Mais, objectait Eugène Hins, « nous voyons (le régime constitutionnel) fonctionner en Belgique où une majorité nous dupe et nous opprime. On duperait et on opprimerait les noirs ». Les dépenses en faveur des noirs ? Mais, répliquait François Paul, délégué des carriers de Sprimont, ne serait-il pas « naïf ou dupe qui croirait que l'argent que les capitalistes nous demanderaient pour le Congo irait à l'amélioration du sort des indigènes. L'argent belge au Congo servira à instaurer le régime capitaliste... Que pouvons-nous attendre d'un gouvernement clérical ou bourgeois sinon l'instauration du régime capitaliste, c'est-à-dire l'assujettissement des noirs ».

Certes, ces irréductibles de l'anticolonialisme se rallièrent à la résolution Denis sur la colonisation internationale, au congrès extraordinaire de juin 1907. Mais, ce vote avait peu de signification. La question n'était pas pratique : il s'agissait de l'affirmation d'un principe dont l'application ne pouvait pas être immédiate. Par contre, lorsque ses promoteurs tentèrent de lui donner une résonance concrète, les irréductibles réagirent. En particulier, Colleaux répliqua que « l'internationalisation du Congo est un vol collectif qui doit être écarté lui aussi ». Et, **Le Peuple,** dont Louis de Brouckère était le directeur, regretta ce vote ; « Le P.O.B. pour être logique aurait dû opter pour l'abandon pur et simple et non pour l'internationalisation » (48). En rompant tout lien avec le Congo, la Belgique favoriserait l'internationalisation puisque Léopold II serait livré dans ce cas, aux puissances signataires de l'Acte de Berlin. Selon de Brouckère, la colonisation internationale constituait une transaction, mais, en aucune manière, le socialisme ne pouvait être impliqué par cette solution dans la colonisation. Les principes s'y opposaient.

Dans le cas du Parti, ce n'était pas certain. Emile Vandervelde faisait remarquer que le seul principe qui commandât l'attitude du parti était sa déclaration statutaire, qu'il était le représentant de tous les opprimés sans distinction de race. Louis de Brouckère entreprit de démontrer le contraire. Mais, il le fit tardivement, après l'annexion du Congo. Il publia dans **Le Peuple** du 15 novembre au 20 décembre une série de 7 articles de doctrine « contre la politique coloniale ». C'était en quelque sorte sa réponse aux « Lettres du Congo » de Vandervelde. Il s'adressait en particulier à « ces résignés de la politique coloniale », « ces socialistes qui ne sont pas irréductiblement hostiles à la domination d'un peuple soi-disant civilisé sur les populations soi-disant Inférieures ». Son but était de démontrer « une fois de plus, pourquoi le socialisme belge est aujourd'hui comme hier, l'adversaire irréductible, l'adversaire agissant du colonialisme, d'accord en cela avec le socialisme international ». Sa démonstration était avant tout économique ; elle développait la thèse que « la colonisation ne marque pas un développement, un progrès du capitalisme, mais une des manifestations les plus graves de la maladie dont il souffre et qui le conduit au tombeau. Protectionnisme, militarisme, impérialisme et colonialisme

(48) « L'Internationalisation du Congo », éditorial dans **Le Peuple,** 16 mars 1908.

sont des symptômes de la décrépitude d'une classe qui, incapable de diriger plus longtemps la production, devient pillarde et parasite, nuisible sans compensation comme la noblesse de cour à la veille de la révolution » française. Montrant d'abord que la colonisation moderne est lourde de conséquences pour le peuple de la métropole, car elle entraîne l'augmentation des impôts et la réduction des dépenses sociales, de Brouckère établit une distinction entre la colonisation d'ancien régime, le Congo léopoldien, et celle moderne, qu'instituera la Belgique coloniale. La seconde est le prolongement nécessaire de la première, car le pillage systématique, pur et simple de la colonie et l'exploitation brutale des populations indigènes ne peuvent perdurer. « Il faut bien à la longue que l'on accorde quelques garanties aux populations, ne fût-ce que pour éviter la destruction des travailleurs sans lesquels le pays serait inexploitable, ou leur fuite dans les forêts ». Par ailleurs, la résistance naissante des populations indigènes recourant aux armes des colonisateurs et les rivalités coloniales entre les puissances impérialistes accroissent le fardeau des charges de la colonisation. De Brouckère insistait tout spécialement sur « le danger militariste » : « la colonisation est une cause permanente de guerre. Elle devient de plus en plus la cause principale de la guerre. C'est pour la colonisation et par elle que le monde gémit sous le poids des armements et que « la paix armée » menace de mener nos démocraties à la banqueroute économique et à la tyrannie politique ».

Devant cet accroissement des dépenses nécessitées par la colonisation moderne, la bourgeoisie coloniale recourt à l'intervention de l'Etat. Des réformes sont introduites, mais « l'exploitation ne cesse pas pour cela, mais elle prend un autre caractère. On vole toujours à l'indigène sa force de travail sous quelque forme hypocrite ou cynique, mais on ménage davantage le sol ou les richesses naturelles ». Pour le reste, « le Parlement est admis à l'honneur de solder la facture ». Les colonialistes « pillaient autrefois les indigènes seuls, ils pillent maintenant les indigènes et les budgets et ils échappent en outre à la responsabilité ». De Brouckère s'empressait de tirer la leçon politique de l'annexion du Congo. « Que les intérêts d'un si petit groupe d'agioteurs (les seuls bénéficiaires de l'annexion) aient pu triompher devant le Parlement de ceux du peuple entier est une chose qu'il convient de méditer. Elle nous montre

qu'en régime capitaliste, les grandes puissances d'argent disposent seules malgré les formes constitutionnelles de la réalité du pouvoir ».

Ceci dit, poursuivait Louis de Brouckère, le colonialisme ne constitue pas une étape progressive du capitalisme : l'exemple du Japon prouve que la colonisation ne sera pas nécessaire pour passer de « la barbarie au socialisme ». La colonisation est, au contraire, une forme de sa dégénérescence. A ce stade, « il combine la technique moderne avec les formes anciennes de l'asservissement des travailleurs. C'est au sens propre des termes un capitalisme féodal et despotique. Il n'annonce pas le socialisme prochain, il réalise au contraire dans les centres où il s'établit un servage moderne qui constitue une menace permanente pour tout l'ensemble du prolétariat, car, rien n'est contagieux comme la tyrannie, et les patrons qui disposeront en Afrique d'une main-d'œuvre corvéable à merci seront plus forts pour lutter contre leurs travailleurs dans le reste du monde et les soumettre à un joug plus pesant. L'un des plus grands dangers de l'oppression des noirs, c'est qu'elle prépare et facilite l'oppression des blancs ».

Ces articles conféraient aux controverses coloniales dans le parti ouvrier une dimension idéologique qu'elles avaient à peine aperçue au moment de leur plus grande acuité. Avec Louis de Brouckère, la question coloniale s'insérait dans la lutte des classes, elle en devenait une donnée, voire la donnée fondamentale. Mais, ces articles restaient dans la manière de leur auteur, ils ne débouchaient pas sur une dynamique de l'action anticolonialiste ; ils n'offraient pas un programme d'action. C'était la matière d'un cours que Louis de Brouckère donna durant l'hiver 1908/1909 — et auquel il songeait depuis la campagne électorale — à l'école socialiste du dimanche que le Conseil Général venait de créer pour quelques jeunes cadres du parti. C'est que Louis de Brouckère n'était pas à proprement parler un homme politique. Comme Vandervelde, Destrée et d'autres jeunes intellectuels bourgeois ralliés au socialisme quelque quinze ou vingt ans auparavant, il occupait d'importantes fonctions dans le parti : il était membre du Conseil Général, de son bureau, et directeur du **Peuple** ; mais son action personnelle, de Brouckère la concevait à la manière d'un intellectuel au service de la classe ouvrière. Influencé par les idées de Jules Guesde,

alors que étudiant à l'université de Bruxelles, il militait avec Léon Meysmans, au cercle des étudiants socialistes, de Brouckère faisait figure maintenant de théoricien, et, trait encore plus original dans le socialisme belge, de théoricien marxiste. Il était au plus haut point soucieux d'élever l'instinct de classe qui avait présidé à l'érection du mouvement socialiste au niveau de la conscience de classe. Dans cette éducation socialiste et marxiste de la classe ouvrière, de Brouckère découvrait l'assurance de l'action indépendante et révolutionnaire du Parti. En ce sens, le théoricien marxiste représentait l'option révolutionnaire dans ce parti où sous l'emprise du pragmatisme, le réformisme connaissait un essor sans précédent.

Dans la question coloniale, ce réformisme s'exprima dans toute sa variété. Il y eut le réformisme de type « révisionniste »dont Terwagne s'était fait le porte-parole, par celui-ci, le socialisme liait le sort de la classe ouvrière à l'expansion coloniale du capitalisme. Il y eut le réformisme humanitaire dont Emile Vandervelde et Hector Denis représentaient, chacun à leur manière, une facette : que ce fut dans le cadre des institutions parlementaires ou dans le cadre international, le socialisme fondait ses espérances indigénophiles sur les possibilités réformatrices du capitalisme colonial. Il y eut encore le réformisme qu'on pourrait qualifier de « cartiériste » ; le socialisme pressentant dans le phénomène colonial un danger pour la politique sociale, concluait au repli de la classe ouvrière. A travers ces tendances diverses qui s'interpénétraient, la dominante fut plutôt cette dernière : le secrétaire permanent du Conseil Général exprima très certainement le sentiment profond du Parti, lorsque, sous les vifs applaudissements des délégués, il proclama, au congrès annuel d'avril 1908 : « avant de songer à la libération des nègres, que rien ne porte entrave aux réformes sociales que les nègres du prolétariat belges attendent ». Et un tract électoral du Parti expliquait, à « ces nègres blancs », que « l'enjeu de la lutte, vous le savez, c'est votre pain, c'est la conservation de la vie et de la santé de vos enfants que l'ogre capitaliste menace par la reprise du Congo ».

Le paradoxe du Parti ouvrier fut de découvrir les vertus de l'opposition systématique au régime capitaliste pour justifier ses craintes devant le phénomène colonial. L'intervention de Louis de Brouckère, qui témoignait de l'inquiétude du théoricien devant la pénétration du colonialisme

dans le socialisme, eut l'avantage de fonder ses craintes sur une critique de la nature capitaliste du colonialisme. Mais, que, ce faisant, le directeur du **Peuple** s'opposât au chef du groupe parlementaire, le fait avait valeur de symbole. Il consacrait la dissociation croissante entre la pensée et l'action du socialisme belge. Il recelait l'avenir de l'anticolonialisme socialiste.

5

Madeleine REBERIOUX

FRANCE : DIVERSITÉ DES OPTIONS À LA VEILLE DE LA GUERRE

Quoique l'Internationale ne considère plus, à la veille de la guerre, le problème colonial comme un problème majeur, il n'a pas disparu, bien au contraire, des préoccupations de la S.F.I.O. Pendant les cinq années qui précèdent la guerre, la croissance et la vie de l'empire rendent difficile aux socialistes français de ne pas prendre parti. La conquête du Maroc place leur pays à deux doigts d'un conflit avec l'Allemagne. Le rôle des grandes compagnies concessionaires est mis en évidence dans l'affaire de la Ngoko Sangha et, moins nettement, en Indochine : peut-on espérer renforcer le contrôle du Parlement et de l'Etat républicain dans ces colonies livrées au pillage ? Si oui, comment concilier cette attitude avec ce que les « vieilles colonies » ont gardé d'autonomie ? Quelle importance faut-il accorder aux mouvements qui dans les pays du Maghreb regardent vers les Jeunes Turcs qui ont pris le pouvoir dans leur pays en 1908 et à l'égard desquels les socialistes sont souvent méfiants ? Les membres de la S.F.I.O. sont sommés par les événements de prendre position.

Et souvent ils le font. Certains d'entre eux se spécialisent dans l'étude de telle situation coloniale, de telle colonie : Challaye pour l'Afrique noire, Lagrosillière pour les Antilles, Charles Dumas pour l'Algérie. Cette spécialisation conduit facilement à une attitude quelque peu technocratique, à une « politique de tutelle ». Mais au groupe parlementaire, à l'intérieur duquel, surtout à partir de 1911, se fait l'essentiel du travail, et qui envoie parfois certains de ses membres enquêter outre-mer, des débats impor-

tants se déroulent, des initiatives variées, largement divergentes, se manifestent. On aurait tort et de minimiser l'influence qu'y détient Jaurès et de croire que ses interventions, jusqu'ici et de loin les plus connues, reflètent l'unanimité du Parti. Au reste la menace de guerre et la dégradation de la vie intérieure française absorbent, après la signature du traité de protectorat marocain, l'essentiel du temps du grand leader, au moment où Gustave Hervé abandonne la lutte anticoloniale, et, dans les deux dernières années, d'autres militants deviennent les porte-paroles du groupe ou ses délégués.

Traditions humanitaires, mentalité jacobine — qui fait confiance à « la grande nation » pour améliorer, mieux que toute autre puissance, le sort d'indigènes parfois méprisés — goût saint-simonien pour l'organisation technocratique de la production, brefs et temporaires appels à ce qu'on nommera plus tard l'internationalisme prolétarien, conscience planétaire de l'apport des différentes civilisations à la civilisation et de la possibilité pour les arbres qui semblent morts de refleurir : en matière coloniale le socialisme français, dans les cinq années qui précèdent la guerre, s'appelle diversité. C'est de cette multiplicité, que les textes suivants tentent de donner l'idée.

Dans quelle mesure le souci grandissant d'infléchir la politique coloniale du pouvoir s'accompagne-t-il des moyens qui permettraient d'espérer aboutir ? Grande question. Au groupe parlementaire lui-même, l'indifférence reste souvent la règle. La diminution des campagnes de presse entre 1912 et 1914, la disparition des meetings consacrés au problème colonial après la signature du traité de protectorat marocain limitent l'information de la masse des sympathisants socialistes et il n'est pas certain que les quelques livres qui paraissent compensent ces défaillances. Surtout on ne voit pas que la S.F.I.O. ait entrepris d'organiser les indigènes dans les colonies. Socialistes tonkinois, algériens ? Ce sont quasi exclusivement des colons. Les fédérations qui se constituent au Tonkin, à la Martinique, en Tunisie apparaissent tard, leur existence est précaire. Même en Algérie, où le mouvement socialiste est beaucoup plus ancien, les appels à l'implantation du parti en milieu arabe, que multiplient pourtant en 1909, 1910, 1911 les collaborateurs du **Socialiste,** l'hebdomadaire officiel de la S.F.I.O., ne trouvent pas d'écho. On aimerait connaître de façon précise les propos tenus par Maxence

Roldes, le premier délégué permanent de la S.F.I.O. à parcourir l'Algérie et accessoirement la Tunisie en novembre-décembre 1913. Il ne suffisait pas de préconiser une « politique indigène » pour faire venir les indigènes à la lutte politique pour le socialisme

1 — INDOCHINE : D'UN ORDRE DU JOUR ANODIN A UNE PROPOSITION CONCRÈTE

2 avril 1909 : après l'interpellation de Pressensé : un ordre du jour accepté par toute la Chambre.

La Chambre, convaincue que la politique d'association est nécessaire au bien-être des populations et à la sécurité de ses possessions en Extrême-Orient, que, pour en faire une réalité, il faut modifier le régime fiscal, économique et judiciaire de l'Indochine, et qu'il convient de préparer graduellement et sagement une participation consultative des indigènes aux affaires publique, passe à l'ordre du jour.

Cet ordre du jour, bref et banal, clôt le principal débat sur l'Indochine française, déclanché par la S.F.I.O. entre 1905 et 1914. Neuf années pendant lesquelles, si la lutte armée a pratiquement cessé au Tonkin, en Annam, en Cochinchine, les aspirations à un autre ordre de choses cherchent un nouveau moyen d'expression. C'est l'époque où naît chez les intellectuels le mouvement moderniste, où se développent, de façon d'ailleurs discontinue, des manifestations de masse contre les impôts. La rareté des interpellations au Parlement reflète le peu d'intérêt pour les problèmes coloniaux qui concernent des contrées aussi lointaines tant que n'y éclate pas un grand drame.

C'est ce qui ressort des conditions dans lesquelles s'est déroulé le débat qui s'achève par cet ordre du jour. Certes Francis de Pressensé, ancien chroniqueur au **Temps,** rallié au socialisme pendant l'affaire Dreyfus, personnalité unanimement respectée, a ouvert un dossier nourri : il a fait le bilan, après les manifestations de mars 1908, de l'atroce misère dans laquelle la triple régie du sel, de l'alcool et de l'opium, organisée par Paul Doumer et confiée par lui et ses successeurs à de puissantes sociétés concessionnaires, a jeté les Vietnamiens. Il a

évoqué, en termes douloureux où s'exprimait la honte d'un Français attaché à une certaine idée de son pays, la répression qui a suivi, les exécutions capitales, les têtes exposées au soleil, les déportations à Poulo-Condor, celle en particulier d'un lettré tonkinois collaborateur de la **Revue Indo-chinoise,** Phan Chu-Trinh. Il a dénoncé le système judiciaire qui soumet les indigènes à un jury français et à des juges qui ne connaissent pas leur langue et ne comprennent pas leurs coutumes. Il a indiqué ses sources : le **Temps,** où il dirigea longtemps la rubrique de politique extérieure, et plusieurs correspondants particuliers. S'il a parlé plutôt en président de la Ligue des Droits de l'Homme qu'en socialiste (il explique lui-même qu'il a volontairement mis entre parenthèses son opinion personnelle sur le fait colonial), il a été écouté en silence et a su parfois susciter une brève émotion. Mais quoi ? le débat est rien moins que passionné. Après la réponse assez évasive du ministre des Colonies, Raphaël Millies-Lacroix, en fonction depuis deux ans et demie déjà, personne n'a demandé la parole. Personne. Apparemment nul n'avait rien à dire. Et l'ordre du jour, présenté par de Pressensé seul, fut accepté par le ministre et adopté sans même donner matière à pointage. Curieuse issue d'un débat colonial animé par un socialiste.

Il est vrai que ce texte est bien terne. Il est vrai aussi que les successeurs de Doumer, et Klobukowski lui-même, vivement critiqué par de Pressensé, avaient tenté d'apporter de timides modifications au système mis en place par « le grand gouverneur ». Il est vrai encore que Millies-Lacroix avait distribué quelques paroles lénifiantes et annoncé à mots couverts comme possible la libération de Phan Chu-Trinh. On ne peut pourtant se défendre du sentiment qu'un tel ordre du jour sous-estime le caractère cohérent du système économique, fiscal et judiciaire qui pèse sur les territoires indochinois et considère comme aisée son évolution graduelle, alors qu'il s'agit d'une entreprise systématique au profit des grands intérêts coloniaux. Pour obtenir du gouvernement français des actes substantiels en Indochine, il faudrait ne pas s'en tenir à des formules vagues. C'est la certitude de l'inefficacité qui se dissimule derrière une unanimité rendue possible par l'indifférence générale et par la modération du socialiste le mieux informé.

6 avril 1911, une proposition de Jaurès repoussée.

La situation évolua assez rapidement au cours des deux années suivantes. Pendant le débat sur le budget des colonies qui s'ouvre à la Chambre le 31 mars 1911, le rapporteur Maurice Viollette, qui n'est pas membre de la S.F.I.O., dénonce vigoureusement les scandales indo-chinois et Jaurès, intervenant le 6 avril, propose, au nom du groupe parlementaire socialiste, une série de mesures, cette fois précises mais modérées : abolition du monopole du riz, abaissement des impôts sur les rizières, réalisation d'économies sur la bureaucratie, consultation « de temps à autre » des notables annamites. Viollette se rallie à ces propositions, mais le ministre les refuse, tout en assurant la Chambre de sa bonne volonté à l'égard des indigènes. Et la Chambre, que le rapport de Viollette et l'intervention de Jaurès avaient semble-t-il émue, suit le ministre et enterre le texte de Jaurès en le renvoyant à la Commission du Budget par 385 voix contre 156. A travers le désespoir qui s'exprime dans les dernières paroles du leader socialiste on sent combien douloureuse et féconde a été l'expérience, on devine les progrès réalisés par certains socialistes depuis 1909 dans la compréhension des réalités coloniales, on voit aussi comment peut reculer la confiance qu'inspire le régime parlementaire à un de ses partisans les plus convaincus.

Jaurès avant le vote : « Je maintiens que le droit de la nation en cette matière, il faut l'affirmer, il faut le formuler : et vous me rendrez, du moins vous rendrez à mes amis et à moi cette justice que nous faisons effort pour que de vos débats sortent autre choses que des manifestations équivoques et inefficaces ».

et .. après le vote : « La Chambre a le droit de se suicider... J'ai fait assez souvent dans ma vie l'expérience des vicissitudes de pensée et d'émotion dans les assemblées délibérantes, je n'ai jamais assisté à une contradiction plus déconcertante ».

2 — SOUDAN : UN ARTICLE DE GUSTAVE HERVÉ EN FÉVRIER 1910

L'incident évoqué dans cet article de Gustave Hervé se rattache aux luttes armées que les troupes coloniales

françaises menèrent de 1909 à 1911 contre le sultan de l'Ouadaï, disciple de la confrérie musulmane des Senoussis. Il s'agit du dernier épisode sérieux de la conquête de l'Afrique Equatoriale française : les plateaux de l'Ouadaï s'étendent dans l'actuelle République du Tchad, entre le Chari et le Bahr el Ghazal, à la limite de la zone britannique, délimitée par la convention de partage colonial du 15 juin 1898.

Le texte intéresse en raison de l'anticolonialisme de son auteur et du ton ironique et provocateur qu'il a adopté. Dans la **Guerre Sociale**, l'hebdomadaire qu'il a fondé avec l'anarchiste Almereyda en décembre 1906, Hervé, agrégé d'histoire, exclu de l'Université, avocat interdit au barreau, Hervé, « l'enfermé » de la Troisième République, exprime sans relâche un internationalisme militant.

L'Afrique du Nord ne quitte guère la « une » du journal jusqu'en juin 1912 : par touches vives, cent fois répétées, la **Guerre Sociale** brosse le tableau et dresse le procès des « brigandages coloniaux ». **L'Humanité** le fait aussi, bien sûr ; moins constamment, moins exclusivement cependant. Surtout Hervé est seul sinon à reconnaître le patriotisme de ceux qui en Afrique combattent pour l'indépendance de leur territoire (1), du moins à le saluer et à féliciter publiquement les adversaires africains de la conquête française. D'août 1907 à avril 1909 il a consacré trois éditoriaux à ce thème, allant jusqu'à souhaiter que « les soudards français soient jetés à la mer ». En février 1910 il reprend ce thème au profit des « Barbares du Soudan ».

Par son style incisif et gouailleur cet article saisit : le lecteur est contraint de se poser le problème de l'égalité des hommes et des patries. L'universalisme du 18e siècle, ce n'est pas, comme Jaurès, au plan des civilisations qu'Hervé s'y réfère, c'est au niveau des individus. Il fait d'ailleurs appel à d'autres structures d'accueil dans la pensée de ses lecteurs pour les rendre réceptifs à ce qu'il leur dit de façon volontairement choquante : l'antimilitarisme, la haine des riches dans l'intérêt desquels les pauvres se font tuer, et même, à l'arrière-plan, à propos

(1) On connait sur ce point les positions de Jaurès et notamment ce passage de son discours à la Chambre le 16 juin 1911, au moment de la conquête de Fez : « Et c'est ainsi que vous... parce qu'il y a des hommes qui, voyant venir ce qui pour nous est la France, mais ce qui pour eux est l'étranger, voyant des hommes en armes et des obus pleuvoir et des canons de fusils briller, se disent : « Nous avons vécu jusqu'ici libres, indépendants, et farouches » et se défendent, vous les déshonorez du nom de fanatiques ! ».

du capitaine alsacien Fiegenschuh, le chauvinisme anti-allemand. Finalement la pédagogie anticolonialiste et internationaliste d'Hervé prend appui sur des traditions parfois contradictoires récupérées en raison de leur efficacité. A en croire le succès de la **Guerre Sociale,** cet effort dut porter.

Mais Hervé, homme de feu, est aussi un homme de paille : quand la paille a brûlé... A partir de 1912, de l'impuissance du peuple marocain, des Congolais, à organiser un soulèvement général contre l'occupant, Hervé, découragé, conclut à la déroute de l'Internationale : les socialistes de France, d'Allemagne, d'Angleterre ne peuvent avoir la prétention d'empêcher le capitalisme « de féconder cette Afrique que ses indigènes se sont montrés complètement incapables de mettre en valeur ». Sans songer à ébaucher l'analyse de l'impérialisme, Hervé rejoint les socialistes les plus impérialistes. La **Guerre Sociale** vivra jusqu'en 1914 les dernières années de la paix dans l'approbation amère de la guerre marocaine et de la politique des radicaux d'affaires.

Ces gens de l'Ouadaï sont vraiment des sauvages.

Aucun coeur vraiment français n'aura pu apprendre sans tressaillir leur dernier méfait.

Vous savez la cruelle histoire.

Ils sont tombés sur une petite colonne française et ils l'ont massacrée traîtreusement, dans un odieux guet-apens.

Au lieu d'aviser, comme l'auraient fait de braves et loyaux chevaliers, le commandant français qu'avec leurs fusils à pierre et leurs lances ils s'aligneraient tel jour en rase campagne, en face de ses canons et de ses Lebels, ne l'ont-ils pas attendu au coin d'un bois pour le descendre, lui et ses hommes ?

Vraiment ces guet-apens là répugnent à notre esprit chevaleresque.

Quand c'étaient des francs-tireurs qui, au coin d'un bois, massacraient des réguliers allemands en 70, ce n'étaient pas des guet-apens ; c'étaient de bons tours joués aux envahisseurs. Avec des envahisseurs il n'y a pas à se gêner.

Mais eux, ces Barbares du Soudan, est-ce qu'on les envahit ?

Ces imbéciles là ne voient donc pas que c'est la civilisation qu'on leur apporte ?

Ces soldats blancs et noirs qui razzient leurs troupeaux, à propos de bottes, qui incendient leurs villages au premier refus de fournir des porteurs, ne savent-ils pas que ce sont des héros qui travaillent pour l'amour de la civilisation ?

Parfaitement, pour la civilisation, ou, ce qui revient au même, pour l'expansion de la plus grande France.

Car les rempilés de l'infanterie et de l'artillerie coloniale, soldats, sous-officiers et officiers, ce n'est pas pour se faire une carrière, pour toucher une bonne solde et gagner, jeunes, une belle pension de retraite qu'ils s'engagent !

Et ces tirailleurs algériens qui vendent leur peau noire au gouvernement français, ne sont point alléchés par l'appat d'une solde régulière, d'une petite retraite ou de quelque butin.

Ils n'ont qu'un sentiment au coeur, l'amour de la France.

Le capitaine Fiegenschuh — un nom bien français — qui commandait la malheureuse colonne, est une figure particulièrement sympathique.

Alsacien, il n'avait pu admettre que l'Allemagne s'emparât de l'Alsace : cette violation du droit des gens lui sembla un acte de banditisme.

De colère et de douleur, il s'engagea dans l'armée coloniale française pour faire aux Annamites, aux Malgaches, aux Soudanais ce qu'il se plaignait qu'on lui eût fait à lui, pour leur prendre leur Alsace à eux.

Paul Déroulède a senti tout ce qu'il y avait de sublime et de logique dans cette attitude. Comme il a la générosité délicate et discrète, il vient à son de trompe de nous faire savoir qu'il envoie mille francs à la famille du sympathique officier. Les rédacteurs du **Matin** se sont cotisés eux aussi et ont envoyé quelques centaines de francs : ça fait plaisir à leur patron M Bunau-Varilla, gros actionnaire des chemins de fer du Congo, gros négrier et gros marchand de caoutchouc à la lisière du Soudan, et, à ces titres divers, admirateur passionné et désintéressé des héros qui massacrent et se font massacrer pour lui gagner des millions.

Quant à nous, nous réservons notre obole pour le jour où la France fera élever une statue monumentale dans la capitale du Soudan aux deux bêtes féroces, Voulet et

Chanoine, et à tous les autres glorieux soldats qui ont semé au Soudan les marrons que le capitaine Fiegenschuh et sa bande viennent de récolter au fond de l'Ouadaï.

Gustave Hervé, **La guerre sociale**, 28 février 1910.

3 — LES SOCIALISTES AUX COLONIES

Les colonies ce sont aussi les « vieilles colonies ». Guyane, Antilles... Les « députés coloniaux » sont d'abord soucieux de préserver les libertés collectives reconnues à ces territoires, en particulier par le sénatus-consulte de 1866, contre tout empiètement du pouvoir central, contre toute surveillance. Celle-ci serait pourtant bien nécessaire, disent ceux qu'alertent et inquiètent diverses péripéties et concussions locales. Ces députés coloniaux, il leur arrive souvent de faire bloc, quel que soit le parti auquel ils appartiennent.

C'est ce qui s'est passé à la Chambre le 14 avril 1911. Ce jour-là Joseph Samuel Lagrosillière, député SFIO de la Martinique et Albert Grodet, député radical de la Guadeloupe, sont intervenus avec passion contre l'adoption de l'article additionnel 106 à la loi de finances. Il visait à confier au pouvoir central et à ses représentants, les gouverneurs, des droits nouveaux, plus étendus, pour fixer le budget des recettes et celui des dépenses dans les colonies. Le rapporteur Maurice Viollette déclara au cours du débat qu'il s'agissait d'arriver à « voir clair dans les choses coloniales » et pour ce faire de substituer « le régime légal au régime du bon plaisir ». Il accepta d'ailleurs que l'article fût remanié pour réserver les droits des Conseils généraux des vieilles colonies, mais se refusa à ce que le renvoi, de droit, se fît devant la commission des Colonies, comme le demandaient ses adversaires : il se méfiait trop de l'influence qu'y détenait le bloc des « coloniaux ». Ce fut la commission du Budget qui en délibéra.

Lagrosillière jugea que les socialistes l'avaient bien mal soutenu : Sembat avait décidé le groupe parlementaire, hativement informé, à s'abstenir. Furieux Lagrosillière démissionna du groupe et du Parti.

C'était un personnage assez étonnant. Né en 1872 à la Martinique, il avait fait son droit à Paris dans les années 1893, y avait fréquenté les étudiants collectivistes, et pris avec les guesdistes des contacts durables. En 1901, il

organisa la première Fédération socialiste de la Martinique et dirigea dans l'île un journal socialiste, **le Prolétaire** Elu député SFIO pour la première fois en 1910, il nous est dépeint par un jeune instituteur hervéiste Luc Froment, qui venait d'être élu au Conseil National, comme « un type tout à fait original dans le Parti Socialiste unifié... un sang mêlé qui défend avec une passion farouche les intérêts des habitants des colonies et des indigènes ». Les deux n'étaient peut-être pas toujours facilement conciliables.

Le premier texte est un bon auto-portrait de l'homme. Il s'agit d'une partie de son intervention au Congrès national de Saint-Quentin (16/19 avril 1911). Lagrosillière répond à Lafargue, comme lui guesdiste, et comme lui quelque peu hérétique, qui l'avait supplié de réintégrer le groupe parlementaire et le Parti. Ce qu'il fera avant de les abandonner à nouveau en avril 1914, lors des élections législatives, et de les rejoindre après la guerre.

En fait, par delà l'homme et ses sautes d'humeur, sans doute liées à des intérêts très précis, ce texte porte d'autres témoignages. Il rend compte de la difficulté qu'eut la S.F.I.O., prise dans les rets de la colonisation, à opérer un choix douloureux : renforcer l'autonomie coloniale là où elle existait, quitte à favoriser les requins locaux et souvent les colons contre les indigènes ; ou accentuer le contrôle d'un appareil d'Etat, sans doute théoriquement surveillé par le Parlement, mais où bien souvent, comme on le vit en Tunisie ou au Congo, les « requins » nationaux disposaient d'un poids déterminant.

Il explique aussi la méfiance que manifesta souvent la direction du Parti devant les projets de création de Fédérations socialistes dans les territoires d'Outre-mer. En fait preuve une lettre inédite de Ducos de la Haille, membre de la Commission administrative permanente du parti, en date du 28 avril 1911, adressée à un des Français de Tunisie qui tentaient, depuis 1908, de constituer là-bas une organisation socialiste. Nous en donnons le texte ci-après.

— LAGROSILLIÈRE — C'est avec infiniment de plaisir que je me rends au désir de Lafargue de savoir à la suite de quelles circonstances j'ai dû prendre la détermination grave pour un vieux militant comme moi, de quitter le Groupe parlementaire socialiste.

Je ne suis venu à ce Congrès que pour m'expliquer. Ce n'est pas que je m'imagine que le cas Lagrosillière vous intéresse autant que le cas Malvy (2) ; ce n'est pas que je m'imagine, étant donnée la mentalité que j'ai constatée au sein du Groupe parlementaire socialiste, que les questions coloniales et les questions concernant les citoyens des vieilles colonies puissent vous intéresser au point de vous faire perdre quelques instants ; mais le Groupe parlementaire a refusé ma démission en déclarant que je devais m'adresser à ma Fédération et que celle-ci devait elle-même, par une lettre d'explication, envoyer ma démission ou la retirer en s'adressant à l'organisme central du Parti.

Comme ma Fédération est trop lointaine, comme le Congrès était pour moi une occasion de m'expliquer avec le prolétariat organisé auquel j'ai toujours appartenu, j'ai profité de ce Congrès pour venir vous dire les raisons qui m'ont déterminé à démissionner, et ainsi vous serez dispensés de recevoir les explications de ma Fédération qui auraient le tort d'arriver trop tard.

J'ai donné ma démission du Groupe et je le dirai très nettement à ma Fédération, parce que j'ai constaté qu'au sein du Groupe parlementaire, l'unité du Parti se brisait lorsqu'il était question des choses coloniales. Au Parlement, citoyens, les colonies comptent deux catégories d'adversaires : ceux qu'on appelle les coloniaux d'affaires, et ceux qui, par ambition personnelle et par esprit de domination ,voudraient maintenir en servitude les colonies et les citoyens des colonies ; ces derniers qui jouent les dictateurs ont pour maxime politique qu'il faut écraser les colonies, et particulièrement les vieilles colonies qui, à leurs yeux, constituent, par les libertés dont elles jouissent, de mauvais exemples pour les possessions nouvelles.

A cette dernière catégorie appartiennent deux hommes qui sont particulièrement néfastes, parce qu'ils ont une réelle influence sur certains esprits du Groupe parlementaire socialiste, néfastes par leur passé, par les idées qu'ils ont répandues. De ces deux hommes, il en est un

(2) Louis Jean Malvy, né en 1875, député radical-socialiste du Lot depuis 1900, avait déposé le 27 février 1911 un ordre du jour de méfiance qui avait entraîné la chute du ministère Briand. Il était devenu sous-secrétaire d'Etat à la Justice dans le cabinet radical Monis, constitué le 2 mars et ses promesses de réintégrer une partie des cheminots révoqués par Briand après la grande grève d'octobre 1910, avaient amené une partie du groupe parlementaire socialiste à voter pour le ministère tandis que les autres s'abstenaient.

arrivé au ministère des colonies, M. Messimy (3), l'autre a appartenu jadis au Parti socialiste, c'est Augagneur (4). Le Groupe parlementaire, soit par ignorance des choses coloniales — il y a, soit dit en passant, des membres du Groupe qui ne pourraient avoir cette excuse, — soit par je ne sais quelle indifférence à l'égard du prolétariat de nos possessions lointaines, a jusqu'ici fait le jeu de ce second groupe d'ennemis des colonies. Et il s'est produit, à cet égard, tout récemment, un incident très caractéristique qui est de nature à avoir pour le prolétariat des vieilles colonies les conséquences les plus graves.

En effet, par un article additionnel à la loi de Finances, M. Augagneur, M. Messimy, M. Violette (sic), se sont entendus pour enlever, d'un trait de plume, aux Conseils Généraux des vieilles colonies tous les pouvoirs, toutes les libertés, toutes les prérogatives que leur ont reconnus les lois et la Constitution de l'Empire. Pour surprendre la Chambre et lui arracher le vote de cet article antilibéral et antidémocratique, on le distribua vendredi dernier, à 9 heures du matin, un quart d'heure avant la mise en discussion.

Huitième Congrès National tenu à St-Quentin les 16, 17, 18 et 19 avril 1911, compte rendu sténographique, (p. 150-152).

LA FEDERATION TUNISIENNE EST ADMISE DANS LA S F.I.O.

58, avenue de Clichy
Paris XVIIIe

Camarade,

Hier, à la Commission administrative (5) est revenue la question de la reconnaissance de la Fédération de Tunisie (6).

(3) Adolphe Messimy, né en 1869, était depuis 1902 député de la Seine. Radical-socialiste, il avait été à plusieurs reprises rapporteur du budget de la guerre, et avait à ce titre formulé des idées relativement avancées. Il venait d'entrer comme ministre des Colonies dans le cabinet Monis.

(4) Jean Victor Augagneur, professeur à la Faculté de Médecine de Lyon, maire de la ville de 1900 à 1905, élu député du Rhône en 1904, avait démissionné de la S.F.I.O. quelques jours après sa fondation, en arguant d'un discours retentissant d'Hervé en faveur de la grève des réservistes. En novembre 1905 il était devenu gouverneur général de Madagascar, jusqu'à sa réélection comme député du Rhône en 1910. Il jouissait d'une influence considérable sur le Parlement et sur un certain nombre d'élus socialistes, anciens membres, comme lui, du Parti Socialiste Français.

(5) Il s'agit de la C.A.P. qui a suivi le congrès de Saint-Quentin.

(6) C'est entre 1906 et 1908 qu'un groupe de six Français qui avaient milité à Paris et en province dans les organisations républicaines, et en particulier dans la franc-maçonnerie, songèrent à créer une organisation socialiste en Tunisie où ils s'étaient installés. Les premiers contacts officiels avec le parti français furent

Sur les observations de Renaudel, de Longuet, et sur mon insistance, la C.A.P. a décidé de présenter au prochain Conseil national la reconnaissance de votre Fédération.

C'est un grand pas de fait. On peut même dire que votre reconnaissance est pour ainsi dire acquise et que vous figurerez dorénavant parmi les fédérations du parti. Je dois vous dire que j'ai fait fréquemment de très nombreuses interventions en votre faveur. Mais il y avait une prévention contre les fédérations coloniales (je vous le dis confidentiellement) en raison des déboires que nous a causés la Fédération de la Guadeloupe, et moi en particulier qui avais fait un rapport défavorable à l'admission de Légitimus et de la Guadeloupe (7), on s'étonnait de voir mon insistance en votre faveur.

Je crois que l'évènement a prouvé que j'avais raison de conseiller la prudence à l'égard d'un homme qui, hier ennemi de Géraud-Richard (sic), est redevenu son ami et d'une fédération qui le suivait aveuglément.

Quant à la Fédération tunisienne, elle a une autre attitude et il est temps enfin de lui rendre justice. Je vous annonce le fait avec plaisir.

Cordialement à vous

Ducos de la Haille (8)

28/4/11

Archives privées Tunis.

pris en 1908 à l'occasion du passage à Tunis de Ducos de la Haille. Mais ils n'aboutirent qu'en 1911 à la création d'une Fédération adhérente à la S.F.I.O. Sur ces problèmes aucune étude n'a encore été publiée. Mais un de ces militants, André Duran-Angliavel, a rassemblé des documents parmi lesquels figurent plusieurs lettres de Ducos de la Haille, dont celle que nous citons ici. Ces archives ont été en partie utilisées par le Docteur COHEN-HADRIA dans un récit hectographié, inédit, rédigé en 1959/60 sous le titre : **Du protectorat français à l'indépendance tunisienne. Souvenirs d'un témoin socialiste.** Nous devons à l'obligeance du Docteur Cohen-Hadria la communication de ce document.

(7) Jean-Hégésippe Légitimus, né en 1868 à Pointe-à-Pitre ,avait acquis une solide position locale à la Guadeloupe où il était conseiller général depuis 1894 et où il avait été élu député en 1898. Membre du Parti Ouvrier Français et même, en 1898/1899, de son Conseil national, il le quitta lors de la crise millerandiste. Battu, en 1902, il était à nouveau, depuis 1906, député de la Guadeloupe, étroitement lié à un ancien militant du Parti Socialiste Français, personnellement fort discrédité, Gérault-Richard. A la Guadeloupe sévissait de façon quasi caricaturale le régime de la « clientèle ».

(8) Après avoir milité dans des organisations étudiantes en 1891/92, Ducos de la Haille devint avocat et adhéra au Parti Socialiste Français où il milita en faveur de l'unité. En 1906, au congrès de Limoges il devint membre de la C.A.P. Connu pour son aptitude à régler les affaires délicates et pour son honnêteté, il avait été chargé de faire un rapport sur la Fédération de la Guadeloupe et par ailleurs il était entré en contact, dès 1908, avec les futurs fondateurs de la Fédération socialiste de Tunisie.

4 — LE SOCIALISME ET LA POLITIQUE COLONIALE : UN DÉBAT AU DÉBUT DE 1912

Albert Thomas, qui venait d'être élu député de la Seine, et dont la **Revue Syndicaliste** venait, faute de ressources, de se fondre avec la **Revue Socialiste,** fonda en 1911 une collection intitulée les **Cahiers du Socialiste.** Autour de cette collection se constitua un groupe d'étude composé essentiellement d'intellectuels soucieux de pratiquer, comme on disait alors, une « politique positive ». Il s'agissait d'élaborer, à partir d'un exposé présenté par un spécialiste et d'un débat en comité assez restreint, une position « réaliste ». Le plus souvent les questions étudiées ont un caractère économique ou social : l'expérience de Thomas en matière de syndicalisme, de coopératives, sa connaissance du monde du travail l'y poussent. Mais il arrive aussi que soit soulevé un problème plus général : ici celui de la « politique coloniale ».

Le spécialiste invité fut Félicien Challaye, jeune agrégé de philosophie. Dès 1905 il avait envoyé au **Temps** une série d'articles sur l'Afrique noire, où il prenait position pour « la colonisation, fait social nécessaire », mais aussi pour que « les indigènes tirent quelques avantages de notre présence parmi eux ». En 1908 il devint président de la Ligue française pour la défense des indigènes du bassin du Congo. Après avoir en 1909 publié, sous le titre **Le Congo français,** un émouvant exposé des horreurs du régime colonial, il se spécialisa en 1910/1912 dans l'étude des concessions faites aux grandes compagnies et dénonça en particulier le rôle de la Ngoko Sangha. Mais ce qui lui est demandé au groupe de travail d'Albert Thomas ce sont moins des informations précises sur l'Afrique noire que des éléments pour aider à définir une orientation de fond. Les positions de Challaye sont proches de celles de Van Kol ou de Vandervelde : le tryptique du possible, selon lui, c'est « exploitation, assimilation, tutelle ». Il choisit la tutelle. L'indépendance des colonies est exclue dès le départ au nom d'un mélange d'arguments patriotiques et saint-simoniens.

Pour la première fois la **Revue socialiste** publia dans son numéro de mars 1912 un résumé d'un exposé fait au groupe et du débat qui le suivit, sans d'ailleurs préciser la date exacte à laquelle ceux-ci avaient eu lieu. Nous

devons à ce petit évènement, fruit de la coopération entre Albert Thomas et la vieille dame du socialisme, d'avoir conservé ce texte si caractéristique d'une tendance qui se renforçait dans le socialisme français à la veille de la guerre et que l'on retrouvera plus tard pendant très longtemps dans la S.F.I.O.

Si la plupart des socialistes sont opposés aux « aventures coloniales », c'est-à-dire à l'aquisition de colonies nouvelles, il n'en est pas un pour demander sérieusement l'abandon des vieilles colonies. Un tel abandon nuirait certainement à la métropole et il ne profiterait pas aux indigènes, qui, incapables de défendre leur indépendance, tomberaient sous une autre domination, probablement plus dure. En outre, si notre doctrine nous oblige à respecter le droit des indigènes, elle nous commande aussi la mise en valeur de toutes les forces naturelles du globe. Il nous est donc impossible d'éluder le problème colonial : en cette matière comme en toute autre, les socialistes sont tenus de formuler une politique positive et concrète.

Cette politique s'opposera d'une part à la **politique d'exploitation** qui caractérise le capitalisme colonial : celle-ci consiste à refuser toute humanité aux indigènes et à les considérer exclusivement comme débouché et comme main d'oeuvre, quitte à s'en débarrasser par l'extermination s'ils sont d'un mauvais rapport. Mais les socialistes ne feront pas eux non plus la **politique d'assimilation** qu'inspire un humanisme abstrait et qui voudrait traiter les indigènes comme s'ils étaient semblables aux civilisés : idéal condamné à rester platonique et dont la réalisation serait funeste aux indigènes eux-mêmes. La politique socialiste, tenant compte à la fois des principes et des réalités serait une **Politique de tutelle ;** elle verra dans les indigènes des mineurs et elle s'efforcera de les préserver des maux que tend à entraîner pour eux l'introduction nécessaire et légitime de l'économie civilisée dans leur domaine ; en même temps elle les initiera patiemment et modestement à la civilisation du côté où elle leur est accessible. En particulier elle organisera un service sanitaire adéquat, destiné surtout à prévenir les épidémies fatales que le contact des Européens tend à faire naître ; elle développera l'enseignement qui, pour être efficace, ne doit être ni théologique ni métaphysique, mais surtout technique ; elle protégera contre les tentations des capitalistes et l'imprévoyance des indigènes eux-mêmes leur

propriété collective, base de leur existence économique ; elle assurera aux indigènes la liberté d'acheter ou de vendre où il leur plait ; enfin elle respectera autant qu'il se peut les coutumes et le self-government des indigènes.

Les camarades qui sont intervenus dans la discussion, d'accord avec Challaye sur les principes, ont insisté sur la difficulté qu'il y a à formuler une politique coloniale unique, étant donnés les niveaux de civilisation très différents des peuples indigènes. C'est ainsi que la politique d'assimilation, rejetée avec raison par Challaye s'il s'agit des nègres du Congo, pourrait être parfaitement appliquée, si on le voulait, aux populations méditerranéennes.

Enfin la liberté du commerce proposée par Challaye ne sufirait sans doute pas plus dans la colonie que dans la métropole à protéger les faibles contre l'exploitation des forts : là aussi il faut organiser le contrôle, publier des tarifs, etc

Revue Socialiste, mars 1912, p. 279-280.

5 — TUNISIE : LA CIVILISATION MUSULMANE UN DISCOURS DE JAURÈS EN FÉVRIER 1912

C'est dans le cadre d'un grand débat sur la Tunisie que se situe, le 1er février 1912, cette intervention de Jaurès. Depuis l'hiver 1911 la Ligue des Droits de l'Homme et le Parti Socialiste discutaient de la portée des expropriations massives dont étaient victimes les Tunisiens et des conditions dans lesquelles ces expropriations avaient été possibles (9). La campagne d'opinion, solidement argumentée et bien menée, se poursuivit pendant toute l'année 1911. Elle déboucha à la Chambre sur deux interpellations : celle du député radical Thalamas et celle du socialiste Lagrosillière, le député de la Martinique. Le débat fut long — un mois et demi — et vif. Il s'acheva par le rejet, par 408 voix contre 104, d'un ordre du jour de Jaurès pourtant très modéré : il demandait, non pas comme Lagrosillière, une commission d'enquête, mais une commission d'étude sur les conditions dans lesquelles de riches colons avaient pu accaparer pour une bouchée de

(9) Sur les procédés de spoliation des terres tunisiennes cf. l'étude sur la colonisation en Tunisie entre 1892 et 1914 de M. RATHMANN, **Kolonialismus und Neokolonialismus in Nordafrika und Nahost. Kritische Untersuchungen,** Berlin, Akademie-Verlag, 1964, 468 p.

pain d'immenses domaines enlevés aux indigènes. La Tunisie est plus proche que l'Indochine : ici les actes risquaient de suivre les paroles.

Ces précisions sont nécessaires pour dater le texte. Mais sa signification profonde est ailleurs : ce qu'il met en évidence, c'est l'usage politique que Jaurès fait de son exceptionnelle culture. Son internationalisme n'est sans doute pas pleinement « prolétarien », il est certainement « culturel ». Le progrès de l'humanité lui semble le fruit de la collaboration de toutes les civilisations. La civilisation musulmane est une des plus grandes, la France doit la respecter, l'étudier et la faire connaître. On saisit ici comment la pensée universaliste, héritée des philosophes du XVIIIe siècle, peut aider à dépasser l'européocentrisme, comment elle peut nourrir la pensée socialiste .Si nous voulons, outremer, créer les conditions d'une collaboration qui ne soit pas domination, il ne suffit pas, pense Jaurès, de ne pas exproprier les hommes, il faut encore exalter en eux les héritiers et les continuateurs d'une culture égale à la nôtre. L'homme ne vit pas seulement de pain.

— Jaurès... Messieurs, il est une autre mesure que vous devez prendre, et celle-là en France même. Vous dites que vous êtes un grand pays musulman. Vous occupez directement ou par des protectorats plus ou moins indirects toute l'Afrique septentrionale. Vous gouvernez dans l'Afrique Centrale des pays sur lesquels la propagande musulmane s'étend à toute heure. Et, alors que vous êtes tenus, pour gouverner le monde musulman, de le connaître et de le comprendre, alors que vous êtes tenus, si vous voulez que vos fonctionnaires, là-bas, comprennent et respectent ces hommes, d'apprendre à ces fonctionnaires ce qu'est le monde musulman, ce qu'est la civilisation arabe, il n'y a presque, sauf à Paris, aucune chaire d'histoire musulmane, de droit musulman, et des autres enseignements musulmans dans vos universités.

— Etienne — Il y en a à Alger,

— Jaurès — Oui, mais je dis que c'est à la France, à toute la France pensante, qu'il importe d'enseigner ce qu'est la civilisation arabe. Très souvent, c'est par ignorance que les hommes sont mauvais (Très bien, très bien), c'est parce qu'ils ne se représentent pas avec une force suffisante la pensée, le droit, la vie, les conditions d'existence d'autres hommes.

Quoi ! vous avez là une civilisation admirable et an-

cienne, une civilisation qui, par ses sources, tient à toutes les variétés du monde antique, une civilisation où s'est fondue la tradition juive, la tradition chrétienne, la tradition syrienne, la force de l'Iran et toute la force du génie aryen, mêlée, avec les Abbassides, à la force du génie sémitique ; et depuis des siècles cette force est en mouvement, religion, philosophie, science, politique, avec des périodes de déclin, mais aussi des périodes de réveil. Vous ne gouvernerez noblement ces hommes que si vous les comprenez dans toute leur grandeur et si vous dressez les nouvelles générations de France à les comprendre et à les respecter. (Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs) ».

Jaurès montre ensuite que « le domaine public tunisien est livré, gaspillé », alors que la France aurait pu mettre sur pied, comme la Suisse, l'Allemagne, le Mexique, la Hollande dans ses colonies, des systèmes de sociétés mixtes où l'Etat eut été partie prenante.

« L'Etat est frustré, il est privé des sources vives de richesse et de profit qu'il pourrait faire jaillir pour fertiliser au loin le sol, sans exploiter et sans opprimer les indigènes. Sur ce point aussi, messieurs du Gouvernement, je vous demanderai de réfléchir au problème et de nous apporter des solutions précises et positives. C'est que, voyez-vous, il est temps d'aboutir, il est temps de se poser le grand problème. Comment arriverez-vous à la conciliation, à la coopération de ces forces, de ces races, qui ne sont encore, il faut bien le dire, que juxtaposées sur le sol de l'Afrique ? Il y a là deux grandes forces et ce n'est pas en écrasant l'une ou l'autre que vous ferez l'ordre et la paix. Il y a ces Jeunes Tunisiens qui rêvent, pour leur race et pour leur peuple, un développement dans le sens moderne. Je crois que ceux-là le savent bien ; dans leurs traditions, et dans le Coran même, il y a, à côté des forces de fanatisme et des affirmations de guerre, de grandes paroles magnifiques de continuité humaine et de tolérance.

Ah messieurs, permettez-moi un souvenir qui vient tout naturellement à l'esprit qand on parle de races qui ont une existence séculaire Dans nos vieilles épopées du 12e et 13e siècles, dans ces épopées comme **La Chanson de Roland** et **Les Alyscamps** qui mettent le monde chrétien aux prises avec le monde musulman, oui, à cette époque même où la lutte était le plus âpre, où les Normands de Sicile débarquaient sur les côtes africaines, où,

de la Sicile chrétienne à l'Afrique musulmane, c'était un terrible échange de cruautés et de massacre, même à cette époque, dans nos vieux livres épiques, nos hommes de génie, nos chantres de génie, quand ils montrent les musulmans qui arrivent, oh ! il ont des paroles d'anathème pour l'infidèle, mais ils ont des paroles de respect pour le soldat de courage et pour le chevalier, et ils disent, montrant la charge des escadrons sarrasins : « Voyez surgir en avant les jeunes hommes pleins de chevalerie ! » ; et c'est le poète chrétien des **Alyscamps** qui met dans la bouche d'un guerrier musulman la plus belle, la plus admirable profession de foi monothéiste qui ait retenti dans la poésie française avant les stances de Polyeucte de Corneille et où l'auteur loue la sage Guibourg, la femme du marquis, d'être restée sage dans la loi sarrasine.

Je voudrais que la France aujourd'hui aussi fût sage dans la loi sarrasine, qu'elle connût les mœurs, la pensée, les ressources d'avenir de ces peuples et qu'elle les traitât avec le respect qu'elle leur doit et qu'au plus fort même des mêlées épiques leur ont donné nos aïeux. » (Applaudissements) . . .

Chambre des Députés, séance du 1er février 1912.

6 — MAROC : UN PROJET DE « COLONISATION SOCIALISTE » EN MARS 1912

Le texte ci-dessous est un ordre du jour que le groupe parlementaire socialiste faillit déposer au début de mars 1912, sur le bureau de la Chambre des Députés.

Le traité de protectorat n'était pas encore signé : il le sera le 30 mars ; mais tout en annonçait la proche conclusion depuis l'accord sur le partage colonial franco-allemand du 4 novembre 1911. Si les socialistes, tout en l'approuvant « pour mettre un terme à une période redoutable de conflits et de tension », avaient en même temps déclaré qu'ils n'entendaient pas que l'on s'en prévalut « pour imposer au Maroc, au Sultan et aux tribus un régime dont le Maroc ne voudrait point » (10), tous les militants n'en jugeaient pas ainsi : « Le Maroc est à nous » : c'est sur cette phrase lapidaire que s'ouvre le fort volume de 358 pages que Lucien Deslinières rédige à la fin de 1911 et qu'il publie en mars 1912 chez Giard et Brière sous le

(10) Jaurès, Débats Parlementaires, Chambre, 28 juin 1912, 2e séance.

titre **Le Maroc socialiste.** Et puisqu'il est « à nous », de façon quelque peu anticipée il est vrai, mais si peu... pourquoi ne pas l'aménager à notre guise ? Pourquoi les socialistes ne formuleraient-ils pas leur projet marocain et ne tenteraient-ils pas de le faire aboutir par la voie parlementaire ? Tel est l'objet de ce livre. Tel est l'objet de cet ordre du jour.

Pour en bien saisir les implications, il convient d'abord d'en présenter l'auteur. Michel-Albert Deslinières, dit Lucien, est né à Vierzon le 7 décembre 1857, d'une famille ouvrière républicaine. Instituteur, puis journaliste, il partit en 1887 tenter sa chance comme colon en Algérie et y dirigea une exploitation agricole pendant deux ans : il y acquit une expérience de l'Afrique du Nord suffisante pour publier ensuite des articles sur les problèmes de l'irrigation au Maghreb et même présenter à ce sujet une communication au Congrès de l'Afrique du Nord qui se tint à Paris du 6 au 10 octobre 1910. Ce que Deslinières avait rapporté de son séjour en Algérie, ce n'étaient pas seulement pourtant des compétences techniques, mais l'ensemble des préjugés arabophobes qui imprégnaient les colons français et qui survivront aisément, semble-t-il, à l'adhésion qu'il donnera à la fin de 1891 au Parti Ouvrier Français. Les Arabes, écrit-il (11) sont « vicieux et cruels.... la force est la seule autorité qu'ils reconnaissent ». Certes, ce n'est pas leur faute, ils sont « ce que le milieu les a faits ». Ils font penser surtout à « de grands enfants inconscients, dont on peut obtenir beaucoup si on sait les prendre, c'est-à-dire fermer les yeux sur leurs peccadilles, ne pas être injuste avec eux, mais ne jamais leur faire grâce en cas de faute grave » : les stéréotypes raciaux triomphent, à peine accomodés à une sauce pseudo-marxiste chargée d'expliquer l'homme par son environnement.

Devenu militant du P.O.F., Deslinières poursuivit en France une carrière de commerçant et de publiciste assez mouvementée. Tout en militant, non sans espérances législatives toujours déçues, dans l'Allier, la région parisienne puis les Pyrénées Orientales, il se spécialisa dans l'élaboration d'ouvrages de vulgarisation collectiviste à travers lesquels transparait une mentalité encore assez peu répandue au tournant du siècle. Ce qui hante Deslinières en effet c'est la volonté de définir dans le détail la future société socialiste pour en faire un modèle

(11) **Le Maroc socialiste**, p. 181/185.

capable de lever les hésitations de ceux qui accusent le collectivisme d'être une utopie. Mais ce qui le caractérise c'est aussi, et inséparablement, l'absence de tout souci humaniste, l'ignorance radicale des préoccupations progressistes et humanitaires dont la tradition du XVIII[e] siècle a marqué tant de socialistes français. La société socialiste lui apparaît comme un univers clos, « un milieu stérilisé dans lequel aucun organisme parasitaire ne peut vivre » (12). Faisons donc «du socialisme», et nous serons de bons socialistes. Sur ce terrain il sera aisément rejoint, une fois l'unité réalisée, par ceux qui, anciens gusdistes comme lui, reprochent à Jaurès, à Vaillant ou à Allemane, de « faire » de l'anti-militarisme, de l'anticléricalisme, de tout, sauf « du socialisme ». Franc-tireur du guesdisme, Deslinières en est aussi, d'une certaine manière une quintessence caricaturale

On s'en convainc aisément à la lecture des textes par lesquels s'éclaire ce projet d'ordre du jour : son livre lui-même, présenté explicitement comme un exposé des motifs, et aussi la série d'articles qu'il publia, avant et après l'échec de son projet, dans l'hebdomadaire des guesdistes, le **Socialisme** (13). Naïve est tout d'abord sa confiance dans la vertu de l'exemple socialiste : il suffira de créer le modèle, pense-t-il, pour que de toutes parts les hésitants adhèrent à la doctrine : « Si le socialisme était installé sur un point du globe, son rayonnement serait tel que la majorité des suffrages lui viendraient spontanément dans trois ou quatre nations européennes, aux Etats-Unis, en Australie, etc. » (14). Mais pourquoi commencer par le Maroc ? Non seulement parce qu'il s'agit de « peuples inférieurs » (15) qui vont être totalement soumis aux Français, mais encore parce que le Maroc, société sans classe, est une « table rase » où « rien n'existe » et où la construction d'une société socialiste ne se heurtera par conséquent à nulle difficulté (16).

Dans le **Socialisme** Deslinières a dévoilé plus avant encore ses intentions. Il s'agit explique-t-il d'apporter une contribution à l'élaboration de la politique coloniale du Parti, que les congrès internationaux d'Amsterdam et de

(12) **Le Socialisme,** 9 mars 1912. Deslinières répond dans cet article à une critique de son projet parue dans l'**Express du Midi.**
(13) **Le Socialisme,** 2, 9, 16 mars et 4, 11, 18 mai 1912. (Cette seconde série s'intitule « Politique coloniale »).
(14) **Le Maroc socialiste,** page 333.
(15) **Le Socialisme,** 4 mai 1912.
(16) **Le Maroc socialiste,** page 8.

Stuttgart n'ont pas encore fixée. Il la définit en des termes que seule l'extrême droite de la social-démocratie allemande avait jusque là employés. Ce n'est pas de Bernstein ou de Van Kol qu'il se rapproche, c'est d'Hildebrand et du courant technocrate impérialiste. Il préconise en effet, contrairement à toute la tradition du P.O.F., les conquêtes coloniales en régime capitaliste, et plus encore en régime socialiste. A ceux qui hésiteraient il propose l'exemple des armées de 93 qui portaient la liberté politique aux nations étrangères : « Nous sommes devenus d'une étrange sensiblerie depuis cette grande époque ». La sensiblerie en tout cas n'étouffe pas Lucien Deslinières.

Ces quelques remarques étaient indispensables pour que ce texte revête toute sa signifcation. Il ne s'agit pas ici en effet de l'élucubration personnelle d'un socialiste plus ou moins inspiré, mais d'un projet d'ordre du jour du groupe parlementaire, sur l'élaboration duquel Deslinières nous apporte certains éléments d'information. Il avait trasmis au groupe S.F I.O., qui depuis les élections de 1910 comptait 76 membres, les bonnes feuilles de son livre. Le secrétaire du groupe chargea sa Commission des Colonies d'en prendre connaissance. Deslinières raconte dans la préface de son livre qu'une vingtaine de députés assistaient à la séance à laquelle il fut invité. Il ne nous donne pas le nom des présents et nous ne les connaissons pas par ailleurs, car ces commissions n'avaient pas d'existence légale dans le parti et la presse n'en publiait pas les comptes rendus. Il répondit aux objections, qu'on lui présentait et c'est à l'unanimité que la Commission vota son projet.

Il restait à le faire approuver par le groupe. Les difficultés se firent plus sérieuses. Si l'on en croit un article de Marcel Cachin dans **l'Humanité** du 13 février, c'est le 16 du même mois que le groupe prit pour la première fois position. Guesde, favorable au projet, et Vaillant, qui lui était hostile, se heurtèrent vivement, et le groupe décida de laisser à chacun sa liberté. Deslinières se mis alors à quêter les voix. Il déclara avoir recueilli trente-quatre signatures et s'être assuré de cinq à six adhésions verbales de la part de députés absents. L'adhésion du groupe était, conclut-il, acquise à la majorité. On a peine à l'en croire. Et pourtant le danger dut paraître grand de voir la S.F.I.O cautionner une proposition de loi disposant d'un Maroc encore indépendant pour y organiser, sur un territoire peuplé de Maro-

cains, une expérience de colonisation socialiste réservée à de « laborieux travailleurs français » (17), puisque les adversaires du projet exigèrent la réouverture de la discussion. Le groupe se réunit donc une seconde fois le 8 mars. L'opposition de Vaillant et de Jaurès fut déterminante. Vaillant déclara que si le groupe déposait un tel ordre du jour il monterait à la tribune pour le combattre, et Jaurès, soulignant le risque de conflit entre les colons français et les indigènes, montra que toute la responsabilité en retomberait sur le Parti (18). Ce que l'on sait de la discussion laisse deviner une âpre bataille. Le projet fut finalement abandonné, et l'ordre du jour suivant adopté : « Le groupe, en présence des divergences qui se sont produites dans son sein, ne croit pas devoir engager le Parti sur une question de cette gravité. »

Reste qu'il avait failli s'y engager. On ne peut s'empêcher de penser que le courant impérialiste n'était pas, à la veille de la guerre de 1914, l'apanage de la social-démocratie allemande. Il est vrai que pour apprécier exactement l'ampleur du phénomène, il faut tenir compte des solidarités quasi automatiques qui avaient joué en faveur de Deslinières. Franc-maçon depuis mars 1890, il serait bon de savoir s'il fut soutenu par les maçons quasi officiels du groupe, Arthur Groussier, Marcel Sembat. Guediste d'ancienne souche, il fut en tout cas encouragé par la fraction guesdiste quasi unanime : Guesde parla en sa faveur aux deux séances du groupe. Aucune réponse ne fut donnée aux articles assez étonnants qu'il publia dans le **Socialisme,** et, jusque dans **l'Humanité,** Cachin entreprit de présenter le livre de Deslinières comme « un plan positif de mise en oeuvre et d'utilisation de la terre marocaine grâce à une collaboration de travailleurs indigènes et de travailleurs français » (19). C'était en analyser le contenu d'une manière singulièrement optimiste.

Le groupe socialiste parlementaire, après avoir pris connaissance du projet de colonisation socialiste au Maroc, exposé par le citoyen Lucien Deslinières, dans son ouvrage **Le Maroc socialiste,** et entendu les explications verbales de son auteur,

(17) **Le Maroc socialiste,** page 192. C'est une manière d'éliminer « les émigrants cosmopolites » que Deslinières invite à aller « chercher fortune ailleurs » : il faut rester entre bons Français.
(18) Préface de DESLINIÈRES au **Maroc socialiste.**
(19) **L'Humanité,** 13 février 1912.

Félicite chaleureusement le citoyen Deslinières de son étude si complète, si documentée, si lumineuse, qui honore la pensée socialiste ;

Et, reconnaissant le haut intérêt du projet, non seulement pour la colonisation française au Maroc, mais aussi pour le socialisme international, adopte les conclusions du citoyen Lucien Deslinières et décide de déposer immédiatement à la Chambre une proposition de loi ainsi conçue, en lui donnant comme exposé des motifs l'ouvrage intégral du citoyen Deslinières (20).

Art. 1er — Une subvention de cent millions de francs, non remboursable ni productive d'intérêts, est accordée au gouvernement marocain, sous l'affectation spéciale déterminée à l'article 2.

Elle lui sera versée en 10 annuités de dix millions de francs chacune de 1912 à 1921.

La première sera comprise dans les crédits extraordinaires à ouvrir au cours de l'exercice 1912 pour les dépenses du Protectorat marocain.

Les autres seront comprises dans les dépenses ordinaires des budgets ultérieurs.

Art. 2. — Cette subvention sera affectée exclusivement à la mise en valeur par le gouvernement marocain, conformément à une entente à établir avec lui, par voie de régie directe et autonome, de la région du Maroc délimitée ainsi qu'il suit :

au Nord par la zone d'influence espagnole, ou, si elle n'est pas maintenue, par le thalweg de l'oued longitude ouest (sic), à l'Est par ce méridien jusqu'à sa rencontre avec l'oued Bou-Fekran en amont de Meknès ; au Sud, d'abord par une ligne conventionnelle partant de ce point sur l'oued Bou Fekran et allant, en suivant autant que possible les lignes de crêtes, jusqu'à Zouina ou Zouira sur l'oued Bou-Regreg, ensuite par le thalweg de l'oued Bou-Regreg jusqu'à son embouchure ; à l'Ouest par l'Océan Atlantique. (21).

Art. 3. — La mise en valeur de la région ainsi déterminée ne comprendra ni les travaux de chemins de fer

(20) Donner un livre comme exposé des motifs à un projet de loi, c'était la tactique qu'en 1910 Jaurès avait adoptée à propos de **l'Armée Nouvelle.**

(21) La région ainsi délimitée correspond à la vallée du Sebou. Elle englobe Meknès, Salé et Rabat et s'étend sur la superficie de deux départements français. Deslinières s'en explique : pour que réussisse l'expérience du socialisme dans une seule région, il faut un territoire riche et assez vaste ; il attribue en effet pour l'essentiel, à une superficie territoriale insuffisante les échecs des « colonies » cabettistes ou fouriéristes.

d'intérêt général qui la traverseront, ni les travaux d'amélioration des ports, les uns et les autres devant être compris dans un programme d'ensemble et exécutés dans des conditions à fixer. Elle comprendra tous les autres travaux d'irrigation, de drainage, de viabilité, de défrichement, d'exploitation agricole et minière, ainsi que l'exploitation des moyens de transport et de communication, la vente et l'achat des produits, etc.

Art. 4. — La régie s'appliquera à toutes les terres domaniales, forêts, cours d'eaux, étangs, lagunes, mines et minières comprises dans le périmètre indiqué à l'article 2, c'est-à-dire non seulement aux possessions effectives du gouvernement marocain, mais à tous les biens ne constituant pas des propriétés particulières, individuelles ou collectives.

Elle s'appliquera en outre à l'exploitation de tous les biens dits **habous,** en tenant compte de la volonté des fondateurs, et dans des conditions à préciser par accord avec le gouvernement marocain.

Elle s'étendra enfin à toutes les propriétés particulières qui pourront être acquises de gré à gré par la suite (22).

Art 5. — L'administration de la régie sera exercée par un conseil de dix régisseurs nommés par le gouvernement marocain sur la présentation du gouvernement français et qui désigneront entre eux un directeur général.

L'accord à établir avec le gouvernement marocain fixera les conditions dans lesquelles les colons et les indigènes participeront par la suite à la nomination des régisseurs (23).

Art. 6. — Une commission nommée par le gouvernement français aura le contrôle financier de la Régie, sans pouvoir s'immiscer dans l'administration.

Art. 7. — Les produits de l'exploitation seront employés à en couvrir les dépenses ; le surplus sera affecté intégralement à des œuvres de solidarité sociale au profit des colons européens et des indigènes (24).

(22) Deslinières ne semble pas douter du bon vouloir des indigènes : « Ils nous cèderont volontiers des terres contre de justes indemnités », écrit-il **op. cit.**, p. 201.

(23) Le plus tard possible, en ce qui concerne les Marocains. L'auteur le précise (**op. cit.**, page 185) : « Pendant longtemps il n'y aura pas à songer à les associer à la direction de l'oeuvre ».

(24) De quelles oeuvres de solidarité s'agit-il ? Dans son livre Deslinières ne donne guère de précisions. Il indique qu'il ne faut pas songer d'ici longtemps à « répandre l'instruction parmi les indigènes ». Mais les colons pourront ouvrir des chantiers pour les nécessiteux, assurer l'écoulement de leurs produits et leur vendre le nécessaire, avec un « honnête bénéfice ».

Art. 8. — Le gouvernement marocain restera propriétaire du sol. Il s'interdira, par convention expresse, d'en aliéner aucune partie.

Il s'interdira également, de la façon la plus formelle, tout prélèvement, à quelque titre que ce soit, sur les produits de la Régie, lesquels resteront formellement et définitivement attribués à la collectivité des colons pour être affectés aux œuvres fixées par l'art. 7.

Art. 9. — Le directeur général de la Régie exercera, dans les limites territoriales fixées par l'art. 2, par délégation du représentant de la France auprès du gouvernement marocain, tous les pouvoirs d'administration et de contrôle attribués à ce dernier à l'égard des populations européennes et indigènes.

Art. 10. — Les colons français seront armés. Ils formeront une milice coloniale dont l'organisation sera fixée par décret du gouvernement français (25).

Art. 11 et dernier. — Le statut de la Régie, réglant les clauses et conditions non prévues par la présente loi, sera établi sous la forme d'un accord avec le gouvernement marocain.

Lucien Deslinières, **le Maroc Socialiste**, Giard et Brière, 1912, pp. 3-4.

7 — UN PATRIOTISME HEXAGONAL : MAURICE ALLARD

En 1913, la campagne contre la loi de trois ans mobilise les efforts de l'ensemble du Parti socialiste : au début du mois d'août le projet, voté par la Chambre, est en discussion au Sénat. Dans l'**Humanité** qui paraît sur six pages depuis le 25 janvier, un éditorial est réservé chaque semaine à un des socialistes qui ont été désignés pour collaborer régulièrement au journal, en raison de leur appartenance passée à un des anciens partis. C'est ainsi que le 7 août Maurice Allard répond à un éditorial du sénateur de la Guadeloupe Henry Bérenger, paru la veille dans le quotidien qu'il avait fondé en 1903, l'**Action.**

C'est l'occasion pour Allard de définir avec une grande vigueur polémique sa conception d'un patriotisme limité à la défense de l'héxagone face au néo-patriotisme

(25) Le projet d'armement des colons s'inspire, écrit l'auteur, de considérations de défense nationale : l'Afrique du Nord fait corps avec la France ; la milice permettra aux Français de défendre le pays, le projet de colonie socialiste au Maroc a donc un réel « intérêt national ».

impérial des coloniaux et aux exigences militaires et financières qui en découlent. Mais ce l'est aussi d'exprimer avec naïveté et pharisaïsme la conscience qu'il a de la supériorité des civilisations européenne sur celles de ces « noirs primitifs et grotesques ». Il nous semble que ce qui s'affirme ici sans fard, toutes censures intérieures abolies, c'est un de ces sentiments très profonds qui, dans les pays industriels aux techniques avancées et à l'ancienne culture, s'opposèrent si efficacement à ce que la III[e] Internationale nommera plus tard l'internationalisme prolétarien.

A dire vrai Maurice Allard, alors âgé de 53 ans, avait gardé le goût du paradoxe et de la boutade. Né à Amboise, il avait fait ses études de droit à Paris, milité très jeune dans les organisations socialistes et partagé sa vie politique entre le Var et la capitale. De 1898 à 1910 il avait été député de Draguignan. Membre du Comité Révolutionnaire Central, il s'était fait remarquer, comme beaucoup d'amis de Vaillant, par son vigoureux athéisme et, depuis 1905, par son orientation hervéiste.

Si j'en crois M. Henry Bérenger (26) je dois avoir autant d'affection pour le Gabon, la Côte d'Ivoire, le Cameroun ou le Dahomey que pour le coin de terre où je suis né dans la vieille Touraine. Le sol de nos colonies est, dit-il, aussi français que le sol métropolitain. Il ne permettra pas que l'on puisse dire que nos colonies, anciennes et nouvelles, ne sont pas la France.

Ainsi donc, d'après ces formules étranges, la patrie n'est plus le pays de notre langue et de nos traditions, le sol où nos parents, nos ancêtres et nous-mêmes sommes nés, le milieu où s'est développé, de générations en générations, ce qu'on appelle le génie national. Paris, Lyon, Marseille, Bourges, Dijon, Bordeaux, Rennes, Tours et Poitiers ne doivent pas plus compter à nos yeux que le village de l'Afrique orientale ou occidentale que nous venons d'arracher par le fer et par le feu à quelques malheureux nègres réduits par notre conquête à s'exhiber, en

(26) Né en 1867, Henry Bérenger fit une carrière d'homme de lettres, fréquemment couronné par l'Académie française, et, à partir de 1903, d'homme politique. C'est à cette date en effet qu'il fonda **l'Action** et c'est en 1912 qu'il fut élu sénateur de la Guadeloupe : il le restera jusqu'en juin 1940. Radical-socialiste, dreyfusard, fermement libre-penseur, il fut de ceux qui soutinrent Combes et le général André dans l'affaire des fiches mais rompirent totalement avec les socialistes au moment du congrès de Stuttgart : « Il ne reste rien, écrivait-il le 29 août 1907, de l'ancien socialisme français ». Son évolution est caractéristique de celle des radicaux, entraînés au début du siècle dans les affaires et l'administration coloniale. Le 1er août, au Sénat : il avait vigoureusement défendu la loi de trois ans au nom des « départements coloniaux ».

qualité d'esclaves, soit dans la parade du 14 juillet (27), soit dans celle de la foire de Neuilly ou de la place de la Nation. Ces Gabonnais, Dahoméens, Cafres et Boschimans, quoique d'ailleurs dénués de tous droits civiques et pourvus d'un vocabulaire allant jusqu'à cent mots, sont des Français au même titre, paraît-il, que M. Henry Bérenger. Il découle de cela que le patriotisme ne consiste plus à se faire casser la figure pour la défense de ce qu'on appellait jadis le sol natal. La plus grande partie de la France se trouvant maintenant en Afrique, le patriotisme consiste à armer les Français, blancs ou noirs, dit M. Bérenger, non plus pour préserver le sol national proprement dit, mais pour défendre ou conquérir des colonies nouvelles.

Avec quel dédain il parle des trente-neuf millions d'habitants de la Métropole ! Les colonies en comptent soixante millions. Il est donc juste que l'on ruine la métropole et que l'on désorganise sa défense au profit des quelques princes de la République qui règnent sur les soixante millions de « Français » de notre empire colonial. Aussi c'est d'un cœur extraordinairement léger que l'on sacrifie la vieille France à ce que les néo-patriotes appellent la France nouvelle.

C'est à ce néopatriotisme que l'on doit la faillite financière qui s'annonce pour l'année prochaine, la loi de trois ans, la vie chère et les lourds impôts qui nous accablent.

Et maintenant voyons les résultats au point de vue colonial. En Tunisie on compte plus de 130.000 Italiens, tandis que le nombre des Français n'y atteint pas 40.000, et encore ces Français ne sont-ils pour la plupart que des fonctionnaires d'occupation. Ainsi se vérifie la prophétie d'un célèbre homme d'Etat italien : « La Tunisie est une colonie italienne gardée par des soldats français ».

Il est vrai que, au milieu de ces Italiens, quelques sénateurs, députés et journalistes français ont su faire de très bonnes affaires en acquérant à vil prix de nombreux et magnifiques terrains arrachés aux indigènes.

Il est vrai encore que ces députés, sénateurs et journalistes, tout en crient à la dépopulation de la France, invitent quotidiennement les paysans français à se déraciner, comme dirait M. Maurice Barrès, et à venir s'installer en Tunisie sans espoir de retour, afin d'apporter à leurs

(27) Le 14 juillet 1913, le défilé militaire, particulièrement fastueux intégra pour la première fois 1600 tirailleurs indigènes : Africains du Nord, noirs, Annamites et Malgaches. Ces « pionniers de la plus grande France » avaient été reçus solennellement la veille à l'Hôtel de Ville.

exploitations le bénéfice de leur science et de leur politique agricole.

La France se dépeuple, hurlent ces bons apôtres, et toute leur énergie s'emploie à la dépeupler encore davantage au profit de leurs olivettes, de leurs plantations africaines. Il leur faut aussi des soldats pour veiller sur leurs propriétés en Tunisie ou ailleurs. De là, la loi de trois ans, les 6 milliards du budget de 1914 et le milliard supplémentaire de la couverture financière de la loi militaire.

Et, pendant que la France paie, le général Toutée, candidat au Conseil général de l'Yonne, nous apprend ce qui se passe au Maroc (28).

« J'ai remarqué, dit-il, que derrière le drapeau s'était installé un régime de pillage éhonté. Les champs, les maisons, les personnes, les biens privés, les deniers de l'Etat, rien n'était respecté. Comme les vautours suivent les armées, des bandes d'aventuriers, y compris des fonctionnaires sous mes ordres, dévoraient le pays confié à mon honneur. J'ai voulu voir clair d'abord, et mettre un terme à cette gabegie. J'en ai été empêché ».

Et le général Toutée ajoute :

« Parmi les modestes employés qui m'avaient renseigné ou servi dans cette tâche, le plus important a été assassiné dans les vingt-quatre heures. Les autres ont été frappés, dispersés ; les archives ont été lacérées, brûlées ou jetées au vent ; les témoins de justice ont été, par dizaines, arrêtés, emprisonnés, dépouillés, exilés. Après deux ans d'attente, je constate que ces crimes sont restés impunis. Leurs auteurs ou les complices de ces criminels sont récompensés, avancés, décorés. Ils approchent, circonviennent, influencent les autorités les plus élevées de la République ».

Inutile de dire que les journaux font le silence le plus complet sur ces graves révélations. Les pillards, les tripoteurs et leurs assassins ont leurs défenseurs et leurs protecteurs au sein même du gouvernement.

Quant au Maroc de demain, il deviendra ce qu'est actuellement la Tunisie. Le sang et l'or de la France auront

(28) Georges Toutée, né à Saint-Fargeau dans l'Yonne en 1855, avait fait une carrière d'explorateur et d'officier colonial. C'est lui qui, en 1894/95, avait pour la première fois relié Cotonou au Niger. En 1913 il revient dans son département natal, où le radicalisme avancé occupait de solides positions et où l'on n'était guère favorable aux conquêtes coloniales, pour y entreprendre une carrière politique. Sur les difficultés auxquelles il s'était heurté pendant ses explorations, cf. G. GANIER, « Les rivalités franco-anglaises et franco-allemandes de 1894-1898 » in **Revue française d'histoire d'Outre-mer**, T. 49, 1962, p. 181-261.

été gaspillés au profit de quelques princes de la République et pour offrir aux Italiens, aux Espagnols, aux Maltais et aux Allemands une colonie où ils seront chez eux.

C'est ce qu'on appelle « la plus grande France ». Amère duperie ! Je ne connais qu'une France : celle d'Europe, et j'affirme à M. Bérenger que je me sens intellectuellement bien plus près d'un Allemand que des noirs primitifs et grotesques embauchés par M. Etienne pour rehausser le prestige de la revue du 14 juillet. Si français qu'ils soient, je leur préfère mes voisins d'Allemagne.

Une ligne de Goethe ou de Schopenhauer me donne plus de satisfaction que les contorsions des soixante millions de « Français » qui font la joie de M. Bérenger.

L'Humanité, 7 août 1913.

6

Georges FISCHER

GRANDE-BRETAGNE : LE PARTI TRAVAILLISTE ET L'INDE 1905 - 1914 *

D'une façon générale l'Inde et son avenir ont assez peu préoccupé le parti travailliste. Il faut faire toutefois exception pour les socialistes et les travaillistes anglais que des circonstances particulières ont amenés à séjourner en Inde : ainsi Hyndman dont la famille y avait vécu, Keir Hardie, MacDonald et Webb qui y ont voyagé. Sans parler de cette femme exceptionnelle Annie Besant (1847-1933) : socialiste et fabienne de la première heure, grande prêtresse de la théosophie, elle figure dès cette époque parmi les dirigeants du mouvement national indien.

Il n'est pas facile de définir l'attitude du Labour Party et des socialistes anglais devant le problème indien. Elle apparait en effet très diversifiée, en fonction des courants idéologiques et des comportements qui caractérisent le mouvement travailliste, et fortement marquée par un certain nombre de traditions nationales : l'attachement au libéralisme et au libre-échange, l'influence des benthamistes et des utilitaristes, la confiance dans les vertus du parlementarisme et dans la capacité de Westminster à protéger le peuple indien et à assurer son évolution progressive et, parallèlement, une sourde inquiétude devant les conséquences possibles de tout mouvement de masse.

Le respect des méthodes constitutionnelles est un des grands thèmes des travaillistes, le conseil qu'ils donnent aux nationalistes indiens avec le plus d'insistance.

L'attitude des travaillistes découle tout naturellement de leur exaltation du rôle des Communes et des méthodes parlementaires, de leur méfiance à l'égard de la violence et de l'action de masse. Hardie exprime admirablement cette attitude lorsque, s'adressant au parti des Jeunes Egyptiens en 1909 à Genève, il le met en garde contre

*) Cette étude est en grande partie extraite du livre que GEORGES FISCHER vient de publier aux éditions Fr. Maspéro sous le titre : **Le Parti travailliste et la décolonisation de l'Inde**, 1966, 342 p.

tout langage violent et lui conseille de se méfier des organisations secrètes et des soulèvements armés : l'exemple de l'Irlande et de la Russie montre que les organisations secrètes sont noyautées par des espions et des agents provocateurs. Hardie conseille aux Jeunes Egyptiens de convaincre de la justesse de leur cause l'opinion publique aussi bien en Egypte qu'en Grande-Bretagne. « C'est seulement en prouvant votre capacité que vous pourrez vous débarrasser de l'intervention étrangère et rendre l'Egypte aux Egyptiens » (1). L'organe de l'Independant Labour Party, commentant le voyage en Inde de Hardie en 1907, souligne que celui-ci s'abstient d'encourager une action séditieuse quelconque qui, si elle échouait, provoquerait une dure répression militaire et, si elle réussissait, ce qui est improbable, constituerait le signal d'un terrible affrontement des races et des religions. L'agitation politique légale est le meilleur moyen d'émancipation, infiniment plus efficace que la révolte armée (2). Hyndman, seul, conseillait au Congrès une attitude plus combative et se montra, dès 1897, favorable à une révolte (3), mais, comme le constate un curieux rapport de l'Indian Office, il n'a jamais conduit ou suscité des activités séditieuses en Inde (4).

Rien n'est plus intéressant, à cet égard, que le voyage de Hardie en Inde. A Poona, en octobre 1907, le leader travailliste insiste auprès des personnalités indiennes, notamment de Tilak et de Kelkar, sur l'emploi de méthodes constitutionnelles et sur l'unité du Congrès, ce qui permettra de faciliter la tâche de leurs amis en Angleterre. Sans doute Hardie déclare aussi, mais en passant, que les Indiens doivent compter sur eux-mêmes, avoir confiance dans leurs propres forces. A Poona, donc, il met en avant le rôle des amis de l'Inde en Angleterre et celui du Labour au parlement. A son avis, c'est à ces amis, c'est au Labour, que les Indiens devraient faire confiance. A Tanjore il conseille aux Indiens de ne pas trop se préoccuper des projets de loi antiséditieux ; ces projets viendront devant le parlement à Londres où les amis de l'Inde prendront les mesures nécessaires. Il estime même que la prochaine session du Congrès National Indien devrait

(1) **Labour Leader,** 24 sept. 1909, p. 618.
(2) **Ibid.,** 21 février 1908, p. 120. V. aussi dans le même sens **Ibid.,** 11 novembre 1907, p. 248 ; HARDIE, **Indian Budget speech,** I.L.P., 1908.
(3) HYNDMAN, **The aproaching catastrophe in India,** p. 16.
(4) Ce rapport a été rédigé à la suite d'une dénonciation contre Hyndman, INDIA OFFICE, **Proceeding of the Judicial and Public Departement,** 1907, file 1457.

se tenir à Londres, ce qui serait, selon lui un des seuls moyens efficaces pour que quelque chose de concret sorte de l'agitation actuelle. D'ailleurs, tous les rapports administratifs et de police s'accordent pour constater que Hardie, au cours de son voyage, a été extrêmement modéré et que le seul encouragement que les nationalistes Indiens peuvent en tirer est la promesse que le parti travailliste leur apportera son appui au parlement de Londres (5).

On voit donc que les Travaillistes estiment pouvoir, par les conseils qu'ils donnent au Congrès et par l'action parlementaire qu'ils mènent à Londres, faire autant, sinon plus, pour la cause indienne que les nationalistes eux-mêmes. Il convient de signaler, à ce propos, les liens personnels nombreux qui s'établissent entre travaillistes et nationalistes indiens. Le modéré Parmeshwar Lall se fait interviewer par le **Clarion** (6), quelques semaines après que Jowett, un des membres influents de l'I.P.L., y a dénoncé le 14 juin le système tyrannique qui sévit en Inde. Bipin Chandra Pal (1858-1932) qui, vers 1907, réclame, avec A. Ghose, le self-government en dehors de l'Empire mais qui deviendra un modéré après 1909, écrit dans le **Labour Leader** (7) et dans la **Socialist Review** (8). Hyndman le mentionne avec beaucoup de sympathie (9). Pal assiste en tant qu'invité à la conférence de 1910 du parti travailliste indépendant, y prend la parole et déclare à l'adresse des délégués qu'il les appelle frères et soeurs, ne pouvant pas encore les appeler camarades (10). Dadabhai Naoroji a été, nous le savons, un grand ami de Hyndman ; Keir Hardie affirme que c'est de lui et de Gokhale qu'il tient le peu qu'il sait sur ce pays. Gokhale publie d'ailleurs un article dans le **Reformers' Year Book** de 1908, de tendance radicale sympathisant avec les travaillistes. Les Webb expriment en 1912, leur admiration pour cette personnalité si modérée qui les frappe par sa sagacité et par sa maîtrise de soi qui en fait un homme d'Etat (11). Lajpat Rai qui demeura toute sa vie un modéré, malgré la réputation

(5) INDIA OFFICE, **Proceedings of the Judicial and Politic Departement**, 1907, file 3476 ; **Proceedings of the Home Departement**, vol. 7875, february, 1908, p. 381-95. Minto lui-même qui rencontre Hardie, reconnait sa modération et pense qu'il a en partie raison. Cependant le Roi, en 1909, qualifie Hardie de gredin qui fomente la sédition en Inde et en Angleterre contre le gouvernement établi. DAS, **op. cit.**, p 84-85, 119.

(6) **Clarion**, 2 août 1907, p. 1.

(7) 29 avril 1910 ; 17 mars 1911.

(8) Septembre 1910 - février 1911, p. 219-32.

(9) HYNDMAN, **The Awakening of Asia**, London, Cassel, 1919, p. 251.

(10) I.L.P. **Report of the Annual Conference**, 1919, p. 82-84.

(11) WEBB (B.) **Diairies**, vol. 31, p. 77-83.

qu'on lui a faite à l'époque ou nous nous plaçons, écrit, lui aussi, dans le **Labour Leader.** Il est en rapport avec Hyndman qu'il impressionne beaucoup (12). Lors de leur voyage en Inde, les Webb déclarent qu'ils ont de plus en plus d'affection pour Rai qui n'est sans doute pas fidèle aux liens actuels avec la Couronne, mais qui est absolument opposé à tout terrorisme et veut convertir tous les Indiens à la cause du self-government (13). Sidney Webb préfacera d'ailleurs un des ouvrages de Rai (14).

FACE AUX THÈMES, AUX OBJECTIFS ET AUX MÉTHODES DU NATIONALISME INDIEN

Abordons maintenant un autre aspect de l'attitude travailliste. John Morley a assez lucidement analysé la complexité du nationalisme indien, réactionnaire et révolutionnaire à la fois, s'inspirant des plus nobles idées et des plus grands noms de l'histoire littéraire et politique anglaise, cherchant à utiliser les moyens les plus modernes, admirant les progrès du Japon et les révolutions qui se produisent en Turquie, en Chine, en Perse, mais en même temps cultivant les traditions et exaltant une religion que le vieux libéral juge féroce et primitive (15). Pour les travaillistes, le nationalisme indien est moins explosif : son contenu est, et doit être, moins passionnel.

Ils aperçoivent l'importance du problème religieux mais les dangers qui en découlent semblent en général leur échapper. Déjà l'humaniste radical, Lowes Dickinson, constatait qu'en Inde la note dominante est la religion, en Chine, l'humanité, et au Japon, la chevalerie. Il montra, en même temps que **l'Arya Samoj,** mouvement de réforme de l'hindouisme, contribuait à donner aux Indiens une conscience nationale et renforçait l'opposition à la domination étrangère (15). Sans doute l'organe de l'I.L.P., indique, dans un éditorial, les risques de luttes religieuses qui naîtraient en Inde d'une action séditieuse couronnée de succès (17). Mais il s'agit ici d'une mise en garde très exceptionnelle ; l'argument religieux est tout à fait secon-

(12) HYNDMAN, **The Unrest in India,** p. 12.
(13) WEBB (B.), **Diaries,** vol. 30, p. 304.
(14) RAI (L.L.), **The Arya Samoj,** London, Longmans Green, 1915.
(15) MORLEY. **Recollections,** vol. 11, p. 154-156.
(16) DICKINSON (J.L.), **An Essay on the Civilisation of India, China and Japan,** London, Dent, 1914, p. 7-41, surtout p. 9.
(17) **Labour Leader,** 21 février 1908.

daire et vient simplement appuyer la thèse principale qui est dirigée contre la sédition. D'ailleurs Hardie déclare, lors du banissement de Tilak (18), que personne d'autre n'a autant d'influence sur la classe ouvrière et la paysannerie. Or Tilak qui a indiscutablement touché les masses, y est parvenu surtout au moyen de la religion, répandant ainsi les germes des difficultés et des divisions ultérieures, mais Hardie ne s'en aperçoit pas.

Hyndman n'est guère plus perspicace. Il décrit avec enthousiasme la manière dont B. C. Pal, en se fondant sur la religion exalte les sentiments patriotiques indiens. Il ajoute que les Musulmans présents applaudissent, ce qui, d'après lui, est d'autant plus naturel que les Musulmans appartiennent à la même race que les Hindous. Hyndman se contente de constater que la religion touche le peuple et qu'elle véhicule efficacement le nationalisme (19).

Les Webb eux aussi considèrent avec admiration l'**Arya Samoj,** secte réformatrice qui diffère singulièrement de l'hindouisme orthodoxe d'un Tilak. Certes, lorsqu'ils parlent de l'oeuvre du fondateur de l'**Arya Samoj,** Danayand Saraswati,, les Webb s'étonnent d'y trouver « la combinaison si répandue parmi les gentlemen hindous que nous avons rencontrés, de subtilité intellectuelle, de vaste culture, et de mentalité presque infantile dépourvue de sens critique et d'esprit scientifique ». (20) Mais ils constatent que Gokhale sait délimiter les sphères respectives de la religion et de la science. Ils semblent admettre que cette délimitation demeure assez aisée et se réjouissent que l'**Arya Samoj,** en réformant l'hindouisme, renforce le nationalisme. Pourtant Lajpat Rai affirme dans son ouvrage que l'Arya Samoj doit être militant sur le plan de l'esprit et sur celui de la politique, car il doit contrebalancer deux églises militantes : l'Islam et la Chrétienté. Pour lui aussi l'**Arya Samoj** constitue une étape sur la voie de l'intégration nationale et, plus que l'hindouisme, représente le nationalisme indien (21). Mais les Hindous ne sont pas toute l'Inde. Dans sa préface à l'ouvrage de Rai, S. Webb ne semble pas s'en apercevoir. Il exalte l'esprit réformateur et puritain du mouvement de l'**Arya Samoj,** le ferment spirituel qu'il apporte, le courage et l'élévation morale qu'il traduit, l'effort d'éducation morale et d'ascétisme qu'il représente, le

(18) **Labour Leader,** 31 juillet 1908, p. 489.
(19) HYNDMAN, **The Awakening of Asia,** p. 251.
(20) WEBB (B.), **Diaries,** vol. 30, p. 302.
(21) RAI, **The Arya Samoj,** p. 271, 282-83.

désir qu'il manifeste de rompre avec les coutumes des castes et du brahamisme ainsi qu'avec la pédagogie européenne et le bureaucratisme anglais (22). Peut-être les Webb considèrent-ils ce phénomène en transposant le modèle des actes et des réveils religieux anglais. Peut-être y voient-ils une manifestation de cette conscience sociale chère à Béatrice Webb.

En revanche, les travaillistes aperçoivent très clairement le caractère essentiellement modéré du nationalisme indien. Aux Communes, ils insistent constamment sur le fait que, s'il existe des violences en Inde, elles sont dues uniquement aux mesures prises par le gouvernement anglais. Suivant Keir Hardie, le **Congrès National Indien** est foncièrement loyal, divisé en deux tendances dont l'une est d'une modération extrême et l'autre, d'un extrémisme modéré (23). Il souligne que les nationalistes, même lorsqu'ils organisent le boycott, emploient des méthodes strictement constitutionnelles et condamnent tout attentat ou action violente (24). De son côté, MacDonald s'élève aux Communes, contre les restrictions à la liberté de la presse en Inde, car, dit-il, de telles mesures détruiront « ce grand parti du centre de constitutionnalistes modérés sur qui, en dernière analyse, le gouvernement de l'Inde reposera un jour » (25).

Cette attitude est d'autant plus compréhensible que, comme nous l'avons vu, les travaillistes ont des contacts personnels surtout avec des modérés. Lajpat Rai l'est aussi : si son objectif est, à l'époque, plus audacieux que celui de Tilak, ses méthodes sont plus modérées et c'est ce qui compte, car Rai lui-même ne croit pas à la réalisation prochaine du but qu'il s'est fixé. D'autre part Gokhale et son courant, timorés sur le plan politique, ont un programme de réformes sociales plus avancé que Tilak, Ghose et d'autres nationalistes plus extrémistes (26). Ces derniers, qui ont le véritable contact avec les masses, estiment que les transformations et les réformes sociales doivent intervenir seulement après l'aboutissement de la lutte pour

(22) **Ibid.**, p. XI-XVII.
(23) HARDIE, **India, Impressions and Suggestions**, p. 103-104, p. 124.
(24) **Ibid.**, p. 26, 68, 111-12 ; **Labour Leader**, 21 mai 1909, p. 329.
(25) **Parliementary Debates, House of Commons, (H. C.)**, 26 juillet 1910, col. 2003.
(26) TAHMANKAR, **Lokamanya Tilak, Father of Indian, Unrest and Maker of Modern India**, London, 1956, p. 33 ; **Chirol, du Times**, accuse d'une façon parfaitement injustifiée les Bradlaugh, Hume, Webb, Wedderburn, Cotton d'assumer la responsabilité de l'orientation du **Congrès** qui, du domaine de la réforme sociale a passé à celui plus populaire de l'agitation politique. CHIROL (V.), **Indian Unrest**, London, Macmillan, 1910, p. 156-57.

l'objectif premier, suprême : l'autonomie ou l'indépendance politique.

FACE A LA STRUCTURE SOCIALE DU CONGRES ET DU MOUVEMENT NATIONAL

A un autre niveau d'analyse, on peut examiner le mouvement national au point de vue de son contenu social, des intérêts concrets qu'il représente, de sa structure interne, de ses objectifs, des forces sociales qu'il affaiblit ou renforce tant sur le plan interne que sur celui des rapports internationaux. C'est à ce niveau d'analyse que se situe, par exemple, Marx dans son attitude à l'égard du nationalisme (27). Vues sous cet angle, l'attitude et les conceptions travaillistes paraissent hésitantes et imprécises.

A l'époque où nous nous plaçons, la majorité des délégués à la réunion annuelle du Congrès proviennent des nouvelles classes moyennes (les juristes à eux seuls en constituent 40 %). L'organisation est largement financée par des propriétaires terriens (28). Gokhale fonde en 1905 la **Servants of India Society** (conçue comme une association non politique et destinée à promouvoir des réformes sociales et économiques). En 1907, Tata décide d'y contribuer en soulignant que la présence de Gokhale constitue une garantie contre les activités subversives et en insistant pour que la société exige le développement industriel du pays (29).

Lors de leur voyage en Inde, les Webb assistent à la réunion annuelle du **Congrès National Indien,** et ils sont quelque peu déçus. Le Congrès semble être assez désorienté par la sécession des extrémistes et par la concurrence que représente pour lui l'activité des conseils législatifs. Entre le Congrès et une conférence politique ou syndicale anglaise, les Webb voient une différence frappante : au sein du Congrès il n'y a pas de vrais débats. Cependant, les Webb affirment que le Congrès constitue un moyen très utile pour permettre aux classes instruites

(27) Voir l'excellent ouvrage de BLOOM (S.F.), **The World of Nations. A study of the National Implications in the work of Karl Marx,** New-York, Columbia University Press, 1941.

(28) GHOSH (S.C.), **The Development of the I.N.C., 1892-1909,** Calcutta, 1960, p. 11-12 ; EDWARDES (M.), **The last days of British India,** London, Cassel, 1963, p. 23.

(29) WOLPERT, **Tilak and Gokhale, Revolution and Reform in the Making of Modern India,** California University Press, 1962, p. 164.

de manifester leur mécontentement. Les délégués qui participent aux réunions du Congrès ne ressemblent pas plus au peuple, qu'une législature élue formée d'hommes riches et de bourgeois ne ressemble aux millions de salariés au nom desquels elle légifère (30). Et les Webb de constater que cette couche instruite se montre pessimiste quant à la mise en oeuvre de son idéal, en raison notamment des divisions entre Hindous et Musulmans et de l'existence des Intouchables : comment introduire la démocratie avec cinquante millions d'Intouchables ?.

Selon les Webb, l'Angleterre devrait s'entendre avec la « nouvelle classe indienne » (31), et ils exaltent le rôle des membres des nouvelles professions libérales, petits fonctionnaires, instituteurs, hommes de loi, officiers de santé (32).

Beaucoup plus hésitantes apparaissent les idées de Keir Hardie. Lors de son voyage en Inde, au cours d'une discussion avec un magistrat, à Bénarès, le 8 octobre 1907, il insiste sur la nécessité de ménager « les propriétaires terriens et les classes ayant quelque chose à perdre, qui font de leur mieux pour garder des positions modérées et pour donner des conseils de modération » (33). Le 18 juillet 1906, à la Chambre, Hardie réclame la nomination, au Conseil du Secrétaire d'Etat, d'un Indien instruit (34). En 1908 il attaque les projets Morley, car, à son avis, ils affaiblissent l'influence de la classe moyenne instruite (35), et, en 1909, il insiste sur le rôle et l'importance de la classe instruite, comme le fait d'ailleurs aussi Lajpat Rai. Mais il affirme en même temps qu'il ne fait pas plus confiance à la classe moyenne instruite de l'Inde qu'à celle de l'Angleterre et que le remède consiste notamment dans l'introduction du suffrage universel (36). Selon lui, la prédominance de la classe moyenne instruite au sein du mouvement nationaliste est temporaire et prendra fin peu à peu grâce à des réformes **politiques.**

Quant au Congrès qui représente les classes instruites, Hardie estime en 1908 qu'il est déterminé à aider les paysans pauvres (37) ce qui est loin d'être certain. De son

(30) WEBB (B.), **Diaries,** vol. 30, janvier-mars 1912, p. 185-88.
(31) **Ibid.,** vol. 31, avril 1912, p. 104.
(32) Préface de S. Webb à RAI, **The Arya Samoj,** p. XI-XVII.
(33) INDIA OFFICE, **Proceedings of the judicial ad public Departement,** 1907, file 3474 (semi offcial n° 574, 8 octobre 1907, p. 8).
(34) **Labour Leader,** 27 juillet 1906, p. 154.
(35) **Ibid.,** 21 février 1908, p. 116.
(36) **H.C.,** 1er avril 1909, col. 594-98.
(37) I.L.P., **Report of the Annual Conference,** 1908, p. 66.

côté l'I.L.P. proclame sa sympathie pour les buts poursuivis par le Congrès. Il y a quelque contradiction entre ces attitudes et l'article de la même année dans lequel Hardie constate l'influence exclusive de Tilak sur la classe ouvrière et la paysannerie (37).

L'IDEE D'UN PARTI OU D'UN MOUVEMENT OUVRIER

Deux ans plus tard la Conférence annuelle de l'I.L.P. va déclarer cependant qu'avant toute solution du problème indien, il est nécessaire de créer en Inde une organisation ayant le même objectif que le mouvement travailliste en Angletere : améliorer les conditions d'existence des paysans et des travailleurs (38). Cette prise de position importante mérite d'autant plus d'être examinée qu'elle sera renouvelée par la suite et qu'elle représente, au sein du mouvement travailliste, une aspiration durable mais intermittente. Dès 1904, il convient de le remarquer, le parti travailliste préconise des accords plus étroits personnels et institutionnels, avec les colonies, leurs organisations agricoles ou politiques, afin de leur communiquer l'expérience du mouvement britannique et d'organiser des actions communes (39). Ce projet qui ne se réalise pas pendant la période qui nous intéresse ici, traduit une idée approuvée en 1900 à Paris, par le Congrès Socialiste International.

En 1905, puis en 1907 (40), l'I.L.P. se déclare convaincu que le socialisme indien est en train de naître et que la bannière socialiste se lèvera dans chaque ville du Bengale (41).

Quelles sont donc les raisons qui expliquent le changement d'attitude entre 1908 et 1910 ? Le voyage de Hardie suscite des espoirs. L'emprise de Tilak sur les masses provoque des doutes quant à la représentativité du Congrès. Les travaillistes, tout en acceptant les principes des réformes de Morley, ont lutté pour les améliorer. Ils sont donc un peu gênés de constater « la gratitude super-

(37) **Labour Leader,** 31 juillet 1908, p. 489.
(38) **Labour Leader,** 31 juillet 1908, p. 489.
(39) **Report of the Annual Conference of the L. P. (RAC),** 1906, p. 15, 47-48 ; 1909, p. 72-73 ; 1911, p. 72 ; **Labour Leader,** 23 février 1904, p. 574. En 1909, Keir Hardie insiste sur l'importance de tenir en 1910, en même temps que la conférence impériale officielle, une réunion du mouvement ouvrier de l'Empire pour examiner des questions d'intérêt commun, telles que le libre-échange, le militarisme, l'émigration.
(40) **Labour Leader,** 3 nov. 1905.
(41) **Labour Leader,** 25 août 1907, p. 273.

flue » avec laquelle le Congrès accueille en décembre 1908 ces réformes qui déjà sont presque dépassées. De leur côté MacDonald et sa femme reviennent, en 1909, de l'Inde, convaincus que tous les Indiens ont foi dans le parti travailliste. L'industrialisation de l'Inde se poursuit et le prolétariat augmente, ce qui provoque les mêmes maux qu'en Angleterre. Les MacDonald déclarent avoir assisté, à Bombay, à des réunions syndicales ; les participants ont apprécié le travail effectué par le Labour en faveur de l'Inde et ont exprimé l'espoir qu'ils pourront bientôt travailler la main dans la main avec leurs camarades anglais au sein d'un parti travailliste international (42).

Un autre événement qui peut contribuer à expliquer la nouvelle attitude de l'I.P.L. est la position qu'adopte Hardie au retour de son grand voyage autour du monde. Dans une interview d'août 1908, il expose que pendant son voyage il a eu des conférences avec les éléments les plus actifs du mouvement ouvrier et socialiste en Afrique du Sud, à Ceylan, en Inde, en Australie, en Nouvelle Zélande et au Canada. Il estime avoir posé les bases de la future fédération de tous les partis travaillistes de l'Empire. Sans doute existe-t-il des différences entre ces mouvements ; ils ont cependant un objectif : l'émancipation de la classe ouvrière. Cet objectif constituera d'ailleurs le seul programme commun de la fédération. Celle-ci pourra être un instrument efficace pour imposer la paix au besoin par la menace de la guerre sociale. Elle constituera une première étape sur la voie de la solidarité universelle des travailleurs (43).

Le plan de Hardie étonne certains milieux du mouvement ouvrier qui ne le trouvent pas exempt d'arrière-pensées impérialistes. Il est commenté avec quelques embarras par l'organe de l'I.P.L. qui s'efforce de démontrer que les impérialistes ne se réjouissent pas du projet d'une fédération des travaillistes de l'Empire. Suivant le **Labour Leader,** il s'agit d'un projet grandiose, qui consoliderait la paix, élèverait le niveau moral de la civilisation et serait plus facile à mettre en œuvre que celui d'une fédération impériale fondée sur le protectionnisme et les intérêts capitalistes. Mais le **Labour Leader** insiste surtout sur deux idées. La première est celle de Mac-Donald : les dépendances britanniques connaissent des problèmes raciaux

(42) **Ibid., 31 décembre 1909, p. 847.**
(43) **Ibid., 28 août 1908, p. 554.**

ignorés par l'Europe, problème que l'on peut résoudre seulement par l'élaboration et l'application d'abord au sein de l'empire et ensuite dans le monde tout entier, de normes régissant la vie économique et les rapports moraux. La seconde idée tend à prôner par priorité l'établissement de relations spéciales avec les syndicats américains : la fédération des syndicats américain et anglais créerait une force énorme, rédemptrice de l'humanité (44).

Il faut également rappeler que l'année 1909 apporte à l'Angleterre des difficultés économiques. Les travailleurs anglais sont donc particulièrement sensibles aux nouvelles de plus en plus nombreuses relatives à l'industrialisation de l'Inde, à la concurrence que l'industrie indienne peut faire à celle de la métropole grâce à l'exploitation particulièrement dure d'une main-d'oeuvre inorganisée. L'année 1909 voit aussi la publication de plusieurs rapports sur les conditions de travail en Inde. Ces rapports suscitent des questions au parlement et des articles dans les journaux (45). La femme de MacDonald, à son retour de l'Inde, dénonce d'une façon particulièrement émouvante les conditions inhumaines imposées aux travailleurs de l'Inde ainsi que le travail des enfants (45). Cette inquiétude subsistera et, comme nous l'avons vu, c'est en 1911, à propos de la législation du travail, que le parti travailliste adoptera sa première résolution sur le problème indien. Le premier mars de la même année, des dirigeants du mouvement ouvrier britannique se réunissent en conférence avec des représentants des travailleurs indiens en vue d'établir une organisation ouvrière en Inde. A la conférence du parti travailliste, un document circule, qui décrit les conditions de travail en Inde et insiste sur l'établissement dans ce pays d'une **General Workers Union,** agissant sous la direction d'un comité fédéral comprenant des délégués de différents syndicats anglais auxquels seraient adjoints des représentants des travailleurs indiens. Ce comité est désigné : il comprend 25 membres dont 23 représentent le T.U.C., l'I.L.P., le parti travailliste, et 2 Indiens : Talcherkar et Saktlatvala qui deviendra, après la première guerre mondiale, député travailliste, puis membre du parti communiste. La composition du comité et le pro-

(44) **Ibid.,** 4 septembre 1908, p. 568.
(45) **Ibid.,** 5 mars 1909, p. 155 et 24 septembre 1909, p. 612 ; « A Hindu Sweating under the government of India », **Socialist Review,** vol. VI, septembre 1910 - février 1911, p. 131-36.
(46) **Labour Leader,** 17 décembre 1909, p. 806.

jet qu'il a préparé doivent être soumis pour approbation à toutes les organisations syndicales membres du T.U.C. Le Comité se propose d'aider immédiatement les travailleurs indiens à s'organiser et à obtenir l'adoption d'une législation permettant aux syndicats de fonctionner librement (47).

Ces projets n'aboutissent guère, ce qui ne saurait surprendre, car il est impossible de créer un mouvement social depuis l'étranger. Seuls s'en inquiètent en Inde des capitalistes qui s'indignent de l'entrevue d'une délégation travailliste avec le Secrétaire d'Etat et s'élèvent contre l'introduction du droit syndical, estimant que le travailleur indien est incapable de faire la distinction entre l'agitation professionnelle et l'agitation politique (48).

Les projets de créer en Inde un mouvement ou un parti ouvrier renaîtront périodiquement. Ils expriment davantage des velleités qu'une politique suivie : ils ne se réalisent pas, tandis que le Congrès continue d'exister. C'est ce qui explique et expliquera les hésitations et les contradictions du mouvement travailliste dans son attitude à l'égard du Congrès. D'ailleurs dès 1912, par une sorte de mouvement pendulaire, l'exécutif du parti travailliste indépendant semble abandonner le grand projet tout en refusant de reconnaître le Congrès comme le seul mouvement politique représentatif (49). En tout cas, ce qui précède le montre — les travaillistes s'aperçoivent, mais encore vaguement, qu'il peut y avoir conflit entre les intérêts, la politique des classes instruites, et ceux des masses. Mais cette découverte s'explique essentiellement par l'évolution de la situation en Angleterre et par les intérêts de la classe ouvrière anglaise. Les travaillistes estiment pouvoir susciter et diriger de l'extérieur un mouvement en Inde et aider de la sorte les ouvriers indiens. Cette attitude exprime les sentiments de solidarité internationale des ouvriers anglais, mais aussi leurs préoccupations devant la concurrence (dont à l'époque ils surestiment le danger) d'une main-d'oeuvre immense, inorganisée et exploitée. Elle constitue le reflet d'un certain paternalisme progressiste ou de gauche et traduit la volonté d'exporter le modèle connu, sans se soucier de la structure du pays d'accueil. Elle montre aussi que les

(47) **Ibid.**, 10 mars 1911, p. 147.
(48) **Ibid.**, 14 avril 1911, p. 230.
(49) En effet, le rapport de l'exécutif déclare que le parti se tient en contact étroit avec les **mouvements** indiens de libération politique, I.L.P., **Report of the Annual Conference, 1912**, p. 21.

travaillistes adhèrent à la conception déjà exprimée par Hyndman en 1882, à savoir que l'amélioration de la situation en Inde ne peut résulter que d'un changement survenu en Angleterre grâce à l'action des travailleurs anglais et de leur parti (50). D'autre part, les travaillistes insistent moins sur l'action politique que sur les objectifs économiques et sociaux que devrait poursuivre en Inde le mouvement national (51). On retrouve ici une idée familière : l'oppression nationale ne prendra fin qu'avec l'abolition de l'exploitation humaine (partout, mais peut-être d'abord dans la métropole) et cette abolition constitue le problème prioritaire.

ASPECTS ÉCONOMIQUES DU NATIONALISME

Nous venons de le voir, les porte-parole de la classe ouvrière britannique redoutent que la concurrence d'une main-d'oeuvre nombreuse et sur-exploitée ne vienne entraver l'effort des travailleurs anglais pour s'assurer un niveau de vie décent. Cette préoccupation constante se manifeste déjà chez Robert Blatchford, un des fondateurs de l'I.L.P. (52). D'après certains travaillistes, le mouvement national n'est pas en mesure d'écarter ce danger et il appartient au prolétariat de la métropole de le conjurer grâce à la présence de ses représentants au sein du Parlement. C'est ainsi que l'on empêchera les capitalistes d'employer la main-d'oeuvre indigène contre le prolétariat de la métropole (53). Il apparait donc que les tâches et la structure du mouvement national sont examinées à la lumière des intérêts des travailleurs de la métropole.

Une des revendications constantes de toutes les tendances du mouvement national indien vise à la protection de l'industrie indigène contre les concurrences anglaises et contre le libre-échange qui, suivant Naoroji, est une course entre un invalide affamé, épuisé et un homme fort

(50) MASANI, **Dadabhai Naoroji, the Great old Man of India,** London, Allen and Unwin, 1939, p. 200-201. Engels reconnait aussi, en 1882, le rôle dirigeant du prolétariat de la métropole, MARX and ENGELS, **On colonialism.** Moscou, s.d., p. 306. En ce qui concerne l'Irlande, Marx attend d'abord le salut d'une révolution en Angleterre. Il pense plus tard que la classe ouvrière anglaise n'arrivera à rien tant que la révolution n'éclatera pas en Irlande. **Ibid.,** p. 296.

(51) A ce point de vue, les résolutions déjà citées sont caractéristiques : I.L.P., **Report of the 18th Annual Conference,** 1910, p. 82 ; **RAC,** 1911, p. 107.

(52) BLATCHFORD (R.), **Merrie England,** London, Clarion, 1895, p. 35.

(53) C'est la position adoptée, en 1907, à Stuttgart par Lawrence, représentant l'I.L.P., et par Mac-Donald, représentant le Labour Party, **VII^e Congrès socialiste international, Stuttgart** du 16 au 24 août 1907, **Compte-rendu analytique,** Bruxelles, 1908, pp. 223-24, 310-11.

monté sur un coursier (54). Or, aussi bien l'I.L.P. que le parti travailliste restent profondément imprégnés de la mentalité libérale, libre échangiste (55). Le libre échange est conçu comme un moyen d'agir contre l'exploitation et les monopoles, de protéger le consommateur. Erigé en principe quasi religieux, il devient le garant de la liberté individuelle, de l'expansion de la civilisation et du maintien de la paix (56). A l'époque où nous nous plaçons, seuls certains Fabiens adoptent une position différente (57) ; S. Webb se déclare disposé à accepter le tarif et à payer plus chers les biens importés à condition que ceux qui les produisent se voient garantir des conditions d'emploi meilleures (58).

Sans doute, Keir Hardie est-il favorable au développement d'une industrie indigène en Inde (59). Mais les travaillistes ne semblent pas disposés à admettre que l'Inde puisse, à cet effet, adopter une politique protectionniste. Les députés travaillistes réclament l'abolition des droits qui, à titre temporaire, frappent en Inde les exportations de coton provenant de l'Angleterre. MacDonald affirme qu'il est allé en Inde imprégné des idées collectivistes modernes et c'est pourquoi, s'il a ressenti de la sympathie pour les idées politiques des nationalistes indiens, il n'en a éprouvé aucune pour leurs revendications économiques, en particulier pour leur aspiration au protectionnisme. A son avis, un tel système aurait pour effet de renforcer les éléments conservateurs, de peser sur les consommateurs pauvres, de favoriser les financiers, les capitalistes et les exploiteurs utilisant des méthodes occidentales (60). Les mêmes arguments sont exposés dans le mémorandum que MacDonald adresse en 1904 au nom du parti travailliste (alors **Labour Representation**

(54) MASANI, **op. cit.**, p. 192.

(55) PELLING (H.), **The origins of the Labour Party**, London, Macmillan, 1954, p. 240. C'est aussi le cas du TUC, cf. **Trades Unions Congress, Report**, 1904, p. 95-96.

(56) **Congrès socialiste international d'Amsterdam** des 14-20 août 1904, **Rapports et projets de résolution, Supplément**, Bruxelles, 1904, p. 163-166 (Note de Bruce Glasier de l'I.L.P.), MACDONALD, **Socialism and Government**, vol. II, London, 1909, p. 34-37 ; CLINE (C.A.), **Recruits to Labour, The British Labour Party, 1914-31**, Syracuse University Press, 1963, p. 51-59.

(57) SEMMEL (B.), **Imperialism and Social Reform, English Social Imperial Thought** 1895-1914, London, Allen and Unwin, 1960, p. 128-133. Cet auteur exagère lorsqu'il prétend que dans la brochure fabienne, **Fabianism and the fiscal question**, 1904, Shaw défend des positions résolument protectionnistes, en réalité la thèse de la brochure demeure vague. Sur les Fabiens et le tarif, cf. PEASE (E.R.), **The History of the Fabian Society**, London, Cass., 1963, p. 159-60 ; COLE (M.), **The Story of Fabian Socialism**, London, Allen and Unwin 1961, p. 107-108.

(58) WEBB (B.), **Our Partnership**, p. 332.

(59) HARDIE, **India, Impessions and Suggestions**, p. 25.

(60) MACDONALD, **The Awakening of India**, p. 5, 123 s.

Committee) à Watson, leader du parti travailliste australien. Au lendemain de la victoire électorale que remporte le parti australien, MacDonald s'étonne que ce dernier, en prenant position en faveur de la protection, se montre hostile à l'attitude des partis frères anglais et européens et soutienne en Angleterre la campagne de Joe Chamberlain, adversaire du Labour (61). En protestant amicalement, mais fermement, MacDonald éprouve manifestement des difficultés à comprendre ce conflit entre la position des partis européen et celle du parti d'un pays en voie de développement.

L'attitude de MacDonald reflète sans doute un point de vue spécifiquement anglais. Elle s'inspire d'autre part du postulat libéral de l'harmonie universelle des intérêts. Mais elle traduit aussi un point de vue propre aux pays développés, qui tend à ignorer les oppositions entre économies nationales inégalement développées ainsi que la diversité des remèdes auxquels chacune d'elle peut être appelée à recourir (62). Ce point de vue ne tient pas compte du fait que le nationalisme politique comporte des corollaires inévitables sur le plan économique et que le prolétariat d'un pays colonial comme l'Inde peut être amené à prendre des positions opposées à celles du mouvement ouvrier anglais et à trouver un terrain d'entente avec sa propre classe moyenne. Ajoutons que les conceptions économiques que l'on vient d'examiner, la manière dont on envisage les réclamations économiques du nationalisme indien, ne sont pas de nature à susciter beaucoup d'enthousiasme au sein des milieux ouvriers anglais, pour la cause des réformes politiques en Inde.

L'AVENIR POLITIQUE DE L'INDE

Comment les travaillistes ont-ils vu l'avenir politique et économique de l'Inde ? Ici encore on est en pleine ambiguïté.

Les travaillistes réclament souvent pour l'Inde, après

(61) **Labour Leader,** 14 octobre 1904, p. 329.

(62) Nous savons aujourd'hui que le libéralisme ne peut apporter aucune solution valable aux problèmes des pays en voie de développement. Cf. CLAIRMONTE, **Le libéralisme économique et les pays sous-développés,** Paris-Genève, Droz, 1958. L'illusion des travaillistes n'était-elle pas celle de Marx qui se montrait trop optimiste quant au rythme d'expansion, à travers le monde, de la civilisation industrielle et quant à la capacité du capitalisme international d'égaliser rapidement les conditions économiques des divers pays ? Cf. BLOOM, **op. cit.,** p. 196-207.

1910, des solutions originales et inédites. Ils semblent d'accord, au moment même où le mouvement national indien, y compris Tilak et ses amis, demande l'introduction des institutions de Westminster, pour estimer que le régime parlementaire, le système représentatif, les institutions occidentales sont inapplicables dans l'Inde. Quelles sont les considérations qui les inspirent ?

Face à l'impérialisme qui ignore les besoins, les traditions, l'originalité des peuples qu'il domine ; il faut, pensent-ils, réclamer le respect des particularismes ethniques. Il s'agit précisément d'empêcher les impérialistes d'imposer à ces peuples une civilisation qui leur est étrangère. Cette conception s'inspire, chez MacDonald, de Darwin (qu'il oppose à Marx) ; elle postule que la société indigène doit évoluer conformément à ses propres lois, mais « guidée par nos lumières » (63). D'autre part, le capitalisme, surimposé aux structures indigènes, s'avère encore plus destructif qu'en Europe (64). J. A. Hobson, dans son fameux ouvrage de 1902, estime qu'il faut reconnaître la valeur intrinsèque des peuples coloniaux, celle de leurs propres institutions, qu'il faut aider l'éclosion de leurs forces vives internes et ne pas se préoccuper seulement de leurs ressources agricoles ou minières (65). Le mot et l'idée d'expérimentation reviennent aussi (66), et cela devrait entraîner que l'on s'écarte, sur le plan économique comme sur celui des institutions politiques, des mécanismes et pratiques appliquées dans la métropole. Mais en fait les rares formules concrètes proposées reflètent sinon le modèle métropolitain existant, du moins celui qui résulte de l'expérience particulière du travaillisme anglais ou qui figure parmi les objectifs que ce dernier s'est fixé. Rien n'est plus caractéristique à cet égard que l'attitude d'Annie Besant. Elle qui exalte constamment les valeurs et institutions indiennes traditionnelles, l'apport original de l'Inde, transpose, dès qu'elle affronte des problèmes concrèts, l'expérience et les méthodes empruntées à la métropole. En 1886, elle persuade les Fabiens, en prévision du moment où ils prendront en main le gouvernement du pays, d'éta-

(63) Cf. **Imperialism, its meaning and its tendency,** I.L.P., City of London Branch Pamphlets, n° 3, 1900, p. 6-8 : MACDONALD, **Labour and the Empire,** p. 18-19 ; du même, **Socialism and Government,** vol. II p. 74-108 (en particulier p. 83), 113.

(64) Cf. par exemple, MACDONALD, **The Awakening of India,** p. 167-68.

65) HOBSON (J.-A.), **Imperialism, A Study,** London, Allen and Unwin, 1938, réédition, p. 243 s.

(66) **Imperialism, its meaning and its tendency,** p. 15, qui préconise l'expérimentation démocratique : MACDONALD, **Labour and the Empire,** p. 101.

blir une Chambre et un Cabinet fantômes, chaque membre de ce dernier exerçant des taches déterminées en vue de se préparer à ses responsabilités futures. (Elle devait détenir le portefeuille de l'intérieur). Cette méthode, elle l'applique en Inde, où en 1915, elle forme « le Parlement de Madras », sorte de Chambre fantôme qu'elle conçoit comme un moyen de discussion, de formation et de préparation politiques · elle assume elle-même le poste de Premier ministre du Cabinet fantôme (67).

Un modèle en tout cas est évoqué avec insistance par les dirigeants travaillistes, celui des Etats princiers, et de l'administration indirecte. A de nombreuses reprises. Keir Hardie souligne que ces Etats sont très bien gouvernés, que les classes instruites et la paysannerie y ont plus de pouvoirs qu'en Inde britannique : en particulier dans les Etats de Mysore et de Baroda le système éducatif est plus avancé que dans les territoires sous administration britannique directe et, dans la fonction publique, le pourcentage des Indiens est plus élevé. L'exemple des Etats princiers montre, conclut-il que les Indiens sont capables de se gouverner (68). MacDonald exprime des vues similaires (69). Quant aux Webb, ils adoptent un point de vue un peu différent. Visitant un petit Etat princier en janvier 1912, ils se demandent « si un homme entreprenant ne pourrait pas transformer son petit Etat indien en cour de Weimar et ...réunissant autour de lui les hommes les plus capables de toute l'Inde, faire ainsi de sa petite principauté un centre intellectuel ... » (70). Les Webb s'étonnent d'ailleurs quand deux jeunes hommes d'affaires indiens leur disent préférer le régime britannique à celui des Etats princiers où règne l'arbitraire. De même, Lajpat Rai devra leur expliquer qu'il veut supprimer les Etats princiers et les absorber dans ce qui est, alors, l'Inde britannique, car il veut mettre fin à l'arbitraire du régime princier et à l'in-

(67) NETHERCOT (A.H.), **The first five lives of Annie Besant,** Chicago University Press, 1960, p. 241-42 et **The four lives of Annie Besant,** London, Hart Davis, 1963, p. 236 ; BESANT, **India, Bond or Free,** p. 206 et **The Madras Parliamentary Transactions,** Convention Memoranda n° 9, The Commonwealth of India Act, Act III of 1916 with the speech of the Prime Minister, Mrs A. Besant, reprint, Madras, 1924.

(68) HARDIE, **Indian Budget Speech,** I.L.P., 1908 ; **India, Impressions and suggestions,** p. 81 s. ; I.L.P., **Report of the Annual Conference,** 1908, p. 66-67 ; **H.C.,** 1er avril 1909, col. 594-98 ; **Labour Leader,** 9 avril 1909, p. 234 ; 25 mai 1909, p. 329 ; 4 août 1911, p. 490.

(69) MACDONALD, **The Awakening of India,** p. 254-57, 297-99 ; LORD ELTON, **The life of J. R. MacDonald,** London, Collins, 1939, p. 171-76 ; SACKS, **J. R. MacDonald in Thought and Action,** p. 407,

(70) WEBB (B.), **Diaries,** vol. 30, p. 263.

fluence que les princes exercent sur le gouvernement anglais (71).

Il convient de rappeler qu'après la révolte des Cipayes, le gouvernement anglais a eu besoin des princes qui d'ailleurs sont demeurés loyaux. D'autre part, les milieux conservateurs estiment que les institutions des Etats princiers, même quand elles paraissent déplaisantes aux yeux d'un Anglais, sont conformes aux exigences de la société indigène (72). Pour des raisons différentes, un point de vue semblable est adopté par la gauche. Bradlaugh, bien que républicain, s'élève contre le traitement cavalier infligé aux princes indiens. A son avis, et certains libéraux le critiquent sur ce point, le mépris ou l'ignorance des droits et dignités des princes constitue le plus sûr moyen de susciter l'hostilité contre le régime britannique (73). Sir Henry Cotton propose également d'encourager le développement des Etats princiers (74). Quant à Hyndman, il considère ces Etats comme réalisant un idéal de prospérité si on les compare à l'Inde britannique (75).

Pour les Indiens instruits, les Etats princiers constituent, à la fin du siècle dernier et même au début du nôtre, le symbole de la tradition nationale. Ils représentent des îlots d'autonomie où l'ambition politique peut être satisfaite. Ils démontrent que les indigènes peuvent se gouverner eux-mêmes. On espère, à cette époque, que ces Etats travailleront à la consolidation de l'unité du pays et que leur succès contribuera à la faillite du système d'administration directe pratiquée dans l'Inde britannique. Mais lorsque les Anglais chercheront à utiliser les Princes et leurs Etats contre le mouvement national, ce dernier changera d'attitude (76).

Toujours est-il que la position de Hardie et de MacDonald s'explique par la volonté de trouver une solution originale qui est ici celle de l'administration indirecte, mais aussi par leur désir de prouver aux Anglais qu'on peut sans risque confier progressivement aux Indiens la gestion de leurs propres affaires. Ces deux dirigeants et surtout les Webb envisagent aussi les Etats comme des centres

(71) **Ibid.**, p. 306-07.
(72) METCALF, **The Aftermath of Revolt**, p. 219-48.
(73) BRADLAUGH BONNER (H.), **Charles Bradlaugh**, vol. II, p. 416.
(74) COTTON, **New India**, p. 225 s.
(75) HYNDMAN, **The bankruptcy of India**, p. 126.
(76) SINGH (H.L.), **Problems and Policies of the British in India 1885-1898**, London, Asia Publishing House, 1963, p. 133 s. ; DESAI (A.R.), **Social background of Indian Nationalism**, London, Oxford University Press, 1948, p. 257 s. ; TAHMANKAR, **op. cit.**, p. 191.

d'expérimentation sociale fonctionnant grâce au concours d'experts, de personnalités compétentes et peut-être sous la direction d'un despote éclairé.

LA NATURE DU PROGRES POLITIQUE

Ce n'est pas seulement vers les Etats princiers que regardent les travaillistes. C'est aussi vers les communautés villageoises. Marx avait cherché à en détruire le mythe. Il avait montré que ces communautés, fermées, isolées, constituaient la base du despotisme oriental et que l'Angleterre, en introduisant le capitalisme et en détruisant les bases économique du système ancien, avait produit la plus grande, l'unique révolution sociale en Asie. Mais le mythe subsistait.

En 1910, le Congrès se prononce en faveur d'un réseau de collectivités locales, basé sur le panchayat élu et subventionné par le gouvernement (77). La même année, B.C. Pal s'inspirant de l'histoire indienne, exalte, dans une publication travailliste, le rôle du panchayat. A son avis, ce dernier est, comme les syndicats, un organisme autonome ayant son propre gouvernement (78).

Les positivistes professent des idées semblables. E.H. Pember vante l'esprit démocratique et patriarcal des panchayats (79). Pour Hyndman aussi les communautés villageoises sont de véritables républiques dont la liberté et le bien-être ont été anéantis par le système que l'Angleterre a introduit (80). J.A. Hobson parle avec nostalgie des petits Etats indiens, union de communautés villageoises, ferments de liberté et d'indépendance (81).

Keir Hardie, lorsqu'il cherche à garantir les intérêts des masses contre la domination de la classe moyenne indienne voit le remède dans la création « de conseils de village sous le contrôle et l'autorité du peuple », ces conseils devant être chargés des intérêts de la communauté paysanne (82). Il cherche à combiner l'institution traditionnelle du panchayat avec les principes politiques modernes. Il propose donc que les conseils de village soient élus au

(77) BESANT, **Now India wrought for freedom**, p. 522
(78) PAL, « The present up heaval in India », **The Socialist Review**, vol. VI, sept. 1910 - février 1911, p. 219-32.
(79) **International Policy, Essays on the Foreign Relations of England**, p. 223-326.
(80) HYNDMAN, **The bankruptcy of India**, p. 1-34.
(81) HOBSON (J.A.), **Imperialism**, édition de 1938, p. 293-294.
(82) **Parliamentary Debates, House of Commons**, 1er avril 1909, col. 594-98.

suffrage universel. Les conseils de village désigneraient les conseils de taluk (ou de district) qui, avec les conseils municipaux, nommeraient les conseils provinciaux, au sein desquels le gouvernement garderait pour l'instant la majorité ou à l'égard desquels, en tout cas, le gouverneur conserverait son droit de veto. Ce système que Hardie compare à une pyramide, fournirait, pense-t-il, un exutoire aux jeunes et les empêcherait de rejoindre les agitateurs (83). Mais il est intéressant encore à un autre titre : il inspire, en effet, les projets de réforme présentés en 1918, 1919 et 1925, et il est appliqué actuellement au Pakistan, dans le cadre des élections indirectes introduites par le régime du Président Ayoub Khan.

Hardie semble même attribuer au panchayat des vertus socialistes. Il cite longuement une conversation qu'il a eue avec un prêtre indien qui parle de la fraternité de l'Orient et de l'Occident et estime que le socialisme et les communautés villageoises traditionnelles de l'Inde s'opposent ensemble à l'esprit mercantile de l'Occident (84). Quant à l'organe de l'I.L.P., il se déclare d'accord avec le Président, de la session du Congrès de 1911, B.M. Dar. Cette personnalité modérée insiste en effet sur le même point que le **Labour Leader :** le progrès politique ne peut être réalisé en Inde qu'en partant de la base. La désignation d'un plus grand nombre de représentants indiens au sein des organismes centraux ou provinciaux ne signifierait rien pour les millions de paysans affamés. En revanche, le rétablissement des anciens conseils de village et des juridictions traditionnelles affecterait immédiatement l'existence des villageois et permettrait d'alléger la charge financière qui pèse sur leurs épaules (85).

Les conseils de village semblent susciter un peu moins d'enthousiasme chez MacDonald qui se contente, à cette époque, de proposer, conformément à sa conception de l'évolution par étapes, que les réformes commencent par l'administration locale (86). Mais les Fabiens se montrent aussi favorables que Hardie, peut-être même davantage. G.B. Shaw demande des mesures susceptibles de promouvoir « un prudent développement des germes

(83) HARDIE, **India, Impressions and Suggestions,** p. 105, 120-22 ; du même Indian Budget Speech of 22nd july 1908, in **Labour Leader,** 21 février 1908, p. 116 ; 4 août 1911, p. 490.
(84) **Labour Leader,** 1er mai 1908, p. 278.
(85) **Ibid.,** 29 décembre 1911, p. 817-18.
(86) MACDONALD, **Labour and the Empire,** p. 105.

d'autonomie existant dans le système des conseils de village » (87). Le texte le plus important émane de Sidney Webb et il mérite d'être résumé. Les autorités coutumières des communautés villageoises ont un rôle important à jouer, car sans « les groupements spontanés à la base », il n'y a pas de vie politique. En Occident, la démocratie se fonde sur le suffrage, sur la décision majoritaire et sur l'existence de partis politiques. Nous n'imaginons pas d'autres obligations que celles sanctionnées par la loi et les tribunaux. Ce système issu de la « pédanterie austinienne » n'est pas cependant le seul concevable. Il ne constitue — le village indien comme le mir russe, nous le rappelle — qu'un des expédients permettant de contrôler l'administration. « Le village indien nous offre, au même titre que la réunion des Quakers, une alternative d'une nature probablement plus élevée si nous faisons confiance au système politique fondé sur le consentement des gouvernés, aux décisions prises conformément au sentiment général de la communauté ». Au sein du village indien (c'était déjà le cas dans l'ancien **manor** anglais) il n'y a pas d'opposition entre obligation et droit, on insiste sur les devoirs de chacun vis-à-vis du public plutôt que, comme dans nos sociétés, sur les droits anarchiques d'individus isolés. Sidney Webb regrette que les Indiens qui réclament l'autonomie politique se préoccupent exclusivement de l'Inde dans son ensemble. La vie des collectivités locales intéresse et touche de plus près les gens. La sphère d'action de ces collectivités s'étendra bien plus rapidement que celle de l'administration centrale et cette sphère se prête avec beaucoup plus de facilité à l'extension de l'autonomie, au contrôle par le peuple de ses propres affaires (88).

C'est ici qu'il faut mentionner les idées de l'extraordinaire Annie Besant. Elle aussi exalte l'autonomie des collectivités villageoises, moyen essentiel de rendre au peuple sa confiance en lui-même et de faire revivre l'esprit communautaire qui animait les panchayats et qui a été détruit au siècle dernier (89).

(87) **Fabianism and the Empire, op. cit.,** p. 18.

(88) Préface de S. WEBB à l'ouvrage de MATTHAI (J.), **Village government in British India,** London, 1915, p. X, XII-XIII, XV, XVII-XVIII. Il est amusant de constater que lors de leur voyage en Inde, trois ans avant la publication de ces lignes, les Webb remarquent dans leur journal : « d'un point de vue occidental, le village indien représente l'aspect le plus déprimant de l'humanité ». WEBB (B.), **Diaries,** vol. 30, p. 201.

(89) BESANT, **India Bond or Free, a world Problem,** London, Putnam, 1926, p. 15, 89, 147, 150. Cf. NETHERCOT, **The first five lives of Annie Besant,** passim et p. 281, et **The Last four lives of Annie Besant,** p. 165-166, 215-16, 220-21, 239-40.

L'attitude que nous venons de décrire s'explique sans doute par des raisons complexes ; nous essaierons d'en dégager quelques-unes. Le culte de l'évolution par étapes en est une et plusieurs des auteurs cités conçoivent l'autonomie locale comme un stade de la progression politique et comme un moyen d'éducation civique. Il s'agit ici d'une application de la technique de l'« aménagement par étapes des mécanismes sociaux », chère aux Webb (90). Mais il y a autre chose. Dès ses débuts le parti travailliste indépendant se préoccupe d'autant plus de l'action à mener au sein des collectivités locales, qu'il n'arrive pas à se faire représenter aux Communes (91). Le socialisme municipal occupe également une place importante dans la pensée, le programme, et l'action des Fabiens (92). Ces derniers étaient plutôt étatistes, mais attribuaient volontiers, soit à l'Etat, soit aux collectivités locales, la gestion de certaines entreprises ou branches d'industrie, gestion qui devait s'effectuer par les représentants régulièrement élus et responsables, sous le contrôle du suffrage universel. Il n'y avait donc aucune contradiction entre socialisme municipal et socialisme d'Etat, mais les deux s'opposaient au socialisme Guildien qui postulait la gestion et le contrôle ouvriers (93). Toujours est-il qu'Annie Besant dans les fameux **Essais fabiens** parus en 1889, se souvenant sans doute des villages coopératifs et industriels d'Owen, attribue un rôle capital aux collectivités locales dans la gestion de l'industrie (94). Elle pense qu'un tel système permettra à chaque collectivité locale « de faire des expériences sur une échelle relativement réduite, et même de commettre des bévues sans dégâts majeurs ». Il convient de rappeler aussi qu'à la fin du siècle dernier et au début de celui-ci, les Fabiens préconisent l'établissement en Irlande de collectivités locales calquées sur le modèle britannique et conçues, peut-être, comme un moyen d'atténuer l'extrême nationalisme des Irlandais. Mais ceux-ci considèrent ces institutions comme un moyen de lutte contre les Anglais plutôt que comme les instruments de la

(90) Piecemeal social engineering. Cf. MCBRIAR (A.M.), **Fabian socialism and English Politics, 1894-1918,** Cambridge University Press, 1962, p. 56.

(91) BEER (M.), **A History of British Socialism,** London, Allen and Unwin, 1948, vol. II, p. 305-306, Voir aussi sur l'importance que revêt pour le parti l'action municipale, HOBSON (S.G.), **Pilgrim to the left,** p. 83-85.

(92) PEASE (E.R.), **op. cit.,** p. 81-83, 159, 241-242, 247 ; MCBRIAR, **op. cit.,** p. 79.

(93) Cf. BEER, **op. cit.,** vol. II, p. 372-76 ; GRAY (A.), **The Socialist Tradition,** London, Longmans, 1963, p. 396.

(94) **Fabian Essays,** with a new introdution by BRIGGS (A.), London, Allen and Unwin, 1962, p. 184, 204.

réforme économique et sociale, envisagés par les Fabiens (95).

Enfin, pour certains, tel Bruce Glasier, un des dirigeants de l'I.L.P., collaborateur de Hardie, l'évolution doit « procéder de la partie vers le tout, plutôt que du tout vers la partie », ce qui justifie le socialisme municipal « seule forme de socialisme dans notre société, qui contienne actuellement une réelle part de communisme » (96). Glasier est ici à la recherche d'un sentiment communautaire que d'autres, comme Sidney Webb dans le texte précité, croient retrouver dans le panchayat idéalisé. Ceux des travaillistes qui exaltent le rôle de la collectivité locale en Inde, ne préconisent donc pas une solution originale et inédite qui serait conforme aux structures et aux réalités indigènes. Ils transposent simplement quelquefois sans même s'en rendre compte, leurs propres expériences, leurs propres idées et leurs propres aspirations. L'attitude travailliste à l'égard des communautés villageoises justifie objectivement le refus de réformer radicalement les institutions situées au faîte de la pyramide. D'autre part, la confiance dans le dynamisme et les forces spontanées du panchayat traduit une méconnaissance des structures agraires indiennes, de leur rigidité et de leur stabilité, du conservatisme et du traditionnalisme du paysan que seul un levier extérieur peut ébranler. Cette confiance est difficilement conciliable avec une autre idée avancée par les travaillistes de temps à autre, à savoir la création d'une organisation calquée sur le modèle du mouvement métropolitain et chargée de défendre les intérêts de la paysannerie et des travailleurs.

De toute façon, pour Keir Hardie et MacDonald, les provinces sont au faîte de la pyramide, et l'étape de l'autonomie provinciale ne semble guère devoir être franchie dans un avenir prévisible. MacDonald, pour sa part considère que l'Inde n'est pas une nation, mais une expression géographique. Il prévoit qu'à l'avenir elle pourra s'organiser en une fédération d'Etats indépendants. Mais l'Angleterre devra continuer à y exercer, dans des domaines limités, une sorte d'autorité suprême qui assurera notamment la protection des minorités et en particulier des musulmans (97).

(95) MCBRIAR, **op. cit.**, p. 181.

(96) **Congrès socialiste international d'Amsterdam, des 14-20 août 1904, Rapports et projets de résolution. Supplément,** Bruxelles, 1904, p. 159-160. La citation textuelle résultant manifestement d'une mauvaise traduction de l'original anglais est : « La seule forme de socialisme actuel dans notre milieu qui renferme une réelle mesure de communisme ».

(97) MACDONALD, **Labour and the Empire,** p. 104-105.

LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE L'INDE

Les déclarations travaillistes concernant les structures économiques de l'Inde future sont ambiguës et contradictoires. O'Grady préconise l'industrialisation de l'Inde (98). En revanche, le radical Wedgewood, qui deviendra plus tard membre du parti travailliste, s'oppose à « cette politique de l'efficacité » et à la « bureaucratie paternaliste ou socialiste » ; il proclame que la justice prime l'utilité et propose une sorte de société agraire idyllique, à l'abri de toute exploitation et de tout progrès industriel imposé (99). Nous avons vu que Sidney Webb exalte les valeurs communautaires du panchayat qu'il compare au mir russe et semble donc donner sa préférence à une formule de collectivisme agraire. Le missionnaire Howard Campbell, adhérent de longue date de l'I.L.P., estime, lui aussi, que la seule solution au problème de l'Inde est le collectivisme, mais considère que le système de la tenure agraire introduit par les Anglais permet l'évolution vers cet objectif (100). L'idée de l'expérimentation sociale apparaît très nettement chez Campbell.

La pensée de Keir Hardie est beaucoup plus hésitante. Lors de son voyage en Inde, il prend position en faveur de d'industrialisation du pays (101). Dans l'ouvrage qu'il publie après son retour, il préconise le développement de l'industrie artisanale. Le **Labour Leader** demande que le peuple indien dispose de moyens lui permettant de développer son industrie (102). Mais dans son discours du 26 juillet 1911, Keir Hardie critique vigoureusement à la Chambre la déclaration du libéral Montagu d'après laquelle l'industrialisation représente l'avenir de l'Inde. Selon lui, l'Inde restera toujours un pays à prédominance agricole (103). Il insiste d'ailleurs, nous l'avons vu, sur les vertus politiques, morales et économiques des communautés villageoises réfractaires à l'esprit mercantile spontané, qui lui semblent des alliés du mouvement ouvrier contre le capitalisme occidental.

Dans son premier ouvrage sur l'Inde, MacDonald

(98) **H.C.**, 20 juillet 1906, col. 634-37.
(99) **H.C.**, 26 juin 1910, col. 2033-45.
(100) **Labour Leader**, 5 janvier 1906, p. 480.
(101) INDIA OFFICE, **Proceedings of the Judicial and Public Departement**, file 3474, n° 574 du 8 octobre 1907.
(102) **Labour Leader**, 25 octobre 1907, p. 280.
(103) **Ibid.**, 4 août 1911, p. 490.

constate que l'industrialisation de l'Inde se poursuit et se poursuivra. Un éminent radical, sympathisant puis membre de l'I.L.P., en rendant compte de cet ouvrage, insiste avant tout sur cette constatation qui constitue, à son avis, une réfutation des thèses de Hyndman relatives à l'exploitation économique et financière de l'Inde par l'Angleterre (104). A leur retour de l'Inde, MacDonald et sa femme soulignent que le pays s'industrialise et que le prolétariat augmente ; ils affirment que cette évolution produira les maux que l'on a vu naître en Angleterre au XIX[e] siècle (105). Mais si le radical Dickinson estime que l'Est devra passer par le stade scientifique et industriel, « par toutes les phases de nos excès, sans en éviter aucune » (106), MacDonald critique l'introduction du capitalisme et l'imposition du modèle occidental. A son avis, l'Inde, pas plus que d'autres pays retardés, n'est obligée de passer par la phase capitaliste, et elle pourrait aboutir directement au socialisme (107).

Les positions que l'on vient de passer en revue recèlent des contradictions internes. Faut-il ou non industrialiser l'Inde ? Ne convient-il pas de lui laisser son caractère essentiellement agricole, d'autant que les communautés villageoises idéalisées par les travaillistes manifestent, suivant ces derniers, un esprit collectiviste, anti-capitaliste original ? Si on industrialise l'Inde, est-il nécessaire de passer par le stade capitaliste ? Pour de nombreux travaillistes, on peut, semble-t-il, éviter ce stade grâce au dirigisme ou à l'étatisme. En 1914, MacDonald considère que l'accord de concession pétrolière entre la Perse et l'Anglo-Persian Oil Company, société mixte à laquelle participe le gouvernement anglais, constitue, dans une certaine mesure, une expérience socialiste (108). Lorsque John Morley annonce l'accroissement des revenus indiens provenant « des activités étatiques et socialisantes » (chemin de fer, irrigation, canaux, forêts) (109), Keir Hardie, au nom du groupe parlementaire travailliste, se réjouit de cette nouvelle et se félicite « de la conversion de Morley au socia-

(104) RATCLIFFE (S. K.), « The Awakening of India », **Socialist Review**, vol. VI, septembre 1910 - février 1911, p. 341-44.
(105) **Labour Leader**, 31 décembre 1909, p. 847.
(106) DICKINSON (G.L.), **An Essay on the Civilisation of India, China and Japan**, London Dent, 1914, p. 7-41, 81-86.
(107) MACDONALD (J.), **The Awakening of India**, p. 167-68, 178-79 ; SACKS, **op. cit.**, p. 333, 338.
(108) MADDOX (W.P.), **Foreign Relations in British Labour Politics**, Cambridge (Mass), Harvard University Press, 1934, p. 51 ; TAYLOR (A.J.P.), **The Trouble Makers**, p. 124.
(109) **H.C.**, 20 juillet 1906, col. 576.

lisme d'Etat » (110). Howard Campbell cherche à démontrer que l'Inde est un pays très bien gouverné puisque la terre, sauf au Bengale, appartient à l'Etat, que ce dernier possède ou contrôle les chemins de fer et des mines et qu'il entreprend des travaux publics d'irrigation (111). Si le fabien Hubert Bland s'est élevé, à un certain moment, contre l'identification du contrôle étatique et du socialisme (112), il a cependant, à la fin du siècle dernier, soutenu contre Hyndman et Cunninghame Graham la même position concernant l'Inde que Howard Campbell. Les Webb, eux aussi pensent que le gouvernement de l'Inde devrait s'engager plus profondément dans la vie économique et créer davantage d'entreprises publiques. En effet, selon eux, les Indiens réussissent excellemment dans les postes administratifs de second rang, beaucoup mieux que dans le secteur privé. La participation accrue du gouvernement à la vie économique satisferait donc à la fois les nationalistes et les exigences du progrès et de la vie économique (113). Gokhale s'oppose à cette manière de voir ; à son avis, un tel développement en l'absence de tout contrôle populaire sur le gouvernement et l'administration serait néfaste (114). Il est loin d'être seul. Hyndman se moque de la déclaration de Morley et remarque que le gouvernement qui dirige l'économie en Inde n'est rien d'autre qu'une poignée de bureaucrates étrangers qui asservissent le pays (115). Un auteur indien, partisan du socialisme islamique, invoque l'exemple de l'Inde pour prouver que l'intervention de l'Etat dans l'économie ne peut être assimilée au socialisme (116).

On se trouve ici devant le même problème que celui dont nous avons indiqué les éléments quand il était question du modèle applicable sur le plan des institutions politiques. Les travaillistes envisagent pour l'Inde un modèle original, non capitaliste. Ils se souviennent, en effet, de la misère que l'industrialisation a apportée, à ses débuts, à la classe ouvrière anglaise et ils ne sont pas loin de penser que les structures et cadres introduits par le capitalisme occidental sont contraires non seulement aux intérêts, mais aussi au génie de l'Inde et à celui d'autres peuples dé-

(110) **Idib.,** col. 594-97 ; **Labour Leader,** 27 juillet 1906, p. 154.
(111) **Labour Leader,** 24 novembre 1905, p. 407.
(112) Comme l'affirme HOBSBAWM (E.), **The lesser fabians,** Our history pamphlet n° 28, published by the History Group of the Communist Party, London, 1962, polyc., p. 3
(113) WEBB (B.), **Diaries,** vol. 30, p. 250-51.
(114) **Ibid,** p. 77-83.
(115) HYNDMAN, **The Unrest in India,** p. 15.
(116) KIDWAI, **Islam and Socialism,** 1913, p. VI-VII.

pendants. Cependant la solution qu'ils préconisent ne constitue qu'une transposition pure et simple d'une conception, d'une doctrine britannique, le socialisme d'Etat, que certains qualifieraient plutôt de capitalisme d'Etat (117), et, en dernière analyse, qu'une identification mécanique des structures de l'Inde avec celles de la métropole.

Que conclure ? Ce n'est pas seulement Hyndman et la S.D.F., mais les travaillistes et en particulier Keir Hardie et MacDonald, qui ont entretenu avec les dirigeants nationalistes indiens des relations amicales et fructueuses. Mais plusieurs points doivent être notés.

Tout d'abord ces relations ont passé par plusieurs phases : soutien au mouvement national indien tel qu'on croit le connaître, entre 1905 et 1910 ; souci de créer en Inde des organisations ouvrières de style travailliste entre 1910 et 1912 ; abandon de cet objectif après 1912, et accent mis sur la nécessité, pour que change le sort de l'Inde, de changer d'abord la situation politique anglaise.

D'autre part les travaillistes et les socialistes anglais les mieux intentionnés à l'égard du subcontinent ont eu surtout contact avec les militants nationalistes politiquement les plus modérés, alors que c'étaient les orientations politiques les plus radicales qui avaient l'audience des masses. Cet état de fait vient renforcer la tendance du mouvement ouvrier britannique à considérer les objectifs économiques et sociaux comme plus importants que l'action politique.

Mais, même en ce domaine, l'ambiguïté de la situation coloniale oriente l'attitude des travaillistes. Quelle que soit la diversité de leurs options, ce sont finalement les intérêts immédiats des ouvriers anglais qui ont à leurs yeux la priorité sans qu'ils prennent d'ailleurs conscience des contradictions qui peuvent se glisser entre ces intérêts et les objectifs du nationalisme indien. Surtout, lorsqu'il s'agit de l'évolution économique et politique de l'Inde, tout en formulant le voeu d'une voie indienne vers l'industrialisation et le self-government, c'est finalement sur des modèles métropolitains que les travaillistes se représentent l'avenir de la colonie.

(117) Sur l'importance qu'attribuaient les travaillistes et les fabiens au rôle de l'Etat dans la gestion et la direction de la vie économique, voir, par exemple, BLATCHFORD, **Merrie England,** p. 100 ; MACDONALD, **Socialism and Government,** vol. II, p. 117-118 ; HOBSON (S.G.), **Pilgrim to the left,** p. 98 : MCBRIAR, **op. cit.,** p. 66.

7 ITALIE : LES SOCIALISTES, L'ÉTHIOPIE ET LA LIBYE

Gaetano ARFE

L'histoire coloniale italienne des quarante années qui précèdent la Première Guerre mondiale comprend deux épisodes principaux.

Le premier d'entre eux s'ouvre en 1885 par l'occupation du port de Massaouah, en partant de la baie d'Assab, acquise quelques années auparavant par une compagnie de navigation génoise, la Rubattino. Le but de cette expédition est de chercher en mer Rouge les clés de la Méditerranée, selon l'expression imagée du Ministre des Affaires Etrangères. Moins de deux ans après, la tentative de pénétration vers l'intérieur se heurte à l'hostilité du royaume d'Abyssinie, et, près de Dogali, un bataillon italien est entièrement détruit.

Cet échec, absolument inattendu, frappe très douloureusement le pays et donne au débat politique sur le problème colonial une note passionnelle qui en altère les termes. La prudence du début cède la place à des projets plus ambitieux, mais non plus réfléchis, qui trouvent finalement leur principal responsable en la personne de F. Crispi, vieux conspirateur garibaldien, venu à la présidence du conseil à deux longues reprises et destiné à attacher son nom à une entreprise coloniale qu'il n'avait pas suscitée, mais qu'il mena à une fin désastreuse.

De fait, une fois Crispi revenu au pouvoir en 1893, les affaires d'Afrique se précipitent. La dénonciation du traité d'Uccialli, par lequel le Négus avait accepté le protectorat sur l'Abyssinie, donne le signal de la reprise des opérations militaires que conclut, en 1896, une sanglante défaite des troupes italiennes près d'Adoua. Le gouvernement Crispi est renversé par une puissante vague de protestations du pays, qui se répercute aussitôt au Parlement et toute la politique coloniale italienne subit un coup d'arrêt très long, avec retour aux positions de départ et réduction de la colonie à l'intérieur de limites modestes à tout point de vue. La colonie d'Erythrée qui survit, reste sans histoire

jusqu'en 1935, où elle devient base de l'attaque contre l'Abyssinie sous l'impulsion du gouvernement fasciste.

C'est à cette occasion que voit le jour l'empire italien d'Ethiopie, disparu pour toujours après seulement cinq ans d'âge.

La deuxième entreprise coloniale italienne, menée avec beaucoup plus de précaution et de chance, date de 1911 et est tournée vers la conquête de la Libye, dominée par la Turquie. La guerre, qui se déroule au milieu d'une situation diplomatique hérissée de difficultés (on l'appelle pour cette raison « La danse sur des œufs »), se termine sans actions bruyantes par la proclamation de la souveraineté italienne sur la région. L'occupation, à la suite de l'intervention de l'Italie dans le premier conflit mondial, et de l'état de révolte endémique des tribus de l'intérieur, se limite à la seule bande côtière, et après la guerre, une longue expédition de reconquête sera nécessaire, menée selon les méthodes classiques de guérilla coloniale, pour regagner la région à l'Italie. Théâtre de batailles acharnées dans les années de la Seconde Guerre mondiale, même la colonie de Libye, la « quatrième rive » selon l'officiel langage aulique fasciste, fut dès lors soustraite à la domination italienne (1).

UNE POLITIQUE COLONIALE EN MARGE DE LA VIE DU PAYS

Ce rappel des données essentielles de la chronique de l'expansion coloniale italienne semble suffisant pour mettre en évidence sa discontinuité, sa maigre consistance et son caractère somme toute marginal dans l'histoire de l'Italie.

Dans d'autres pays, en effet, le processus de forma-

(1) Jusqu'aujourd'hui le travail d'ensemble le mieux construit et le plus complet a été réalisé en 1940, c'est : la **Storia dell' Italia contemporanea,** de Raffaele CIASCA (Milano, Hoepli, 1940). Il y a de plus une synthèse mise à jour quant à la narration et à la bibliographie, du même auteur, CIASCA, qu'on trouve dans le dernier volume de textes choisis : **Questioni di Storia moderna,** Milano, 1949, vol. III.

Des considérations suggestives sur le caractère de l'histoire coloniale italienne peuvent être trouvées dans un petit volume de vulgarisation de Aldo GAROSCI, **L'espansione coloniale europea,** Ed. Rai, 1957.

Un profil historique sommaire du colonialisme italien, rédigé du point de vue des socialistes, a été tracé, à l'occasion de la guerre de Libye, par Alessandro SCHIAVI : « Dall'Eritrea alla Libia. Gli insegnamenti di trent'anni di colonizzazione italo-africana sul Mar Rosso. In che modo vi siamo andati. Dalla baia di Assab al disastro di Adua. I miraggi, gli errogi, le espiazioni ; la ridda dei milioni. I frutti della conquista. Barbagli d'oro. Agricoltura e popolamento. Sfruttamento coloniale... a rovescio. Il movimento commerciale. Attraverso i bilanci dello Stato. Tirando le comme. » **Critica Sociale,** 16 marzo ; 1° aprile e 16 aprile 1912.

tion d'un empire colonial n'a fait qu'un avec le processus de formation des Etats nationaux, et en leur sein avec celui des classes commerçantes et industrielles audacieuses et actives, premiers et véritables protagonistes du colonialisme. Dernière venue, avec l'Allemagne, parmi les nations européennes, l'Italie entre dans l'arène du colonialisme quand les jeux sont déjà faits, alors que les plus riches des régions colonisables ont déjà été conquises et délimitées par les grandes puissances. Et, qui plus est, elle entre en lice au moment où la conjoncture commence à être ébranlée par les premiers signes d'une profonde crise de transformation qui ne lui permet pas de grands efforts, dans une situation économique qui pour des raisons constitutionnelles et de contingence est tout autre chose que florissante, avec une société caractérisée par des niveaux très inégaux de développement, selon des lignes régionales, outre celles des classes.

L'intérêt pour les colonies, les choses étant ainsi, ne naît pas, naturellement, de la poussée de forces sociales dotées d'une exubérante vigueur économique et animées par l'esprit d'aventure, mais est, au contraire, comme greffé de l'extérieur par un acte de volonté politique, de la part d'une classe dirigeante qui agit sur la base d'un prestige national plus ou moins bien compris et qui n'est pas à l'abri des suggestions idéologiques plus ou moins rhétorisantes.

Les premiers débats sur le problème africain sont de ce point de vue très significatifs ; ils font, en effet, ressortir le manque d'idées claires quant aux intérêts du pays et à ses possibilités réelles.

Pour déterminer la conviction que l'Italie a besoin d'une colonie concourent en fait les motifs les plus divers, comme il advient toujours quand il en manque un central et irrécusable. D'aucuns parlent de l'opportunité de posséder, selon l'exemple de l'Angleterre et de la France (les déportations massives succédant aux mouvements de la Commune ont suscité quelque intérêt dans certains milieux italiens), des camps de travaux forcés outre-mer, où les condamnés et les sujets dangereux pour l'ordre établi puissent utilement se racheter. L'humanitarisme de moule positiviste inspire, par contre, des projets de colonies civilisatrices, à occuper et à conserver avec les seules armes de la force morale et du commerce. La misère de certaines régions italiennes, que commence à quitter un flot d'émi-

gration transocéanique en passe de devenir toujours plus important, donne naissance au mythe de « la terre facile » pour les paysans italiens, transformables ainsi en colons opulents, pour leur bénéfice et pour celui de la mère patrie qui les assisterait dans leur travail, et les protégerait de toute embûche.

L'intention, pourtant, qui plus que toute autre est commune aux responsables de l'entreprise coloniale, c'est de démontrer à l'Europe que l'Italie aussi est en mesure de se procurer un empire colonial et d'accéder au rang de grande puissance.

De toutes ces idées ne sort pas une politique coloniale réaliste, et pas davantage un solide mouvement d'opinion publique dans le pays. On peut peut-être même dire que les raisons destinées à une plus large diffusion sont celles d'ordre rhétorique : références à la Rome antique et aux Républiques maritimes, inhérentes à l'esprit d'une classe dirigeante où abondent avocats et hommes de lettres. Il faut ajouter, pour respecter la vérité, qu'on trouve rarement, dans les publications sur le problème africain, une note consciemment et programmatiquement raciste. Il vaut la peine de rappeler que, même au temps de l'entreprise coloniale fasciste, lorsque se produira la première tentative organisée par le pouvoir central de créer une idéologie colonialiste de masse, le racisme jouera un rôle assez faible. Une chanson très populaire, qui avait cours lors de l'aventure éthiopienne de Mussolini n'était que promesse de libération de l'esclavage et de lois justes pour les Abyssins, et en particulier pour « les belles d'Abyssinie ». Au cours de la première entreprise africaine, la chanson que ne contamine nulle propagande, avait été dédiée aux « belles Africaines de Kassala ».

Cette mince veine poétique, plus sentimentale qu'érotique, est la seule trace laissée dans le folklore italien par plusieurs aventures coloniales en l'espace d'un demi-siècle. La guerre de Libye a, elle aussi, sa chanson, « Tripoli, belle terre d'amour », mais elle est peut-être moins pure, dans la mesure où elle est née dans un climat patriotique de café-concert (2). Lui font cortège les rutilantes odes de d'Annunzio aux « exploits d'outre-mer », propagande en vers qui ne s'élève pas au-dessus de l'histoire des mœurs. Si l'on passait des idées, des mythes et du

(2) La chanson fut transformée par les socialistes en « Tripoli, terre de douleurs... ». Le texte se trouve dans : **Canti politici italiani**, publiés par L. Mercuri et C. Tuzzi, Rome, Editori Riuniti, 1962.

folklore à l'examen des avantages concrets retirés des entreprises africaines, le bilan serait encore plus désolant.

Dans le meilleur des cas, celui de la guerre de Libye, l'Italie n'en retire rien de plus que des sujets de satisfaction pour l'orgueil national. Dans le pire des cas, les aventures de Crispi, le passif est fait de cuisants échecs, au prix de beaucoup de sang et d'argent. En aucun cas, l'économie du pays n'y trouve son avantage, en aucun cas on ne réussit à former des colonies vitales de peuplement, qui puissent donner asile et travail à de consistants noyaux de cultivateurs et de pionniers.

Dans les classes populaires et dans les formations politiques qui les représentent, le colonialisme ne se colore jamais pour autant de teintes roses alléchantes. En 1928, alors qu'on discutait dans l'Internationale Socialiste du problème colonial, le rapporteur italien, Joseph Emmanuel Modigliani, banni de l'Italie fasciste, pouvait en ces termes faire une synthèse de la constante opposition des socialistes italiens au colonialisme : « Aucune utilité, aucune tâche grandiose, aucune nécessité nationale, aucune des raisons qui ailleurs poussèrent les socialistes à envisager les problèmes nationaux d'un point de vue moins intransigeant. L'intransigeance du socialisme italien était la sagesse même » (3).

Le début de l'entreprise d'Afrique (4) précède de quelques années la naissance du parti socialiste. Des noyaux socialistes, de formation et d'expérience diverses, opèrent déjà dans le pays pourtant, et ont même une voix au Parlement. Leur plate-forme idéologique est encore floue, leur programme encore très loin d'être défini, le problème du colonialisme n'a jamais été effleuré. La riposte est cependant immédiate et absolument négative (5).

(3) **Troisième Congrès de l'Internationale ouvrière socialiste. Rapports et comptes rendus. Le problème colonial.** Deuxième volume, cinquième section, p. 145.

(4) Sur les idéologies courantes en ce temps-là et sur le climat éthico-politique où a mûri la première entreprise africaine, les textes fondamentaux sont ceux de : F. CHABOD, en particulier, son chapitre sur « L'idée de Rome » dans le volume **Storia della politica estera italiana dal 1870 al 1896. Le premesse.** Bari, Laterza, 1951.

Sur la première guerre d'Afrique il existe un travail d'ensemble d'un intérêt exceptionnel dû au chercheur marxiste Roberto BATTAGLIA, prématurément disparu. **La prima guerra d'Africa,** Torino, Einaudi, 1958. Conçu dans un esprit de chaude polémique anti-colonialiste et à partir des résultats d'une recherche ample et solide, le livre de Battaglia s'étend à tous les aspects de l'entreprise, des mouvements d'opinion et débats, qui s'expriment dans la presse et au Parlement, à la conduite diplomatique et militaire. La position des socialistes devant la guerre d'Afrique trouve elle aussi une large place dans ce volume.

(5) Sur la naissance du parti socialiste, la revue critique la mieux mise à jour est celle de Gastone MANACORDA ; « Formazione a primo sviluppo del partito socialista in Italia. I problemi storici a i più recenti orientamenti storiografici », **Studi Storici,** n° 2, 1963. Il s'agit d'un rapport développé lors d'un Congrès organisé par la Revue **Mondo Operaio.** Dans ce rapport, Manacorda soutient que la position

LES THÈMES DE L'OPPOSITION SOCIALISTE

L'opposition gravite autour de trois thèmes. Le premier touche la sphère des principes. L'Italie, qui s'est constituée en nation, au nom du droit des peuples à l'indépendance nationale, ne peut, sans renier son passé, être à l'origine d'une oppression de nation et de race aux dépens d'un peuple, comme celui d'Abyssinie, autonome et indépendant depuis des siècles. La note antiraciste est solidement liée à ce thème : « Le peuple — écrit le jeune Turati — a déjà inscrit de façon indélébile, depuis un siècle, dans ses cahiers politiques, **la paix, la fraternité, le respect de l'autonomie des races** », et fou est celui « qui traite avec mépris cette autonomie en la mesurant à la preuve ainsi mise en avant d'une simple prétention de supériorité... » (6).

La seconde des argumentations polémiques est dirigée contre les tentatives qui tendent à faire de l'entreprise coloniale une question de prestige national. Si la dynastie manque d'une couronne de gloires militaires bien à elle, si c'est à elle que revient l'héritage des défaites de Custoza et de Lissa, le peuple a sa propre épopée, l'épopée garibaldienne, et n'a pas besoin de faire la preuve de ses aptitudes au combat héroïque quand il s'agit d'une noble cause.

La nature militariste de l'aventure s'insère aussi dans un troisième ordre d'arguments quand on nie que la conquête d'une colonie puisse être de quelque utilité pour le pays, quand on demande que les moyens gaspillés en Afrique soient utilisés pour porter les lumières de la civilisation sur les plaies les plus secrètes de l'Italie et quand on dénonce les castes militaires et les milieux dynastiques comme responsables de l'aventure.

Toutes ces raisons ne sont pas en elles-mêmes originales, et proviennent pour une large part de la tradition de la gauche du Risorgimento à laquelle le socialisme naissant est encore attaché par mille fils ; elles ont cours dans

du parti socialiste italien devant le problème colonial constitue pendant cette période une de ses limites ; il s'agit d'une position de nette hostilité au colonialisme, mais elle est inspirée par des raisons politiques et idéologico-sentimentales au lieu d'être fondée sur une analyse structurelle du phénomène ; elle reste donc en deçà de la théorisation de l'impérialisme qu'il faut considérer comme la ligne de partage dans le développement du socialisme international. Le texte de Manacorda, les discussions auxquelles il donna lieu et plusieurs rapports ont été rassemblés dans un volume d'**Actes du Congrès** aux Editions de l'Avanti à Milan.

(6) Le texte par lequel Turati adhérait au Comité anti-africain de Ravenne est reproduit dans le volume **Turati giovane** édité par Luigi CORTESI, Milano, Ed. Avanti, 1962, p. 374-6.

l'opinion publique et dans la presse démocratique à des degrés divers, et reflètent les préoccupations de classes sociales diverses ; on les retrouve parfois exprimées par des groupes de vieux conservateurs.

Les républicains, héritiers directs de la tradition de Mazzini et de Cattaneo, sont les plus proches des socialistes dans cette campagne, Arcangelo Ghisleri, ami de Turati et Bissolati, fait appel à ses compétences de géographe pour mener une polémique serrée avec ceux qui arguent du bon droit de la civilisation pour extirper la barbarie et il n'hésite pas à se mesurer avec un patriarche du républicanisme, le philosophe méridional Giovanni Bovio, qui attribue à la race caucasienne la primauté sur toutes les races humaines et lui reconnait le droit et le devoir d'exporter sa civilisation partout où existent des groupes ethniques condamnés par la nature à une infériorité permanente (7). Un autre républicain, le sociologue et économiste Napoléon Colajanni, s'engage à démontrer, sans abandonner d'autres arguments et tout en ne manquant pas de définir le colonialisme un « brigandage collectif », pourquoi l'Italie n'a pas besoin de colonies de peuplement : la surpopulation dont on parle est un phénomène relatif à une économie pauvre, caractérisée par la sous-consommation, d'où la nécessité de trouver à l'intérieur du pays, et non au dehors, le remède (8). A la Chambre, le groupe radical avec Imbriani et Cavallotti, manifeste avec l'opposition son hostilité à la politique coloniale des gouvernements. Contre la « mégalomanie » des forces nouvelles qui dirigent le pays, il n'est pas jusqu'aux épigones de la vieille Droite qui ne fulminent. La presse de la bourgeoisie la plus solide, celle des régions où les processus d'industrialisation est le plus avancé, c'est le cas du **Corriere della Sera** de Milan, adopte elle aussi, face à l'entreprise africaine,

(7) Sur l'ambiance dans laquelle se débattent et se forment ces hommes, il faut voir la préface de CORTESI au volume déjà cité, **Turati giovane,** où l'on trouve aussi les références bibliographiques essentielles. Sur Bovio, voir en particulier : Raffaele COLAPIETRA : « Correnti anticolonialiste nel primo triennio crispino (1887-1890). **L'atteggiamento di Giovanni Bovio** », **Belfagor,** nº 5, 1954. La polémique Bovio-Ghisleri se développe dans la Revue **Cuore a Critica** en 1887-88. Les écrits de GHISLERI avec quelques compléments, ont été recueillis dans le volume **Le razze umane e il diritto nella questione coloniale,** Bergamo, 1888. Les index des quatre années de la revue sont publiés dans : Luigi BULFERETTI, **Le ideologie socialistische in Italia nell'età del positivismo evoluzionistico,** Firenze, 1951.

(8) Les écrits de COLAJANNI paraissent dans le journal **Il fascio della democrazia** et ont été recueillis dans le volume **Politica coloniale,** Palermo, Clausen, 1891. A propos de la définition du colonialisme en tant que brigandage, TURATI écrit un article « Pour défendre l'honneur des brigands » dans **Critica Sociale,** 30 novembre 1891 : il y soutient que les « brigands » ont, pour agir, des excuses que n'a pas le gouvernement ; un procès lui est intenté pour cet article.

une attitude fortement critique qui accentue, au lieu de l'atténuer, son âpreté, avec le cours du temps.

Les raisons de l'opposition circulent sans rencontrer de limites précises de parti. Elles prennent toutefois un sens et une valeur différents selon le contexte idéal et politique dans lequel elles s'insèrent. La position des socialistes diffère non par l'originalité des arguments mais par la méthode et la cohérence avec lesquelles ils sont développés. Les socialistes sont les seuls, en effet, outre leur dénonciation au Parlement, à mener dans le pays une intense et très vive agitation, mobilisant toutes les couches actives des classes populaires auxquelles ils s'adressent dans une action soutenue. Ils sont même les seuls à fondre organiquement toutes les raisons de la polémique anticoloniale, et à ne pas reculer devant le chantage moral du patriotisme, parce que porteurs d'une idéologie nantie d'une autonomie interne, qui tend à élaborer une hiérarchie des valeurs dans laquelle le patriotisme n'est pas refusé mais vu comme historiquement nécessaire pour un combat libérateur de toute l'humanité.

ANDREA COSTA ET TURATI

Ce n'est pas par hasard si c'est un socialiste, Andréa Costa, qui lance depuis le Parlement ce mot d'ordre suggestif : « Pas un homme, pas un sou ! » repris immédiatement par l'opposition populaire et brandi comme un drapeau contre toute action de guerre. C'est encore Costa qui, lorsque, après le massacre de Dogali, la démocratie radicale s'arrange avec Cavallotti pour voter de nouveaux crédits afin de venger l'honneur national offensé, déclare que l'honneur d'un peuple réside dans ses réalisations et dans ses arts, dans ses luttes pour l'indépendance et pour la liberté, et non pas dans les armes, ni « dans ces boucheries stupides et infâmes que sont les guerres ». Au même Costa reviendra le mérite de graver, au nom des socialistes, l'épigraphe sur la guerre d'Afrique, avec un ordre du jour présenté à la Chambre au lendemain d'Adoua dans lequel les raisons de l'opposition socialiste sont réaffirmées et réunies ainsi : « Puisque l'entreprise d'Afrique est contraire à la civilisation, au principe de nationalité, aux intérêts du peuple italien nous demandons le rappel des troupes d'Afrique ».

La figure d'Andréa Costa, déjà militant fervent de la Première Internationale, converti de l'anarchisme de Bakounine au socialisme électoral et légalitaire, premier député socialiste à la Chambre, domine la scène de l'agitation socialiste contre la guerre d'Afrique par sa chaleur, sa vigueur et son intransigeance dans le combat. Dans les mêmes années, cependant, de nouveaux groupes se forment, à travers des expériences moins aventureuses, mais aussi un travail de réflexion et d'étude fort sérieux et intense. Le centre le plus intéressant de rassemblement de cette nouvelle génération socialiste est constitué par la revue **Cuore e Critica,** fondée et dirigée par le républicain Ghisleri, qui compte parmi ses collaborateurs les plus assidus de jeunes néophytes du socialisme et du marxisme, parmi lesquels brille Filippo Turati.

Des colonnes de la revue étaient parties les premières attaques contre les idéologies colonialistes et de tendance raciste, à partir desquelles Turati instaure une polémique courtoise autour du problème de l'utilisation des territoires coloniaux, polémique qui tire son intérêt non seulement du sujet mais aussi de la compétence des interlocuteurs, Antonio Labriola et F. Engels (9). Philosophe illustre, interprète du marxisme original et subtil, Labriola avait publié dans un journal de Florence une lettre, reprise avec un certain relief par la presse romaine, dans laquelle il proposait qu'en Erythrée l'on tentât une expérience de « socialisme pratique » moyennant le maintien de la « liberté de la terre » et l'attribution de cette dernière aux paysans sous forme de coopération ou d'association soutenue par le gouvernement. Après une première intervention polémique de Turati, Labriola se décide à expliquer le fond subtilement machiavélique de sa proposition faite, dit-il, avec la conviction profonde qu'elle ne saurait être reçue, et qu'elle aurait donc l'intérêt d'une sorte d'expédient pédagogique destiné à mettre sous les yeux des ouvriers « non le problème abstrait de la propriété et du capital, mais des cas concrets, comme celui de l'Erythrée, où l'on voit comment naît la propriété bourgeoise, comment le capital s'empare de la terre, et combien est flagrante la contradiction entre l'Etat présumé démocrate et l'abus des finances publiques au profit de quelques-uns ». Un autre résultat qui aurait pu

(9) Les textes essentiels de cette polémique se trouvent dans le volume déjà cité, **Turati giovane,** pages 395-403. On peut voir aussi **Antonio Labriola, Democrazia e socialismo in Italia,** par L. CAFAGNA, Milano, 1954, p. 16 à 22.

être obtenu, ç'aurait été de pouvoir dire aux radicaux progressistes et philanthropes : « Voilà où sont les véritables intérêts du peuple » et de les mettre au pied du mur en faisant la preuve par les faits de leur impuissance. L'opinion de Labriola reçoit une confirmation indirecte d'Engels, qui, dans une lettre reconnaît que l'attribution de la terre aux paysans est la revendication la plus avancée que l'on puisse présenter au gouvernement, sans toutefois nourrir aucun espoir qu'elle y soit reçue.

La question fournit à Turati l'occasion d'éclairer à plusieurs reprises sa pensée. Engagé dans l'oeuvre d'unification des divers noyaux socialistes pour fonder le parti, Turati se préoccupe, à des fins de clarification idéologique et politique, de débarrasser le terrain de l'utopie des colonies socialistes, qu'elles soient en Erythrée, en Amérique, ou même en Italie, mise désormais à la mode, comme en donnent la preuve de nombreux articles parus dans **Cuore e Critica,** et de nature à détourner l'attention et les énergies de ce qui apparaît pour le moment comme le but le plus important, la construction du parti. De là, la brusque affirmation, théoriquement correcte, par laquelle Turati ouvre son discours, à savoir que le socialisme, comme tous les faits révolutionnaires de l'histoire, ne s'essaye pas mais « se fait » et seulement lorsqu'en existent les conditions essentielles. Or, en Afrique, aucune de ces conditions n'existe. Ces peuples pourront, en temps voulu, marcher d'un pas encore plus alerte que les autres sur la voie du socialisme, mais seulement à la remorque d'économies plus fortes. Le sophisme bourgeois selon lequel la pénétration du capitalisme constitue une phase à ne pas écarter dans le développement des peuples africains, peut aussi avoir quelque part de vérité, mais une chose est certaine, c'est que l'oppression coloniale est le seul instrument de l'exaltation des pires qualités des colonisateurs et des colonisés, de dégradation et de corruption réciproque.

En 1891, Turati relève véritablement la revue de Ghisleri, lui donne un autre titre, **Critica Sociale**, et s'apprête à faire ainsi le plus grand organe théorique et politique du socialisme « marxiste » et « gradualiste » en Italie. Dans le premier numéro paraît encore un article de Ghisleri sur le thème de la supériorité de race, consacré cette fois à l'extermination des Indiens d'Amérique. Puis, sur le colonialisme, c'est un silence prolongé, dû au marasme de l'aventure coloniale et à la concentration de tous les efforts

de la revue et de ses collaborateurs en vue de la fondation du parti qui a lieu à Gênes en août 1892.

L'agitation africaine entre dans une nouvelle phase à la suite de la naissance du parti socialiste. L'existence d'une organisation articulée territorialement à l'échelle nationale et dirigée depuis un centre unique est en soi un élément qui facilite la diffusion des idées au moyen de véhicules qui fonctionnent de façon stable, et qui accroît la capacité de mobilisation immédiate des oppositions populaires. La polémique avec les anarchistes, repoussés à Gênes par le nouveau parti, oblige ensuite les socialistes à les affronter même sur le terrain de l'activisme et de l'intransigeance. Le troisième et le plus important des éléments c'est la crise qui secoue la société et le monde politique italien, tout au long des dix dernières années du siècle, et qui permet, et même commande, que l'on relie entre eux la corruption, la réaction et le colonialisme comme visages d'un même problème, en donnant par conséquent à la lutte contre le colonialisme une actualité, un sens concret et une prise jamais atteints jusque-là.

Entre 1892 et 1894 se concentrent et se chevauchent des événements d'un poids exceptionnel ; les scandales bancaires qui impliquent les plus hautes autorités de l'Etat et créent en Italie un climat, comme on l'a dit, « panaméen » apte à souligner les dimensions internationales de la corruption bourgeoise ; les mouvements des « fasci » siciliens, les organisations spontanées des travailleurs les plus malheureux et les plus opprimés de toute l'Italie, qui entrent en un combat tumultueux mettant le feu aux mairies et aux octrois, le retour en Erythrée d'une situation brûlante, après les illusions fleuries sur le traité d'Uccialli. Impliqué au premier chef dans les scandales, mais appelé et acclamé comme un homme fort, et comme le seul en mesure de tenir la barre dans cette tempête, Crispi revient au pouvoir en décembre 1892, réprime avec une brutale sévérité les mouvements des « fasci » moyennant fusillades, états de siège et tribunaux militaires, dissout en 1893 le parti socialiste, fait précipiter la situation africaine, en y recherchant le succès bruyant et décisif, qui ait valeur de diversion pour l'opinion publique, consolide sa position et étaye sa politique.

C'est la lutte de front contre le mouvement ouvrier socialiste et contre les fractions les plus avancées de la démocratie républicaine et radicale. Dans cette lutte tous ceux

qui écrivent dans **Critica Sociale** ont une part primordiale, ils élaborent une plate-forme de l'opposition, fondée sur une interprétation cohérente et organique de ce que représente le phénomène complexe de Crispi (10).

Dans cette plate-forme, le colonialisme n'est plus un épisode de la politique italienne mais une expression directe et fidèle des forces les plus réactionnaires du pays. En Italie, explique en effet la revue, le colonialisme est une exigence du développement de la bourgeoisie, même sous la forme de brigandage collectif et organisé. L'économie du pays ne souffre pas, en effet, d'une telle exubérance de capitaux qu'il faille les reverser sur des territoires conquis, et, d'autre part, les colonies auxquelles s'applique l'effort du gouvernement italien ne sont pas telles qu'elles puissent servir comme débouchés ni comme sources de matières premières.

Les choses étant ainsi, l'entreprise d'Afrique se révèle inspirée et voulue par le militarisme et la monarchie, soutenue non par la bourgeoisie entreprenante mais par les classes les plus attardées et parasitaires du pays, les terriens du Sud qui en espèrent un durcissement du protectionnisme céréalier, l'allégement de la pression paysanne, le renforcement de l'armée, qui est la seule institution dans laquelle ils placent toute leur confiance. D'autres incrustations d'intérêts économiques se sont formées autour de l'affaire d'Afrique, mais toutes relèvent toujours d'intérêts parasitaires : ceux des marchands d'armes, des fournisseurs de l'armée, des généraux et des gazetiers. La bourgeoisie productive, par ailleurs, déjà entraînée de force sur la voie de l'unité nationale de par son incapacité à comprendre quels sont ses intérêts permanents et lointains, fait encore une fois la preuve de son inconscience et de sa lâcheté, en permettant que s'accomplisse cet attentat contre l'Italie. Si les socialistes escomptaient une dissolution catastrophique du régime bourgeois, ils devraient se réjouir de l'entreprise d'Afrique, car sa poursuite signifierait le désastre. Au contraire, en se battant avec une intransigeance obstinée contre le colonialisme, ils défendent les

(10) La **Critica sociale** est épaulée par l'hebdomadaire milanais **Lotta di classe,** organe du parti socialiste, dont la diffusion est beaucoup plus vaste. On trouvera une notice historique sur ce journal et la liste des articles les plus importants sur le problème africain dans : **I periodici di Milano-Bibliografia e storia,** Tomo I 1860-1901, Milano, Feltrinelli, 1956, p. 165-170. Dans la **Critica sociale,** les textes les plus importants paraissent à la fin de 1895 et pendant le premier semestre de 1896. Pour avoir une vue générale de la lutte, cf. l'article de TURATI « Becchi a bastonati I La guerra d'Africa e la borghesia italiana », (16 gennaio 1896) et celui de Leonida BISSOLATI « Guerra a fondo » (1er febbraio 1896).

intérêts du pays tout entier, de la bourgeoisie active elle-même, qui, en Italie, n'a pas épuisé son rôle.

La lutte anticoloniale vient ainsi s'insérer dans une perspective gradualiste de l'avenir du socialisme et devient ainsi une des composantes organiques de la plate-forme du socialisme réformiste italien.

L'opposition à la guerre de Libye, malgré le changement des circonstances et de la position du parti socialiste dans le pays, aura les mêmes motivations doctrinaires et politiques, et sera, pour parler comme Modigliani, l'expression de « la sagesse même ».

La défaite d'Adoua provoque la chute de Crispi et marque en même temps la fin de la première aventure africaine. Nouvelles crises, nouvelles répressions, de nouveaux buts autoritaires dévient vers d'autres problèmes : les socialistes, les gouvernements, l'opinion publique.

LE SOCIALISME SE DIVISE

Le problème colonial revient à la surface pour une brève période en 1902 et concerne, cette fois, non plus l'Abyssinie, mais la Libye.

L'idée que la Libye devait toucher l'Italie s'était répandue dans certains cercles depuis 1882, quand la France avait occupé Tunis. L'entente italo-anglo-française de 1901 remet la chose en question. Hommes politiques et publicistes déjà peu tendres à l'égard des entreprises d'Afrique, se trouvent d'accord pour déclarer que c'est l'intérêt suprême du pays, qu'aucune autre puissance n'aille s'installer en Tripolitaine. Le milieu socialiste est touché à cette occasion par une interview accordée au **Giornale d'Italia** le 13 avril 1902 par Antonio Labriola, qui contient les éléments d'une révision de la traditionnelle position socialiste face au problème colonial. Labriola, en effet, après avoir déploré que, dans les moments opportuns, les gouvernements italiens aient laissé perdre les occasions qui se présentaient d'occuper la Tunisie ou l'Egypte, n'hésite pas à affirmer qu'il ne reste désormais, à l'Italie, rien de mieux que de s'installer à Tripoli, au prix sans doute d'une expédition militaire, étant donné le manque de ces grands capitaux, qui seuls, permettent de réaliser des conquêtes sérieuses sans coup férir. On n'éviterait pas, ajoute-t-il, une opposition de la part des démocrates et

des socialistes à cette entreprise, mais il ne serait pas non plus difficile de la surmonter en faisant comprendre aux Italiens que la Tripolitaine n'est pas l'Erythrée, que, là, il sera facile, par un usage avisé du capital et du travail, de dérouter une partie de l'émigration et de donner, pour des siècles, un débouché aux exubérantes forces démographiques de la nation pour leur permettre de bâtir une nouvelle patrie.

L'importance de la déclaration de Labriola réside dans le fait qu'elle vient d'un homme déjà connu comme un des marxistes européens les plus autorisés, et qu'elle marque ainsi une rupture dans la tradition anti-colonialiste du socialisme et de la gauche radicale, réaffirmée, sans trop de vigueur, lors d'un congrès tenu en cette même occasion (11). Les idées de Labriola, insérées dans un contexte idéologique hétérogène et ambigu, lors de ce congrès, aussi pauvre dans ses projets qu'imprécis dans ses engagements, ouvrent cependant une brèche dans le mur des principes et c'est par là que passeront, une dizaine d'années plus tard, les hommes de la droite réformiste, brandissant le prétexte des intérêts nationaux et une aile du syndicalisme révolutionnaire, porteuse du mythe de la « nation prolétaire » (12).

Remise à des temps meilleurs, la conquête de la Libye reste comme une idée fixe dans la politique italienne. Quelques années plus tard, encouragée par le gouvernement, commence la pénétration dans cette région de la Banque de Rome qui jouera un rôle important pour inspirer

(11) La **Critica Sociale** prend position dans deux articles, l'un de TURATI et l'autre de X... (Gaetano SALVEMINI) qui paraissent le 1er juin 1902 ; on y déplore le faible engagement de ceux qui participent au Congrès. De nombreux articles paraissent aussi dans l'**Avanti** (10, 12, 16, 17, 28 maggio ; 28 luglio ; 4 agosto 1902) : ils tendent à démontrer la maigre utilité de la Libye au point de vue économique et la situation difficile où l'Italie se trouverait si elle s'aventurait dans cette entreprise, ainsi que la nécessité de concentrer tous les efforts pour promouvoir le développement économique du pays et résoudre de cette façon le problème de l'émigration sans courir derrière des mirages coloniaux stériles et périlleux. L'homonyme de Labriola, Arturo Labriola, développe l'opinion contraire lorsqu'il expose les positions du courant syndicaliste naissant dans un article que l'**Avanti** accepte de publier le 14 mai 1902.

(12) Le courant syndicaliste se divise en deux grands tronçons, l'un favorable et l'autre hostile à l'entreprise libyenne. Le porte-parole des « tripolistes » est Arturo Labriola ; sur son attitude l'essentiel de la documentation est constitué par le volume **La guerra di Tripoli et l'opinione socialista,** Napoli, Ed. La Scintilla, 1912. Quant à l'autre groupe on peut voir l'essai d'Enrico LEONE, **Espansionismo e colonie,** Roma, 1911, paru au début de l'entreprise libyenne ; on y trouve aussi des jugements fort critiques sur les positions assumées par les plus grands leaders de l'Internationale Socialiste et par l'ensemble de l'organisation face au problème colonial. Un autre courant se sépare du filon syndicaliste, en assumant toutefois une attitude chauvine : il est représenté par des hommes comme Paolo Orano et d'autres, destinés à devenir les premiers théoriciens du fascisme. Le livre de Roberto MICHELS, **L'imperialismo italiano,** Milano, 1914, constitue une des premières expressions organiques des idées de ce groupe.

l'expédition militaire de 1911, en menaçant de céder au capital allemand ses propres concessions. Entre la première et la deuxième guerre coloniale italienne, les différences sont sensibles et non superficielles. Dans le premier cas, elle avait été imposée par les gouvernements, mais non soutenue par l'opinion publique ; la bourgeoisie avait refusé d'en faire « sa chose », les délégations socialistes et les maigres patrouilles de l'extrême gauche démocratique, peu nombreuses au Parlement avaient pour elles les forces les plus actives du pays. En 1911, la situation est profondément différente. Les obstacles idéologiques hérités du Risorgimento sont tombés. Les grands journaux sont sans réserve pour la guerre, le journal qui soutient systématiquement Giolitti, **La Stampa** de Turin, envoie en Libye le nationaliste Bevione, le sévère **Corriere della Sera** de Louis Albertini, publie, somptueusement payées, les chansons des exploits d'outre-mer de d'Annunzio, les plus baroques et les plus rhétoriques d'un poète d'ordinaire déjà privé du sens de la mesure. Une élégante revue reproduit des photographies d'Arabes pendus. « Une chose, dit à la Chambre Turati, au sujet des pendaisons, nous sépare irrémédiablement de vous : le dégoût ! ». Mais la petite bourgeoisie ivre de chauvinisme n'a plus les réactions morales d'il y a vingt ans. En son nom parle le mouvement nationaliste qui met en cause jusqu'à la dynastie et fait peser la menace d'insurrection, si le roi d'Italie ne met pas sur sa tête la couronne de Tripolitaine.

Dans le camp démocratique, un seul groupe compact échappe à la contagion et se bat avec une ferme intransigeance, contre l'entreprise de Libye, et c'est le groupe qui se rattache à un illustre historien, socialiste jusqu'à la veille de la guerre, Gaetano Salvemini. La polémique, menée surtout dans les colonnes de l'hebdomadaire **l'Unita,** n'est pas axée contre le colonialisme, idée abstraite, mais contre cette aventure coloniale précise considérée, selon des arguments par ailleurs scientifiquement fondés, comme contraire aux intérêts du pays.

Les socialistes non plus ne sont plus les mêmes. Leurs députés ne sont plus cette patrouille garibaldienne d'agitateurs audacieux. Ayant gagné en nombre et en influence, ils constituent une force avec laquelle il faut compter en session parlementaire, mais ils sont aussi handicapés par le fait même qu'ils représentent un imposant mouvement syndical et coopératif, rodé par une longue pratique de

réformisme, mais aussi réticent lorsqu'il s'agit de mettre en jeu les intérêts organisés constitués en dix ans, en passant de la collaboration indirecte à l'opposition de front.

Ce sont les socialistes pourtant que prend pour cible la manoeuvre du président du Conseil Giolitti qui tend à obtenir sinon l'adhésion, du moins la bienveillante neutralité de la majorité du parti face à l'entreprise de Lybie.

Quelques faits significatifs se sont produits en 1911. Avant que l'intervention militaire soit décidée mais quand déjà elle apparaissait comme probable, un représentant socialiste autorisé, Bissolati, accepte l'invitation de participer aux consultations en vue de former le nouveau gouvernement. Le parti le désavoue, mais une pratique jusqu'ici strictement observée est rompue. Bissolati reste en place, convaincu d'avoir ouvert une nouvelle voie au mouvement ouvrier ; les chefs du mouvement syndical l'encouragent en secret. Dans les mois qui suivent, la campagne pour la conquête s'étend à travers le pays et la presse socialiste répond d'une manière faible et décousue, aucune agitation sérieuse n'est lancée. Quand, finalement, la guerre est déclarée, on lance l'idée d'une grève générale de protestation, mais des considérations de prudence poussent les dirigeants du parti à la mettre de côté. Dans le courant de droite, quelques hommes se convertissent bruyamment au « tripolisme ». Un groupe plus important et plus nombreux, celui de Bissolati, fait des réserves sur l'intérêt de l'entreprise, mais à l'intérieur des limites du devoir patriotique de solidarité avec le pays en guerre et du devoir envers le prolétariat qui exige qu'on ne prive pas le gouvernement de suffrage universel de l'appui socialiste.

La situation de crise quasi publique dans le parti incite dans un premier moment à limiter l'ampleur et l'intensité de la protestation. Un observateur autorisé, comme Emile Vandervelde, écrivant dans la **Revue Socialiste** de décembre 1911, attribuait, sur la base de plusieurs conversations personnelles avec des camarades Italiens, la faible réaction du parti au « ministérialisme aveugle du groupe dirigeant », et laissait entendre qu'il nourrissait peu d'espérance pour l'avenir.

En réalité la crise trouva d'une certaine manière sa solution dans le passage du parti à l'opposition et, en même temps, au réformisme.

Sur la ligne de l'opposition, dans la majorité réformiste, se range, d'une manière décisive, Turati : la guerre de

Libye prend pour lui figure de « guerre contre l'Italie ». Les raisons idéales et morales de son aversion pour le colonialisme et pour la guerre, sont les mêmes que vingt ans auparavant. Les raisons politiques découlent d'une évaluation réaliste de ce que seront les résultats négatifs de l'aventure pour l'Italie, à l'intérieur comme sur le plan des rapports internationaux. Mais ce qui, plus que tout, vient apporter une note angoissée et dramatique à ses prises de position, c'est l'intuition, juste elle aussi, que, avec la guerre de Libye, le socialisme réformiste entre en crise en Italie.

Giolitti avait expliqué son aventure en invoquant la fatalité. Turati refuse désespérément de croire à cette fatalité. Si la force irrésistible des choses et non la volonté des hommes avait amené l'Italie en Libye, cela voudrait dire que le régime capitaliste, à un certain stade de son développement, ne peut éviter de sombrer dans l'aventure, de s'enfermer dans le cercle des guerres et des réactions, et alors, l'hypothèse de fond du socialisme gradualiste tomberait, l'hypothèse d'une longue marche renforcée par de lentes mais sûres conquêtes, jusqu'au déchirement final qui serait l'œuvre d'une majorité innombrable, consciente, sûre et préparée à ses devoirs.

Pour sauver de pareilles perspectives, il n'y a pas d'autre manière que de lutter pour que la fatalité « recule », pour que la guerre se réduise à une parenthèse à fermer avant que les dégâts ne deviennent irrémédiables. La foi en l'avenir pacifique et démocratique du socialisme donne ainsi à la position de l'accommodant Turati les caractères de l'intransigeance.

Mais, en réalité, la « fatalité » joue un grand rôle dans la nouvelle entreprise coloniale italienne. La marge pour la poursuite de l'expérience réformiste commence en effet à manquer.

Le développement relativement impétueux de l'économie italienne au cours des premières dix années du siècle débouche sur des étranglements qui en bloquent la progression ultérieure et qui ne se remettent en marche que par un acte de volonté politique. Mais la volonté politique des classes dominantes tend désormais à se retourner justement vers ces solutions que Turati redoutait, et la petite bourgeoisie a tendance à se laisser remorquer par elles, avec l'illusion de retrouver une fonction autonome et bien à elle dans la vie du pays. Les différentes fractions

de la démocratie parlementaire, en 1911, sont toutes sur le front de la conquête coloniale.

Les années de l'expérience réformiste n'ont touché, par contre, que des couches très minces du mouvement ouvrier. Les conjonctions d'intérêts qu'avaient stabilisées, ces années-là, les forces patronales et les collusions avec les gouvernements ont créé des liens de faits, mais encore fragiles, pas suffisants pour provoquer une insertion du prolétariat, ou pour le moins d'une partie consistante de ce dernier, dans le système. Les liens de solidarité à l'intérieur de la classe et la fidélité à l'idéologie traditionnelle sont encore beaucoup plus forts et la crise renforce et exalte de tels sentiments.

A LA VEILLE DE LA GUERRE

La riposte du parti finit par aller quelque peu au-delà du passage à l'opposition proposé par Turati. Sur les réactions du parti et des masses populaires influencées par les courants différents de la gauche, la recherche est encore à faire. A travers la petite presse, la presse locale, la presse de tendance (en dehors de **l'Avanti),** on a l'impression d'un crescendo en intensité et en extension. Les fiches de police fournissent des données analytiques, province par province, mais il est long et difficile de bien les interpréter. Quant aux attentats terroristes dont la préparation est généralement attribuée à une organisation bulgare, « la Main Noire », en accord avec le Comité « Union et Progrès » des Jeunes Turcs, on s'aperçoit, dès qu'on entreprend des vérifications, qu'ils sont l'œuvre d'Italiens : le 30 octobre 1911 un jeune soldat anarchiste tire contre son colonel dans la cour de la caserne de Bologne ; le 12 mars 1912 un maçon attente à la vie du roi (13). Déjà, à l'annonce de la guerre, avaient surgi des remous spontanés et localisés, mais assez répandus. Au long des mois la poussée à gauche se fait toujours plus forte et conquiert le parti. Les « tripolistes » sont exclus et avec eux Bissolati et ses amis, le courant de gauche conquiert la majorité et entreprend contre la guerre de Libye une campagne qui, en intensité et en violence, n'a guère d'exemples dans l'histoire du socialisme italien. Les phénomènes de crise économique déterminés par les contingences de guerre permettent de

(13) Archives Centrales de l'Etat, Direction générale publique de la Sécurité, 1912, n° 29.

lier les raisons idéales aux revendications de classe dans une agitation ininterrompue. La tension croissante de la lutte, loin de diminuer les accords des prolétaires, les renforce. Les élections politiques de 1913 et les élections administratives de 1914 donnent des résultats rouges, malgré la récente exclusion de Bissolati et la naissance d'un parti socialiste réformiste. C'est l'entrée, toutes voiles déployées, du maximalisme dans l'histoire du socialisme italien, le prodrome du phénomène qui éclatera dans toute son importance lors du premier après-guerre. Parmi les protagonistes de cette reprise se trouve le jeune directeur de **l'Avanti,** Benito Mussolini (14).

Mais, plus que lui, il est utile de rappeler un personnage plus modeste, Joseph Scalarini, le caricaturiste du journal, qui vient à la surface avec la guerre de Libye et s'affirme comme le plus efficace propagandiste du socialisme italien. Ses sujets ont une fraîcheur, une simplicité et une force, telles qu'on les trouve aux sources d'une foi religieuse ; ils s'intitulent : paix, liberté, justice, fraternité entre les hommes. Ses illustrations dépouillées, réduites à l'essentiel, frappent énormément l'imagination populaire, éduquent, si l'on peut dire, une génération entière de socialistes. Le capitaliste, le général pourvoyeur de pendaisons, le fournisseur militaire, le « socialtripoliste », le nationaliste, le démocrate spécialiste en affaires louches, la dame de la Croix-Rouge, le « prêtre de guerre », le républicain mi-jacobin, mi-soldat, sont les personnages de Scalarini qui se gravent dans les mémoires et exercent sur les consciences une suggestion durable. Et, en même temps que les personnages, les épisodes. On est en janvier 1913. A Roccagorga, au cœur de l'Italie, au cours d'un tumulte populaire, un enfant est tué. Le petit mort rencontre au ciel un enfant noir et lui demande : « Comment es-tu mort ? — De mitraille italienne à Sciara-Sciat, et toi ? — Moi aussi, à Roccagorga ».

(14) Sur l'initiative de Mussolini, l'hebdomadaire de Forli, la **Lotta di classe,** invite à partir du 25 mai 1912 des représentants turcs au B.S.I. à participer à une manifestation de protestation en Italie contre la guerre de Libye. A l'invitation s'associent les représentants de groupes variés de la gauche socialiste réunis en Congrès à Florence (Archives centrales de l'Etat, Direction générale publique de la Sécurité, 1912, n° 47). L'initiative ne fut pas suivie d'effet.

8

F. TICHELMAN

PAYS-BAS : LA SOCIAL-DÉMOCRATIE HOLLANDAISE ET L'INDONÉSIE 1897-1907 (1)

L'Indonésie tint une grande place dans l'histoire des Pays-Bas, politiquement et économiquement.

Non seulement, en effet, l'Etat néerlandais et les firmes privées en tiraient des bénéfices directs, mais encore en Hollande ou en Indonésie même, de nombreuses personnes trouvaient du travail en rapport avec les colonies et s'y établissaient provisoirement, voire définitivement.

On estime que, juste avant l'invasion des armées japonaises en 1942, les Européens vivant en Indonésie étaient entre 250 et 300.000 ; une grande partie d'entre eux y étaient établis en permanence. Aussi l'Indonésie ne peut pas être tenue pour une « colonie d'exploitation » classique comme l'Inde, l'Indo-Chine ou la Nigéria. Cependant, elle ne peut pas non plus être considérée comme une « colonie de peuplement » comme l'Algérie, la Rhodésie du Sud, etc.... Les colons hollandais étaient en majorité des fonctionnaires, des employés des grandes entreprises agricoles et commerciales d'origine hollandaise ou occidentale. Le cas de l'Indonésie est donc original. On y voit apparaître les caractéristiques des deux types et, de plus, une influence conservatrice, pour ne pas dire réactionnaire, qui, dans toutes les relations avec la métropole, rappelle celle de la colonie de peuplement, sans lui être identique.

Aller en Indonésie représentait pour beaucoup de personnes entreprenantes, ou pour ceux qui ne parvenaient pas à se débrouiller en Hollande, une possibilité, une chance. Dans certaines familles, c'était même une tradition. Parmi ceux qui allaient « aux Indes », il y eut toujours

(1) L'histoire de la politique coloniale du S.D.A.P. (Sociaal-Demokratische Arbeiders-Partij) est encore très mal connue. Ce premier travail est élaboré à partir des rapports de Congrès, de la revue du S.D.A.P., **De Nieuwe Tijd**, des ouvrages de Van Kol et des archives de Van Kol, Wiedijk et Ch. G. Cramer.

Toutes les archives mentionnées, sont à « l'Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis », Amsterdam, que nous indiquerons par la suite par les sigles IISG.

des gens qui critiquaient l'administration coloniale. Le premier véritable réformateur inspiré par la Révolution Française et par les idées humanitaires anglaises, vécut à la fin du XVIII[e] siècle : Dirk Van Hogendorp (1761-1822) développa ses idées dans un livre publié en 1799 (2). On peut dès lors, avec quelque effort, tracer une ligne qui passerait par le libéral Van Hoëvel (3), l'écrivain Multatuli (4), l'anarchiste Roorda van Eysinga (5) et qui aboutirait à Van Kol (6).

VAN KOL ET LES PREMIERS SOCIALISTES HOLLANDAIS EN INDONÉSIE

Henri Hubert Van Kol fut probablement le premier socialiste hollandais ayant une expérience coloniale. Il devint socialiste et membre de la Première Internationale en 1871. Après avoir terminé ses études à l'Ecole Polytechnique de Delft, il partit pour l'Indonésie et travailla comme ingénieur des travaux publics de 1876 à 1884 et de 1886 à 1892. Certes, il ne s'adonna pas à une propagande socialiste régulière — ce qui eût été fort difficile à cette époque-là — mais il ne resta pas silencieux. Lors d'une polémique professionnelle en 1879, il attaqua publiquement dans une revue de Soerabaja, la politique coloniale officielle du gouvernement : le manque de droits politiques pour la population, le travail non libre, les impôts humiliants, l'arbitraire. Lorsque le but de la politique coloniale sera d'assurer la prospérité interne des colonies, conclut-il, « alors aucun ennemi européen ne sera plus à craindre. Alors l'amour des Javanais sera notre soutien et notre force... » (7).

La même année, il écrivit un article traitant de l'influence du hasard sur les hommes et sur la société ; il se fondait sur des bases positivistes pour rejeter cette thèse et révélait ainsi l'influence qu'avaient eue sur lui

(2) **Berigt van den Tegenwoordigen Toestand der Bataafsche Bezittingen.**
(3) Wolter Robert, baron van Hoëvell (1812-1889). Voir pour des renseignements récents : Paul VAN'T VEER, **Geen blad voor de mond,** Amsterdam, 1963, p. 104-144.
(4) Pseudonyme pour Eduard DOUWES DEKKER, (1820-1887), auteur du célèbre roman **Max Havelaar** (1860) : critique humanitaire radicale des conditions coloniales et du sort des « indigènes ».
(5) Sicco Ernst Willem Roorda van Eysinga (1825-1887). Voir : P. VAN'T VEER, **op. cit.,** p. 145-182.
(6) Pour une courte bibliographie : J. E. STOKVIS, **Levensbericht van H. H. van Kol** dans **Levensberichten van de Maatschappy der Nederlandsche Letterkunde te Leiden,** 1931-1932. STOKVIS donne une bibliographie des oeuvres de van Kol, p. 48-51.
(7) Soerab. Handelsblad, 8 et 9 déc. 1879, cité par STOKVIS, **op. cit.,** p. 9-10.

Spencer, Huxley et J.S. Mill. En 1881, il publia un ouvrage, **Le Christianisme et le Socialisme,** dans lequel il défendait l'idée d'une relation harmonieuse entre les deux notions.

De Java, il entra en relations avec Domela Nieuwenhuis, par l'intermédiaire de Roorda van Eysinga, et fournit des articles au **Recht voor Allen,** la revue de l'association social-démocrate, et à **De Toekomst,** revue socialiste belge publiée à Gand. Mais, dans ces deux revues, il n'écrivit pas essentiellement en tant que spécialiste des questions coloniales ; ce ne fut pas non plus son rôle lors de son voyage en Europe (1884-1886) pendant lequel il s'occupa avec enthousiasme de nombreuses affaires du monde socialiste international.

De retour à Java, il s'adonna à l'étude et écrivit **Le Capitalisme et le Socialisme, ou les salaires tels qu'ils sont et tels qu'ils devraient être (1888).** Il y développait une théorie particulière sur la rémunération du travail en fonction de certificats fondés sur le degré de fatigue. C'est pour cette raison que son biographe Stokvis l'appelle « un rejeton isolé de l'école utopique ». C'est seulement lorsqu'il fut élu député du **S.D.A.P.** à la Chambre (1897-1907) qu'il apparut au premier plan comme partisan d'une politique coloniale social-démocrate. Peu après son départ définitif d'Indonésie, nous trouvons dès 1898 des traces d'activités socialistes à Java (8).

Le 14 janvier 1898 en effet, un certain A. Bijvoet, social-démocrate de Batavia, envoya à la direction du S.D.A.P. un rapport sur ses activités en utilisant des articles qu'il avait donnés au **Social-Démocrate** (en particulier un article intitulé : « Pourquoi un social-démocrate vivant en Indonésie désire ardemment que Van Kol devienne membre de notre Parlement », ainsi qu'un autre article donné à une revue de Batavia sur le suffrage universel) en se référant aux communications déjà adressées au parti sur les abus coloniaux, en ajoutant des renseignements sur la fondation d'une association pour aider les « Indo-Européens » indigents, et un plan pour la création d'une imprimerie et d'une revue dont les statuts étaient dérivés de ceux de l'imprimerie de la revue socialiste belge **Vooruit** de Gand. Un autre socialiste de Serang, Van Kuyk, membre actif du

(8) Tout récemment, l'une de mes collègues de l'IISG, Madame J.M. Welcker, trouva une collection d'environ 30 lettres écrites par des membres ou des sympathisants du S.D.A.P. ; ces lettres couvrent la période qui va de 1898 à 1915 et la plupart datent de la période qui précéda la fondation de l'Indische Sociaal Democratische Vereeniging par Sneevliet (en 1915).

syndicat des employés du chemin de fer et du tramway, dans une lettre de 1899 adressée à un membre du parti à Rotterdam, critique le leader du parti Vliegen, pour sa négligence à l'égard des Indes. D'autre part, il y a des lettres de marins socialistes de la marine royale persécutés à cause de leurs activités syndicales.

En 1902, l'ingénieur P.J. Ott de Vries (9), futur directeur des travaux publics en Indonésie, et L.D.J. Reeser futur membre influent de la I.S.D.V. (Indische Sociaal Democratische Vereeniging) (10) écrivirent qu'ils souhaitaient devenir membres du parti. Ce dernier donna des conférences sur le socialisme, bien qu'il exprimât sa crainte des représailles gouvernementales ; en collaboration avec un sympathisant, le Dr Bonebakker, il fit beaucoup pour la diffusion des brochures du parti. Coopérant avec le syndicat des marins et des chauffeurs, ils fondèrent une maison pour les marins à Soerabaja en 1903 ; c'était le début d'un centre syndical d'où, en 1918, grâce à Sneevliet, allaient naître des conseils de marins. Le Dr Sloos, revenant d'Indonésie, au début d'avril 1904, raconta à M. Mendels, journaliste socialiste bien connu, que le dimanche 3 avril 1904, un certain nombre de membres du parti à Java se seraient rassemblés pour fonder une branche du S.D.A.P. ce qui était, selon Mendels, en opposition avec les statuts du parti.

Tous les sociaux-démocrates ou sympathisants du S.D.A.P. ne désiraient pas entreprendre des activités politiques publiques ou avoir des relations directes avec le parti, à cause des grands risques que l'on pouvait courir dans une atmosphère coloniale au plus haut point conservatrice. Aussi, pendant cette période, vraisemblablement aux alentours de 1900, un fonds d'aide financière au S.D.A.P. fut-il organisé ; les souscripteurs étaient enregistrés sous un numéro à la place de leur nom (11). Comme les revenus des socialistes des colonies étaient en moyenne beaucoup plus élevés que ceux des membres de la classe ouvrière en Hollande, le total des souscriptions représentait une somme substantielle, ainsi que semble l'avoir admis Vliegen, le chroniqueur du parti.

(9) Consulter : les **Mémoires** de CH. G. CRAMER, dans les archives de Cramer.

(10) On n'a encore rien publié sur la fondation et les fondateurs de l'Indische Sociaal Democratische Vereeniging (ISDV). Le livre de Ruth T. MC VEY : **The Rise of Indonesian Communism,** Ithaca, N. Y. 1965, est le premier livre consacré au PKI qui parle dans une certaine mesure du ISDV (p. 14).

(11) **Mémoires** de CRAMER, cahier 1, p. 20-21, sur Cramer cf. article du **Het Vrije Volk,** 20-10-1959.

Ces socialistes des colonies influencèrent-ils le développement de la politique coloniale ? C'est une question à laquelle il est difficile de répondre. Leur correspondance est trop peu abondante pour se faire une idée claire de leurs opinions politiques, mais celles-ci se réduisaient probablement à la revendication de libertés politiques plus grandes, et d'un traitement plus humain des indigènes. Les lettres du S.D.A.P. aux socialistes d'Indonésie n'étant pas accessibles, on ne peut pas savoir dans quelle mesure leurs activités et leurs opinions étaient prises au sérieux. Mais on peut penser que la présence active de socialistes en Indonésie aura du moins poussé le parti à s'intéresser constamment à la question coloniale.

L'influence de Van Kol est, de loin, la plus importante. Il a joué un rôle considérable dans le développement de la politique coloniale socialiste, du moins pendant la période 1897-1907. Le parti était, à l'époque, relativement restreint et sa machine bureaucratique n'était pas huilée : Il tolérait encore une gauche marxiste très active. C'est pourquoi l'influence de Van Kol pourrait bien être plus importante que celle de ses successeurs comme spécialistes coloniaux du parti, Ch. G. Cramer et J.E. Stokvis (12).

Son rôle comme expert colonial fut unique; il le remplit de manière tout à fait personnelle ; de même ses idées sur la question coloniale furent originales au sein du S.D.A.P.

ÉLÉMENTS D'EXPLICATION

Il eut en tout cas beaucoup d'affinités avec les tenants de mouvement de la « Voie Morale » (13). Quelles en sont les origines ?

Après la restauration de la souveraineté hollandaise sur l'archipel indonésien au début du 19e siècle, il s'en fallait de beaucoup que toutes les îles fussent totalement contrôlées. Ce n'est qu'en 1830, à la fin de la guerre de Java, que l'autorité du gouvernement fut établie de facto sur la totalité de l'île. Mises à part Java et les Moluques, seules certaines régions (surtout côtières) étaient effecti-

(12) Sur Josef E. Stokvis (1875-1951), cf. **Socialisme en Démocratie,** janvier 1952, p. 70-72 : **De Vlam,** vol. 8, 12-1-1952 ; p. 5, 12,

(13) Consulter : H. T. COLENBRANDER et J. E. STOKVIS. **Leven en arbeid van Mr. C. Th. van Deventer,** Amsterdam, 1916-1917, 3 vol., J. S. FURNIVAIL. **Netherlands India,** Cambridge-New-York, 1944, notamment le chapitre VIII ; W. F. WERTHEIM, **Indonesian society in transition,** La Haye, 1956, chap. 4, p. 3 et chap. 5, par. 3. Nous utilisons abondamment cet ouvrage.

vement contrôlées. La crainte des revendications britanniques et la montée du mouvement **Padri** provoqua une certaine extension de la domination à Sumatra au cours du second quart du 19e siècle. C'est seulement pendant la seconde moitié du 19e siècle, sous l'influence de l'expansion coloniale britannique, que furent conquis la totalité de Sumatra et de Bornéo et d'autres territoires moins importants, la longue et sanglante guerre de l'Atchin, dernier grand sursaut de résistance indonésienne, prenant fin en 1904.

Les Pays-Bas étaient maintenant entraînés par le courant de l'impérialisme moderne. La raison n'en était pas seulement la conjonction des pressions internationales et des révoltes en Indonésie. Il y avait aussi des intérêts économiques. Certes l'économie hollandaise était loin d'avoir atteint le niveau d'industrialisation de la Grande-Bretagne. Elle n'était pas poussée au même degré vers la recherche de nouveaux marchés, de nouvelles zones d'investissement, de nouvelles sources de matières premières un peu partout dans le monde : le capitalisme commercial la dominait toujours. Mais, depuis 1870, un nouvel essor économique se dessinait : l'industrie se développait. D'autre part de nouvelles richesses minérales étaient découvertes dans les territoires limitrophes de l'Indonésie.

Des pressions économiques privées se manifestèrent et amenèrent l'abolition du «système cultural» de versement au gouvernement sous forme de redevances, de produits agricoles destinés au marché mondial, dont la culture était obligatoire. Une phase de libre développement de l'entreprise privée succéda au système cultural durant la période 1870-1900. On assista à une pénétration économique plus profonde dans la société indonésienne ; mais en raison du système économique de grande plantation qui exigeait le maintien du vieux statu quo social et requérait du travail peu payé, cette pénétration ne provoqua pas de changements fondamentaux dans l'économie indonésienne et ne favorisa pas son développement. Il s'ensuivit au contraire un intense appauvrissement de la population de Java, à tel point que le gouvernement ordonna une enquête officielle sur les conditions de vie ; on commençait à comprendre que le gouvernement devait la protéger contre les pires effets de l'entreprise privée parce que la baisse du niveau de vie nuisait à toute l'économie coloniale.

C'était ce que reconnaissaient en particulier certains

cercles d'industriels hollandais — par exemple ceux du textile — qui avaient intérêt à voir s'élever le pouvoir d'achat du consommateur indonésien. L'expansion des intérêts économiques anciens et nouveaux (exploitation accrue des matières premières, pétrole, étain, etc...) renforçait la nécessité de bâtir une infrastructure plus étendue des moyens de communication, de développer la machine administrative, l'éducation ainsi que l'aide médicale et sociale.

L'attaque de la vieille politique coloniale menée à la fois par les industriels déjà nommés, dont les intérêts étaient liés à ceux des exportateurs, par les vieux ennemis conservateurs de la tendance libérale et par les libéraux « humanitaires », van Deventer, Brooshooft, força le gouvernement hollandais à adopter la « Voie Morale » (1900-1913/1914).

Ce nom provenait d'un pamphlet de P. Brooshooft, écrit en 1901, dans lequel, avec C. Th. van Deventer et Van Kol, il réclamait l'abandon total de la politique du « batig slot » qui permettait au gouvernement d'équilibrer le budget grâce aux millions qu'il tirait des profits indonésiens ; il réclamait également l'utilisation de ces profits pour l'amélioration du bien-être indigène. A cette école morale appartenaient également les professeurs C. van Vollenhove, promoteur du maintien de la loi indonésienne traditionnelle, et C. Snouck Hurgronje qui faisait autorité en matière d'Islam et de langues indonésiennes, et avait été le promoteur de l'idée d'« Associatie » (Association), c'est-à-dire de la promotion et de l'émancipation sociales d'une nouvelle élite indonésienne occidentalisée, grâce à laquelle des liens plus fermes entre la Hollande et l'Indonésie pourraient être établis.

Bien entendu, les idées et les exigences parfois contradictoires de ces libéraux, ne furent pas toutes suivies d'effet. Des forces conservatrices très puissantes en Hollande et en Indonésie — la grande majorité de la minorité coloniale hollandaise restant « anti-morale » et voulant laisser l'indigène à sa place — parvinrent à limiter au minimum les mesures « morales ». Le rassemblement de forces qui rendaient cette voie praticable se désagrégea bientôt. La montée depuis 1913 d'un nationalisme indonésien militant qui se développa pendant la première guerre mondiale et après la révolution russe, les crises économiques, les changements dans la nature de l'entreprise occidentale de plus

en plus concentrée entre les mains des banques, des planteurs, des cartels et associations agricoles et commerciales, mirent un terme à la « Voie Morale ». Après l'administration relativement « morale » des gouverneurs généraux Idenburg (1909-1916) et Van Limburg Stirum (1916-1921), on suivit une politique coloniale plus dure.

On ne peut dire par ailleurs que, jusqu'en 1897, la classe ouvrière ait eu vraiment une politique coloniale.

Dès 1874, F. Domela Nieuwenhuis, futur leader du **S.D.B.**, (Ligue social démocrate) (14) s'exprimait en ces termes dans le magazine **Onje Tijd** : nous devons progressivement donner la liberté aux colonies « où nous n'avons rien à faire, comme n'avaient rien à faire chez nous les Français et les Allemands ». Mais au cours des premières années du S.D.B., il fut fort peu question des affaires coloniales. Dans les numéros 14 et 15 de la première année (1879) de la revue **Recht voor Allen,** il est affirmé que les Indes néerlandaises doivent être représentées directement au Parlement; que l'on n'a aucun droit à les considérer comme un territoire conquis ; qu'il faut mettre un terme à la guerre de l'Atchin ; que l'on doit cesser de négliger certaines parties de l'archipel alors que l'on intervient beaucoup trop dans d'autres régions ; enfin, que toute imposition est immorale tant qu'on ne limite pas les dépenses inutiles.

C'est seulement dans les années 80 que l'on commença à s'intéresser à l'Indonésie ; surtout lorsque l'anarchiste Sicco Ernst Willem Roorda Van Eysinga (15) auteur de la fameuse « Chanson imprécatoire : le dernier jour des Hollandais à Java », après avoir été plus ou moins chassé d'Indonésie en 1864, revint en Hollande et collabora régulièrement au **Recht voor Allen** sans d'ailleurs être membre du parti.

A cette époque les thèmes coloniaux principaux étaient les suivants : la répugnante guerre de l'Atchin à laquelle il fallait mettre fin ; la défense des braves Atchins ; l'exploitation de la population qui travaille pour quelques

(14) Pour l'histoire du SDB : W. H. VLIEGEN, **De dageraad der volksbevrijding,** Amsterdam, 1921-1922, vol. I, p. 31 sv. et vol. II.

(15) En dehors de Van't Veer voir aussi : S. A. REITSMA, « S. E. Roorda van Eysinga, de dichter van Sentot's vloekzang ». **Haagsch Maandblad,** mars-avril 1941, XXXV[e] partie, n° 3 et 4 ; F. DOMELA NIEUWENHUIS, « S. E. Roorda van Eysinga » dans : **Verzamelde stukken van S.E. Roorda van Eysinga,** s' Gravenhage, 1889, p. 35-50 ; W. F. WERTHEIM, « Doopceel van de dichter van de vloekzang », dans : **Bijdragen tot de Taal-, Land en Volkenkunde,** vol. IIb, 4e édition (1960), p. 437-480.

Consulter parmi les oeuvres de ROORDA lui-même : **Eene ontleding van Onze koloniale staatkunde.** Amsterdam 1866 ; et son **Adressen aan de Tweede Kamer** (pétitions adressées à la Chambre des députés, Amsterdam, 1865-66).

centimes. Mais on allait quelquefois plus loin. Le 12-5-1886, un « prolétaire » écrivit que la politique coloniale constituait une part importante de la question sociale. Et Roorda van Eysinga le 30-3-1887 en réponse à une pétition adressée au roi par 100 notables qui réclamaient des sacrifices pour sauvegarder l'administration coloniale : « Au cas où ces messieurs auraient insisté pour que l'on chassât tous les membres du parlement et pour qu'on libérât progressivement l'Insulinde (l'Archipel Malais) nul plus que moi n'aurait applaudi à la demande de sacrifices immédiats... » ; il ajoutait : « Le seul remède pour les Indes, c'est ce que Multatuli avait compris il y a bien des années : « Sortons les Hollandais ! ».

Dans les années qui précédèrent la fondation du S.D.A.P., le S.D.B. n'ajouta rien de neuf à ces idées. Son legs se limite donc à une protestation anticoloniale. Le S.D.A.P. naquit en 1894 d'une lutte âpre contre les leaders anarchisants du S.D.B. et tenta de repartir sur les bases de ce que l'on considérait comme une social-démocratie saine.

Au début, il était constitué d'une poignée d'intellectuels et de quelques ouvriers qui combattaient pour survivre et qui furent ensuite engloutis par la mise en place d'une organisation ; aussi ne s'occupait-on guère des affaires coloniales. C'est seulement lorsque le parti fut représenté au Parlement, à partir de 1897, et confronté plus ou moins régulièrement avec la politique coloniale du gouvernement dans les débats de la Chambre des députés, qu'il commença à développer sa propre politique coloniale. C'est en fait au Parlement que la politique coloniale du S.D.A.P. fut établie, et non lors des congrès du parti.

LE ROLE DE VAN KOL AU PARLEMENT

Longtemps le seul représentant du Parti au Parlement avec Troelstra, Van Kol était un des rares à avoir une expérience coloniale. Grâce à une forte pension et à d'autres moyens matériels, il pouvait se consacrer entièrement à la politique. En outre, en raison de sa conscience professionnelle et d'une certaine chaleur personnelle, il était assez populaire. On comprend que beaucoup de choses aient été laissées à son appréciation.

Dès son entrée au Parlement, il se jeta fougueusement

dans le débat colonial. De nouvelles études l'avaient bien préparé à cette tâche. En 1896, parut son petit livre sur **Java, le pays et le peuple** ; c'était une description économique dans laquelle il condamnait sévèrement l'administration hollandaise sauf pour le travail accompli dans le domaine de l'irrigation ; la même année parut un pamphlet **La propriété foncière à Java.** Dans la première étude, il se rattachait nettement à la tendance « morale » en demandant que l'on mit fin au pillage en faveur du budget hollandais. Mais il ne s'en tenait pas là. Il discutait aussi le but final de la politique coloniale : « Java n'est pas encore perdu, parce que pour ces gens pacifiques et soumis, il n'est pas question, pour le moment, d'envisager une solution violente ou une révolte sanglante : habitués à la soumission, résignés à leur sort, en proie à des divisions et à des hostilités internes, incapables de parvenir à une unité d'action à cause de leurs différences linguistiques, les Javanais n'useront pas de leurs droits à la révolte ». De plus, « le sort des petites gens (des masses) s'ils étaient laissés à eux-mêmes, serait atroce... » Cependant, « même si les jeunes émules secouaient le joug hollandais et nous chassaient, même si les sacrifices indispensables (au développement de l'Indonésie) aboutissaient à l'expulsion des Hollandais, nous n'hésiterions pas alors à faire notre devoir... » (16). Conclusion pathétique et radicale sans doute, formulée dans un de ces moments d'émotion que son tempérament suscitait en Van Kol, mais qui ne constitua certainement pas la base de la politique coloniale de Van Kol au sein ou à l'extérieur du Parlement dans les années qui suivirent.

Le 16 novembre 1897, il prononça son premier grand discours sur la question coloniale. Il y mettait l'accent sur l'atroce situation de Java où la guerre contre les Atchins se prolongeait depuis un quart de siècle et pesait lourdement sur les indigènes, où la paupérisation se développait et risquait d'aboutir à la révolte indienne. Il préconisait l'organisation d'un crédit agricole à taux très bas, le développement des grandes plantations, et se déclarait partisan de l'aide à l'industrie privée (17) à condition qu'elle n'aboutît pas à enrichir les capitalistes comme cela se passait dans l'exploitation des mines.

(16) **Land en volk van Java,** Maastricht, 1896, p. 64-66, cf. J. E. STOKVIS, **op. cit.,** 25-26. Riënzi était le pseudonyme de Van Kol.

(17) Il voulait vraisemblablement parler du traitement industriel des produits agricoles et autres, et non pas d'une sorte quelconque d'industrie lourde.

Van Kol terminait son discours par une motion proposant la nomination d'un comité impartial qui, au bout d'un an, devrait présenter un rapport sur les conséquences morales, politiques et financières de la tactique des Atchins et sur l'avantage qu'il y aurait à mettre fin à la guerre. Cette motion fut rejetée à une écrasante majorité. Mais, et cela est plus important pour nous — le discours et la motion révèlent Van Kol et l'essentiel de sa politique coloniale : trop de pathétique et d'exclamations déchirantes ; de violentes condamnations alternant avec des concessions aux faits établis ; des propositions réformistes engendrées par une forte tendance à se préoccuper des indigènes de façon paternaliste et humanitaire, et en général une incapacité à raisonner clairement et systématiquement ; tout ceci met en lumière l'ambiguïté qui naît d'être à la fois un tenant de la tendance « morale » et du mouvement social-démocrate.

Le discours de Van Kol indique également les grandes lignes de la future politique coloniale social-démocrate hollandaise : une synthèse de la protestation humanitaire contre tous les types d'abus et de la tendance à être constructif et à bâtir immédiatement sur les fondations déjà existantes ; une tendance qui se fera de plus en plus pressante.

Les autres membres du S.D.A.P. qui parlèrent des affaires coloniales, Troelstra jusqu'en 1907 et, depuis 1901, Melchers, Ter Laan et Hugenholtz étaient moins exubérants que Van Kol dans les formules. Mais avant l'apparition et le développement du nationalisme indonésien et « indo-européen » vers 1913, ils ne s'écartaient guère de lui sur les points essentiels. Le groupe parlementaire soutenait — peut-être d'une manière moins enthousiaste que l'« auctor intellectualis » — les idées de Van Kol : exploitation par l'état des ressources minérales ; grosse industrie indigène à capital indigène ; préservation de la loi traditionnelle ; et même cette proposition singulière faite le 20 novembre 1903 à la Chambre des députés, de vendre une partie de l'archipel de manière à faire quelque chose pour Java. Cette idée fut bientôt abandonnée par le parti après avoir été critiquée à son congrès de 1904 (18).

(18) cf. infra p. 234 et passim.

LA VIE DU PARTI ET LA QUESTION COLONIALE : CONGRES ET PROGRAMMES

Nombre des activités parlementaires du S.D.A.P. dans le domaine colonial et à un moindre degré dans d'autres domaines, n'avaient que peu de rapports directs avec la vie politique du parti, entendue au sens large, et l'on se ferait une idée assez fausse de la place de la politique coloniale dans la vie du parti si l'on se fondait essentiellement sur les archives du Parlement. Si nous nous tournons vers les débats des congrès (19), ce n'est pas tant parce qu'ils reflètent exactement la vie et les relations politiques du parti, mais parce que malgré tout, ils peuvent nous fournir les grandes lignes des développements politiques.

Lors des trois premiers congrès (1895-1897) ni l'Indonésie ni les colonies en général ne retinrent l'attention. Au quatrième congrès en mars 1898 (20), la section de Maastricht demanda que l'on décide de la manière d'agir pour protester contre la guerre de l'Atchin ; et Troelstra, dans le débat sur la défense nationale soutint que la possession de grandes colonies ne changerait rien au danger pour la Hollande d'être divisée par les puissances étrangères, puisque ces dernières étaient divisées entre elles. Au cinquième congrès, en avril 1899 à Leeuwarden (21), le président, dans son discours d'ouverture, mentionna le problème colonial au passage : « Après des mots réconfortants, la bourgeoisie nous donne le spectacle d'actions répugnantes et égoïstes. Van Kol a montré hier comment les Indes, saignées à blanc, avaient enfin l'occasion de faire quelque chose. Avec joie, on a affirmé l'existence de trésors dans le sol des Indes. Mais la bourgeoisie s'est empressée de les mettre dans ses poches ». Le sixième congrès ne parle pas du tout des colonies. Au cours de ces années, tout ce qui avait trait aux colonies fut apparemment laissé aux parlementaires.

Au septième congrès d'Utrecht encore, les 7 et 8 avril

(19) Tous sont conservés au I.I.S.G.

(20) **Verslag van het Kongres van de Sociaaldemocratische Arbeiderspartij in Nederland, gehouden, op 10 et 11 Augustus 1898... te Amsterdam. Supplément à De Sociaaldemocraat,** 13-4-98, est incomplet. Pour la proposition de Maastricht : **Beschrijvingsbrief voor het te houden kongres der SDAP op 10 et 11 Augustus 1898** (Amsterdam, 1898), point 36. Pour Troelstra : W.H. VLIEGEN, **Die onze kracht ontwaken deed,** I, p. 341.

(21) **Verslag van het verhandelde op het vijfde kongres der Sociaaldemocratische Arbeiderspartij in Nederland. Gehouden te Leeuwarden op den 2den et 3den april 1899,** Amsterdam (1899).

1901, on fit une longue ovation aux membres du Parlement et particulièrement à Van Kol : « Et si quelqu'un mérite notre estime, c'est bien celui qui, avec grand savoir et grand enthousiasme, se pose en champion de nos frères du royaume d'Insulinde (l'Archipel Malais). Cette ovation convaincra Van Kol que, bien que n'ayant pas encore de programme colonial, le parti approuve son œuvre » (22) ; telles furent les paroles du président. Le parti hollandais n'était d'ailleurs pas seul à faire confiance à la compétence de Van Kol en matière coloniale. Six mois auparavant à Paris, au cinquième congrès de la Seconde Internationale, il avait eu l'honneur, comme rapporteur de la commission coloniale, de présenter la première résolution coloniale du mouvement socialiste international (23). Ceci ne signifiait cependant pas qu'il pouvait influencer l'Internationale dans le sens de sa tendance réformiste et « morale » ; son discours s'en tint à une accusation anti-impérialiste vague, prononcée sur le mode émotionnel ; sur deux points seulement, il révéla indirectement ses idées personnelles. M. Rebérioux et G. Haupt ont déjà fait état de sa condamnation de la politique coloniale de la bourgeoisie et de sa suggestion d'une politique coloniale socialiste. De plus, Van Kol souligne le danger de l'expansion coloniale capitaliste qui met en compétition 400 millions de travailleurs chinois frugaux et sobres et le prolétariat européen. Cette dernière remarque trahit sa peur des masses coloniales avec lesquelles le prolétariat européen (qui dans sa pensée représente l'Europe toute entière) ne peut pas s'entendre ; il formule enfin le souhait que se forment des partis socialistes dans les colonies en association avec les partis de la métropole, et que s'établissent des relations entre les partis socialistes des colonies.

Cette résolution ne fut certainement pas la source d'inspiration du « Projet de programme pour la politique coloniale hollandaise » que publia Van Kol avec une introduction dans **De Nieuwe Tijd** du 1er avril 1901 ; il devait être adopté par le septième congrès du S.D.P.A. qui se tint à Utrecht en avril 1901. Dans son introduction, Van Kol souligne l'importance capitale des colonies pour la prospérité de la Hollande ; en échange des avantages que

(22) **Verslag van het Zevende Congres der SDAP en van het Verkiezings-Congrès. Gehouden op 7 et 8 april 1901... te Utrecht p. 1.**

(23) **Cinquième Congrès Socialiste International, tenu à Paris du 23 au 27 septembre 1900. Compte rendu analytique officiel,** Paris... 1901. Pour la discussion coloniale, voir p. 99-107.

nous procurent les colonies « nous devons aussi faire notre devoir, un devoir écrasant ». « . . . Dès maintenant, puisque la classe ouvrière de Hollande peut influencer la législation, ne serait-ce que dans une très faible mesure, nous n'avons pas le droit d'oublier nos frères de couleur ». Le programme lui-même part du principe de base suivant : le bien-être, le développement physique, intellectuel et moral des indigènes sont le but suprême ; l'évolution économique est la tâche essentielle ; la substitution d'une politique de responsabilité morale à une politique d'arrangements égoïstes et d'exploitation capitaliste est nécessaire.

Sous la rubrique « Droits Politiques », le programme propose une série de mesures : accroissement du pouvoir législatif des administrations régionales et locales ; création d'un comité consultatif au Parlement pour préparer le moment où le contrôle du budget des colonies échappera au Parlement hollandais. En ce qui concerne les Indes orientales en particulier, sous les rubriques « Justice », « Education », « Industrie Nationale », « Santé Publique », « Imposition », « Finances », et « Notre Devoir », le programme demande essentiellement : la liberté d'association et la liberté de réunion, la liberté d'expression et la liberté de presse ; une administration judiciaire simple, rapide et, si nécessaire, gratuite, fondée autant que possible sur la loi indigène avec les contrôles nécessaires ; un enseignement technique et pratique gratuit tourné vers l'agriculture, l'élevage et les travaux manuels ; un enseignement technique de niveau supérieur au service de la population indigène; le développement en premier lieu de l'agriculture indigène, du commerce et de l'industrie, des communications et de l'irrigation ; la création d'un crédit agricole indigène ; la protection des indigènes contre le capital ; des contrats de travail et des assurances-accidents plus avantageux ; l'amélioration de la condition sociale des «Indo-Européens» ; l'exploitation gouvernementale des forêts, des chemins de fer et des mines, et la perception d'impôts par paliers sur les profits miniers ; des soins médicaux et hospitaliers gratuits pour les indigents ; une aide importante pour le travail des missions médicales ; la simplification de l'administration européenne et la réduction des salaires et pensions des fonctionnaires européens pour faire des économies ; l'extension des tâches administratives des indigènes ; l'abolition de tout travail imposé et

des services obligatoires pour le système cultural ; l'abolition progressive des corvées communales et du travail non rémunéré pour les travaux d'irrigation locaux ; l'abolition totale des impôts de la ferme ; une imposition par paliers des entreprises minières et agricoles, et des entreprises de transport ; un règlement juste des anciennes relations financières inégales (entre la colonie et la métropole) et la séparation, dans la constitution, des finances indiennes et hollandaises ; l'éducation des indigènes en vue de l'auto-gouvernement grâce à une protection sage et désintéressée.

Ce projet de programme réunissait la plupart des exigences réformistes déjà formulées dans les cercles du mouvement « moral », à l'exception des mots « impôts par paliers » et « impérialisme ». Van Deventer aurait dit qu'il pouvait pratiquement souscrire entièrement au programme de Van Kol. Ce dernier ne s'était pas même soucié de maintenir une ressemblance formelle avec la résolution de Paris ou même de lui emprunter quelque chose. Au congrès d'Utrecht de 1901, personne ne semble l'avoir remarqué. Mais le projet ne fut pas non plus accepté sans remous. Van Kol lui-même pensa qu'il était sage de ne pas brusquer le dénouement.

La section de Kampen avait en effet présenté une motion qui tout en louant hautement le projet de Van Kol, recommandait l'étude du programme par toutes les sections puisque le temps avait manqué pour le faire avant le congrès. La section de Breda (24) fit de même. Elle approuvait le programme sur tous les points mais proposait de nommer un comité d'études qui présenterait un rapport sur le programme au congrès suivant. Van Kol appuya la motion. Il avoua qu'il était venu au congrès avec quelque appréhension quant à la discussion de la question coloniale ; car « à la Chambre, il n'avait trouvé que froideur et mépris... Même le Ministre (des colonies) avait ri quand il (Van Kol) avait parlé des plus affreuses cruautés.... ». De longs applaudissements suivirent ces paroles. Mais à ce congrès, poursuivit-il, il avait vu avec gratitude que son cri en faveur du droit et de l'humanité avait trouvé un écho dans le prolétariat. Van Kol pensait qu'il n'était pas démocratique de déposer le programme devant le congrès après une étude aussi insuffisante ; aussi proposait-il de le faire étudier par un comité de cinq personnes de manière à

(24) Van Kol habitait à Princenhagen, petit village situé près de Breda.

présenter un programme révisé au congrès suivant. Il conclut : « Pour la première fois au congrès d'un parti politique hollandais, un drapeau sera levé en faveur de la population des Indes. Notre cri trouvera un écho au-delà des mers, parmi les millions d'indigènes de nos colonies ». Un tonnerre d'applaudissements ponctua ces mots. Le président amenda la proposition : le nouveau programme ne serait pas soumis au congrès suivant mais à l'un des congrès futurs ; d'autre part, il demanda et obtint l'autorisation du congrès de nommer le comité en accord avec Van Kol.

On ne brusqua vraiment pas le dénouement. Il faudra vingt-neuf ans avant qu'un congrès spécial du S.D.A.P. tenu à Utrecht adopte un programme colonial. Malgré tout, on ne fit pas que retarder le vote du programme. Au programme électoral fut ajouté, le lendemain, 8 avril 1901, le paragraphe XVI sur la question coloniale ; en ce qui concerne les Indes, sa teneur était la suivante :

a) arrêt de la guerre de l'Atchin ; séparation constitutionnelle des finances des Indes ; décentralisation de l'administration.
b) liquidation du travail forcé et de la culture obligatoire du café ; nationalisation des maisons de prêt.
c) extension rapide des travaux d'irrigation et du crédit agricole.
d) création de services obstétricaux.
e) amélioration de la condition sociale des « Indo-Européens ».

En fait, c'était une version abrégée du programme de Van Kol (25).

Au huitième congrès, en 1902 à Groningue, la question coloniale ne fut pas mise en discussion ; et au congrès de 1903 à Enschede, elle ne le fut que d'une manière indirecte. Troelstra blâma Van Kol d'être allé aux Indes occidentales néerlandaises pour la grande grève des chemins de fer et des transports en 1903, grève qui avait abouti à une crise du mouvement ouvrier tout entier. Troelstra s'insurgea contre les accusations de lâcheté de la part de la bourgeoisie, mais il affirma que c'était avoir des opinions bourgeoises que de préférer la politique coloniale au mouve-

(25) Consulter le texte dans : **Verzameling van Congresbesluiten genomen sedert de oprichting der SDAP tot en met het congres van 1924**, Amsterdam 1925, p. 85. A propos de ce programme se déroula une discussion à laquelle nous ne nous sommes pas référés, cf. **Verslag van het Zevende Congres...**, p. 24.

ment de la lutte des classes comme le faisait Van Kol. Et en vérité, Van Kol préférait la politique coloniale à la lutte des classes.

LE S.D.A.P. ET LES CONGRES INTERNATIONAUX : VERS AMSTERDAM ; VAN KOL ET WIEDIJK

C'est seulement en vue du congrès international qui allait se tenir à Amsterdam en 1904, à l'ordre du jour duquel était inscrite la question coloniale, qu'un comité colonial (était-ce le même qu'en 1901 ? on ne le sait pas avec précision) (26) commença à travailler à un projet de résolution et à un rapport. La première session connue du comité eut lieu à la fin de l'année 1903 (27). Etaient présents : Van Kol, bien sûr ; Troelstra qui partit en cours de session appelé par d'autres activités ; et aussi P. L. Tak (28), J. F. Ankersmit (29), Van Gogh et Frank van der Goes, le seul marxiste, venant du cercle du **De Nieuwe Tijd,** animé par Henriette Roland-Holst, Gorter et Pannekoek. En raison de l'absence de Van der Goes, Pieter Wiedijk qui venait du même milieu marxiste (30) fut nommé au comité : celui-ci avait besoin d'un théoricien capable d'aider à résoudre certains problèmes : le mode de production de l'Indonésie pouvait-il par exemple atteindre la phase capitaliste sans aide extérieure et comment ?

Van Kol présenta un projet de programme précédé d'une longue introduction dont voici les points les plus intéressants :

L'impérialisme n'offre que des désavantages aux travailleurs européens. Il faudra qu'ils se défendent contre les salaires ridiculement bas des travailleurs africains ou asiatiques qui seront lancés sur le marché du travail occidental. La politique coloniale actuelle ne profite qu'aux grands marchands, aux compagnies maritimes, à une

(26) D'après Fr. de JONG EDZN, **J. Saks. Literator en marxist,** Amsterdam, 1954, p. 121, il s'agissait d'un comité qui existait déjà en 1898. Nous n'avons pas pu trouver de preuve nous permettant d'affirmer qu'existait, déjà, un comité colonial. Le comité de 1901 fut mentionné au passage par Troelstra lors du congrès de 1902.

(27) Consulter : les archives de Wiedijk « J. Saks, Uit de oude doos », dans : **De Nieuwe Weg,** 5e vol. (1930), n° 3, p. 71-74 ; et dans n° 4, p. 107-112, un long article de Wiedijk lui-même à propos du travail du comité, dont nous nous sommes abondamment servis ; enfin FR. DE JONG, **op. cit.,** p. 120-128.

(28) Journaliste, rédacteur de la revue culturelle **De Kroniek.**

(29) Journaliste, par la suite rédacteur en chef du journal du SDAP, **Het Volk.**

(30) cf. FR. DE JONG, **op. cit.**

poignée de fonctionnaires grassement payés, aux gens de finance et aux millionnaires. Elle ne procure que peu d'avantages au commerce sain et à l'industrie ; les classes moyennes en supportent le poids et elle est la cause de nombreuses calamités qui s'abattent sur la classe ouvrière dont elle retarde la délivrance, ne serait-ce que pour peu de temps.

Dans une société socialiste cependant, une politique coloniale régularisant les relations entre les régions plus développées et les régions encore arriérées ne peut manquer de faire son apparition. Quand les pays occidentaux seront surpeuplés, nous ne pourrons pas abandonner la moitié de la terre à des hommes encore dans l'enfance qui laisseront tant de richesses inexploitées. La socialisation des moyens de production ne devrait-elle pas signifier que ce avec quoi tout le monde doit travailler, et ce dont tout le monde peut vivre, appartient à tout le monde ? Vraisemblablement, pendant la période transitoire, la société socialiste devra se défendre contre les pays arriérés. Mais, bien entendu, ce sera une politique coloniale humaine, civilisatrice, rationnelle, et sans violence, travaillant à construire une société universelle, une fédération des peuples, dans un monde humanisé. L'impérialisme, d'ailleurs, en dépit de ses inconvénients, marque le début d'une organisation internationale de la production, un élément du progrès de l'humanité. La nation devient « internation », la solidarité humaine gagne du terrain.

En tout cas, la social-démocratie ne doit pas rester inactive, quoique la route de l'action soit hérissée d'obstacles. Nous nous opposons farouchement à toute politique d'annexion. A supposer qu'un seul peuple souhaite nous être soumis, nous devons nous demander si nous avons le droit de faire tous les sacrifices qu'exige une politique coloniale honnête. Mais les colonies que nous possédons déjà ne peuvent pas être abandonnées au bon vouloir et à la barbarie de leurs princes, à la coercition et à l'exploitation de capitalistes à qui nous avons ouvert les portes. Notre développement moral nous crée le devoir d'ouvrir la voie à la prospérité et à la civilisation. C'est un problème que de savoir dans quelle mesure chaque pays devra garder ses colonies : il doit être considéré dans chaque cas particulier, car il dépend du développement économique et politique de la colonie et de la métropole, et du rapport des forces entre elles.

En ce qui concerne les relations entre la Hollande et les Indes, la métropole, en raison de liens historiques, a le devoir moral de garder une partie de ses colonies : Java et quelques autres îles. Humbles pécheurs, nous avons en effet un devoir à accomplir et un lourd fardeau à porter. Mais cette tâche écrasante est au-delà de nos faibles forces.

Aussi est-il nécessaire de vendre une partie de nos colonies à des nations plus puissantes. Cette dernière idée constituait le point essentiel du projet de résolution de Van Kol. Prié de formuler ses critiques en tant que théoricien, Wiedijk écrivit un long document. Il suggérait de supprimer une partie des extravagances (du document de Van Kol) sur l'impérialisme considéré comme un « principe d'ordre », sur les peuples coloniaux « demandant notre souveraineté » etc... Il critiquait durement la confusion des « nous, notre » qui tantôt se rapportaient au prolétariat, tantôt à la social-démocratie ou à la bourgeoisie, et parfois aux trois en même temps, et qui, de toute manière, ne faisaient qu'obscurcir les antagonismes de classe. Sur certains points, Van Kol approuva son critique, mais pas dans la plupart des cas. Il fit cependant une concession : Wiedijk ayant protesté contre le rôle de « pécheur » de la social-démocratie, il accepta de substituer à « nous » les termes de « social-démocrates au parlement » et de « gouvernement hollandais », tout en affirmant, entre autres choses, que « nous, les Hollandais » jouissions aussi des avantages de l'exploitation coloniale.

Wiedijk rejetait l'idée de vendre les colonies. Selon lui cela ne produirait qu'une exploitation capitaliste plus rigoureuse encore car elle aurait ainsi un bon prétexte. D'autre part, on ne pouvait garantir en aucune manière que les colonies auraient un sort meilleur que celui qu'elles avaient actuellement sous le gouvernement hollandais, relativement doux. De plus, une telle vente pouvait provoquer un conflit international. Il blâmait indirectement Van Kol d'avoir présenté ce plan aventureux au Parlement, de sa propre initiative, sans consulter l'Internationale Socialiste.

Défendant son point de vue dans son rapport critique et dans la discussion, Wiedijk affirma que la politique coloniale socialiste ne devait pas être différente de la tactique de la social-démocratie en Europe : maintenir les principes politiques tout en considérant et en jugeant différentiellement chaque mesure capitaliste ; critiquer ou rejeter une

mesure et en promouvoir une autre selon son utilité ou sa nocivité pour le prolétariat ; il fallait essayer cette méthode même si l'on pouvait obtenir beaucoup moins de résultats qu'en Europe. Il fallait se référer au critère suivant : comment une mesure donnée affecterait-elle la réalisation de la production socialiste ? et, par conséquent, il fallait placer au premier rang le renforcement de la lutte des classes, plutôt que d'envisager exclusivement les avantages ou les désavantages directs que présenterait cette mesure pour les indigènes.

Les autres membres du comité doutaient qu'il y eut un conflit de classes, voire un prolétariat dans les colonies, mais Wiedijk soutint que ce qui n'était pas encore, pouvait apparaître un jour. Il fallait d'abord se demander, selon lui, à quel genre de capitalisme on avait affaire : historiquement, le capitalisme commercial ne servait pas le développement de l'économie des colonies, mais créait des conditions plus difficiles pour les producteurs coloniaux. Sous la forme de l'entreprise d'état ou de l'entreprise privée, il ne faisait que promouvoir le développement de la production agricole extensive et son adaptation au marché européen. Tout développement se situait à l'intérieur des relations féodales de production. Le capitalisme commercial s'alliait aux vieilles classes dirigeantes pour utiliser la passivité ancestrale de la population en vue de l'exploitation. Le travail productif était à ce point limité, que l'exploitation capitaliste, à la fois commerciale et féodale, se faisait aux dépens du sol et épuisait trop rapidement les travailleurs ; dans de telles circonstances, le développement social des producteurs, et une résistance autre qu'une révolte inutile ne pouvaient être envisagées. Telles étaient les idées de Wiedijk.

Comme les autres membres du comité n'approuvaient pas non plus la thèse principale de Van Kol — c'est-à-dire la vente d'une partie des colonies — ce dernier retira sa résolution et par conséquent tout son rapport. Tout était à recommencer.

Wiedijk souhaitait que l'on ouvrît la route au capitalisme industriel qui contenait, à long terme, des conditions plus favorables au développement d'un prolétariat ayant une conscience de classe. Il donnait l'exemple du Japon. Comme le comité ne pensait pas qu'un tel développement fût possible pour les Indes, Wiedijk, poussé par Troelstra qui approuvait les grandes lignes de son rapport, présenta

un nouveau projet de résolution : le capitalisme mine le féodalisme, mais le capitalisme commercial des colonies entrave le développement industriel de l'Ouest comme de l'Est, si bien que, comme le montre le cas espagnol, la perte des colonies est une véritable bénédiction ; or, c'est la vocation de la Social-Démocratie de ne pas gêner le développement du capitalisme industriel, que ce soit dans des milieux à demi féodaux comme en Allemagne et en Autriche, ou dans les colonies où elle peut essayer de promouvoir en particulier un capital industriel indigène. Elle y voit en effet, avant tout, un moyen de former un prolétariat fort et ayant une conscience de classe. Ayant développé les considérants mentionnés ci-dessus, la résolution de Wiedijk se présentait comme suit : le développement économique des pays capitalistes en compétition les amène à rechercher de nouveaux marchés pour écouler leurs surplus de production et de nouvelles occasions d'investissements pour canaliser leurs excès de capitaux. La puissance du prolétariat est insuffisante pour empêcher que le développement économique de ces nouveaux pays se fasse sous une forme capitaliste et non sous une forme socialiste. La Social-Démocratie doit donc aider à créer pour les travailleurs des colonies des conditions de développement social contre les pressions du grand capital qui tente également d'utiliser le travail à bas prix contre le mouvement ouvrier dans les vieux pays capitalistes. La prépondérance du capitalisme commercial est particulièrement nuisible au développement d'un prolétariat ayant une conscience de classe ; en effet, il maintient les vieilles relations féodales de production qui masquent l'épuisement prématuré du travail et du sol, sans créer les conditions d'une prise de conscience par le développement de l'industrie. La Social-Démocratie doit combattre la « tactique » impérialiste qui, avec le militarisme et le protectionnisme sur lesquels elle repose, aggrave les pressions exercées sur le prolétariat de chaque pays, et qui essaie d'affaiblir la solidarité internationale de classe par le chauvinisme.

Wiedijk ne fut pas soutenu.

Van Kol voyait dans le capitalisme industriel une fin en soi. L'idée d'une lutte des classes dans les colonies ne lui plaisait pas du tout ; pour lui, la seule solution était une longue surveillance bienveillante.

Après que le comité eût pris l'avis de Cunow, en

raison de ses vastes connaissances ethnologiques, Van Kol présenta une nouvelle résolution dans laquelle il s'efforçait de parvenir à un compromis (31). Il commence par donner trois raisons pour lesquelles la Social-Démocratie doit s'élever contre la politique coloniale capitaliste :

1) Les colonies, étroitement liées à leur métropole économiquement et politiquement, ne peuvent pas être laissées à elles-mêmes à cause des relations internationales ; c'est là une idée caractéristique de Van Kol.
2) Le capitalisme, dans sa recherche de nouveaux marchés et de nouveaux investissements, est entraîné à la conquête et au pillage ; ceci amène des dépenses de plus en plus grandes sur le plan militaire, l'accroissement du protectionnisme et du chauvinisme, l'alourdissement du fardeau porté par le prolétariat dont l'émancipation est ainsi retardée ; il faut le combattre sans merci. Ceci n'est qu'une version affaiblie du dernier article de la résolution de Wiedijk.
3) En raison des nouveaux besoins économiques, un régime socialiste ne peut pas non plus se passer de colonies tant que l'on ne peut pas obtenir les matières par un système d'échange des produits — encore une idée personnelle de Van Kol.

En second lieu, dans cette résolution, il développe les principes suivants concernant la Social-Démocratie : le capitalisme étant une étape indispensable, le développement d'une industrie capitaliste devrait être possible ; si nécessaire, il faudrait sacrifier les formes communales et féodales de propriété. Il faut résister aux influences abêtissantes du capitalisme sur le prolétariat dans les colonies, et, ce, d'autant plus que ce dernier est incapable de le faire lui-même. L'exploitation d'état peut être utile pour établir des conditions d'emploi normales et pour prévenir le drainage de la plus-value (encore une idée de Van Kol lui-même, quelque peu amendée). C'est le devoir de la Social-Démocratie de renforcer les capacités d'un prolétariat moderne là où il apparaît, de se défendre contre le capital en s'organisant et en protégeant ses forces ouvrières ; d'écarter le danger du travail compétitif à bas prix en

(31) Traduction de Van Kol publiée dans : **Congrès Socialiste International d'Amsterdam des 14-20 août 1904 ; Rapports et projets de résolution...** Bruxelles 1904, p. 61-63, qui diffère quelque peu de la version originale hollandaise (in : **De Nieuwe Weg,** 1930, n° 4, p. 111 et archives de Wiedijk) que nous avons tout d'abord utilisée.

élevant le niveau de vie (Van Kol et Wiedijk sont d'accord sur ce point).

Si l'on en croit Wiedijk, Van Kol fit plus de concessions qu'il ne le souhaitait. Peut-être, mais la résolution était tellement l'oeuvre de Van Kol lui-même que l'on comprend mal pourquoi Wiedijk en tira tant de satisfaction.

Au dixième congrès du S.D.A.P. tenu à Dordrecht en mars 1904 (32) Van Kol dut en tout cas se justifier de sa proposition de vendre certaines colonies (proposition faite au parlement le 20 novembre 1903 et rejetée par la Chambre Basse le 13 mars). Il lui fallait rendre compte d'une action entreprise sans que le parti en ait été auparavant prévenu. Van Kol, de nouveau salué par des applaudissements, expliqua qu'il n'avait pas pu attendre : pour la première fois depuis 300 ans, le gouvernement mettait de l'argent à la disposition des colonies, mais les Pays-Bas se montraient incapables d'aider suffisamment les Indes. La banqueroute de la politique coloniale hollandaise approchait et c'était la punition de siècles de mauvaise administration. Jusqu'ici, la politique coloniale des partis socialistes était uniquement négative, et se limitait à des protestations. Il fallait maintenant que le congrès international arbore son pavillon. Alors on comprendrait que, même dans une société socialiste, les colonies sont nécessaires, parce qu'on ne peut se procurer certains types de nourriture et de médicaments que dans les pays tropicaux. Les Hollandais, eux, ont trop de colonies, ce qui rend impossible une amélioration suffisante de la condition des indigènes. L'ouvrier hollandais a lui aussi intérêt à se débarrasser du surplus de colonies, à cause du danger permanent de heurts internationaux. Ce que le groupe parlementaire avait proposé était une action anti-impérialiste logique et non pas « la vente de nations ». Un référendum est impossible. Si nous nous retirions, la population serait livrée à la barbarie de ses princes, aux horreurs de l'anarchie, et les îles seraient occupées par d'autres puissances. Peut-être les partis frères ne seraient-ils pas très partisans d'acheter nos colonies. Mais naguère Liebknecht et Bebel n'avaient pas opposé de résistance de principe à l'achat des Iles Carolines.

Les applaudissements qui suivirent ne démontraient sans doute pas tant la popularité de l'idée de vente des

(32) **Verslag van het tiende congres der SDAP — gehouden op 3, 4 et 5 avril te Dordrecht**, Amsterdam (1904). Pour la discussion coloniale cf. p. 9-11.

colonies que celle de Van Kol et la confiance que l'on avait en lui comme maître de la politique coloniale et champion du bien-être des indigènes. Troelstra défendit Van Kol en affirmant que le groupe parlementaire avait besoin d'une certaine liberté d'action, qu'il fallait réagir immédiatement, et enfin que jamais proposition n'avait autant exaspéré la bourgeoisie. Le congrès, d'ailleurs, parce qu'il ne pouvait faire autrement, avait jusqu'ici donné carte blanche au groupe en ce qui concerne la politique coloniale. Plus le parti participerait à l'action parlementaire, et moins cela serait nécessaire.

Rien n'était plus faux que cette dernière remarque : le fossé entre les congrès, la bureaucratie du parti et les groupes parlementaires engagés dans l'action politique se creusait au contraire chaque jour un peu plus. C'était du groupe parlementaire, organe essentiel de la machine du parti qui se mettait en place, que Troelstra prenait la défense et non pas tant de la proposition de vente ; à ce sujet, dans une lettre adressée à Wiedijk (33) en tant que membre du comité colonial, il avait exprimé une opinion bien plus réservée que celle formulée au congrès de Dordrecht.

Il est remarquable que la gauche marxiste, qui était en train de se constituer en tendance pour lutter contre le réformisme du parti, n'ait pas manifesté une opposition de principe à l'idée de la vente des colonies, et n'ait jamais attaqué publiquement la politique coloniale de Van Kol. Certes, elle n'approuvait pas tout ce que celui-ci disait, mais n'ayant en la matière ni expérience ni connaissances précises, et se donnant toute entière aux grands problèmes de la politique du parti en Hollande et, dans une certaine mesure en Europe, elle considérait en fait la question coloniale comme un problème annexe.

Le jour précédant l'ouverture du congrès de la Deuxième Internationale à Amsterdam, la délégation hollandaise discuta la résolution sur les colonies telle qu'elle avait été approuvée par le comité colonial (34). Wibaut critiqua l'idée que les colonies seraient nécessaires en

(33) Troelstra « exprime son accord, au moins pour l'essentiel » avec le premier document de Wiedijk et lui suggère de rédiger aussi une résolution. Voir : **De Nieuwe Weg,** 1930, n° 4, p. 108 et archives de Wiedijk.

(34) Consulter : « Verslag van den partijsecretaris over het jaar 1904 », p. 8-9, dans : **Verslag van het elfde congres der SDAP, gehouden op 23, 24 et 25 april te s'Gravenhage,** Amsterdam (1905), Bijlage A.

Il nous semble que la discussion qui eut lieu au sein du comité colonial (Wiedijk y participait) resta pratiquement inconnue du parti, du moins dans une large mesure. Wibaut, Mendels et Gorter ne parlent pas des critiques adressées à van Kol par Wiedijk au sein du comité.

régime socialiste. Mendels réfuta l'idée selon laquelle le capitalisme était une phase inévitable pour les colonies dans leur marche au socialisme ; c'était, selon lui, une thèse trop dogmatique et trop fataliste ; il n'était pas impossible, si le socialisme triomphait dans le vieux monde, d'épargner aux autres continents, les misères du capitalisme tout en les faisant participer aux avantages techniques du capitalisme. Gorter et Pijnappel se dirent d'accord avec Mendels, le dernier affirmant que cette analyse correspondait aux écrits de Marx. La droite répliqua. Van Kol cita Cunow. Schaper, à l'époque leader du groupe parlementaire et réformiste décidé, très proche de Van Kol sur de nombreux points politiques, voulait chercher ce qui était bon et ce qui était mauvais pour les colonies dans le capitalisme. Oudegeest, leader syndical, demanda si l'on envisageait de transformer immédiatement les Dajaks en socialistes. Les votes sur le paragraphe concernant la phase capitaliste furent également répartis ; sur la proposition de Troelstra, un représentant de chaque tendance fut alors désigné pour la section coloniale : ce furent Van Kol et Mendels. Nous ne savons pas si Mendels participa aux discussions du comité colonial international, ni si ces critiques tardives et cette victoire partielle de la gauche jouèrent un rôle dans la défaite de la résolution hollandaise. De toute manière, pour l'Internationale, Van Kol demeurait le maître incontesté de la politique coloniale socialiste hollandaise.

Pour élucider la résolution hollandaise, il avait à nouveau écrit un long rapport (35) où il avait mis en valeur certaines de ses idées personnelles : le facteur essentiel déterminant le volume des transactions commerciales et de l'exportation du capital, n'était pas la possession de colonies mais la puissance industrielle de la métropole ; les colonies étaient peut-être un phénomène historique transitoire ; la bourgeoisie oubliait que, dans la plupart des cas, les mêmes avantages pouvaient être obtenus sans occuper des colonies.

On comprend mal pourquoi Wiedijk pensait que ce texte bâtard était bien supérieur au document de Hyndman sur la question coloniale (36). Le comité colonial international ne fut pas le moins du monde impressionné. Aussi une nouvelle résolution fut-elle présentée, un compromis

(35) Voir : **Congrès Socialiste International d'Amsterdam... Rapports et projets de résolution...**, p. 36-61.
(36) **De Nieuwe Weg**, 1940, nº 4, p. 112.

signé par de Brouckère, Van Kol et Bracke (37). Cette résolution en six points — dont nous ne donnons ici qu'un aperçu — laissait de côté toutes les questions litigieuses ; son contenu était le suivant : opposition à toutes les mesures impérialistes et protectionnistes ; lutte contre tous les monopoles, contre toute cession de vastes territoires, contre toute saisie des richesses coloniales par le capitalisme ; mesures effectives en faveur de la population contre la barbarie militaire, l'exploitation et le vol capitalistes ; amélioration de la condition des indigènes, de l'hygiène et de l'éducation ; maximum de libertés et d'autonomie visant à l'émancipation ; contrôle parlementaire (38).

Malgré les demandes de réformes, la résolution — qui restait dans la tradition anti-impérialiste de la résolution de Paris — n'était pas du goût de Van Kol ; rapporteur du comité colonial, il ne présenta pas tant le compromis qu'il ne plaida en faveur de ses propres idées. Probablement irrité par la résistance opposée à son désir urgent de convertir l'Internationale à une politique fondée sur des réformes « positives » et acceptant aussi la situation telle qu'elle se présentait, il alla très loin dans sa plaidoirie qui revenait à ceci : nos idées sur la politique coloniale ont jusqu'ici été négatives, nous devons maintenant en venir à des solutions positives ; les colonies existent ; la tendance à la colonisation est générale : le moment viendra où l'Europe ne pourra pas se passer des colonies ; si le projet de Chamberlain d'entourer l'Empire Britannique de barrières douanières est mis en application, nous ne trouverons plus de débouchés pour nos produits ; crises et chômage en seront les conséquences. Ce sera alors la révolution sociale. Par conséquent, la question coloniale est plus importante que la question sociale elle-même. Nous condamnons l'expansion par la violence. Mais doit-on laisser exploiter la population indigène ? Doit-on préserver ses institutions ? Peut-on empêcher les progrès du capitalisme ? Nous pouvons promouvoir l'évolution des nations indigènes. Il est nécessaire de placer la direction de la politique internationale sous contrôle parlementaire. La politique coloniale sera bientôt le souci principal du monde entier.

(37) Pour la nouvelle résolution et le débat colonial, consulter **Sixième congrès Socialiste International tenu à Amsterdam du 14 au 20 août 1904. Compte rendu analytique...** Bruxelles, 1904, p. 41-44.

(38) Un fait nouveau intéressant à signaler et qui n'a pas été repris à Stuttgart : on demanda que tout le travail de réformes, en matière d'hygiène, et d'éducation soit soustrait à l'influence nuisible des missionnaires.

Le discours de Van Kol lui valut de longs applaudissements. Bien évidemment, on ne portait encore à la question coloniale qu'un intérêt minime. Les idées qui, trois ans plus tard à Stuttgart, provoqueront de violentes réactions n'éveillèrent aucune critique à la séance plénière d'Amsterdam.

STUTTGART

La résolution d'Amsterdam trouva aussi peu d'écho dans le parti hollandais que celle adoptée à Paris en 1900. Les congrès du S.D.A.P. de 1905 et 1906, ne soufflèrent mot de la question coloniale. Elle fut seulement indirectement soulevée en 1907 à Haarlem (39). La tension avait monté dans la lutte entre les « marxistes », Troelstra et les dirigeants réformistes du parti. 1907 fut l'année qui vit la fondation de **De Tribune** par la jeune génération de la gauche marxiste ; c'était là un défi évident à la direction du parti qui ne pouvait conduire, étant donné les circonstances, qu'à une scission à bref délai. Attaquant les illusions des dirigeants du parti quant à la petite bourgeoisie et aux paysans, Gorter faisait remarquer en passant qu'une grande partie de cette petite bourgeoisie avait des intérêts dans les produits coloniaux. Van Kol répliquait que l'importance des colonies pour la Hollande était largement surestimée, ce que Gorter concédait. Mais ce dernier soulignait que des centaines de millions étaient annuellement tirés des Indes, que le développement des transports hollandais, de l'industrie du coton et de la teinturerie dans lesquels une grande partie de la bourgeoisie avait des intérêts, dépendait des Indes. « Dans ce cas, que peut-on espérer des radicaux bourgeois ? Quand les radicaux seront au pouvoir, ils devront suivre le courant du capitalisme » ; « il faut qu'ils soient impérialistes » ; voyez la France, s'exclamait Gorter. Et, attaquant plus directement les dirigeants du parti, il les accusait de se montrer sévères envers les marxistes et conciliants envers les démocrates libéraux.

Il faut dire, cependant, que la gauche ne voyait pas les choses très clairement. N'ayant pas senti la nécessité d'élaborer une politique qui puisse servir d'alternative sur le plan colonial, elle ne pouvait pas avoir pleinement

(39) **Verslag van het dertiende Congres van de Sociaal-democratische arbeiderspartij, gehouden op 31 mars, 1 et 2 avril 1907 te Haarlem.** Amsterdam (1907), p. 9 et 17, respectivement, pour Gorter et Troelstra.

conscience de l'abîme qui la séparait de Van Kol sur ces questions. Les facteurs extérieurs — internationaux et coloniaux — qui entraînèrent sur la question coloniale, dans un certain nombre de partis nationaux, une discussion, dont le point culminant fut atteint au cours du grand débat de Stuttgart, n'avaient pas encore atteint la Hollande et ce pays ne devait se réveiller qu'avec la montée du nationalisme indonésien. C'est ainsi que Stuttgart, dans une certaine mesure, ouvrit les yeux de la gauche hollandaise.

Car, c'est à Stuttgart que Van Kol (jusqu'alors isolé sur le plan international, et battu à Amsterdam par les traditions plus ou moins marxisantes restées incontestées dans le domaine colonial, dans la mesure où l'on s'en désintéressait) s'exprima pleinement et cette fois en tant que porte-parole d'une aile droite internationale.

Dans son rapport colonial (40) destiné à la conférence internationale de 1907, Van Kol amorça un tournant déjà esquissé en 1904. Les colonies n'étaient pas indispensables et la Hollande se porterait mieux sans elles. Il utilisait entre autres, les arguments suivants : le commerce colonial ne constitue qu'un très faible pourcentage du commerce mondial, Hollande comprise. La croissance de l'industrie hollandaise n'est pas stimulée par les possessions coloniales ; en investissant dans les colonies, les capitalistes retirent des capitaux à l'économie nationale ; 30.000 ouvriers font un travail en liaison avec les colonies ; la lutte pour la domination commerciale sera gagnée par les pays les plus industrialisés, non par les plus grands ni par ceux qui possèdent des colonies , les colonies n'ont d'intérêt que pour les capitalistes.

Il soulevait là des questions sérieuses et qui méritaient une discussion. Mais le thème central du rapport de Van Kol, par lequel commença la résolution de la majorité, était rejeté dans l'ombre par cette autre idée qui lui était chère : toute politique coloniale n'est pas à rejeter, car sous un régime socialiste, elle pourrait avoir un effet civilisateur (41) ; ce qui veut dire que non seulement on peut

(40) **Propositions et projets de résolution avec rapports explicatifs présentés au Congrès Socialiste de Stuttgart** (18-24 août 1907). Edition en trois langues (Bruxelles 1907). Pour le texte français voir p. 88-122 ; pour la traduction anglaise : p. 485-512, et notamment p. 497-98 ; 501, 502, 504-505, 510-512.

(41) Dans le premier projet de résolution de Van Kol, Wibaut et Ledebour, cette idée ainsi que celle d'un traité international (cf. le dernier paragraphe) sont absentes ; ce projet était encore dans la tradition anti-impérialiste. Le projet fut changé après que Terwagne et David eurent apporté leurs amendements introduisant cette nouvelle idée ; c'est Van Kol qui rédigea la résolution finale destinée au comité. Voir : J. SAKS, « Over de Koloniale Kwestie », dans **De Nieuwe Tijd**, vol. 12, 1907, p. 867-869.

imaginer une politique coloniale socialiste future, mais aussi — et ceci est bien plus important — que toute politique coloniale capitaliste ne doit pas être rejetée en tant que telle car elle est susceptible d'être réformée. Cette idée était renforcée par un autre thème encore plus nouveau : le paragraphe final de la résolution de la majorité demandait que les parlementaires socialistes tentent d'obtenir des gouvernements l'établissement d'un traité international permettant de créer des lois internationales qui protégeraient les indigènes (42).

Plus nouvelle encore que la thèse de Van Kol fut l'apparition, au grand jour, d'une aile droite allemande (43), qui pouvait lui apporter un soutien solide. Cette fois-ci, c'était la rupture formelle avec la tradition anti-impérialiste, un formidable défi lancé à la gauche auquel elle répondit, il est vrai, mais seulement à la fin, par une victoire purement formelle qui cachait en réalité une défaite.

L'opposition de Ledebour au sein de la commission coloniale, de Kautsky pendant la séance plénière, exaspéra tellement Van Kol qu'il se laissa aller, sans mesure, jusqu'à exprimer des sentiments que l'on ne peut que qualifier de pro-impérialistes, très proches de ceux de David : les plans de Ledebour sont utopiques, dit-il, car il ne sait pas si une politique coloniale future (c'est-à-dire socialiste) sera toujours pacifique. Il est très regrettable qu'une nation aussi importante que la nation allemande reste simplement dans son coin, boudeuse, et se limite dans l'immédiat à une attitude purement négative. Est-ce que Ledebour veut retirer à la société actuelle les matières premières indispensables ? Que fera-t-il, une fois confronté au problème de la surpopulation européenne ? La politique coloniale peut aussi être démocratique. Si les européens vont aux colonies avec leurs outils et leurs machines — Kautsky fit cette suggestion — ils deviendront les victimes impuissantes des indigènes. C'est pourquoi nous devons y aller les armes à la main.

Dans leur contribution au débat, Bernstein et David présentèrent la mission culturelle des peuples européens comme une justification de l'expansion coloniale ; le premier proclama même d'une façon tout-à-fait explicite, que les nations civilisées avaient le droit de soumettre les nations incultes.

(42) Cette idée fut reprise plus tard par Van Kol sous la forme d'une internationalisation des colonies sous l'égide de la Société des Nations. Cf. infra p. 247.
(43) Cf. l'étude de M. REBÉRIOUX et G. HAUPT.

Etait-ce l'aboutissement logique du réformisme colonial de Van Kol ? On ne peut pas répondre aisément à cette question. Van Kol voulait élever, peu à peu, les peuples des parties les moins développées du monde jusqu'au niveau actuel de la civilisation européenne, grâce à un paternalisme colonial bienveillant. Il voulait alléger le processus d'expansion coloniale capitaliste qui pesait sur le monde pré-capitaliste afin de conduire ce dernier vers un niveau supérieur et plus avancé.

Il voulait travailler à la réforme coloniale sans faire trop de spéculations théoriques sur l'avenir. Il ne l'envisageait pas à partir d'un rejet de principe du colonialisme ni comme un élément préparant le socialisme futur, à la différence de Kautsky et, en Hollande, de Wiedijk. Telle était sa ligne de pensée et il en fut ainsi tout au long de sa vie de social-démocrate. Il faut avoir présente à l'esprit cette idée centrale pour comprendre les prises de position apparemment changeantes de Van Kol ; il s'agit en réalité de manières diverses de propager cette idée fondamentale en l'adaptant à la situation du mouvement socialiste.

LES MARXISTES HOLLANDAIS APRES STUTTGART

A Stuttgart, en tout cas, la gauche comprit qu'il fallait mettre au point une alternative à la politique coloniale, ou du moins adopter une position. En Hollande, trois marxistes réagirent la même année à propos de Stuttgart : Henriette Roland-Holst, W. van Ravesteyn et Wiedijk. Henriette Roland-Holst, membre de la délégation hollandaise au congrès International, comprit que la social-démocratie allemande était au coeur du débat. Dans un article sur le congrès paru dans **De Nieuwe Tijd,** (44) elle expliqua que la discussion perdit rapidement au congrès son caractère académique et se concentra sur un point important de politique pratique : l'attitude de la social-démocratie allemande face à la politique coloniale du gouvernement allemand, étroitement liée à sa politique étrangère, au militarisme et à la construction d'une flotte puissante. Elle avait raison, mais sa conclusion réduisit pratiquement à zéro sa perspicacité : « Le résultat du vote, disait-elle, signifie que le parti allemand et le groupe

(44) Vol. XII, 1907, p. 585-586.

parlementaire allemand (et nous ajouterons également le hollandais) continueront leur lutte implacable contre la politique coloniale du gouvernement et contre tout ce qui pouvait y être lié, avec tout autant d'implacabilité qu'auparavant ». Elle ajouta, par ailleurs, qu'elle avait été attristée par la prise de position de Van Kol qui avait lutté pendant des années, avec intrépidité, contre les conquêtes impérialistes, et qui avait cependant soutenu la nécessité des expéditions armées.

W. van Ravesteyn — dans son article « Die niederländische Kolonialpolitik und ihre Bekämpfung durch die niederländische Sozialdemokratie », paru dans **Die Neue Zeit** (45) — ne semble, au contraire pas gêné par le nouveau visage de Van Kol : il appartenait au noyau le plus dur et le plus résolu de l'opposition marxiste qui venait juste de fonder **De Tribune.** Mais sa contribution à la discussion coloniale n'ajouta rien à ce qui avait déjà été dit à Stuttgart, ni avant. Son principal souci fut de prouver que, contrairement à ce que disait Van Kol, la social-démocratie hollandaise n'avait obtenu que des résultats négligeables en matière coloniale, pendant les dix années (1897-1907) où le groupe parlementaire, sous la direction de Van Kol, s'était élevé avec beaucoup d'énergie et la plupart du temps en toute connaissance de cause, contre l'impérialisme hollandais. Utilisant les faits et les chiffres fournis par Van Kol lui-même, il montra notamment que la nouvelle loi sur les mines, élaborée en 1899 par les libéraux, avait produit de beaux résultats pour les capitalistes hollandais tandis que la population s'appauvrissait de plus en plus ; cet essor du capitalisme avait entraîné une expansion militaire sanglante et le remplacement de l'administration civile par une administration militaire. La politique de Van Kol — que Parvus avait remarquablement commentée dans le **Vorwärts** — était donc totalement utopique dans la mesure justement où il avait tenté d'agir dans un sens réformiste.

Van Ravesteyn attaquait ensuite l'idée de Van Kol d'industrialiser Java et Sumatra : il y voyait la marque de la politique coloniale capitaliste ; il ajouta que l'expansion industrielle dans les colonies nuirait au développement industriel hollandais. C'était probablement la première fois qu'un marxiste hollandais soutenait une thèse à ce point

(45) Vol. 26, 1ère partie, 1907-1908, p. 84-94.

tournée vers l'Europe et anti-internationale (46). La ligne générale de l'article exprimait cependant une tendance radicalement anti-impérialiste ; il réclamait l'indépendance pour toutes les colonies hollandaises et le soutien de tous les efforts qui aideraient la population des Indes à obtenir son indépendance.

Plus sérieux fut l'effort de Wiedijk qui publia en 1907, un article dans **De Nieuve Tijd** sur « la question coloniale » (47). Certes, il sous-estime les différences fondamentales apparues entre la gauche et la droite à Stuttgart, entre d'une part la tendance Kautsky-Ledebour et, d'autre part, celle de Van Kol-David (si nous pouvons nous permettre de présenter les choses aussi simplement) ; il exagère peut-être le potentiel révolutionnaire du prolétariat occidental tout en le minimisant aux colonies ; néanmoins, il vaut la peine de s'y attarder quelque peu (48).

Le problème réel, celui dont il fallait partir, n'était pas celui de la politique coloniale en général mais de la politique coloniale **actuelle** du capitalisme : tel était le postulat de Wiedijk. Le capitalisme a entraîné en effet un grand développement de la productivité du travail. Bien que cette productivité soit limitée par les possibilités techniques, elle tend constamment à entrer en conflit avec la consommation qui limite le niveau des salaires. Cette contradiction ne peut se résoudre qu'en étendant sans cesse la sphère de consommation de ces produits en dehors des limites dans lesquelles vivent les producteurs. Le développement intensif du système capitaliste fait de son développement extensif une condition vitale.

Le taux de profit d'un capitaliste dépend donc d'autres personnes non occidentales. L'essor du capitalisme dans de nouveaux pays (U.S.A., etc...) renforce la concurrence. Un stade de saturation relative est atteint à l'intérieur du vieux système capitaliste, en particulier dans la métallurgie qui constitue l'aile marchante du capitalisme pour l'ouverture de nouvelles zones. Les secteurs dirigeants de la production cherchent alors à préserver le taux élevé de profit, et même à l'augmenter, par l'expan-

(46) Ici Van Ravesteyn semble mélanger deux problèmes : celui d'une compétition industrielle probable entre le monde colonial et le monde capitaliste, et celui de l'écoulement du capital commercial hollandais dans les colonies permettant de faire facilement de gros profits mais gênant ainsi l'investissement industriel.

(47) Vol. XII, 1907, p. 867-884.

(48) Etant donné que le style de Wiedijk est très complexe, nous demandons au lecteur de bien vouloir être indulgent vis-à-vis de l'effort que nous avons fourni pour présenter les pensées de l'auteur.

sion, par la transplantation de la plus-value, sous forme de capital, dans d'autres zones. Stimulé par la concurrence, le capitalisme, avec une hâte féroce, prépare les pays pré-capitalistes à l'exploitation, à l'épuisement prématuré du sol et des hommes.

Le taux élevé du profit est étroitement lié au processus de concentration du capital, et à la formation des monopoles nationaux, protégés par les tarifs douaniers, de même que l'expansion coloniale a pour but d'obtenir des marchés protégés. La question coloniale fait donc partie du système des magnats du capitalisme moderne qui tentent de maintenir la pauvreté et l'asservissement du prolétariat, en utilisant la misère et l'asservissement total d'autres peuples et d'autres races.

L'une des conditions pour la concentration des industries, est la concentration du capital. L'essentiel du contrôle de l'économie passe au capital bancaire. Les financiers ne s'opposent plus à l'influence des « entrepreneurs », ils la renforcent. La fusion du capital financier et du capital industriel leur permet d'agir avec plus de force sur l'Etat, d'avoir à leur disposition l'armée et la marine. Dès lors, même une perte devient pour eux synonyme de profit : même dans le cas où une colonie ne permet d'espérer que des profits inférieurs à la moyenne métropolitaine, les dépenses militaires, la « pacification », la construction des chemins de fer, favorisent les affaires. L'Etat est le grand gaspilleur : il achète avec prodigalité, paye en toute sécurité et protège le commerce colonial.

Quant au prolétariat, il lui faut non seulement produire la plus-value, mais risquer de payer de sa vie l'abondance dont jouissent les capitalistes, car le militarisme, expression des tendances monopolistes, comme le protectionnisme et l'impérialisme, augmente les dangers de guerre.

Enfin, pour boucler le cercle dans lequel le capitalisme essaye d'emprisonner la classe ouvrière, le chauvinisme émousse la conscience prolétarienne.

Ainsi, la politique coloniale moderne est le centre d'une série de phénomènes intimement liés les uns aux autres — militarisme, protectionnisme, suprématie du capital financier, emprunts nationaux, aggravation des antagonismes nationaux — dont on peut retrouver les principales caractéristiques dans la période de la montée du capitalisme. Après une courte période de « laissez-faire », on va de monopolisme en monopolisme. Et l'on voit de plus en

plus apparaître au grand jour la contradiction entre le développement de la productivité du travail et la réalisation des profits, entre la capacité de produire de la plus-value et la possibilité de la réaliser, entre la nature sociale de la production et sa forme de classe. Les capitalistes essayent d'atténuer l'acuité de ces contradictions en se servant du gaspillage militaire et colonial. Ils exportent sous forme de capitaux les marchandises enlevées au prolétariat au détriment du développement social.

Quelle peut être, dans ces conditions, la politique de la social-démocratie, dont le voeu est d'alléger les conséquences du système colonial capitaliste pour les populations indigènes ?

Il faut d'abord envisager l'argument selon lequel la phase capitaliste est inévitable aux colonies. Les modes de production pré-capitalistes se transforment en effet inévitablement en modes capitalistes de production, d'ailleurs d'un caractère très particulier. Il s'agit là d'un malheur nécessaire et non pas d'une chose souhaitable pour un socialiste.

On évoque d'autre part, la possibilité, si les colonies devenaient indépendantes, d'un retour vers la barbarie. Mais c'est plutôt le capitalisme qui, en face des « barbares », représente moralement la « barbarie ».

La social-démocratie peut se servir de la dénonciation de la politique coloniale pour démontrer la nature du capitalisme. En combattant le capitalisme colonial, elle combat son oppresseur direct qui tente de perpétuer la misère au sein du capitalisme « interne », en utilisant la misère des pays coloniaux. Mais, alors que la révolution et les réformes constituent une unité indivisible, dans la tactique marxiste, face au capitalisme interne, elles se présentent face au problème colonial comme deux choses distinctes.

Il est à craindre en effet que la social-démocratie ne réussisse pas à imposer des réformes dans les pays tropicaux et sub-tropicaux, là où les populations sous-développées ont le plus besoin de son soutien. Elle court même le risque de gaspiller son énergie, diminuant ainsi les chances qu'elle a d'atteindre son but. Finalement il lui faut donner la priorité à son propre prolétariat. La question coloniale se situe pour l'essentiel, non pas dans les colonies elles-mêmes mais dans les pays colonisateurs, là où les intérêts les plus importants sont en jeu.

Pour le prolétariat « interne », les résultats matériels d'une victoire partielle sont la mise en réserve de munitions pour la victoire finale. C'est au contraire rarement le cas pour les peuples colonisés qui ont à faire face à une puissance capitaliste bien supérieure ; leurs chances de libération dépendent au fond de la victoire du prolétariat dans les vieux pays. La réforme coloniale ne peut jamais prendre le pas sur la lutte de classe.

L'analyse de Wiedijk débouche sur quelques questions : la social-démocratie doit-elle se limiter à alléger les conséquences du régime capitaliste ? Est-elle capable d'agir, et est-elle obligée d'agir afin de modifier les formes capitalistes de la production coloniale et, si oui, en quel sens : en faveur de l'exploitation étatique ou de l'exploitation privée ? Dans quelle mesure doit-elle utiliser sa force pour préserver les formes pré-capitalistes d'administration et de propriété qui existent aux colonies ? Dans quelle mesure, et à quelles conditions peut-elle accepter la dissolution de ces formes ? Est-il possible, d'un point de vue de classe, de formuler des règles générales ? Les conditions existent-elles pour former aux colonies un parti prolétarien conscient ?

Au cours de sa carrière de spécialiste des colonies au S.D.A.P., Van Kol n'appliqua jamais les idées extrêmes qu'il avait avancées à Stuttgart. Mais, on aurait tort de ne pas prendre au sérieux les paroles qu'il prononça alors. S'il est vrai qu'il s'opposa à l'expansion coloniale hollandaise, comme le montra le long combat qu'il mena contre la guerre de l'Atchin et les autres guerres, il est aussi vrai qu'il ne condamna pas en principe toute forme d'expansion coloniale des grandes puissances occidentales, comme le prouva son projet de vente des Indes néerlandaises. Ses capacités critiques avaient d'ailleurs des limites, même en ce qui concerne les guerres coloniales. Par exemple, lors de son séjour en 1901 à l'Atchin, qui était gouverné avec une main de fer par le Général Van Heutz, il fut très favorablement impressionné par les régions « pacifiées » qu'il visita et par Van Heutz lui-même, qu'il admira d'une certaine façon. Il en conclut que la guerre était terminée ; elle devait pourtant durer encore trois ans (49). De même, ses sympathies pour le gouverneur général Idenburg, l'amenèrent à être, en 1913, le seul socialiste qui ne se solidarisa pas avec les trois dirigeants bannis du **Indische Partij.**

(49) P. VAN'T VEER, **op. cit.**, p. 205-206.

A-t-il aussi rêvé, cette même année, de devenir ministre des colonies, comme le dit Troelstra (50) ?

On comprend en tout cas qu'il ait eu beaucoup de difficultés à accepter l'idée d'une indépendance future de l'Indonésie. Quand enfin, à partir de 1919, il sembla accepter cette perspective, il le fit en arguant du fait qu'à l'époque de la Société des Nations et d'un pouvoir supranational, aucun pays au monde ne pouvait compter sur une indépendance complète (51). La Société des Nations internationaliserait les colonies (52). Ce n'était pas la prise de position publique du S.D.A.P. sur les colonies (53). Comme il le fit souvent, Van Kol s'était éloigné de la politique officielle de son parti. En réalité, il se présente plutôt comme un individualiste décidé, réclamant la plus grande liberté de mouvement pour lui-même, incapable d'accepter la discipline du parti, une figure à part, compréhensible seulement — à notre avis — si on le situe à sa juste place, à la limite entre le S.D.A.P. et les démocrates libéraux.

Qu'en était-il du S.D.A.P. ?

Dans la mesure où il est possible de dégager une conclusion générale d'une étude consacrée à une période aussi courte, nous pouvons dire ceci :

La social-démocratie hollandaise, quoique possédant une aile gauche marxiste, appartenait cependant, grosso modo, à cette aile droite de la Seconde Internationale qui s'intégrait à des degrés divers, aux sociétés capitalistes européennes. Installée dans un pays caractérisé par la

(50) P. VAN'T VEER, **op. cit.**, p. 214-215 ; P. J. TROELSTRA, **Gedenkschriften,** vol. 3, p. 233-234.

(51) H. VAN KOL et S. SURYA NINGRAT, « Het Indisch-nationale streven. I. Interview met den heer H. van Kol », dans **Indische monografieen,** Premier numéro (Den Haag), 1919.

(52) H. VAN KOL, **De Strijd der SDAP op Koloniaal gebied,** Amsterdam 1920 ; H. VAN KOL, **De vrijmaking van Nederlandsch-Indië,** Amsterdam, 1922 ; et VAN KOL, **Les mandats coloniaux et la Société des Nations. Rapport présenté à la XX^e Conférence parlementaire.** Genève, 1922.

(53) Il serait faux de laisser entendre que le SDAP était beaucoup plus avancé que Van Kol. En réalité, il n'accepta jamais, inconditionnellement, l'idée de l'indépendance. Il déclare dans son programme électoral de 1922 : « Développement conduisant à l'autonomie interne sous la direction des indigènes, en tant que préparation à l'indépendance ». Et dans son programme colonial de 1930 — thèse X, 2 — « Ce travail colonial (de la social-démocratie) doit ainsi faire surgir la possibilité d'installer un gouvernement d'administration indigène, qui sera capable de faire participer son pays, en toute indépendance, aux échanges (économiques) internationaux ». « L'éclaircissement » apporté au programme insistait sur le fait que l'on envisageait ce point comme une condition de l'indépendance ; voir : **Verslag van het Koloniaal congres der Sociaaldemocratische Arbeiderspartij in Nederland, gehouden op Zaterdag en Zondag, 12 janvier 1930 te Utrecht,** Amsterdam (1930), p. 49 et « l'éclaircissement » au dos de cette **Verslag,** p. 20.

L'on peut mettre en évidence la ligne de la politique coloniale réformiste de Van Kol, en utilisant « Utrecht », jusqu'au soutien direct de la guerre coloniale contre la révolution indonésienne (1945-1949), par le Partij van de Arbeid, l'héritier du SDAP.

prédominance du capitalisme commercial et possédant des colonies anciennes, à mi-chemin de la colonie d'exploitation et de la colonie de peuplement, les positions qu'elle élabora en matière coloniale, présentèrent des caractères originaux.

Le S.D.A.P., malgré l'existence en Indonésie de socialistes hollandais, qui furent très tôt en correspondance avec le Parti, n'essaya jamais d'appliquer la résolution votée par l'Internationale, à Paris en 1900, et de fonder, dans cette colonie, une organisation socialiste ; peut-être même empêcha-t-il que les efforts tentés à Java en 1904, eussent un résultat positif. A cet égard, il apparaît comme « retardataire », par rapport à d'autres partis adhérant à l'Internationale.

Par contre, les difficultés qu'il rencontra (même dans son aile gauche qui s'en sépara tardivement pour fonder en 1909 un parti marxiste distinct) à élaborer une analyse satisfaisante de la question coloniale, sont communes à la quasi-totalité des partis socialistes des pays colonisateurs.

A certains égards enfin, la social-démocratie hollandaise paraît relativement « avancée ». Elle développa de bonne heure, une tradition de politique coloniale réformiste influencée par une tendance humanitaire « éthique » répandue dans certains cercles démocratiques et libéraux.

Cette tendance s'exprima tout particulièrement à travers la personnalité de Van Kol.

Surtout, les activités entreprises très tôt par les sociaux-démocrates hollandais en Indonésie, quoique tout d'abord limitées à la propagande socialiste et au travail syndical fait parmi les Hollandais, finirent par préparer le terrain pour la fondation, en 1915, par Sneevliet et d'autres, du **Indische Sociaal Democratische Vereeniging** : il s'agit là d'un phénomène, unique (54) à cette date, d'organisation socialiste, purement européenne à l'origine, dans un pays colonial. Cette organisation devait, en 1920, après que son aile droite l'eût quittée en 1917, devenir le Parti communiste de ce pays.

(54) Nous espérons pouvoir, un jour, à un stade ultérieur de nos études sur ce sujet, être en mesure d'analyser ce phénomène.

9

Marc FERRO

RUSSIE : LE MOUVEMENT SOCIALISTE DEVANT LE PROBLÈME NATIONAL ET COLONIAL (*)

En Russie, la question coloniale n'était pas posée comme dans les autres pays. Dans cet empire d'un seul tenant, il n'y avait pas de solution de continuité, entre la « métropole » et ses dépendances, les peuples allogènes se trouvaient disposés aussi bien en son centre que sur ses marges et cet état de choses remontait aux origines même de l'empire russe. Certains de ces peuples, par ailleurs, avaient eu, naguère, une existence historique ; d'autres constituaient encore les rameaux ou les morceaux d'une nation plus vaste et, quelquefois souveraine. C'est ce qui explique que dans le cadre de l'état tsariste, ni l'administration ni les Socialistes ne faisaient la même différence que les occidentaux entre la question coloniale et le problème des nationalités. Ainsi, en 1912, ce que les Russes appelaient « leur » affaire marocaine, ce n'était ni le Turkestan ni le Caucase, mais le problème mongol et celui des relations avec la Chine (1)... Pendant longtemps les attaques de Lénine contre la politique impérialiste du tsarisme visaient son action à l'**extérieur** des frontières de l'Empire. Inversement, V. Tchernov, le chef des socialistes-révolutionnaires, évoquant, à propos de la Russie, le vaste problème des nationalités, indiquait : « on ne saurait lui trouver une solution unique, du Groenland à Tombouctou » (2). Et Savin pouvait affirmer en 1911 que ses propres considérations sur le problème national en Russie, présentaient un intérêt universel, « puisque maintenant les puissances européennes se mettent aussi à (se) constituer un empire » (3).

*) extrait en partie de : **La Révolution de 1917. La chute du tsarisme et les origines d'Octobre,** (Paris, Aubier 1967).

(1) **La Tribune russe,** déc. 1912, p. 74-75.

(2) V. TCHERNOV, « Edinoobrazie ili Chablon ? », in **Socialist-revoliouclonер, 1911, nº 3,** p. 157.

(3) A. SAVIN, « Nacional'nyi vopros i partiia S. R. », **Socialist-revoliouclonер,** 1911, nº 3, p. 124-125.

A contrario, au Congrès de Stuttgart, en 1907, il n'y eut pas de rapport russe sur la question coloniale. Cf. **Stuttgart, Propositions et Résolutions,** Bruxelles, 1907.

Si l'exemple de la Russie suggère au moins qu'entre question coloniale et problème des nationalités, la délimination est, peut-être, artificielle, il montre également que pendant longtemps les socialistes russes les ont tantôt associés tantôt dissociés. C'est ce qui confère un intérêt particulier aux travaux des théoriciens russes dans ce domaine.

La question nationale avait pris une importance primordiale dans l'empire russe depuis le début du XX° siècle. Cela tenait d'abord aux conséquences du développement du capitalisme en Russie : la pénétration des Russes dans tout l'empire, leur présence comme un corps allogène hors de la vieille Russie, étaient d'autant plus sensible, qu'avec la mise en valeur des gisements de l'Ukraine ou avec l'exploitation du transsibérien, ils étaient toujours plus nombreux à peupler ces territoires du pourtour où naguère ils se contentaient d'exercer un contrôle, politique, militaire ou commercial. Il est significatif, par exemple, que le mouvement national Bouriate-Mongol ait pris son essor avec la construction du chemin de fer qui privait les nomades de leurs terres de parcours, juste après 1891 (4).

Le développement économique s'accompagna d'un développement culturel, ne serait-ce que par la multiplication des échanges : de petits univers, fermés jusque-là, s'ouvrirent aux idées du monde extérieur ; l'essor fut particulièrement rapide dans les provinces de l'Ouest, ouvertes à l'Europe et chez les musulmans de Russie, où journaux, livres et libelles en arabe se multiplièrent à l'infini, aidant à l'épanouissement du sentiment national (5).

Ainsi naquirent, ou ressuscitèrent — ou encore se renforcèrent — bien des mouvements nationaux : d'instinct, ils se solidarisèrent avec les peuples qui, depuis plus longtemps qu'eux, luttaient avec force pour la défense de leurs droits : Polonais ou Finnois, Baltes et Géorgiens, Juifs ou Arméniens.

Dans une certaine mesure, la politique de « russification » pratiquée après 1863 fut ainsi une réponse de l'Etat autocratique aux aspirations des nationalités ; elle avait également pour objet de satisfaire les instincts pan-russes des dirigeants mais elle visait tout autant à manifester aux

(4) S.M. DIMANSTEIN, **Revolioutsia I natsional'nyi vopros**, t. 3. Moscou, 1927, 467 p., v. p. 430.

(5) Cf. A. BENNIGSEN et Chantal QUELQUEJAY-LEMERCIER, **La presse et le mouvement national chez les musulmans de Russie**, Paris, Mouton, 1964.

allogènes la sollicitude de l'Etat à leur endroit : on les jugeait « dignes » d'être les égaux des Russes, au moins dans quelques domaines qui seraient suivis d'autres ; par ailleurs, lorsqu'il suscitait des pogroms contre les juifs d'Ukraine, le gouvernement cherchait à faire croire aux Ukrainiens que c'étaient les juifs — et non le gouvernement du Tsar — qui étaient responsables des malheurs du temps; une façon de manifester sa bonne volonté à l'endroit des Ukrainiens. Mais les allogènes ne réagirent pas comme l'espérait le gouvernement : ils ressentirent la politique de « russification » comme une atteinte à leurs droits les plus sacrés. Par contrecoup, les mouvements « nationaux » prirent un nouvel essor. En 1905, ils furent tous solidaires des partis révolutionnaires russes dans leur combat contre l'autocratie.

AVANT 1905 : UN PROBLEME SECONDAIRE

Jusqu'à cette date, la question nationale n'avait jamais tenu une très grande place dans les discussions entre les révolutionnaires. Sans doute avaient-ils tous, pour des minorités opprimées, la sympathie qui va aux malheureux. Mais, ils étaient plus soucieux de stigmatiser les mesures vexatoires prises par le tsarisme que d'endosser les aspirations de ces populations dans ce qu'elles avaient de spécifique. Pour la plupart des théoriciens, ces peuples allogènes constituaient tout au plus une armée de réserve pour la lutte contre le tsarisme. Bien rares étaient ceux qui, avec E. Brechkovskaja jugeaient qu'une « politique révolutionnaire devait être élaborée en accord avec les nationalités » (6). La « grand-mère » de la révolution notait que, situées « à l'extérieur de la Russie », les nationalités étaient « plus perméables » à l'agitation révolutionnaire. Elles étaient considérées comme une « force » dont les révolutionnaires devaient jouer dans l'intérêt de la cause qu'ils défendaient — la lutte contre le tsarisme, la révolution, la construction du socialisme.

Encore, ce rôle n'était-il pas apprécié à sa juste mesure. La **Rabotchaia Rossiia,** organe des populistes, lui consacra 7 éditoriaux seulement en 5 ans ; articles de circonstance, d'ailleurs, suscités par les massacres d'Arménie, les pogroms de Kichinev, etc... Les écrits des

(6) **Revoluclonnaia Rossiia,** nº 36, p. 5 (1903).

sociaux-démocrates consacrés à cette question ne sont pas, proportionnellement, beaucoup plus abondants. En fait, jusque vers 1905, cette question avait seulement nourri des querelles à l'intérieur des grandes organisations révolutionnaires.

Chez les sociaux-démocrates à dire vrai, on était animé plutôt de méfiance vis-à-vis des mouvements nationaux, considérés comme petit-bourgeois et anti-socialistes. Et même s'ils affirmaient leur vocation socialiste, comme l'organisation juive du **Bund,** on ne leur donnait pas quitus, car disait la majorité des sociaux-démocrates à la suite de Plekhanov, l'éveil du mouvement national en Russie ne pouvait qu'aller contre le grand mouvement d'unification prolétarienne. Il multipliait les barrières entre les peuples au lieu d'aider à leur destruction.

En fait, à un moment où les sociaux-démocrates cherchaient à renforcer et à unifier le mouvement ouvrier au profit de leur propre organisation, le **Bund** ne pouvait être qu'un adversaire : que l'emportent, en matière d'organisation, les conceptions de Lénine ou celles des menchéviks, le **Bund** risquait, par le nombre de ses adhérents et le lien « culturel » qui les unissait, de dominer, en tout état de cause, le mouvement ouvrier en Russie.

Par contraste, le **Parti Socialiste Révolutionnaire** (S.R.) passait pour très favorable aux aspirations des nationalités. C'est que l'idée fédérale plongeait dans le passé des **Narodniki** et qu'on la retrouvait, plus ou moins explicitement exprimée, dans tous les projets de programme du parti. Toutefois, à regarder les choses de plus près, on aurait pu s'apercevoir qu'à tout prendre, les populistes n'admettaient pas plus que les sociaux-démocrates le caractère spécifique du mouvement des nationalités : ils le considéraient comme le cas particulier d'un problème plus général, celui de la constitution d'une fédération de peuples suscitée par en bas et groupant aussi bien des nations que des provinces ou des communes. L'heure n'étant pas aux clarifications des problèmes théoriques, mais à la lutte contre le tsarisme, il fallut la conférence de 1907 pour qu'apparaissent, en clair, les premiers signes du malentendu. De la même façon que leurs rivaux sociaux-démocrates, les socialistes-révolutionnaires entendaient coordonner et diriger l'action des organisations non russes qui étaient leurs amies — leur idéal étant que se constitue un cortège de partis allogènes qui adopteraient

le programme populiste. Un conflit surgit alors et les choses en restèrent là.

En vérité, comme chez les sociaux-démocrates, c'était la détermination d'une dialectique des rapports entre partis socialistes russes et non russes qui constituait la pierre d'achoppement d'une politique des nationalités qui pût être révolutionnaire. (7).

Cependant, la pression des organisations révolutionnaires non-russes obligea les sociaux-démocrates comme les socialistes révolutionnaires à reconnaître le droit imprescriptible des nationalités à l'autodétermination c'est-à-dire à l'indépendance politique, voire à la sécession. (Article 9 du programme du Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie de 1903 ; article 3 du projet du programme du parti S.R. de 1904).

Mais sur ce que pouvait signifier l'application de ce droit régnait cependant une équivoque... Assez curieusement, sociaux-démocrates et socialistes-révolutionnaires utilisèrent exactement les mêmes arguments pour en signaler les périls : ces pays, devenus « libres », ne tomberaient-ils pas sous le joug de leurs féodalités ? Ne vivraient-ils pas plus mal, livrés économiquement à eux-mêmes, qu'associés à la grande Russie ? La mission révolutionnaire de la Russie ne lui commandait-elle pas, par ailleurs, d'ignorer des exigences qui risquaient d'affaiblir le mouvement révolutionnaire le plus à même d'abattre le tsarisme ? La Russie ne s'affaiblirait-elle pas à perdre ces riches territoires marginaux — et sa puissance comme force révolutionnaire de demain n'en serait-elle pas amoindrie ? (8)

Toutes ces raisons, assez peu cohérentes il est vrai, ne purent rien contre une majorité qui, dans un parti comme dans l'autre, voulait éviter de voir passer chez le rival cette armée de réserve du mouvement révolutionnaire russe. Pour l'instant reconnaître le droit à l'autodétermination engageait peu. Ce n'était pas céder sur le problème jugé alors essentiel, celui de la prise en main du mouvement révolutionnaire, (comme le montra la crise avec le **Bund).**

(7) « Les Socialistes-Révolutionnaires et le problème des Nationalités », in **Le Mouvement Social,** nº 45, 1963, p. 93-100. Nous y avons traité cette question plus ampiement.

(8) Cf. O. RADKEY, **The Agrarian Foes of Bolchevism.** N. Y., 1958, p. 38-40 ; R. PIPES, **The formation of Soviet Union,** Harvard, 1956 ; D. BOERSNER, **The Bolcheviks and the National and Colonial Question** (1917-1928), Genève, 1957.

APRES 1905 UNE SITUATION NOUVELLE

Après la révolution de 1905 le problème des nationalités fut vraiment à l'ordre du jour. Plusieurs séries de faits expliquent ce changement :

- La révélation, d'abord, par les événements de 1905-1906, de l'importance et de la vigueur des mouvements nationaux : « les nationalités ont été plus actives que les Russes », notait Savin (9).
- La décomposition des forces révolutionnaires, sous la réaction stolypinienne, et la rupture de leur élan, amenèrent les leaders socialistes à se demander quel rôle révolutionnaire — d'appoint ou de substitution — pourraient, éventuellement jouer les mouvements nationaux ; on en examina, dès lors, le contenu et les méthodes de combat ;
- La crise des nationalités, en Europe centrale et balkanique, enfin, qui donna une actualité nouvelle à ce problème, jusque-là quelque peu négligé : des maîtres de la pensée révolutionnaire comme Kautsky établissent un lien entre le problème colonial et celui des nationalités. Ils disent même leur sentiment sur la question allogène en Russie et leurs oeuvres sont traduites et diffusées en langue russe (10).

En Russie, on assista, alors, à un phénomène nouveau : les différents courants de l'idéologie marxiste colonisèrent la pensée narodnik. Non seulement Plekhanov ou Lénine, mais Savin, Borisov, et Tchernov se mirent à discuter, en les appliquant à la Russie, les théories de Springer (Renner) et de Bauer, ou à l'opposé, celles de Kautsky. (11)

L'AUSTRO MARXISME EN RUSSIE

Les thèses des marxistes autrichiens visaient à montrer que l'idée de patrie dépasse les contextes économiques et sociaux, car elle est permanente et attachée à une communauté de destinée qui amène chaque peuple,

(9) SAVIN, article cité, note 3.
(10) Cf. Marc FERRO, **op. cit.**, note 19, p. 198.
(11) G. PLEKHANOV, **Sotchinenia** t. XIII, p. 165-168, 263-272 et t. XIX, p. 424-435 et 519-529. V. I. LENINE, **Izbrannye statii po nacional'nomu voprosu,** Moscou 1925 ; V. BORISOV, « Socialim i problema nacional'noi avtonomii » in **Socialist-revolioucioner,** 1910, n° 2, p. 227 à 264.
Pour Tchernov et Savin, voir les travaux indiqués notes 2 et 3.

puisqu'il a le même passé, à apprécier le la même façon un certain nombre de problèmes communs. La phrase de Marx, « les prolétaires n'ont pas de patrie », devait être comprise dans ce sens que les prolétaires « n'ont pas encore de patrie », mais qu'avec le progrès et la révolution, bientôt ils s'en sentiront une. Pratiquement, pour résoudre le problème des nationalités, les austro-marxistes proposaient, pour l'empire des Habsbourg, de rejeter la voie fédérale, car elle était incapable de résoudre les problèmes de l'enchevêtrement des nationalités dans l'Etat. Ils préconisaient l'institution de l'autonomie nationale extra-territoriale ou multinationalité individuelle : un organisme central légiférerait souverainement pour toutes les questions propres à une nation ; cette solution convenant aussi bien aux nations ayant une base territoriale, qu'à celles qui étaient dispersées dans tout l'Empire (12).

Cette solution — qui n'excluait pas la possibilité de donner à l'autonomie une base territoriale, mais qui ne faisait pas du territoire le fondement du droit à l'autonomie — connut un grand succès en Russie auprès des peuples auxquels elle s'adaptait comme pour un fait exprès : juifs, avant tout, dont l'organe dominant, le **Bund,** adopta, d'emblée, le projet Renner-Bauer, et chercha à le faire triompher chez toutes les organisations sociales-démocrates. De fait l'adoptèrent aussi bien, le **Daschnaktzoutioun** arménien, la **Hromada** bélorusse, le **Sakartvelo** géorgien, et, chez les amis des socialistes révolutionnaires, le **S.E.R.P.** juif, ou les groupes socialistes Tatars de Kazan. Si ce principe avait triomphé avant 1905, il se serait constitué comme un parlement socialiste des nationalités de Russie où les groupes nationaux, plus homogènes, auraient fait la loi face aux partis proprement russes qui, d'un point de vue organisationnel, étaient encore dans l'enfance. Les aspirations nationales auraient couvert les aspirations révolutionnaires encore balbutiantes. (13)

A l'encontre de O. Bauer, Kautsky refusait de reconnaître la valeur permanente de l'idée de patrie. Selon lui, le sentiment national était né du renforcement de l'appareil d'Etat centralisé dans un Etat multinational. Mais il suffisait que la révolution s'annonçât ou triomphât pour que le problème national apparût vite comme dépassé. Déjà, jugeait Kautsky, les différences entre nations s'es-

(12) J. DROZ, **L'Europe Centrale,** Paris, 1960 et BOERSNER, **op. cit.,** p. 33 et suiv.
(13) Cf. PIPES et BOERSNER, **op. cit.**

tompaient et progressait l'idéal de l'internationalisme prolétarien. Les recettes de Renner et Bauer impliquaient un danger pour la solidarité de la classe ouvrière ; de la même façon que le nationalisme, elles désorienteraient l'action des masses. Kautsky se prononçait donc contre l'autonomie culturelle et personnelle. Mais surtout, insérant le mouvement national dans la lutte révolutionnaire, Kautsky émettait ce jugement nouveau et riche d'avenir : un mouvement national peut être « juste » face à un Etat réactionnaire, mais « cela change » une fois qu'à sa place s'est instauré un Etat démocratique (14).

LA POSITION DES PARTIS RÉVOLUTIONNAIRES

Chez les socialistes-révolutionnaires, on se divisait maintenant suivant le clivage de la querelle Bauer-Kautsky. Savin prétendait que seule l'extra-territorialité permettait de placer à la tête des mouvements nationaux des états-majors effectivement révolutionnaires, ce qui était impossible, tant que l'emportait, en matière d'organisation, le cadre régional. Dans la pure tradition populiste, Borisov montrait que c'était le seul système qui permettait de sauvegarder le droit des minorités au sein des minorités (Juifs ou Polonais en Ukraine, etc.). Tous deux jugeaient que cette forme d'autonomie extraterritoriale était la seule qui répondît à tous les cas particuliers que posait l'empire de Tsars. Et que, si « elle n'était pas admise dans les programmes des grands partis, elle vivait au moins dans l'esprit et le coeur des petits partis parias, les partis des nations opprimées ».

V. Tchernox ne contestait pas les vertus de la formule extra-territoriale, mais il jugeait artificiel de vouloir chercher une solution uniforme au problème des nationalités. Exclure, par principe, tout fondement territorial aux solutions à apporter à la question nationale lui semblait périlleux parce que contraire aux traditions S.R., d'abord, et également aux réalités. Il est de fait que même le parti juif socialiste-révolutionnaire évoluait vers le territorialisme, Jitlovski, un des leaders du S.E.R.P. jugeant maintenant nécessaire et non plus seulement désirable une base territoriale à la nation juive en Russie.

(14) K. KAUTSKY, **Die Befreiung der Nationen,** et «Nacional'nyi vopros v Rossii» in **Poslednie Izvestila** du 27 sept. - 10 oct. 1905.

Ainsi V. Tchernov jugeait que pour chaque nationalité il fallait trouver une solution particulière. Tout au plus pouvait-on souhaiter que « ces solutions obéissent à certaines normes ; mais il ne saurait être question d'adopter pour toutes les nationalités, assimilées les unes aux autres, une solution unique et non adaptée à la personnalité de chacune d'entre elle. »

Ce langage plaisait aux nationalités. Et leur faveur allait d'autant plus aux S.R. que Tchernov se déclarait hostile à toute « algèbre » révolutionnaire : il ne voulait pas faire des peuples opprimés les variables dépendantes d'un système global qui n'aurait pour objectif que la révolution mondiale. Voilà qui contrastait avec le « mécanisme » des sociaux-démocrates. (15).

Pourtant, Tchernov reprenait à son compte ce passage de Herzen, qui laissait prévoir la façon dont les S. R. appliqueraient le droit « absolu » à l'indépendance :

> « La Pologne, comme l'Italie ou la Hongrie, a le droit imprescriptible et total à l'existence souveraine, indépendante de la Russie. Mais désirons-nous qu'une Pologne Libre se sépare d'une libre Russie ? C'est une autre question. Non, cela nous ne le souhaitons pas. Et pourait-on le souhaiter à une époque où les exclusivismes nationaux constituent un des principaux obstacles au libre épanouissement de l'humanité ? . . . » (16).

Etait-ce, en fin de compte, un langage bien différent de celui de Kautsky ou de celui des sociaux-démocrates russes ?

Jusqu'en 1912, les sociaux-démocrates avaient rejeté les solutions proposées par les théoriciens austro-marxistes, et qu'avaient accueillies avec espoir les nationalités sujettes. Ils s'étaient opposés au fédéralisme, — qui décentralise l'Etat et retarde le processus d'unification économique — autant qu'aux deux autres variantes de l'autonomie « culturelle », (territoriale et extra-territoriale) parce que ces formules renforcent les barrières entre les nations et consolident, chez chacune d'elle, la position de la bourgeoisie ou des églises.

Le renforcement du mouvement national n'avait pas non plus modifié les positions de Plékhanov ; seule diffé-

(15) Cf. Marc FERRO, **op. cit.**
(16) Cf. note 2.

rence avec la période d'avant 1905, il considérait maintenant que cette question constituait un péril grave pour l'unité du mouvement révolutionnaire en Russie et il s'en prenait avec d'autant plus de violence aux sociaux-démocrates ukrainiens, juifs ou baltes qui, sans cesse, réclamaient une révision des rapports entre les partis sociaux-démocrates de Russie et la réévaluation du rôle des nationalités dans la lutte révolutionnaire.

A la conférence de Vienne, organisée par Trotzki et les Menchéviks en août 1912, la majorité des délégués appartenait aux partis sociaux-démocrates non russes (Lettons, Bundistes, etc...) en dépit des efforts de Plékhanov. L'autonomie nationale culturelle fut officiellement incorporée au programme menchévik.

Ainsi, les sociaux-démocrates russes ne dictaient plus leur propre loi. C'est à une situation de ce genre que voulut parer Lénine. Il chercha une formule qui permettrait de rallier sous sa bannière la force dissolvante des nationalismes périphériques (17).

Avant la révolution de 1905, Lénine avait-il plus que d'autres, saisi l'importance du problème des nationalités ? avait-il plus ou moins aperçu que le problème des nationalités n'était qu'une variante du problème colonial — ou vice-versa ? Avait-il saisi que le problème des nationalités constituait, pour la Russie, l'homologue du problème colonial, pour les états capitalistes, et qu'avec l'explosion des nationalités l'empire des tsars pouvait s'écrouler ? Il est difficile de l'affirmer, avec certitude, même si l'on se rappelle l'intérêt qu'il attacha au problème indien et à la révolution persane. (18) Car, tant que le parti social-démocrate russe restait dans les limbes et tant que la montée du **Bund** était considérée comme celle d'un rival, Lénine avait regardé sans sympathie particulière se développer les mouvement allogènes. En réagissant de la sorte, il se comportait, d'ailleurs, comme son maître Plekhanov qui admettait tout juste qu'un mouvement national pouvait être soutenu, s'il apportait quelque appui au mouvement révolutionnaire.

(17) Cf. PIPES et BOERSNER, **op. cit.** Le lecteur désireux d'avoir une vue d'ensemble sur la pensée de Lénine en cette matière, consultera les textes réunis dans le volume V. LÉNINE, **Le mouvement national des peuples de l'Orient,** Moscou, éditions en langues étrangères, s. d. 471 p. Il conviendra de compléter cette lecture par les textes publiés dans GANKIN and FISHER, **cité** note 21.

(18) C'est ce que veut montrer J. TU. BURMISTROVA, **La politique léniniste d'Internationalisme prolétarien pendant la période de formation du parti Social-démocrate,** Léningrad, 1962 (en langue russe).

C'est après 1906 que les circonstances nouvelles influent sur Lénine plus encore que sur les autres théoriciens révolutionnaires, suscitant son intérêt pour le problèmes des nationalités. L'apport théorique de Kautsky joua le rôle d'un stimulant et lui permit de poser les fondements d'une doctrine nouvelle. Lénine désirait qu'elle favorisât l'éclatement des réalités nationales tout en n'allant pas contre le resserrement du combat prolétarien. Ainsi naquit la thèse fameuse du droit à l'autodétermination, selon laquelle les peuples avaient droit à l'indépendance ; droit qui devait donc, explicitement, leur être reconnu. Mais de même que le droit au divorce n'implique pas la nécessité du divorce, le droit à l'indépendance n'implique pas la nécessité d'en faire usage. (19)

Car Lénine était convaincu qu'une fois rassurées sur leur droits, quand la révolution aurait triomphé, les nationalités ne recourraient pas à l'indépendance. L'exemple de la Révolution française montrait au contraire la puissance d'attraction que pouvait exercer une révolution démocratique triomphante. Eventuellement, l'existence virtuelle de républiques-soeurs ne gênait pas non plus Lénine ; la solution fédérale ne constituait donc pas un péril pour la révolution. Par contre, pour les raisons qu'avait dites Kautsky, il fallait combattre l'autonomie nationale culturelle, celle dont le **Bund** s'était fait le champion et celle précisément à laquelle s'étaient ralliés les menchéviks.

Lénine chargea Staline – qui, en tant que Géorgien était plus sensible à ces sortes de problèmes – de mettre sur pied la doctrine bolchévik concernant la question des nationalités.

Dans **Le Marxisme et la question Nationale,** publié en 1912, Staline contesta d'abord la définition que Bauer donnait de la nation ; selon lui c'était une communauté stable et ayant une assise territoriale. Ainsi, Staline pouvait en déduire que les juifs ne constituaient pas une nation, et conclure, également, que toute formule non territoriale – l'autonomie nationale-culturelle, par exemple – n'avait aucun fondement.

Le droit à l'autodétermination devait être accordé à tous, et reconnu le droit à la sécession, même si la bourgeoisie était l'animatrice des mouvements nationaux, sa

(19) Thèse élaborée en 1913-1914, cf. LÉNINE, **Sotch.,** XVI, 507; cités in PIPES, p. 323.

révolte contribuant à la destruction de l'Etat oppresseur. Bien entendu, les bolcheviks avaient pour objectif le développement, chez l'opprimé, du combat « classe contre classe » qui frayerait les voies, ultérieurement, à une révolution prolétarienne. Toutefois, si le droit à l'indépendance était absolu, l'intérêt supérieur, du prolétariat pouvait conduire à ne pas utiliser ce droit et à empêcher la sécession avec les armes de la solidarité prolétarienne : cette argumentation répondait, si besoin était, aux raisons que, dans l'Internationale, les Luxemburgistes, pouvaient opposer aux partis qui disaient leur solidarité avec le mouvement des nationalités.

De toute façon, ajoutait Staline, la séparation pouvait être suivie d'une réunion si le pays libéré avait accompli sa propre révolution. Ainsi, un parti international révolutionnaire pourrait, en même temps, par sa section dans le pays dominateur, lutter pour la séparation ; par sa section dans le pays opprimé, lutter pour la réunification au nom de la solidarité prolétarienne. Cette approche « dialectique » de la question nationale permettait donc de pousser — jusqu'à la révolution — à l'éclatement territorial de l'état russe ; de prévenir le péril d'une conquête par l'intérieur de l'appareil révolutionnaire ; de légitimer, si nécessaire, toute opposition à un mouvement sécessionniste au nom des intérêts généraux de la révolution prolétarienne mondiale. (20). Ces thèses heurtaient le vieux courant hostile au mouvement des nationalités et que, depuis 1908, animait maintenant l'extrême gauche de la Social-démocratie polonaise, avec R. Luxemburg, Warski, Tyszka, etc. Ni ce groupe, ni les « Rozlomovistes », ni les bolchéviks ukrainiens ou lettons — comme Piatakov et Stutchka — n'admettaient que le droit à l'autodétermination puisse conduire à la séparation.

Cette querelle atteignit son apogée entre 1912 et l'été 1914 ; mais elle reprit, quelques mois plus tard et divisa la « gauche » zimmerwaldienne.

LES POLEMIQUES DE LENINE

Lénine défendit ses thèses et polémiqua violemment, pendant la guerre, avec Rosa Luxemburg, Piatakov

(20) Sur ces questions, rappelons l'exposé de CARR, **The Bolchevik Revolution**, t. I, p. 410-429.

Boukharine, Radek ; ceux-ci jugeaient que l'appui donné aux mouvements nationaux n'aboutirait qu'à renforcer la bourgeoisie dans des pays où elle n'avait pas encore de consistance, ce qui revenait à élargir et à consolider le monde capitaliste. Tant que dominait l'impérialisme, le droit à l'autodétermination restait utopique ; après la révolution, il serait sans emploi : dès lors pourquoi donc émousser l'esprit révolutionnaire des masses ? Les adversaires de Lénine jugeaient donc que la lutte nationale n'était légitime — et qu'il n'était opportun de la soutenir — que dans les pays coloniaux où l'idée socialiste n'avait pas encore pénétré (21). Pour le démontrer, Boukharine disposait d'arguments redoutables : ils revenaient à assimiler Lénine à Plekhanov : « Le slogan « Droit des nations à l'autodétermination » (par la formation d'un état ou par la séparation d'avec un autre état) s'applique à deux cas concrets : 1. celui du territoire étranger annexé au cours d'une guerre de caractère impérialiste. 2. celui d'un pays qui a perdu sa souveraineté. Dans ce dernier cas il ne s'agit que d'une version modifiée du slogan « Défense de la patrie », car si cela ne répond pas à la défense, de fait, des frontières d'Etat qui y correspondent, ce n'est plus qu'un mot d'ordre vide de sens. Toujours dans ce deuxième cas, les « implications nocives »» sont les mêmes que dans le « défensisme » : l'attention à porter aux masses prolétariennes passe au deuxième plan, le caractère international de leur soulèvement se perd de vue, les forces du prolétariat se morcellent ; c'est la lutte nationale et non la lutte des classes qui détermine la tactique.

Surtout, dans ce cas là, le slogan « Droit des nations à l'autodétermination » portait en lui l'autre slogan, de « défense de la patrie » : car, après la réalisation de l'indépendance — possibilité que présuppose le droit d'autodétermination —, il est indispensable, bien sûr, de défendre cette souveraineté... (autrement, pourquoi la réclamer, à l'époque de l'impérialisme où les menaces sont constantes ?) » (22)

Lénine répondit, que, dans un certain contexte, la défense du droit à la sécession pouvait être progressiste ; ainsi la révolte irlandaise, quelque réactionnaires que puissent être nombre de ses dirigeants — car elle contri-

(21) Textes in GANKIN and FISHER, **The Bolcheviks and the World War**, p. 487. à 532.

(22) DIMANSTEIN, **op. cit.**, p. XXX et XXXI. Ce texte ne figure pas dans l'ouvrage cité de GANKIN and FISHER.

buait à l'affaiblissement de l'impérialisme anglais. En Russie, où l'idée socialiste avait pénétré jusque chez les Musulmans, la lutte des nationalités contre le tsarisme était encore plus légitime. Il fallait la soutenir. (23)

Surtout, depuis 1914, il avait mesuré la puissance du sentiment national et justement apprécié la force de sa puissance explosive, maintenant, qu'avec la guerre, le problème des minorités prenait une dimension internationale.

Jusque là, les théoriciens marxistes posaient comme un dogme que la classe ouvrière, avant-garde du prolétariat, frayerait les voies de la révolution socialiste. L'Internationale avait pour mission de coordonner ou de diriger ses mouvements. Les désaccords portaient dans chaque pays sur la tactique, sur le rôle de la paysannerie, etc... Mais n'était-ce pas sous-estimer le rôle d'une autre force qui, elle aussi, pouvait aider au démantèlement de l'Etat, la nation ? Les nations ne prenaient-elles pas de plus en plus conscience — comme le prolétariat — de l'oppression que faisait peser sur elles l'Etat, maintenant qu'avec l'accumulation du capital et le caractère mondial de l'impérialisme, cette oppression se faisait de plus en plus sensible ?

Ainsi les problèmes posés par Kautsky et Rosa Luxemburg nécessitaient une étude plus approfondie des contradictions de l'impérialisme, la question nationale pouvant jouer, dorénavant, un rôle révolutionnaire dont on n'avait pas prévu la portée avant l'explosion de la guerre. Lénine se mit au travail début 1917. Dans son article « Statistika i sotsiologiia », reprenant le problème des nationalités dans son ensemble, il posait les premiers fondements d'une démonstration que l'éclatement de la révolution l'empêcha de fournir. (24) Il est significatif que le premier chapitre visait à faire la différence entre les pays de l'Europe occidentale (y compris l'Amérique du Nord et le Japon), où, les allogènes, numériquement ne constituent qu'une infime minorité (la Suisse et la Belgique formant deux cas particuliers), et l'Autriche-Hongrie, la Russie et la Turquie, où ils constituaient pas loin de cinquante pour cent de la population.

Il n'était donc pas raisonnable, selon Lénine, d'aborder

(23) C'est seulement à partir de la guerre de 1914 que le problème colonial et la question nationale ont été nettement associés, sans que cela signifie qu'ils aient été confondus.

(24) V. LENINE, **Sotchinenia**, t. 30, p. 349-356, Moscou, 1962.

de la même façon le problème des nationalités en Occident et en Orient. Manière pour lui de contester une fois de plus l'« occidentalisme » des Luxemburgistes, et de contester aussi la légitimité des prétentions de l'Internationale à arbitrer des questions purement nationales, surtout lorsque, comme c'était le cas pour la Russie, Lénine critiquait la conception dont s'inspiraient les attendus de l'Internationale (25).

Chez les bolchéviks, Lénine était le seul à défendre le droit absolu à l'autodétermination (dans la phase prérévolutionnaire, s'entend). Comme ses adversaires, sur cette question, étaient nombreux et puissants sa voix fut couverte : pour les allogènes, les bolchéviks restèrent des adversaires inconditionnels du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les menchéviks, on le savait, n'avaient inscrit l'autonomie nationale culturelle dans leur programme minimum que contraints et forçés. C'est donc plutôt vers les populistes qu'allaient les sympathies des socialistes allogènes et notamment vers Kerenski, l'avocat toujours passionné des nationalités opprimées.

Il reste qu'à la veille de la révolution de février, la haine de l'autocratie unissait tous les révolutionnaires, russes ou non russes. Les traditions, les liens personnels, la solidarité l'emportaient sur toute autre considération. On ne cherchait même pas à approfondir les contradictions qu'il pouvait y avoir entre les objectifs des partis russes et ceux des partis non russes, à reconnaître, qu'au point de vue politique, leur amitié était fortuite, On était persuadé qu'avec la chute du tsarisme tous les malentendus se dissiperaient, toutes les rivalités entre nationalités s'évanouiraient. Et toutes les querelles « académiques » sur les programmes ou les droits de chacun apparaîtraient comme dérisoires, le jour où, dans l'enthousiasme, on construirait, tous ensemble, la Société de demain. (26)

(25) Cf. G. HAUPT, **Correspondance Lénine-Huysmans**, Paris, Mouton, 1963, p. 98-99.

(26) Cf. O.S. MINOR, « Nacional'nyi vopros v 1917-1918, in **God rousskoï revolioucii**, Moscou, 1918.

TROISIÈME PARTIE

La naissance du socialisme en Orient

A - L'EXTRÊME ORIENT

10

Jean CHESNEAUX

JAPON : DEUX MOMENTS DE L'HISTOIRE DU MOUVEMENT SOCIALISTE ÉVOQUÉS PAR SEN KATAYAMA

Avant 1914, le mouvement socialiste japonais était de beaucoup le plus important de tout le monde extra-européen. Le Japon était le seul pays de ce que nous appelons aujourd'hui le « Tiers Monde » à compter un parti socialiste actif et bien organisé, participant assez régulièrement aux activités de la Seconde Internationale. Des travaux sont en cours sur ce point, mais qui ne sont pas assez avancés pour pouvoir figurer dans notre recueil. Il était pourtant impossible que le Japon ne fût pas présent dans cette enquête collective, et on a tourné la difficulté en donnant la parole à un socialiste japonais en personne, et le plus illustre de cette période. Sen Katayama (1), auteur du petit opuscule **The Labor movement in Japan** dont nous publions ci-dessous deux chapitres inédits en français, est en effet une figure éminente du mouvement ouvrier japonais ; né en 1860, mort en 1933, son activité s'étend à la fois sur la période de la Seconde et de la Troisième Internationale, et il a joué dans l'histoire de l'une comme de l'autre un rôle de premier plan.

LE PERSONNAGE DE KATAYAMA

On dispose sur Sen Katayama d'une étude récente (2) très solide et très riche, et donc précieuse même si elle

(1) L'usage japonais, que nous suivons dans notre texte et dans les notes ajoutées aux deux chapitres publiés ci-dessous, est de placer le nom de famille avant le prénom. Il faudrait dire Katayama Sen, comme on dit Kotoku Shusui ou Abe Isoo. Katayama, qui avait longtemps vécu en Occident et surtout aux Etats-Unis, y avait pris l'habitude d'écrire son nom dans l'ordre inverse, et nous avons fait de même. Ce petit détail est déjà significatif de sa tendance à se lier surtout à l'Occident, quitte à se couper un peu des coutumes de son propre peuple.

(2) Hyman KUBLIN, **Asian Revolutionnary, the life of Sen Katayama.** Princeton University Press, 1964, XIII-370 p.

s'attache davantage à raconter sa carrière qu'à pénétrer sa personnalité et à analyser son évolution idéologique pourtant fort complexe. Cet ouvrage nous suggère — encore que l'auteur ne propose pas explicitement cette interprétation — que le paradoxe de la carrière politique de Sen Katayama réside peut-être dans le fait que ce dernier est à la fois très typique, très représentatif du socialisme japonais de l'époque, et en même temps très singulier, très en marge de son propre parti sinon même de son propre peuple.

Comme beaucoup des fondateurs du mouvement socialiste et ouvrier moderne au Japon, comme Kotoku, Abe, Kinoshita, Ishikawa, Tazoe, Yamakawa (3) et tant d'autres, Sen Katayama venait des milieux protestants japonais. Il était parti aux Etats-Unis en 1884 grâce à l'appui de pasteurs protestants américains établis au Japon et y resta onze ans dans diverses institutions protestantes, dont la célèbre Yale Divinity School où il étudia la théologie. Revenu au pays en 1896, il exerça un certain temps des fonctions ecclésiastiques, mais les abandonna vite pour la cause du socialisme et du syndicalisme. Il ne s'est pourtant jamais beaucoup expliqué sur son « itinéraire spirituel », sur le rôle qu'avait pu jouer dans son évolution idéologique vers le socialisme sa conversion au protestantisme, sur la signification qu'avait pu avoir cette conversion en tant que refus de l'ordre établi, de la société impériale, du shintoisme officiel. Refus qui a pu ensuite le conduire à lutter sur le plan temporel pour un ordre social nouveau et pour le triomphe d'une idéologie révolutionnaire moderne.

Dès 1897, il entre en relations avec une petite organisation socialisante, les « Amis du Travail » **(Shokko Giyukai),** formée en 1890 à San Francisco par le journaliste Takano Fusataro et implantée au Japon par la suite. Il est un des fondateurs, la même année, de la « Société pour la promotion des syndicats » **(Rodo Kumiai Kisei-kai)** et en 1898 de la « Société pour l'étude du socialisme » **(Shakai Shugi Kenkyu-kai).** Il assure les fonctions de secrétaire-général du premier syndicat ouvrier moderne, l'Union des métallurgistes **(Tekko Kumiai),** fondé à Tokyo le 1er décembre 1897, et celles de rédacteur en chef du **Rodo**

(3) Sur ces personnages, cf. les diverses notes données ci-dessous, à propos de la mention qu'en fait Katayama dans son chapitre IV. Nous remercions ici Paul Akamatsu de l'aide qu'il nous a apportée pour identifier les noms de personnes

Sekai (« le monde du travail »), dont le premier numéro paraît le même jour, et qui est le plus ancien organe ouvrier du Japon. En 1901, il fonde avec ses amis, protestants comme lui pour la plupart, le « Parti social-démocrate » **(Shakai Minshuto)**, aussitôt interdit et dissous par la police. Jusqu'à son départ pour les Etats-Unis en 1903, il fait preuve d'une inlassable activité militante, à la fois comme syndicaliste et comme socialiste ; il écrit énormément, en particulier dans diverses feuilles et revues socialistes souvent éphémères, et publie en 1903 un important traité du socialisme, **Waga Shakai Shugi** (« Ce qu'est le socialisme pour moi »).

Si Sen Katayama occupe pourtant une place à part dans le mouvement socialiste japonais de l'époque, c'est d'abord en raison de ses origines sociales. Ce n'est pas un intellectuel venu des classes aisées, comme la plupart de ceux qui militaient avec lui dans les organisations qui viennent d'être mentionnées ; c'est un fils de paysans pauvres, parti à la ville dès l'enfance, et qui avait connu la misère comme ouvrier imprimeur avant d'être aidé par les missionnaires américains de Tokyo.

Mais sa situation historique marginale ressort plus nettement encore de la chronologie : il a vécu à l'étranger de 1884 à 1896, de 1903 de nouveau jusqu'en 1906, et de nouveau en 1906-1907, pour s'exiler définitivement dès 1914, aux Etats-Unis puis à Moscou où il finira sa vie, chargé de gloire et d'années. La première de ces absences correspond à ses « Lehrjahre » aux Etats-Unis ; la dernière est motivée par la brutalité de la répression au Japon à la veille de la guerre de 1914, et se transforme en départ définitif quand il devient à Moscou la grande figure asiatique du Komintern. Mais il est intéressant de constater que dès 1903 il quittait de nouveau le Japon, alors que le mouvement socialiste y était en plein essor et que s'annonçait l'épreuve de la guerre russo-japonaise, dont on lira plus bas la relation qu'il donne. Certes, officiellement, il est en « mission de parti », et les socialistes japonais comptent beaucoup sur sa connaissance de l'Occident, sur les contacts dont il dispose aux Etats-Unis, pour qu'il soit leur porte-parole. Il jouera ce rôle de façon spectaculaire, non seulement à Chicago où il assiste en 1904 à la Convention socialiste, mais la même année au VIème Congrès socialiste international à Amsterdam, où se situe sa célèbre poignée de main à Plekhanov, tous deux occupant symbo-

liquement les fonctions de vice-présidents du congrès, en signe de solidarité socialiste internationale entre les travailleurs de deux pays dont sont en guerre les appareils d'Etat bourgeois.

Les raisons de son départ en 1903 n'ont pourtant jamais été bien éclaircies, et sont, semble-t-il, plus complexes. Il était sans doute un peu lassé (4), sans doute inquiet aussi (5) des tendances extrémistes qu'il discernait peut-être déjà chez plusieurs de ses camarades de parti, et qui conduiront à la scission de 1907 entre sociaux-démocrates et anarcho-syndicalistes (scission dont on lira aussi la relation ci-dessous). Ce qui autorise à s'interroger sur la crise politique qu'il a pu connaitre pendant cette période, c'est le curieux épisode de son voyage au Texas, dans la pure tradition utopique de Cabet et d'Owen, et à quelques mois seulement de la poignée de mains d'Amsterdam qui allait le faire entrer dans l'histoire comme le symbole le plus orthodoxe de l'internationalisme ouvrier moderne.

On tentait alors au Texas une expérience de colonisation par des paysans japonais, en vue de développer la culture du riz. Cette expérience semble avoir beaucoup intéressé Katayama et il vivra au Texas presque continuellement de la fin de 1904 (après le congrès d'Amsterdam) au début de 1907, coopérant avec des hommes d'affaires japonais intéressés à cette entreprise et travaillant activement à organiser l'émigration japonaise vers Houston. H. Kublin qualifie cet épisode de « bizarre », mais n'y a-t-il pas là plutôt l'expression de certaines contradictions très profondes (6). ?

A partir de 1914, il quitte le Japon pour toujours ; il est découragé semble-t-il par l'absence de toute perspective, par le poids de la répression qui frappe le socialisme au Japon, par les dissensions idéologiques qui l'affaiblissent aussi. Il séjourne aux Etats-Unis pour la quatrième fois, et s'y lie avec des zimmerwaldiens comme Fraina ou Rutgers. H. Kublin donne à ce sujet, à travers le cas de Katayama, des précisions très intéressantes sur ce qu'on

(4) « J'étais épuisé, après ce labeur incessant de sept années », confiera-t-il à un ami peu après son départ (KUBLIN, **op. cit.** p. 164).

(5) C'est l'hypothèse avancée par Kublin, qui va jusqu'à se demander si « son voyage n'était pas autant une fuite qu'une mission » (**Ibid.**, p. 164).

(6) Il est intéressant de noter que dans son ouvrage **The labor movement in Japan,** KATAYAMA s'abstient de mentionner ce séjour au Texas et se contente d'indiquer : « j'étais malheureusement absent à partir de juin 1906, et arrivai à Yokohama deux jours après la réunion du parti socialiste japonais du 17 février 1907 », (p. 116).

pourrait appeler la préhistoire américaine ou plutôt new-yorkaise de la IIIe Internationale, et par exemple sur la réunion de janvier 1917 à laquelle participaient Boukharine et Trotzki, en même temps que Katayama et ses amis de New York. Tout ce groupe se rallie à la Révolution d'octobre, de façon éphémère pour certains, plus durablement pour d'autres et par exemple pour Katayama ; il est un des fondateurs du parti communiste américain en 1920, accomplit pour le Komintern une mission au Mexique en 1921, et s'établit définitivement à Moscou la même année, jusqu'à sa mort en 1933. Ce dernier chapitre de sa vie, qui sort du cadre chronologique de la présente étude, se caractérise par un ralliement à des positions léninistes complètement opposées aux thèses parlementaires dont il avait été précédemment le défenseur dans le Parti socialiste japonais, même au prix de la scission de 1907 (7) : son cas, de ce point de vue, rappelle un peu celui de Marcel Cachin, et s'explique sans doute par un sens profond de la discipline de parti, par une égale fidélité à la ligne générale successivement suivie par la IIe et par la IIIe Internationale. Fraina, son ami de New York qui a écrit l'introduction de son **Labor movement in Japan,** le loue à la fois pour sa haute conscience de classe et la vivacité de ses sentiments internationalistes, et y voit les deux traits marquants de sa personnalité. De fait, n'était-il pas lié au moins autant au mouvement ouvrier international, à ses diverses étapes, qu'à son propre peuple et à sa propre culture ? N'est-il pas, dans le mouvement socialiste japonais, une figure prestigieuse mais un peu solitaire ?

LE TÉMOIGNAGE D'UN DIRIGEANT EN 1918

L'esquisse d'histoire du mouvement ouvrier japonais (8) que Katayama écrivit à la fin de son dernier séjour aux Etats-Unis n'est pas seulement le plus ancien travail dont on dispose sur ce mouvement dans une langue occidentale ; c'est longtemps resté le seul, jusqu'à la publication en 1964 de l'ouvrage de H. Kublin. Sen Katayama l'a écrit directement en anglais, langue qu'il possédait couramment,

(7) Sur cette scission, cf. ci-dessous, à propos du chapitre VI de l'ouvrage de Katayama.

(8) Sen KATAYAMA, **The labor movement in Japan,** Chicago, 1918, 147 p. Mais il ne s'agit que d'un opuscule, car l'éditeur, Kerr avait choisi un « corps » extrêmement espacé pour donner au volume des dimensions plus importantes.

et ce n'est qu'ultérieurement qu'en ont été publiées plusieurs éditions japonaises. La préface a été écrite par L. Fraina, l'ami zimmerwaldien de Katayama ; ce dernier y présentait la vie de l'auteur au public américain et exprimait l'idée que, alors que les relations sino-japonaises se détérioraient au point de faire redouter un conflit entre les deux Puissances (9), il était particulièrement opportun de présenter aux ouvriers américains le mouvement socialiste japonais, afin de rendre plus facile l'action commune des classes ouvrières de ces deux pays. L'ouvrage lui-même comporte sept brefs chapitres, dont nous avons reproduit en français le quatrième et le sixième ; ils éclairent deux épisodes particulièrement décisifs de l'histoire du mouvement ouvrier japonais à cette époque : la lutte anti-militariste à l'époque de la guerre russo-japonaise, et le choc de 1907-1911 entre socialistes et autorités impériales.

Ces chapitres, dont les trois premiers avaient d'abord paru en livraisons séparées en 1917 dans l'**International Socialist Review,** sont largement autobiographiques, et Katayama y donne de nombreux détails sur ses activités successives, du moins sur celles qui lui paraissaient mériter mention (on a noté ci-dessus qu'il est par exemple muet sur son équipée texane). La grande faiblesse de l'ouvrage est sans doute d'être beaucoup trop discret sur les autres figures marquantes du socialisme japonais de l'époque, sauf Kotoku. Mais il est sans doute excessif, comme le fait Kublin, de considérer que « la véritable valeur du livre se trouve moins dans son récit à peine esquissé et dans ses interprétations historiques extrêmement discutables et davantage dans les lumières qu'il jette sur Katayama lui-même » qui reste pour nous une précieuse source d'information. L'ouvrage cherchait surtout à renseigner le public américain de gauche, complètement ignorant du mouvement socialiste japonais ; John Reed, l'auteur des **Dix jours qui ébranlèrent le monde,** en écrivit un compte rendu enthousiaste dans le **Liberator** de mars 1919, déclarant que le livre était « un des travaux historiques d'immense valeur, qui pour la première fois établissent l'histoire réelle du peuple réel d'un pays ».

Le chapitre IV met en valeur l'effort de propagande

(9) Le Japon avait profité de la première guerre mondiale pour consolider ses positions en Chine (Vingt-et-une demandes de 1915), utilisant le fait que les Puissances européennes en guerre subissaient alors une éclipse en Extrême-Orient. Mais il se heurtait en 1917-1918 à une très vive concurrence financière américaine.

considérable déployé à la veille de la guerre russo-japonaise et pendant celle-ci par les socialistes japonais. Katayama, rappelons-le, se trouvait alors à l'étranger et le rôle principal fut joué par Kotoku et Sakai, animateurs de l'hebdomadaire **Heimin Shimbun** (« Journal des simples gens ») fondé en novembre 1903.

La lecture de ce chapitre se suffit à elle-même et répond, soit dit en passant, à l'accusation de plaidoyer **pro domo** portée par Kublin à l'encontre de l'ouvrage de Katayama ; l'auteur est en effet pratiquement absent du chapitre, et pour cause. La lecture du chapitre que Kublin lui-même consacre à ces événements (10), en s'appuyant sur une documentation riche et variée, ne révèle d'ailleurs aucune contradiction avec le chapitre de Katayama, écrit de mémoire aux Etats-Unis à quinze ans de distance. Ce qu'on peut accorder en revanche à Kublin, c'est que ce chapitre IV constitue davantage une chronique du mouvement pacifiste qu'une véritable analyse politique ; en particulier, il ne s'arrête guère sur le contenu idéologique de ce mouvement, sur ses origines, sur sa diversité aussi. Sen Katayama était pourtant bien placé pour s'interroger sur le rôle qui pouvaient jouer, dans les prises de position des socialistes japonais contre le militarisme et la guerre, leurs origines protestantes, et une certaine tradition de pacifisme chrétien qui était alors bien vivante chez les intellectuels japonais, même non-socialistes.

Plus regrettable est le silence de Katayama sur les divergences qui s'amorçaient déjà, c'est ce qui ressort des données recueillies par Kublin, entre une aile pacifiste intransigeante et un groupe dont les positions étaient plus nuancées. La première, avec Kotoku, condamnait absolument la guerre ; sans formuler encore de façon explicite la théorie du défaitisme révolutionnaire, il déclarait « sans importance » la question de savoir qui gagnerait la guerre (11). Il ressort au contraire d'autres textes (12) que Katayama, s'il réprouvait la guerre en principe, aurait néanmoins préféré un échec tsariste au cas où il eût fallu

(10) Chapitre X, **pacifism and war** (p. 157-183).

(11) KUBLIN, **op. cit., p. 171** (proclamation adressée par Kotoku et Sakai au prolétariat russe en mars 1904, et publiée dans le **Heimin**) ; Katayama reproduit (cf. ci-dessous) des extraits de cette proclamation, mais non la phrase « c'est une question sans importance de savoir quel gouvernement vaincra ».

(12) « Je suis opposé à cette guerre, mais en tant que japonais je ne désire pas que le Japon soit vaincu par la Russie qui a dans le passé traité les Juifs comme à Kichineff, se conduit si brutalement avec les Finlandais, et a abattu tant d'ouvriers pendant les grèves » écrit KATAYAMA dans le **Mouvement socialiste** du 15 avril 1904.

faire un choix, et souhaitait au fond la défaite de la puissance qui aux yeux de beaucoup de socialistes de l'époque incarnait la réaction internationale. Mais cet argument n'annonce-t-il pas un peu celui qu'emploieront en 1914 les socialistes allemands ? On comprend que Katayama, écrivant en 1918 pour des zimmerwaldiens américains dans l'enthousiasme de la révolution russe, n'ait pas voulu évoquer les divergences qui l'avaient en 1904 opposé à Kotoku à propos de cette guerre.

Cette page de l'histoire du socialisme japonais n'a pas beaucoup pesé sur les événements, et on ne sait même pas jusqu'à quel point les efforts de propagande du **Heimin** avaient quelque effet sur une opinion publique déjà fanatisée par le militarisme. Mais les socialistes japonais eurent alors le courage d'aller ouvertement et brutalement à contre-courant ; comme l'a déclaré ailleurs Katayama lui-même, « c'était peut-être la première fois dans l'histoire du Japon que le cri « à bas la guerre », était poussé au pays des samourais » (13). Cette campagne pacifiste, qui donne toute sa signification historique à la poignée des mains d'Amsterdam et autorise à ne pas la considérer seulement comme un geste isolé, a beaucoup fait pour le prestige international des socialistes japonais à l'époque (14). Elle a en même temps constitué, à long terme, une tradition d'opposition radicale à la guerre et à l'expansionnisme japonais, dont le mouvement ouvrier recueillera les fruits en 1945 après la défaite de celui-ci.

Si le chapitre IV met en évidence la détermination, le courage moral des socialistes japonais, le chapitre VI (15) montre à quels obstacles puissants ils se heurtaient, et combien le rapport des forces était défavorable.

Encore cette poignée d'hommes était-elle fort désunie, comme l'indique Sen Katayama au début du chapitre (il avait plus longuement exposé ce point au chapitre précédent). A ceux, dont il était, qui mettaient leurs espoirs dans l'action parlementaire et préconisaient une tactique modérée dans le but d'obtenir l'institution du suffrage universel et de s'en servir, s'opposaient les anarchistes comme Kotoku, fort pessimistes sur les solutions proposées par la première tendance. On peut d'ailleurs remarquer que la tendance au pessimisme l'emportait à la même époque

(13) **Ibid.**
(14) L'activité pacifique des socialistes japonais fut saluée non seulement par l'**Iskra**, mais par de nombreux autres organes socialistes.
(15) **Suppression and revolt of socialists in Japan** (p. 124-141).

en Chine, et que l'anarchisme y avait plus d'attrait que le socialisme proprement dit aux yeux de l'intelligentsia nationaliste avancée (16). A propos de cette scission du mouvement socialiste japonais se pose une question intéressante, celle de ses bases sociales. Il semble en effet, au moins d'après les données fournies par Katayama lui-même, que la tactique modérée qu'il préconisait (lutte pour le suffrage universel, propagande écrite et action syndicale) était soutenue surtout par les éléments d'origine très modeste, sinon prolétarienne : un vendeur de journaux, un blanchisseur, un colporteur, un conducteur d'autobus, alors que les thèses extrémistes de Kotoku trouvaient surtout un accueil favorable chez les intellectuels. Déjà, dans le chapitre précédent, le cinquième, qui était consacré aux activités socialistes, il avait longuement développé cette analyse et avait relié le glissement à gauche de la majorité des socialistes japonais vers 1907 à l'influence croissante des intellectuels. Des recherches plus précises seraient nécessaires, sur cette question des rapports entre les aspects idéologiques et les aspects sociologiques de la scission.

Mais la répression des autorités impériales japonaises fut si brutale qu'au moins à court terme l'un et l'autre courant furent pratiquement éliminés de la vie publique japonaise. Toutes les sources, par exemple celles qu'a réunies Kublin (17), confirment sur ce point le tableau qu'en donne Katayama.

(16) Cf. l'étude de Martin BERNAL dans le même volume.
(17) **Op. cit.**, p. 203-211.

1 — LE MOUVEMENT SOCIALISTE ET LA GUERRE RUSSO-JAPONAISE

En dépit de la suppression draconienne de notre organisation politique par le gouvernement, les socialistes japonais luttent actuellement, depuis deux ans, contre la guerre. La propagande anti-belliciste commença le 8 octobre 1903, au moment où la question de l'hégémonie sur la Corée était le point sensible des relations entre la Russie et le Japon (1). Les camarades Kotoku (2) et Sakai (3) qui, naturellement, nous dirigeaient dans cette entreprise difficile, sacrifièrent leur situation (3bis) en raison de leur attitude socialiste en face de la guerre. En novembre 1903, ces camarades commencèrent à éditer un hebdomadaire socialiste, le **Heimin** (4), à Tokyo, et en firent un organe de lutte contre la guerre. Dès le début, les camarades Kotuku et Sakai déclarèrent nettement qu'ils avaient l'intention de faire de ce journal un organe de soutien pour leurs idées et celles de beaucoup d'autres dans l'avenir. Pour la première fois au Japon, le **Heimin** était à la fois un moyen de propagande et une entreprise commerciale socialiste. Il était aussi notre organe socialiste.

Les deux camarades étaient aidés par I. Abe (5), N.

(1) La Chine, suzerain traditionnel de la Corée, en avait été éliminée depuis la guerre sino-japonaise de 1894-95. En 1898, un compromis avait été signé entre la Russie et le Japon, favorable à la pénétration japonaise en Corée ; mais la Russie ne se résignait pas à renoncer à établir son influence dans ce pays.

(2) Kotoku Shusui, (1871-1911), intellectuel de formation chrétienne, qui fut avec Katayama un des premiers animateurs des groupes socialistes et syndicalistes japonais vers 1900. Il rompit avec les socialistes au lendemain de la guerre russo-japonaise et passa à l'anarchisme ; il fut condamné à mort et exécuté pour activités anarchistes (cf. chapitre suivant).

(3) Sakai Toshihiko (1870-1933), journaliste qui fut un des fondateurs du socialisme japonais, et jouera un rôle de premier plan dans le mouvement socialiste jusqu'à la première guerre mondiale ; il sera en 1922 un des fondateurs avec Katayama du parti communiste japonais, mais le quittera dès 1923 pour revenir à la social-démocratie.

(3 bis) Kotoku et Sakai, deux journalistes pleins de talent, occupaient une position influente dans un quotidien à grand tirage de Tokyo, le **Yorozu**, qui affichait de vagues sympathies socialistes. Mais son propriétaire se rallia vers 1903 au courant officiel expansionniste et chauvin, et ils quittèrent le journal ; Katayama avait rappelé ces faits dans un chapitre précédent (p. 82).

(4) Ou « Journal des simples gens ». (Ce nom complet était **Heimin Shimbun**).

(5) Abe Isoo (1865-1949) intellectuel socialiste qui avait fait des études de théologie aux Etats-Unis, comme Katayama, et avait un moment exercé les fonctions de pasteur. Il a beaucoup écrit sur le socialisme et les questions sociales

Kinoshita, (6), I. Kato (7), J. Saji, et plus tard par Nishikawa (8), Ishikawa (9) et quelques autres. J'envoyais également des articles de l'étranger (10).

Autour de cet hebdomadaire, tous les propagandistes actifs se regroupèrent et organisèrent, quand ils le purent, des réunions publiques, tant à la ville qu'à la campagne. Ils commencèrent aussi à étudier sérieusement le socialisme au cours de réunions qui se tenaient chaque semaine au quartier général du journal. Bientôt, plusieurs femmes vinrent se joindre à nous, et des réunions pour les femmes socialistes furent organisées une fois par mois, séparément, car les femmes n'avaient pas le droit d'assister à une réunion politique. A cette époque le gouvernement décréta que les socialistes ne pouvaient tenir une réunion sans l'autorisation de la police, car il considérait le mouvement socialiste comme un mouvement politique. Il ne nous autorisa pas cependant à fonder au grand jour un parti socialiste. Il y avait alors de nombreuses femmes dans nos rangs.

Quand la guerre russo-japonaise éclata, nos camarades redoublèrent d'activité pour obtenir rapidement la paix. Le 20 mars 1904, lors d'un meeting à Tokyo, les socialistes japonais décidèrent d'envoyer leur salut fraternel à leurs camarades russes. Nous en citons ici quelques lignes qui montrent l'esprit et le ton de la déclaration :

« Chers camarades. Votre gouvernement et le nôtre ont fini par se combattre, pour satisfaire leurs ambitions impérialistes, mais il n'y a, pour les socialistes de nos deux pays, ni barrière de race, ni barrière de territoire, ni barrière de nationalité. Nous sommes tous camarades, frères et soeurs, et nous n'avons aucune raison de nous combattre. Votre ennemi n'est pas le peuple japonais, mais notre militarisme et notre soi-disant patriotisme. Tout

(6) Kinoshita Naoe, (1869-1937), intellectuel protestant qui fut lui aussi un des membres du premier noyau socialiste japonais vers 1901. C'est à lui que Kotoku adressa en 1903 sa célèbre apostrophe « Kinoshita, pourquoi ne renonces-tu pas à Dieu ? Si tu le faisais, je dénouerais volontiers tes lacets de chaussures à ta place ! » (H. KUBLIN, **op. cit.**, p. 153).

(7) Kato Tokijiro (l'initiale donnée par Katayama est inexacte), médecin dans la clinique duquel se réunirent en février 1906 les trente-cinq fondateurs du parti socialiste (le parti social-démocrate de 1901 avait été aussitôt dissous). Il soignait les pauvres gens sans honoraires dans les trois cliniques qu'il possédait.

(8) Nishikawa Kojiro (1876-1940), brillant écrivain qui avait publié en 1902 la première biographie japonaise de Marx. Il écrivit dans le **Heimin** de nombreux articles contre la guerre et rompit plus tard avec Katayama (cf., chapitre VI, ci-dessous).

(9) Ishikawa Sanshiro (1876-1957), socialiste chrétien qui publia en 1905 avec Abe Isoo la revue **Shin-kigen** (« Ere nouvelle »).

(10) Rappelons que Katayama avait quitté le Japon depuis décembre 1903.

comme notre ennemi n'est pas le peuple russe, mais votre militarisme et votre soi-disant patriotisme. Le patriotisme et le militarisme sont nos ennemis communs. Non, il n'est pas vrai que les socialistes du monde entier puissent les considérer autrement que comme leurs ennemis. Nous, socialistes, devons les combattre courageusement. Nous en avons maintenant une excellente occasion, et une occasion très importante. Nous sommes persuadés que vous ne la laisserez pas passer. De notre côté, nous ferons aussi de notre mieux. Mais permettez-nous de vous dire encore quelques mots. Nous ne sommes ni des nihilistes, ni des terroristes, nous sommes des Sociaux-Démocrates. Nous nous refusons absolument à utiliser la force armée dans notre combat. Nous devons combattre par des moyens pacifiques, par la raison et par la persuasion.

Chers camarades ! Quand vous subissez l'oppression de votre gouvernement et les poursuites de votre police cruelle, souvenez-vous que dans un pays lointain des milliers de camarades forment des voeux pour votre succès et votre santé, avec leur plus profonde sympathie ! » (*)

« Ce manifeste est d'une importance historique. Si nous, Sociaux-Démocrates russes, ne connaissons que trop bien quelles sont nos difficultés en temps de guerre, alors que toute la machine gouvernementale travaille à exacerber le patriotisme — des difficultés que nous rencontrons à chaque pas, malgré l'extraordinaire impopularité de l'absolutisme, dont le cours est hasardeux et desespéré —, nous ne devons pas oublier que nos camarades japonais qui, au moment où le sentiment national était à son apogée, nous tendaient la main, se trouvaient dans une position encore plus difficile et plus embarrassante. »

« Parmi les clameurs chauvines de nos deux pays, leurs voix résonnent comme celles de hérauts annonciateurs d'un monde meilleur qui, bien qu'il n'existe encore aujourd'hui que dans l'esprit du prolétariat conscient, sera demain une réalité. Nous ne savons pas qand ce « demain » arrivera. Mais nous, les Sociaux-Démocrates, travaillons partout dans le monde pour le rapprocher chaque jour

*) Les camarades russes publièrent une réponse dans l'**Iskra**. « Etant donné qu'à cette époque l'**Iskra** était éditée par Lénine, ce commentaire sur le Salut des socialistes japonais aux socialistes russes peut avoir été écrit par Lénine lui-même ». C'est ce que déclara le camarade Frédéric Rosin qui participa aux côtés de Lénine à la Révolution de 1905, et fut exilé à vie en Sibérie, s'en échappa et rejoignit les Etats-Unis. Le camarade Frédéric Rosin vient juste de nous quitter pour gagner la Russie par la Norvège et se joindre au travail révolutionnaire (août 1917). (Note de Sen Katayama).

davantage. Nous sommes en train de creuser la tombe du présent misérable — l'ordre social actuel. Nous organisons les forces qui, finalement, l'enterreront. »

« A la force il faut opposer la force, la violence à la violence ! En disant cela, nous ne nous exprimons ni comme des nihilistes, ni comme des terroristes. Mais dans l'état actuel des choses ; cette question est d'une importance secondaire. Ce qui est important pour nous, c'est le sentiment de solidarité que les camarades japonais ont exprimé dans le message qu'ils nous ont adressé. Nous leur envoyons nos salutations cordiales. A bas le militarisme ! Vive la social-démocratie internationale ». (10bis)

L'hebdomadaire **Heimin** était très bien fait ; c'était un journal riche en informations sociales, et rendant compte des activités socialistes tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. Le socialisme était présenté de telle manière que la classe des étudiants y était sensible, et d'ailleurs de nombreux étudiants rejoignirent les rangs du mouvement socialiste, éveillés par des camarades qui furent très souvent accusés de parcourir le pays pour vendre des livres socialistes et recueillir des fonds pour le journal. Il y eut à partir de ce moment-là de nombreuses sections à travers tout le pays. Le camarade Morichika (11) ouvrit un bureau local du journal dans la ville d'Osaka.

Le gouvernement prit progressivement des mesures énergiques contre les socialistes ; il commença en mai 1904. Le gouvernement avait deux griefs contre les socialistes : 1. Les discours contre la guerre risquaient de tuer le patriotisme. 2. La propagande socialiste essayait de briser le système des castes (12), et conduisait fréquemment à des critiques contre la maison impériale. Par la suite, la police dispersa chaque réunion socialiste, mais les camarades en tinrent aussi souvent qu'ils le purent, car à chaque intervention de la police, leur audience grandissait.

(10 bis) H. KUBLIN a raison, nous semble-t-il, de noter qu'il y a plus que des nuances entre l'idéalisme de la déclaration japonaise, sa condamnation surtout morale du recours à la force, et la thèse déjà léniniste de l'**Iskra**, appelant à transformer la guerre en lutte révolutionnaire (**op. cit.**, chap. XIII, note 6).

(11) Morichika Umpei (1881-1911), d'une famille de paysans pauvres, sera après la scission de 1907 l'éditeur du **Osaka Heimin**, l'organe de la tendance de gauche. Il sera exécuté en 1911 avec Kotoku et les autres anarchistes.

(12) Katayama emploie cette expression (**caste system**) dans la version anglaise originale de son étude. Mais il n'existait plus au Japon de « caste » au sens propre, depuis l'abolition au lendemain du Meiji des barrières sociales entre daimios, samourais, simples gens. Katayama fait ici allusion, sans doute, à la hiérachie nobiliaire et aux privilèges de la famille impériale.

Les participants à la réunion statutaire de l'Association Socialiste de juin 1904 décidèrent à l'unanimité d'adresser une lettre ouverte aux camarades d'Europe et d'Amérique ; et de présenter la résolution contre la guerre au Congrès de l'Internationale socialiste qui devait se tenir à Amsterdam au mois d'août (13).

En quelques mois, l'hebdomadaire édita de nombreux ouvrages en marge de la publication de ses numéros habituels. Le roman du camarade Kinoshita, **Colonne de feu** (14), fut le plus populaire et le plus largement diffusé. On fit en quelques mois plus de dix éditions de ce livre, qui eut une influence de propagande bien plus grande que « **Shinshakai** » de Yano (15). Il parle du socialisme et des socialistes d'aujourd'hui. Il fut le fer de lance de la littérature socialiste japonaise.

Dans son numéro du 27 août l'hebdomadaire **Heimin** publia une traduction de l'essai du comte Léon Tolstoï sur la guerre russo-japonaise, publié par le **Times** de Londres le 27 juin 1904. Cela rehaussa le prestige de l'hebdomadaire (16) et suscita beaucoup d'agitation. Nos camarades furent encore plus encouragés dans leur mouvement d'opposition à la guerre par une lettre du comte Tolstoï adressée au journal.

Pour célébrer le premier anniversaire de la fondation du **Heimin**, les camarades japonais décidèrent de traduire et de publier le Manifeste du Parti Communiste. Cette traduction parut le 13 novembre. Elle était due à la collaboration des camarades Kotoku et Sakai.

Ce numéro fut interdit par le gouvernement, mais comme il avait déjà été distribué aux abonnés, nous avions atteint notre but.

L'année 1904 se termina par deux cas de poursuites judiciaires conduisant à procès. L'un concernait l'éditorial

(13) Katayama évite ici, avec discrétion, de rappeler qu'il fut au Congrès d'Amsterdam le porte-parole des socialistes japonais et y lut leur résolution contre la guerre ; Fraina rappelle dans l'introduction de l'ouvrage l'épisode de la poignée de main à Plekhanov. Cette discrétion ne concorde pas avec le jugement de KUBLIN (p. 245), accusant l'ouvrage de « servir son auteur », accusant Katayama d'« exagérer sa propre contribution ».

(14) **Hi no Hashira**, roman socialisant qui connut un grand succès.

(15) Ou « la nouvelle société », écrit en 1902 par YANO FUMIO, écrivain socialiste déjà célèbre pour avoir écrit en 1883 **Keikoku Bidan** (« contes politiques ») roman historique qui attaquait les oligarques du Meiji à travers un récit romancé des guerres de Sparte et de Thèbes. **Shin Shakai** est une des premières utopies socialistes du Japon moderne.

(16) Le prestige de Tolstoï était alors considérable au Japon, où son oeuvre était largement traduite. Le numéro du **Heimin** où cette lettre était publiée fut rapidement épuisé et dût plusieurs fois être réimprimé.

intitulé « Les maîtres d'école » et l'autre la publication du « Manifeste ». Pendant l'année la propagande socialiste fut vigoureuse et enthousiaste malgré la rigueur de la censure et les nombreuses mesures répressives prises à l'encontre des socialistes. Ceci apparaît dans les statistiques que publia le **Heimin** :

39.000 tracts de propagande publiés dans le courant de l'année. 8 livres publiés par l'imprimerie du journal **Heimin** et 15.700 exemplaires vendus. 200.000 diffusés de l'hebdomadaire lui-même. Onze agglomérations urbaines et dix villes dotées d'organisations socialistes. Huit procès intentés à des socialistes. 120 réunions tenues dont treize de femmes. Un grand nombre de femmes prirent une part active au mouvement socialiste. Nos camarades avaient appris de Lassalle et d'autres la manière d'utiliser les procès à des fins de propagande. Les accusations portées contre Kotoku et Nishikawa furent maintenues jusque devant le Tribunal Suprême, et ils furent finalement condamnés. Mais les débats avaient duré quatorze semaines et il y avait eu trois jugements. Nous avions pu propager le socialisme au tribunal. Ce qui s'était dit au procès, que ce soit par la défense ou par l'accusation pouvait être imprimé sans risque de saisie. Mais par la suite les procès des socialistes furent le plus souvent conduits à huis clos et les socialistes ne purent plus jamais sortir de prison sous caution. Le résultat du procès fut que le camarade Kotoku en eut pour cinq mois avec une amende de 50 yen, et Nishikawa sept mois et 50 yen ; les presses de l'imprimerie furent également confisquées pour actes contraires à la constitution impériale, et finalement l'hebdomadaire **Heimin** fut complètement supprimé (17). Le **Chokugen** (« Libre parole ») fut alors publié en remplacement du **Heimin.**

La révolution de janvier dans la capitale russe suscita un intérêt passionné et donna un élan aux camarades japonais, et ils se mirent à prêcher le socialisme aux prisonniers russes du Japon, dont le nombre s'était accru avec la chute de Port-Arthur. L'hebdomadaire informait de temps à autre les prisonniers russes du déroulement des

(17) En fait (H. KUBLIN, **op. cit.**, p. 180), les éditeurs du **Heimin** décidèrent en janvier 1905 de suspendre la publication de leur propre mouvement. Le numéro 64 et dernier, imitant le geste de Marx sabordant lui-même sa **Neue Rheinische Zeitung**, parut en caractères d'imprimerie rouges et annonça la disparition du **Heimin.**

révolutions en Russie et tentait de leur distribuer la littérature socialiste envoyée d'Europe et d'Amérique.

Le 16 mai 1905, les socialistes de Tokyo présentèrent un candidat à une grande élection à la Diète impériale. Le camarade Kinoshita qui s'était présenté plusieurs années auparavant comme candidat socialiste dans la ville de Maebashi, se présenta à nouveau. Après une campagne socialiste très animée, il obtint 32 voix. Il y avait 16.000 votants dans la ville sur une population de 1 800 000 habitants.

Pendant cette période de guerre, le mouvement socialiste devint de plus en plus intellectuel, et par la même occasion de plus en plus international, en raison des sévères mesures de répression prises par le gouvernement militaire à l'encontre des socialistes ; cette répression fut telle que, les nouvelles japonaises étant supprimées, l'hebdomadaire **Chokugen** consacra de plus en plus de colonnes aux nouvelles du mouvement socialiste venant de l'étranger. Le camarade Kaneko (18) envoya chaque semaine des nouvelles d'Amérique, et je servis en quelque sorte d'intermédiaire entre les camarades restés au pays et ceux qui résidaient à l'étranger, puisque je vivais à cette époque aux Etats-Unis.

Le **Chokugen** publia une traduction de **Merrie England.** L'hebdomadaire a toujours publié des articles écrits dans un bon style et avec talent.

Des réunions se tenaient dans différentes agglomérations et un peu partout dans le pays. On organisait chaque semaine un peu partout des réunions d'étude du socialisme, des rassemblements de camarades, des clubs de débats et des réunions publiques. Mais malheureusement, en raison du manque d'expérience et aussi du fait que les socialistes étaient privés du droit de s'organiser en parti, ils ne pouvaient pas rassembler en une organisation socialiste les forces dispersées dans tout le pays ; le ministre de la guerre du prince Katsura (19) renforçait les mesures de répression contre les socialistes. Les nouveaux livres socialistes étaient souvent interdits, et l'hebdomadaire **Chokugen** était victime de saisies périodiques. De fré-

(18) Kaneko Kiichi, ancien étudiant aux Etats-Unis.

(19) Le général Katsura Taro (1847-1913), ministre de la guerre de 1898 à 1901, premier ministre en 1901-1906, 1908-1911, 1912-1913. Il appartenait à une des principales cliques politico-militaires du Meiji celle de « Choshu », dirigée par le maréchal Yamagata, et fut le premier à occuper directement des fonctions politiques importantes.

quents procès et l'emprisonnement de rédacteurs affaiblissaient nos rangs. L'hebdomadaire se trouvait dans l'obligation de combler le déficit financier en faisant appel aux camarades. Ces difficultés, auxquelles beaucoup d'autres venaient s'ajouter, portèrent un grand coup au journal. Il fut définitivement interdit quand la loi martiale fut décrétée lors des grandes émeutes qui éclatèrent le 5 septembre 1905 à Tokyo. Pendant plusieurs jours la capitale fut entièrement aux mains des émeutiers. Ces troubles furent attribués à la déception du peuple devant les clauses du traité de paix conclu à Portsmouth (20), mais en fait il s'agissait d'un mécontentement général causé par le ministère Katsura qui avait abusé le peuple sur les affaires diplomatiques et qui lui avait en même temps enlevé sa liberté. A la suite des émeutes, l'hebdomadaire **Chokugen** fut interdit sans aucune explication. Nos camarades qui s'étaient regroupés autour de l'hebdomadaire dépendaient largement du produit de la vente du journal et des livres. Le nombre de ces camarades s'était accru dans les derniers temps alors que les revenus n'avaient pas augmenté en raison des nombreuses poursuites juridiques et des saisies fréquentes du journal et des livres ; il était devenu chaque jour de plus en plus difficile de soutenir le mouvement. Les camarades décidèrent alors de dissoudre le groupe.

Cette période du mouvement socialiste, qui se terminait par un soulèvement populaire dans les villes et les campagnes, était riche en promesses pour de nouvelles activités à venir. Dans l'ensemble nous estimons que les socialistes menèrent un combat splendide et glorieux contre la guerre et pour la paix !

(20) Le traité de paix entre la Russie et le Japon fut signé à Portsmouth, aux Etats-Unis (New-Hampshire) ; la Russie reconnaissait l'influence japonaise en Corée ainsi que dans la Mandchourie du Sud (dont le chemin de fer passait au Japon avec la base terminale de Port-Arthur) ; mais elle refusa catégoriquement la demande japonaise d'une indemnité de guerre et n'accepta de céder que le Sud de Sakhaline (le Japon avait demandé la totalité de l'île). Ce n'était qu'une demi-victoire diplomatique, contrastant avec l'effondrement complet des forces russes pendant la guerre ; l'opinion nationaliste japonaise, y compris dans les milieux populaires, se considéra comme frustrée.

2 — RÉPRESSION ET RÉVOLTE DES SOCIALISTES JAPONAIS

Tout comme en Europe, nous étions en proie aux conflits et aux divisions à propos de la tactique socialiste à adopter au Japon. Pourtant quelques temps, il y a eu en fait deux groupes socialistes : les marxistes et les partisans de l'action directe. J'appartenais au premier, bien que je n'aie jamais désavoué l'action directe ni les grèves générales. J'ai voté à Amsterdam en faveur de la grève générale. Mais à l'époque j'ai essayé de conserver mon calme dans ce domaine. Je pensais qu'il valait mieux pour le mouvement socialiste japonais rester ferme sur les principes et sur la tactique, comme cela avait été décidé au Congrès Socialiste d'Amsterdam, pour la bonne raison que nos classes laborieuses ne sont pas tellement avancées ni sur le plan de la théorie ni sur celui de la pratique, et de plus qu'elles ne sont pas encore organisées. En plein milieu de la brutale répression gouvernementale, j'ai prêché au cours des dix dernières années les principes marxistes, et maintenant certains de nos ouvriers comprennent assez bien le socialisme. Mais je pensais qu'il aurait été trop radical, et prématuré, pour nos ouvriers, de modifier notre tactique en renonçant à notre programme politique (21). Le gouvernement aurait trouvé là un prétexte meilleur encore pour supprimer notre mouvement.

Nous avons obtenu d'assez bons résultats dans le travail de propagande que nous avons fait dans ce pays. Nous avons fait pendant l'automne et l'hiver 1906-1907 plusieurs tournées de conférences dans les agglomérations, vendu de nombreux livres socialistes et les **Nouvelles du Socialisme** » (22), l'organe socialiste autour duquel nous nous regroupions et travaillions ensemble pour la cause. Mais je fis à cette époque une sérieuse erreur en me laissant persuader par mon collègue, le camarade Nishikawa, d'accepter de prendre dans notre groupe son ami per-

(21) C'est-à-dire la formation de syndicats, la propagande imprimée par voie légale (livres et périodiques), l'action électorale en vue de prendre pied au Parlement.

(22) En fait, ce journal s'appelait **Shakai Shimbun**, ce qui signifie seulement « Informations sociales » ; ce titre prudent était destiné à rassurer la police. Ce glissement sémantique échappait naturellement aux lecteurs américains auxquels s'adressait Katayama dans son ouvrage de 1918. Dans le chapitre VI, KATAYAMA a raconté la fondation de **Shakai Shimbum** en juin 1907 ; ce périodique dura jusqu'en 1911.

sonnel, Akaba. Mr. Akaba se révéla être un anarchiste. Comme il était un ami personnel du camarade Nishikawa, ce dernier se rangeait toujours à ses côtés. Cela fut la cause de constantes frictions et de discussions parmi nous sur la politique, qui se terminèrent par une rupture totale ; d'un côté les camarades Nishikawa et Akaba, de l'autre le camarade Tazoe (23) et moi-même. Pendant une courte période il y eut deux **Nouvelles du Socialisme** à Tokyo ; l'un nous appartenait, l'autre était à eux. Mais cela ne dura pas, et plus tard le camarade Nishikawa alla en prison pour un délit ancien. Quant il sorti de prison en 1911, il n'était plus socialiste. A la surprise générale, Mr. Nishikawa dénonça le socialisme et répudia entièrement son oeuvre passée dans son livre intitulé **Confession.**

Peu après la rupture avec Nishikawa, nous perdîmes notre meilleur combattant, le camarade Tazoe, qui avait étudié aux Etats-Unis et était le défenseur acharné de la tactique parlementaire. Il avait combattu d'abord Kotoku et plus tard Nishikawa à propos de la tactique. Il était sans aucun doute la victime de ces conflits. Sa mort eut un grand écho dans la pensée des camarades à travers tout le pays.

En dépit de nombreux obstacles et de la répression gouvernementale nous continuâmes notre travail. Il n'y avait plus que quelques sections, Tanoura, Shizuoka, Mikura Mura et Tokyo. Trois d'entre nous étaient essentiellement engagés dans le travail de propagande, les camarades Tateo Suzuki, Fujita et moi-même. La carrière socialiste du camarade Fujita est très intéressante. Il commença comme vendeur de journaux dans les rues de Tokyo, et devint rapidement un dirigeant des vendeurs de journaux : il y en avait environ cinq à six cents. Chaque vendeur reconnaissait dans le jeune Fujita son leader. Cela lui donna une valeur inestimable et l'aida beaucoup au cours des années suivantes. C'était un leader de masse né. Quand il projetait une grande démonstration ou un meeting de masse il organisait tranquillement tout par lui-même,

(23) Tazoe Tetsuji (1873-1908). Protestant d'origine paysanne, qui avait étudié aux Etats-Unis. En février 1907, au comité exécutif du Parti socialiste japonais, il avait présenté une résolution préconisant une tactique purement parlementaire et avait obtenu deux voix. Le texte de Kotoku en faveur de l'action directe en avait obtenu vingt-deux. Un texte de compromis présenté par Sakai et appuyé par Katayama, qui proposait un programme de changement radical de la société, de lutte anti-militariste en anti-religieuse, et une campagne pour le suffrage universel (point condamné par Kotoku), mais qui retirait des statuts du parti la clause « agissant dans un cadre légal », obtint vingt-huit voix. Sen KATAYAMA, **Labor movement**, pp. 114-115.)

mais, quand il agissait, ses anciens camarades vendeurs de journaux et leurs successeurs l'aidaient à réussir. Il pouvait distribuer quelque chose comme dix mille tracts en une heure ou deux grâce aux plusieurs centaines de vendeurs de journaux, avant que la police puisse s'en saisir et arrêter la distribution. Les démonstrations réussies de ces dernières années ont toutes été projetées et exécutées par le jeune Fujita. Il n'avait pas ou peu d'instruction, mais l'habitude de lire les éditoriaux des journaux en fit plus tard un assez bon écrivain. Mais pour devenir un agitateur il avait à travailler beaucoup. Il écrivit d'abord un discours sur le suffrage universel avec de grandes difficultés après un dur travail de plusieurs mois. Avec ce discours, il me suivit partout.

Dans ces dernières années, il fit une grande tournée à travers tout le pays avec le même discours, et naturellement, avec un nombre croissant d'éléments, de telle manière qu'il pouvait tenir son auditoire pendant une heure ou deux. C'est ainsi qu'il échappait à la censure du gouvernement. De 1908 à 1910, le camarade Fujita travailla avec moi. Nos principaux auditoires étaient composés de travailleurs. Je parlais surtout finance et économie, toujours interprétées à la lumière du socialisme. Nous n'avions pas le droit d'utiliser des mots comme grève du travail, organisation de travailleurs, boycott, socialisme ou révolution. Mais nous exprimions la pensée révolutionnaire socialiste d'une manière détournée. C'est par de tels moyens que nous poursuivîmes notre travail de propagande pendant trois ans environ. Notre groupe, composé à l'origine de trois personnes, passa à cinq : Fujita, déjà cité, Sasai, employé dans une blanchisserie ; Ikeda, vendeur de livres ambulant ; Kobayashi, ancien conducteur d'autobus, et moi-même. Nous étions en liaison constante avec les travailleurs et tentions de les organiser, mais nous étions toujours dépouillés des fruits de notre travail par les autorités. Notre œuvre reçut un coup terrible lors d'une grève où trois d'entre nous furent arrêtés, y compris moi-même ; inculpés d'incitation à la grève, nous fûmes arrêtés en janvier 1912. Mais avant de raconter l'histoire de cette grève il vaut mieux revenir quelques années en arrière pour parler des activités de nos camarades extrémistes (24).

(24) Sen Katayama continue à dire « nos camarades » après la scission.

LES PARTISANS DE L'ACTION DIRECTE

Les partisans de l'action directe ou socialistes extrémistes étaient groupés autour de **l'Osaka Heimin,** publié à Osaka, (25) et du **Kinyo-kai,** organisation rivale du **Doshikai** organisé par le groupe marxiste (26). Le **Kinyo-kai** (ou groupe du Vendredi, parce qu'ils se réunissaient régulièrement le vendredi) fut créé pendant l'été de 1907 à Tokyo par Kotoku, Yamakawa et Sakai (27). Ce dernier est à ce jour un bon socialiste marxiste. Ces camarades, aussi bien dans les colonnes du **Heimin** qu'à des meetings du **Kinyo-kai,** menèrent un combat magnifique pour leurs idées contre l'oppression totale du gouvernement. Leurs meetings furent constamment interrompus par la police. A l'un d'eux presque tous les présents furent arrêtés, pour la seule raison qu'ils n'avaient pas obéi aux ordres de dispersion des policiers. **L'Osaka Heimin** entreprit une guerre contre les capitalistes dans cette ville et souvent des numéros furent interdits à cause de ces vues extrémistes. Le camarade Morichika, éditeur du **Heimin,** fut emprisonné plusieurs fois en application de la loi sur la presse.

Les camarades se servirent des pages du **Heimin** pour diriger avec succès une grève des « barcasses ». La ville d'Osaka a de nombreuses rues étroites mais des canaux larges. En réalité c'est une ville amphibie, de telle manière que les « barcasses » remplacent les autobus. Osaka est la ville la plus conservatrice du Japon, c'est pourquoi le camarade Morichika avait naturellement un combat très difficile à mener pour maintenir le **Heimin.** Bien qu'il fût soutenu financièrement par les propriétaires du **Kokkei** (un journal humoristique), et pour les éditoriaux par les camarades du **Kinyo-kai,** il dut abandonner le **Heimin** au bout d'une année.

Il raconta les expériences difficiles qui le conduisirent à l'échec dans la « **Revue de Kumamoto** », publiée à Kumamoto par les camarades extrémistes de cette ville ; il fut très actif pendant l'année 1908-1909. En dépit d'une aide substantielle de leurs amis, sa femme et lui tombèrent

(25) Fondé en 1907 après la scission ; le groupe de Katayama publiait de son côté le **Shakai Shimbun** (cf. ci-dessus, note 21).

(26) Ou « Société des camarades ». Ce groupe était dirigé par Katayama et Nishikawa, dont on a vu plus haut que les relations n'allaient pas tarder à s'altérer.

(27) Sur Kotoku et Sakai, cf. les notes précédentes. Yamakawa Hitoshi (1880-1958), lui aussi d'origine protestante, et très actif à cette époque, jouera un grand rôle lors de la fondation du parti communiste, puis rompra avec celui-ci.

malades et, après une lutte d'une année, ils durent abandonner le **Heimin** et arrêter complètement leurs activités. Il se retira dans sa province natale et se mit à cultiver un bout de terre dont il fit rapidement une belle vigne. Il habitait là quand il fut arrêté et assassiné avec le camarade Kotoku en 1911.

LA REVOLTE DU DRAPEAU ROUGE

Nos camarades extrémistes ont l'habitude d'appeler cette révolte la Révolte du Drapeau Rouge. Il est hors de doute qu'elle marque le début d'une période de répression brutale des socialistes par le gouvernement, et celui de la révolte des socialistes contre les autorités. Le 22 juin 1908 un meeting commun au **Kinyokai** et au **Doshikai** — marxistes et partisans de l'action directe — se déroula à Kinki Kan (Tokyo). Ce meeting avait lieu en l'honneur du camarade Yamaguchi (28), qui venait juste de sortir de prison. A la fin du meeting les camarades du **Kinyokai** brandirent des drapeaux rouges dans la rue et chantèrent un chant révolutionnaire (La chaîne de la Richesse). Une cinquantaine de policiers apparurent soudain et essayèrent d'arracher les drapeaux ; en fin de compte quatorze camarades furent arrêtés. Ils furent jugés et dix camarades furent envoyés en prison pour un an et dans certains cas pour deux ans et demi. L'affaire — arrestation, procès et peines — était des plus injustes, assez barbare même de bout en bout.

Le camarade Sakai ne prit pas part à la bataille ; il n'était même pas présent sur les lieux et pourtant il fut condamné à deux ans de prison. L'unique raison de sa condamnation fut, comme le supposa le juge, « qu'il pouvait avoir été le chef ».

La presse du pays attaqua sauvagement nos camarades comme les pires ennemis de la société. Cette condamnation générale par les journaux donna au gouvernement un prétexte encore meilleur pour opprimer tous les socialistes quelles que fussent leurs opinions. Après le procès le gouvernement devint follement susceptible et commença à mettre sous la surveillance la plus sévère tous les dirigeants socialistes connus. Détectives et policiers les pourchassaient jour et nuit. Le camarade Kotoku était de

(28) Yamaguchi Yoshizo, ami de Nishikawa, qui avait publié avec ce dernier le périodique **Hikari** (Lumière) après la disparition du **Heimin Shimbun.**

santé fragile, mais sa maison était gardée par 4 policiers. Toute personne qui lui rendait visite était obligée de donner son nom, et était ensuite suivie par un détective.

Le Japon n'a pas de loi qui autorise l'arrestation d'un bon citoyen sans de sérieuses présomptions. Mais le gouvernement souhaitait arrêter les socialistes connus des autorités, surtout lorsque l'Empereur ou le Prince Héritier quittaient le palais. Alors le gouvernement envoyait un policier ou deux à chaque socialiste connu et lui faisait dire que s'il sortait de chez lui il serait arrêté ; ou, s'il était déjà dehors, il était arrêté et détenu au poste de police le plus proche pendant un certain temps. Cela était fait en application d'une vieille loi qui avait été promulgée pour permettre l'arrestation d'un pickpocket célèbre lors d'une foire ou d'une fête avant la fin des festivités. Les socialistes étaient ainsi souvent arrêtés comme de simples voleurs. De cette manière le gouvernement intervenait même dans les activités pacifiques des socialistes ; j'ai souvent connu ce traitement. Pendant une époque il y eut toujours deux policiers après moi ; l'un sur l'arrière de ma maison et l'autre juste en face, comme un portier d'école.

A quelques exceptions près les camarades extrémistes étaient en prison, mais les mesures brutales d'oppression, les intimidations, et les intrusions dans la vie privée des socialistes furent naturellement cause de colère et d'indignation. C'est pendant cette période qu'une nombreuse littérature clandestine sur les idéaux révolutionnaires fut imprimée et distribuée. De nombreux camarades furent pris et emprisonnés, en général pour cinq ans.

LES « PROCES » DES ANARCHISTES

Les activités secrètes des socialistes extrémistes et la sévère oppression qu'ils subissaient de la part du gouvernement furent cause de l'emploi croissant de méthodes désespérées de part et d'autre. A ce moment-là, les fonctionnaires toujours partisans des méthodes brutales mirent sur pied leur projet le plus sinistre pour détruire dans l'oeuf le mouvement socialiste. Dans ce but, les bureaucrates cruels et rusés travaillèrent infatigablement et énergiquement en faisant appel à toutes les ressources, à toutes les connaissances et à tous les pouvoirs dont ils disposaient. Finalement ils montèrent de toute pièce le

procès anarchiste célèbre dans le monde entier, au cours duquel Kotoku et 23 camarades furent condamnés pour trahison et Kotoku fut assassiné avec onze d'entre eux.

De manière à étayer le procès, ils se mirent à arrêter les camarades, les uns après les autres, pour des crimes supposés ou sans aucun prétexte, à partir de mai 1910. Une fois arrêtés ils étaient maintenus au secret. L'instruction préliminaire et les premiers débats furent menés en grand secret ; tous les moyens étaient bons pour les déclarer coupables coûte que coûte. Puis, quand vint le procès final, les avocats de la défense consultèrent le dossier après avoir fait le serment de ne rien divulguer, sous peine d'une condamnation sévère ; et c'est ainsi que les accusés furent jugés par la cour suprême à huis clos.

Nous connaissons seulement le verdict prononcé le 19 janvier 1911 contre vingt-quatre camarades. Ce verdict est un morceau de phraséologie légale très élaboré, bien écrit et faisant un adroit amalgame de faits, qui n'avaient aucun rapport entre eux et que l'on avait extraits de conversations et de lettres, etc., vraies ou fausses, portant sur plusieurs années et supposées avoir été dites et écrites en différents endroits du pays, à des époques différentes. Par de telles méthodes fastidieuses et laborieuses, les idées préconçues de quelques fonctionnaires influents furent habilement montées en épingle et conduisirent à la conclusion souhaitée. Pour obtenir ce que les autorités désiraient, il semble qu'ils aient froidement fabriqué des témoignages fournis par des policiers. Au Japon le témoignage d'un policier l'emporte toujours sur les déclarations faites par les témoins ou les défenseurs. Les paroles et les déclarations de ces derniers ne comptent pas du tout. Ce verdict, ainsi fabriqué de toute pièce, nous peint chacun des vingt-quatre anarchistes comme un affreux terroriste de la pire catégorie. Ils faisaient tous partie d'une immense conspiration destinée à commettre des crimes horribles. Si nous croyons tous ces jugements éloquents et les discours du juge président, il n'y a rien à dire. Mais pourquoi le gouvernement garda-t-il le procès secret dans son entier ? Pourquoi, même de nos jours, toute critique du procès est-elle un crime de lèse-majesté ? Pourquoi le gouvernement s'est-il tant dépêché d'exécuter les condamnés ? Habituellement même le pire des meurtriers est autorisé à passer au moins 60 jours en prison après le jugement final rendu par la plus haute cour de l'Empire.

Dans ce cas précis les camarades furent jugés en secret par le premier tribunal et par le dernier, dont le verdict est sans appel. Quand ils furent condamnés à mort, ils furent étranglés juste après la sentence ; on ne leur laissa que trois jours au lieu de soixante, et plus, que l'on accorde d'habitude. Même leurs restes ne furent pas rendus à leurs parents. Pourquoi se pressa-t-on dans ce cas particulier ? Nous n'en connaissons pas encore les raisons exactes. Mais je sais que la cour s'est servie de faux télégrammes pour contraindre les accusés à avouer. Nous savons d'ailleurs par une lettre de Kotoku, écrite en prison et qu'il réussit à faire sortir, qu'il fut, ainsi que ses camarades, soumis sans cesse, jour après jour et nuit après nuit, à des contre-interrogatoires qui duraient souvent douze à quatorze heures d'affilée. De nombreux stratagèmes étaient utilisés et on leur tendait de nombreux pièges pour tenter de les charger des pires crimes. Chacun d'eux après de longues heures de contre-interrogatoire, quand il tombait dans l'inconscience, se voyait lire une confession toute préparée par le procureur qui l'avait écrite lui-même pour atteindre son but et incriminer l'accusé.

Je sais cela par expérience, pour avoir eu affaire au même procureur qui condamna Kotoku et les autres. Pendant quatre longs jours et quatre longues nuits, ils me questionnèrent pour me convaincre d'avouer que j'étais un anarchiste. L'aveu lui-même aurait pu m'attirer le sort qui fut celui du camarade Kotoku. Je comprends clairement, à partir de la logique et des arguments dont ils usèrent contre moi, que ceux de nos camarades qui étaient moins informés de la procédure, et par conséquent incapables de deviner où le procureur voulait en venir, aient pu se laisser prendre à de tels pièges.

Bien que le gouvernement japonais ait donné pleine assurance aux camarades des pays étrangers, qui protestaient contre le meurtre injuste de Kotoku et des autres, que le Japon ne persécutait pas le moins du monde les socialistes, puisque ceux qui avaient été pendus étaient tous des anarchistes actifs, les camarades étrangers furent délibérément trompés sur ce point. En fait, le gouvernement continua sa persécution contre les socialistes, et la suppression de la littérature socialiste. Tous les livres traitant du socialisme furent confisqués et toutes les bibliothèques publiques reçurent l'ordre de retirer de la circula-

tion les livres et les journaux socialistes. Même des journaux modérés comme le nôtre furent sévèrement censurés et quelques mois après le procès en question il fut pratiquement supprimé par les autorités.

Un garde de la cour qui avait suivi le procès de Kotoku du début à la fin devint fou à l'exécution de Kotoku. Ce garde servait depuis vingt ans à la même cour et avait une confiance absolue dans les juges ; mais, dans ce cas, il dit qu'il était de la plus haute injustice de pendre les accusés. Ce petit incident montre bien que le procès ne fut pas du tout régulier. En réalité, la sévérité de la sentence prononcée contre Kotoku et les autres fut la cause d'un changement de l'attitude du public envers les socialistes ; les agissements du gouvernement vis-à-vis des socialistes furent considérés comme trop sévères et les mauvais traitements et l'oppression des autorités incitèrent les camarades à adopter des méthodes extrémistes.

SEN KATAYAMA, **The Labor Movement in Japan,** Chicago, 1916, chap. IV et VI.

Bibliographie sélective pour le Japon et la Chine (*)

A — **Socialisme Japonais**

KUBLIN, H, **Asian Revolutionary, The Life of Sen Katayama,** Princeton, 1964.

POWLES C.H. « Abe Isoo and the Rosle of Christians in the Founding of the Japanese Socialist Movement 1895-1905 ». **Harvard Papers on Japan,** Vol. I, Cambridge Mass, 1961, pp. 89-130.

SAKAI TOSHIHIKO, **Nihon shakashugi undo shi** (Histoire du mouvement socialiste japonais), Tokyo, 1954.

B — **Socialisme chinois avant 1911.**

FENG ZI-YOU, **Zhong-hua Min-guo Kai-guo qian ge-ming shi** (Histoire de la Révolution avant la fondation de la République chinoise), deux volumes, Taibei, 1954.

GE-MING YI-SHI (Fragments d'histoire révolutionnaire), 5 volumes **réédités, Taibei,** 1954.

Xin-hai Ge-ming qian shi-nien jian shi-lun bian-xuan (Choix d'articles d'actualité parus au cours des 10 années précédant la Révolution de 1911). Réunis par ZHANG NAN et WANG REN-ZHI. Deux volumes en deux parties, Pékin, 1963.

Xin-min cong-bao, paraît tous les dix jours. Yokohama, 1902-1908.

HSUEH CHUN-TU, **Huang Hsing and the Chinese Revolution,** Stanford, 1961.

JANSEN, M.B. **The Japanese and Sun Yat-sen,** Cambridge Mass. 1954.

Kakumei Hyoron Review of Revolutions, Tokyo, 1906-1907 ; réédité in **Meiki Shakai shu shirye shpu,** Tokyo, 1961.

KANG YOU-WEI, **The One World Philosophy of K'ang Yu-wei, Te T'ung ahu** translated by **L.G.** Thompson, London, 1958.

LIANG QI-CHAO, **Yin-bing-shi ho-ji,** Shangai, 1936.

Min-Bao, paraît irrégulièrement, Tokyo, 1905-1910.

RONG MENG-YUAN, « Xin-hai ge-ming gian zhong-guo shu-kan schang dui Ma-ke-si zhu-yi di jie-shao ». (L'introduction du marxisme en Chine dans les publications antérieures à la Révolution de 1911), **Xin jian she,** 1955, n° 3, pp. 5-12.

(*) Cette bibliographie a été établie par Martin Bernal.

SCHIFFRIN H, « Sun Yat-sen's Early Land Policy, the Origin and Meaning of Equalisation of Land Rights », **Journal of Asian Studies,** XVI, August 1957, pp. 549-564.

SCHIFFRIN H and SCALOPINO R.A., « Early Socialist Currents in the Chinese Revolutionary Movement. Sun Yat-sen versus Liang ch'i-ch'ao », **Journal of Asian Studies,** Volume XVIII, nº 3, May 1959, pp. 321-342.

SON JIAO-REN, **Who-zhi li-shi** (My Story) reproduced, Taibei, 1962.

TAN BI-AN, « E-guo min-zui zhu-yi dui Tong-meng Hui di Ying-xiang ». (L'influence du populisme russe sur le T'sung-meng Hui). **Li-shi yen-jiu,** 1959, nº 1, pp. 35-44.

C — **Socialisme chinois après 1911.**

The China Republican, hebdomadaire, Shanghai, 1913.

JIANG KANG-HU, **Hong shui ji,** San Francisco, 1914.

JIANG KANG-HU, « Socialism in China », in **The Masses,** volume VI, nº 1, fasc. 41, New-York, 1915, pp. 18-19.

Min-li Bao, quotidien, Shanghai, 1910-1913.

The Republican Advocate of China, hebdomadaire, 1912-1913.

WU XIANG-XIANG, « Jiang Kang-hu yu shnog-guo she-hui dang » (Jiang Kang-hu et le parti socialiste chinois), in **Zhong-guo xian-dai shi cong-kan,** volume II, 1961, pp. 51-95

11

Martin BERNAL

CHINE : LE SOCIALISME AVANT 1915

Au cours de sa formation, le socialisme chinois fut fortement lié au mouvement socialiste japonais. Toute description du premier doit donc comprendre de nombreuses références au second. Comme il n'y a jusqu'à présent aucune histoire satisfaisante du socialisme japonais dans une langue d'occident, il est nécessaire de donner ici une vue générale du développement du mouvement japonais (1).

CHRISTIANISME JAPONAIS ET CONCEPTS CHINOIS

Le socialisme japonais est issu de deux sources très différentes, l'une chrétienne l'autre libérale. Les socialistes chrétiens qui dominèrent le mouvement dans ses premières années avaient pour la plupart la même origine sociale : ils venaient presque tous de familles samouraïs dont beaucoup étaient originaires de régions qui avaient soutenu les Shogoun Tokugawa, anciens maîtres du Japon, éliminés lorsque commence l'ère du Meiji en 1868. Que ceci justifiât ou non leur mécontentement à l'égard du Japon de Meiji, ils se révoltèrent contre celui-ci et choisirent de se séparer de la société japonaise en se faisant chrétiens.

Tous les socialistes chrétiens paraissent avoir été éduqués par des missionnaires américains de la Basse Eglise dont plusieurs s'intéressaient au « problème social » qui frappait particulièrement l'opinion américaine durant les dernières décades du XIXe siècle. Ce fut à travers leurs relations avec ces réformistes chrétiens américains, soit au Japon soit aux USA, où bon nombre d'entre eux firent leurs études, que les futurs socialistes-chrétiens japonais entrèrent pour la première fois en contact avec

(1) Le chapitre sur le Japon, dans le livre de COLE, « **Histoire de la pensée socialiste** » (vol. 3, p. 930 à 940), n'est pas très précis, et les articles de Sen Katayama sur le sujet ne sont pas facilement accessibles. Cf. supra, chapitre 10.

les idées socialistes. Ils eurent ainsi en main quatre ou cinq livres clefs sur le socialisme, écrits par des auteurs américains qui sans être eux-mêmes socialistes étaient en majorité favorables à cette doctrine. Les plus influents de ces livres étaient des « digests » populaires sur le socialisme, traitant des fondements de la pensée socialiste, mais consacrés plus particulièrement à la description des hommes politiques et des partis socialistes de l'époque. Les auteurs de ces ouvrages s'efforçaient consciencieusement d'être objectifs sur le sujet controversé du socialisme, et y réussissaient dans une très large mesure. Cependant ils n'en avaient pas moins une prévention marquée en faveur du socialisme. C'est-à-dire qu'ils mettaient l'accent sur ce qu'ils pensaient être ses aspects les plus favorables : sa nature altruiste et idéaliste, et l'opinion qui était la leur, suivant laquelle beaucoup des dirigeants socialistes étaient moins matérialistes qu'ils le supposaient eux-mêmes. Ces écrivains atténuaient aussi le rôle de la violence et de la lutte des classes dans le socialisme, disant que c'étaient là des thèmes anarchistes. Leurs écrits impliquaient généralement qu'un monde socialiste était inévitable mais qu'il serait amené par des moyens parlementaires, et une part importante de leurs livres visait à démontrer le développement continu et régulier des partis sociaux-démocrates à la fois en importance et en nombre de voix.

Ces livres et les idées qu'ils contenaient formèrent la base du socialisme japonais, et, à travers les Japonais, exercèrent une influence considérable sur le socialisme chinois.

Le courant libéral du socialisme japonais fut dominé par le brillant journaliste Kotoku Shusui (1871-1911). Kotoku était imprégné de la tradition libérale japonaise, il était le premier élève et le biographe du traducteur japonais de Rousseau et fut lui-même fort influencé par la lutte des années 1880 pour une Constitution et des droits politiques. Aussi eut-il toujours ce profond souci de liberté politique qui devait plus tard le mener à l'anarchisme. Kotoku fut converti au socialisme par les mêmes livres américains que les socialistes chrétiens, mais ses opinions, contrairement à celles des chrétiens, ne s'accordaient pas toujours nettement avec celles des auteurs occidentaux. Bien que Kotoku se sentît également concerné par l'immoralité de la société en place, il était un matérialiste

à qui ne répugnait pas la violence, beaucoup plus proche pour cette raison des sociaux-démocrates eux-mêmes que de leurs apologistes religieux.

Vers la fin des années 1890, les socialistes chrétiens entreprirent une agitation dans la classe ouvrière et créèrent des syndicats pendant que Kotoku et ses collègues commençaient à écrire des articles de soutien au socialisme occidental, qui touchaient un public très étendu.

A la même époque des socialistes et des sympathisants socialistes constituèrent des groupes d'étude pour discuter du socialisme en général et de son application possible au Japon. En 1901 des membres de ces groupes décidèrent de se lier aux nouveaux syndicats et de former un parti social-démocrate à la manière allemande, qui leur semblait viable. Le Japon de 1901 était beaucoup plus libre que le Japon de 1931, mais c'était trop demander au gouvernement de Meiji que d'accepter la formation d'un parti socialiste et le parti fut interdit du jour de sa fondation.

Avant d'être établi en Chine le socialisme fut souvent mis en équation avec deux concepts traditionnels, celui de «Da-tong», âge d'or légendaire d'égalité sociale et d'harmonie, et celui de «Jing-tian», système de propriété foncière qui peut avoir été pratiqué localement à certaines périodes pendant le premier millénaire avant Jésus-Christ. La description classique du premier concept se trouve dans un passage du « Livre des Rites » (Li-ji). Ce passage donne l'image d'un âge dans lequel personne n'est égoïste et où chacun travaille pour le bien de tous plutôt que pour son intérêt propre ou celui de sa famille. C'est un âge où l'on prend soin des vieillards, des jeunes et des malades, et où chacun, homme ou femme, est assuré d'un emploi et d'un droit égal à user de la propriété. Malgré son attaque non confucéenne de la famille, ce passage devint une partie généralement acceptée, quoique peu connue, du canon confucéen orthodoxe.

Le concept de « Da-tong » semble avoir fait partie d'un complexe d'idées cosmologiques et religieuses qui fut incorporé à la philosophie confucéenne au cours des troisième et quatrième siècles avant J.C. Par là même le Da-tong fut toujours proche, dans la pensée chinoise, de l'élément apocalyptique et millénariste, qui réapparut fréquemment parmi le peuple, et moins souvent parmi les lettrés, tout au long de l'histoire de la Chine. Cet élément était le seul dans

la culture chinoise à contenir la croyance que l'histoire pût être une progression ascendante culminant en un futur radieux. Les deux points de vue orthodoxes sur l'histoire étaient celui d'un déclin depuis un passé doré, ou encore d'une alternance de périodes d'ordre et de chaos (le cycle dynastique). Il est vrai que quelques sceptiques pensaient que le passé était moins civilisé que le présent, mais même ces derniers ne prédisaient point un futur radieux. Grâce à ses associations avec l'élément apocalyptique, il était aisé d'imaginer l'âge de Da-tong dans le futur, plutôt que sa position originelle dans le passé. Pendant les années 1850 par exemple, les rebelles Taiping relièrent clairement l'âge de Da-tong au futur royaume de Dieu.

Le Da-tong devint beaucoup plus largement connu des lettrés vers la fin des années 90 lorsque le réformateur Kang You-Wei (1858 - 1927) commença à l'utiliser pour décrire ses propres idéaux. La société future idéale de Kang était une société dans laquelle le monde entier formerait une seule unité, sans division de races, de nations, de familles ou de classes. Les barrières qui divisent les hommes seraient graduellement et systématiquement supprimées. Dans ce monde nouveau, tous les hommes et toutes les femmes seraient égaux, sans propriété privée, élevés dans des crèches et des écoles publiques et soignés dans des hôpitaux et homes de vieillards publics. Kang semble avoir tiré les bases de cet idéal de son éducation confucéenne orthodoxe, du bouddhisme et des concepts occidentaux de christianisme, de science et de progrès. Il paraît avoir alors recherché des équivalents traditionnels chinois à sa nouvelle synthèse. Vers la fin des années 1880 il trouva un parallèle chinois à la chrétienté dans l'école « Gong-Yang » qui se rattachait à l'élément apocalyptique de la pensée chinoise : il s'agissait de la conception de Confucius comme réformateur et comme rédempteur. Il trouva, dans cette même école, un équivalent à la conception occidentale du progrès dans la théorie des « Trois époques » suivant laquelle Confucius, par son influence civilisatrice, était dit avoir élevé le monde d'un âge de « chaos » par un âge de « paix ascendante » jusqu'à un âge de « grande paix » ou Tai-ping. Quelque temps après 1895 Kang relia le terme de Tai-ping à celui de Da-tong, et il appela l'oeuvre dans laquelle il décrivait ce monde idéal du futur, qu'il avait attendu vingt ans durant, « Da-tong Shu » ou Livre de Da-tong.

A cause du caractère radical de nombre de ses idées, qui comprenaient un mariage annuel et la tolérance de l'homosexualité, Kang n'osa pas faire publier son oeuvre pendant plusieurs années. Cependant ses idées générales furent largement divulguées par son disciple et collègue Liang Qi-chao (1873-1929) et ce fut Liang qui le premier dressa le parallèle entre Da-tong et le socialisme occidental. Les faibles connaissances de Kang sur le socialisme semblent provenir de reportages qui y étaient hostiles, parus dans des journaux japonais et il semble n'avoir entrevu aucune relation claire entre ses propres idées et le socialisme. Liang qui avait lu des articles japonais favorables au socialisme, pensait que les deux étaient presqu'identiques. Il voyait ce parallèle dans les similitudes très réelles entre l'idéal socialiste et Da-tong et entre les deux méthodes d'y parvenir, lesquelles impliquaient toutes deux un processus historique par étapes et inévitable. C'est peut-être à cause du caractère tendancieux de son information que Liang ne put voir aucune antinomie entre les thèses de Kang sur un futur radieux amené par l'élimination pacifique des barrières et l'avènement marxiste du socialisme par l'intensification du conflit des classes et la révolution violente. En voyant un parallèle entre le socialisme et le Da-tong, Liang n'était que le premier d'une importante lignée de pensée qui devait comprendre Jiang Kang-hu, fondateur du parti socialiste chinois et Sun Yat Sen. C'est ainsi que l'idéal rénové du Da-tong joua un rôle prépondérant dans la formation du socialisme chinois.

1903 : L'INTRODUCTION DU SOCIALISME OCCIDENTAL

L'introduction du socialisme occidental en Chine ne commença qu'après 1902. Cette même année Liang Qi-chao et ses partisans réformistes fondèrent une maison d'édition, la Société de diffusion du Livre de culture à Shanghaï et la revue **Xin-min Cong-bao** à Yokohama. Le marché de ces livres et de ces revues fut en grande partie réduit aux ports du Traité et aux communautés étudiantes du Japon et d'Europe ; quelques exemplaires circulèrent cependant aussi à l'intérieur du pays.

En 1903 la Société de diffusion fit paraître trois livres sur le socialisme et dans la même année deux autres furent publiés par des éditeurs différents à Shanghaï. Tous

ces livres étaient des traductions d'aperçus japonais sur le socialisme, eux-mêmes modelés sur les ouvrages américains mentionnés ci-dessus. Ces livres mettaient sans cesse l'accent sur la modération des partis socialistes européens et sur leur dévotion aux méthodes parlementaires. Ils soulignaient aussi la très réelle connexion existant entre le socialisme et la démocratie politique des sociaux-démocrates. Ces livres partageaient la croyance exprimée dans les ouvrages américains que presque toute la violence dans le mouvement socialiste devait être attribuée aux anarchistes et aux nihilistes.

Il est très difficile d'expliquer pourquoi il a fallu que tous ces livres paraissent dans la seule année 1903. Il est possible que cet afflux fasse partie de l'augmentation générale des publications sur l'Occident cette année-là, bien que le nombre des livres publiés sur d'autres aspects de la culture européenne n'ait pas augmenté de même façon. Il est encore plus déroutant qu'aucun autre livre sur le socialisme n'ait été publié entre 1903 et 1911. La seule réponse que je puisse suggérer à ce sujet est que le marché très limité ouvert à des livres sur le socialisme avait été saturé.

En Chine, dans la première décennie du XXe siècle, les journaux et les pamphlets étaient beaucoup plus largement lus que les livres. Durant les années qui suivirent 1903, des articles sur le socialisme continuèrent de paraître et augmentèrent en nombre. Beaucoup de ces articles parurent dans le **Xin-min Cong-bao,** certains d'entre eux décrivant le socialisme européen et d'autres ses relations avec la Chine. De ces articles on peut tirer une compréhension générale des attitudes de Liang et de ses partisans à l'égard du socialisme pendant les années 1902 et 1905. Liang sympathisa clairement avec les socialistes européens. Il était affligé par l'acuité du « problème social » occidental et pensait qu'une solution socialiste à ce problème était non seulement juste mais nécessaire. Liang était quelque peu inconséquent en ce qui concerne la révolution ; il soutenait parfois que les révolutions sociales étaient inévitables dans tout le monde occidental, d'autres fois il pensait qu'elles pouvaient être évitées dans des pays comme l'Allemagne où non seulement il y avait un parti socialiste puissant mais où le gouvernement lui-même pratiquait un socialisme d'Etat. Vu sous cet angle, le socialisme paraissait être non pas une force de révolution mais

bien plutôt une méthode pour l'éviter par des réformes. Ce point de vue était renforcé par l'image japonaise du socialisme comme mouvement modéré non violent.

A Liang, le socialisme, avec son accent mis sur l'harmonie sociale et sa dévotion au bien commun, semblait en bien des points plus sympathique et moins révolutionnaire que le libéralisme et le socio-darwinisme avec leurs credos de lutte et de compétition individuelle. En tant qu'équivalent au Da-tong et au système Jing-tian, Liang pensait que le socialisme convenait au tempérament chinois et était applicable à la Chine. Ainsi donc le socialisme l'attirait, de même que ses partisans, par bien des côtés.

Il ne pensait pas cependant que l'application du socialisme en Chine fût une question urgente. A ses yeux, la carence industrielle de la Chine signifiait qu'elle n'avait pas de système de classe rigide et que le « problème social » n'y était pas encore apparu. En conséquence aucune solution immédiate à ce problème n'était nécessaire. Pour Liang le problème politique d'une restructuration gouvernementale et le problème économique de la mise en place d'une industrie étaient beaucoup plus pressants, parce que la Chine aurait besoin de les résoudre avant de pouvoir effectivement résister aux puissances étrangères. Le programme de Liang prônait que la réforme politique et la création de l'industrie devraient être suivies de mesures de socialisme d'Etat, telles qu'une assurance pour les travailleurs et la nationalisation des chemins de fer. Mise à part leur justice intrinsèque, il pensait que ces mesures seraient avantageuses parce qu'elles préviendraient la naissance d'un « problème social » et écarteraient le danger d'une « révolution sociale ». Le programme de Liang ne dépassait pas le socialisme d'Etat mais il était bien disposé à l'égard des autres socialistes. Comme eux il pensait que l'étape finale de l'histoire mondiale serait un « socialisme parfait » ou Da-tong. Il n'était en désaccord avec eux que lorsqu'il disait que cela pouvait être mis en pratique immédiatement. Il pensait qu'il faudrait des siècles pour que cela fût possible en Europe, et plus longtemps encore en Chine.

Pendant que les Chinois faisaient leurs les idées des socialistes-chrétiens japonais, des changements se produisaient au sein même du mouvement socialiste japonais. Après la suppression de l'éphémère parti social-démocrate, ses membres reprirent leurs anciennes activités,

l'agitation, l'organisation de conférences et surtout le journalisme. Leur but principal était la propagation du socialisme, mais ils se retrouvaient aussi dans l'agitation sur des problèmes politiques immédiats, le suffrage des adultes et la guerre russo-japonaise. De 1903 à 1905 les socialistes japonais furent unis dans leur opposition à la guerre. Malgré l'oppression constante de la police et une très faible réponse de la part du public, ils publièrent des livres et des articles antimilitaristes, continuèrent de correspondre avec les radicaux russes importants, tels Tolstoï et Trostki et organisèrent des centaines de conférences et de discours publics contre la guerre. Au milieu de cette activité, beaucoup de socialistes, particulièrement ceux de l'aile libérale ou « politique » du mouvement, trouvaient le temps d'élargir leur connaissance du socialisme occidental. Il parut encore plus de traductions d'ouvrages occidentaux, et des hommes comme Kotoku commencèrent à comprendre et à accepter les concepts marxistes tels que le déterminisme économique et l'idée suivant laquelle la lutte des classes est le principal moteur de l'histoire.

La fin de la guerre en septembre 1905 supprima la lutte qui avait uni le mouvement. Presqu'immédiatement il y eut une rupture entre son aile « politique » et son aile chrétienne, qui fondèrent chacune leur propre journal. Cependant, début 1906, un gouvernement nouveau et plus libéral vint au pouvoir et promulgua une loi autorisant une liberté limitée d'association. La fraction « politique » des socialistes tira immédiatement avantage de la situation : ils arrivèrent à un compromis avec quelques uns des chrétiens et formèrent ensemble un nouveau parti qu'ils appelèrent le Parti Socialiste Japonais. Conscients de l'insécurité de la position légale du parti, ses membres déclarèrent dans leur manifeste que son but était « d'appuyer la cause socialiste dans les limites de la loi », phrase qui devait plus tard détruire l'unité du parti.

LES INTELLECTUELS CHINOIS : SUN, LIANG, ZHU

Bien que le révolutionnaire chinois Sun Yat-sen n'exposât point le socialisme publiquement avant 1905, il en eut conscience avant même Liang Qi-chao et les réformistes. Sun prit pour la première fois conscience du

« problème social » occidental durant son séjour en Angleterre en 1897. Il comprit alors pour la première fois que même dans un pays puissant autorisant une liberté politique, les gens n'étaient ni prospères ni heureux. Ses impressions sur l'Occident l'amenèrent à la conclusion que les radicaux qui disaient qu'une « révolution sociale » était inévitable, avaient raison. Mais il pensait que cela n'était possible que dans l'Occident avancé ; en Chine, qui n'était pas encore développée, il croyait qu'il était encore possible de prévenir l'injustice du système de classes et la catastrophe d'une révolution sociale violente. Si la Chine pouvait réaliser une révolution sociale non sanglante en même temps que sa révolution politique, elle pourrait éviter les erreurs de l'Occident et devenir une nation industrielle moderne sans créer de « problème social ». Ainsi le but principal de la politique sociale de Sun à cette époque n'était pas la réforme de la société chinoise existante, mais la prévention d'une future calamité.

Sun trouva ce qu'il pensait être le moyen de parvenir à ce but dans un ensemble de théories largement répandues au tournant du siècle, particulièrement dans les pays anglophones. Ces théories, celles de deux écoles de pensée jumelles, étaient connues sous le nom d'« impôt unique » et de « nationalisation de la terre ». A partir de 1897, Sun accepta les idées de ces deux écoles. Mais à mon sens, avant 1902, il fut surtout influencé par les idées de la « nationalisation de la terre » suivant laquelle toute la terre devrait être nationalisée, avec entière compensation, et distribuée en petites parcelles à quiconque voudrait la travailler. Les partisans de cette théorie pensaient prévenir ainsi les excès du système des classes, parce que les travailleurs pourraient alors refuser les conditions offertes par les employeurs et se soutenir les uns les autres à la campagne. Ce furent, je pense, ces idées qui firent que Sun appela sa politique Ping-jun di-quan ou « égalité des droits fonciers. », nom qu'il conserva après que sa politique elle-même ait considérablement changé.

Pendant les années qui s'écoulèrent de 1902 à 1905, Sun fut de plus en plus attiré par la théorie de l'impôt unique, selon laquelle tout loyer sur la valeur d'une terre devrait aller à l'Etat et toutes les autres formes d'impôt être abolies. Tout au long de sa vie. Sun reconnut qu'il avait une dette spéciale à l'égard de Henry George, le plus connu des théoriciens de l'impôt unique, mais il

semble évident d'après les jugements et les lectures de Sun à cette époque, que, même après 1902, il modifia grandement les idées de Henry George ou tira les siennes propres d'autres penseurs.

Après son introduction en 1902, la politique d'« égalité des droits fonciers » de Sun devint l'un des quatre points de la plate-forme de son organisation, le **Xing-Zhong-hui.** Le premier usage du terme Min sheng zhu-yi (Bien-être du Peuple) apparut en 1905 dans l'introduction de **Min-bao,** le journal de sa nouvelle organisation, le **Tong-meng-hui** (2). C'était le troisième des « Trois principes du Peuple » de Sun, les deux premiers élaborant une définition de la nation et de la démocratie. On ne manque pas de preuves pour faire voir que les étudiants de l'organisation du **Tong-meng-hui** ne montraient pas d'intérêt ou même étaient hostiles à l'égard du principe du « Bien-être du Peuple » et de la politique « d'égalité des droits fonciers ». Sans relâche Sun parla à différents groupes des injustices du système de classe européen, de la révolution sociale violente qui s'approchait, et de la nécessité pour la Chine d'éviter ces deux calamités. Malgré ses exhortations, la majorité des étudiants n'accepta qu'à contre-coeur le principe du « Bien-être du peuple », comme faisant partie d'une structure globale.

Plutôt que d'expliquer comment sa politique devait être appliquée, Sun préférait donner les principes généraux qui la commandaient. Cependant dans un discours de décembre 1906, il donna quelques indications sur la politique spécifique qu'il préconisait. Celle-ci, quoique voisine de celle de Henry George, était plus proche de celle de John Stuart Mill. Sun proposait que, immédiatement après la révolution politique, tous les prix des terres soient fixés et que les propriétaires fonciers aient à payer au gouvernement toute augmentation dans la valeur de leur propriété amenée par le progrès de la civilisation, le développement des villes et l'extension des chemins de fer.

Il pensait qu'avec une économie se développant rapidement cette somme seule produirait un revenu suffisant pour l'Etat et que tous les autres impôts pourraient être abolis.

Sun ne publia aucun détail supplémentaire sur ces propositions pendant encore six ans, et l'image de sa politique sociale fut encore plus estompée par le fait que

(2) Une organisation révolutionnaire ayant sa base parmi les étudiants chinois radicaux qui faisaient leurs études au Japon.

d'autres porte-paroles du Parti écrivirent des articles mettant en avant des propositions légèrement différentes. La plupart de ces articles sont dus à des hommes qui avaient leurs idées propres. Cependant un article écrit par Hu Han-min en mai 1906 peut représenter les vues propres à Sun. Hu était un ami intime de Sun et au premier stade de leurs relations les conceptions de Hu à propos du principe du « Bien-être du Peuple » et du socialisme semblent avoir été entièrement dérivées de Sun. Dans son article Hu proposait la nationalisation de la terre, que le gouvernement aurait louée pour de l'argent aux gens prêts à la cultiver. Cette proposition, comme le firent rapidement ressortir les adversaires du **Tong-meng-hui,** contredisait en fait le plan de Sun, qui était d'imposer simplement l'augmentation de la valeur des terres. Ces deux propositions devaient plus tard être conciliées, adaptées en un seul et même schéma par Zhu Zhi-xin, un autre des partisans du **Tong-meng-hui.** Cependant il paraît probable que Sun n'avait aucun plan de cette importance et que ces deux propositions n'étaient que deux points différents en marge des opinions qui étaient les siennes à cette époque. L'article de Hu Han-min décrivait aussi la position du « Principe du Bien-être du Peuple » relativement au socialisme. Hu disait que leur politique était la « nationalisation des terres » qui à son tour faisait partie du collectivisme (social-démocratie) en tant qu'opposé au communisme (anarcho-communisme).

La sympathie de Sun envers le socialisme occidental, contrairement à celle de Liang Qi-chao n'allait pas jusqu'au socialisme d'Etat. Il croyait fermement à la connexion entre la démocratie et le socialisme, Le socialisme de la monarchie prussienne n'était pour lui qu'une ruse pour tromper les travailleurs et retarder, bien qu'il ne puisse pas la prévenir, la révolution sociale. Bien que Sun voulût minimiser la violence en Chine, en tant que révolutionnaire lui-même, il ne pouvait pas partager l'horreur absolue de Liang pour la révolution sociale. Pour Sun, il n'y avait aucune incompatibilité entre la haute conscience morale des socialistes occidentaux et leur activité révolutionnaire. Sun n'hésitait pas à identifier le Tong-meng-hui au mouvement socialiste mondial. Il considérait simplement le principe du « Bien-être du Peuple » comme la forme de socialisme qui convenait à la Chine. Pendant les années 1905-1906 leur unité était si évidente pour Sun que lui et

les autres porte-paroles du Parti usaient des deux termes Ming-sheng zhu-yi et Shi-hui zhu-yi (socialisme) de façon interchangeable. En vérité l'euphonie semble avoir été la seule raison pour laquelle Sun créa le nouveau terme. C'est simplement qu'il s'adaptait plus aisément à Min-zu zhu-yi (nationalisme) et Min-quan zhu-yi (démocratie).

Les intellectuels chinois montrèrent plus d'intérêt pour la social-démocratie et le marxisme pendant les huit mois allant de novembre 1905 à juin 1906 qu'à n'importe quel autre moment jusqu'aux années 20. Plus de dix articles et traductions concernant le socialisme occidental parurent en cinq éditions de **Min-bao** pendant ces mois. Il semble y avoir eu plusieurs raisons à cette précipitation de l'intérêt. Il est clair que l'un des facteurs fut l'impact de Sun Yat Sen et de son principe du « Bien-être du Peuple » sur les étudiants au Japon. Le principe de Sun fut accepté dans tous les articles qui mentionnaient l'application du socialisme en Chine, malgré quelques déviations intéressantes.

Les autres principaux stimuli pour les étudiants furent les activités et la propagande du mouvement socialiste japonais. Les dirigeants du **Tong-meng-hui** entrèrent en contact avec deux Japonais qui se disaient eux-mêmes socialistes, les frères Miyazaki. Torazo Miyazaki était un agitateur international et un vieil ami de Sun, qui ouvrait sa maison aux étudiants chinois à Tokyo. Son frère Tamizo, un ardent socialiste, s'y trouvait souvent et l'on sait que ses opinions faisaient fréquemment l'objet de la conversation. Cependant le socialisme de Tamizo n'était pas la social-démocratie orthodoxe. Il croyait à la nationalisation des terres et à la distribution gratuite de terre à tous ceux qui la désiraient (ce qui diffère de la politique de Sun qui voulait la céder à bail au plus offrant). Tamizo avait sa propre société « Pour la restauration des droits fonciers », dont il publia la constitution dans le **Min-bao.**

Les Miyazaki n'appartenaient pas au courant principal du mouvement socialiste japonais avec lequel les étudiants chinois n'avaient pas de contacts personnels à cette date. Les étudiants étaient cependant intéressés par les publications socialistes. C'est à travers celles-ci que les « théoriciens » du **Tong-meng-hui** se procurèrent une information d'actualité sur les partis socialistes occidentaux et une connaissance beaucoup plus approfondie de la théorie révolutionnaire, particulièrement de la théorie marxiste.

C'est cette connaissance nouvelle qui, avec les idées apportées par Sun, constitua la base des articles de **Min-bao.** La plus importante divergence ou addition au principe du « Bien-être du Peuple » de Sun, tel qu'il l'avait établi, la proposition de nationaliser toutes les entreprises et la grande industrie, semble avoir été inspirée par cette connaissance nouvelle du socialisme occidental. Ce schéma fut préconisé à la fois par Feng Zi-yu, le futur historien du **Tong-meng-hui** et par Zhu Zhi-xin, le théoricien le plus original du parti. A aucun moment avant 1911 Sun ne proposa lui-même la nationalisation de quoi que ce fût sauf la terre ; au contraire il mettait en avant le fait que sa politique d'impôt unique libérerait l'industrie privée de l'impôt et l'encouragerait à se développer compétitivement. C'est de cette façon que la politique de Sun fut interprétée à cette époque et plus tard. Il est possible que Sun n'ait point révélé ses plans de nationalisation afin d'éviter l'antagonisme des grands commerçants et de prétendus industriels. Cependant si c'était le cas, pourquoi Sun aurait-il autorisé les porte-paroles du Parti à la proposer ? Il semble plus probable que Sun croyait effectivement en la propriété privée de plusieurs entreprises et industries et que l'analyse raisonnée donnée plus tard, en 1907, par Hu Han-min était plus ou moins vraie. Hu disait que le parti croyait que tous les monopoles naturels devaient appartenir à la nation, alors que le commerce et l'industrie, qui étaient naturellement compétitifs, devaient rester en des mains privées. C'était là ce que Sun pensait en encourageant la compétition. Hu comprenait parmi les « monopoles naturels » le gaz, l'électricité, les chemins de fer, les mines, etc., mais il pensait que la terre était un monopole naturel beaucoup plus fondamental que tous ceux-ci. C'est pourquoi d'après Hu le parti insistait sur sa politique foncière et n'avait pas fait état de son attitude envers les autres facteurs de production.

D'autre part, à ce stade, le jeune et brillant étudiant Zhu Zhi-xin ne faisait que rendre justice à la politique de Sun et ne s'intéressait guère à la terre. Il se sentait beaucoup plus concerné par le **Capital** et par Marx. Dans les quatre articles qu'il écrivit pendant le printemps 1906, il fit preuve d'une connaissance remarquablement détaillée du socialisme occidental. L'un des articles par exemple consistait en une évaluation intelligente des projets du parti travailliste britannique après son succès aux élec-

tions de 1906. Zhu était en désaccord avec l'analyse de l'Europe faite par Sun ; il pensait qu'une révolution sociale violente n'y était pas inévitable et que le socialisme triompherait par des moyens graduels et pacifiques.

Les articles de Zhu montraient aussi qu'il avait assez bien saisi la théorie marxiste. Il comprenait et acceptait des concepts marxistes tels que la « plus-value » le « déterminisme économique », l'« analyse de classe » et le rôle historique de la lutte des classes. Il est encore plus intéressant de noter quels points il comprenait mais n'acceptait pas, soit parce que les socialistes japonais leur faisaient des objections, soit à travers son propre jugement. Deux de ces objections sont particulièrement significatives parce qu'elles ont fait partie plus tard du léninisme ou du maoisme. Zhu reconnaissait que le prolétariat était la classe principale en vue d'une révolution sociale, mais il se sentit obligé d'inventer son propre terme pour prolétariat, parce que le mot habituel signifiait travailleur industriel et qu'il croyait essentiel d'inclure les paysans dans toute force sociale révolutionnaire en Chine. Zhu contestait aussi l'opinion de Marx suivant laquelle « tout capital est pillage ». Alors qu'il admettait que les capitalistes occidentaux modernes accumulaient leurs fortunes en exploitant les travailleurs — d'après la loi de la plus-value — il pensait qu'il était possible aux petits hommes d'affaires d'accomplir leur propre travail et d'accumuler le capital par leurs propres efforts. Zhu supposait donc que les paysans devaient prendre part à la révolution sociale et que la petite bourgeoisie ne devait pas nécessairement être leur ennemie, anticipation intéressante de la République populaire actuelle, avec sa dictature du peuple différente de la dictature du prolétariat. Bien sûr le parallèle n'est pas un pur effet de coïncidence ; à mon sens cela suggère que certaines des adaptations du marxisme aux pays non industrialisés furent à la fois naturelles et inévitables.

Par leur caractère vague et inconsistant, les articles de Sun et de Hu Han-min sur la politique sociale du **Tongmeng-hui** ont dû causer une confusion considérable. Les articles de Miyazaki, Feng, Zhu et autres n'ont pu qu'augmenter la confusion chez quiconque essayait de découvrir la signification précise de la politique sociale du parti. Par contre ces articles ont considérablement augmenté les connaissances des étudiants chinois sur le socialisme européen.

Le principe du « Bien-être du Peuple » n'a joué qu'un rôle très minime dans les premières étapes de la bataille littéraire cruciale entre réformistes et révolutionnaires, qui dura de novembre 1905 à octobre 1907. Vers la fin cependant, Liang déçu dans ses attaques contre les autres aspects du **Tong-meng-hui** se concentra sur ce qu'il pensait être son point le plus faible ; la politique sociale. L'un des résultats les plus intéressants du débat fut la modification et la clarification des idées que chacun des deux camps fut forcé d'effectuer. Au début l'une des armes principales de Liang était que, puisque la politique de Sun était concentrée sur la terre et ne mentionnait pas le capital, cela prouvait que Sun ne pouvait pas comprendre le socialisme. Ce fut cette attaque qui, en fin de compte, força les révolutionnaires à clarifier leur position sur la nationalisation des « monopoles naturels ». Au même moment Liang fustigeait le **Tong-meng-hui** pour ce qu'il considérait être sa fausse défense du socialisme révolutionnaire. D'après Liang il était évident que pour Sun et ses partisans les idées de Marx et de Bebel étaient irrémédiablement inapplicables. En conséquence, le seul motif qu'avait Sun de les soutenir était d'agiter les bas-fonds de la société. Cette attaque amena Hu Han-min, dans sa défense du socialisme marxiste, à établir que le principe du « Bien-être du Peuple » n'était pas du socialisme mais quelque chose qu'il appelait du mot anglais « demosology ». L'opposition révolutionnaire attaqua en disant que, après que le **Tong-meng-hui** se fut prononcé en faveur du socialisme, Liang avait changé de position : alors qu'auparavant il l'avait soutenu, il le dénigrait maintenant. Bien que de nombreux historiens contemporains estiment que ce changement fut effectif, à mon sens, il fut fort exagéré.

Tout en admirant la morale socialiste, depuis 1903 ou 1904, lorsqu'il s'aperçut de la distinction entre le socialisme d'Etat et la social-démocratie, Liang avait déclaré, le premier, et pensé que cette dernière était impraticable. Après 1905 l'acharnement de Liang n'était pas tourné contre le marxisme, mais contre ce qu'il pensait en être l'usage hypocrite fait par le **Tong-meng-hui.**

Cependant en mai 1907 il y eut, je crois, un changement aigu dans l'attitude de Liang. En cherchant des idées avec lesquelles combattre les révolutionnaires, il lut des traductions japonaises d'articles écrits par les plus intempérants critiques américains de la propriété publique. Dans

un de ces articles Liang semble avoir fortement évolué dans leur direction : ces hommes attaquaient les fondements du socialisme d'Etat et du municipalisme auquel il avait cru auparavant. Dans son article suivant, cependant, il revint à quelques-unes de ses anciennes oppositions, et resta, quoique prudemment, un socialiste d'Etat.

Dans la dernière année du débat, l'assaut de Liang fut surtout tourné contre l'imprécision de la politique sociale du **Tong-meng-hui.** Cela força Hu Han-min et Zhu Zhi-xin à essayer de combler les vides laissés dans la structure très ouverte de Sun. Dans un article qui fut presque complètement négligé par les historiens suivants, Zhu Zhi-xin donnait effectivement des détails sur une politique pratique. L'essence de son schéma était que la fixation des prix de la terre, la nationalisation de la terre et l'impôt unique devaient être trois processus consécutifs. Après la fixation du prix de la terre tout excédent du prix payé à la vente irait au gouvernement. Grâce à cela et à des emprunts étrangers, le gouvernement constituerait un fonds pour acheter toutes les terres sur une période de quarante à cinquante ans. La terre possédée par le gouvernement serait cédée à bail au plus offrant à condition qu'il la cultive lui-même. Le gouvernement développerait aussi l'industrie et l'habitat sur ses terres. Ce n'est que lorsque ce revenu serait suffisant que toute autre forme d'impôt pourrait être abolie.

Il est difficile de dire si Sun avait déjà pensé à cette politique lorsqu'il énonça pour la première fois le « Bien-être du Peuple » ou s'il la garda pour lui pendant les années qui suivirent. Mon essai de conclusion est que, bien que Sun ait assemblé presque tous les éléments du schéma, ce fut Zhu qui en élabora une structure cohérente. Je pense aussi que, comme Sun continua de parler dans le vague des vieilles généralités, il est peu probable qu'il fut influencé par le schéma de Zhu, même s'il lut l'article en question.

Il est largement reconnu que Liang fut battu dans sa discussion avec les révolutionnaires. Et pourtant les derniers articles de Liang sur le « Bien-être du Peuple » demeurèrent sans réponse. Liang semble avoir été défait sur des écrits raciaux et politiques et non pas sociaux. Il serait juste de dire que l'émeute qui mit fin à un meeting des réformistes de Liang eut plus d'effet que tout l'ensemble des écrits sur la politique sociale. Cependant les articles

qui furent à l'origine du débat introduisirent le public des lecteurs chinois progressistes à une masse de concepts sociaux et économiques occidentaux.

1906-7 : ESSOR DES TENDANCES RÉVOLUTIONNAIRES ANARCHISANTES

Fin 1906 et début 1907, les progressistes du Japon comme de la Chine furent touchés par le mouvement mondial des socialistes radicaux contre la social-démocratie et pour l'anarcho-syndicalisme, qui se développa après 1905 (3).

Au Japon le changement fut provoqué et dirigé par Kotoku Shusui. Au cours du printemps et de l'été 1905, inspiré par les actes spectaculaires des socialistes-révolutionnaires en Russie, dont il imaginait la théorie politique comme une sorte d'anarchisme, Kotoku se mit à lire les œuvres de Kropotkine. Vers le mois d'août de cette même année, il s'appelait lui-même un « anarchiste radical ». Ses nouvelles convictions furent confirmées par un séjour de dix mois en Californie où il entra directement en contact avec des anarchistes et des « Travailleurs Industriels du Monde » (I.W.W.), nouvellement organisés. A son retour au Japon en juin 1906, il entreprit de convertir les socialistes japonais à l'anarcho-syndicalisme. Sa campagne fut couronnée de succès ; beaucoup de socialistes, particulièrement les jeunes, semblent avoir été déçus par la lenteur et la modération de la social-démocratie et ne l'avoir acceptée que parce que le marxisme auquel elle était fortement liée était considéré comme la seule forme moderne et scientifique de socialisme. Lorsqu'il leur sembla que le marxisme avait été dépassé par des théories plus modernes et plus « scientifiques », de nombreux socialistes japonais s'orientèrent rapidement vers les théories plus attrayantes de l'anarchisme et de « l'action directe » syndicaliste. Ainsi donc, dès le début de l'année 1907, Kotoku avait gagné assez de soutien pour faire éclater et détruire le parti socialiste japonais. Dès lors et jusqu'à l'arrestation de Kotoku en 1910 sur l'accusation probablement fausse

(3) Les activités de Rosa Luxemburg et de l'aile gauche du parti social-démocrate allemand après 1905 pour l'antimilitarisme et la grève générale ; la confirmation accablante de l'antiparlementarisme syndicaliste apportée par la C.G.T. à Amiens en 1906 ; la formation des « Travailleurs Industriels du Monde » (I.W.W.) aux Etats-Unis en 1905, sont tous des exemples de ce courant général qui je pense, fut non pas causé, mais déclenché par la révolution russe de 1905.

d'avoir tenté d'assassiner l'empereur, accusation pour laquelle il fut exécuté, le mouvement socialiste japonais fut de plus en plus dominé par son aile anarchisante.

Les étudiants chinois au Japon furent aussi touchés. En juin 1906 il y eut un net changement dans le contenu de **Min-bao.** Comme nous l'avons vu plus haut, les cinq premières séries de la revue contenaient de nombreux articles sur le socialisme occidental. Dans la sixième série ceux-ci cessèrent brusquement, et dès lors la revue contint de nombreux articles sur l'anarchisme et le terrorisme. Les historiens ont généralement attribué ce renversement d'intérêt au changement de direction qui intervint au même moment. Ils soutiennent aussi que ce fut parce que ces écrivains concernés par le socialisme et le marxisme, particulièrement Zhu Zhi-xin, quittèrent Tokyo pour participer aux activités révolutionnaires en Chine. Il y eut en effet plusieurs changements dans **Min-bao** lorsque Zhang Ping-lin prit la succession de la rédaction en chef et que le groupe des partisans immédiats de Sun fut en quelque sorte déplacé. Cependant, en 1907 au moins, la division entre Zhang et Sun ne fut pas aussi aiguë que certains l'ont décrit. Les articles favorables à Sun et à sa politique continuèrent de paraître tout au long de l'année. Les écrivains intéressés par le socialisme quittèrent effectivement Tokyo pour la Chine, mais pas avant le printemps 1907. Même après cette date, au cœur des activités révolutionnaires, ils trouvèrent le temps d'écrire sur la politique de Sun, sinon sur le socialisme marxiste. Je pense que les deux causes principales du changement d'intérêt dans **Min-bao** furent le début de l'activité et de la propagande anarchistes dans le mouvement socialiste japonais et le contre-coup de la révolution russe.

Durant l'hiver 1906-1907 les frères Miyazaki fondèrent un magazine appelé **Kaku Mei Hyoron.** Ce magazine qui s'adressait spécialement aux étudiants chinois à Tokyo, décrivait l'activité révolutionnaire mondiale, mais insistait particulièrement sur le terrorisme russe et l'assassinat anarchiste. Les Miyazaki aidèrent aussi les membres du **Tong-meng-hui** à contacter les socialistes-révolutionnaires russes réfugiés à Tokyo. **Kabu Mei Hyoron** contenait des comptes rendus de meetings et de discussions entre les deux groupes, et d'autres sources suggèrent que les terroristes russes du Japon enseignèrent aux révolutionnaires chinois la façon de fabriquer des explosifs.

Ainsi donc la révolution russe augmentait l'intérêt à la fois pour le terrorisme et pour l'anarchisme théorique avec lesquels elle était communément confondue. Pendant l'été 1907 deux groupes de Chinois créèrent des revues anarchistes à Tokyo et à Paris, l'une influencée par les anarchistes japonais, l'autre par les écrits de Kropotkine et des autres théoriciens anarchistes occidentaux, ainsi que par le mouvement syndicaliste français. Ces groupes, particulièrement celui de Tokyo, continuaient de s'intéresser au marxisme, spécialement à l'économie marxiste, mais pour eux ce n'était là que les fondations de l'édifice anarchiste moderne.

1911-13 : JIANG ET LE PARTI SOCIALISTE CHINOIS

L'intérêt pour l'anarchisme continue de se développer parmi l'élite radicale, après le succès de la révolution antimandchoue d'octobre-novembre 1911. Cependant un phénomène beaucoup plus frappant des dix-huit mois de relative liberté politique qui suivirent la révolution fut la croissance rapide et extensive du **Zhong-guo Shi-hui-dang,** le « Parti Socialiste Chinois », sous la direction de son chef Jiang Kang-hu (1883-1945). Jiang était issu d'une famille officielle extrêmement influente. Il semble avoir eu une réputation considérable en tant qu'érudit classique, mais s'intéressait aux études étrangères depuis sa jeunesse. Avant 1911 il hésitait entre des études à l'étranger et des postes officiels dans les branches les plus modernes de la bureaucratie chinoise. Bien qu'il eût toujours fait preuve d'idées « avancées » et qu'il fût l'ami de quelques-uns des chefs révolutionnaires, il n'était pas un révolutionnaire : il choisissait ses idées politiques générales parmi celles de Liang Qi-chao et des réformistes. Sa conception du socialisme était en fait semblable à celle de Liang en 1903. Jiang pensait que le socialisme était essentiellement idéaliste, altruiste et modéré, que son objet était d'éviter les conflits plutôt que de les provoquer, et comme Liang à cette époque, il était incapable de voir aucune différence réelle entre le socialisme d'Etat et la social-démocratie. La conception que se faisait Jiang du socialisme semble être restée statique alors que celles de Liang et de ses opposants révolutionnaires allaient de l'avant. Cependant, l'absence même de sophistication dans les idées de Jiang

augmentait leur attrait populaire. La pensée politique de la « gentry » et des étudiants métropolitains était bien sûr en retard de plusieurs années sur celle des chefs réformistes et révolutionnaires qui avaient été directement exposés à l'influence japonaise.

Jiang commença son plaidoyer public bien avant la chute de la dynastie. En juin 1911 il entreprit ce qu'il décrivit comme une « tournée de conférences » dans la province du Zhejiang. Son sujet principal était « La femme et le mouvement socialiste » thème qu'il reprit d'une traduction japonaise de l'œuvre de Bebel **Die Frau und der Sozialismus,** un de ses livres favoris. Ses conférences valaient à Jiang un grand succès, mais, ce qui n'est guère surprenant, elles furent officiellement désapprouvées et par mesure de sécurité Jiang dut s'enfuir vers la concession anglaise de Shanghaï. Aucunement découragé, il y continua ses activités. Le 10 juillet il fonda une société appelée Shi-hui zhu-yi yan-jiu-hui ou « Société d'études socialistes ». Celle-ci attira environ 50 membres qui devinrent le noyau du parti socialiste chinois, fondé deux jours après que Shanghaï ait déclaré être indépendante du gouvernement mandchou, le 5 novembre 1911. Ce jour-là il fut décidé de former un parti national ayant son siège central à Shangaï et des branches locales dans tout le pays. Le nouveau parti adopta le programme suivant élaboré par Jiang :

1) Soutenir une République
2) Détruire les divisions raciales
3) Réformer la loi et respecter l'individu
4) Détruire le système d'héritage
5) Mettre en place des organismes publics pour dispenser une éducation nationale
6) Promouvoir directement des entreprises de base
7) Ne lever que des impôts fonciers et abolir toute autre forme d'impôts
8) Limiter l'expansion militaire et unir nos forces pour une compétition non-militaire.

A cette époque Jiang proposa ce qu'il pensait devoir être le rôle politique du parti socialiste chinois. Il ne devait pas selon lui agir en parti politique, mais plutôt comme une société éducatrice pour l'étude et la diffusion du socialisme et comme un groupe de pression pour persuader les diri-

geants des partis politiques de mettre en œuvre une politique socialiste.

Le parti s'étendit avec une rapidité étonnante. Jiang soutint que dès la première année, il eut plus de quatre cents branches et de 300.000 à 500.000 membres. Ses affirmations paraissent exagérées, mais d'après la presse de l'époque j'ai pu jusqu'à présent identifier plus de deux cents branches, et si l'on prend l'assistance à un meeting du parti ou la participation à une activité du parti comme critère du nombre des membres, l'évaluation de 300.000 peut ne pas être totalement irréaliste. La plupart des branches se trouvaient dans un rayon de 300 kilomètres autour de Shanghai, mais il en existait à l'est jusque dans le Sichuan et au sud jusque dans le Guangdong. Il y avait des branches à Pékin et Tien Tsin, mais à part celles-ci et quelques autres villes le parti ne semble pas avoir été toléré par les généraux de l'armée du Bei-yang qui contrôlait la majorité de la Chine du Nord. Dans le centre et le sud de la Chine qui étaient contrôlés par un mélange d'officiels de l'ex-dynastie Qing, de généraux locaux et d'assemblées réformistes provinciales, le parti socialiste chinois de même que de nombreux autres groupes radicaux et réformistes, était parfois inquiété, mais généralement toléré.

Les branches du parti offraient un vaste éventail d'activités ; elles tenaient des meetings publics dans lesquels des conférences étaient organisées sur des sujets tels que : « La nature du socialisme » ou « La situation du socialisme en Europe ». Elles diffusaient aussi le quotidien, l'hebdomadaire et le mensuel du parti socialiste, ainsi que des pamphlets dont l'un fut composé d'extraits du Manifeste Communiste, publiés par le Comité central du Parti. Quelques branches publiaient même leur propre journal. Certaines établirent aussi des écoles élémentaires et des crèches gratuites, et tentèrent d'organiser des syndicats. Dans certaines régions des acteurs et des chanteurs d'opéras socialistes parcouraient la campagne, produisant des pièces accompagnées d'un message socialiste. Toutes les branches étaient en correspondance avec le siège central du parti, et en théorie au moins, y envoyaient 5 % de leurs revenus.

Il est difficile de découvrir quels étaient les membres et les activistes du parti. Des rapports gouvernementaux hostiles les décrivent uniformément comme tapageurs et de basse extraction. Jiang reconnut que beaucoup des

membres étaient illettrés. Tout ceci, joint au rôle prédominant des acteurs — l'une des professions les plus méprisées de la société chinoise — au sein du parti, suggère qu'on y trouvait un nombre considérable d'artisans et de chômeurs urbains. Cependant il est des preuves tangibles pour montrer que la plupart des membres du parti n'étaient pas originaires de ces classes. Presque toute la propagande du parti semble avoir été faite en chinois classique et Jiang lui-même écrivait en un style particulièrement ésotérique. Les rapports des discours tenus aux meetings du parti suggèrent que leur contenu était beaucoup trop compliqué et abstrait pour des illettrés. Ces preuves, de même que l'ensemble des quelques membres identifiables — parmi lesquels Li Da-zhao, l'un des fondateurs du Parti Communiste chinois — indiquent que la majorité des membres du parti et certainement le gros de ses activistes étaient des étudiants et d'autres jeunes gens principalement originaires de la « gentry ».

Pendant la période d'expansion, deux groupes commencèrent à mettre en question à l'intérieur du parti l'Image que se faisait Jiang du socialisme et sa conception de la fonction du parti. Ces divisions furent à leur comble lors de la conférence annuelle du parti tenue en octobre 1912. Les représentants de 58 branches assistèrent au meeting. La première attaque, qui échoua rapidement, vint de la droite. C'était la demande formulée par certains membres que le Parti socialiste chinois devienne un véritable parti politique et présente des candidats aux élections prévues pour l'hiver suivant. Ce groupe avait été encouragé par une série de conférences sur le socialisme tenues, à l'intention du parti, au début du mois, par Sun Yat-sen. Au cours de ces conférences, Sun avait dit clairement que le Parti socialiste chinois ne comprenait rien au socialisme, car, si cela avait été le cas, il aurait su que tout parti socialiste doit jouer un rôle direct dans la politique. Jiang avait caressé l'idée d'un parti socialiste politique, mais sa propre préférence semble être toujours allée à l'éducation et au pouvoir par l'influence plutôt qu'à une action politique directe. D'autre part Jiang se trouvait beaucoup plus fortement sous la pression de l'aile anarchiste du parti, qui était hostile à tout compromis parlementaire. Cette aile, menée par un jeune étudiant en médecine appelé Sha Gan, attaqua avec une grande violence la conception qui était celle de Jiang d'un parti légal reconnaissant l'état. Immédiatement après

le meeting d'octobre, lui et un peti groupe formèrent leur propre parti appelé Chun-cui shi-hui-dang ou « Pur Parti Socialiste » avec le programme anarchiste suivant :

1) La suppression du système de classes riches et pauvres.
2) La suppression du système de classes nobles et humbles ; le respect de l'individu.
3) La suppression du système de classes d'éduqués et d'ignorants ; une éducation égalitaire.
4) La destruction des frontières nationales.
5) La destruction de la famille.
6) La destruction de la religion.

Le nouveau parti fut interdit par le gouvernement après seulement quelques semaines, pour la raison — très probablement vraie — qu'il projetait des assassinats. Après son interdiction, le parti, qui semble avoir été très largement concentré à Shanghaï continua d'exister et d'y publier son journal dans la concession française.

Bien que Jiang Kang-hu ait rejeté la participation aux élections, la conférence du parti adressa à l'Assemblée Nationale une série de requêtes dont la plupart n'étaient que des modifications des huit points du programme du Parti. Malgré une participation sévèrement réduite par des spécifications de propriété, d'éducation et d'âge, les élections de l'hiver 1912/1913 furent probablement les plus libres de l'histoire chinoise. Elles aboutirent à une demi-victoire pour le Guo-min-dang, alliance difficile entre les révolutionnaires et différents petits partis réformistes. Parmi les vainqueurs il s'en trouvait de vingt à trente qui se considéraient comme socialistes. Au printemps 1913 Jiang se rendit à Pékin pour les amener, eux et d'autres sympathisants, par ses intrigues, à faire passer les propositions du parti socialiste. Mais à cette époque la lutte grandissante entre Yuan Shi-kaï et le Guo-ming-dang préoccupait entièrement les membres de l'Assemblée et rien ne fut fait.

Jiang et son parti participèrent très peu à la lutte contre Yuan. Le 1er mai 1913 par exemple, le Parti socialiste chinois tint un meeting à Shanghaï où un socialiste belge parla de « la situation belge » pendant que le « Pur parti socialiste » de Sha Gan, ainsi que deux autres groupes radicaux, tenaient un meeting de masse enflammé contre Yuan Shi-kaï et ses exactions. Cependant la neutralité ne sauva pas Jiang et la suppression du Parti socia-

liste chinois commença avant même que Yuan Shi-kaï eut fait basculer les provinces du Sud dans la « Révolution Zud » avortée. En juillet 1913 le chef du Parti à Pékin fut décapité. En août le Parti socialiste chinois fut interdit dans tout le pays. Le 31 août Jiang fut député par un meeting extraordinaire du Parti pour aller à l'étranger créer des liens avec d'autres partis socialistes et assister au congrès de l'Internationale socialiste de 1914, et, comme tous les révolutionnaires prenaient la fuite, Jiang partit pour l'Amérique. Après son départ, le Parti disparut sans presque laisser de traces. En septembre 1914, un anarchiste écrivit : « Le Parti socialiste chinois s'est éparpillé et dispersé. Des 400.000 membres il ne reste que vingt ou trente personnes qui osent encore parler du socialisme et certaines d'entre elles commencent à se mêler à nous » (4). La raison de cet écroulement soudain et total est que le parti n'avait pas l'organisation ou l'idéologie révolutionnaire nécessaires pour le soutenir face à l'oppression brutale de Yuan Shi-kaï et des généralissimes du Sud, qui prirent le pouvoir après août 1913. Le parti, et bien d'autres groupes semblables ne purent survivre que sous la forme de groupements éducatifs organisés de façon lâche dans une société relativement ouverte. Vers 1919, lorsqu'une action politique de masse devint à nouveau possible, les idées de Jiang avaient été dépassées sans retour par l'évolution intérieure et internationale.

Les communistes chinois ont raison de ne pas reconnaître leur prédécesseur dans le Parti socialiste chinois. Le parti de Jiang n'était pas un parti politique et, à strictement parler, il n'était pas non plus socialiste. On lui refusa l'admission à la Seconde Internationale jusqu'à ce qu'il ajoute à son programme l'article : « Tous les moyens de production et d'échange doivent être propriété publique ».

A mon sens il joua malgré tout un rôle considérable dans le développement du socialisme en Chine. Les théoriciens révolutionnaires exilés à Tokyo avaient une compréhension beaucoup plus grande que Jiang du socialisme marxiste. Mais ils ne pouvaient faire partager leurs idées qu'à un groupe de gens très restreint, quoique d'extrême importance. Par contre, les idées naïves et embrouillées de Jiang pouvaient atteindre des centaines de milliers de Chinois. Peu importe que certains d'entre eux aient pu

(4) Cf. la lettre de Paul GUN publiée dans le numéro d'octobre 1914 de **Freedom.**

ou non comprendre le pamphlet citant par exemple le Manifeste Communiste : ils se familiarisèrent tout au moins avec les termes qui s'y trouvaient. Je suis convaincu que l'expansion extraordinairement rapide du marxisme-léninisme autour des années 1920 fut aidée par le fait que des termes tels que « nationalisation, communisme, moyens de production, et lutte des classes » n'étaient pas totalement inconnus d'un grand nombre de gens. (*)

(*) Pour la bibliographie, cf. supra, p. 292.

B - L'ASIE COLONIALE

12

A. B. BELENKI

LA GAUCHE SOCIAL-DÉMOCRATE INDONÉSIENNE ET LA RÉVOLUTION RUSSE

La révolution d'octobre a exercé une grande influence sur le peuple indonésien dans sa lutte pour la liberté. Certains historiens indonésiens et soviétiques l'ont fait souvent remarquer (1). Nous étudions ici le retentissement des événements de Russie sur les sociaux-démocrates indonésiens et la manière dont leur organe **Het vrije woord** (La parole libre) développa les idées formulées pendant la révolution d'octobre par Lenine et les bolcheviks.

LES DÉBATS DE TENDANCE DANS L'UNION SOCIAL-DÉMOCRATE INDONÉSIENNE

L'Union social-démocrate indienne, fondée en mai 1914 dans le port de Surabaya, fut la première organisation marxiste en Indonésie et l'une des premières de l'Asie coloniale.

Par la suite elle servit de base au Parti Communiste Indonésien (2). Les premiers qui adhérèrent à l'Union furent

*) Cette étude est extraite de la revue **Les peuples d'Asie et d'Afrique,** publiée par l'Institut des peuples d'Asie et l'Institut d'Afrique (Académie des Sciences de l'U.R.S.S.). Le texte en a été sensiblement abrégé.

(1) Cf. en Indonésie : **Gunadi Nasion Indonesia.** Djakarta, 1961, hal 13-15, L.M. SITORIUS, **Sedjarah pergerakan kebangasan Indonesia,** Djakarta, 1951, hal 23-25 ; B.U. UBANI, O.K. DURRANI, MOHD MOEIN, **Indonesian Struggle for Independance,** Aundh, 1946, p. 32. (Etant donné que pendant la période coloniale l'Indonésie était appelée officiellement « Inde Néerlandaise » ou « Inde Hollandaise », on l'appelait souvent dans l'usage courant « l'Inde » et on disait de même « organisations locales Indiennes »).

En URSS les textes principaux sont les suivants :

A.A. GUBER, **L'Indonésie, Essais socio-économiques.** M.-L., 1932, p. 290-317 ; du même auteur, « La révolution russe 1905-1907 et l'éveil de l'Asie », in **La première révolution russe 1905-1907 et le mouvement international révolutionnaire,** P. II. M., 1956, p. 261-279 ; du même auteur « V. I. Lénine et quelques questions de l'évolution historique de l'Indonésie », in **Lénine et l'Orient.** M., 1960, p. 284-305 ; O. I. ZABOZ-LAEVA, « La révolution d'octobre et la lutte nationale pour la libération du peuple indonésien, 1917-1927 », in **La révolution d'octobre et les peuples d'Orient.** M., 1957, p. 296-313).

(2) Comme le remarquait D.N. Aidit, la création de l'Union « représentait la première tentative d'une union du marxisme et du mouvement révolutionnaire des masses de la classe ouvrière en Indonésie ». (AIDIT, **Oeuvres choisies,** p. 714).

des intellectuels sociaux-démocrates hollandais qui travaillaient en Indonésie comme fonctionnaires de l'appareil gouvernemental et employés des compagnies privées, des professeurs et des journalistes. Plus tard elle recruta des Indonésiens et parmi eux des militants du mouvement ouvrier. Ces sociaux-démocrates étaient de tendances diverses, marxistes et « révisionnistes » s'y côtoyaient. Mais dans l'Union comme dans son organe de presse, le principal rôle fut joué par les partisans du marxisme révolutionnaire et parmi eux par les tribunistes hollandais et leurs amis. Les effectifs de l'Union étaient au début insignifiants : à sa troisième assemblée générale annuelle, en juin 1916, elle ne comptait que 125 membres (3). Pour répandre largement l'influence marxiste chez les Indonésiens, l'aile gauche de l'Union tenta d'établir des contacts avec les syndicats (elle réussit à en encadrer une bonne partie) et avec les organisations nationales indonésiennes, notamment le **Sarekat Islam.**

A l'intérieur de l'Union s. d. indonésienne, les éléments de gauche et de droite se disputaient âprement. Les éléments de droite qui défendaient les positions de Van Kol et des autres leaders opportunistes du parti ouvrier de la Social-démocratie hollandaise justifiaient au fond le régime colonial hollandais et attaquaient les éléments de gauche « pour avoir établi des liens avec les mouvements de masse indonésiens et avoir éveillé parmi les autochtones l'esprit révolutionnaire », en même temps qu'ils les faisaient participer « à une civilisation européenne plus élevée ». Si l'aile gauche considérait l'Union comme le germe d'un parti socialiste de combat, composé d'Indonésiens, l'aile droite en revanche désirait qu'elle se transformât en « un club d'investigations sérieuses » (25 juin 1916, p. 178 ; 10 novembre 1916, p. 23).

L'aile gauche faisait une large propagande à ses opinions et critiquait l'aile droite dans l'organe de l'Union, **Het vrije woord.** Le journal fut fondé en octobre 1915 et parut pendant presque sept ans, jusqu'à son interdiction en mai 1922 par les autorités coloniales (après la formation du P.C.I.). Tout d'abord il se nomma « organe bimensuel général et indépendant », puis à partir d'octobre 1916, il prit le nom d'« organe de l'Union Social-démo- 1916, il prit le nom d'« organe de l'Union Social-démo- du mouvement ouvrier, Sémarang, entre 1915 et 1917 ;

(3) **Het vrije woord**, 10 juin 1916, p. 153.

dans le comité de rédaction entraient des représentants de la gauche Adolf Baars, H. Sneevliet et le centriste D. Westerveld. A partir d'octobre 1917, la rédaction passa entièrement aux mains de l'aile gauche, mais déjà auparavant une majorité écrasante de ses articles émanaient de la plume de A. Baars, H. Sneevliet et leurs partisans — Aroen et Coster etc... (4).

Les membres de la gauche cherchèrent à faire du **Het vrije woord** non seulement un journal théorique mais encore un organe de combat des socialistes et ils y réussirent dans une certaine mesure. Le journal démasquait le caractère impérialiste de la première guerre mondiale, stigmatisait les chauvins et les « sociaux-patriotes » dans les pays combattants, il exprimait sa sympathie à K. Liebknecht, à C. Zetkin et à tous les internationalistes, il saluait la conférence de Zimmerwald (quoique non sans remarques critiques à l'adresse des centristes). Le journal faisait campagne pour la lutte des socialistes contre « leurs » gouvernements et pour la création d'une nouvelle Internationale révolutionnaire qui remplacerait la seconde Internationale dont la faillite était évidente.

Le **Het vrije woord** critiquait âprement les leaders du Parti ouvrier s. d. à cause de leur opportunisme et surtout parce qu'ils défendaient la politique coloniale hollandaise. Il appelait à la liquidation de la domination coloniale, démasquait l'arbitraire des pouvoirs à l'égard des populations indonésiennes, le comportement cruel envers les soldats et les matelots des armées et de la flotte coloniale, les persécutions dont était l'objet la presse « indigène ». Le journal avait une rubrique spéciale consacrée aux mouvements des syndicats, de plus le **Het vrije woord** faisait constamment campagne pour la création d'un syndicat unique de travailleurs indonésiens et européens. Il défendait les intérêts des paysans travaillant sur des propriétés privées où étaient cruellement exploités les ouvriers des plantations européennes et les autres groupes de travailleurs, il projetait la lumière sur quelques problèmes courants de l'Indonésie, en adoptant les positions du marxisme révolutionnaire.

Comme le mentionnait H. Sneevliet : « l'aile gauche

(4) Par la suite Hendricus Josephus Franciscus Marie Sneevliet s'éloigna de la Troisième Internationale et Adolf Baars, qui édita en avril 1917 le premier journal socialiste en langue indonésienne, **Soeara Merdika** (La Voix Libre), puis en mars 1918 le futur organe théorique du P.C.I., **Soeara Rajat** (La Voix du Peuple), rompit avec le parti communiste.

de la social-démocratie suivait toujours avec le plus grand intérêt la lutte des travailleurs russes, surtout après le premier assaut en 1905 ». (25 novembre 1917, p. 46). Aussi n'est-il pas étonnant que le **Het vrije woord** dès avant la révolution de février 1917 se soit référé à l'expérience du mouvement révolutionnaire russe dans une série d'articles. Ainsi, dans un article consacré à l'expulsion des paysans des propriétés privées dans la région de Surabaya, il était dit que les paysans qui espéraient naïvement être aidés par les autorités hollandaises, étaient semblables aux masses populaires russes qui croyaient en leur « tsar bien-aimé », jusqu'à ce que la propagande révolutionnaire commença à les influencer (10 février 1916 ; p. 74). Dans un autre article, on montrait que Sarekat Islam n'avait pas aidé les paysans car les dirigeants de la section de Surabaya étaient recrutés parmi les agents indiens de Zubatov — conseiller de la direction coloniale pour les « affaires autochtones » du Dr. Rinkes. (10 janvier 1916, p. 54). En note, la rédaction expliquait aux lecteurs que Zubatov était le « Rinkes » russe.

Le journal citait souvent en exemple aux intellectuels indonésiens l'intelligentsia révolutionnaire russe. Il remarquait que les Indonésiens qui s'instruisaient en Hollande « n'aspiraient pas jusqu'à présent à acquérir des connaissances qui leur permettraient de réaliser à Java ce qu'avaient fait les intellectuels russes, parmi la population opprimée et exploitée de leur pays » (10 mai 1916, p. 140) ; il regrettait que « des Javanais intellectuels n'étudient pas encore le socialisme, qu'ils soient encore loin d'être des propogandistes et des meneurs de leur peuple, comme les intellectuels russes ». (30 décembre 1917, p. 74).

Lorsqu'en mars 1916, le commandant des casernes de marins à Surabaya, le colonel Kroon défendit de lire le **Het vrije woord,** le journal publia le feuilleton « Notre colonel est un propagandiste ». Le journal exprimait ironiquement sa reconnaissance au commandant pour lui avoir fait une telle « réclame » et promettait de l'avoir en vue lorsqu'on décernerait un prix au lecteur qui aurait donné au journal le plus grand nombre de nouveaux abonnés en mars. En guise de prix, on s'apprêtait à offrir au colonel « la biographie du lieutenant russe de la Flotte noire, tué en 1906, l'homme qui avait envoyé au sanguinaire Romanov, à ce « vaillant allié » des démocraties française et anglaise le télégramme suivant : « fidèle à la cause du peuple.

la glorieuse Flotte de la mer Noire réclame de vous la convocation immédiate d'une Assemblée Constituante et refuse de se soumettre à vos ministres – Commandant de la flotte, Schmidt ». C'est une excellente lecture, colonel ! Si besoin est, la biographie peut être traduite en langue malaise pour les membres de l'Association de marins ». (10 mars 1916, p. 94-95). Ici une inexactitude avait été commise, car en réalité Schmidt avait été seulement sur le point d'envoyer ce télégramme au tsar.

En relation avec les contradictions entre les militants de droite et de gauche dans l'Union, le journal conseillait dans un article de « se rappeler par exemple les profondes divergences qui existaient parmi les sociaux-démocrates russes ». (10 juin 1916, p. 153). Dans le même numéro était inséré un article du tribuniste, A. Pannekoek, qui démasquait P. Struvé et les autres « marxistes légaux ». Dans un article sur la conférence de Zimmerwald, on mentionnait que ses décisions avaient été appuyées par les Internationalistes et « l'organe des S.D. radicaux russes » qui voyait dans cette conférence un « pas en avant » mais critiquait la position de la délégation allemande qui avait hésité entre Liebknecht et Kautsky (10 janvier 1916, p. 61-62).

LE HET VRIJE WOORD ET LA RÉVOLUTION RUSSE

Le **Het vrije woord** fit rapidement écho à la révolution de février. A partir du 5 mars 1917, il publia une série d'articles sur l'abolition du tsarisme et la lutte entre la révolution et la contre-révolution en Russie. Sitôt l'arrivée des premiers télégrammes sur les événements de Russie. H. Sneevliet, sans attendre la parution du numéro suivant du **Het vrije woord** (25 mars), écrivit pour l'organe d'Insulinde, le journal **De Indier** (l'Indien) l'article « Victoire ». Dans cet article, publié dans le numéro du 19 mars 1917 du **De Indier,** on rappelait l'exploitation séculaire de l'Indonésie par la Hollande, l'absence de droits du peuple indonésien, la terreur instituée par les autorités coloniales, après quoi l'auteur s'exclamait : « Peuple de Java, la révolution russe contient aussi pour toi une leçon ! Le peuple russe, lui aussi, a supporté pendant des siècles l'oppression, il était pauvre, analphabète tout comme toi. Il n'a remporté la victoire que grâce à une lutte incessante contre un gouvernement de violence et de mensonge ». Après un

appel à l'intensification du mouvement radical-populaire en Indonésie, l'auteur, malgré les obstacles et les répressions, concluait : « Et alors le peuple de Java, le peuple de l'Inde entière conquerra obligatoirement ce que le peuple russe a conquis : il remportera la victoire ! » **Het vrije woord,** (30 octobre 1917, p. 23-24). Pour avoir lancé cet audacieux appel à suivre les Russes, Sneevliet fut cité en justice (5).

Les autorités interdirent les réunions consacrées à la révolution russe (id. 25 novembre 1917, p. 34) ; cependant de telles réunions eurent lieu, en liaison avec le mouvement pour la défense de Sneevliet, le 9 décembre 1917, à Surabaya et à Semerang (20 décembre 1917, p. 72). Le 11 décembre, au « Club des marins », à Surabaya, se réunirent deux cents marins et soldats de l'infanterie marine, pour entendre le discours de Sneevliet sur « le mouvement ouvrier à l'époque de l'impérialisme ». Il est caractéristique que Sneevliet remplaça ce discours par un exposé sur le mouvement révolutionnaire en Russie à partir de 1905 et par l'analyse de la pièce d'une tribuniste, Henriette Roland-Holst, « les Insurgés », dédiée aux révolutionnaires russes.

Dans un de ses articles le **Het vrije woord** soulignait nettement l'influence de la révolution russe sur le mouvement libérateur en Indonésie. « La révolution russe... nous a montré plus clairement encore que toutes les théories qu'un régime qui s'éloigne dans le passé peut prolonger son existence à l'aide de prisons et d'exils, mais qu'aucun acte de violence ne le sauvera d'une perte définitive ». (id. 25 novembre 1917, p. 54).

L'article « Victoire » n'était pas l'unique appel de l'Union social-démocrate aux masses indonésiennes pour les inciter à suivre l'exemple de la Russie. Ainsi, dans l'article « Discours aux dirigeants et délégués du Congrès de Sarekat-Islam », le **Het vrije woord** leur conseillait de porter leur attention sur la Russie « grand pays où le peuple souffrait d'indigence cruelle, où les intellectuels, les ouvriers et les paysans luttaient héroïquement, pays où les travailleurs étaient devenus une force qui réalisait de profondes réformes. » (20 octobre 1917, p. 11).

Dans la période précédant la révolution de février le **Het vrije woord** défendit plus d'une fois l'attitude de Lénine et des bolchéviks à l'égard de la guerre et du gou-

(5) Sur ce procès, cf. **Het proces Sneevliet. De Sociaal-Democratie in Nederlandsch - Indië**, Semarang (1917).

vernement provisoire. Lénine fit une forte impression sur l'opinion publique progressiste de l'Indonésie grâce à la conférence sur « Les problèmes du parti ouvrier social-démocrate russe dans la révolution russe » ; qu'il prononça avant son retour en Russie (14/27 mars 1917), lors d'une assemblée d'ouvriers à Zurich (6).

Dans un article intitulé « La révolution russe », le **Het vrije woord** donnait une analyse détaillée de ce discours, en mettant tout particulièrement l'accent sur les conditions, selon Lénine, d'un monde juste et démocratique. En citant les paroles de Lénine, le journal détachait en italique ce qui lui paraissait être le plus important pour le peuple indonésien : **« La paix grâce à la libération de toutes les colonies et des peuples privés de droits** (10 juillet 1917, p. 188).

Un article de H. Roland-Holst « La tactique des maximalistes russes » (10 janvier 1918, p. 88) (7), d'abord publié dans le journal **Tribune** (18 janvier 1917), comportait une analyse détaillée de la tactique des bolchéviks avant la révolution d'octobre et de sa signification pour les S.D. des autres pays. Repoussant les accusations portées contre Lénine et les bolchéviks par les S. D. de droite de l'Europe occidentale, l'auteur qualifiait les menchéviks et les S.R. « d'éléments opportunistes » dont le but était de créer une Russie purement capitaliste.

H. Roland-Holst notait que Lénine appelait les ouvriers des pays belligérants à suivre l'exemple des Russes et à conclure la paix avec le prolétariat russe, pour commencer ensemble une guerre contre la bourgeoisie européenne, pour le socialisme. Après avoir remarqué que la tactique des bolchéviks est « l'unique tactique possible pour les S. D. révolutionnaires », l'auteur concluait « Lénine et les maximalistes russes sont les premiers à avoir mis en pratique l'idée de l'unité du prolétariat international contre l'impérialisme... Leur tactique qui à présent, pendant et après la guerre, doit devenir générale... est la tactique de la nouvelle Internationale, grâce à laquelle doit être gagnée la lutte contre le capitalisme, et grâce à laquelle doit être atteint le socialisme ».

Sous l'influence de la révolution de février et de la lutte des bolchéviks russes, les S.D. de gauche de l'Indo-

(6) Cf. V. I. LENINE, **Oeuvres complètes** - Tome 31, p. 72-78, (plus loin citation de la p. 77).

(7) A cette époque, beaucoup d'auteurs hollandais appelaient les bolchéviks « maximalistes ».

nésie intensifièrent leur activité. Epouvantés par le fait que l'Union prenait un caractère de plus en plus révolutionnaire, les représentants de la droite provoquèrent la scission en septembre 1917 (8). Ils formèrent le parti s.d. indien — section du parti ouvrier s. d. hollandais, opportuniste. Les militants de gauche conservèrent leur ancien nom d'Union indienne s.d. ; H. Sneevliet, Semaoen, employé des chemins de fer, ancien membre de Sarekat Islam était devenu un marxiste de premier plan, A. Baars, C. Hartogh, Brandsteder etc... furent choisis pour diriger l'Union. Ils furent fortement impressionnés par la révolution russe d'octobre. Ils en furent informés alors qu'en conséquence de la guerre s'étaient accrues l'exploitation coloniale et la misère du peuple, et que dans le pays s'était intensifié le mouvement anti-impérialiste accompagné d'émeutes.

Les S.D. de gauche intensifièrent sensiblement leur propagande parmi les ouvriers, les paysans et les intellectuels indonésiens. Leur influence grandit à Sarekat Islam comme en témoignent l'apparition d'une forte opposition révolutionnaire dans cette organisation ainsi que les résolutions prises à la conférence de la deuxième Internationale, (octobre 1917) où non seulement elle exigea l'autonomie de l'Indonésie, mais encore proposa comme mot d'ordre la lutte contre le capitalisme « criminel » (étranger). L'influence de l'Union grandit dans les syndicats. Sa propagande remporta beaucoup de succès auprès des soldats et des marins de l'armée et de la marine coloniales. En novembre 1917 à Surabaya fut même créé un Soviet de députés marins (16 novembre 1917, p. 49).

Si, tout de suite après la scission, le nombre des membres de l'Union diminua quelque peu, par contre en mai 1918, il augmenta brusquement et atteignit d'après des données incomplètes 740 hommes (10 mai 1918, p. 197-198). Il est particulièrement important de remarquer l'augmentation du nombre des Indonésiens dans l'Union. Parallèlement au **Het vrije woord** l'Union commença en avril 1917 à éditer un organe en langue indonésienne **Soeara Merdika** (la Voix de la liberté) qui prit ensuite le nom de **Soeara Rajat** (la Voix du peuple) (mars 1918).

Le président de cette organisation prit la parole à la cinquième Assemblée générale de l'Union à Semarang le 18 mai 1918, dans ces termes : « Maintenant, toutes nos

(8) Les représentants de la droite se groupaient autour de la section de la capitale, Djakarta, tandis que l'aile gauche s'appuyait surtout sur les centres prolétariens de Semarang et de Surabaya.

pensées sont tournées vers la révolution russe. **Je ne pense pas... qu'il existe quelque part un groupe de socialistes qui aient été plus influencés que nous par le mouvement russe.** Les événements de Russie ont toujours été pour nous un stimulant pour persister dans la lutte que nous menons ». Il souligna plus loin que « la révolution russe témoignait de la possibilité d'une société socialiste, là même où le développement industriel, comme en Russie, restait en arrière de celui des pays occidentaux ». L'orateur appréciait le désir des bolchéviks « d'apporter la paix à l'Europe et au monde entier » et il exprima sa foi en la réussite de la révolution russe. « **Nous devons prendre le chemin choisi par les bolchéviks,** bien que les conditions ici soient différentes de celles de la Russie. Là où existe le capitalisme, là aussi le socialisme est possible » dit en conclusion le président (30 mai 1918, p. 210-211) (9).

La première grande série d'articles sur la révolution d'octobre fut publiée dans le **Het vrije woord** le 25 novembre 1917 sous le titre « La révolution russe ». L'article indiquait que pour le moment la rédaction ne disposait pas encore de renseignements suffisants sur la situation de la Russie, mais il était déjà clair que le prolétariat pétersbourgeois avait fait son choix en faveur de Lénine, autrement dit pour la révolution socialiste, dont l'étendard portait : « la paix, la terre aux paysans, l'industrie sous le contrôle des ouvriers, le pouvoir gouvernemental dans les mains du prolétariat organisé en Soviets ». On lisait encore dans le **Het vrije woord :** « maintenant ce dont n'osaient rêver même nos plus audacieux rêveurs appartient au domaine de la réalité. Le prolétariat russe et avant tout pétersbourgeois puise en lui-même une énorme énergie pour aller en avant sur la route qui mène au socialisme maintenant si proche. Il a conscience d'être admiré par ses camarades des autres pays qui languissent encore sous le joug de l'esclavage, en outre, il attend d'eux les actes révolutionnaires qui sont si importants pour le succès de sa propre lutte ».

L'article se terminait par ces mots : « pour nous, socialistes révolutionnaires, ces camarades (les bolchéviks) avec leur esprit d'abnégation, leur hardiesse incomparable... sont une flamme vive, un feu puissant, rayonnant dont la lumière nous donne la force de tenir ferme dans les temps difficiles ». (p. 35-36).

(9) Ce qui est souligné l'est par l'auteur.

Il faut remarquer que, dans tous les articles suivants sur la révolution russe, le **Het vrije woord** appelait constamment à la solidarité internationale et en particulier à celle du prolétariat allemand avec les bolchéviks russes ; il s'indignait (avant le début de la révolution en Autriche et en Allemagne) de la passivité et même de la « trahison » des travailleurs de l'Europe occidentale à l'égard de la Russie Soviétique. Il faut tenir compte que dans l'Indonésie lointaine, on ne pouvait connaître les nombreuses manifestations de solidarité du prolétariat occidental avec la révolution russe.

Lorsque la presse bourgeoise dans le monde entier, y compris la Hollande et l'Indonésie, diffamait les bolchéviks et trompait les lecteurs sur la situation en Russie, le **Het vrige woord** fut l'un des rares journaux en Asie à écrire la vérité sur les événements révolutionnaires dans les pays soviétiques. Il vulgarisa les principaux documents de Lénine, et les premiers décrets du gouvernement soviétique ; il exposa avec justesse l'histoire de l'arrivée au pouvoir des bolchéviks, leur politique après la conquête du pouvoir, les étapes de la guerre civile et de la lutte contre l'intervention des impérialistes. En repoussant les calomnies des journalistes bourgeois, le journal notait : « en Russie il n'y a aucun chaos, le chaos ne règne que dans la tête de leurs laquais écrivassiers ». (10 décembre 1917 ; p. 59) (10).

Le **Het vrije woord** exposait en détails le contenu de la lettre d'adieu qu'écrivait Lénine aux ouvriers suisses ; le 26 mars (8 avril) 1917, il faisait remarquer que le leader de la révolution prolétarienne avait dans sa lettre « prédit exactement ce qui s'était passé en réalité en Russie » (même article p. 59). Il citait de nouveau les conditions d'une paix juste, formulées par Lénine, fin mars 1917 à Zurich. Le journal exprimait son espoir de voir se réaliser le slogan avancé par Lénine, dès le début de la guerre mondiale — la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile... (même article p. 60). Par la suite le **Het vrije woord** donna un exposé détaillé du texte de Lénine : « les problèmes à l'ordre du jour du pouvoir soviétique », exposé emprunté à un journal d'Amsterdam. (16 novembre 1918, p. 53-54, 23/30 novembre 1918, p. 79-80). L'activité révolutionnaire de Lénine depuis la fin du XIXe siècle et

(10) Une série d'articles du journal était spécialement consacrée à refuter les calomnies de la presse bourgeoise contre les bolchéviks.

son exceptionnel pouvoir de conviction furent évoqués dans un article spécial du 20 mars 1918.

L'article rappelait brièvement l'activité révolutionnaire de Lénine à la fin du XIX[e] siècle, **L'Iskra,** la lutte contre les menchéviks, la participation de Lénine aux révolutions de 1905 et de 1917. L'auteur écrivait que l'édification du parti bolchévik datait de la création de **l'Iskra,** et que sans minimiser les mérites de chacun, il convenait de reconnaître que cette époque était placée sous le signe de Lénine. Le journal définissait Lénine comme « un homme plein de volonté et de fermeté, ne reculant devant aucune dificulté, ne perdant courage devant aucune défaite, et tendant constamment vers son but ». Le **Het vrije woord** remarquait l'exceptionnel talent de Lénine pour convaincre son auditoire : « Avec cela, il parle simplement, sans aucune coquetterie à l'égard des auditeurs — concrètement et clairement. Comme nul autre, il est prêt à suivre les conseils d'autrui, si ces conseils se révèlent bons. Comme nul autre, il se soumet de bon gré à l'opinion de la majorité. Mais s'il est convaincu que les intérêts du parti et de la classe ouvrière sont en cause, alors il persistera dans son opinion, même s'il doit rompre pour cela avec ses meilleurs amis ». « On peut le briser, mais il est impossible de le faire plier ». Dans un article « Attentat à la vie de Lénine », le **Het vrije woord** écrivit avec indignation : « les classes de droite sont prêtes à détruire ceux qui se dressent contre leur hégémonie, sans penser à la grandeur des hommes qui sont à la tête de cette lutte. C'est ainsi qu'une jeune fille exaltée, s'imaginant que la couronne de martyre lui sierait à merveille, a pu lever la main sur l'homme dont la grandeur est admirée, ouvertement ou secrètement, par le monde entier ». (10 septembre 1918, p. 306-308).

Le **Het vrije woord** approuvait et vulgarisait les premières mesures prises par le pouvoir soviétique, en particulier la dissolution de l'Assemblée constituante ; il soulignait à ce sujet que la majorité réactionnaire de l'Assemblée ne s'appuyait en aucune façon sur la majorité de la population en Russie (30 janvier 1918, p. 104).

LES CHANCES DE LA RÉVOLUTION MONDIALE VUES D'INDONÉSIE

Le journal considérait le prolétariat russe comme « l'avant-garde de tout le prolétariat contemporain ». Il

écrivit beaucoup dans ce sens, lors des événements révolutionnaires en Autriche et en Allemagne. L'article intitulé « La révolution russe et les peuples opprimées », du 16 novembre 1918 (p. 52), est particulièrement intéressant ; un passage de la « Déclaration des droits et devoirs de l'humanité laborieuse » y est cité (il s'agit de la « Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité » adoptée par le Comité central exécutif des Soviets, qui contenait les « principes fondamentaux » du futur Etat). Le texte de la citation est fortement altéré, mais les idées essentielles du troisième paragraphe de la Déclaration sont transmises avec fidélité : le pouvoir soviétique proclame le droit à disposer d'eux-mêmes de tous les peuples, de tous les travailleurs asservis en Asie et dans les colonies. La diffusion de ce document soviétique dans les conditions de l'Indonésie coloniale avait une énorme signification. Le **Het vrije woord** démasquait sans relâche l'intervention impérialiste contre la Russie soviétique. En dévoilant ces raisons véritables si soigneusement cachées par les gouvernements bourgeois, le journal écrivait dans un article de fond, « les bolchéviks » : « Le bourgeois sent instinctivement que la révolution russe deviendra un flambeau éclatant que suivra le prolétariat mondial sur la route qui mène à la libération, c'est pourquoi le bourgeois hait les bolchéviks... d'une haine implacable ». (26 octobre 1918, p. 25).

L'intervention anti-soviétique était caractérisée comme « une croisade contre le prolétariat socialiste ». (25 février 1918, p. 128). Dans un article ironiquement intitulé « La démocratie contre la révolution » (même numéro, p. 131), le journal stigmatisait le gouvernement « démocratique » hollandais pour sa participation à la note collective des dix-huit gouvernements qui refusaient de reconnaître la nationalisation par le gouvernement soviétique des biens étrangers. « Tandis que les révolutionnaires russes par leur exemple poussent le prolétariat des autres pays à lutter contre l'impérialisme... la classe dominante impérialiste des pays de l'Europe occidentale se prépare à écraser la révolution actuellement victorieuse ».

Mais, au moment de Brest-Litovsk, le **Het vrije woord** adopta dans son ensemble une attitude négative. Le 20 mars 1918 A. Baars considérait que la révolution russe était à un doigt de sa perte. Et Sneevliet, dans l'article qu'il consacra le 30 avril 1918 à la commémoration du

Premier Mai, pensait que la non-intervention de la classe ouvrière des pays belligérants avait fait perdre à la révolution russe « son influence directe sur les événements mondiaux ». Cette appréciation, qui s'explique à la fois par la grande distance qui séparait la Russie de l'Indonésie et par une insuffisante connaissance du léninisme, amena le journal à interrompre, du 30 avril au 30 août, presque toute publication de matériaux consacrés à la Russie. Le numéro de septembre inséra un article de A. Baars, qui supposait que si les prolétariats d'Europe n'intervenaient toujours pas, la révolution russe s'effondrerait très rapidement, car « cette lâche trahison devait briser les forces des héros russes », (10 septembre 1918, p. 306-308). Ce n'est qu'après le début de la révolution en Allemagne que le ton du **Het vrije woord** redevint optimiste quant aux perspectives du pouvoir soviétique et du mouvement révolutionnaire en Europe.

Par contre, en ce qui concerne le rôle des soviets, l'Union Social-Démocrate adopta un point de vue très proche de celui des bolchéviks. Dès le 19 octobre 1918 elle souligna la nécessité, même en Europe occidentale, où cependant la révolution évoluerait certainement « autrement qu'en Russie », de la dictature du prolétariat appuyée sur des organisations de paysans et d'ouvriers « efficaces et non bavards ». Elle estima que les soviets présentaient de grands avantages sur les parlements bourgeois et proclama leur importance non seulement pour la Russie, mais encore pour la classe ouvrière mondiale.

L'Union ne propagea pas seulement les idées et l'expérience de la révolution d'octobre par l'intermédiaire de sa presse ; elle accorda aussi une grande attention à la propagande orale. Ainsi A. Baars, décrivant son voyage de propagandiste à Malang, Bandoeng et Djakarta (décembre 1917) notait : « partout, nous parlions des événements de Russie... nous montrions combien l'article de Sneevliet, écrit en mars, a éclairé ces événements avec beaucoup plus de justesse que le bavardage de la presse bourgeoise, et nous parlions des poursuites dont avait fait l'objet Sneevliet à la suite de cet article (30 décembre 1917, p. 76). Le 28 janvier 1918, Sneevliet fit de nouveau une intervention au « Club des marins » à Surabaya. Son discours sur les problèmes du mouvement ouvrier à l'époque de l'impérialisme, fut accueilli avec intérêt par les 350 auditeurs, la plupart marins et soldats. Sneevliet dit de la

révolution d'octobre : « l'héroïque lutte de 1905 écrasée par les cosaques, fut renouvelée par un peuple de héros en 1917, et cette fois-ci avec succès » (10 février 1918 p. 115).

C'est sous le signe de la révolution russe que fut célébré pour la première fois le premier mai en Indonésie. Sneevliet qui prononça un discours au « Club des marins » à Surabaya relate : « en route pour Surabaya, j'ai relu encore une fois quelques pages de **La Mère** de Gorki, concernant les humbles héros des fabriques russes, qui ont frayé la voie aux deux grandes révolutions de l'époque actuelle (1905 et 1917), et dans cette salle de Surabaya, j'ai aperçu parmi les forts gaillards de la flotte « indienne », qui se tenaient devant moi, des Pavel Pavlov inflexibles, des André droits, sans peur, plus sensibles et plus tendres mais non moins vaillants ». (10 mai 1918, p. 196-197). Sneevliet parla en détail de la « glorieuse révolution russe, qui sert d'exemple lumineux et d'où la troisième internationale pourra tirer force et expérience ». (même article, p. 197).

13

LES PHILIPPINES ET LE SOCIALISME AVANT 1917 (1)

A. S. ARANETA
J. CHESNEAUX

Les Philippines, colonie de l'Espagne jusqu'en 1896, furent libérées alors de la tutelle de cette puissance par une révolution républicaine qui tourna court en 1898 en raison de l'intervention américaine ; celle-ci substitua donc une nouvelle domination à l'ancienne. Les premiers contacts de l'archipel avec le socialisme eurent lieu à l'extrême fin de la période espagnole, par l'intermédiaire d'intellectuels nationalistes philippins ayant séjourné en Espagne : en particulier Jaena, Isabelo de los Reyes et Dominador Gomez.

TROIS PIONNIERS

Graciano Lopez Jaena (1856-1896), élève du séminaire dominicain de Jaro, écrivit à l'âge de vingt ans une nouvelle satirique violemment anticléricale qui lui valut l'hostilité de la police ; il s'embarqua secrètement pour l'Espagne en 1880 et étudia la médecine à Valence, puis publia à Madrid le journal nationaliste philippin, **La Solidaridad.** Il se lia avec les milieux républicains et socialistes d'Espagne, en particulier de Barcelone ; aux élections de 1891, les socialistes de Barcelone lui offrirent un choix de trois circonscriptions où il pourrait se présenter aux Cortes (2). Son

(1) Cette note d'information a été rédigée sur la base des matériaux contenus dans le chapitre II (« the early labor and socialist movements ») de la thèse de ANTONIO S. ARANETA Jr, **The communist party of the Philippines and the Comintern.** (Université d'Oxford, mnss, 1965).

Nous remercions très vivement M. Araneta de nous avoir autorisé à utiliser ces matériaux avant publication de son ouvrage, et d'avoir bien voulu revoir le présent texte. (J.C.)

(2) Ce n'est pas le seul exemple de la tactique consistant, de la part des nationalistes d'un pays colonial, à briguer un siège parlementaire dans la métropole avec l'accord d'un parti de gauche, afin d'y « plaider la cause » de son pays et d'y mettre en accusation le régime colonial. On connaît d'autres cas semblables, par exemple en Grande-Bretagne où Dadabhai Naoroji se fait élire aux Communes en 1892 avec l'appui du Parti libéral, pour y défendre les thèses des nationalistes indiens modérés de son temps. Sauf erreur, l'histoire parlementaire française ne connaît pas de cas semblables. Tout au plus peut-on évoquer l'amitié de Phan Chu-Trinh, le nationaliste vietnamien des années 1910, avec Pressensé et d'autres parlementaires de la gauche radicale et socialiste ; mais dans ce cas, il s'agit d'un travail de « lobby », et non de la présence physique au Parlement d'un militant nationaliste, grâce à la complaisance d'un parti socialiste.

genre de vie qui était celui d'un bohême anarchisant, mal vêtu, intempérant, mangeant au hasard, choquait beaucoup de ses compatriotes d'Espagne restés fidèles aux bonnes manières. Il mourut de tuberculose en Espagne en 1896.

Isabelo de los Reyes (1864-1940), élève du séminaire dominicain de Vigan et de l'Université dominicaine Santo Tomas de Manille, se révolta lui aussi dès sa jeunesse contre ses maîtres et leur doctrine. Déjà célèbre comme journaliste, propagandiste et écrivain en langue populaire (tagalog) quand éclata la révolution de 1896 (3), il fut déporté par les autorités coloniales au fort de Montjuich, en Catalogne, où il fut emprisonné jusqu'en 1898 ; on le libéra ensuite à condition de ne pas quitter l'Espagne. Sans ressources dans les rues de Barcelone, il se lia avec les anarchistes espagnols, Francisco Ferrer, Ramon Sampa, Ignacio Singla et Tenido del Marmol. Il fut arrêté de nouveau pour avoir participé à une manifestation socialiste et à des attentats à la bombe contre des bâtiments publics. Mais Singla obtint sa libération en se proclamant seul responsable des attentats. De los Reyes continua à soutenir de ses écrits le mouvement populaire philippin, critiquant l'intervention américaine dans le périodique **Filipinas ante Europa** qu'il publiait en Espagne. Il revint à Manille en 1901, ramenant un grand nombre d'ouvrages de Marx, Engels, Proudhon, Malatesta, Lassalle, Danton, Hugo, Marat, Bakounine, Ferrer et autres. Il entra en relations avec les premiers syndicats ouvriers qui s'organisaient alors, dans le cadre du régime colonial américain. Il participa en décembre 1901 à la fondation de la **Union de Impresores de Filipinas,** et c'est sous son influence que fut inséré dans les statuts de celle-ci, le principe marxiste que « l'émancipation des travailleurs doit être réalisée par les travailleurs eux-mêmes ». Quand se tint en février 1902 le premier Congrès national syndical philippin, auquel participaient quinze syndicats et guildes ouvrières **(gremios)** (4) il fut élu unanimement président du Congrès, bien que rentré au pays depuis trois mois à peine ; il fut de même élu président de la **Union Obrera Democratica** dont le Congrès décida la fondation. Le Congrès ne séparait pas les objectifs d'émancipation ouvrière et les objectifs de

(3) Renseignements communiqués à M. Araneta par M. Léon Guerrera, historien philippin spécialiste de la période de la Révolution de 1896 et spécialement de Rizal.

(4) Les **gremios,** associations mutualistes célébrant le saint patron d'un métier et organisant l'apprentissage, étaient autorisées aux Philippines depuis les réformes du gouverneur libéral De la Torre (1869-1871).

lutte nationale contre la domination américaine ; il appelait à la liberté des Philippines ; sur le plan social, il était très modéré ; il demandait de meilleures conditions de travail et de plus hauts salaires, mais il souhaitait aussi une collaboration entre le travail et le capital et il proposait aux ouvriers de faire preuve d'esprit d'économie. Isabelo de los Reyes était aussi rédacteur en chef du périodique publié par l'U.O.D. en espagnol et en tagalog **(La Redencion del Obrero — Ang Manggagawa.)**

En 1902, l'U.O.D. lança une campagne pour une hausse générale des salaires (les prix avaient beaucoup augmenté depuis l'instauration du régime américain) dans toutes les entreprises où existaient des syndicats ; il s'agissait surtout d'entreprises américaines et espagnoles qui toutes refusèrent. L'U.O.D. répliqua en ordonnant une grève générale, que Isabelo de los Reyes contribua personnellement à organiser de façon très active. Le gouverneur Taft dut appeler la garde montée américaine contre les ouvriers ; de los Reyes fut arrêté et accusé de sédition et de rébellion ; menacé d'une lourde peine de prison, il accepta, sur l'entremise de politiciens philippins liés à l'admistration américaine, de démissionner de son poste de président de l'U.O.D. ; la grève générale avait été un échec et les ouvriers reprirent le travail (septembre 1902). De los Reyes, à qui Taft avait acordé son pardon, cessa de compter dans le mouvement ouvrier philippin (5).

Dominador Gomez (1868-1935), qui lui succéda en 1902 comme président de l'U.O.D., était un médecin, ancien élève lui aussi de l'Université dominicaine de Manille. Il finissait ses études à Madrid quand éclata la Révolution, et écrivit abondamment pour **La Solidaridad,** le journal de Jaen, pendant cette période. Comme Isabelo de los Reyes, il prit une position fortement anti-américaine à partir de 1898 et fut vice-président du comité révolutionnaire philippin de Madrid. Revenu aux Philippines en février 1902, quelques mois après de los Royes, il fut choisi pour remplacer celui-ci comme président de l'U.O.D. (6) à cause des liens d'amitié entre les deux hommes, à cause

(5) Il partit alors pour le Japon et passa plusieurs années à l'étranger, se consacrant à la traduction de la Bible en tagalog ; il était en effet un des promoteurs de l'église nationale philippine « agli-payenne » (cf. ci-dessous). Sur sa carrière, cf. L. LIANES, « The life and labors of Isabelo de los Reyes », étude publiée dans la revue **Comment,** Manille, second trimestre 1960.

(6) L'U.O.D. avait pris le nom de Union Obrero Democratica de Filipinas (l'U.O.D.F.), peu après la démission de Los Reyes, ce qui accentuait son caractère nationaliste (cf. ci-dessous, sur ce point).

aussi des connaissances qu'il était censé avoir sur le mouvement socialiste et syndicaliste d'Europe. En Espagne, il s'était effectivement lié avec Ferrer, Guardia et d'autres anarchistes. Fils d'un espagnol et d'une mère sino-espagnole, il ne parlait pas le tagalog, seule langue des ouvriers, et ne connaissait que l'espagnol, mais il se considéra toujours comme philippin de fait. Sous sa présidence, l'U.O.D.F. et son organe **Los Obreros** (dont il était rédacteur en chef) lancèrent une grande campagne pour faire officiellement reconnaitre le 1er mai comme journée des travailleurs : le 1er mai 1903, 100.000 ouvriers se réunirent à Manille pour écouter Gomez et d'autres dirigeants ouvriers. Des poursuites furent immédiatement engagées contre lui pour organisation d'une manifestation illégale. Au procès, l'accusation s'appuya sur les ouvrages socialistes qu'il avait rapportés d'Europe, et qui avaient été saisis lors de perquisitions effectuées à son domicile et à l'imprimerie de **Los Obreros.** Il fut condamné à une amende de 3.500 pesos et envoyé au bagne de Corregidor ; mais il fut acquitté en appel par la Cour Suprême. Toutefois, fatigué et découragé, il quitta la présidence de l'U.O.D.F. et se tourna vers le **Partido nacionalista,** dont il devint le président (7) ; il sera aussi maire de Manille sous le régime américain.

SOCIALISME ET ORGANISATIONS OUVRIÈRES

L'activité de ces deux derniers personnages est assez significative d'un des caractères originaux de cette période du mouvement ouvrier philippin, à savoir le fait que très tôt les idées socialistes ont rencontré les organisations ouvrières et les ont influencées. Fait d'autant plus frappant que, en revanche, on ne connait pas la moindre trace aux Philippines, avant la première guerre mondiale, d'une organisation socialiste à caractère politique, comme il en exista vers 1910 à Shanghaï, et sur une plus grande échelle au Japon. Même si ces premières organisations ouvrières sont fragiles, éphémères, mal dégagées d'une idéologie réformiste et mutualiste qui va jusqu'à la collaboration de classe, (8), elles se proposent des objectifs

(7) Renseignements communiqués à M. Araneta par Mlle Aurelia Gomez, fille de Dominador Gomez.

(8) Le trésorier et le trésorier-adjoint de l'U.O.D., lors de sa fondation en 1901, étaient deux hommes d'affaires qui avaient soutenu la révolution de 1896, Ramon Ongpin et Teodoro R. Angco.

déjà visiblement inspirés du mouvement socialiste et syndicaliste d'Occident : le 1er mai (cf. la manifestation de 1903), la journée de huit heures, la constitution de coopératives ouvrières ; ces points figuraient par exemple dans la plate-forme revendicative adoptée en février 1902 par l'U.O.D.F., lors de la réunion célébrant le premier anniversaire de sa fondation (9). Les mêmes thèmes reviennent un peu plus tard, dans le programme du **Congreso Obrero de Filipinas,** formé le 1er mai 1913 alors que l'U.O.D.F. s'était décomposée depuis plusieurs années.

L'influence du socialisme occidental est également très nette au sein de l'**Union de Impresores de Filipinas,** fondée en 1901 par des ouvriers imprimeurs ayant pris une part active à la révolution de 1896-1898 ; c'est le plus radical des grands syndicats de l'époque, le premier à combattre le syndicalisme de métier et à se constituer en syndicat d'industrie organisé dans tout le pays. Son organe, **Timbulan,** (Le Centre) s'efforçait de populariser le marxisme et reprenait le slogan de Proudhon « la richesse aux mains des capitalistes, c'est le vol » ; ce journal publia aussi la première traduction en tagalog du roman socialisant de Malatesta, **Los Dos Campesinos.** Le secrétaire général de l'U.I.F. à cette époque était l'ouvrier typographe Crisanto Evangelista, né vers 1885, tué en 1942 au cours de la guerre de partisans contre le Japon, et qui sera en 1930 le premier secrétaire-général du Parti Communiste Philippin après avoir en 1923 fondé un éphémère parti travailliste à Manille.

Les relations qui s'instaurent très tôt entre les idées socialistes et les organisations ouvrières des Philippines trouvent aussi leur expression sur le plan religieux. La Haute Eglise catholique des Philippines, séculière et régulière, était liée très étroitement au régime colonial espagnol depuis le XVIe siècle, et les révolutionnaires républicains de 1896 lui étaient très hostiles. Quand, à partir de 1898, elle se fut ralliée à la domination américaine, en particulier dans le but de conserver ses intérêts fonciers, son impopularité s'accrût au point d'aboutir à un schisme, celui du prêtre philippin Gregorio Aglipay. Cet ancien vicaire-général de l'armée révolutionnaire en 1896-1898 fonde en 1902 **l'Iglesia Filipina Independante** ou église aglipayenne.

(9) D'autres résolutions demandaient l'interdiction de l'importation de la main-d'œuvre à bon marché que les Américains voulaient amener de Chine et du Japon, la fondation d'écoles ouvrières, la construction de cités ouvrières.

Le fait intéressant, du point de vue de l'histoire du socialisme philippin, est que la création de cette église dissidente fut décidée par des dirigeants de l'organisation ouvrière U.O.D., celle que présidait Isabelo de los Reyes (10), et par des militants nationalistes. Le mouvement aglipayen avait une orientation résolument nationale, comme le montre la création d'une liturgie en langue tagalog, mais il révèle aussi des tendances socialisantes sur lesquelles ont insisté les plus récents de ses historiens :

> « L'I.F.I. suggère une sorte de communisme... on dit aux riches qu'ils ne sont que de « simples administrateurs » de leurs biens et que leurs biens doivent être divisés entre les pauvres... on s'efforce de justifier par les enseignements du Christ le communisme des biens... « les premiers chrétiens avaient tout en commun excepté les femmes »... par la communauté des biens, la propriété privée sera abolie, en tant que germe de haine, de jalousie, de brigandage, de mauvaise foi, d'égoïsme, de misère et d'autres maux, et le communisme est l'idéal suprême de la société présente et future » (11).

FAIBLESSES ET FORCE DU MOUVEMENT

Ces brèves informations sont loin de suppléer à une étude approfondie des premiers contacts entre les Philippines et le socialisme occidental, étude qui reste à faire. Mais elles suffisent à mettre en évidence la réalité de ces contacts, et à suggérer quelques réflexions.

On est d'abord frappé par la faiblesse du mouvement socialiste philippin à cette époque, tant sur le plan de l'organisation que sur celui des idées. Non seulement il n'existe pas d'organisation socialiste proprement politique, mais les organisations syndicales sont, on l'a vu, instables et éphémères : l'**Union Obrera Democratica (de Filipinas)** de Isabelo de los Reyes et Dominador Gomez, fondée en 1902, mais qui se décompose dès 1904-1905 ; l'**Union del Trabajo de Filipinas,** créée en 1903 à l'instigation des autorités américaines, avec l'appui de l'A.F.L. qui envoya un

(10) Son fils, Isabelo de los Reyes Jr, est aujourd'hui le chef suprême de l'église aglipayenne, qui compte plus d'un million de membres.

(11) PEDRO S. DE ACHUTEGUI et MIGUEL A. BERNAD, **Religious revolution in the Philippines,** Manille, 1960, p. 304-305.

représentant sur place ; le **Congreso Obrero de Filipinas,** créé le 1er mai 1913 ; l'**Asamblea Obrera** créée en 1915 par des dissidents du C.O.F. ; la **Federacion del Trabajo de Filipinas,** constituée en 1917 par d'autres dissidents et qui se prononça contre les grèves et les « idées subversives », pour la collaboration avec les employeurs. Beaucoup de ces organisations éphémères n'étaient que des instruments aux mains des patrons, et d'autres ne servaient que les ambitions des politiciens modérés du **Partido Nacionalista** ou du **Partido Democratico.**

La confusion n'était pas moindre dans le domaine idéologique : Marx et Proudhon, Lassalle et Ferrer. Aucun des intellectuels socialisants dont les silhouettes ont été évoquées ci-dessus, ni de los Reyes, ni Dominador Gomez, ni les autres dirigeants des organisations ouvrières d'alors comme Hermenegildo Cruz (12) ou Lope K. Santos (13) ne semblent avoir eu même un embryon de formation économique. Leur socialisme était vaguement humanitaire ; il était surtout l'expression d'un anticléricalisme très vigoureux, qui était, lui, extrêmement lucide et résolu, et qui constituait un trait d'union naturel avec l'anarcho-syndicalisme espagnol et surtout catalan ; l'expérience directe qu'avaient de l'oppression intellectuelle de l'Eglise tous ces anciens élèves des écoles et des Universités dominicaines des Philippines constituait un terrain particulière-

(12) Hermengildo Cruz, né en 1880 dans une famille très misérable de la région de Manille ; vendeur de journaux dans son enfance, ouvrier imprimeur. Cet autodidacte est un des rares dirigeants syndicalistes de cette époque qui ne vient pas des milieux intellectuels aisés. A la fin du XIX[e] siècle, il rédige le **Balagtas** organe du **gremio** des Imprimeurs, qui a déjà une orientation socialiste. En 1899, il est un des animateurs de la grande grève des ouvriers de l'imprimerie d'Etat du gouvernement républicain révolutionnaire, à San Fernando (Pampanga), grève motivée par l'attitude brutale du directeur de l'imprimerie (que désavouera par la suite le gouvernement républicain). Quand en 1901 le gremio se transforme en **Union de Impresores de Filipinas** (cf. ci-dessus), il en est un des dirigeants et soutient des mots d'ordre d'orientation marxiste. Lors du Congrès du Travail de février 1902, que préside Isabelo de los Reyes, il est secrétaire de séance, et devient vice-président de l'U.O.D. formée à ce Congrès ; on rapporte que les statuts de cette organisation avaient été rédigés sous son inspiration, et qu'ils avaient été influencés par l'ouvrage d'Engels, « Vie et oeuvre de Karl Marx ». En 1908, il suscite une réunion des délégués des divers **gremios** de l'industrie du tabac, réunion qui aboutit à la fondation de la **Union de Tabaqueros de Filipinas,** le second syndicat national d'industrie du pays après celui des imprimeurs. Il fut en 1913 le fondateur et premier président du **Congreso Obrero de Filipinas.** Mais, comme Lope K. Santos ou Isabelo de los Reyes, il quitta vite l'activité militante, et les autorités philippines instituées dans le cadre colonial américain lui confièrent en 1920 le poste de Directeur du Travail, qu'il occupera jusqu'en 1935.

(13) LOPE K. SANTOS (1879-1963), écrivain qui publia en 1905 le roman de tendance socialiste **Banaag at Sikat** (le crépuscule et l'aurore). Il fut un des fondateurs de l'Union Obrera Democratica, mais en 1903, après l'arrestation de Gomez et le démantèlement de cette organisation, il organisa l'**Union del Trabajo de Filipinas,** organisation « jaune » à laquelle Taft accorda ouvertement son patronage. Parmi les dirigeants du **Congreso Obrero** fondé en 1913, il voisinait avec des éléments radicaux comme Crisanto Evangelista, mais dès 1915 quittait cette organisation pour former l'**Asamblea Obrera** liée au Parti Démocrate.

ment favorable à la croissance de cet anticléricalisme. Certains historiens philippins caractérisent même la société coloniale de la fin du XIXe siècle comme une « **frialocray** », dominée par les ordres monastiques espagnols. La conjonction du nationalisme, de l'anticléricalisme et d'un socialisme encore vague est très nette dans le cas d'Isabelo de los Reyes, l'ami des anarchistes catalans, le fondateur de la première organisation ouvrière, l'ancien Secrétaire à l'Intérieur du gouvernement révolutionnaire (après la capture d'Aguinaldo par les Américains) ; il était en même temps un violent adversaire des Frères, qu'il avait par exemple attaqués dans la revue qu'il publiait à Madrid, **Filipinas ante Europa.**

La faiblesse du mouvement socialiste et syndicaliste aux Philippines à cette époque s'exprime aussi dans la carrière de ses dirigeants. Pour un engagement durable comme celui de Crisanto Evangelista, qui continuera jusquà sa mort, en 1942, la lutte militante et évoluera d'un syndicalisme assez peu politique au socialisme de gauche, puis au communisme, combien de cas d'abandon de la cause ouvrière, au profit d'activités politiciennes et de fonctions officielles ; tel est le cas d'Isabelo de los Reyes et de Gomez, d'Hermenegildo Cruz et de L. K. Santos, et de tant d'autres qui ne font que passer de façon éphémère dans l'histoire du mouvement socialiste et ouvrier des Philippines.

Si ce courant socialiste a néanmoins compté dans la vie publique philippine dès cette époque, malgré toutes ces faiblesses, c'est qu'il était étroitement lié au mouvement national. Là se trouve sans doute l'explication de l'influence réelle qu'il a très vite exercée dans le monde du travail, par exemple en se montrant capable de mobiliser 100.000 travailleurs le 1er mai 1903.

Les premiers cadres des organisations ouvrières, les premiers aussi à se réclamer du socialisme occidental, sont des intellectuels nationalistes ayant séjourné en Espagne et ayant activement soutenu le mouvement républicain de 1896, puis le mouvement anti-américain du début du XXe siècle. Le socialisme apparaît à leurs yeux — du moins vaudrait-il la peine de vérifier cette hypothèse de travail — comme un facteur de mobilisation des masses ouvrières au service de la cause nationale. Dominador Gomez, dans la réponse qu'il faisait en 1903 à des politiciens philippins pro-américains qui l'invitaient à passer de

leur côté, ne séparait pas « mouvement ouvrier » et « nationalisme militant » :

> « Je me suis déjà consacré à la cause du mouvement ouvrier et du nationalisme militant. Telles sont les meilleures armes du peuple philippin contre l'impérialisme américain et contre le pouvoir despotique que les Américains imposent aux Philippines. Je suis frappé d'affliction quand je vois des Philippins éminents et cultivés tels que vous, qui ont affirmé leur fidélité à la cause de notre pays pendant la lutte contre la tyrannie espagnole, mais qui maintenant, à cause des dollars américains, veulent avoir de gros estomacs alors que le peuple et le pays deviennent tuberculeux » (14).

Dans la grande manifestation ouvrière du 1er mai 1903, à laquelle on a déjà fait allusion, se mêlaient les pancartes « journée de huit heures », « reconnaissance du 1er mai », et celles qui proclamaient « à bas l'impérialisme américain », « nous voulons la liberté ». Libération nationale et émancipation ouvrière étaient indissolublement liées, (15) et c'est dans ce climat très particulier que le socialisme a fait ses premiers pas aux Philippines.

(14) Document communiqué à M. Araneta par M. ILDEFONSO RUNES, auteur d'une **History of Labor in the Philippines** à paraître prochainement.

(15) C'est aussi dans cette perspective de lutte nationale qu'il faut sans doute analyser les tendances à la collaboration de classe signalées ci-dessus, et par exemple la présence parmi les dirigeants de l'U.O.D. de deux représentants de la bourgeoisie nationale qui étaient liés au mouvement républicain de 1896 (ci-dessus, note 8).

14

E. N. KOMAROV

INDE : LES IDÉOLOGIES ÉGALITAIRES (*)

La naissance et le développement du mouvement de libération national et démocratique en Inde dans la seconde moitié du XIXème siècle s'accompagnèrent de l'apparition de conceptions sociales qui, outre la critique du régime colonial et des conditions féodales, contenaient également une critique des conditions bourgeoises en gestation.

Au début du XXème siècle, quelques penseurs et agitateurs sociaux indiens, parmi lesquels Mahandas Karamchad Gandhi et Rabindranath Tagore présentèrent des plans utopistes de réorganisation de la société qui avaient un caractère égalitaire et manifestaient une certaine orientation subjective vers le socialisme.

A notre connaissance on n'a pas encore tenté de suivre le processus de développement en Inde de la critique de la société bourgeoise et des conceptions sociales qu'elle comporte. C'est ce que, dans un cadre chronologique, nous tenterons de faire ici.

La première réaction au mal nouveau, à « l'embourgeoisement », pour employer le terme de Dostoievski, naquit chez certains penseurs indiens des années 70 du XIXème siècle. L'exemple le plus complet en sont les conceptions de Bankim Chandra Chattopadhyay plus connu sous le nom de Chatterjee (1833-1895) fondateur de la presse bengalaise, brillant publiciste, précurseur du nationalisme radical au Bengale (1).

Il propagea les idées de conscience nationale et

(*) Traduction abrégée et adaptée par Claudie Weill d'une étude en langue russe intitulée « Critiques de la société bourgeoise et conceptions anticapitalistes du système social en Inde ».

(1) Fils d'un riche fermier qui servait dans l'administration coloniale, Chatterjee fut l'un des deux premiers diplômés de l'Université de Calcutta et obtint en 1858 le grade de Bachelier. Il fut ensuite nommé adjoint au chef de région (Collecteur) et adjoint de justice (les plus hautes fonctions auxquelles pouvaient accéder les Indiens). Dès lors, il partagea son temps entre son service et ses activités littéraires. En 1872, il commença à publier sa revue littéraire **Bonnodorshon** (Le miroir du Bengale) où furent imprimées presque toutes ses oeuvres qui connurent rapidement une grande diffusion et une grande popularité au Bengale.

d'émancipation sociale des masses populaires. Il railla l'inefficacité des suppliques et des protestations que les militants libéraux adressaient aux puissances étrangères et incita la jeunesse à « la combativité ». Bankim Chandra fut également l'un des premiers en Inde à critiquer « la civilisation occidentale », génératrice du pillage colonial et de l'oppression nationale.

La puissance croissante de l'argent fut tout au long du dernier tiers du XIXème siècle l'objet d'interventions constantes de la part des critiques sociaux et des publicistes. Le bengali Radjnoroyona Boshu dirige sa protestation « vers l'intérieur », à propos de la société indienne elle-même. Mais sa critique exprime une inquiétude aristocratique de la décadence du patriarcat et l'idéalisation de ce dernier, ce qui n'est pas le cas chez Bankim Chandra.

Contrairement à Rajnarayan Bose qui refusait les conceptions répandues parmi les nationalistes radicaux, Bankim Chandra et d'autres militants progressistes de l'Inde de cette période critiquaient le colonialisme et la toute-puissance de l'argent en même temps qu'ils défendaient les idées égalitaires et mettaient en accusation le joug féodal qui pesait sur les paysans bengalis.

Bien que Chatterjee fût loin de reconnaître l'ampleur du freinage exercé par le colonialisme, sa compréhension des changements en Inde était l'élément essentiel qui le distinguait des militants libéraux pour lesquels le progrès était la voie vers le bien-être généralisé. Sa sympathie allait aux idées égalitaires et socialisantes. En 1879, il publia une étude sociologique **L'égalité** qui connut au Bengale une grande diffusion. Dans cette étude, il exposait en partie les idées égalitaires de Rousseau et les enseignements des socialistes utopistes Fourier, Owen, Saint-Simon ; il faisait appel à Louis Blanc et à Cabet et citait également l'Internationale, sans cependant faire allusion à son fondateur (2). La proposition des socialistes utopistes de collectiviser les moyens de production et de distribution se limitait chez Bankim Chandra Chatterjee au domaine de la perception. Par contre il portait un intérêt plus concret au problème de la terre : il estimait que la collectivisation des sols était « la base » et « le point de départ d'un com-

(2) Avant la publication de l'étude de Chatterjee **L'égalité**, les idéaux socialistes avaient déjà été diffusés en Inde. Ils faisaient partie de l'enseignement dispensé par la chaire d'histoire de l'université de Calcutta. En 1870, le sujet d'un examen était libellé ainsi : « Quel est le but du communisme ? Exposez le système de Fourier et de Saint Simon ». Lorsque Chatterjee écrivit son étude, le **Capital** n'avait cependant pas encore été traduit en anglais. Cf. B. MAJUNDAR, **History of Political Thought**, Calcutta, 1934, vol. 1, p. 450.

munisme authentique ». « En posant comme hypothèse que la terre appartient à tous, Rousseau a jeté la semence d'un verger qui ne cesse de porter de nouveaux fruits. Le « communisme est l'un des fruits de ce verger », écrivait-il. Il s'attaqua également à l'héritage. Il disait « que dans aucun pays au monde le droit d'héritage n'est plus injuste qu'en Inde ». La richesse appartient de droit à celui qui l'a créée et non pas au fils de celui-ci. Si légitimement le fils n'a pas besoin pour vivre de la totalité des biens, il n'y a pas droit. Ce droit appartient également à tous les membres de la société ».

Le désir de libérer les masses de l'oppression féodale et coloniale et de défendre leurs intérêts, l'influence de la pensée occidentale avancée donnèrent naissance à un nouveau rêve d'une société où régnerait l'égalité sociale et déterminèrent la maturation d'un idéal socialiste. Rapportant les enseignements socialistes, Bankim Chandra Chatterjee écrivait en 1879 : « Actuellement, ceci n'est pas encore accessible à la majorité des gens, et ceux qui sont stupides en rient. Mais un jour viendra où de telles conditions se réaliseront sur toute la terre ».

Chatterjee n'était pas le seul en Inde à sympathiser avec les idées de collectivisation des terres. On retrouve les mêmes idées dans le journal **Kesari** (3) que Tilak publia dans les années 80 en langue marathe. Mais chez Chatterjee et ses contemporains, la collectivisation des terres et le refus du droit d'héritage ne constituaient pas encore un système cohérent, ni à plus forte raison une plate-forme politique. Ce n'étaient que des aspirations idéalistes dirigées vers le futur.

D'autre part, la condition de pays colonisé, au stade de développement social de l'Inde, fit naître, même parmi les éléments les plus avancés de la société, un désir de « satisfaire tout le monde », suscita l'idée d'un compromis social pour unifier la nation face à la puissance étrangère.

Ces aspirations à l'atténuation des contradictions sociales s'exprimèrent dans un langage moralisateur. Si, originellement, la propagande moralisante eut pour cause la faiblesse des nouveaux éléments progressistes de la société et le manque de préparation des masses populaires à la lutte, dans un pays comme l'Inde, la phase natio-

(3) Dans les études que nous connaissons sur la vie et l'activité de Tilak, dont certaines ont paru ces dernières années, il est à peine question de ses opinions sur ce point. On les cite simplement à titre indicatif.

naliste stimula en quelque sorte l'approche morale des problèmes sociaux et servit à propager et à stabiliser un certains nombre de conceptions. A l'époque de Bankim Chandra Chatterjee, la propagande moralisante devait servir à résoudre dans une certaine mesure, les contradictions sociales et à élaborer une société libérée du joug de l'exploitation. C'était du moins l'avis de nombreux théoriciens de l'Inde. Pour certains d'entre eux, la propagande moralisante était lite à l'exaltation de l'hindouisme et à l'idéalisation du régime patriarcal, pour d'autres, elle était l'expression d'un humanisme abstrait, d'un désir «de transformation de la nature humaine», auquel se joignait plus ou moins une critique éclairée de la religion établie. Chatterjee appartenait à cette dernière catégorie, il renouvela et prolongea la tradition de Ram Mohan Roy. Mais même chez ces derniers, la propagande moralisante revêtait une forme religieuse, bien que de caractère abstrait.

PÉNÉTRATION DES IDÉES SOCIALISTES

Dans les années 90, les Indiens se familiarisèrent davantage avec le socialisme. En 1890, se tinrent à Bombay des conférences publiques sur le socialisme (4). Elles étaient organisées par la société fabienne de Bombay — petit cercle d'Européens, — mais l'auditoire était indien. Un conférencier fabien de Londres invité spécialement en Inde y traita des enseignements socialistes de Thomas Moore et Campanella jusqu'à Karl Marx à qui il accordait la place prépondérante dans l'histoire du socialisme (5).

L'attention très nuancée des Indiens se concentra sur l'exposé des idées socialistes. Les comptes rendus de presse parlèrent à propos de ces conférences de « succès considérable ». Ces considérations arrachaient sans cesse des applaudissements à l'auditoire, surtout lorsqu'il fut question « des dépossédés qui devaient s'emparer de l'organisation la plus puissante, le gouvernement, pour mettre fin au règne du capitalisme et s'approprier la terre qui leur appartient de droit » (6). Les cercles coloniaux anglais en conçurent quelque irritation. Leur journal, **Times of India,** écrivit dans son éditorial que « la tentative d'introduire le socialisme auprès des indigènes de l'Inde ajoute un facteur

(4) Cf. **The Times of India,** October 25, November 1, 8, 22, 29, December 6, 1890.
(5) **Idem,** October 25, 1890.
(6) **Idem,** November 1,

indésirable aux problèmes de gouvernement qui sont déjà suffisamment compliqués » (7).

L'un des premiers indiens à manifester de l'intérêt pour les idées socialistes à la fin du XIXème siècle fut le jeune Rabindranath Tagore (1861-1941). Il publia alors un certain nombre de petits articles et de remarques sur le problème et le mouvement socialiste en Occident. L'élément essentiel en était l'opposition de l'idéal socialiste aux conceptions sociales de la bourgeoisie éclairée et libérale qui dominaient en Inde. Son article « Socialisme » montrait que la liquidation du pouvoir absolutiste « du roi et de sa cour » et que le triomphe du « libéralisme » en Angleterre n'avaient pas eu pour conséquence une libération authentique du peuple mais avaient permis l'avènement « d'une nouvelle forme de dépendance : soutenant le capitalisme, le libéralisme sert les intérêts des riches et prive le peuple de ses droits au bonheur et au progrès » ; il ajoutait qu'en Europe se préparait « une grande révolution sociale ». Il évoquait la nécessité de remettre « les moyens de production et de distribution » entre les mains de « toute la société et de partager équitablement tous les biens matériels entre tous », ce qui apporterait « la liberté et l'égalité » (8). Si ses aspirations égalitaires qu'il développera plus tard étaient réelles, sa confiance restait ambiguë : « Je ne sais pas, écrivait-il dans une lettre de 1896, si l'idéal socialiste de répartition plus équitable des biens terrestres est réalisable ; s'il ne l'est pas, l'arbitraire de la providence est cruel et l'homme est décidément une créature malheureuse » (9).

Tagore n'était pas seul : l'approfondissement de la critique des rapports bourgeois et l'intérêt que portaient les Indiens avancés de la fin du XIXème siècle au mouvement socialiste s'expriment de façon plus intense dans les conceptions de Swami Vivekananda (1863-1902) dont l'activité sociale s'étend sur les années 90 (10).

SWAMI VIVEKANANDA ET SA CONCEPTION ÉTHICO-RELIGIEUSE

En Occident, Vivekananda est surtout connu comme philosophe religieux et comme moraliste. Mais ses inter-

(7) **Idem,** October 25.
(8) Rabindranath Tagore, « Socialisme », In R. TAGORE, **Oeuvres complètes,** t. 11, Moscou 1965, pp. 11-14 (en russe).
(9) Rabindranath Tagore, « Bengale ». In R. TAGORE, **Oeuvres complètes,** t. 12, Moscou 1965, p. 207.
(10) Pour la vie de Vivekananda, cf. infra p. 363.

ventions ne se sont pas limitées à la problématique philosophico-religieuse. Celle-ci était chez lui intimement liée à un vaste champ de problèmes sociaux et politiques, qui concernaient particulièrement l'Inde. Ses conceptions jouèrent un grand rôle dans le développement de la pensée sociale indienne et dans le mouvement de libération nationale et influencèrent plusieurs générations de ses partisans au Bengale.

Vivekananda s'attaqua plus violemment encore que Chatterjee à la conception selon laquelle le salut de l'Inde était entre les mains des Anglais. Il vit dans leur puissance non seulement un phénomène général d'oppression nationale mais aussi un obstacle au développement matériel et culturel du pays, responsable de la monstrueuse misère des masses populaires indiennes. (11)

Vivekananda désirait l'éducation politique des masses et leur émancipation démocratique et sociale. C'était pour lui la première condition de la libération nationale. Il alliait un démocratisme croissant à une critique approfondie de la société bourgeoise. Il ne critiquait pas seulement la politique coloniale des puissances capitalistes, mais aussi la structure de leur société où s'exprimait l'inégalité sociale et la toute-puissance des riches. Il s'indignait de la « puissance de l'argent » sur laquelle reposait le pouvoir politique des exploiteurs dans la société bourgeoise. « Ceux qui ont de l'argent tiennent le gouvernement d'un pays sous leur botte, pillent le peuple, boivent son sang, envoient les gens simples faire la guerre dans les pays lointains, pour pouvoir remplir leurs poches de l'or payé par le sang. Il ne reste au pauvre peuple qu'à verser son sang».

Vivekananda conservait certaines illusions « éclairées », telle l'idéalisation de certains traits du moyen-âge indien. Mais il pensait en substance que ni l'ordre féodal qui appartenait de plus en plus au passé, ni l'ordre bourgeois qui s'affermissait en Inde n'étaient acceptables. Il fut le premier en Inde à formuler cette idée qui représente l'acquisition la plus avancée de la pensée indienne avant la première guerre mondiale. « Apparemment le matérialisme est venu sauver l'Inde, ouvrant les portes de la vie pour chacun et détruisant les privilèges exclusifs des castes, écrivait-il. (12) En même temps, les systèmes poli-

(11) Cf. SWAMI VIVEKANANDA, **Complete Works,** Advaita Ashrama, 1948, vol. III, p. 483 ; vol. IV, p. 292 ; vol. V, p. 248.

(12) Pour Vivekananda, « matérialisme » est ici synonyme de « civilisation bourgeoise », et il entend par « privilèges de castes », les conditions féodales privilégiées en général.

tiques pour lesquels nous combattons en Inde existent déjà depuis des siècles en Europe. On les a mis à l'épreuve et trouvés impropres... » Vivekananda connaissait sans doute les idées du socialisme scientifique ; il en demeurait assez éloigné, mais il n'en jeta pas moins, l'un des premiers en Inde, les bases d'un changement radical des formations socio-économiques, et déclara qu'à la place du féodalisme et du capitalisme devait s'instaurer la puissance des « choudri », des travailleurs, c'est-à-dire le socialisme. « Viendra le temps, écrit-il en 1899, où s'instaurera la puissance des travailleurs en tant que tels. Il ne s'agit pas pour les travailleurs de rassembler leurs forces pour prendre la place des capitalistes et des gouvernants actuels ; il faut que les travailleurs sur la base d'un mode d'expression et d'activité qui leur est propre dirigent dans l'union tous les pays. L'aube de ce futur se lève déjà sur les pays occidentaux, et les gens là-bas s'interrogent sur ce qu'il apportera. Le socialisme, l'anarchisme, le nihilisme et d'autres tendances analogues sont les porte-drapeaux de cette révolution. » (13)

Partisan du « pouvoir des travailleurs », convaincu que son avènement mondial était inévitable, Vivekananda, quoiqu'il partageât les craintes de l'Intelligentsia européenne du XIXème siècle selon lesquelles l'avènement du socialisme serait un nivellement par la base et entraînerait une « baisse de culture », ne s'en qualifiait pas moins de socialiste. Mais, tout comme Bankim Chandra Chatterjee, il considérait le socialisme comme une lointaine perspective et il ne parvint pas à se poser la question de savoir s'il était applicable à l'Inde de son temps.

On saisit bien cette difficulté fondamentale dans les analyses que Vivekananda et les nationalistes radicaux de cette époque faisaient de l'évolution de l'Inde soumise à la domination coloniale et dans les conséquences qu'ils en tiraient. Ils s'insurgeaient contre le système comprador auquel d'une façon ou d'une autre étaient liées les différentes couches de la bourgeoisie naissante en Inde. Vivekananda fut l'un des premiers à exhorter les marchands indiens à ne pas s'adonner à un système qui permettait aux

(13) Cf. SWAMI VIVEKANANDA, **Bartaman Bharat,** Calcutta, 1950, pp. 36-37, en bengali. En 1896, il disait à New-York à l'une de ses disciples : « Les transformations qui marqueront le début d'une nouvelle ère viendront de Russie ou de Chine. Je ne puis préciser lequel, mais ce sera l'un de ces deux pays ». (Cité d'après Romain ROLLAND, **La Vie de Vivekananda.**)
Le frère cadet de Vivekananda rapporte cette conversation en des termes analogues. Cf. BHUPENDRANATH DATTA, **Patriot-Prophet,** Calcutta, 1954, p. X.

Européens de « prendre la crème et remplir leurs poches », un des premiers à leur conseiller de placer leur argent « dans la construction de fabriques et d'usines », ce qui « ne servirait pas seulement l'intérêt du pays, mais leur serait aussi d'un grand profit » (14).

Défendant en fait un développement accéléré du capitalisme, il sut, mieux que d'autres dans l'Inde de cette époque, discerner la croissance des contradictions sociales liée à ce développement. Il comprenait à sa manière que celui-ci favoriserait l'éveil des masses et croyait qu'en fin de compte, il aboutirait au pouvoir des travailleurs, au socialisme. Mais en même temps, il tentait d'atténuer les contradictions sociales et d'obtenir un compromis entre exploitants et exploités qui serait la caution de l'unité nationale (15).

Vivekananda commença par rechercher un idéal d'organisation sociale dans les institutions de l'Inde antique et médiévale, dans le système des castes, proposant de le réformer, ou, selon, ses propres paroles, « de l'amener à ses conséquences logiques ». Refusant catégoriquement les castes traditionnelles, sources d'une révoltante inégalité sociale, il émit tout d'abord l'idée de constituer des « castes selon les mérites » qui correspondraient aux capacités des hommes et « aux services qu'ils pourraient rendre à la société ». Mais son démocratisme conscient eut tôt fait de détruire ses élaborations. « Chaque jour je me rends davantage compte, écrivait-il en 1897, que l'idée des castes serait un facteur très important de division... Toute forme de caste, qu'elle soit établie d'après la naissance ou le mérite, est un obstacle... »

Les conceptions religieuses de Vivekananda excluaient la tendance propre à l'idéologie bourgeoise qui consistait à assaisonner la religion de normes morales. Elles prolongeaient plutôt la tradition de la philosophie religieuse hindoue en la repensant. Le détachement représentait pour lui, par exemple, non pas une ascèse, mais le désintéressement et la sanctification de l'activité humaine pour le bien commun, le suprême bienfait et la meilleure voie pour « accèder » à Dieu (Karma Yoga). C'était là l'élément essentiel de ses discours religieux et moraux : « Karma Yoga dit : Travaillez sans cesse ; mais gardez-vous de vous attacher au travail. Que votre esprit demeure libre. Ne lais-

(14) SWAMI VIVEKANANDA, **op. cit.**, vol. V, p. 283.
(15) SWAMI VIVEKANANDA, **op. cit.**, vol. III, p. 300.

sez pas les tentacules de l'égoïsme : Je... mon, le pénétrer ».

Mais le souci principal de Vivekananda était, pour employer l'expression de Engels, de « s'adresser aux pauvres en tant qu'élus de Dieu ». L'expression de Vivekananda célèbre en Inde : « Dieu de misère » devint par la suite l'un des symboles de la foi dans les enseignements de Gandhi. La prédominance moyenâgeuse de la conscience religieuse dans les masses populaires indiennes et celles d'autres pays attardés était considérée comme une religiosité spécifique à Orient, la « spiritualité ». « L'Inde est avant tout le pays de la religion, écrivait Vivekananda, la religion contient les forces vives de l'Inde » (16).

Les conceptions sociales de Vivekananda étaient encore plus contradictoires que celles de Chatterjee. Sa critique de l'oppression sociale moyenâgeuse et féodale s'accompagnait de la conviction que l'Inde possédait par tradition des normes éthiques bienfaisantes qui lui étaient propres et des « règles sociales » qui la protégaient de l'exploitation.

Bien qu'il critiquât la religion établie, « l'orthodoxie », il écrivait : « Que notre mot d'ordre soit : progrès des masses sans préjudice à la religion... Avant d'introduire en Inde les idées socialistes et politiques, apportez-lui d'abord des idées de spiritualité » (17). Il y a de la part de Vivekananda prévoyant l'« avènement » des idées socialistes un désir de les unir à la propagande religieuse et moraliste pour éviter que n'éclate la lutte des classes. Préparer l'émancipation sociale par l'éducation des masses et l'avènement d'une société « moderne » dépourvue des antagonismes qui lui sont propres et de la lutte des classes — tel était le fondement de l'utopie nationaliste que Vivekananda formulait de la manière suivante : « Unissez la société européenne à la religion de l'Inde ».

Un autre exemple de critique religieuse de la société bourgeoise est celui d'un contemporain et disciple de Vivekananda, Swami Ramtirth (1873-1906) du Pendjab (18). Ramtirth disait que Vedanta et le socialisme confluaient dans le refus de la propriété et que les anciens sannian-

(16) SWAMI VIVEKANANDA, **op. cit.**, vol. IV, pp. 267, 269.
(17) **Idem**, vol. V, p. 243.
(18) Il était répétiteur de mathématiques au Collège de Lagore, mais ayant pris connaissance des enseignements de Vivekananda, il devint sanniansine et connut une grande popularité en tant que prédicateur auprès de la jeunesse estudiantine du Nord de l'Inde.

sines hindous avaient réalisé l'idéal socialiste. Il qualifiait d'ailleurs son enseignement de « socialisme de Vedanta ». Mais l'idéal monastique lui apparaissait comme celui d'une personnalité isolée, libre de liens sociaux et patriacaux, et il déclarait préférer pour le désigner le terme d'individualisme ». Le mot de socialisme met au premier plan l'idée de pouvoir de la société, mais Rama dit que la vérité réside dans l'affirmation de la suprématie de la personnalité en opposition au monde, à tout l'univers » (18).

Jusqu'au début du XXème siècle, les penseurs indiens critiquèrent d'une manière ou d'une autre la société bourgeoise, mais ne formulèrent pas de plans de construction socio-économique, fussent-ils utopiques, qui auraient pu présenter une alternative au capitalisme. Même ceux qui exprimèrent leur sympathie envers les idées socialisantes n'en avaient qu'une idée vague et générale et ne prévoyaient sa réalisation que dans un futur lointain quelque part dans le monde, sans qu'il fut du tout question de l'Inde. La seule perspective de développement économique immédiat de l'Inde leur semblait être l'élaboration d'une industrie nationale puissante qu'ils considéraient comme une entreprise partiellement capitaliste. Les antagonismes engendrés par la naissance d'une industrie capitaliste en tant que telle — et avant tout la lutte capital-travail — n'attirèrent guère leur attention jusqu'aux environs de 1905.

APRÈS 1906

La croissance de la grande industrie et les contacts nouveaux que les patriotes indiens nouèrent avec le mouvement ouvrier et le socialisme international (20) amenèrent les premières protestations contre la grande industrie et l'élaboration de systèmes utopiques qui visaient à en empêcher le développement. C'est en particulier le cas du livre d'Ananda Coomaraswami où est exposé tout un plan de structuration économique et sociale qui s'efforce d'« empêcher » le capitalisme en Inde. Son aspiration excessivement vague à un idéal socialiste, contenait la sombre espérance que l'Inde au cours de son développement pourrait éviter le stade capitaliste.

(19) SWAMI VIVEKANANDA, in **Woods of God-Realisation of the Complete Works of Swami Ramtirth,** Lacknow, 1942, vol. VI, p. 167.

(20) Cf. infra « Mouvement ouvrier, nationalisme et socialisme : origines et essor après 1905 ».

Il rêvait d'une société de petits producteurs, libres de la contrainte du grand capital. Une telle société était pour lui socialiste et il concluait que cet idéal était réalisable même en Inde. Il fallait revenir pour ce faire à la structure sociale indienne traditionnelle et plus particulièrement à l'organisation de la production dans le cadre des castes qui lui paraissait correspondre à l'originalité de l'Inde. Sous cet angle, ses réflexions rappellent l'idéalisation populiste de « la production sociale », du « principe des artels », de « l'industrie artisanale » et d'autres conceptions populistes. « Chaque caste ou profession, écrivait-il, serait dotée d'une organisation de caractère socialiste et réaliserait les idéaux démocratique et communiste ».

Coomaraswami n'était pas opposé à la production mécanique en général. Il attendait plutôt le temps « où la machine servirait effectivement à économiser le travail et non pas à engendrer le profit » (21). Cela ne modifiait en rien son désir que soit développée d'abord la petite production dans les branches traditionnelles à l'Inde : « Avant d'introduire en Inde de nouvelles branches industrielles, il importe de ressusciter celles qui sont sur le point de disparaître, de purifier celles qui se maintiennent sous des formes décadentes et d'interdire les objets de luxe, qu'ils soient produits en Inde ou au-delà de ses frontières » (22).

Il nous semble que toutes les conceptions sociales exposées plus haut peuvent être qualifiées d'égalitaires dans leur essence. Mais ces conceptions n'étaient ni conséquentes, ni complètes. A côté des éléments égalitaires, on discerne des éléments du socialisme subjectif utopique. Les conditions historiques de l'Inde expliquent en partie ce phénomène et en particulier le joug colonial contre lequel il s'agissait d'unir tous les Indiens. L'opposition à la puissance coloniale était doublée d'une opposition au capitalisme. On arrivait à la situation paradoxale suivante : ceux qui manifestèrent le plus de virulence envers l'ordre bourgeois devinrent les leaders de la bourgeoisie nationaliste. Sans établir un système de réorganisation vraiment cohérent, les critiques sociaux indiens tentèrent de puiser dans les traditions ancestrales les principes de regénérescence de la société indienne.

(21) ANANDA K. COOMARASWAMI, **The Deeper Meaning of the Struggle**, Glouchestershire, 1907.
(22) A.K. COOMARASWAMI, **Essays on National Indialism**, pp. 164-165.

M. REBERIOUX
G. HAUPT

INDE : MOUVEMENT OUVRIER, NATIONALISME ET SOCIALISME : ORIGINES ET ESSOR APRÈS 1905

La préhistoire du socialisme en Inde est encore très mal connue. Mais un certain nombre d'ouvrages parus dans les dernières années ou en cours de publication nous permettent d'accéder à une connaissance sérieuse des conditions qui, à la fois, freinèrent et rendirent possibles ses premiers pas dans un pays où, situation exceptionnelle dans un territoire colonisé, l'industrie et le mouvement ouvrier s'étaient développés de très bonne heure. Le poids des traditions culturelles et religieuses (1), l'influence prépondérante acquise par le Parti du Congrès sur le mouvement ouvrier indien, les caractères propres au mouvement ouvrier de la métropole à l'intérieur duquel l'audience du socialisme, même après l'adhésion du Labour à l'Internationale, restait très faible : telles sont les données spécifiques dont les premières tentatives socialistes durent, consciemment ou non, tenir compte.

Si l'on admet que l'étude du milieu ouvrier mérite une attention prioritaire pour toute implantation du socialisme en pays partiellement industrialisé, on est amené à souligner un phénomène sur lequel nous sommes d'ailleurs relativement bien informés : les étroits contacts que, dès les années 1880, certains dirigeants du Congrès nouent avec le mouvement ouvrier et les nouveaux caractères que ces liens revêtent à partir de 1905. C'est cette toile de fond qu'il faut d'abord brosser à grands traits et on ne peut le faire utilement que dans le cadre d'un exposé rapide des évènements.

MOUVEMENT OUVRIER ET PARTI DU CONGRES

C'est à Bombay surtout, deuxième ville de l'Inde, capitale du coton (2), et secondairement à Calcutta, qu'apparaissent

(1) Nous ne pouvons en entreprendre ici l'analyse. Cf. infra le texte de Swami Vivekananda.

(2) Cf. MEHTA (S.D.), **The cotton mills of India, 1854 to 1954**, Bombay 1954, MORRIS (M.D.), **The Emergence of an Industrial labor force in India**, Berkeley, University of California Press, 1965.

les premières manifestations ouvrières spontanées, anarchiques, les premières grèves, dès la fin des années 1870. Les premiers essais d'organisation vont naître dans les années 1880-1890 : ce qui frappe, à en croire les travaux indiens et américains sur la question (3), c'est le fait que ces tentatives sont introduites de l'extérieur, à l'initiative des éléments libéraux avancés de l'intelligentsia indienne, de la bourgeoisie nationale. Dès le début, l'Indian National Congress, fondé en 1885, à l'initiative d'un ancien haut fonctionnaire anglais en Inde, Hume (4), refuse de se tenir dans les limites que lui fixaient les dirigeants britanniques (canaliser le mouvement nationaliste à l'aide des riches et des notables anglicisés (5), quoique la tendance dominante, représentée par Gokhale reste très modérée. C'est un libéral, lié au Congrès, Lokhanda, qui en 1884 crée la Conférence des ouvriers de Bombay : elle engage la lutte pour obtenir la révision de la loi sur les fabriques de 1881 ; meetings et pétitions se multiplient sur un programme de revendications ouvrières sérieux et précis, mais purement économique (6).

En 1890, la politique de compression des salaires qu'entreprend le patronat de Bombay et qu'il faut sans doute mettre en relation avec la dépression économique mondiale, détermine une nouvelle étape dans l'escalade du mouvement ouvrier : la création de l'Association des ouvriers de fabriques de Bombay s'accompagne de formes d'action nouvelles : les pétitions paraissent dépassées, la grève devient le mode d'action essentiel. Pour s'en tenir à quelques exemples, deux grèves importantes se déroulent dans le textile de Bombay en 1892, les cheminots entrent dans l'action en 1897-1898 et, en 1901, un puissant mouvement qui finit par entraîner 20.000 ouvriers soulève à nouveau la capitale du coton. L'aspect négatif l'emporte cependant : la plupart de ces grèves, la dernière en particu-

(3) En particulier, MUKHTAR (D.), **Trade Unionism and Labour Disputes in India**, Bombay, 1935 et BUCHANAN (D), **The Development of Capitalist enterprise in India**, New-York, 1934.

(4) Voir la remarquable biographie que lui a consacré SIR WEDDERBURN, **Alan Octavian Hume**, London, 1913.

(5) On consultera sur cette période : SITARAMAYYA (B.P.), **The History of the Indian National Congress**, Bombay, Padma Publication, vol. I., 1935 ; MUKERJEE (H.), **India Struggles for Freedom**, Bombay, Ktub, 1946 ; GHOSH (S.C.), **The Development of the I.N.C. 1892-1909**, Calcutta, Mukhopardhyay, 1960 ; SINGH (H.-L.). **Problems and Policies of the British in India 1885-1898**, London, Asia Publishing House, 1963.

(6) Un jour légal de repos hebdomadaire, une demi-heure d'arrêt du travail dans la journée, payement du salaire mensuel au plus tard le 15 du mois, garanties en cas de maladie. En avril 1890, un grand meeting rassemble 10.000 ouvriers.

lier, se terminent par des échecs, et l'Association des ouvriers, contrôlée par les libéraux, ne parvient pas à se transformer en syndicat et décline vers 1895.

Les problèmes mûrissent rapidement aux alentours de 1905, et ce pour plusieurs raisons. L'étude de l'historien soviétique D. A. Gordon sur « la situation économique de la classe ouvrière de Bombay à la veille de la grève générale de 1908 » (7) souligne la situation typiquement coloniale à laquelle sont soumis les travailleurs de Bombay et la rapide croissance de la classe ouvrière de cette ville. Bombay, où il y avait, en 1901, 75 entreprises textiles comptant 70.000 ouvriers, en a 81 en 1905 avec 93.000 travailleurs, et, en 1908, 86 avec 101.000, à peu près le neuvième de la population totale. A cette date, la moitié des usines textiles de l'Inde entière y est concentrée, mais la ville, qui est le principal centre ferroviaire du pays, a aussi 3 grands ateliers de chemin de fer. Il s'agit d'une classe ouvrière déjà relativement concentrée si on la compare au reste de l'Inde (8) : 166 entreprises y emploient plus de 50 ouvriers travaillant à la main, ou plus de 20 lorsque la fabrique utilise des machines. On peut pourtant s'interroger sur le type d'ouvriers qui caractérise Bombay : il semble encore assez proche d'anciennes structures. Les tableaux comparatifs dressés par Gordon mettent enfin en lumière l'exploitation à laquelle sont soumis ces travailleurs dans un régime qui combine un système seigneurial traditionnel et le capitalisme colonial : le salaire moyen annuel d'un ouvrier du textile est inférieur de 6 fois à celui de son homologue anglais et son salaire horaire est 8 fois plus faible !

Le deuxième événement capital de ces années est l'ascension rapide dans le mouvement national indien d'un nouveau courant, politiquement radical, qui s'élève contre l'imitation de l'Angleterre, prend appui sur les traditions religieuses et intellectuelles de l'Inde et entend s'adresser aux masses populaires paysannes certes, mais aussi aux ouvriers. Ce courant a été personnifié par Bal Gangadhar Tilak surnommé Lokamanya Tilak, sur lequel nous dispo-

(7) Elle fait partie d'un ouvrage collectif de 600 pages publié en 1958 par l'Académie des Sciences de l'URSS, sous le titre : **Natsional no osvoboditel'noe divijenie v Indii i deiatel'nost B. G. Tilaka** (Le mouvement de libération nationale en Inde et l'activité de B. G. Tilak.)

(8) Le recensement de 1901 fait apparaître que, sur 220.000.000 d'habitants 26 millions, soit 11,8 %, travaillant dans les industries de transformation, mais la très grande majorité est formée de petits artisans indépendants.

sons aujourd'hui de plusieurs études. (9) Il ne saurait être question ici de relater sa vie. Il importe pourtant de savoir qu'il était né en 1856 dans une famille de brahmanes pauvres et que ses conceptions politiques radicales se formèrent dans les établissements d'enseignements et les sociétés culturelles qu'il anima à Poona, non loin de Bombay. Entre 1891 et 1897, il se sépara petit à petit du nationalisme modéré et il devint, à partir de 1898, le leader du mouvement national avancé indien qui se développait rapidement au sein du Congrès.

Le courant représenté par Tilak et ses amis (on les appelait « les jeunes du Congrès ») progressa de façon spectaculaire à partir de 1905 au Bengale comme à Bombay. Au Bengale, la décision du Vice-Roi, Lord Curzon, de diviser la province en deux parties, l'une habitée par une majorité d'hindous et une autre où les musulmans étaient les plus nombreux, souleva une vive indignation. Tilak sut la capitaliser en demandant au peuple indien de prendre en main son propre destin, et le Bengale devint en quelque sorte son fief. En même temps ses amis et lui mulipliaient les initiatives en direction du prolétariat ouvrier. Dès avant 1905, ils s'étaient montrés actifs à Bombay dans une association d'éducation ouvrière pour la lutte contre l'alcoolisme et le choléra, la Maratha Aikya Itchu Sabha, et ils avaient fait ainsi la preuve de leur aptitude à influencer des organisations culturelles de type traditionnel. En 1906-1907, ils participent à l'organisation de nombreuses grèves de cheminots tant au Bengale qu'à Bombay et, en octobre 1907, leur journal, **Bande Mataram,** s'efforce de convaincre tous les nationalistes que l'essor des grèves coïncide avec celui du mouvement national et qu'ils doivent leur accorder une grande importance et les utiliser au mieux (10). En créant de nouvelles organisations, en s'efforçant d'en orienter d'autres les extrémistes tentent, entre 1905 et 1908, de renforcer la conjonction entre le mouvement ouvrier et le mouvement national avancé, et ils y parviennent dans une large mesure.

(9) Une biographie déjà ancienne (KELKAR (C.), **Life and Times of. L. Tilak,** Madras, 1928), une étude plus récente (TAHMANKAR (D.V.), **Lokamanya Tilak, Father of Indian unrest and Maker of modern India,** London, 1956), et un chapitre de l'ouvrage soviétique déjà cité I. M. REISNER, « L'activité social-politique de Tilak dans les années d'élan révolutionnaire en Inde, 1905-1908 ». p. 562-593.

(10) Le **Times of India** donne de très nombreuses informations sur tous ces mouvements.

1908 A BOMBAY : LA GREVE POLITIQUE

L'année 1908 va voir leurs efforts culminer à Bombay alors que le mouvement commence déjà à retomber au Bengale. A vrai dire la rupture, une véritable scission, intervenue en décembre 1907 entre la tendance de Tilak et la majorité du Congrès, faisait obligation aux extrémistes de trouver les bases nécessaires à leur nouveau parti. La scission s'était faite sur des points très importants. Les modérés, sans rejeter l'action pour le Swaraj (Self-Government) et le Swadeshi (promotion de l'industrie indigène) pour lesquels les Congrès de 1905 et 1906 s'étaient prononcés, entendaient limiter le premier à l'adoption d'un système de gouvernement semblable à celui dont bénéficiaient les membres de l'Empire qui s'administraient eux-mêmes, et le deuxième à une action exclusivement économique. Ils condamnaient le boycott massif des produits anglais et n'ecceptaient que l'emploi de moyens « constitutionnels » (11). Tilak au contraire, voulait amplifier les décisions du Congrès de 1906, élargir le boycott, appeler les masses populaires à une résistance plus décidée et plus dense, non violente toutefois pour le moment, car l'Inde ne lui semblait pas encore suffisamment imprégnée d'esprit révolutionnaire. Que pensait-il des sociétés secrètes qui commençaient à faire appel aux bombes ? Il est faux de faire de Tilak un partisan du terrorisme, comme il est inexact de voir en lui un autre Ghandi : la non-violence était pour lui une nécessité historique et non pas religieuse et, tout en se rendant compte que les attentats individuels ne résolvaient aucun problème il mettait l'accent sur le sentiment patriotique qui animait les terroristes, sur le désespoir né de l'entêtement de la « bureaucratie » anglaise qui les poussait à employer cette arme (12).

Dans ces conditions, alors qu'en 1907 les grèves avaient encore un caractère essentiellement économique et défensif, en 1908 le caractère politique du mouvement qui grandit à Bombay est évident. La répression coloniale se développe, facilitée sans doute par la rupture de l'unité

(11) Cf. sur ce point G. FISCHER, **Le parti travailliste et la décolonisation de l'Inde**, Paris, Maspéro, 1966. Cet ouvrage rassemble une énorme documentation sur un sujet absolument neuf en France.

(12) Cf. dans l'ouvrage soviétique déjà cité, l'étude de A. I. CICEROV, « Le procès de Tilak en juillet 1908 et la grève générale de Bombay », p. 496-561.

du mouvement national (13). En juin s'ouvre le procès de 8 rédacteurs de journaux nationalistes. Tilak lui-même est arrêté en juillet pour deux articles parus dans **Kessari.** Son procès commence le 13 et dure jusqu'au 22 juillet devant un jury qui comprend 2 indiens et 7 européens. Il est condamné à 6 ans de prison. Dès le début du procès, ses amis utilisent les nombreuses liaisons qu'ils ont établies avec la classe ouvrière et la bourgeoisie nationale de Calcutta, mais surtout de Bombay, pour organiser un vaste mouvement de protestation. Les grèves se succèdent jusqu'à la grève générale qui commence au lendemain du procès et va durer 6 jours du 23 au 28 juillet : une journée par année de condamnation.

C'est la « Hartal ». Le mot recouvre un arrêt général de l'activité économique et non pas seulement un mouvement prolétarien. La grève ouvrière en est pourtant l'essentiel. Le **Times of India** estime à 20.000 le nombre des salariés qui cessent le travail, mais ils seraient 100.000 selon les calculs des historiens soviétiques. En tous cas, l'atmosphère devient rapidement très tendue. Dès le 24, toutes les fabriques de Bombay sont fermées, les dirigeants des organisations nationalistes distribuent de la nourriture aux grévistes, les heurts avec la police et l'armée se multiplient. Le 29 juillet le travail reprend. Le but était atteint. Mais après cette victoire va commencer le reflux...

ET LE SOCIALISME ?

Le mouvement n'avait jamais eu pour objectif le développement de la conscience de classe dans le prolétariat ni la création d'un mouvement ouvrier autonome, et le **Times of India** pouvait noter à bon droit le 18 juillet 1908, que les travailleurs indiens n'étaient pas encore capables de se réunir en une organisation unique. Tant au point de vue de l'idéologie qu'à celui de l'organisation, le fait révolutionnaire indien des années 1905-1908, fruit d'une coopération étroite entre les revendications économiques et nationales se situait en dehors de tout courant d'idées socialiste. Le **Labour Leader,** organe de l'I.L.P., semble donc dans l'erreur lorsque, dès novembre 1905, saluant les grèves qui éclataient au Bengale, il les considérait comme des manifestations socialistes et se félicitait d'entendre le mot d'or-

(13) G. FISCHER, **op. cit.** donne de nombreux détails sur les tendances secondaires qui se développent dans le parti du Congrès.

dre « prolétaires de tous les pays, unissez-vous » résonner maintenant « jusque dans l'Himalaya » (14). L'I.L.P. a sans doute pris ses désirs pour des réalités.

Et pourtant... cette attitude même a pu faciliter un certain mode de pénétration du socialisme. Des dirigeants du Labour ont encouragé la création d'un mouvement socialiste indien.

Dès 1906, il apparaissait à Bipin Chandral Pal que « les liens entre les nationalistes indiens de la nouvelle école et les social-démocrates anglais sont plus étroits qu'entre ces derniers et les vieux leaders du Congrès » (15).

L'émigration à laquelle à partir de 1900 furent contraints beaucoup de nationalistes facilita ces contacts : c'est ainsi que le célèbre journaliste T'iamaji Krishnavarma vécut à Londres jusqu'en 1907 et resta ensuite en contact avec Hyndman dont le journal **Justice** qui recevait de la documentation du journal des révolutionnaires bengalis **Djungantar,** fut diffusé en Inde jusqu'à son interdiction par les autorités coloniales en 1908. Ce fut aussi un jeune ingénieur indien, K. Showdery (16), ancien étudiant à Owens College, à Manchester, où il avait, selon un rapport de police, été membre du parti travailliste, qui servit de secrétaire à Keir Hardie lors de son séjour en Inde à l'automne 1907. Showdery créa alors à Calcutta, en octobre 1907, une Ligue social-démocrate dont il devint le secrétaire (17). Etait-ce suffisant pour affirmer que « la bannière socialiste » était prête à se lever dans les villes du Bengale comme l'écrivit Keir Hardie ? La Ligue ne fit guère parler d'elle. Il n'est pas impossible qu'elle ait recruté quelques-uns de ces ouvriers indiens qui avaient travaillé ou milité en Angleterre et dont Keir Hardie raconte qu'ils sont venus le trouver lors de son voyage (18), mais ses membres n'ont été, semble-t-il, ni nombreux, ni efficaces.

Il faut attacher plus d'importance au fait que d'assez nombreux membres du Congrès cherchaient à nouer des contacts avec le Labour et avec l'Internationale, et à y trouver des appuis. Les renseignements essentiels sur ce point ont été rassemblés par G. Fischer et par E. Komarov (19).

(14) **Labour Leader,** 3 novembre 1905.
(15) Cf. **The Times of India,** 10 novembre 1906.
(16) Son nom est aussi orthographié, à l'indienne, « Choudri », dans le **Labour Leader** du 29 novembre 1907.
(17) **Labour Leader,** 25 octobre 1907.
(18) **Id.** 29 novembre 1907.
(19) Cf. FISCHER, **op. cit.,** et l'étude en russe de E. KOMAROV (sous presse en URSS).

Ce ne sont pas les amis de Tilak qui mirent leur espoir dans le mouvement travailliste. Tilak jusqu'à la guerre demeura méfiant à l'égard du Labour, convaincu qu'il était que les ouvriers britanniques gagnaient, somme toute, leur vie en produisant des biens destinés à être exportés en Inde (20), désireux aussi de sauvegarder l'indépendance de son mouvement à l'égard de toute formation politique anglaise et de prêcher aux Indiens la confiance dans leur propre force. Un certain nombre de nationalistes modérés par contre, conçoivent l'importance que pourrait avoir pour l'Inde le soutien de la classe ouvrière anglaise : c'est le cas de Naoroji, l'ami de Hyndman et d'autres membres du Congrès, tel Parmeshwar Lall, dont le **Clarion** ou le **Labour Leader** publient différents articles. Des journaux tels que **l'Amrita Bazar Patrika** expriment le même point de vue.

Les travaillistes anglais hésitèrent longtemps, sauf ceux qui étaient comme Hyndman, membres de la Social Democratic Federation, à se dire socialistes, et on peut admettre, pour cette raison entre autres, que leur influence sur le futur socialisme indien présente une certaine ambiguïté. Mais l'émigration mit aussi les révolutionnaires indiens en contact d'autres milieux socialistes en particulier français et américains. Si on en croit les Mémoires du révotionnaire bengali Khemchandra Das (Kanungo), un cercle d'initiation au « socialisme » et au « communisme » fut organisé à Paris pour les émigrants indiens (21). Trois d'entre eux au moins devinrent membres de la SFIO dans la capitale — la belle indienne B.K.R. Kama et S. R. Rama d'abord, et quelques années plus tard Virendranath Chattopadhyay qui fut par la suite un des premiers communistes indiens. Quant aux Etats-Unis, c'est là pour une part que se forma avant 1909 le docteur N. Krishna, intellectuel indien d'une caste noble mais d'une famille pauvre. C'est là aussi que séjourna, un peu plus tard, en 1911-1914, le leader des révolutionnaires du Pendjab, Aar Dalay. Les USA semblent avoir servi d'école primaire du marxisme aux premiers socialistes indiens. Krishna fut membre du « Parti Socialiste Américain » depuis 1906 (22) et Aar Dalay, qui était en relations avec les Industrial Workers of the World, recommandait à ses compatriotes en 1912 dans un

(20) Cf. KARUNAKARAN, K.P. (ed.), **Modern Indian Political tradition**, New Dehli, 1962.
(21) KHEMCHANDRA KANUNGO, **Banglay Bipiai Pracesta**, Calcutta, 1928, p. 216, en bengali., cité par Komarov.
(22) Cf. infra, p. 366-7.

article qu'il envoya des Etats-Unis à la **Modern Review** de Calcutta, d'étudier les enseignements de Marx. C'est en 1912 d'ailleurs que fut éditée pour la première fois en Inde une biographie de Marx, sous la forme d'une petite brochure populaire écrite dans la langue de l'actuel état de Kerala (23).

Ces contacts décidèrent sans doute certains Indiens à s'adresser à l'Internationale. On connaît déjà la présence de Naoroji au Congrès d'Amsterdam en 1904. Trois ans plus tard, B.K.R. Kama se rendit au Congrès de Stuttgart (24) et y prononça un discours enflammé qui put influencer le Congrès en faveur d'une motion « coloniale » radicale. Au même moment, Lai Lajpat Rai (1865-1928) tout en critiquant le Congrès indien de n'avoir pas su définir d'autre objectif que l'imitation de l'Occident, lui reprochait en même temps de n'avoir pas essayé de mobiliser, au service de sa cause, le prolétariat international. L'internationalisme, aux yeux de certains Indiens, c'est bien l'Internationale qui l'incarne : c'est le cas pour le docteur N. Krishna, qui vint en Europe en 1909 pour essayer de préparer l'opinion socialiste à l'envoi de matériel, de propagandistes et d'organisateurs chargés d'initier l'Inde au marxisme. On peut tenir sa tentative pour significative de divers efforts qui se proposèrent d'implanter le socialisme en Inde en marge du parti du Congrès : presque tous restent à étudier.

Sans que l'on puisse dans l'état actuel de nos connaissances parler avant la guerre d'un courant socialiste organisé en Inde, il faut noter d'une part que la philosophie indienne fait preuve d'une souplesse et d'un pouvoir critique assez remarquables, d'autre part, qu'il existe en Inde quelques socialistes isolés (25) et enfin que la confiance qu'éprouvaient certains nationalistes pour le socialisme ou plus encore pour l'Internationale a pu orienter la naissance du socialisme indien. Certes nous n'en sommes encore en 1914 qu'à sa protohistoire mais celle-ci, malgré la connaissance embryonnaire que nous en avons, permet déjà de comprendre comment et à travers quelles difficultés, la

(23) Ces derniers renseignements sont tirés d'une étude inédite de E. Komarov qui a eu l'obligeance de nous communiquer son manuscrit.

(24) L'intervention de B.K.R. Kama est rapporté dans le **Compte rendu analytique du VIIème Congrès Socialiste International tenu à Stuttgart du 16 au 24 août 1907.** Bruxelles, 1909, p. 325. Sur B.K.R. Kama, cf. Les Impressions de M. Pavlovitch, « Revolutsionnye Siluety (Indiiskaïa emigratsila v Parije) » **Novyi Vostok,** 1925, n° 1, pp. 152-163.

(25) Il ne faut pas oublier les premiers socialistes musulmans de l'Inde, ainsi Shaik Mishir Hosain KIDWAI qui publie à Londres, en 1913, **Islam and Socialism.**

pensée et l'action socialistes ont pu s'ancrer dans la réalité nationale de l'Inde si profondément marquée par sa religion et sa philosophie, par la domination coloniale, mais aussi par la vigueur des liens que le Congrès a su établir de bonne heure avec le mouvement ouvrier.

1) — SWAMI VIVEKANANDA * : LES QUATRE « ETATS »

Quant dominent les règles de l'Etat religieux, c'est l'hérédité qui l'emporte. Les personnes des prêtres et de leurs descendants sont entourées de toutes sortes de garanties : nul autre qu'eux n'a le droit d'acquérir le savoir, nul autre n'a le droit de le dispenser. La gloire de cette époque consiste en ce que les fondements des sciences y sont posés. Les prêtres cultivent l'esprit car ils gouvernent par l'esprit.

La règle militaire est tyrannique et cruelle, mais cela n'exclut pas d'autres aspects, et pendant cette période, les lettres et la culture sociale atteignent leur apogée.

La règle commerciale est la suivante : elle est horrible dans son pouvoir silencieux d'écrasement et de vampirisme ; son avantage est que, comme le commerçant se rend partout lui-même, il porte avec lui les idées rassemblées au cours des deux premiers « Etats ». Ces règles sont encore moins exclusives que les règles militaires, mais la culture entre en décadence.

Enfin viendra l'ère des prolétaires. Son avantage consistera à distribuer le bien-être physique. Son inconvé-

* Swami Vivekananda (Narendranath Datta) est né en 1863 à Calcutta. Il a reçu une éducation occidentale et, étudiant, il montrait déjà de l'intérêt pour la philosophie. Il fut tout d'abord attiré par le mouvement de réforme de Brahmasamaj mais plus tard il fut profondément influencé par les contacts personnels qu'il eut avec le moine brahmaniste mystique, Ramakrishna Paramahansa (Gadadhar Chattopadhyay, 1836-1886) ; il devint son disciple dévoué et après sa mort il fonda un ordre monastique dont les membres poursuivirent le travail de réforme de Ramakrishna. Les six années suivantes il les passa comme pèlerin itinérant à travers l'Inde et ce fut par des contacts avec le peuple, par des discussions avec des savants et par une étude assidue, aussi bien que par la contemplation solitaire, qu'il porta à la perfection son propre système philosophique de néovédisme et un programme idéaliste pour la promotion des masses hindoues.

Il fit connaître ses pensées à son entourage et en 1893, il participa au Congrès Religieux international de Chicago. Son apparition à ce congrès suscita une attention exceptionnelle et il devint bientôt populaire dans le monde entier. Après le congrès il resta aux Etats-Unis et propagea avec ardeur l'enseignement du Veda. En 1895 il fit une visite à Paris, prononça à Londres plusieurs conférences avec beaucoup de succès et retourna aux Etats-Unis pour y diffuser son enseignement. L'année suivante il refit un voyage en Angleterre et visita un certain nombre de pays du continent européen. Quand il retourna dans son pays en 1897, il fut reçu en grande pompe et il trouva la Mission Ramakrishna transformée en une organisation religieuse. Au cours de son second voyage en Europe et en Amérique (1899-1900), alors que des branches de la Mission étaient fondées sur ces continents, il prit part activement au Congrès d'Histoire religieuse qui se tint à Paris. En 1902, peu après son retour, il mourut. (Cette notice biographique a été rédigée par Michel **Krasa**).

nient risque d'être l'abaissement de la culture. L'éducation commune sera largement diffusée, mais les génies exceptionnels seront de moins en moins nombreux.

S'il est possible de construire un état dans lequel le savoir de la période des prêtres, la culture de la période militaire, l'esprit distributif de la période commerciale et l'égalité de la dernière période puissent être gardés intacts et leurs maux supprimés, nous aurons là l'état idéal. Mais est-ce possible ?

Comme les trois premiers stades ont déjà connu l'épanouissement, le temps est maintenant venu pour le dernier ; il viendra ; nul ne peut l'empêcher. Je ne connais pas toutes les difficultés afférentes aux étalons argent et or (personne ne semble s'y connaître beaucoup), mais en tout cas je vois bien que l'étalon or a rendu les pauvres plus pauvres et les riches plus riches. Bryan avait raison de dire : « Nous refusons de crucifier l'humanité sur une croix d'or » (1). L'étalon argent donnera aux pauvres une meilleure chance dans ce combat inégal. Je suis socialiste non parce que je pense que c'est un système parfait, mais parce que mieux vaut un demi-pain que pas de pain du tout.

Oeuvres complètes, Almora, 1926, Vol. VI, p. 342-343.

BASSES CLASSES ET CLASSES DIRIGEANTES

Les « basses classes » ... sont l'épine dorsale de la nation dans tous les pays. Si elles arrêtent le travail, d'où tirerez-vous votre nourriture et votre habillement ? Si les balayeurs de Calcutta arrêtent le travail pendant un jour, c'est la panique ; et s'ils se mettent en grève pour trois jours, les épidémies videront la ville. Si les travailleurs arrêtent le travail, votre approvisionnement en nourriture et en vêtement s'arrête aussi. Et vous les considérez comme des gens de basse classe ! et vous vous vantez de votre culture !

Elevés dans la lutte pour l'existence, ils n'ont pas eu l'occasion de s'éveiller au savoir. Ils ont travaillé si longtemps de façon monotone, comme des machines guidées par l'intelligence humaine ! et les hommes qui ont reçu une éducation ont pris la part la plus substantielle des

(1) Allusion à la campagne bi-métalliste que le candidat du Parti démocrate, Bryan, mena en 1896, pour la présidence des Etats-Unis. Il fut battu par le républicain Mac-Kinley et l'étalon or fut établi en 1900.

fruits de leur labeur. Cela s'est passé ainsi dans chaque pays. Mais les temps ont changé. Les basses classes s'éveillent peu à peu à la conscience de cet état de choses pour former un front uni contre lui ; elles sont déterminées à exiger leur dû. Les masses d'Europe et d'Amérique ont été les premières à s'éveiller et ont déjà commencé à combattre. Des signes de cet éveil sont déjà apparus en Inde comme cela est rendu évident aujourd'hui par le nombre des grèves dans les basses classes. Les classes supérieures ne seront plus en mesure de réprimer les classes inférieures malgré tous les efforts. Aujourd'hui si l'oligarchie veut se comporter convenablement, elle doit aider les basses classes à obtenir leurs droits légitimes... sans cela il n'y a plus de bien-être pour vous, classes supérieures. Vous serez détruites par les querelles et les combats meurtriers que vous avez menés jusqu'à présent. Quand les masses se réveilleront, elles comprendront l'oppression que vous leur avez fait subir et d'un souffle de leur bouche vous serez entièrement balayées. Ce sont elles qui ont introduit la civilisation parmi vous et ce sont elles qui alors le renverseront.

Oeuvres complètes, Almora, 1927, vol. VII, p. 146-148.

2) — DOCTEUR KRISHNA : lettre à VICTOR ADLER

Bureau Socialiste International,
Maison du Peuple, Bruxelles,

20 février 1909

Cher camarade,

Je suis un socialiste indien et j'ai été aussi membre du Parti Socialiste Américain (1) depuis 1906.

La révolte actuelle contre l'Angleterre (2), l'anarchie, l'insatisfaction générale en Inde, et par-dessus tout le mécontentement économique nous ouvrent à nous, socialistes, en Inde, un champ pour faire de l'agitation et pour répandre le socialisme.

Le ferons-nous ?

Je suggère trois façons d'y parvenir.

1) En tant que membre du BSI, vous devez presser la section anglaise de faire quelque chose immédiatement pour introduire le socialisme en Inde : Hyndman qui depuis longtemps est un ami de l'Inde et la connaît mieux que la plupart des Indiens, de même que le camarade Keir Hardie (3), ces camarades doivent immédiatement faire quelque chose pour l'Inde. Tout d'abord faire en sorte que la section anglaise envoie un orateur ou fournisse de la littérature socialiste, et, au cas où la section anglaise ne le ferait pas, alors, que le monde socialiste tout entier connaisse ses raisons.

2) Si les camarades anglais négligent de faire cela, comme c'est fort probable, faire appel, dans ce cas, à vous, camarades internationaux, afin que vous envoyiez, dans la mesure du possible un organisateur socialiste en Inde pour trois mois, ou que vous procuriez aux Indiens la littérature socialiste.

(1) Il peut s'agir du Parti Socialiste des Etats-Unis dont les secrétaires étaient alors Moriss Hillquit, Victor Berger, et J. Mahlon Barnes. Il présenta un compte rendu de son activité au Congrès de Copenhague. Il y avait alors aux Etats-Unis une autre organisation socialiste, le Socialist Labor Party de Daniel De Leon d'orientation plus révolutionnaire.

(2) Elle s'amplifie après 1905, en particulier à cause de l'impact de la victoire japonaise sur la Russie. (Cf. les grandes grèves de Bombay en 1908).

(3) Sur Hyndmann, Keir Hardie et leur rôle en Inde, cf. l'étude de G. FISCHER. Krishna ne semble pas avoir grande confiance dans leur venue. Il compte sur le B.S.I. bien plus que sur la section anglaise.

3) Un orateur socialiste, qui soit un écrivain ou un auteur, devrait être envoyé, dans chaque pays de l'Orient pour étudier les conditions de vie des travailleurs. S'il vous plait, faites en sorte que cela soit publié dans les journaux socialistes de votre pays. Pour obtenir une plus ample information, et aussi des articles sur l'Inde et sur l'Orient, je vous prie de bien vouloir m'écrire. Je vous envoie cette brève note dans l'espoir que vous ferez de votre mieux pour introduire le socialisme aux Indes en général et en Asie en particulier (sic).

Je suis votre camarade fraternel,

N. Krishna *

INTERVIEW A L'HUMANITÉ : « UN SOCIALISTE HINDOU »

Nous avons assisté depuis quelque temps dans l'Hindoustan au développement sans cesse plus vigoureux d'un mouvement national qui, à l'heure actuelle, inspire les plus vives craintes aux dirigeants de l'Empire britannique. Mais nous n'y avions pas jusqu'ici constaté la formation d'organisations spécifiquement socialistes.

Des hommes comme Dadabhai Naoroji qui assistait au congrès international d'Amsterdam en 1904 en qualité d'« hôte » de la section anglaise (1) ou tel que l'ancien ministre Krisnavarma, exilé à Paris, dont nous publiâmes récemment d'intéressantes déclarations ne sont en somme que des patriotes plus ou moins exaspérés par la domination anglaise, mais nullement des socialistes.

Mais depuis quelques jours nous avons le plaisir

* Nous n'en savons guère plus sur le Docteur Krishna que ce qu'il nous apprend dans l'interview qu'il donna à Jean Longuet pour **l'Humanité** et que nous reproduisons ici. Des recherches sont en cours aux Etats-Unis et dans les pays d'Europe qu'il parcourut en 1909, pour retrouver sa trace, et le texte ou l'analyse des conférences qu'il y prononça. Le premier texte doit dater à peu de chose près de son arrivée en Europe. Il a été retrouvé dans les archives du leader social-démocrate autrichien Victor Adler, conservées à Vienne. Il s'agit d'une lettre inédite dont l'intitulé suggère qu'elle fut écrite en accord avec le secrétaire du Bureau socialiste international, Camille Huysmans. Il semble que copie en ait été envoyée à plusieurs membres du B.S.I. Le ton en est pathétique et pressant, l'anglais maladroit.

Les raisons qui motivaient sa tournée de propagande en Europe, Krishna les a précisées et élargies entre février et décembre 1909, date de son entretien avec Longuet. En fait Krishna n'ira pas à Copenhague contrairement à ce qu'il annonce à **l'Humanité** : nous ignorons encore pourquoi. Pour sa part le B.S.I. réfléchira à la mise en place des « missionnaires en socialisme » que Krishna demandait, mais sans réaliser son rêve : les conditions n'étaient pas encore mûres.

(1) Dadabhai Naoroji, vieux porte-parole du Parti du Congrès, était en effet rien moins qu'un socialiste. Son apparition au congrès d'Amsterdam, où il fut parrainé par Hyndman n'en fit pas moins une impression profonde. Cf. à son sujet MASANI, **Dadabhai Naoroji, the Great old Men of India**, London, Allen and Unwin, 1939.

d'avoir à Paris un militant socialiste hindou, l'un de ceux qui ont constitué là-bas, dans l'immense péninsule, les premières organisations se réclamant des principes de l'Internationale ouvrière : le Docteur Krishna. Nous en avons profité pour l'interwiever.

Une évolution

— Comment, lui avons-nous tout d'abord demandé, êtes-vous venu au socialisme ?

En anglais très pur, le docteur Krishna me répond :

— Je suis né à Bombay d'une vieille famille de brahmines, la plus haute caste hindoue, comme vous le savez. Mais en même temps mes parents étaient fort pauvres.

J'ai fait mes études à l'Université-Collège de ma cité natale où j'ai reçu le grade de Docteur en philosophie et en droit. Je suis venu ensuite étudier l'Occident et j'ai séjourné en Angleterre ; plus tard je retournais au Japon et de là j'allais visiter l'Australie, puis la Sibérie et la Russie...

J'étais depuis longtemps déjà un adepte fervent de la partie la plus avancée de notre grand parti national (2). Mes voyages autour du monde, mes études me convainquirent bientôt de cette idée que, sans un programme économique, les revendications nationales seraient impuissantes. Je devins socialiste vers 1903, par l'étude des écrits de Marx et d'Engels dont je suis un fervent disciple.

Des Etats-Unis en Europe

— Quels sont à l'heure actuelle vos projets ?

— Après deux années de propagande continue aux Etats-Unis, où, comme délégué du Parti Socialiste, j'ai fait de nombreuses conférences sur la question asiatique d'un bout à l'autre du continent, je suis parti pour l'Europe il y a dis mois, afin de préparer le terrain pour les propositions que je désire porter au congrès de Copenhague.

— Quelles sont-elles ?

— Je veux demander au socialisme international de prendre en main l'organisation de la propagande de nos

(2) Le Parti du Congrès (Indien National Congress) fondé en 1885, comptait au début du XXème siècle plusieurs tendances. Pour leur description cf. l'étude de G. FISCHER.

idées en Asie, particulièrement dans l'Hindoustan et au Japon, et d'y envoyer des délégués, mandatés par lui et ayant de ce fait une exceptionnelle autorité.

C'est pour développer ces propositions et exposer la situation de l'Inde que j'ai parcouru successivement, depuis février dernier, la Suède, la Norvège, la Belgique, l'Autriche, la Bohême, l'Allemagne, la Suisse et quelque peu la Hongrie et l'Italie. J'y ai fait en tout environ 150 conférences...

— Pas en sanscrit ?

— Non, nous répond en riant le Docteur Krishna.

Il faut vous dire qu'en dehors de ma langue maternelle et du japonais, je parle couramment l'anglais, l'allemand et divers dialectes slaves.

Dans les pays de langue latine mes conférences ont été faites en anglais et traduites ensuite. C'est dans ces conditions que je compte faire plusieurs réunions à Paris, de même que j'en ai fait récemment à Lyon.

J'exposerai d'ailleurs en outre aux lecteurs de **l'Humanité** — puisqu'elle veut bien m'ouvrir ses colonnes (3) — le problème passionnant de l'Inde moderne et le rôle capital que le socialisme est appelé à y jouer, selon moi.

Interview prise par Jean Longuet (4)

L'Humanité, 5 décembre 1909.

(3) A la fin de 1909 et en 1910 on ne trouve pas trace dans **l'Humanité** des articles annoncés ici par Krishna.

(4) Jean Longuet, petit-fils de Marx, est dans le parti français et à **l'Humanité**, l'homme le mieux au courant du socialisme international, auquel il a consacré un volume de **l'Encyclopédie socialiste.** Connaissant parfaitement l'anglais et l'allemand, sincèrement internationaliste (il le prouvera au début de la première guerre mondiale), il assure les contacts avec des militants de tous les pays et accueille à Paris la grande majorité des socialistes étrangers.

C - LE MONDE MUSULMAN

15

Alexandre
BENNIGSEN

LES PREMIERS GROUPES SOCIALISTES PARMI LES MUSULMANS DE RUSSIE (1904-1914)

La fin du XIXe siècle marque le point le plus bas de la décadence du monde musulman face à l'Europe. Les uns après les autres les derniers territoires musulmans tombaient sous la coupe directe des Grandes Puissances occidentales, tandis que les derniers Etats islamiques devenaient des semi-colonies qui ne conservaient qu'une indépendance purement nominale, leur économie étant très rigoureusement contrôlée par l'Europe. Mais déjà commençaient à se faire sentir les effets de ce phénomène multiforme que fut le mouvement réformiste musulman qui devait redonner vie et vigueur à **Dar ul-Islam,** préparer, puis assurer sa renaissance et permettre un demi-siècle plus tard, sa libération de la domination européenne.

Or, de tous les pays de l'Islam, les territoires musulmans de Russie furent les premiers à tomber sous le joug des « infidèles ». En 1552, quand, partout ailleurs, l'Islam était en pleine expansion, porté par les armées ottomanes encore conquérantes, les troupes russes d'Ivan le Terrible détruisaient le Khanat de Kazan. Au XVIIIe siècle, d'autres terres musulmanes, le Khanat de Crimée, les Steppes Kazakhes, suivies au XIXe siècle, par le Caucase et le Turkestan furent conquises par les armées russes. Tombés les premiers, les pays musulmans de la Volga, de la Crimée et du Caucase obligés à lutter, pour survivre, contre la politique d'assimilation pratiquée par le tsarisme furent aussi les premiers à se relever. Au milieu du XIVe siècle, quand, partout ailleurs, les penseurs musulmans en étaient encore à rechercher les bases d'une idéologie, le réformisme, en Russie, surtout sur la Volga et au Caucase, était déjà un mouvement puissant, porté par une intelligentsia souvent brillante, moderniste et « occidentaliste », appuyée par toutes les couches de la société musulmane, mais dont la jeune et dynamique bourgeoisie marchande (dans le

pays tatar) ou industrielle (en Azerbaïdjan) était le porte-parole incontesté.

LE RÉFORMISME MUSULMAN EN RUSSIE

L'histoire du réformisme musulman en Russie reste encore à écrire, et son analyse, même succincte, sortirait du cadre de la présente étude (1). Il suffit de noter que ce mouvement, fortement influencé par le panslavisme et le populisme russe, débuta par la tentative de réforme religieuse destinée à briser le traditionalisme conservateur et à rendre l'Islam capable de survivre dans un monde moderne, dominé par la raison et l'esprit critique. Elle fut suivie par la réforme des langues littéraires, consistant à créer à la place des langues littéraires traditionnelles « semi-mortes », des langues modernes proches des dialectes vivants (2) et par la réforme de l'enseignement qui visait à remplacer les antiques écoles coraniques par des établissements modernes et laïques. Cette première étape du mouvement réformiste devait remporter un succès incontestable, et à la fin du XIXe siècle, les deux centres de l'Islam russe — Kazan et Bakou, étaient de véritables capitales intellectuelles, capables de rivaliser avec Istanbul, le Caire et Beyrouth.

Mais la réforme religieuse et culturelle n'était que le stade préparatoire de la réaction musulmane à la pression russe. Dès les premières années du XXe siècle, la bourgeoisie musulmane de Russie chercha à imprimer au mouvement réformiste une orientation politique. Revendiquant, dans une première étape, l'égalité des droits individuels, entre Musulmans et Russes, les chefs réformistes en vinrent, après la défaite de la Russie par le Japon, à exiger timidement d'abord, puis de plus en plus audacieusement l'égalité des droits collectifs. Ces revendications, formulées au cours des trois congrès musulmans de 1904-1906, à Nijni Novgorod (le premier et le troisième) et à Moscou (le second), se plaçaient sous le signe de l'unité de tous les peuples musulmans de Russie autour d'une idéologie commune — le panturquisme. C'est au cours de ces années

(1) On peut consulter à ce sujet nos deux ouvrages : Les **mouvements nationaux chez les Musulmans de Russie — Le « Sultangalievisme au Tatarstan,** Paris-La Haye, Mouton, 1959, 285 p. et **La Presse et le mouvement national chez les Musulmans de Russie avant 1920.** Paris-La Haye, Mouton, 1964, 386 p. ainsi que les travaux de Richard PIPES : **The Formation of the Soviet Union - Communism and nationalism 1917-1923, Cambridge,** Mass, Harvard University Press, 2e éd., 1964, 368 p.

(2) Réforme comparable à celle accomplie par Kemal Atatürk en Turquie.

de la première révolution russe, que les Musulmans fondèrent leur première organisation politique : l'« Union Musulmane » — **Al-Ittihad al-Müslimin,** au programme encore modéré, calqué sur celui des Démocrates-Constitutionnels (K.D.) russes et qu'ils envoyèrent des députés à la Douma.

Mais, dès cette époque aussi, il devenait évident que le mouvement réformiste, dirigé par des hommes issus de la grande bourgeoisie d'affaires, fidèles à la Monarchie tsariste, ne pouvait, avec son programme libéral, faire aboutir les revendications les plus élémentaires des Musulmans.

Le mouvement national uni à l'origine, commence dès lors à se scinder progressivement en deux ailes. Une aile modérée dont l'influence ira en s'atténuant et une aile radicale, qui, consciente de la faiblesse de l'autocratie tsariste, était prête à lutter les armes à la main pour faire aboutir ses revendications.

Au début du XXe siècle, à une époque où le mouvement national et l'idéologie panturque encore en plein essor mobilisaient toutes les énergies révolutionnaires, timidement, dans le sillage du réformisme radical, les idées marxistes s'insinuèrent dans le monde musulman russe. Comme dans tous les autres pays islamiques les débuts du socialisme furent difficiles et rien ne semblait pouvoir lui assurer un avenir brillant. La société musulmane paraissait en effet peu réceptive et les leaders du socialisme russe se désintéressaient pratiquement du **Dar ul-Islam.**

A leurs yeux, le socialisme marxiste, conçu pour les sociétés industrielles, était susceptible de s'appliquer à plus ou moins longue échéance, à l'ensemble du monde. Européocentristes, ils ne voyaient dans l'Orient musulman en général et dans les pays musulmans de Russie en particulier qu'un facteur de politique internationale et un « objet » de la Révolution future. Le « problème musulman » comme tel, n'existait pas mais se rattachait au problème général de la Révolution prolétarienne de l'Europe industrielle.

Les apparences donnaient raison à l'indifférence des leaders socialistes. Dans les pays musulmans de Russie, le prolétariat, élément fondamental de toute révolution socialiste, était encore faible, dispersé et inorganisé, voire inorganisable politiquement. Bakou était le seul centre où l'on trouvât un authentique prolétariat indigène (3) formé

(3) Dans la région de Bakou, on dénombrait en 1901 36.000 ouvriers, dont plus de 50 % musulmans.

d'ouvriers de la grande industrie pétrolière. Là, dans ce creuset où se fondaient les idées marxistes venues de Russie ou directement d'Europe, les ouvriers turcs azeris, caucasiens du Nord et persans côtoyaient leurs camarades russes ou arméniens, géorgiens ou juifs. Ils pouvaient acquérir ainsi une tradition révolutionnaire authentique et la lutte de classe s'y forgeait dans un combat réel, et non, comme ce fut le cas dans toutes les autres régions musulmanes, à travers les discussions théoriques de quelques cercles d'intellectuels. Au début du siècle, Bakou était le seul endroit au monde où le prolétariat musulman pouvait acquérir une véritable conscience de classe.

Partout ailleurs, la situation était bien différente. Le prolétariat tatar était nombreux, très nombreux même, puisqu'à la veille de la guerre de 1914, avec quelque 100 à 150.000 ouvriers, il se plaçait au quatrième rang par son importance numérique après les prolétariats russe, polonais et juif. Mais les ouvriers tatars étaient des « semi-paysans » dont la qualification professionnelle restait médiocre. Ils ne quittaient leurs villages que pour des travaux saisonniers et demeuraient isolés dans leur travail. Les plus fortes concentrations se situaient dans le bassin du Donets et de la région industrielle de l'Oural. D'autres étaient dispersés sur un immense territoire de la Sibérie à l'Ukraine. Dans le pays tatar de la Volga, le nombre total d'ouvriers musulmans ne devait pas dépasser, à la veille de la guerre de 1914, le chiffre de 4 à 5.000. Même s'ils participaient au mouvement révolutionnaire en Sibérie ou dans le Donetz, ces ouvriers ne pouvaient jouer de rôle dans leur pays d'origine. Cependant, grâce aux efforts des groupes marxistes russes de Kazan, quelques groupes syndicaux musulmans se formèrent entre 1902 et 1905, tels le Syndicat des ouvriers musulmans typographes et la puissante Union des Employés tatars du commerce **(prikaztchiki)** tous deux dominés par les sociaux-démocrates ; leurs militants joueront un certain rôle dans la Révolution de 1917 et ensuite dans la propagation des idées communistes en Orient. Dans les autres pays musulmans, Crimée, Caucase du Nord, Turkestan ou Steppes Kazakhes, à vocation essentiellement agricole, le nombre, et le rôle des ouvriers musulmans étaient encore plus négligeables.

A défaut de prolétariat, pouvait-on compter sur une autre classe réceptive aux idées socialistes ?

Dans les pays à population sédentaire, Volga, Crimée, Turkestan, la classe paysanne était peu combative, politiquement amorphe, inorganisée et inorganisable, et, de plus, entièrement dominée par un « clergé » conservateur à l'extrême, tandis que, dans les régions très reculées, là où la société indigène avait conservé sa structure tribale, dans les steppes Kazakhes par exemple ou dans les montagnes du Caucase, les paysans ou les nomades turbulents et guerriers pouvaient être une force révolutionnaire et, à l'occasion, même, devenir des alliés du socialisme.

Aussi au début du XXème siècle, en dehors de Bakou, la seule couche sociale susceptible d'accueillir tant bien que mal les idées socialistes, était la fraction la plus radicale de la jeune intelligentsia bourgeoise. C'est d'elle que sortirent les premiers groupes socialisants et socialistes musulmans. Le caractère « bourgeois » des premiers groupes marxistes indigènes marquera profondément toute l'évolution du socialisme, puis du communisme musulman en Russie.

LES PREMIERS GROUPES RÉVOLUTIONNAIRES

La possibilité d'apparition du socialisme chez les musulmans de Russie dépendait de trois conditions préliminaires.

Tout d'abord l'existence de contacts intellectuels étroits et déjà anciens entre l'intelligentsia musulmane et les Russes porteurs d'idées révolutionnaires. Cette condition existait dans plusieurs régions : dans la zone industrielle de Bakou, comme sur la Volga où la ville de Kazan jouissait du rare privilège d'être un grand centre culturel, fier de son université, et en même temps industriel.

Cependant, même dans les régions en apparence plus déshéritées, comme la Montagne du Caucase ou les Steppes Kazakhes, la présence de Russes opposants au régime — par exemple des déportés politiques tels les Pétrachevtsy au Kazakhstan — pouvait favoriser la propagation d'idées marxistes parmi les allogènes. Au début du siècle, ces idées flottaient dans l'air, se répandaient partout, et chaque groupe musulman pouvait y puiser tout ce qui l'intéressait directement.

Enfin les théories socialistes ne pouvaient être utilement acceptées que là où le mouvement national commençait à s'essoufler, déserté peu à peu par ses éléments les

plus actifs et les plus radicaux, convaincus de l'impossibilité de faire aboutir leurs revendications. Tel était le cas notamment du pays tatar de la Moyenne-Volga-Oural, de la Crimée et du Kazakhstan, où, devant les échecs répétés des députés libéraux musulmans à la **Douma**, se formait progressivement à la gauche du mouvement national une aile radicale toute prête à faire sien le programme socialiste.

L'exemple des groupes révolutionnaires russes fit fortune et le socialisme, avec son programme radical, put être considéré comme un « pas en avant » dépassant les revendications modérées des libéraux sans pour cela trahir les idéaux du réformisme, ni abandonner complètement le programme national. En même temps, il attirait les jeunes révolutionnaires musulmans qui voyaient dans son programme de lutte de classes une possibilité de se débarrasser des vieux cadres politiques libéraux issus des classes possédantes et suspects de compromission avec le gouvernement tsariste.

Mais, pour que le socialisme prenne effectivement corps en pays musulman et pour qu'apparaissent de véritables groupements politiques marxistes fortement structurés, il fallait une action consciente et volontaire des groupes socialistes russes en vue d'attirer à eux des militants musulmans ou de créer des filiales composées de musulmans, mais dépendant organiquement d'eux. De telles tentatives furent très rares, car, à l'exception de Kazan et de Bakou, les cadres socialistes russes travaillant dans les territoires musulmans ne se montraient guère intéressés à la diffusion de leurs idées parmi les musulmans. Dans certaines régions — au Turkestan par exemple —, cette indifférence cachait mal une attitude proprement « colonialiste » de mépris du prolétaire envers les masses rurales politiquement arriérées des allogènes.

Il est bien difficile de déterminer avec précision ce qu'a représenté jusqu'en février 1917 le « socialisme » musulman en Russie, car le vocable « socialiste » servit au cours de la période 1905-1917 à couvrir toutes sortes de groupements politiques révolutionnaires ou simplement radicaux qui se situaient à gauche du mouvement national et dont l'apparition fut presque simultanée en Crimée, dans la Moyenne Volga, dans les Steppes Kazakhes et en Transcaucasie. Seul le Turkestan resta en dehors de ce mouvement jusqu'en 1917.

En allant de la « droite » vers la « gauche », on trouvait d'abord des groupes issus du grand mouvement national et continuant à militer dans son sein, qui ne prenaient au socialisme russe que sa phraséologie et quelques éléments de son programme ouvrier et agraire, ainsi que ses méthodes de propagande et de combat, mais sans aucune attache organique ni même idéologique avec un quelconque groupe socialiste russe.

Le plus caractéristique de ces groupes révolutionnaires « socialisants » était le groupe politique criméen, le « Jeunes Tatars » **(Yeni Tatarlar),** qui se constitua vers 1906 à Baghtchesaray sous l'influence des « Jeunes Turcs » et aussi plus directement celle de mouvements révolutionnaires russes, surtout Socialistes Révolutionnaires (S.R.).

Né dans la clandestinité, ce groupe était composé de représentants de la petite bourgeoisie, d'instituteurs de la Crimée du Nord, de quelques petits commerçants et même de paysans, et il avait à sa tête une personnalité de premier plan, Abdurrachid Mehdi (4). Très nationaliste, mais adversaire du panislamisme et du panturquisme, il ne se souciait guère du sort des peuples musulmans habitant hors de Crimée ; il luttait pour libérer les Tatars criméens de la domination politique et économique tsariste. Au centre de ses préoccupations se situait le problème agraire, et les solutions qu'il proposait, le partage des terres notamment, s'inpiraient du programme des S.R. russes.

Ce groupe, prit part aux côtés des révolutionnaires russes aux troubles de l'été 1905 en Crimée et en mai 1906. Il fit paraître à Baghtchesaray, un journal de langue tatare **Vatan Khadymy** (« Le Serviteur de la Patrie ») (5). Mais, malgré sa phraséologie révolutionnaire et de nombreux thèmes socialisants tels que l'hostilité envers le « clergé réactionnaire », utilisés par les dirigeants « Jeunes Tatars », ce petit groupe restait encore étroitement intégré dans le mouvement national et son hostilité s'étendait à tous les Russes, monarchistes, libéraux et même socialistes.

Analogues au groupe des « Jeunes Tatars », furent les cercles Kazakhes, légaux ou clandestins, très imprégnés

(4) Abdurrachid Mehdi (Mehdiev) 1880-1912, d'une famille de paysans de la Crimée du Nord, a été instituteur dans une école tatare, puis député à la deuxième Douma où il remplit les fonctions de secrétaire de la fraction musulmane, enfin maire de la ville de Karasubazar.

(5) Ce journal, remarquable par la haute tenue de ses articles politiques était rédigé par une brillante équipe de rédacteurs parmi lesquels figuraient les meilleurs jeunes écrivains criméens : Hassan Sabri Ayvazov, Osman Murasov, Hussein Chamil Tokhtarghazi ... Le journal disparut en 1908 par suite de pressions des autorités russes et des difficultés matérielles.

de socialisme, qui se formèrent vers 1907 sous l'influence des idées révolutionnaires russes, surtout au Kazakhstan du Nord et en Sibérie méridionale (Omsk) et par lesquels étaient diffusés dans les steppes des mots d'ordre de libération du peuple kazakh de l'impérialisme russe et aussi, fait nouveau dans l'histoire de la pensée politique kazakhe, de lutte de classe contre l'aristocratie féodale indigène, classe riche et influente qui dominait encore entièrement la société kazakhe.

Mais l'acceptation de certaines idées socialistes par ces groupuscules n'impliquait aucunement une orientation nouvelle de leur combat. Seul, l'aspect révolutionnaire des mouvements socialistes russes les attirait et non la doctrine marxiste. Certains de ces cercles politiques, tout en se proclamant « socialistes » restaient profondément pénétrés d'idéologie religieuse. Ainsi en fut-il au Kazakhstan du groupement politique **Üch-Jüz** (les Trois Hordes) constitué peu avant la guerre à Tachkent, et qui exprimait les aspirations politique des Kazakhs méridionaux du Syr-Darya plus profondément islamisés que leurs frères du Nord. Ce parti populaire, panislamique, presque « clérical », gagna après 1014 des partisans dans le Nord, à Smiretch, à Turgay et à Omsk, répandant partout des mots d'ordre de résistance armée au pouvoir russe. Son action ne fut pas étrangère à la révolte des tribus en 1916. Après l'écrasement du soulèvement et la répression sanglante qui s'ensuivit, le groupe **Üch-Jüz** glissa vers la gauche et se rapprocha progressivement des Sociaux-Démocrates russes. Après 1917, il s'alliera ouvertement aux Bolcheviks, et ses militants prendront part à la guerre civile aux côtés de l'Armée Rouge.

Un exemple encore plus frappant de l'alliance entre l'idéologie religieuse et le socialisme fut donné par la secte hétérodoxe des **Vaïssites,** composée de petits commerçants et d'artisans tatars (6), groupe dissident de la confrérie Soufie de la **Naqchbandiyah** qui se constitua vers la fin du 19ème siècle à Kazan. La doctrine des Vaïssites se composait d'un curieux mélange de puritanisme musulman du type wahhabite, de nationalisme exacerbé et intransigeant et, après 1905, de socialisme marxiste. Ce groupe conservateur et même réactionnaire mais qui se proclamait « socialiste » devait, en 1918, s'allier aux Bolcheviks au nom de la défense de la pureté religieuse.

(6) Au sujet de cette curieuse secte, voir l'article de Chantal QUELQUEJAY : « Le Vaïsisme à Kazan - Contribution à l'histoire des Confréries musulmanes chez les Tatars de la Volga », **Die Welt des Islam,** VI, nº 1-2, 1959, p. 91-112.

D'autres groupes, mécontents de la ligne politique libérale du Mouvement National, allaient plus loin encore, en s'inspirant plus étroitement des programmes politiques des partis socialistes russes, Sociaux-Démocrates ou Socialistes Révolutionnaires, et faisant bonne place à la lutte des classes au sein de la société musulmane. Il y avait donc, pour la première fois, rupture de la vieille **Umma** musulmane. Ces partis estimaient que sa direction leur incombait de droit au nom de leur nationalisme plus radical, tandis que les éléments conservateurs d'extrême droite devaient en être exclus comme « traîtres à la cause nationale ». Cette position ressemblait en somme assez à l'attitude des divers partis communistes des pays arabes au lendemain de la seconde guerre mondiale.

LES PREMIERS GROUPES SOCIALISTES

Les leaders de ces groupes adhéraient parfois, à titre individuel, aux partis russes, surtout à celui des S.R. C'est dans le pays tatar qu'apparurent en 1906 ces groupes « socialistes », intéressants et même attachants par leur audacieuse ambition de découvrir un socialisme proprement musulman. Leurs dirigeants, jeunes intellectuels, **mollahs** et étudiants se disaient « socialistes », mais refusaient encore d'entrer dans le jeu, trop complexe et impénétrable pour eux, des rivalités dialectiques des diverses fractions marxistes russes et acceptaient aussi bien les thèses des socialistes révolutionnaires que celles des sociaux-démocrates, bolcheviks ou mencheviks.

Le parti **Berek** (« Union ») fut le premier groupe de ce type ; fondé à Kazan au printemps 1906, il fut dispersé par la police tsariste à l'automne de la même année. Ses dirigeants provenaient de tous les horizons politiques. Les principaux étaient le **mollah** réformateur Abdullah Apanay, membre du Comité Central du Parti **Ittifaq al-Müslimin,** le poète progressiste Gali Asker Kemal, et deux écrivains inscrits au Parti Social-Démocrate russe, Hussein Yamachev et Ghafur Kulahmetov (7).

Le **Berek** était une organisation petite-bourgeoise

(7) Le sort ultérieur de ces quatre dirigeants est révélateur du caractère encore flottant de ces premiers groupes qui se prétendaient « socialistes ». Le **mollah** Apanay, plus nationaliste que socialiste, joua un rôle assez effacé dans le mouvement national. On perd sa trace après 1914. Hussein Yamachev et Ghafur Kulahmetov, furent deux bolcheviks authentiques mais moururent avant la Révolution. Gali Asker Kemal (1879-1933), poète et dramaturge nationaliste progressiste, ne se rallia au régime soviétique et n'adhéra au Parti communiste qu'après 1920.

panislamique et nationaliste de gauche, mais son programme comportait aussi quelques idées marxistes des Sociaux-Démocrates. Il luttait pour la « liberté pour le peuple » et la « terre aux paysans ». Ses organes de presse publiés à Kazan en 1906, **Azat** et **Azat Khalyq** (8) offraient pour la première fois une plate-forme aux Bolcheviks.

Plus important était le second parti socialiste tatar, le groupe des **Tangtchylar,** dont les dirigeants étaient plus étroitement rattachés au Parti Socialiste-Révolutionnaire Russe. C'étaient de jeunes intellectuels d'origine bourgeoise ou cléricale : Ayaz Iskhaki (9), Fuad Tuktar (10) Abdurrahman Davletchin (11), Chakir Muhammedyarov. . . ., tous très profondément marqués par le socialisme russe sans sa forme populiste. Leur organe de presse, **Tang-Yoldyzy** (« L'Etoile du Matin »), fut certainement l'un des plus violents et des plus radicaux des périodiques prérévolutionnaires tatars (12).

D'abord rattaché à l'aile gauche du parti **Ittifaq al-Müslimin,** le groupe des **Tangtchylar** s'en détacha bientôt et envoya à la deuxième **Douma** six députés qui y formèrent le « Parti travailliste Musulman » **(Müsülmanlarynyng Hizmet Taïfese)** dont le programme était calqué sur celui des **Trudoviki** (S.R.) russes.

Malgré la phraséologie violente de leurs attaques contre les classes possédantes musulmanes et leurs liens avec les Socialistes-Révolutionnaires russes, les S.R. tatars du groupe **Tangtchylar** restaient solidaires du mouvement national. Au socialisme russe ils n'empruntaient que les méthodes révolutionnaires et, après l'avènement du communisme en Russie, ils se retrouveront presque tous dans les rangs des ennemis du nouveau régime. Ishaki et Tuktar

(8) **Azat** (« Le Libre ») parut à Kazan entre le 1er février et le 4 juin 1906. Yamachev publia les premières traductions en tatar de Kazan des appels du Comité de Kazan du Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe. **Azat Khalyq** (« le Peuple libre »), prit sa succession. De tendance encore plus radicale, cet hebdomadaire, lancé le 4 juin, fut suspendu le 12 septembre 1906.

(9) Mohammed Ayaz Iskhaki (1878-1914) a été l'un des meilleurs écrivains de langue tatare. Issu d'une famille de **mollah,** il prit part, encore étudiant, à l'action des cercles révolutionnaires tatars. Il fut arrêté à plusieurs reprises par la police tsariste et déporté en Sibérie. Il devait se détacher progressivement du socialisme et devenir, en mai 1917, l'un des leaders du mouvement national musulman. Après octobre, il devint adversaire déclaré du régime soviétique et émigra au Japon, puis à Paris et Berlin avant de se fixer en Turquie.

(10) Fuad Tuktar (ov), issu lui aussi d'une famille de **mollah,** avocat et député à la **Douma** où il présidait la fraction « Travailliste Musulmane », était un S.R. et, comme son ami Ayaz Iskhahi, rejoignit après Octobre le camp antisoviétique. Il émigra en 1920 et mourut en Turquie.

(11) Abdurrahman Davletchin, fils d'un marchand millionnaire, lui-même aussi S.R. de gauche dans sa jeunesse, rejoignit comme Iskhaki et Tuktar, les rangs antisoviétiques après Octobre.

(12) **Tang Yoldyzy** bihebdomadaire en tatar, parut à Kazan à partir du 18 mai 1906 et disparut le 11 septembre de la même année.

figurent même parmi les adversaires les plus tenaces des Soviets (13).

UNE SITUATION PLUS FAVORABLE : LA TRANSCAUCASIE

En Transcaucasie, où les révolutionnaires russes étaient peu nombreux et où le socialisme était représenté par des allogènes originaires du pays, surtout par des Arméniens et des Géorgiens, les idées marxistes purent se répandre plus facilement parmi les musulmans.

En 1904 quelques jeunes intellectuels musulmans fondèrent à Bakou un cercle d'études du socialisme marxiste qui fut rattaché à la cellule de Bakou du Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe. Son influence grandit après la première révolution russe de 1905, tant parmi les jeunes intellectuels que parmi les ouvriers musulmans de Bakou, et le cercle se transforma en un véritable parti politique, le « Parti Social-Démocrate Musulman Hümmet », plus connu sous sa forme abrégée de **Hümmet** (« Entraide »).

La naissance du **Hümmet** partait d'un paradoxe. C'était en effet la première et l'unique fois que le Parti Démocrate Russe acceptait de patronner la création d'une organisation à base nationale. On sait que le Parti n'acceptait pas de tels groupements, étrangers à l'esprit internationaliste, ainsi qu'il ressort de la longue polémique menée par Lénine contre le **Bund** juif.

Seule la situation très particulière de la Transcaucasie explique ce paradoxe : en raison des troubles sanglants et presque permanents entre Arméniens et Musulmans, la littérature politique publiée par le Comité de Bakou du Parti Social-Démocrate Russe risquait de ne pas rencontrer d'échos auprès de la population musulmane qui confondait volontiers les Sociaux-Démocrates avec les nationalistes arméniens particulièrement nombreux parmi les socialistes. C'est pour cette raison qu'il s'avéra nécessaire de créer une organisation à direction purement musulmane, capable de diriger le travail auprès de ses coreligionnaires. Mais la création du **Hümmet** rencontra des difficultés et, au VI[e] Congrès du Parti Social-Démocrate russe, A. Djaparidzé, délégué de la Transcaucasie, dut en quelque sorte

(13) Parmi les leaders du groupe Tangtchylar et de la Fraction travailliste musulmane à la **Douma**, un seul, Zeinal Zeinalov (1876-1935), un ouvrier azeri, député à la **Douma**, adhéra après 1918 au Parti Communiste et joua un certain rôle en Azerbaïdjan, comme professeur dans un **technikum** de Bakou, tous les autres disparurent pendant la guerre civile ou émigrèrent à l'étranger.

excuser l'existence de ce groupe que d'autres délégués prenaient pour une sorte de **Bund** musulman.

Pendant plusieurs années, jusqu'en 1912, quand la police contraignit ses dirigeants à rentrer dans une clandestinité totale ou à émigrer à l'étranger, le parti **Hümmet** mena une action vigoureuse, créant des groupes de combat, organisant des grèves et des meetings, publiant de nombreux périodiques (14), et son influence sur le « gauchissement » de l'opinion publique du Caucase et de l'Iran fut certaine et durable. Plusieurs dirigeants et militants **hümmetistes** réfugiés en Iran y jouèrent un rôle de premier plan dans la Révolution de Tabriz (1908-1911) et dans la publication des journaux d'inspiration marxiste. Le quotidien persan de Téhéran, **Iran- é Now,** un des premiers porte-parole du socialisme en Iran, était édité par l'azeri Mehmed Emin Rasul Zade, à l'époque l'un des principaux leaders du **Hümmet.**

C'est de Transcaucasie que les idées socialistes pénétrèrent en Iran, véhiculées par les nombreux Persans qui, chaque année, se rendaient à Bakou pour travailler dans l'industrie pétrolière. La première cellule marxiste (Social-Démocrate) persane, le groupe socialiste **Edjtemayun-Amiyun,** fut fondée à Bakou en 1904 par quelques persans, membres du Parti **Hümmet,** qui, après leur retour en Iran, s'y firent les plus ardents propagateurs du marxisme.

Le programme politique et les méthodes de combat du **Hümmet** étaient d'inspiration purement socialiste, mais son succès même devait le rendre suspect du point de vue de l'orthodoxie marxiste. En quelques années, le Parti vit grossir les rangs de ses militants de nombreux ouvriers, mais aussi d'intellectuels d'origine bourgeoise, voire aristocratique (15).

(14) Le Parti **Hümmet** fit paraître à Bakou, plusieurs organes légaux qui diffusaient les mots d'ordre du Parti Social-Démocrate : le premier était un organe bilingue (azeri et arménien) **Kotch-Devet** (« L'Appel ») qui parut le 26 mai 1906 et fut interdit par la censure le 6 août de la même année. Presque tous les dirigeants socialistes du Caucase, y collaboraient, dont Narimanov, Azizbekov, S.M. Efendiev, Chaumiyan, Djaparidzé, Radus-Zenkovitch. Mais le directeur, Isa bey Asurbeyji était un aristocrate temporairement progressiste qui deviendra réactionnaire après février 1917. Les autres organes en langue azérie furent **Tekammül** (« le Perfectionnement ») du 16-12-1906 au 26-3-1907 et **Yoldach** (« le camarade ») du 28-8-1907 au 1-9-1907. Après 1907, les dirigeants du **Hümmet** durent s'enterrer dans la clandestinité ou émigrer. Ils n'en continuèrent pas moins à inspirer quelques organes qui servaient indirectement de plate-forme aux socialistes musulmans : **Baky Hayaty** (« La Vie de Bakou ») en avril 1911 et **Ary** (« Abeille ») en décembre 1912.

(15) Parmi les dirigeants du **Hümmet** on trouvait quelques ouvriers tels Zeinal Zeinalov ou Ali Hussein Rasul Zadé, mais la majorité étaient des intellectuels d'origine bourgeoise, tels Sultan Medjid Efendiev, Assadullah Akhoudov ou Dadach Bunyat Zade ; certains étaient issus de la noblesse terrienne, dont Mechedi Aziz bey Azizbekov et les deux premiers présidents, Nariman bey Narimanov et Mehmed bey Emin Rasul Zade.

La diversité sociale des cadres du Parti explique pourquoi, malgré les slogans de lutte de classes, les polémiques souvent violentes contre les conservateurs et même son esprit internationaliste, le **Hümmet** ne cherchait pas à s'attaquer directement à la religion musulmane, ni à rompre complètement avec le camp nationaliste. Jusqu'à la guerre de 1914 sa ligne politique resta peu précise, assez changeante même. Si les historiens soviétiques actuels ont tendance à surestimer l'importance de son action, ceux des années 1930 le jugèrent plus objectivement et plus sévèrement (16). Rien ne montre mieux l'instabilité de ce premier parti socialiste musulman et les contradictions insurmontables que ses dirigeants devaient affronter, que les passages continuels de ses dirigeants les plus en vue d'un camp à l'autre. Ainsi l'un des fondateurs du **Hümmet**, Mehmed bey Emin Rasul Zade, devint en 1914 l'un des dirigeants du parti nationaliste et panturc **Musawat**, puis, en 1918, président de la République indépendante de l'Azerbaïdjan, avant d'émigrer en Turquie.

Le sort ultérieur des autres dirigeants du **Hümmet** est également révélateur du caractère instable de ce parti où le nationalisme panturc venait constamment contrebattre le loyalisme envers le marxisme. Plusieurs d'entre eux, Mechedi Azizbekov notamment, périrent pendant la guerre civile dans les rangs des Bolcheviks (17), d'autres survécurent et devinrent les premiers leaders du Parti Communiste d'Azerbaïdjan, occupant des poste-clefs dans la Nouvelle République Soviétique d'Azerbaïdjan. Narimanov, président du **Hümmet**, fut même le président du Conseil des Commissaires du Peuple de la République et membre suppléant du Comité Central du P.C. (b) Russe. Il mourut en 1933, à temps, ce qui lui épargna la disgrâce, au moins de son vivant (18).

Les autres **hümmetistes** eurent moins de chance. Leur

(16) DIMANSTEIN dans son **Revolloutsija i Natsional'nyi vopros**, tome II, Moscou, 1930, p. XL (introduction) écrit : « Le Parti Hümmet n'avait ni une grande efficacité dans le travail, ni une ligne politique très pure ; mais même ainsi, la petite somme d'expérience de travail du Parti avec une nationalité arriérée avait une grande importance ».

(17) Azizbekov (1876-1918) adhéra au Parti Social-Démocrate Russe en 1904 et fut l'un des fondateurs du **Hümmet**. En avril il fut nommé Commissaire du Peuple de la « Commune de Bakou ». Il fut fusillé par les Blancs avec les autres 25 Commissaires de Bakou.

(18) En 1938, Bagirov, premier secrétaire du Comité central du Parti Communiste d'Azerdaïdjan le qualifiait de « nationaliste-bourgeois anti-communiste, traître et provocateur » (in **Bakinski Rabotchi**, Bakou, 8-12-1938) et l'expression « Narimanovisme » servit à couvrir toutes les déviations de caractère nationaliste dans les organisations communistes du Caucase. Narimanov fut réhabilité à titre posthume après 1956.

passé nationaliste, héritage de l'époque où ils militaient à l'extrême gauche du mouvement national en Transcaucasie, devait les rendre suspects au régime soviétique après l'instauration du régime stalinien. Presque tous disparurent, accusés de « nationalisme bourgeois », dans les grandes purges du Parti Communiste d'Azerbaïdjan en 1938 (19).

LE GROUPE « URAL » ET LA PREMIÈRE ORGANISATION SOCIAL-DÉMOCRATE TATARE

Ce tableau plutôt insatisfaisant de l'évolution des premiers groupes socialistes musulmans en Russie ne serait pas complet si l'on omettait de signaler le seul groupe socialiste réellement orthodoxe, le seul qui ait rompu tout lien avec le camp nationaliste.

Le mérite de cette réussite, modeste d'ailleurs, mais digne d'être notée, revient à l'organisation de Kazan du Parti Social-Démocrate Russe, dominée par les Bolcheviks. Travaillant dans un milieu où les Tatars, ouvriers et intellectuels, représentaient une très importante minorité, les Bolcheviks russes de Kazan furent les premiers et les seuls à s'intéresser à la population allogène et à vouloir attirer les musulmans dans leurs organisations afin de donner à celles-ci un caractère réellement internationaliste. Aussi, c'est dès décembre 1902 qu'on voit quelques intellectuels tatars adhérer à titre personnel au Parti Social-Démocrate Russe.

Le premier, Ibrahim Ahtamov (20), fut chargé par ses camarades russes d'organiser la propagande parmi ses correligionnaires. Ahtamov introduisit en 1903, dans l'organisation Social-Démocrate son ami l'écrivain Hussein Yamachev (21). Ce dernier se montra un pionnier des plus actifs et des plus conséquents du marxisme tatar et un des rares Bolcheviks musulmans ; le seul aussi à jouer dans le

(19) Parmi les principaux « épurés » de cette époque figuraient notamment les anciens dirigeants **hümmetistes** : Sultan-Medjid Efendiev, Commissaire du Peuple à l'Agriculture et président du Comité Exécutif d'Azerbaïdjan ; Dadach Bunyat Zade, Commissaire du Peuple à l'Education nationale et Président du Conseil des Commissaires du Peuple d'Azerbaïdjan et tant d'autres.

(20) Ibrahim Ahtamov, issu d'une riche famille bourgeoise de Kazan, était un social-démocrate de tendance menchevik ; il deviendra, après février 1917, Socialiste-Révolutionnaire de gauche et après 1918 adversaire déclaré du régime soviétique.

(21) Hussein Yamachev (1882-1912), né dans la famille d'un riche marchand tatar de Kazan, était un poète et un publiciste de grand talent.

Parti un rôle d'organisateur. Il fut chargé de la propagande parmi les musulmans et de la traduction en tatar de la littérature marxiste.

Ces intellectuels d'origine bourgeoise entraînèrent à leur suite quelques ouvriers de Kazan, mais des adhésions individuelles restaient rares. L'entrée dans un parti russe même s'il se disait « internationaliste » était encore considérée comme une trahison envers l'Islam, et bien rares étaient ceux qui osaient franchir ce pas, quelles que fussent leurs sympathies politiques.

En été 1905, l'Organisation Social-Démocrate de Kazan en plein essor comptait 250 adhérents, dont une dizaine seulement de Tatars appartenant pour la plupart aux milieux intellectuels, presque tous introduits dans le Parti par Hussein Yamachev. En décembre de la même année, l'organisation fut détruite par la police et les rares socialistes tatars se dispersèrent pour se rassembler à Orenburg et y fonder, en 1907, en plein accord avec leurs camarades russes une Organisation Social-Démocrate purement tatare. Ce fut le groupe des **Uratchylar** du nom de leur organe de presse **Ural** (22). Ce petit groupe socialiste musulman était le seul à suivre avec rigueur la ligne politique des Bolcheviks russes, tant dans le domaine économique et social que dans celui de la politique nationale et religieuse. Il était strictement internationaliste, hostile sans concession à toute manifestation de nationalisme et radicalement anticlérical.

Les historiens soviétiques ont parfois tendance à exagérer l'influence de ce parti musulman et bolchevik sur la vie politique tatare. La réalité fut plus modeste. Quelques-uns des leaders du Parti, Hussein Yamachev et le poète Ghafur Kulahmetov, furent d'authentiques bolcheviks, anti-nationalistes mais Yamachev mourut en 1912 et Kulahmatov en 1918, et ils ne jouèrent aucun rôle après la dispersion par la police tsariste du groupe des **Uratchylar** en avril 1907. Quant aux membres prolétariens du groupe **Ural,** leur rôle dans le développement ultérieur du Parti

(22) Le journal **Ural** parut le 4 janvier 1907 et fut suspendu le 27 avril de la même année. Ce fut l'unique organe musulman de tendance bolchevik. Son ton était sérieux et, comparé à celui des autres journaux radicaux tatars, de l'époque, modéré. Il s'adressait aux intellectuels et aux ouvriers musulmans évolués, ces derniers encore très rares. Le journal étroitement surveillé par la police, envoyait chaque mois à ses abonnés une brochure politique dans laquelle il développait plus librement que dans ses colonnes les thèses Social-Démocrates. C'est dans l'**Ural** que parurent les traductions en Tatar (dues à Yamachev et à Ghafur Kulahmetov) des appels du Parti Social-Démocrate russe.

Communiste Tatar sera négligeable. En effet, au moment où éclata la Révolution de février, l'organisation bolchevick de Kazan ne comptait plus, à l'exception de quelques comparses, que des Russes.

Ce fait est capital pour l'histoire ultérieure du communisme tatar et, plus généralement, du communisme musulman en Russie. Ses futurs dirigeants, bien que de formation marxiste, assez superficielle d'ailleurs, n'avaient pas d'attaches organisationnelles avec la Social-Démocratie Russe et ne provenaient pas de groupes marxistes musulmans. Presque tous venaient du camp nationaliste. C'étaient des héritiers du réformisme musulman et le marxisme-léninisme qu'ils adopteront après février ou octobre 1918 n'effacera jamais complètement chez eux les souvenirs du nationalisme panturc. L'origine non-prolétarienne et le passé nationaliste des premiers dirigeants communistes musulmans dont Mir-Sayid Sultan Galiev fut le plus typique représentant, expliquent les graves crises qui agitèrent tous les Partis communistes des Républiques Soviétiques musulmanes entre 1924 et 1938.

En apparence, il y a donc un hiatus entre les premiers groupements socialistes musulmans, ceux d'avant 1914, et les organisations communistes musulmanes qui apparurent entre février et octobre 1917, et le rôle historique des premiers apparaît bien modeste.

Et pourtant, si, à l'exception du Parti **Hümmet** en Azerbaïdjan, il n'y eût pas de filiation directe entre les socialistes de l'époque héroïque de 1905-1914 et leurs successeurs communistes d'après octobre, les premiers laissaient un héritage idéologique important. Malgré leur petit nombre et la modestie de leurs moyens, ils furent les premiers à répandre dans le monde musulman des idées socialistes qui devaient pénétrer en Iran puis dans l'Empire Ottoman et de là, après 1920, dans les pays arabes. C'est grâce à leur action qu'après février 1917 toutes les classes de la société musulmane de Russie connaissaient superficiellement les théories socialistes et étaient prêtes à les accepter. « Même les cléricaux endurcis et les réactionnaires, écrit un auteur soviétique, se transformaient en socialistes exigeant le transfert des terres au peuple laborieux » (23).

C'est grâce à leur travail préparatoire que fut acceptée par de nombreux musulmans de Russie l'idée selon la-

(23) DIMANSTEIN, **Revolioutsija I Natsional'nyi vopros, op.** cit., p. 288.

quelle le Socialisme représentait l'aboutissement logique du mouvement réformiste national et qu'au moment de la guerre civile qui se déroula surtout dans les territoires à population musulmane, les masses musulmanes prirent dans leur grande majorité le parti des Bolcheviks contre les « Blancs ».

16

N. K. BELOVA

LE « PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE » D'IRAN

La première organisation social-démocrate d'Iran, appelée **Edjtemayun-'Ammiyun** (1), fut fondée parmi des Iraniens de Bakou, hors du territoire iranien, ce qui prouve le rôle de la Russie révolutionnaire dans l'éveil politique des masses populaires iraniennes. L'apparition de cette organisation est la conséquence de l'établissement de liens directs entre le prolétariat révolutionnaire de Russie et les ouvriers d'Iran.

DE BAKOU A L'AZERBAIDJAN IRANIEN

Selon l'historien Ahmed Kasravi (2), la fondation du groupe **Edjtemayun-'Ammiyun** à Bakou eut lieu « un an avant le début du Mouvement Constitutionnel » en Iran. Ses fondateurs et ses membres étaient des Iraniens résidant au Caucase, et son chef, un Azerbaïdjanais de Russie, Nariman Narimanov (3). Kasravi situe le début du Mouvement Constitutionnel en Iran vers le mois de mars 1905 (4). En se fondant sur cette affirmation, on peut considérer que l'organisation **Edjtemayun-'Ammiyun** de Bakou fut créée au cours de 1904, pas avant le mois de mars. Cette date

*) Cette étude est extraite d'un recueil publié par l'Université de Moscou en 1960.

(1) N. d. tr. **Edjtemayun-'Ammiyun** : en persan, association populaire.

(2) Cf. Ahmed KASRAVI, **Tarikh-é Mashrutiyat-é Iran** (« Histoire du Mouvement Constitutionnel en Iran »), Téhéran 1943, 2ème éd. ; 2ème partie, p. 148 (en persan).

(3) N. d tr. **Narimanov**, Dr Nariman Kerbalaï Nadjlaf odjlu, 1871-1925. Homme politique et écrivain azeri, né à Tiflis, diplômé de l'Ecole Normale de Gori et de la Faculté de médecine d'Odessa (1902), membre du P.O.S.D.R. en 1905, un des fondateurs du parti **Hümmet** et du groupe social-démocrate d'Iran, **Edalet** (1906). Il fut président du **Hümmet** en mars 1917, membre du comité de Bakou du P.O.S.D.R. (juin 1917), membre du Sovnarkom de Bakou (avril 1918), président du Revkom d'Azerbaïdjan (avril 1920), président du Sovnarkom d'Azerbaïdjan (mai 1921 à 1922), finalement un des représentants du CCE de l'URSS et membre candidat au CC du PC de l'URSS. Après sa mort, Narimanov fut condamné en 1937, comme « déviationniste ». Après la chute de Beria et de Bagirov il fut réhabilité. Sa biographie détaillée figure dans **Aktivnye bortsy za sovietskouïou vlast' v Azerbaïdjane**, Bakou, 1957, p. 13-17.

(4) Cf. KASRAVI, **op. cit.**, 1ère partie, p. 69.

correspond précisément à celle de la fondation de l'organisation Social-Démocrate transcaucasienne **Hümmet** (5) qui se donna pour tâche d'unir et d'organiser les ouvriers musulmans de Transcaucasie pour lutter contre l'exploitation dont ils étaient victimes de la part des Russes. Dès le début de son existence, **Hümmet** (6) exerça son activité parmi les musulmans de Transcaucasie sous la direction du comité de Bakou du P.O.S.D.R. Certains fondateurs de **Hümmet** étaient en même temps membres du comité de Bakou du P.O.S.D.R., comme par exemple Azizbekov (7). **Hümmet** ne s'occupait pas seulement des travailleurs locaux, mais aussi des ouvriers temporaires iraniens, venus à Bakou (8). Ces travailleurs immigrés côtoyaient le prolétariat révolutionnaire russe dans les industries du pétrole, dans les mines de cuivre de Zangezur, d'Alaverdy et de Kedobek, dans les entreprises de Batoum, de Tiflis, dans les transports ; on les y trouvait par dizaines et même par centaines de milliers, acquérant à ce contact une conscience de classe.

Le prolétariat industriel de Bakou comptait 50.000 membres vers 1905, il y avait plus de 10.000 travailleurs iraniens. C'étaient, en majeure partie, des paysans et des artisans, sans travail ni moyens financiers. Forcés de quitter leur pays pour gagner leur vie en Russie, les liens qu'ils conservaient encore avec la campagne et leurs familles restées en Iran, leurs efforts en vue de faire des économies sur leurs gains pour s'acquitter de leurs dettes envers les administrateurs agricoles ou bien pour ouvrir une boutique, expliquaient le faible degré de leur conscience et de leur activité. Tout ceci permettait aux capitalistes et aux Koulaks de maintenir au niveau le plus bas les salaires des

(5) Centralnyi Gosoudarstvennyi Istoritcheski Arkhiv. Azerbaidzanskoï SSR, C. **G.I.A. AzSSR** (Archives historiques centrales d'Etat, République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan), f. I, op. 7, d. 5,1 9.

(6) N. d. tr. Le parti **Hümmet** fut la seule organisation du P.O.S.D.R. à base nationale. Cf. l'étude sur « les premiers groupes socialistes parmi les musulmans de Russie ». Au 6ème congrès du P.O.S.D.R., A. Djaparidze, délégué de Transcaucasie, dut en quelque sorte excuser l'existence d'un groupement « national » que d'autres délégués au congrès pouvaient prendre pour une sorte de « Bund ». Les historiens soviétiques actuels ont tendance à surestimer l'importance du **Hümmet**, ceux des années 30 le jugent plus objectivement.

(7) N. d. tr. **Azizbekov,** Mesadi Aziz bey Révolutionnaire Azeri (social-démocrate), 1876-1918 ; diplômé de l'Institut technologique de Saint-Petersbourg. De retour à Bakou, il entra au P.O.S.D.R. et, en 1904, avec d'autres socialistes azeris, fonda le parti **Hümmet.** En 1917, il fit partie du CC du **Hummet** et du comité de Bakou du P.O.S.D.R. En avril 1918, il fut nommé commissaire adjoint du Sovnarkom de Bakou. Azizbekov fut fusillé par les « Blancs » en septembre 1918 en même temps que les autres commissaires de Bakou.

(8) Cf. N. K. BELOVA, « Ob othodnitchestve iz Severo-zapadnogo Irana v kontse XIX natchala XX. veka », **Voprosy Istorii,** 1956, n° 10, (De l'émigration du Nord-Ouest de l'Iran à la fin du XIX[e] et au début du XX[e] siècle).

travailleurs locaux et étrangers et rendait aléatoire la lutte des travailleurs locaux pour l'augmentation des salaires et l'obtention des droits politiques. Il fallait donc mener une campagne d'information parmi les ouvriers iraniens, les organiser, les unir aux travailleurs d'autres nationalités, en les entraînant au combat commun pour des revendications économiques et politiques. La cause déterminante de l'éveil de la conscience de classe chez ces « immigrés » fut leur présence dans les rangs des ouvriers du pétrole à Bakou où ils représentaient plus de 50 % des travailleurs musulmans (9). Ainsi, l'organisation des Bolcheviks de Bakou, par l'intermédiaire de **Hümmet,** de l'association de Bakou des ouvriers du pétrole et d'autres organisations légales, groupa les ouvriers en une association professionnelle unique et dirigea la campagne de grèves. La fondation **d'Edjtemayun-'Ammiyun** est donc liée à l'activité de **Hümmet.** Certains de ses militants apportèrent leur aide à **Edjtemayun-'Ammiyun** qui comprenait les ouvriers, mais aussi l'intelligentsia iranienne, petite bourgeoisie qui séjournait en Russie ; ceux-ci se familiarisaient avec la forme d'organisation de masse que représentait un parti politique. En effet, selon Kasravi, **Edjtemayun-'Ammiyun** fut fondé par des ouvriers travaillant dans l'industrie du pétrole à Bakou (...).

On a malheureusement peu de renseignements sur la vie et l'activité de ces militants. Cependant, parmi les fondateurs du premier groupe social-démocrate iranien on trouve le nom de deux révolutionnaires importants : le bolchevik Nariman Narimanov et Mohammed Amu-oglu Haydar Khan (10) qui joua par la suite un rôle essentiel dans la révolution iranienne en 1905-1911 et dans la révolution du ghilan en 1920-1921, puis fut l'un des fondateurs du parti communiste d'Iran. Ils purent prendre connaissance du programme et du statut de **Hümmet,** travailler leur propre programme, et il est même possible qu'ils aient connu le programme du P.O.S.D.R. Jusqu'au début de la

(9) Cf. P. PETROVITCH, («Les ouvrier du pétrole de la région de Bakou»), Tiflis, 1911, p. 23.

(10) N. d. tr. **Mohammed oglu Haydar-Khan Amu.** Après février 1917, a été le chef du parti **Edalet** (« Justice »), fondé à Bakou, groupe social-démocrate dépendant du parti **Hümmet** et composé exclusivement de travailleurs originaires de l'Iran se trouvant en Transcaucasie. En 1920, Haydar khan Amu se rendit à Resht où il fonda avec les **djingalls** (du mot persan djingal, qui a donné en français jungle, « frères de la forêt », nom donné aux insurgés ghilanais qui avaient, entre 1917 et 1921, fondé dans les provinces caspiennes de l'Iran, la RSS du Ghilan) le premier parti communiste iranien. Peu après, un conflit ayant éclaté entre Haydar khan Amu et Mirza Kutchik khan, le chef des **djingalls** du Ghilan, ce dernier fit assassiner Haydar khan Amu.

révolution, N. Narimanov et Mohammed Amu-oglu Haydar Khan entretenaient secrètement des rapports avec leurs partisans de Tabriz (11), avec le groupe fondé par Kerbelai Ali Mos'yu (petit commerçant jusqu'à la révolution), Hadji Ali Davafurush (vraisemblement pharmacien) et Hadji Rasul' Sadekiyani. Kasravi nomme le groupe d'Ali Mos'yu « groupe des **modjahed** » (12) (...) Ils étaient en rapport avec les organisations révolutionnaires du Caucase par l'intermédiaire des travailleurs de Djulfa ; ils diffusaient en outre des proclamations en Iran et avaient leur statut propre (le Desturnamèh) (13). D'après M. S. Ivanov le groupe d'Ali Mos'yu était un petit groupe de social-démocrates (14). L'absence de documents en faisant foi nous interdit cependant de l'affirmer.

Pour bien comprendre ce que ce parti politique voulait être et dans quelles circonstances historiques il fut fondé, il est indispensable de caractériser, fut-ce brièvement, la situation intérieure de l'Iran. Tout au début du XX[e] siècle, l'Iran retardataire et semi-colonial couvait une situation révolutionnaire ; témoin les manifestations continuelles et spontanées des masses populaires et l'activité sans cesse croissante des nationalistes bourgeois et des propriétaires fonciers opposés au régime du Shah, qui réclamaient une réforme dans un sens bourgeois. Les nouvelles de la défaite du tsar dans la guerre avec le Japon et celles de la révolution de 1905 en Russie produisirent un tel choc qu'elles déclanchèrent en décembre 1905, en Iran, une révolution de libération nationale à caractère bourgeois et antiféodal. Un retentissement aussi rapide est dû aux profondes contradictions socio-économiques dans la société iranienne et, en partie, à l'existence d'une organisation révolutionnaire secrète, entretenant des liens avec la Russie. Son influence se manifesta par la pénétration des idées démocratiques révolutionnaires et même socialistes de la révolution russe. Le rôle prépondérant dans le développement de la révolution iranienne échut aux provinces du Nord, particulièrement à l'Azerbaïdjan iranien et à son centre Tabriz. Par les masses d'ouvriers temporaires et aussi par l'intelligentsia progressiste, celles-ci étaient plus

(11) Cf. KASRAVI, **op. cit.** 1ère partie, p. 265-266.

(12) N. d. tr. **modjahed**, en persan, combattant et victime dans une guerre sainte. Durant la révolution iranienne, la lutte contre l'impérialisme était considérée comme une guerre sainte (djihad) et les révolutionnaires de Tabriz portaient ce titre.

(13) N. d. tr. **desturnamèh**, en persan, arrêté ministériel, instruction ; en général, décision administrative. Cf. KASRAVI, **op. cit.**, 1ère partie, p. 208, 267.

(14) Cf. M.S. IVANOV, **Sazyv pervogo iranskogo medjilsa**, (« Le premier madjless iranien ») in **Outchonnye zapiski Instituta vostokovedenia**, t. VIII, p. 79.

étroitement liées que les autres régions aux révolutionnaires de Transcaucasie.

D'après des documents d'archives et des travaux d'auteurs iraniens, le comité de Bakou d'**Edjtemayun-'Ammiyun,** dès le début de la révolution, fit entrer en Iran des groupes de volontaires iraniens **(feda'i)** (15) qui devaient aider le Mouvement Constitutionnel et accomplir un certain nombre d'actes terroristes. On parle aussi, dans certains cas, de comités social-démocrates iraniens, dans d'autres de comités de **modjahed.** Dès le début, les «**modjahed caucasiens**» Mechadi Ismaïl, Mechadi Mohammed Ali Khan, Hadji Khan et autres social-démocrates de Bakou, regagnèrent Tabriz. En septembre 1906, ils fondèrent avec le groupe d'Ali Mos'yu, l'organisation des **Modjahed,** dirigée par un « centre secret » (16). Ils apportèrent le programme de l'organisation social-démocrate russe qu'ils avaient traduit en persan et le firent connaître aux **modjahed** (17) (...). Quelques comités social-démocrates dont le comité central du parti, fonctionnaient déjà au Caucase pendant la révolution iranienne. On sait qu'il existait des comités de révolutionnaires iraniens à Bakou, Tiflis, Petrovsk, et, fin 1907, à Askhabad, peut-être aussi dans d'autres villes de Transcaucasie. Dès la fin de 1906, les appels signés par la section de Petrovsk du parti **modjaheb** connurent une large diffusion en Azerbaïdjan iranien (...)

Les fonds collectés par les sections servaient surtout à acheter des armes en Russie. En février 1907, N. G. Hartvig rapporte : « Les révolutionnaires azerbaïdjanais traversent la frontière caucasienne avec un grand nombre d'armes et même, selon certaines affirmations, des bombes. Même à Téhéran, ce n'est plus un secret pour personne » (18).

En janvier 1907, de nombreux Iraniens regagnèrent l'Azerbaïdjan iranien et le Ghilan chargés d'armes et d'explosifs. Leur retour était organisé par le comité central ou les sections du parti des **modjahed,** par exemple celle de Petrovsk. Parmi les ouvriers temporaires et la petite bourgeoisie, le parti recruta des groupes de militants et des

(15) N. d. tr. **Feda'i,** en persan, victime offerte en sacrifice. Durant la révolution iranienne, ce titre était porté par les révolutionnaires qui « étaient prêts à offrir leur vie en sacrifice ».

(16) Cf. KASRAVI, **op. cit.,** 1ère partie, p. 266-267 ; M.S. IVANOV, **op. cit.,** p. 81.

(18) Cf. KASRAVI, **op. cit.,** 2ème partie, p. 148.

(18) **Centralnyi Gosoudarstvennyi Voeno-istoritcheskii Arkhiv,** (Archives centrales d'histoire de la guerre), C.G.V.I.A. ; f. 400, d. 48, l 57. Examen des événements à Téhéran du 2 au 9 février 1907.

feda'î isolés auxquels incombaient les actes terroristes. Influencés par l'exemple direct de la révolution russe, ils constituaient l'avant-garde consciente et organisée de la révolution iranienne et suscitaient de ce fait de violentes attaques de la part des réactionnaires iraniens. Les représentants du comité social-démocrate de Bakou qui vinrent à Tabriz en décembre 1906 pour défendre les intérêts des masses paysannes d'Iran, proposèrent à **l'andjoman** (19) de Tabriz un projet de « réforme agraire » radicale sur la base du démembrement des vastes domaines de l'aristocratie (20). Cependant l'**andjoman** appartenait de par sa composition sociale à la classe dirigeante : grosse bourgeoisie, haut clergé, capitalistes. Craignant la propagation de la lutte antiféodale, il repoussa le projet de réforme agraire qui lui paraissait trop « à gauche ».

L'ORGANISATION SOCIAL-DÉMOCRATE DE TABRIZ

Au moment de la révolution, l'organisation de Tabriz des social-démocrates fut l'une des premières à lutter pour l'obtention d'une constitution, d'un **madjless** (21) et **d'andjomans.** Ceci confirme le fait selon lequel ils furent les instigateurs des premiers détachements de guerriers volontaires (22) en Iran, que les exégètes de l'époque appellent aussi « détachements de **feda'î** » ou « détachements de **modjahed** », qui effrayaient particulièrement la réaction. Tabriz, en janvier 1907, comptait déjà environ 12.000 combattants (23). Ce fut la première ville où ces détachements de combattants se livrèrent aux exercices guerriers (24).

Dès avril 1907, les social-démocrates de Tabriz réclamèrent le remaniement de l'**andjoman** et l'élection de nouveaux membres parmi les représentants des masses populaires (25).

(19) **L'andjoman** de Tabriz fut le premier organe d'autogestion locale en Iran, fondé en septembre 1906. (N.d.tr. **andjoman,** en persan, association, société ou club. Ce terme désignait les conseils populaires créés en Iran du Nord pendant la révolution et dont l'organisation s'inspirait des soviets russes).

(20) C.G.V.I.A., f. 2000, op. I, d. 1028, 1 122 ; extraits des lettres du dragoman Vvedenskij et d'autres personnalités sur la situation en Azerbaïdjan.

(21) N. d. tr. **Madjless,** en persan : parlement.

(22) C.G.V.I.A., f. 2000, op. 1, d. 312,11 207-207 ob. Compte rendu des événements en Iran du 25 juin au 11 juillet 1907.

(23) C.G.V.I.A., f. 2000, op. 1, d. 1023,11 143,158. Rapport du général Ljahov (Commandant de la brigade cosaque de Téhéran) du 24 février 1907, n° 28.

(24) C.G.V.I.A., f. 2000, op. 1, d. 312, 548 ob. Compte rendu des événements de Téhéran du 3 au 15 novembre 1907.

(25) **Centralnyi Gosoudarstvennyi Istoritcheskii Arkhiv v Leningrade** (Archives historiques centrales d'Etat à Léningrad), C.G.I.A.L., f. 600, op. 4,11 20, 22. Télégramme de Reïzcher du 12 avril 1907.

Dans le compte rendu des événements survenus en Iran du 25 juin au 11 juillet 1907, on rapporte à propos de Tabriz : « Le parti des révolutionnaires caucasiens fut longtemps maître de la situation ; ces révolutionnaires, membres actifs des cercles de « social-démocrates persans », ont établi des principes déterminés (évidemment empruntés aux organisations révolutionnaires russes) présentés ici dans la traduction du drogman du consulat général à Tabriz. **Ces derniers temps ce parti alla trop loin dans ses efforts de libération et dans sa passion partisane, de telle sorte qu'ici il suscita contre lui une importante opposition.** (26) (souligné par l'auteur). Ils se servaient de l'aile libérale du Mouvement Constitutionnel (le haut clergé, les hobereaux libéraux, la grosse bourgeoisie marchande) pour exercer une pression sur le gouvernement du Shah et obtenir des concessions et des privilèges en matière d'administration de l'Etat. Mais les libéraux s'effrayèrent de la poussée du mouvement populaire et surtout agraire en mai 1907, dans les provinces d'Azerbaïdjan et de Ghilan. Ils craignirent que les éléments démocrates bourgeois ne parviennent à exercer une influence déterminante à Tabriz, et ne s'emparent du pouvoir ; ils s'efforcèrent donc de les en empêcher.

La cour du Shah et les partisans de l'absolutisme s'efforcèrent à ce moment-là de semer la discorde parmi les **modjahed.** Deux **modjtahed** (27) haut placés à Téhéran, Bekhbekheni et Tabatabaï, déclarèrent que les **modjahed** caucasiens avaient trahi la foi (28). Le clergé de Tabriz, lui aussi, se mit à lutter contre les révolutionnaires. Le haut clergé quitta Tabriz en signe de protestation et envoya un ultimatum à son **andjoman.** Dès le printemps 1907, il rassembla progressivement ses forces pour fonder sa propre organisation et contrebalancer ainsi l'organisation révolutionnaire. L'une des méthodes employées pour diviser les **modjahed** fut d'opposer les combattants locaux aux nouveaux arrivants, aux **modjahed** « caucasiens », comme on se plut à les nommer, bien qu'ils fussent originaires d'Azerbaïdjan ou d'autres régions iraniennes, et que

(26) C.G.V.I.A., f. 2000, op. 1, d. 312,11 207-207 ob.

(27) N. d. tr. **modjtahed :** en persan, chef spirituel chiite de catégorie supérieure, habilité à interpréter la loi coranique. Contrairement à ce qui se passe dans l'Islam sunnite, qui est une religion sans clergé, l'Islam chiite en Iran formait une véritable hiérarchie ecclésiastique. Durant la révolution iranienne, le haut clergé chiite **(modjtahed)** était divisé en conservateurs, partisans du pouvoir royal et en « progressistes » qui soutenaient le Mouvement Constitutionnel.

(28) Cf. KH. FERZAD, **Tarikh-é Engelab-é Azerbaydjan,** (Histoire de la révolution d'Azerbaïdjan »), Tabriz, 1945, p. 68 (en persan).

seules de dures circonstances les eussent obligés à s'expatrier. Selon Kasravi, les **modjahed** caucasiens étaient plus expérimentés et plus instruits que les autres, mais ne se souciaient ni des **mollah,** (29), ni de la foi, et c'est sans doute pour cela que le peuple s'éloigna d'eux (30). Selon un autre auteur iranien, il y avait à Tabriz deux groupes de **modjahed :** un groupe composé de la population locale, l'autre de **modjahed** caucasiens ; les désaccords entre eux étaient fréquents. Ces désaccords (lesquels ?, l'auteur ne le précise pas) aboutirent le 8 (12) juillet 1907 à une escarmouche ; pendant trois jours le bazar fut fermé et l'**andjoman** cessa de siéger (31). Les documents d'archives russes confirment cette escarmouche (32) (. . .)

Le haut clergé et la bourgeoisie libérale, liés aux propriétaires fonciers féodaux qui dirigeaient le Mouvement Constitutionnel, prirent leurs distances par rapport à la révolution et entraînèrent avec eux les masses ignorantes : cette délimitation des forces de classe fut à l'origine de la division entre les révolutionnaires de Tabriz. Le nationalisme révolutionnaire de la petite bourgeoisie se différencia progressivement de celui des hobereaux et des bourgeois libéraux. Les **modjahed** caucasiens furent les représentants d'avant-garde de cette démocratie révolutionnaire petite bourgeoise. Ils avaient prévu l'éventualité d'un schisme et s'efforcèrent de consolider les rangs des militants. En mai 1907, le journal d'Azerbaïdjan du Sud, **Fari'yad,** dans son article « Allocution à la jeunesse turque », appelait la jeunesse d'Azerbaïdjan à se rassembler et lui citait l'exemple des Azerbaïdjanais du Caucase : « Pourquoi ne marchez-vous pas la main dans la main avec les **modjahed** du Caucase ? » (33).

Le déroulement de la révolution iranienne montre que les **modjahed** du Caucase jouissaient de la considération et de l'appui des masses laborieuses. L'organisation social-démocrate de Tabriz était la plus importante. Il y avait aussi des sections dans d'autres villes. En juin 1907, l'ambassadeur du tsar rapporte, à propos de l'organisation social-démocrate d'Enzeli : « l'**andjoman** d'Enzeli est obligé de supporter la violence du parti social-démocrate,

(29) N. d. tr. **mollah :** en persan, seigneur ; terme appliqué à tous les cléricaux chiites de grade inférieur.
(30) KASRAVI, **op. cit.,** 2ème partie, p. 149.
(31) Cf. KH. FERZAD, **op. cit.,** p. 69 ; KASRAVI, **op. cit.,** t. 1, 2ème partie, p. 149.
(32) C.G.I.A.L., f. 600, op. 4, d. 342, l. 40.
(33) Journal **Fariyad,** de Tabriz, n° 9, 5 mai 1907.

et par conséquent il perd auprès du peuple une influence autrefois presque absolue » (34).

LE PROGRAMME DU PARTI MODJAHED : SEPTEMBRE 1907

Il n'y avait pas encore de programme général unique. Un programme d'action pouvait être établi sur initiative locale. Le journal conseillait d'utiliser le programme des **modjahed** du Caucase pour établir des programmes locaux. En l'absence de textes, on ne peut dire s'il s'agissait du programme des **modjahed** du Caucase — sujets iraniens — ou de celui des social-démocrates du Caucase (qui pourrait être celui de **Hümmet**).

Jusqu'à présent on ne connaissait que les programmes et le statut du parti **modjahed** adoptés à Meshkhed le 10 septembre 1907. Ces documents ont été découverts dans les archives géorgiennes et publiés par E. Bor-Ramenskij (35). Le statut de Meshkhed commence par ces mots : « L'expérience a prouvé que, sans ordre établi et sans statut précis, le progrès de notre société est impossible. Les principes **qui furent établis ici même il y a deux ans ne correspondent plus à la situation actuelle** (souligné par l'auteur). C'est pourquoi il est indispensable d'établir, avec l'assentiment des sous-sections, un nouveau statut qui sera obligatoire pour tous les « **modjahedines** » (socialistes militants, membres de la société « **modjahed** ») (36).

Au premier contact avec les principes du parti des social-démocrates persans, on est tenté de le considérer comme un parti de type non prolétarien. Selon le premier article, peut en être membre toute personne ayant une profession ou des moyens d'existence obtenus de façon légale (c'est-à-dire les artisans, les paysans, les ouvriers et les marchands ; cf. article 8) (37). Le statut ne précise pas la signification de ces termes, les marchands figurent aux côtés des paysans et des artisans dans la classe opprimée.

Chaque membre du parti recevait une carte et un numéro d'immatriculation du comité central. L'impression de la carte et l'émission du numéro étaient donc l'apanage

(34) C.G.V.I.A., f. 2000, op. 1, d. 312, ll. 207-207 ob.
(35) Dans la revue **Krasnyi Arkhiv**. 1941, n° 2, p. 53-63.
(36) C.G.V.I.A., f. 400, op. 1, d. 53, IIème partie, p. 711.
(37) Cf. l'appendice « Principes du parti des social-démocrates persans ».

du comité central. Tout nouveau membre du parti devait verser à la caisse commune lors de son adhésion une certaine somme évaluée d'après son niveau de vie. Cet argent servait à financer les missions de représentants du parti dans d'autres villes, à acheter des armes et des vêtements, et à assurer la correspondance. Le versement était obligatoire, mais son montant était laissé à la volonté de chacun. Le statut envisageait la possibilité d'admettre une personne dont le cas n'était pas prévu à l'article 1er si cette personne versait environ 1 **tuman** (38), et promettait de ne pas s'opposer à l'instauration d'une constitution. Les affaires municipales étaient en principe du domaine du gouverneur ou du **kekhoda** (39) (staroste), et les lois sur les pouvoirs municipaux n'étaient pas encore publiées, l'intervention des membres du parti dans les affaires intérieures du gouvernement municipal ne pouvait donc, selon les « principes », avoir lieu que par l'intermédiaire du comité central et de l'**andjoman** (article 2). Seul le comité central, sur avis de l'**andjoman,** des **mollah,** et du gouverneur, pouvait accorder une autorisation spéciale d'arrestation ou de condamnation (article 3). Il ne se chargeait de la répression contre les individus que s'il n'était plus possible d'obtenir la condamnation de la part du gouvernement du shah. Les membres du parti devaient par leur activité prévenir toute intervention étrangère dirigée contre la révolution (40).

Dans les « Principes », les revendications de base du parti s'exprimaient ainsi : introduire une constitution, maintenir les **andjoman,** faire accepter les lois sur les pouvoirs municipaux. On devait libérer les paysans du servage dans lequel les tenaient les capitalistes et leurs **mubashirs** (intendants), et délivrer le peuple de l'obligation de s'expatrier. On ne parlait pas des moyens à employer pour la réalisation de ces objectifs. On sait que les représentants du parti social-démocrate proposèrent, en décembre 1906, le partage des terres de l'aristocratie en faveur des paysans, et que ce projet fut repoussé. Mais il n'y avait pas de programme agraire précis.

L'article 9 concernait la prise en charge par le parti

(38) N. d. tr. **tuman,** pièce de monnaie iranienne, équivalant actuellement à 60 centimes environ.

(39) N. d. tr. **Kethoda** : en persan, «ancien » ; désigne ici les chefs de quartier.

(40) L'article « Adresse à tous les dirigeants des modjahed » (**Farlyad**) soulignait aussi que l'un des objectifs essentiels des **modjahed** consistait à empêcher les gouvernements étrangers d'intervenir. On accordait donc une importance particulière à cette question. L'auteur de l'article connaissait sans doute bien les « Principes ».

des familles de ses membres tombés au combat, en particulier l'éducation de leurs enfants par l'ouverture d'écoles. A l'article 11 des « Principes » : « Toutes les actions et toutes les démarches des membres du parti doivent avoir pour but le bien et le progrès, et ne pas attenter à l'honneur et à la sainteté de la religion. (Il faut se souvenir que tous les membres du parti étaient musulmans et agissaient selon le **Coran**-note de l'auteur). Chacun doit se porter garant de la haute dignité du pays, comme s'il s'agissait de sa propre vie et de ses propres biens. »

Les « Principes » prescrivaient la soumission inconditionnelle des sections aux décisions du comité central « à condition que celles-ci soient la volonté de la majorité ». Les dirigeants des sections devaient toujours avoir un exemplaire des « Principes », devaient s'y conformer avec rigueur et les faire connaître à tous les membres du parti de leur section. Le comité central était composé de 11 membres (le président du parti, le vice-président, le secrétaire, le chargé d'affaires, le trésorier et 6 membres) qui possédaient chacun un sceau. Le comité central avait un sceau particulier. Ses déclarations portaient au plus 12 sceaux et au moins 7. Pour les quittances de versement, l'un des sceaux du parti des social-démocrates d'Iran suffisait (41).

On pense que ce document fut élaboré à Meshkhed, car le statut mentionne des « Principes », adoptés au même endroit deux ans auparavant et qui ne correspondraient plus à la situation (42). Le statut du 10 septembre 1907 reprend en grande partie les « Principes du parti des social-démocrates persans » de 1905-1907. Ces deux documents n'émanent-ils pas d'un seul et même parti, le parti des social-démocrates iraniens ? La question fut posée par M. S. Ivanov dans sa dissertation de doctorat sur la révolution iranienne : les social-démocrates coïncident-ils avec les **modjahed,** ou bien en sont-ils simplement l'avant-garde ? Une proclamation signée du parti des social-démocrates iraniens, portant entre parenthèse la mention **« modjahed »,** viendrait confirmer la thèse de l'identité. En l'absence d'autres données, la question reste ouverte. Un nouveau document, « les Principes du parti des social-démocrates persans », et la certitude de la filiation entre les « Principes » et le statut des **modjahed** du 10 septem-

(41) C.G.V.I.A., f. 2000, op. 1, d. 312, ll. 163-164 ; (il y avait des livres de quittances spéciaux.)
(42) C.G.V.I.A., f. 400, op. 1, d. 53, 2ème partie, 1 III.

bre 1907, permettent d'être plus affirmatif. Le terme de socialiste, entre parenthèses, précise celui de **modjahed** dans le statut et le programme. Le programme, « les objectifs de la section sacrée des **modjahed** persans (les socialistes révolutionnaires militants) » et « le statut de la section persane de la société des **modjahed** », publiés par Bor-Ramensky d'après des documents d'archives géorgiennes, se trouvent aussi dans les archives centrales d'histoire de la guerre (C.G.V.I.A.), dans les archives centrales historiques de la RSS d'Uzbekistan (C.G.I.A. UzSSR) et dans les archives de politique intérieure (43). Tous les textes de statut et de programme des **modjahed** trouvés jusqu'à ce jour sont une seule et même version à la machine de leur traduction en russe. On n'a pas encore découvert l'original en persan, ce qui aurait évité quelques imprécisions. En février 1908, moins d'un an après leur adoption, les agents du tsar parvinrent à obtenir le statut **(nizamnamêh)** de la section persane des « **modjahed** » et le programme portant le sceau de la section de Resht **(meramnanêh)** (44). Dans une dépêche secrète du 28 février 1908, Hartvig écrit que le premier drogman de Massia était parvenu à les obtenir dans les délais les plus brefs, en promettant d'observer le plus grand secret. Ensuite les documents furent apparemment rendus au traître de la section de Resht qui les avait livrés. C'est pourquoi, dans les anciennes archives tsaristes, l'original n'est pas joint au rapport...

Le texte publié comporte quelques fautes d'impression, et l'auteur a supprimé en tête les phrases suivantes : « Objectifs de la section sacrée des **modjahed** persans (socialistes révolutionnaires militants) au nom de Dieu bienveillant et miséricordieux. Gloire à Dieu, maître du monde ! Priez pour le seigneur des **modjahed !** A bas les agresseurs et les absolutistes ! » (45).

LE « STATUT »

Le statut fut établi de façon beaucoup plus détaillée que les « Principes » ; il comprenait 47 paragraphes de

(43) C.G.V.I.A., f. 400, op. 1, d. 53, 2ème partie, ll 111-119, 119 ob. 123.

(44) Parfois les chercheurs qualifient à tort ce document de « statut de la section de Mechkhed de la société des modjahed » ; ainsi A. M. MATVEEV « Materialy k istorii Iranskogo endjumena v Ashabade 1907-1911 gg », (« Documents pour l'histoire de l'andjoman iranien à Ashkhabad, 1907-1911») in **Trudy Sredne-aziatskogo gosudarstvenogo universiteta imeni V.I. Lenina**, XXVII, p. 55.

(45) C.G.V.I.A., f. 400, op. 25/214, d. 53, 2ème partie, 1 120 ob.

base, se subdivisant en de nombreux articles. Les articles les plus précis concernent la discipline. La violation du statut était sévèrement punie : par le boycott, l'exil, les amendes pécuniaires, l'arrestation et même la mort. En vertu du nouveau statut, tout nouveau membre devait déclarer son nom, le nom de son père, la nature de ses activités, et déclarer aussi qu'il prendrait note du lieu où serait convoquée la prochaine assemblée générale **(Omumi)** (46). Chaque nouveau membre devait en outre apprendre le statut et se faire présenter par deux **modjahed** qui se portaient garants de lui. Tout membre entrant dans la société devait en présence d'un délégué de l'assemblée générale, faire le serment « de ne pas trahir ou rompre le secret, d'agir toujours selon le statut, car sinon, il serait puni » (paragraphe 27).

Selon le statut (paragraphe 28, article 6), « tout **modjahed** peut entrer dans une autre société qui combat pour la liberté et dont les objectifs ne contredisent pas les nôtres », c'est-à-dire qu'il peut appartenir en même temps à d'autres partis social-démocrates, **Hümmet,** par exemple.

Les membres du parti devaient effectuer un versement à l'inscription (paragraphe 35) (5 **qäran** ou 1 rouble). Chaque mois devait être versée une somme allant de 1 **qäran** (47) à 100 **tumans,** établie selon la situation et les possibilités de chacun. Outre ces versements, des donations de gens riches « acquis à la cause », et le rapport des affaires de justice (1/10) démêlées par la société devaient compléter la caisse de l'administration centrale. Le statut recommandait aussi d'effectuer des perquisitions chez les réactionnaires et les opposants riches. Comme au statut précédent, le paragraphe 36 prévoyait les dépenses pour les achats de bombes, les proclamations, la correspondance, l'envoi d'orateurs et de **feda'î.**

Les sections devaient soumission sans condition aux décisions du comité central. On porta à 15 membres le comité central, à la tête duquel siégeait un président. Il tenait une assemblée deux fois par semaine, effectuait des inspections dans les sections, et devait, chaque semestre, communiquer aux sections les comptes sur les entrées et les sorties de fonds (48). L'impression des cartes de membres restait l'apanage exclusif du comité central. 10 %

(46) N. d. tr. **omumi** : en persan, général.
(47) N. d. tr. **qäran** : pièce iranienne équivalant à la dixième partie d'un tuman.
(48) Ces comptes rendus étaient publiés dans les journaux iraniens.

des recettes sur la vente des cartes dans les sections étaient versés à la caisse du comité central qui, en cas de besoin puisait dans la caisse des sections. Les sous-sections ne pouvaient exister qu'avec l'accord du comité central appelé aussi direction principale.

Le statut avait valeur obligatoire pour tous les membres. Il en était de même pour toute modification apportée au statut. L'assemblée générale, convoquée par le comité central, pouvait le modifier. Deux assemblées réglaient l'activité conspirative locale des sous-sections, l'une générale **(omumi),** l'autre spéciale **(hususi)** (49). La nomination des membres de l'assemblée secrète **(hususi)** dépendait du comité central. Le **hususi** se composait de 7 à 11 membres et élisait parmi ses membres à la majorité des voix : un président, un vice-président, un secrétaire, un trésorier et deux membres délégués à l'assemblée **omumi.** Leurs obligations et leurs droits étaient définis dans le statut. On prenait les décisions au quorum, si plus de la moitié des membres étaient présents, et à la majorité des voix. On appliquait donc le principe de soumission de la minorité à la majorité. Une comptabilité de bas en haut et inversement était prévue dans le statut.

L'assemblée secrète dirigeait l'assemblée générale et cette dernière devait en référer à la première. L'assemblée générale comptait 11 à 17 membres, et élisait en son sein un président, un vice-président, un secrétaire, un trésorier et 3 délégués auprès de l'assemblée **hususi.** L'assemblée générale n'avait le droit d'entretenir des rapports directs ni avec le comité central, ni avec les sous-sections. Ces relations restaient l'apanage de l'assemblée **hususi** qui donnait des directives aux sous-sections et aux sections. Le système de conspiration était complexe.

Aucun des membres de l'assemblée générale n'avait le droit de connaître les membres de l'assemblée spéciale, sauf deux délégués et un chef de **féda'i.** « Celui qui tentera de savoir sera considéré comme un traître et puni ». Les rapports entre l'assemblée générale et l'assemblée spéciale avaient lieu par écrits scellés (paragraphe 15). Le nom des membres de l'assemblée générale était porté sur un livre que gardait l'assemblée spéciale. L'assemblée générale formait des groupes de 25 membres et nommait un chef de groupe. Les groupes étaient numérotés. Leurs

(49) N. d. tr. **hususi** : en persan, particulier.

membres étaient responsables devant leur chef et, à part le chef, personne n'avait le droit d'entrer en contact avec l'assemblée générale. L'assemblée générale nommait 3 à 5 personnes qui devaient entretenir des rapports avec les groupes. A part ces délégués, les membres de l'assemblée générale n'étaient pas connus (...)

Les présidents des assemblées pouvaient être remplacés à la majorité des voix. Selon le statut, tout membre de l'assemblée spéciale pouvait être membre de l'assemblée générale à condition de garder secrète son appartenance à l'assemblée spéciale. Les **feda'î,** auxquels incombait l'exécution des sentences de mort et autres tâches secrètes, n'étaient connus que de leur chef qui leur donnait la carte. Le chef des **feda'î** n'était connu que de ceux-ci et de l'assemblée **hususi.** Les missions des **feda'î** se tiraient au sort. La grande solidarité des membres de la société s'exprimait dans le statut. Ainsi un article prévoyait des fonds pour la libération des membres de la société qui avaient été arrêtés. La société prenait l'engagement d'apporter une aide matérielle à la famille d'un combattant mort ou blessé. Les « Principes » en font déjà état. Selon le statut toujours, les **modjahed** devaient « promouvoir l'instruction par la presse, soutenir certains journaux, favoriser l'ouverture d'établissements d'enseignement qui, plus que tout, servent la cause du progrès et des droits du peuple » (50).

On fit de larges emprunts au programme de base et à la structure organisationnelle de **Hümmet.** En particulier les revendications pour la liberté de parole, de presse, de réunion et d'organisation, pour le droit de grève, le droit de vote, général, secret, et égal pour tous, sans distinction de richesse ou de nationalité, pour l'enseignement général et gratuit, pour l'impôt sur le revenu, pour la journée de 8 heures. Mais le droit de propagande religieuse, qui figurait au programme de **Hümmet,** n'était pas inclus dans le leur : ils restaient fidèles à la religion iranienne. Le programme agraire de **Hümmet** revendiquait « l'expropriation et la remise aux agriculteurs de toutes les terres, celles de l'Etat comme celles de l'aristocratie et des propriétaires terriens » (51), le point correspondant du programme des

(50) **Krasnyi arkhiv** 1941, n° 2, p. 51 ; **Centralnoe Arkhivnoe Oupravlenie Grouzinskoï SSR,** (Direction centrale des archives de la RSS de Géorgie), C.A.U., f. 3, d. 248, 11 183-184 ob.
(51) id.

modjahed préconisait la confiscation sans indemnité des terres appartenant au shah et à la maison du shah : l'achat des terres privées « au delà de la quantité indispensable » par une banque nationalisée dont ils revendiquaient la fondation ; la terre devait être attribuée aux paysans sous forme de petites exploitations. Le principe du partage n'est pas clairement défini. D'inspiration bourgeoise, le programme agraire des **modjahed** répondait aux aspirations des paysans.

L'article 9 réclamait l'institution d'un impôt sur le revenu, la fixation des impôts publics « d'après les bénéfices sur les marchandises et les biens » (52). Bien que les attaques contre le shah Mohammed Ali (53) et contre la dynastie fussent assez fréquentes, la revendication d'une république ne figure pas au programme. Même l'avant-garde du parti social-démocrate **modjahed** se contente de ceci : « plus tard, si Dieu le permet, selon les exigences du moment et le degré de conscience du peuple iranien, nous ajouterons quelques articles. »

L'ACTIVITÉ DU PARTI

Le comité central « autrefois se trouvait au Caucase », mais son lieu de résidence précis était secret. C'était vraisemblablement Bakou, puisqu'**Edjtemayun-'Ammiyun** y fut fondé. Les documents sur ce premier comité central font défaut. Le statut signale des sections du parti des **modjahed** à Téhéran, à Tabriz, à Meshkhed, à Ispahan, à Resht, et à Tiflis ; on les appelait sections d'arrondissement et elles avaient le droit d'ouvrir des « sous-sections » et de les surveiller. La section de Meshkhed, par exemple, ouvrit une sous-section à Askhabad. Dès le printemps 1907, une école russo-persane fut ouverte à Askhabad, sur l'initiative de quelques Iraniens. Selon un rapport de gendarmerie, l'**andjoman** saisit ce prétexte pour entreprendre un semblant d'action. Les douze membres principaux de l' **andjoman** qui constituaient aussi le comité de l'école,

(52) **Krasnyi Arkhiv.** 1941, n° 2, p. 51 ; C.G.V.I.A., f. 400, op. 25/214, d. 53, 2ème partie, l. 122 ob.

(53) N.d.tr. **Mohammed Ali shah** (1872-1925). Souverain de la dynastie des Qadjars ; adversaire résolu du Mouvement Constitutionnel, Mohammed Ali shah a dissous le **madjless** et suspendu la constitution le 25 juin 1908. En juillet 1909, à la suite du soulèvement des tribus Bahtyars et des **feda'i du Ghilan,** Mohammed Ali shah a été déposé et expulsé du pays. Revenu en Iran en juillet 1911, il essaya de s'emparer à nouveau du trône, mais vaincu par les forces gouvernementales, il dut fuir le pays une fois de plus.

étaient élus au scrutin secret (54). Leurs noms sont connus. D'après les documents publiés par A. M. Matveev, 8 des 12 membres étaient de gros commerçants, des propriétaires et des entrepreneurs ; ils s'étaient emparés de la direction des opérations, mais durent faire face à l'importante opposition des éléments petits-bourgeois de la colonie iranienne. En trois mois, surtout en septembre-octobre 1907 (cette date attire l'attention, car elle correspond à celle de l'adoption du nouveau statut des **modjahed),** 16 nouveaux membres choisis parmi les représentants de la petite bourgeoisie furent cooptés à l'organisation d'Askhabad. (55). Un détachement de **feda'î** de 150 membres fut fondé à la même époque (56). Ils avaient des cartes de membre spéciales « au sceau de **l'andjoman** » (57). (...)

La sous-section d'Askhabad du parti des **modjahed** était fidèle au statut et au programme. Au cours des réunions, on parlait de la révolution et du renversement du shah. Les fonds collectés au Turkestan servaient à l'achat d'armes et à la couverture d'autres besoins révolutionnaires ; ils étaient dirigés vers l'Iran et principalement vers Tabriz, où un soulèvement éclata en juin 1908. On expédia alors en Iran des masses d'armes et de munitions ; des détachements armés et des **feda'î** isolés vinrent aussi participer à la lutte révolutionnaire dans le Khorasan voisin (58). (...)

Jusqu'à présent, les documents concernant la section de Tiflis du parti des **modjahed** ne sont pas encore révélés. Selon certains récits eut lieu au printemps 1909 à Tiflis, dans la maison d'un certain Alla Alyasker, une réunion de 50 personnes, au cours de laquelle fut élu « le nouveau comité de Tiflis du parti des **modjahed** ». (...)

Ils envoyaient des volontaires en Iran, rassemblaient des fonds soi-disant « dans un but charitable » pour soutenir la révolution iranienne. D'après un rapport de gendarmerie de Tiflis, une partie des fonds ramassés par la société de « charité musulmane » était déduite des fonds

(54) **Centralnyi Gosoudarstvennyi Istoritcheskii Arkhiv Uzbekistanskoj SRR,** C.G.I.A., UzSSR, (Archives historiques centrales de la RSS d'Ouzbekistan), f. 461, op. 1, d. 53, l. 72. Rapport du gouverneur général du Turkestan au Ministre de la Guerre du 14 mars 1909, n° 507.

(55) id.

(56) Cf. A.M. MATVEEV, **op. cit.,** p. 51.

(57) Cette dernière assertion est suspecte, car les cartes de membres étaient distribuées munies du sceau du comité central, mais il est possible que Mechadi Hachim Kuliev, qui fit ces déclarations le 6 novembre 1908, ait brouillé les pistes à dessein, ou ait été insuffisamment informé. C.G.I.A. UzSSR, f. 1, op. 31, d. 580, l 53 ob.

(58) Cf. A.M. MATVEEV, **op. cit.,** p. 62.

du comité local du parti des **modjahed** et destinée aux besoins de la révolution et de **l'andjoman** local. (...)

La section de Tiflis était en rapport avec le P.O.S.D.R. (59).

La section de Tabriz était la plus progressiste et la plus combative ; elle fonda de nombreuses sous-sections. On note surtout l'activité de Sattar khan (60), stratège des forces révolutionnaires de Tabriz et de ses compagnons d'armes, l'activité des révolutionnaires de Salmas, d'Urmiyah, Khoi, Binab, d'Astara, d'Ardebil' et autres lieux. (...)

Malgré leurs imperfections (par exemple la reconnaissance de la terreur individuelle), le statut et le programme des **modjahed** jouèrent un grand rôle dans l'histoire de la révolution iranienne. Leurs ennemis de classe et les représentants en Iran des puissances étrangères comprirent que le programme et le statut correspondaient aux aspirations populaires. Ainsi N. G. Hartvig, fidèle exécutant de la politique russe en Iran, dut témoigner que malgré l'assentiment du shah, de certains ministres et hommes politiques, de la presse locale, le projet de création d'un sénat « n'avançait pas d'un pas ». « Cela prouve l'influence et la puissance des sociétés révolutionnaires, qui ont parfaitement compris qu'un sénat plus conservateur serait un frein à leurs aspirations criminelles qui ont si souvent bénéficié, sinon du soutien, du moins de la bienveillance du madjless. » (61)

Les organisations du parti des **modjahed** comprenaient des éléments prolétariens, petits bourgeois, des représentants du clergé, de petits propriétaires terriens, et des marchands, c'est-à-dire qu'elles réunissaient des représentants de classes et de groupes sociaux différents. Mais à cause de la faiblesse numérique du prolétariat (un prolétariat industriel faisait tout juste son apparition), ce n'étaient pas des organisations de type prolétarien ; elles souffraient de l'esprit de secte et pratiquaient la terreur individuelle. C'était en fait un parti révolutionnaire petit

(59) C.G.I.A. AzSSR, f. 132s, op. 1, d. 83, l. 9.

(60) N. d. tr. **Sattar khan** : héros national de l'Iran, arménien originaire d'une famille paysanne de Karadja Dagh. Il travailla quelques années dans les centres industriels de Transcaucasie, où il prit part au mouvement démocratique. Il fut membre du parti socialiste et nationaliste arménien de **Daschnaktzoutioun** (affilié à la seconde Internationale) et d'après les sources soviétiques, du parti **Hümmet** (les historiens soviétiques actuels passent sous silence l'appartenance de Sattar khan au parti des **Daschnak**). Sattar khan a été le principal chef militaire et civil de la révolte de Tabriz en 1908-1911. C'est lui notamment qui a créé les détachements de **modjahed** de Tabriz.

(61) C.G.V.I.A., f. 400, op. 25/214, d. 53, 2ème partie, l. 123. Téhéran, 28 février 1908, n° 39.

bourgeois. Il fut le théâtre de sérieuses contradictions alors que se délimitaient au cours de la révolution les forces extrémistes et modérées, correspondant aux différentes classes. Certains modérés (les négociants et la petite bourgeoisie) souhaitaient la création d'un autre parti, qui prit forme en 1911, sous le nom de parti démocrate.

En novembre 1908, le groupe des social-démocrates russes à Tabriz collabora à l'organisation de meetings dont la fréquentation fut intense. Lors de ces meetings, le 21 novembre (4 décembre) 1908 et le 13/26 mars 1909, les Iraniens arborèrent le drapeau rouge des social-démocrates, leur mot d'ordre fut « prolétaires de tous les pays unissez-vous ! », ils entonnèrent la Marseillaise et autres chants révolutionnaires (62).

L'activité du « parti social-démocrate d'Iran » **(modjahed)** se poursuivit jusqu'à la fin de la révolution. En septembre 1911, le journal **Social-Demokrat** appelait au nom du mouvement « Jeune Perse », le prolétariat européen et les travailleurs du monde entier à manifester pour la liberté de l'Iran. L'appel était signé du « comité central du parti social-démocrate persan » (63). Le P.O.S.D.R. répondit à cet appel par une résolution de la conférence de Prague : « La conférence exprime son entière solidarité avec le peuple persan, et particulièrement avec le **parti social-démocrate d'Iran** (souligné par l'auteur) qui dut subir de nombreuses victimes dans sa lutte contre les agresseurs tsaristes » (64). Premier parti politique d'Iran, il compta dès 1907, plusieurs dizaines de milliers de membres. Fondé sous l'influence directe de la révolution russe en 1905-1907, il correspondait aux intérêts de la population démocrate ; il joua un grand rôle dans la révolution iranienne et contribua à l'éveil politique des masses populaires. Des travaux ultérieurs dans ce domaine, dans lequel peu de choses ont été faites, et la découverte de nouveaux documents permettraient de présenter de façon plus détaillée l'histoire de sa fondation et de son activité.

(Traduction adaptée par Claudie Weill).

(62) Journal **Ali**, n° 35, 14 décembre 1908 (en géorgien) ; journal **Tchveni Arzi**, n° 21, 26 mai 1909 (en géorgien).

(63) **Social-Demokrat** (organe du P.O.S.D.R. à l'étranger, publié à Paris, puis en Suisse, 1908-1917) ; réédité par l'Institut Marx-Engels-Lénine, Moscou, 1934, t. 4, p. 5-6.

(64) V.I. LENINE, **Oeuvres**, t. 17, p. 434 (en russe).

« PRINCIPES DU PARTI DES SOCIAL-DEMOCRATES PERSANS » :

1er art. — Toute personne possédant une carte de membre ou un numéro d'immatriculation du comité central, doit avoir une profession ou disposer de moyens d'existence acquis de façon légale.

2ème art. — Etant donné que le maintien de l'ordre et de la sécurité dans la ville repose entièrement sur le gouverneur et les **ketkhodas,** le parti révolutionnaire ne doit pas s'immiscer dans les affaires intérieures de leur administration ; mais prenant en considération le fait que les règlements des administrations ne sont pas encore publiés, et que l'ordre dans la ville n'est maintenu que de façon précaire, il est permis d'aider les **ketkhodas.** Si le **Hokumet** (65) commet des abus à l'égard des habitants, tout membre du parti doit en référer à l'**andjoman** par l'intermédiaire du comité central.

3ème art. — Un membre du parti ne doit s'attaquer à personne, à moins d'une disposition spéciale du comité central. Ce même comité central peut donner un ordre dans ce sens si la condamnation ou l'arrestation d'une personne connue a été décidée à l'unanimité par l'**andjoman,** les **mollah** et l'administration.

4ème art. — Les membres du parti doivent agir en secret, ne se découvrant qu'à la minute du danger. Il entre dans les obligations du parti d'informer le comité central, par l'intermédiaire de ses dirigeants, des menées obscures d'un cercle de gens dont il aurait connaissance, afin que le comité, n'ayant pas recours aux moyens répressifs. puisse d'abord obtenir la condamnation de ces participants par l'administration.

5ème art. — Il incombe aux membres du parti de protéger au maximum les droits des étrangers, tant que les

(65) N. d. tr. **Hokumet** : en persan, pouvoir, gouvernement ou administration ; ici dans le sens de gouvernement provincial.

représentants des autres puissances ne portent pas atteinte à notre liberté et ne causent ainsi aucun tort à notre pays.

6ème art. — Comme le comité a besoin de fonds pour les missions dans les différentes villes, pour assurer la correspondance nécessaire, pour acheter des vêtements et des armes défensives, toute personne adhérant au parti apporte, en accord avec le **Coran** et selon ses moyens, une certaine somme à la caisse commune. L'argent ne sera jamais perçu de force, pour éviter les blâmes au parti. Tout nouveau membre du parti paie un **tuman** et s'engage à ne pas s'opposer à l'instauration d'une constitution.

7ème art. — Les dirigeants du parti sont responsables des actes de ses membres. Tout révolutionnaire ayant accompli une action illicite aux yeux du comité central subira immédiatement un châtiment.

8ème art. — Le représentant des sections provinciales n'a le droit d'entreprendre, sans autorisation du comité central, aucune action qui contredise ouvertement l'intention du parti. Toute décision du comité central doit être acceptée sans condition par les sections, à condition qu'elle soit la volonté de la majorité. Il est clair pour chacun que, jusqu'à présent, tous les travailleurs — paysans, artisans ou commerçants — ont été opprimés par la puissante classe des gens riches. Notre objectif est de délivrer les paysans, et aussi les autres habitants du pays, du servage imposé par les propriétaires terriens et leurs **mubashirs,** et de la nécessité pour un grand nombre d'entre eux de s'expatrier pour gagner l'indispensable morceau de pain et périr ainsi, victimes d'un rude labeur dans les mines.

9ème art. — Tout membre du parti, considérant comme siens les enfants de ses camarades, doit s'occuper de l'ouverture d'écoles pour leur éducation. Tout membre tombé au combat de libération a droit pour sa famille aux soins et à la sollicitude du comité.

10ème art. — Les membres du parti considèrent avec beaucoup de respect les hommes qui ont rendu des services particuliers à la patrie, et méprisent les traîtres, quelle que soit la couche sociale à laquelle ils appartiennent.

11ème art. — Tous les actes et toutes les entreprises des membres du parti doivent avoir pour seul but le bien et le progrès, sans pour cela attenter à l'honneur et à la sainteté de la religion. Chacun doit se porter garant de la haute dignité du pays, comme s'il s'agissait de sa propre vie et de ses propres biens.

12ème art. — Tout membre du parti témoin des souffrances du pays ne doit épargner aucune peine pour les calmer.

13ème art. — Le président d'une section provinciale du parti doit toujours avoir sur lui un exemplaire de ces principes. Il doit les appliquer lui-même, puis en faire prendre connaissance à toutes les personnes ayant un rapport avec la section.

14ème art. — Tout arrêt important du comité central porte les 12 sceaux suivant : le président, le vice-président, le secrétaire, le chargé d'affaires, le trésorier, le 1er, 2ème, 3ème, 4ème, 5ème, 6ème membre, et au centre, le sceau général du comité central, au minimum il faut 7 sceaux. Pour les affaires peu importantes, telles que les quittances et les cartes, un seul sceau du parti social-démocrate suffit.

17

Mohamed-Saleh
SFIA

EGYPTE : IMPACT DE L'IDÉOLOGIE SOCIALISTE SUR L'INTELLIGENTSIA ARABE (Salâma Mûsâ)

LE CAIRE, 1913 : MISE EN ACCUSATION DE LA PROPRIETE PRIVEE

Que ce soit au Caire, centre le plus important de ce qu'on appelle la Renaissance (« al-Nahda ») (1) arabe contemporaine, que le socialisme se soit frayé en milieu arabe son premier chemin, voilà qui ne saurait surprendre (2). Connue ici et là dès les dernières décennies du XIX[e] siècle, la nouvelle idéologie, durant la quinzaine d'années antérieures à la première guerre mondiale, attira une curiosité parfois non exempte de sympathie, enregistra quelques adhésions et inspira même des tentatives – rares il est vrai – de formation de partis politiques (3). Néanmoins, sans parler du fait que tout cela demeura à ce moment-là fort limité, ce fut seulement en 1913 que parut sur le socialisme le premier écrit arabe à se vouloir tant soit peu systématique et doctrinal. C'est cet écrit qui est ici traduit et présenté.

L'auteur, Salâma Mûsâ (1887-1958) (4), naquit dans

(1) Le nombre des vocables arabes que nous aurons à transcrire n'est pas tel qu'il impose un système scientifique de translittération. Nous adopterons simplement, dans chaque cas, et sur la base des conventions les plus courantes, le compromis qui bouleverse le moins les habitudes acquises tout en permettant au non-spécialiste la prononciation la moins déformante possible.

(2) Sur l'arrière-plan culturel général du monde arabe, sur sa relative homogénéité et sur la possibilité de le traiter comme une entité à certains égards, voir Anouar ABDEL-MALEK : **Anthologie de la littérature arabe**, II : Les essais, Paris, Editions du Seuil, 1965 ; 464 p., bibl., Index.), Introduction p, 9-36 – et Albert HOURANI : **Arabic thougt in the Liberal Age 1798-1939**, London, Oxford University Press, 1962 ; 403 p., notes, bibl. Index. Je remercie mes amis Anouar Abdel-Malek, Chargé de Recherche au Centre National de la Recherche Scientifique, pour les documents qu'il a bien voulu mettre à ma disposition – et Maxime Rodinson, Directeur d'Etudes à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, pour ses précieuses remarques.

(3) Tous ces faits, auxquels nous nous contentons pour le moment de faire allusion, font l'objet d'un travail que nous préparons par ailleurs.

(4) Voir Shukrî GHALI, **Salâma Mûsâ wa azmet al-dhamîr al-arabî**, (Salâma Mûsâ et la crise de la conscience arabe), Le Caire, Maktabat al-Khânjî, 1962 ; 341 p., bilb. Mais surtout nous disposons de l'autobiographie de l'auteur, Salâma MUSA, **Tarbiyat Salâma Mûsâ** (L'éducation de Salâma Mûsâ), Le Caire, Dâr al-Kâtib al-Misrî, 1947 ; 288 p. ; rééditée en 1958 par MAKTABAT AL-KHANJI, avec une partie

une petite ville située à une centaine de kilomètres du Caire, au sein d'une famille relativement aisée puisque le chef en était un haut fonctionnaire provincial qui laissa à sa mort en 1889 une cinquantaine d'hectares. Après les années d'enfance, le petit Salâma fit ses études primaires, puis, dans la capitale, des études secondaires pendant lesquelles — et en dehors desquelles — il fit en quelque sorte son entrée dans la vie, se politisa en se mettant au diapason du mouvement national, et, grâce à des lectures autant qu'à des contacts directs, s'ouvrit au modernisme véhiculé par la pensée occidentalisante qu'il trouva autour de lui (5). D'où une inquiétude, une soif de savoir et un besoin de changement qui, conjugués avec l'impression que l'Egypte ne lui offrait dans l'immédiat que de médiocres perspectives matérielles et morales, le déterminèrent à s'embarquer pour l'Europe, probablement en 1907 (6). Il y passa, avec seulement de rares et courtes interruptions, plusieurs années dont la première en France — où il apprit le français — et les autres en Angleterre — où il prefectionna son anglais. A Paris, il ne donna pas d'autre but que de se tremper dans une atmosphère, de puiser dans une civilisation et, selon sa propre expression, de « se marier à une culture » (7). A Londres, malgré des velléités d'études supérieures plus ordonnées et plus spécialisées, il finit vite par se lancer fiévreusement dans la recherche vorace d'une auto-éducation encyclopédique. Puis il rentra en Egypte et s'y adonna à une intense activité de journaliste et d'essayiste — commencée d'ailleurs en 1909 — dont l'un des premiers produits fut cette brochure de 1913 sur « Le socialisme ».

Ce texte consiste, on le verra, en une longue dénonciation de la propriété privée, suivie d'une partie program-

supplémentaire couvrant essentiellement les années 1947-1957. Il a paru une traduction anglaise du texte le plus complet, faite et présentée — malheureusement assez mal — par L. O. SCHUMAN, **Salâma Mûsâ : The Education of Salâma Mûsâ**, Leiden, E. J. Brill, 1961 ; XII + 267 p., notes, bibl. Index. C'est elle que nous utiliserons malgré tout, en raison de sa plus grande accessibilité au lecteur occidental ; nous tiendrons cependant compte de l'original quand nous aurons des citations à donner. Sur la vie et l'oeuvre de notre auteur, L. O. SCHUMAN a établi une petite bibliographie dont il faut tout particulièrement signaler l'un des titres, l'article de Sylvia G. HAIM : « Salâma Mûsâ. An appreciation of his autobiography », **Die Welt des Islams**, N. S. II 1, 1952, paru en 1953 ; p. 10-24.

(5) Nous utilisons ici l'ensemble des ouvrages cités dans la note précédente, mais plus particulièrement l'autobiographie.

(6) Sans que cela nuise outre-mesure à la restitution et à la compréhension de la courbe générale de la vie de notre auteur, les souvenirs de celui-ci sont souvent, en matière de chronologie, d'une imprécision qui ne permet d'établir certaines dates qu'à quelques mois près — parfois plus —.

(7) Salâma MUSA, **The Education... (op. cit.**, p. 3), p. 60 — Dans les notes à venir, nous renverrons à cette édition anglaise de l'autobiographie en indiquant simplement la ou les pages x.

matique qu'accompagne une sorte de « défense et illustration du socialisme ».

Si cette attaque contre la propriété privée, occupant une place centrale dans l'exposé, sonne assez radical, elle coexiste avec une modération qui se manifeste ici et là et qui appelle quelqu'explication.

Ce qui attire tout d'abord l'attention, c'est la discrétion observée au sujet de la question nationale, en un moment de grande effervescence anti-impérialiste en Egypte, par un jeune homme dont l'ardent patriotisme ne fait pas de doute. On ne trouve guère, dans ce sens, qu'un rappel théorique et plutôt prudent du lien entre capitalisme et colonialisme et une rapide allusion à la correspondance entre socialisme et intérêt national. C'est que l'auteur voulait vraisemblablement, pour être publié, éviter dans la mesure du possible de susciter une trop brutale réaction de la part des censeurs, c'est-à-dire des autorités égyptiennes et de leurs tuteurs anglais. Quelque temps auparavant en effet, il avait demandé, au début de 1911, une licence en vue de la création d'un journal se donnant pour tâche de « répandre le socialisme et le rationalisme fabiens ». Il avait essuyé un refus qu'éclaire d'une façon intéressante une note du 29 avril 1911 datée du Caire et envoyée en haut-lieu à Londres, après enquête, par l'« Advisor of the Interior » : « ... Salama Effendi Mussa est un jeune homme qui, après une courte scolarité à l'Ecole Préparatoire du Caire, a visité la France et l'Angleterre pour étudier le droit, mais est rentré en Egypte sans avoir terminé ses études. Il a, depuis, publié divers articles dans la revue scientifique **El-Muktataf** et dans les journaux politiques **El-Garida** et **El-Lewa.** Les articles signés par lui ne sont pas seulement violemment socialistes, mais sont encore dirigés contre le gouvernement et contre l'Occupation. De l'un d'eux je cite l'extrait suivant :

« Pour demeurer maître de son pays, un peuple doit sortir de sa léthargie et secouer sa torpeur, afin de résister à la vague montante des envahisseurs. Ce n'est pas en se comportant comme des esclaves devant leurs maîtres que les Egyptiens seront capables de s'opposer à l'occupation... Nous devons, par-dessus tout, soulever les travailleurs, en leur enseignant l'unité et la solidarité, de façon qu'ils puissent se mettre en grève chaque fois que leurs droits sont menacés ou que leurs salaires sont à augmenter. C'est par ces moyens que les capitalistes étrangers seront mis

dans l'impossibilité de les exploiter plus qu'ils n'exploitent les travailleurs de leur propre pays ».

Une forme récente de nationalisme extrêmiste s'adresse aux classes laborieuses dans les écoles du soir, les meetings, etc., dans le but de les dresser contre leurs employeurs et les Autorités. L'attention des autorités a déjà été attirée sur le caractère répréhensible du ton des articles de Salama Effendi Mussa, et, quand il a sollicité du Ministère de l'Intérieur la permission de publier pour son propre compte un journal, le Premier Ministre a refusé de l'y autoriser. J'ai contribué à ce refus » (8).

Sans doute ce précédent explique-t-il aussi, tout au moins partiellement, l'apparent refus du prosélytisme de la part de quelqu'un pour qui il était du devoir de tout Egyptien de « diffuser le socialisme ».

Lorsque, par contre, Salâma Mûsâ exposait des vues sagement « réformistes » sur divers points et défendait les socialistes contre l'« accusation » selon laquelle ils étaient des « révolutionnaires », il exprimait essentiellement — en plus peut-être, là aussi, du souci de rassurer — un gradualisme issu de ce socialisme fabien dont nous verrons plus en détail qu'il l'avait indéniablement marqué.

Quoi qu'il en soit de ces nuances, voire de ces contradictions, il reste vrai que ce qui, dans le texte qui nous occupe, donne généralement le ton, c'est cette mise en accusation de la propriété privée, mise en accusation dont Marx et Engels eux-mêmes faisaient l'élément déterminant de la contestation de l'ordre établi (9).

L'ITINÉRAIRE DE SALAMA MUSA

L'itinéraire qui aboutit à l'adhésion de Salâma Mûsâ à ce type de socialisme ? On peut essayer d'en saisir la dynamique à la lumière d'une part de ce qui, dans sa personnalité, dans son attitude, constitue les composantes de base, les motivations de départ ; d'autre part des horizons qui se sont ouverts à lui à partir de là, des influences intellectuelles qui se sont exercées sur lui.

L'idée que l'opposition à la propriété privée serait

(8) **Archives du Foreign Office**, London, année 1911, vol. 1113, file nº 12729.

(9) « ... les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : **abolition de la propriété privée** (souligné dans le texte). Karl MARX et Friedrich ENGELS, **Manifeste du Parti Communiste**, Paris, Editions Sociales, 1948 ; 47 p., notes, p. 28.

fondamentalement le propre du prolétariat, et du prolétariat seul, n'est ni conforme à la logique ni corroborée par l'histoire. Logiquement, il est clair que, pour professer une telle opposition, il suffit d'être non-propriétaire, ce qui n'est pas l'apanage de la classe ouvrière. Historiquement, citer des exemples de luttes engagées par des non-prolétaires contre la propriété privée reviendrait à retracer l'histoire des mouvements révolutionnaires contemporains. Cette forme de propriété trouve dans la couche plus ou moins étendue de ce que l'on peut appeler la petite-bourgeoisie non-possédante ou semi-possédante, un adversaire virtuel capable de devenir en certaines circonstances un ennemi bien réel.

Salâma Mûsâ, s'il était d'un milieu que nous avons qualifié de relativement aisé, n'en était pas moins précisément un petit-bourgeois non-possédant. L'héritage laissé par le père à une famille assez nombreuse ne procurait à Salâma qu'un minimum de sécurité matérielle, atout nullement négligeable puisque cela lui épargnait bien des soucis, mais qui ne lui permettait guère plus que de vivre, d'étudier et de faire de rares voyages (10). Il lui arrivait même de ressentir des frustrations dues à des difficultés financières, qui l'empêchaient par exemple d'acheter les publications dont il avait envie (11). Bref, il vivait sa vie, il l'appréhendait, à la manière de ceux qui ne disposent d'aucune richesse accumulée, d'aucun capital à gérer, mais seulement d'un revenu dont le flux non-cumulatif enracine chez eux une impression de non-avoir.

D'ailleurs, cette conscience de non-propriétaire peut naître même chez des enfants de grands possédants, lorsque certaines conditions psycho-sociales de malaise, d'inadaptation, de conflit de générations, etc., jouent dans un sens contraire à leur intégration dans leur micro-société et les amènent à ne pas reprendre à leur propre compte la Weltanschauung parentale (12).

C'est au demeurant à des considérations de cet ordre que l'intéressé lui-même recourt pour expliquer, d'un certain point de vue et à un certain niveau, ce qu'il appelle son « attitude révolutionnaire ». « Pour les psychologues », dit-

(10) p. 45, 54, 187.
(11) p. 37.
(12) « Sons against fathers », tel est le titre qu'E. LAMPERT (**Sons against fathers. Studies in Russian Radicalism and Revolution**, London, Oxford University Press, 1965 ; X + 405, p., notes, index) a fort expressivement donné à un intéressant travail consacré à quelques figures de pionniers du mouvement révolutionnaire russe de la deuxième moitié du siècle passé.

il, « le cadet dans une famille peut facilement devenir un rebelle, à cause de la pression exercée sur lui par la tyrannie de frères aînés ; en grandissant et en se frayant son chemin dans la société, il développe une attitude révolutionnaire dans la mesure où, dans ses contacts avec des personnalités dominatrices, il se remémore inconsciemment cette tyrannie du temps de son enfance. Effectivement, j'étais le cadet dans notre famille... » (13).

Et c'est lui également qui attire notre attention sur une autre dimension de sa personnalité : il faisait partie d'une famille d'introvertis, de schizoïdes (14), au milieu desquels lui-même ne faisait point exception (15). Ce type de tempérament engendre des réactions de fuite devant la complexité de la réalité (16) ; il pousse, semble-t-il, à substituer à l'intégration au monde tel qu'il est, à l'adaptation concrète à la vie quotidienne, un refus, une distanciation. qui ne laissent d'autre forme de prise sur le réel que la volonté de le transformer, la vision des rapports avec lui ne pouvant consister qu'en une espèce de règlement de comptes global. La compétition de tous avec tous, la lutte pour la vie, notamment, sont prises en horreur.

En outre, malgré l'insuffisance des renseignements que nous avons sur la vie sociale, la vie de relation des Mûsâ à cette époque, Salâma paraît devoir être tenu pour un déclassé ou tout au moins un semi-déclassé. La mort de son père fit en effet le vide autour de sa famille (17), laquelle vécut ainsi dans une ambiance sociale apparemment moins « digne » d'elle que celle qu'elle aurait connue si son chef, fonctionnaire et propriétaire respectable, était resté en vie (18).

Déclassé, «marginal», Salâma Mûsâ l'était plus encore en un autre sens, plus important assurément : il était, en tant que Copte, un minoritaire chrétien dans une majorité musulmane. Il le souligne lui-même à maintes reprises (19) et il y voit, quoiqu'à un moindre degré que pour les Chrétiens de Syrie (20), un facteur de recul par rapport à sa

(13) p. 240. Voir aussi p. 22.
(14) Le **Vocabulaire de la Psychologie** de Henri PIERON définit la schizoïde comme une « constitution mentale caractérisée par la tendance à la solitude, au repliement sur soi-même, à la rêverie, et par une difficulté d'adaptation aux réalités extérieures ».
(15) p. 9-10.
(16) p. 210.
(17) p. 9.
(18) p. 12-13.
(19) p. 11, 14, 22, 29, etc.
(20) p. 34.

société et d'ouverture à la culture occidentale (21) ; il explique même directement son « gauchisme » par son « appartenance à une minorité chrétienne », dont il compare la position et le rôle à ceux des Juifs (22).

Tel était donc le terrain, favorable à la **rébellion,** que notre adolescent offrait à l'impact des conditions socio-historiques générales de cette Egypte des premières années du XX[e] siècle. Le résultat, ce fut une double révolte.

Contre sa société tout d'abord. Très tôt, il semble avoir éprouvé un certain malaise devant les divers aspects d'une arriération socio-culturelle dont les manifestations étaient fréquemment concrètes, dans la famille, dans le système d'éducation, etc. (23). Il est toutefois évident que ce genre d'insatisfaction ne se transforme en général en prise de conscience claire que pour autant que peut être faite la comparaison avec d'autres sociétés, avec d'autres cultures ; et c'est ce que Salâma Mûsâ n'a pu faire que plus tard en Europe, comme nous le verrons.

Certains faits l'ont cependant frappé, peiné, dès son enfance et sa prime adolescence : par exemple des querelles d'argent intra-familiales autour de questions d'héritage (24), des querelles dont les conséquences font peut-être mieux comprendre son inlassable dénonciation de l'argent et de ses méfaits ainsi que son hostilité aux avocats.

Révolte du sentiment national ensuite et surtout. Ce fut sur les bancs de l'école que commença la haine des Anglais, représentés par des enseignants de type « colonial », arrogants, oppresseurs (25). Mais si le colonialisme scolaire était particulièrement visible (26), la présence britannique ne manquait pas d'autres manifestations qui envahissaient, meurtrissaient la conscience du jeune Egyptien d'alors (27) ; témoin cette affaire du village de Danshawây (1907) : des paysans qui, en réponse à la provocation de militaires anglais venus chasser leurs pigeons, avaient déclenché une bagarre au cours de laquelle un « citoyen de Sa Majesté » avait trouvé la mort, furent châtiés avec une grande cruauté, dans le plus pur style des satrapes coloniaux - en l'occurrence Cromer - qui entendaient « faire

(21) p. 188.
(22) p. 125.
(23) passim, entre autres, p. 7, 10-12.
(24) p. 19-22, 45.
(25) p. 11-12, 28, 45.
(26) p. 27, 199.
(27) par exemple p. 31, 47-48, etc.

un exemple » (28). Le retentissement de cet événement fut profond (29), tout comme le fut celui de **l'humiliation** ressentie par Salâma Mûsâ en diverses occasions : lors de l'une de ses traversées vers l'Europe, il se trouva sur le bateau en butte à des vexations de la part de fonctionnaires anglais des Indes qui lui firent faire sa première « expérience de la discrimination raciale » et le solidarisèrent avec un passager indien soumis aux mêmes traitements (30) ; un jour à Paris, au cours d'une conversation qui s'animait, il s'entendit dire par un de ses interlocuteurs français : « Ne discute pas... Tu n'en as pas le droit. Les Anglais sont vos maîtres ! » (31). Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce qu'il se trouvât faire objectivement et subjectivement partie du mouvement national (32), ni à ce qu'à la victoire en 1905 du Japon « oriental » sur la Russie « européenne » (33) il applaudît volontiers (34), comme un peu tout le monde autour de lui (35).

A la jonction — pour ainsi dire — de ces deux révoltes, se situait l'hostilité à l'aristocratie, dont le recrutement était en grande partie non-égyptien (36) : il s'agissait de toute une couche de pachas d'origine « allogène », turque principalement, qui étaient regardés dans une large mesure comme des étrangers (37). Cible commode s'il en fut, exposée à la convergence de la revendication nationale et d'une manière de sentiment de classe plus ou moins conscient (38).

INFLUENCES DÉCISIVES

Dans ces situations qui le formaient, parallèlement à ces expériences qu'il vivait, Salâma Mûsâ, largement ouvert au doute, angoissé, curieux (39), cherchait et trouvait où s'approvisionner intellectuellement.

Une nouvelle naissance : voilà ce que fut pour lui selon

(28) p. 31-32.
(29) p. 123-124.
(30) p. 60.
(31) p. 149.
(32) passim, entre autres p. 29 sq.
(33) On sait quel effet cet événement produisit dans les pays alors colonisés ou semi-colonisés. Là-dessus, quelques indications dans Ivar SPECTOR, **The first Russian Revolution. Its impact on Asia**, Englewood-Cliffs, N. J., Prentice-Hall, A Spectrum Book, 1962 ; VIII + 180 p., notes, bibl., index.
(34) p. 34.
(35) Le dirigeant du mouvement national égyptien, Mustafâ KAMIL, écrivit même immédiatement un livre à ce sujet : **al-Shams al-Mushriqa** (Le Soleil Levant).
(36) p. 30.
(37) p. 29 sq.
(38) p. 33.
(39) p. 175-178, 187-188, 194.

ses propres termes, la découverte, en ces premières années du siècle, de la théorie de l'évolution (40). Celle-ci, qui faisait alors beaucoup parler d'elle autour de revues telles que **al-Muqtataf** et de penseurs tels que Ya'qûb Sarruf et Shiblî Shumayyil, prit pour lui, étant donné son malaise, la valeur d'une véritable bouée de sauvetage, d'une vraie thérapeutique (41) : n'était-ce pas, au nom — combien prestigieux ! — de la science, la stigmatisation de la stagnation, de l'immobilisme, et la consécration non seulement de la légitimité mais aussi de la nécessité du progrès, de l'aspiration au progrès ? (42).

En même temps faisait irruption une bonne partie de la littérature et de l'esprit des Lumières, essentiellement grâce à la revue d'avant-garde **al-Jâmi'a** et surtout à son animateur Farah Antûn. Celui-ci traduisit Voltaire, Rousseau, Diderot et Bernardin de Saint-Pierre ; il mit en outre à la portée du lecteur arabe une version romancée de la Révolution Française — la version d'Alexandre Dumas —, et cette traduction eut un effet considérable (43).

Puis vint, à partir du voyage de 1907 (44), le contact direct avec l'Europe, avec, tout d'abord, les occasions de **comparaison** qu'elle fournissait (45). Comparaison du dynamisme de la vie politique européenne, de la liberté qui y régnait, avec la torpeur et la répression connues en Egypte : Salâma Mûsâ fut vivement impressionné par le mouvement de protestation soulevé par l'exécution en 1909 du rationaliste espagnol, anti-clérical et anarchisant, Francisco Ferrer (46)). Comparaison, surtout, de la situation de la femme « occidentale » avec celle de la femme « orientale » : littéralement bouleversé par ce qu'il observa et expérimenta (47), il adhéra à un féminisme que confirma et accentua l'influence d'Ibsen (sa pièce « Maison de poupée ») (48), et sympathisa avec le vigoureux mouvement des suffragettes de Mrs Pankhurst (49). Il ne semblait pourtant

(40) p. 233. Les traces de l'influence du Darwinisme et du Néo — darwinisme sont visibles dans le **Document**, là où l'on voit l'auteur parler de Darwin, de l'eugénisme et de la sélection naturelle.
(41) p. 37-38.
(42) On sait, par de multiples études aux résultats convergents, que l'évolutionnisme a souvent fasciné les pionniers de la révolution sociale, en tout cas dans les sociétés non-industrielles. Nous revenons sur ce problème un peu plus loin.
(43) p. 38-42.
(44) Voir plus haut.
(45) par exemple p. 134.
(46) p. 63-64.
(47) p. 54-56, 65-66. On remarquera le ton dur, amer, employé (dans le **Document**) contre le type de mariage qu'il dénonce.
(48) p. 72-73.
(49) p. 66.

pas spécialement préparé, intellectuellement, à évoluer dans ce sens, puisqu'en Egypte il ne s'était guère intéressé au combat mené par le premier grand féministe arabe Qâsim Amîn (50). Peut-être, toutefois, sa prédisposition était-elle plus profonde, d'ordre affectif, ses relations avec sa mère et l'une de ses sœurs ayant été empreintes d'une grande tendresse (51). Quoi qu'il en soit, il n'est pas rare, on le sait, que, chez les hommes, à l'attitude non-conformiste, à l'option révolutionnaire, soit liée une position plus ou moins favorable à l'émancipation de la femme. C'est que, dans la mesure où une révolte a tendance à être radicale, une contestation à se faire totale, tend aussi à s'imposer la constatation que dans l'état de la femme réside comme une image grossie d'une bonne partie des maux que l'on veut extirper, et que, quelqu'opprimé que soit un homme, il y a toujours une femme plus opprimée que lui (52).

Non moins importants qu'Ibsen furent, dans ce que Salâma Mûsâ appelle son « éducation littéraire » (53), les grands écrivains russes — Dostoievski, Tolstoï, Gorki — dont le succès était prodigieux à Londres quand il y arriva (54). Dans leurs romans, il trouva des personnages qui se débattaient dans des conflits dont certains au moins lui étaient familiers ; il pouvait se reconnaître dans ces héros qui lui proposaient, en retour, des modèles de comportement, des types de destin à assumer.

Un moment, Nietzsche captiva également l'esprit et le cœur de ce « jeune homme en colère » : l'avènement du surhomme n'était-il pas dans la logique de cette évolution qui était la loi suprême du devenir universel? (55). Comment la glorification de la puissance n'aurait-elle pas séduit un jeune Prométhée, un apprenti Prométhée, qui n'avait que trop souffert du sentiment d'impuissance né de la colonisation et du retard socio-politique ? (56).

Mais ce fut dans la triple direction du **rationalisme,** de **l'évolutionnisme** et du **socialisme** que Salâma Mûsâ subit en Europe les influences décisives.

(50) p. 29.
(51) p. 10, 17 sq.
(52) « Les traits psychiques généraux de la classe et de la famille viennent... se concentrer dans ce point focal : la femme », écrit Henri LEFEBVRE. « Psychologie des classes sociales », p. 364.386, in **Traité de Sociologie,** dirigé par Georges GURVITCH, II, Paris, Presses Universitaires de France, 2ème éd. 1963 / 1ère éd. 1960 / ; 466 p., bibl. ; p. 379.
(53) p. 70.
(54) p. 71.
(55) p. 42, 78, 227.
(56) Cet attrait du nietzschéisme agit également, semble-t-il, assez fréquemment dans des cas analogues.

Bien qu'il cite le journal parisien **La Lanterne,** le rationalisme qu'il connut fut pour l'essentiel celui que popularisait à Londres la Rationalist Press Association, qui diffusait activement de très nombreux ouvrages d'initiation scientifique et anti-religieuse (57).

L'évolutionnisme ? Il s'y était attaché en Egypte déjà. A Londres, il le rencontra un peu partout : il lut directement Darwin et Spencer et retrouva leurs idées ici et là dans les milieux culturels et politiques dans lesquels il évolua. Le monde du socialisme, entre autres, était plein, en cet « âge de Darwin » (58), de l'écho des problèmes soulevés par celui-ci et par ses adeptes (59) : pour ne citer qu'un exemple, notons qu'à des dates encadrant presque le séjour en Angleterre de notre jeune intellectuel, **The Socialist Review** ouvrait ses pages à la confrontation du socialisme et des implications de la philosophie biologique et du Darwinisme social (60). Peut-être cette fraternisation du socialisme et de l'évolutionnisme n'est-elle que très naturelle, dans la mesure où celui-ci, par le positivisme scientiste qu'il fonde en matière politique, ne fait qu'aller dans le sens de celui-là comme idéologie théoriquement déterministe et pratiquement activiste. En effet, de même que l'évolutionnisme propose une conception du progrès à viser tout en présentant comme inévitable l'évolution qui y mène, de même le socialisme, surtout dans ses formes les plus radicales, pose des fins à poursuivre tout en déclarant inéluctable le processus qui y conduit. Cette analogie de structure est particulièrement précieuse à l'homme d'action désireux de transformer le réel : l'une et l'autre de ces deux visions du monde concourent à lui donner l'irrésistible force de celui dont l'entreprise se place sous la double

(57) p. 63. L'esprit de cette propagande était celui dont on retrouve un spécimen (voir **Document**) dans l'explication de l'apparition de la propriété privée.

(58) Selon l'expression utilisée, à propos de la seconde moitié du siècle dernier, par John BOWLE, **Politics and opinion in the 19th Century. An historical introduction,** London, Jonathan Cape, paperback 1963, 1ère éd. 1954 ; 512 p. notes, bibl., index.

(59) p. 78 par exemple ; « la clé de leur (Shaw et Wells) approche réside dans le socialisme et l'évolution ».

(60) Il s'agit de la revue de l'Indépendent Labour Party, qui publiait en 1910, en mars, une controverse dans laquelle E. BERNSTEIN (« Revisionism and Social Democracy », p. 12-18) défendant le réformisme, et S. HERBERT (« Socialism in the making » (p. 32-37) prônant la révolution, invoquaient tous les deux la biologie, le premier celle de l'évolutionnisme néo-darwinien de Spencer et le second celle du mutationnisme de Hugo de Vries ; en juin paraissait un article de F. C. CONSTABLE, « Socialism and the survival of the fittest » (p. 254-260) ; en juillet Huw MENAI, « Socialism and the organic conception of society » (p. 394-400), reprend la discussion à la lumière de la confrontation de mars. Puis, voici en mai 1913 une étude de G. BENSON : « Socialism and Neo-Darwinism », (p. 228-34), etc.

égide du normativement désirable et de l'historiquement nécessaire (61).

Quant au socialisme, Salâma Mûsâ commença à en avoir quelqu'idée à Paris, par la lecture assidue de **L'Humanité** qui, raconte-t-il, le passionnait (62). Mais ce fut à Londres qu'il trouva le temps d'aller au-delà de ce niveau (63).

Vivement intéressé par l'ouvrage de Keir Hardie, **India** (1909), qui stimula sa réflexion sur les problèmes relatifs à la politique de l'Angleterre dans son pays, il rendit aussitôt visite au vieux leader et l'écouta parler du socialisme et de l'impérialisme : «... il me dit... que le socialisme régnerait sur l'Europe puis s'étendrait aux autres continents, qu'il devait être mis fin à la colonisation britannique en Egypte et en Inde, et que notre premier devoir de patriotes égyptiens était de faire partir les Anglais puis de promouvoir des réformes sociales au profit de la société égyptienne » (64).

Sa connaissance du marxisme, par contre, demeura livresque ; il n'y avait pas à Londres beaucoup d'occasions de contacter des penseurs ou des militants marxistes. Nous ne disposons d'ailleurs pas, malheureusement, des éléments nécessaires pour déterminer le contenu précis de cette connaissance (65).

Salâma Mûsâ vint d'ailleurs à Marx après avoir commencé à se « fabianiser ». Car ce fut surtout de **socialisme fabien** qu'il lui fut donné d'être nourri avant 1913. Il entra en 1909 à la Fabian Society, qui devint pratiquement son milieu préféré (66). Il en suivit les conférences, en dévora les publications. Parmi les figures de proue du mouvement, H. G. Wells, qui venait de le quitter en 1909 mais restait idéologiquement très influent, et Bernard Shaw, dont l'activité et l'ascendant étaient grands à ce moment-là, l'influencèrent tout particulièrement, le dernier notamment. Le premier lui insuffla son « mondialisme », le second son « socialisme humanitaire » dont Salâma Mûsâ nous dit

(61) Cf. les articles de Alan G. MORTON, « Le centenaire de l'origine des espèces de Darwin » (p. 192-204), de Valentino GERRATANA, « Le socialisme scientifique et Darwin », (p. 205-235), et de G. PLATONOV, « Darwinisme et Marxisme », (p. 286-317), parus dans le nº 25-26 (5ème année, mai-août 1961) de **Recherches Internationales à la lumière du Marxisme** intitulé « La vie et l'évolution ».
(62) p. 58.
(63) p. 71.
(64) p. 135.
(65) p. 78, 83 sq.
(66) p. 63, 67-68, 70 sq.

qu'il ne le trouvait pas « essentiellement différent du socialisme scientifique de Marx » (67).

LE PARADOXE DU RÉVOLUTIONNAIRE

Un petit-bourgeois, un colonisé, une nature rebelle : voilà ce qu'était donc Salâma Mûsâ lorsque, ayant bénéficié d'un début de formation assez éclectique qui allait du libéralisme des « Lumières » au socialisme en passant par le rationalisme et l'évolutionnisme, il composa son petit « traité » de 1913.

Quelles que soient les faiblesses de la pensée exprimée dans ce texte, il y avait là un germe, une percée malgré tout précoce, dont on peut se demander pourquoi il n'en est sorti, ni en Egypte ni ailleurs dans le monde arabe, aucun mouvement solide, pourquoi il n'y eut pas de progression continue dans cette voie.

Question délicate entre toutes, mais combien importante ! Question, surtout, au sujet de laquelle on ne peut formuler actuellement que des hypothèses.

L'une de ces hypothèses pourrait être que le succès d'une entreprise de transformation des structures d'une société, d'un projet visant à relever le défi de l'histoire en remettant en marche une communauté frappée de paralysie et victime-complice d'une sorte d'ostracisme historique, dépend autant de **l'enracinement national-culturel** des acteurs sociaux impliqués que de leur **dynamisme transformateur.** En effet, tandis que celui-ci est essentiellement tributaire d'une ouverture à la modernité qui revient en fait à l'adoption du modèle de la société industrielle et donc au recours à **l'autre,** celui-là représente ce que l'on apporte **soi-même** à l'information du processus ; et cet apport n'est concevable que si, précisément, l'enracinement historique concret, dans le vécu du groupe, de la société, de la nation, permet aux agents du changement social d'être porteurs, au-delà des problématiques abstraites et superficielles, d'un système de réponses adéquat au complexe des problèmes posés **hic et nunc,** dans leur dimension historico-culturelle et non seulement économico-technique et socio-politique.

Si l'on compare, par exemple, la pensée de Salâma

(67) p. 75. Voir plus généralement p. 67 sq.

Mûsâ à celle des premiers socialistes chinois (68), on ne peut qu'être frappé par le contraste entre le fait que, chez ceux-ci, tout semble jaillir, au moins en partie, **d'une histoire et d'une tradition** qu'on prend comme point de départ même lorsqu'il s'agit de les critiquer ; alors que chez le jeune socialiste égyptien, on se trouve en présence d'une pensée sans originalité, d'un texte qui aurait pratiquement pu dans ses grandes lignes être écrit par presque n'importe quel socialiste **abstrait** formé à la même école, d'une conception des choses qui ne doit rien à la culture arabe.

C'est que, marginal — comme nous l'avons vu — à plus d'un égard, Salâma Mûsâ a mené contre la tradition nationale-culturelle une lutte sans nuances. Des deux composantes de la solution du problème de la réémergence historique des peuples infériorisés — la composante du **progrès universel** et celle de la **personnalité** à reconquérir et à sauvegarder —, il n'a retenu que la première ; en perdant de vue la seconde sous prétexte d'anti-passéisme, il a un peu « jeté l'enfant avec l'eau du bain ».

C'est peut-être le paradoxe du révolutionnaire que de devoir **être profondément de sa société** pour pouvoir exercer efficacement **contre elle** la critique intransigeante de la révolution.

(68) Voir Stuart SCHRAM, **Mao Tsé Toung**, Paris, Armand Colin, Collection U, Série « Idées Politiques », 1963 ; 416 p., notes, bibl. ; et Hélène CARRERE D'ENCAUSSE et Stuart SCHRAM : **Le Marxisme et l'Asie 1953-1964, Paris, Armand Colin**, Collection U, Série « Idées Politiques », 1965 ; 494 p., notes, bibl. ; p. 68 sq. et 280 sq.

SALAMA MUSA : LE SOCIALISME *

Introduction

Ce qui me pousse à écrire ce court exposé, c'est le nombre de mesquineries et de bêtises qui se débitent sur le socialisme. Mon but est avant tout d'éclairer l'opinion publique sur la nature de celui-ci, ainsi que d'expliciter les objectifs des socialistes en Europe et en Amérique, d'indiquer les manifestations de leur influence sur la législation, et d'évoquer la prospérité connue, grâce à leurs efforts, par les ouvriers.

Je ne cherche pas à voir prendre cet exposé pour un appel aux masses en faveur du socialisme, ni à le voir aboutir à la formation d'un parti ou d'une association. Je ne fais que le présenter au public lettré dans l'espoir qu'il constitue un ferment intellectuel en attendant que le pays soit mûr pour le socialisme.

Aperçu historique

Lorsque Luther commença sa prédication, les esprits en Europe s'étaient quelque peu réveillés, à la suite de la découverte de l'Amérique et de la traduction des ouvrages grecs par les émigrés byzantins qui avaient fui devant les Turcs. La prédication luthérienne était en réalité l'un des effets de ce réveil. Cependant, aussitôt qu'elle se répandit tant soit peu et prit racine en milieu européen, elle devint à son tour une cause importante de ce réveil. Grâce à elle les esprits furent arrachés aux chaînes de la tradition. Les germes dus aux Byzantins se mirent à pousser dans l'esprit aryen, gagnant en extension et en profondeur tant et si

* Nous reproduisons intégralement ce texte, d'une part en raison de son importance comme premier écrit de son genre, d'autre part parce qu'il est toujours préférable d'éviter si possible des amputations qui ne peuvent être que plus ou moins arbitraires.

Inutile d'insister sur le fait que la traduction, soucieuse de concilier l'impératif de la fidélité avec les exigences du passage de l'Arabe à une langue aussi différente de lui que le Français, a dû se faire par endroits largement adaptative.

Salâma MUSA : Le Caire, 2e éd. 1962, 1ère éd. 1913 ; 30 p., **Al-Ishtirâkiyya.**

bien que, dès le XVIII[e] siècle, le producteur dans sa manufacture était déjà en train d'innover et l'intellectuel dans son bureau de théoriser. L'aspiration à la nouveauté se renforçait de jour en jour dans tous les domaines : politique, religieux, industriel, agricole, familial et social.

C'était dans les manufactures que l'innovation jouait le plus grand rôle. Des mains des producteurs indépendants travaillant chez eux ou dans leur atelier, l'invention des machines faisait passer la production aux mains des manufacturiers capables d'acquérir ces nouveaux instruments dont chacun pouvait produire, en une seule heure et sous la surveillance d'un seul ouvrier, bien plus qu'une vingtaine de travailleurs manuels en une journée entière.

D'où la naissance d'une classe peu nombreuse, très riche, détentrice de machines qu'elle mettait en œuvre grâce à des ouvriers jadis indépendants et propriétaires de leur atelier, connaissant leur métier, travaillant et vendant eux-mêmes leur production, mais désormais transformés, par l'apparition du machinisme auquel ils ne pouvaient résister, en salariés se livrant une concurrence telle que leurs salaires s'en trouvaient réduits au niveau le plus bas. Qu'il y eût alors surproduction sur le marché, comme cela arrive parfois, et voilà l'employeur obligé de licencier ses ouvriers en attendant la liquidation des marchandises à écouler et l'arrivée de nouvelles commandes. Les travailleurs connaissaient ainsi, de temps à autre, et en fonction des vicissitudes du marché, un chômage générateur de faim, de dénuement et de malheur.

Les penseurs sociaux se penchèrent sur cette situation. Au cours du premier tiers du XIX[e] siècle, un Anglais nommé Owen, homme de bien et d'honneur, qui avait tiré de l'usine qu'il dirigeait une grosse fortune, eut la lucidité de réaliser de quelle injustice les travailleurs, les siens comme les autres, étaient victimes, eux qui ne recevaient pas la totalité de leur dû. Il pensa qu'ils devaient s'unir et s'associer pour créer une ou des usines qu'ils feraient marcher par leurs propres moyens et pour leur propre compte, afin que leur labeur leur profitât à eux-mêmes et non aux patrons nantis. C'était là l'idée de la coopération qui s'est récemment diffusée parmi les prolétaires européens et parmi certains de nos agriculteurs. Les ouvriers anglais ont à l'heure qu'il est une fortune qui représente des millions et qu'ils ont amassée grâce aux sociétés coopératives qu'ils avaient formées. La pauvreté des tra-

vailleurs les a néanmoins empêchés de se libérer, comme le voulait Owen, du joug du salariat, et depuis son époque leur état a empiré. Créer des usines exige en effet un gros capital, que ne peuvent réunir les prolétaires.

Dans le même temps qu'Owen, un Français du nom de Proudhon établit, au terme d'une recherche théorique sur l'origine de la propriété, que le propriétaire était un « voleur » n'ayant absolument aucun droit d'appropriation, et que les diverses sortes de ressources devaient être propriété collective, chaque citoyen pouvant en user et ne devant recevoir en contrepartie de son travail que le salaire qu'il mériterait. C'est à partir de ce moment-là que se constituèrent de nombreux partis visant à faire entrer le socialisme dans la pratique. Mais les contradictions et les querelles les déchiraient. C'est que l'idée était encore, dans l'esprit de ses promoteurs, vague et embrouillée...

Bref... le capital se compose en somme de la part des salaires volée par le patron à ses ouvriers. Par exemple, au lieu de leur verser dix piastres, il leur en versait huit et empochait le reste, s'élevant ainsi, par l'accumulation des revenus, au sommet de la pyramide de la richesse. Pauvre il serait resté s'il avait payé à chacun la totalité de son salaire. Pour remédier à cette situation, Marx a proposé que l'Etat abolît le droit d'appropriation privée ; qu'il eût lui-même, par l'intermédiaire des assemblées locales et parlementaires, la possession des sources de la richesse productive telles que les terres, les mines et les usines ; et qu'il employât les individus comme des salariés qui toucheraient tout leur dû, le bénéfice devant être utilisé au mieux de leurs intérêts.

Voilà pour le bref historique du socialisme. Celui-ci est maintenant fort répandu en Europe, où l'incarne un ensemble de partis ; cela annonce la proximité de l'âge d'or que les socialistes appellent de leurs vœux. Nous n'en voulons pour preuve que le fait que ceux-ci ont, rien qu'en Allemagne, environ cent quotidiens et près de la moitié des voix aux élections parlementaires.

Les vices du régime actuel

Quel droit trouve-t-on à la base de la propriété historiquement ? Et quel droit la fonde présentement compte tenu des nécessités de la logique et de celles de la civilisation ?

Si nous poussons aussi loin que possible dans la nuit des temps l'étude de l'histoire de la propriété, nous nous apercevons que celle-ci doit son apparition à un mythe étrange : les hommes primitifs, nos ancêtres, seraient venus à l'agriculture grâce à leurs morts. Auparavant ils vivaient dans les forêts, dont ils mangeaient les produits sauvages. Croyant que le mort avait besoin de nourriture dans l'autre monde, ils déposaient dans sa tombe des fruits et des graines. Le corps humain devenant, en se décomposant, un excellent engrais, on voyait pousser sur la tombe du mort, peu après son inhumation, de grandes plantes vigoureuses. Ses parents venaient alors cueillir des fruits qu'ils devaient, imaginaient-ils, à une délicate attention du cher disparu. Ils interdisaient aux étrangers de toucher à ces produits, chaque famille ayant un mort censé lui en procurer et étant donc tenue de ne point léser les autres. D'ailleurs la sacralisation relative de la personne du mort faisait que seuls les siens pouvaient visiter sa tombe et s'asseoir dessus ou s'en approcher.

De là viennent et la propriété et l'agriculture. La tombe devenait à la fois terre de culture et zone réservée, interdite à autrui. Et de même qu'il devenait licite de s'approprier, à la mort du père ou de la mère, cette zone jadis par eux possédée, de même fut progressivement légitimée l'appropriation du bétail et d'autres biens autrefois propriété indivise de l'ensemble de la tribu à l'exclusion de ses membres pris individuellement.

« Laissez l'histoire de côté », rétorqueront toutefois aux socialistes les partisans de la propriété, « et envisagez la question à la lumière de la logique et des exigences de la civilisation. L'inégalité intellectuelle est de règle entre les hommes. Tel d'entre aux inventera une machine, écrira un livre ou découvrira un engrais de qualité, tandis que tel autre n'aura rien à inventer ni à découvrir ni à écrire. Pourquoi alors les considérer comme égaux et ne pas permettre à l'inventeur de garder ses droits sur son invention ? ».

Les socialistes avouent que la propriété trouve là un fondement valable, mais pour une période limitée et non pas, comme c'est le cas aujourd'hui, à perpétuité. L'inventeur peut par exemple jouir de son bien pendant vingt ou trente ans ; et c'est bien ainsi qu'en a disposé le gouvernement anglais quand, voulant protéger les droits des auteurs sur leurs œuvres, il les leur a réservés pour une

quarantaine d'années à peu près, l'œuvre tombant ensuite dans le domaine public.

Si la possession des terres, des maisons et des mines avait reposé sur la même base que la propriété des créations de l'esprit, les maux que nous connaissons actuellement auraient été évités, et les socialistes ne se seraient pas évertués à mener en faveur de leur doctrine leur inlassable propagande. Du reste, on sait que l'appropriation des terres, des mines et des maisons, loin d'exiger même le dixième de l'ingéniosité et de la valeur intellectuelle requises par la mise au point d'une machine ou l'élaboration d'une théorie scientifique, supposeraient bien au contraire beaucoup de cette bassesse, de cette petitesse et de cette médiocrité que nous observons chez les usuriers, les spéculateurs, les commerçants, etc...

« Pour quelle raison », demandera-t-on, « l'inventeur, ou l'homme à qui l'on doit une découverte, ou l'auteur, ainsi que leurs descendants, ne jouiraient-ils pas éternellement, comme dans le cas de la possession du sol aujourd'hui, des résultats de leur travail ? »

La réponse est que, en premier lieu, il ne nous est pas possible d'évaluer les choses avec précision et exactitude, et que, en second lieu, celui qui invente quelque chose, fait une découverte ou compose un ouvrage en est redevable à autrui.

Prenons un exemple : celui de Darwin et de son système. Celui-ci, ouvrant aux savants des horizons lumineux, marquant un tournant dans l'évolution de la science, et dissipant bien des ténèbres jadis entretenues par les légendes et les inepties, est maintenant la boussole du médecin, de l'ingénieur, du juge, du commerçant, de l'agriculteur et du journaliste, voire du forgeron et du menuisier. Pourtant, y a-t-il au monde quelqu'un qui soit en mesure d'offrir à Darwin ou à ses héritiers une contrepartie financière correspondant à la valeur de ce système ?

De plus, existe-t-il au monde quelqu'un qui puisse déterminer avec précision d'une part ce que Darwin doit à ceux de ses prédécesseurs qui avaient entrevu sa théorie et éclairé sa voie, d'autre part ce qui constitue sa contribution propre, celle pour laquelle il devrait être récompensé ? Impossible.

Si nous passons ensuite du point de vue de la logique à celui de la civilisation, il ne nous apparaîtra pas moins inconcevable que l'inventeur garde jusqu'à la fin des

temps le monopole de l'exploitation de son invention. Autrement, les voies ferrées existant actuellement dans le monde devraient être la propriété de la famille Stephenson, le père de nos locomotives à vapeur ; et les engrais chimiques, qui ont augmenté de millions de livres la valeur de la production agricole mondiale, devraient appartenir à l'homme qui les a découverts.

Dans le même ordre d'idées, le monde reviendrait à une poignée de familles ne dépassant guère la centaine, celles qui ont donné les génies dont le nom est attaché aux inventions et aux découvertes : l'"Amérique tout entière serait la possession de la famille Colomb, etc., etc...

La vérité est que l'innovateur ne mène à bien sa tâche qu'après que ses devanciers lui aient préparé le terrain. Sans les savants qui, avant lui, avaient pressenti les éléments de sa théorie, Darwin n'aurait pas pu l'élaborer. Il est le dernier échelon d'une longue échelle aux nombreux degrés. Cela rappelle les singes en forêt : apercevant un fruit qu'entraîne l'eau d'une rivière et qu'il est dangereux d'aller directement chercher, ils grimpent en bande sur un arbre de la berge, s'attachant les uns aux autres par la queue de façon à former une longue chaîne, puis, se suspendant à une branche au-dessus du cours d'eau jusqu'à en atteindre la surface, mettent ainsi le dernier d'entre eux à même de ramasser le fruit et de le ramener pour le partager avec ses congénères. Tout à fait semblable à la position de ce dernier singe est celle d'un Colomb découvrant l'Amérique ou d'un Darwin édifiant sa construction scientifique.

Mais ceux qui détiennent à l'heure actuelle les terres, les mines, les usines ou les maisons ne peuvent prouver que, dans cette appropriation, la part de la créativité est plus grande que, ou égale à, celle du vol pur et simple ; car ils en ont le plus souvent hérité de père en fils, l'ancêtre initial étant le voleur ou le spoliateur.

La plupart du temps, la valeur de ces biens s'accroît du simple fait de circonstances et de situations indépendantes de la volonté des possédants, par exemple quand l'extension d'une ville multiplie par mille le prix des parcelles rurales voisines devenus terrains à bâtir.

En d'autres termes, on chercherait en vain à la possession, même temporaire, des terres, des mines, des usines ou des maisons, une justification d'ordre logique, compa-

rable à celle de l'exclusivité des droits de l'auteur sur son œuvre vingt ou trente ans durant.

Y a-t-il du moins une justification au regard des besoins de la civilisation, par exemple en ce que le salut de notre communauté humaine aurait pour condition l'existence de propriétaires privés maîtres de toutes les sources de la richesse productive ? Je parlerai dans le prochain chapitre de la nature du régime socialiste et de la possibilité de le substituer à celui d'aujourd'hui. Mais je vais passer en revue, très brièvement et d'une façon nécessairement allusive, quelques-unes des défectuosités du présent état de choses.

1) En dernière analyse, nous œuvrons tous, à quelques exceptions près, en vue d'amasser de l'argent, et cela ne laisse guère de temps libre pour quelqu'autre occupation utile. Kropotkine a montré que dans une société socialiste ou socialisante il suffirait de travailler une ou deux heures par jour pour se nourrir, se vêtir et se loger. Mais pour le moment nous sommes tous poussés à rivaliser, à nous envier et à accumuler à qui mieux mieux cet argent qui a en réalité si peu de valeur. Il y aurait pourtant bien des manières de remplir notre temps : écrire un livre, inventer une machine, peindre un tableau, mettre à nu une vérité cachée, goûter aux plaisirs que procurent les voyages ou s'adonner à telle autre de ces activités dont dépend pour ainsi dire notre dignité d'homme.

2) Nous nous sommes divisés en deux catégories : celle des riches dont l'estomac regorge de grasses victuailles, et celle des pauvres qui lorgnent même le pain. Ceux-là ne courent pas moins que ceux-ci derrière l'argent. Il en a résulté d'une part que les habitations des misérables rendent crasseux nos villages, que les ouvriers chez nous sont peu résistants à force d'être mal nourris et que leurs enfants sont atteints de maladies qu'ils transmettent à ceux des privilégiés ; et d'autre part que ceux-ci, cherchant avec perplexité comment dépenser ce qu'ils ont, optent soit pour les plaisirs — ce qui encourage la prostitution, le proxénétisme et le trafic de l'alcool — soit pour la thésaurisation — ce qui rend aux autres la vie d'autant plus difficile —.

3) Le régime dans lequel nous vivons, et lui seul, a donné naissance, et très directement, à un certain nombre de métiers tels que ceux d'avocat, de prostituée, de

joueur, etc..., qui sont contre-nature et nullement nécessaires à une société bien organisée, et qui seront les premiers supprimés en cas d'instauration du socialisme, ce qui constituera une économie considérable.

4) Le présent régime a fait perdre aux gens tout sens de l'honneur et toute conscience. Le commerçant ment, trompe, frelate sa marchandise, et irait même jusqu'à empoisonner le pain pourvu que cela lui rapporte ; il bâtit des logements sans se soucier d'autre chose que de les louer au prix maximum et sans s'encombrer ni d'impératifs sanitaires ni de considérations esthétiques ; il fait passer des chaussures en carton pour des articles de cuir, etc... C'est que la fin, qui est l'argent, justifie tous les moyens.

5) Les plus grands crimes qui se commettent de nos jours, et toutes les prisons qu'ils nécessitent, ont pour cause la pauvreté et non pas, comme on le prétend, l'ignorance. La faim ne mène à rien de bon, le froid encore moins, et le dénuement est pire ; tout cela engendre la haine dans le cœur des pauvres et les fait agir de façon criminelle. Nous avons expliqué, au demeurant, que l'organisation économique actuelle impose parfois aux usines des arrêts dans leur fonctionnement et aux ouvriers, par conséquent, le chômage qui les jette en proie au besoin et à la misère.

6) La course à l'argent implique une dose importante d'absence de dignité, de mort de la conscience et de dégénérescence de la sensibilité. Ceux qui, par de telles voies, se lancent à corps perdu dans cette ruée, fournissent la preuve de leur piètre moralité. Et malgré cela, ce sont eux qui ont la possibilité d'avoir une progéniture envahissante, alors que les autres, ceux qui se gardent au-dessus de tels agissements, restent pauvres et célibataires jusqu'à extinction de leur espèce et donc disparition de la morale supérieure qui est la leur. Il y a là une grande perte pour tous, car toute civilisation se doit de faire en sorte que la descendance soit toujours meilleure que les parents afin que chaque génération l'emporte en qualité sur la précédente.

7) Les guerres actuelles, avec leur cortège d'horreurs, de déchaînements sauvages, de pertes humaines et matérielles, et de gaspillage de temps, n'ont pas d'autre cause que l'argent. Les banques font fructifier la majeure partie de leurs capitaux en recourant exclusivement aux gouvernements, lesquels n'en ont besoin qu'en temps de guerre.

Aussi, les financiers dans tout pays civilisé s'efforcent-ils de dresser les nations les unes contre les autres pour les engager dans une grande guerre qui les oblige à faire des emprunts massifs. Le colonialisme, avec l'injustice et l'esclavage qu'il comporte, n'est, lui non plus, rien d'autre que l'un des produits de notre régime actuel. Ce n'est pas seulement par orgueil ni pour la simple gloire que l'Angleterre colonise l'Inde et tient en esclavage ces innombrables millions d'Indiens, mais parce que ses grands financiers ont trouvé plus rentable d'investir leurs capitaux en Inde qu'en Angleterre, en raison du bas niveau des salaires des ouvriers indiens et du haut niveau de ceux des travailleurs anglais. Ces financiers poussent constamment leur pays à créer les conditions d'une réduction de la rémunération des prolétaires indiens et donc à empêcher ceux-ci de se civiliser.

8) Parmi les actes dus à l'organisation économique actuelle, le plus sordide, le plus ignoble, c'est le mariage d'argent. Le vieillard croulant, ridé et bavant, épouse une belle petite jeune fille, dont il achète l'honneur avec son argent ; dont la jeunesse, la beauté et la santé s'en vont ainsi en pure perte, au grand dam de tout le monde ; et qui n'aurait point été forcée de violenter ainsi ses sentiments et d'accepter de vivre avec un homme de l'âge de ses aïeux, si l'argent n'avait la valeur qu'on lui reconnaît de nos jours.

Que ce qui vient d'être dit nous suffise comme preuve de l'existence de quantité de vices caractéristiques du système économique actuel fondé sur la propriété privée. Nous allons voir maintenant ce que proposent les socialistes en guise de remède et de substitut.

Qu'est-ce que le socialisme ?

Le régime socialiste implique l'abolition de la propriété privée, c'est-à-dire que l'individu n'ait pas le droit de posséder une terre, une usine, une mine ou tout autre bien dont l'exploitation exige le recours au salariat, mais seulement son équipement domestique, ses vêtements et tout ce qu'il peut mettre en valeur sans faire appel à des salariés, peut-être même son habitation puisque cela ne saurait nuire à personne. Le socialisme ne vise qu'à promouvoir la liberté économique de manière à égaliser les chances d'enrichissement, et ce en abolissant l'héritage, si contraire en son

principe même à cette liberté économique qui suppose que les hommes naissent égaux et ne se distinguent les uns des autres que par leurs caractéristiques naturelles.

Le socialisme reconnaît par ailleurs ces différenciations naturelles. L'homme qui, de par sa force physique, réussit à fournir un travail plus important que d'autres, doit être rétribué en conséquence ; et à celui qui, de par sa capacité intellectuelle, se montre apte à créer, il doit être réservé sur ses découvertes ou ses inventions un monopole absolu quoique limité dans le temps, mais en tout cas — par respect de la liberté économique — non transmissible par héritage.

On pourrait se demander : Que peut être le socialisme dans un pays tel que l'Egypte ?

Il peut consister premièrement à éduquer les masses dans l'esprit de la démocratie parlementaire ; et deuxièmement, d'une part à diffuser les principes socialistes et à en intégrer progressivement certains au plus profond de la pratique gouvernementale jusqu'à ce que la nation en soit imprégnée et les fasse siens, d'autre part à assurer le progrès de l'instruction et, par l'écrit, à éclairer sans relâche la nation sur ses véritables intérêts.

Au lieu que le village soit gouverné par un « maire » à la désignation duquel les habitants ne prennent aucune part, il le sera par une assemblée élue par les villageois adultes des deux sexes. Celle-ci nommera les gardes, le juge, l'ingénieur et le médecin de la localité ; en louera les terres aux villageois qui se porteront preneurs ; et servira l'intérêt du village en dépensant ses recettes à développer l'enseignement, à construire des logements, à faire réparer les routes, à illuminer les rues, et ainsi de suite. Des maisons salubres remplaceront ces taudis qui tuent les trois quarts de nos enfants. Il sera créé des écoles supérieures d'agriculture dont les diplômés seront seuls habilités à travailler la terre, laquelle sera ainsi cultivée selon les règles de l'agronomie ; et pour irriguer, labourer et moissonner, on achètera, à la place des instruments pharaoniques avec lesquels nous remuons et arrosons la terre, des machines électriques ou à vapeur qui libèreront au profit des agriculteurs ce temps considérable que l'on passe à s'occuper du marabout, de la charrue municipale et du canal d'irrigation.

La circonscription sera gouvernée par une assemblée élue par ses habitants et chargée des questions qui,

comme celles des chemins de fer ruraux, des écoles supérieures et des foires industrielles et agricoles, dépasseront la compétence des assemblées de village.

La province sera gouvernée par une assemblée provinciale représentative compétente dans les affaires importantes que ne pourront examiner l'assemblée de circonscription ou l'assemblée de village.

L'ensemble du pays sera gouverné par une assemblée parlementaire qui aura droit de regard sur la politique étrangère, dirigera les grands services tels que les chemins de fer, supervisera les travaux des assemblées locales, s'occupera de l'instruction publique, etc...

Parmi les actions menées aujourd'hui par notre gouvernement, il en est qui sont d'inspiration socialiste, comme le service royal des chemins de fer, dont la gestion se fait pour le compte de la nation et dont les bénéfices sont dépensés au profit de celle-ci. Si ce service était entre les mains d'une société, les recettes en question connaîtraient une utilisation qui ne serait en rien profitable à la collectivité. C'est là un exemple pratique illustrant la supériorité du socialisme sur l'individualisme, ou en d'autres termes de l'appropriation collective sur l'appropriation privative. Un socialiste peut tout au plus reprocher à ce service des chemins de fer de n'être pas démocratique, en ce sens que, annuellement, certains directeurs y sont payés près de deux mille livres contre seulement vingt-quatre livres à certains employés, ce qui est évidemment une inégalité catastrophique et absolument incompatible avec l'équité. Ce défaut n'est cependant pas essentiel, mais extérieur à l'entreprise elle-même, accidentel, et dû au fait que l'inégalité sévit dans le monde ambiant. De même que le revenu du propriétaire terrien peut être cinquante ou cent fois plus élevé que celui de l'un de ses paysans, de même le présent gouvernement juge bon que le revenu du président du service des chemins de fer dépasse à peu près dans la même proportion celui de l'un de ses fonctionnaires.

Il y a aussi de nombreuses municipalités qui distribuent l'eau et l'électricité aux habitants des villes, font aménager des parcs municipaux et, pour le plaisir du public, mettent sur pied des troupes musicales. Existe-t-il parmi nous des gens qui croient que, si ces parcs ou la distribution de l'eau et de l'électricité étaient confiés à des sociétés ou à des individus, la nation y gagnerait par rapport à la

situation actuelle dans laquelle tout cela est entre les mains de municipalités élues par les citoyens et utilisant leurs recettes au mieux de l'intérêt général ?

Un socialiste ne demandera en somme pas plus que de voir la municipalité passer progressivement de l'appropriation actuelle de l'eau et de l'électricité à celle des tramways, des boulangeries, des théâtres, des maisons, des services à caractère public, etc...

Il demandera que notre gouvernement passe lui aussi progressivement de l'appropriation des chemins de fer à celle des terres, des usines et des mines, et qu'il gère celles-ci comme il gère déjà ceux-là.

Les socialistes présentent ces revendications en termes de progression posée et non de mouvement précipité. Chaque pas fait dans le sens de la réforme socialiste sera constamment accompagné d'un progrès de la diffusion des lumières dans le peuple ou plutôt conditionné par un tel progrès.

La réforme socialiste

La réforme dont nous entendons dire qu'elle occasionne en ce moment la montée et la chute de bien des gouvernements en Europe s'engage dans des voies socialistes ou socialisantes. Les socialistes, s'ils ne se sont pas encore emparés des rênes du pouvoir en Europe, y ont par contre acquis le leadership de la pensée politique Aussi voit-on les partis conservateurs ou libéraux faire appel, malgré qu'ils en aient, au socialisme, dès qu'il s'agit pour eux de réforme. Car le socialisme est enfanté par une crise de notre organisation économique actuelle. D'où le mot de Marx : « Ne vous efforcez pas d'appeler à l'adhésion au socialisme, car il succédera à ce régime aussi sûrement que la nuit suit le jour ».

La première réforme qui ait bénéficié de l'attention des hommes politiques est l'institution de l'enseignement primaire gratuit et obligatoire, qui est fondée sur l'idée que les hommes, sans distinction entre riches et pauvres, doivent avoir des possibilités égales d'acquérir une culture qui leur serve dans la vie. Cette réforme est à présent pratiquement généralisée à travers toute l'Europe. Mais les socialistes demandent la scolarisation complète dans le secondaire et le supérieur de façon que chacun, quelle que soit son indigence, soit mis en mesure de faire la

preuve de ses aptitudes et d'en tirer profit. Ils ont obtenu partiellement satisfaction en Allemagne, où une partie de l'enseignement secondaire est devenue obligatoire et gratuite. En France, les frais scolaires sont si modiques que l'on considère les enseignements secondaire et supérieur comme quasi-gratuits. La municipalité de Londres ne se contente pas de dispenser l'instruction, mais offre également aux enfants la nourriture dont ils ont besoin lorsqu'il apparaît que leur famille est si nécessiteuse qu'elle ne peut leur donner à manger.

Les municipalités anglaises font elles-mêmes construire à l'intention des ouvriers des logements salubres qu'elles leur louent à bas prix, poursuivant en cela une politique qui accumule d'année en année les réalisations de ce genre, dont le résultat final sera manifestement la suppression de l'appropriation privative et son remplacement par l'appropriation collective.

Nous avons indiqué que dans une société socialiste les hommes ne seraient pas tenus de travailler plus d'une heure par jour environ pour pouvoir subvenir à leurs besoins matériels. C'est pourquoi les socialistes s'efforcent de réduire la durée du travail ouvrier, afin que les travailleurs trouvent le temps de se reposer et de se cultiver, et pour qu'un plus grand nombre d'entre eux puissent gagner leur vie. Ils ont réussi en Angleterre et en Australie à faire instaurer dans certains secteurs la journée de huit heures, sans parler de ce qu'ils font pour obtenir l'augmentation des salaires. Pour atteindre aussi bien l'un que l'autre de ces deux buts, ils organisent de nombreuses grèves.

Etant donné que la vieillesse figure parmi les pires catastrophes de la vie ouvrière, les socialistes ont tout fait pour arracher, au profit des personnes âgées de plus de soixante-dix ans en Angleterre et de plus de soixante-cinq ans en Australie, des pensions annuelles de trente livres au minimum. Il suffit, pour apprécier cette réforme à sa juste valeur, de voir chez nous les loques vivantes qui, ne tenant pas en place, se traînent de café en bar. Celui qui dans sa jeunesse se rend utile à sa nation a le droit d'être payé de retour dans sa vieillesse.

Autre réforme importante due aux efforts des socialistes : la loi prévoyant une indemnité en cas de chômage, d'infirmité ou de décès. Le gouvernement anglais oblige désormais le patron à verser à l'ouvrier ou à sa famille une indemnité si, ayant eu un membre estropié au cours

du travail, la victime se trouve de ce fait empêchée de gagner son pain, ou bien si, sur le lieu du travail, elle est tuée par la chute d'un instrument, ou du fait du mauvais fonctionnement d'un équipement, ou pour toute autre raison. Signalons, pour donner une idée de l'importance de cette indemnisation, que les patrons s'assurent contre le risque d'invalidité ou de décès de leurs ouvriers. L'année dernière le gouvernement a promulgué une autre loi en vertu de laquelle il s'engage à payer au chômeur de quoi subsister avec sa famille en attendant de retrouver du travail.

Citons aussi, parmi les réformes socialistes largement adoptées par certains peuples évolués, l'impôt sur les successions. Nous avons déjà dit que l'héritage était contraire à la liberté économique, qui signifie l'égalité des chances en ce qui concerne les possibilités d'enrichissement. D'où le lourd impôt sur la transmission des biens. Notre gouvernement a institué cette année sur l'héritage une taxe si légère qu'elle ne compte presque pas ; mais on peut voir là une initiative de bon augure (toutefois il n'y a pas encore eu de ratification de la part de l'Assemblée Législative).

Certains gouvernements frappent le revenu d'un impôt progressif tel que les revenus inférieurs à deux cents livres environ ne sont pas imposables, tandis que les revenus supérieurs à cette somme sont grevés selon un système progressif, ce qui veut dire par exemple que le pourcentage prélevé sur un revenu de mille livres est moindre que celui qu'on applique dans le cas d'un revenu de deux cents livres, et ainsi de suite. Ce faisant, les gouvernements reconnaissent à la fois le caractère injuste de la répartition actuelle de la richesse et la justesse du point de vue socialiste.

Il est également des gouvernements qui, tout comme fait le nôtre en matière de gestion des chemins de fer, monopolisent certaines ressources qu'ils exploitent directement au profit de la nation et non de possédants individuels.

Ainsi du gouvernement australien pour ce qui est du commerce, de la réfrigération et de l'exportation de la viande, aussi bien que de la possession, de l'exploitation et de l'aliénation des mines de charbon.

Le gouvernement français, lui, monopolise et commercialise le tabac et les allumettes.

Quant au gouvernement japonais il en fait de même concernant le camphre et certains autres produits.

De leur côté les conseils municipaux en Europe et en Amérique nationalisent à tour de bras des biens qu'ils transfèrent ainsi des mains des individus à celles de la nation.

La municipalité de Vienne commercialise le pain, qu'elle vend propre et pur. D'autres municipalités assurent la vente de la viande.

D'autres encore, en plus de la distribution de l'eau et de l'électricité, à laquelle procèdent aussi nos municipalités, exploitent des hôtels, des journaux, des bains, des dancings et des théâtres. Autrement dit tout cela est devenu propriété communale, c'est-à-dire nationale, la propriété privée ayant été pourchassée jusqu'au bout.

Par conséquent, témoin direct de l'injustice dont est victime le paysan chez nous et de la façon dont celui-ci est frustré du fruit de son travail, tout Egyptien a le devoir d'encourager la politique de nationalisation de ce qui est aujourd'hui propriété privée par la dépossession des individus au profit des municipalités et du gouvernement. Il a le devoir de diffuser le socialisme, surtout maintenant que tout le monde sait que plus de la moitié des richesses nationales sont détenues par des étrangers qui exploitent le prolétaire égyptien, ce qui fait de toute réforme socialiste un transfert d'une partie importante des avoirs étrangers aux mains des nationaux. Il a le devoir d'encourager nos ouvriers à déclencher des grèves pacifiques destinées à obtenir l'augmentation des salaires et la diminution de la durée du travail.

Objections

J'en ai fini avec l'explication de ce qu'est le socialisme. Dans ce qui suit je vais énumérer, pour y répondre, quelques objections faites aux socialistes et à leur doctrine.

Entre autres l'accusation selon laquelle ceux-ci seraient des adversaires de la religion et compteraient la supprimer dès la prise du pouvoir. Il s'agit là d'une calomnie pure et simple. Le socialisme compte parmi ses adeptes des croyants aussi bien que des athées, et des chrétiens aussi bien que des musulmans et des juifs. C'est avant tout un mode d'organisation financière qui n'a rien à voir avec la religion.

Une autre objection consiste à dire que les socialistes sont des révolutionnaires qui comptent prendre le pouvoir par la force et entreprendre alors de confisquer les biens et de persécuter les riches. Ce sont là des propos dignes de fous qui divaguent bien plutôt que de gens sensés qui réfléchissent. La lutte menée par les socialistes dans les élections parlementaires prouve qu'ils veulent entrer par la grande porte et atteindre leurs objectifs par les moyens légaux.

Les imbéciles prétendent en outre que les partisans du socialisme, qui amassent de l'argent pour leur propre compte tout en voulant en priver les riches, manifestent de l'incohérence dans l'application de leurs principes. Pur bavardage. Le socialiste constate que ce qu'il y a de plus précieux dans le monde actuel, comme la science, le repos et la santé, voire le logement et le pain, dépendent de l'argent. C'est pour cela qu'il est obligé de rechercher celui-ci. Mais il fait en même temps de la propagande pour le socialisme parce qu'il y voit une promesse plus sûre de tranquillité et de bonheur. « Assurez à mes enfants », dira-t-il, « la gratuité de l'enseignement supérieur, accueillez-moi à l'hôpital en cas de maladie, protégez-moi du chômage en me garantissant du travail, enfin rémunérez-moi convenablement, et je renonce à tout ce que je possède ; mais pour le moment, en attendant d'arriver au socialisme, nous nous concurrençons et luttons à qui vaincra l'autre ».

De soi-disants « philosophes » reprochent aussi au socialisme de mettre obstacle à la sélection naturelle en donnant au faible, destiné dans la vie à succomber et à mourir, la possibilité de survivre et de l'emporter sur le fort. Mensonge que tout cela. Le socialisme ne vise qu'à égaliser les chances d'enrichissement et de participation à la compétition dans le travail, non à niveler les rémunérations. Rien dans une société donnée ne contribue à la sélection naturelle autant que la pratique du mariage fondé non pas sur l'argent ou le prestige ou le rang, comme c'est le cas de nos jours, mais sur l'amour authentique, comme cela se passe en régime socialiste. A cet égard par conséquent, le socialisme n'empêche pas la sélection naturelle, mais au contraire la facilite, tout comme il la favorise par l'abolition de l'héritage, et donc par la disparition de ces fils de privilégiés devenus incapables de gagner eux-mêmes leur vie après avoir vécu en héritiers.

18

André NOUSCHI

UN CAS AMBIGU : LE MAGHREB

Une des ambiguïtés les plus remarquables de la colonisation européenne est sans doute sa relation avec l'idéologie socialiste. Non seulement en Europe même, mais aussi et surtout outre-mer. Ce problème déjà délicat en soi et parfois mal connu pour l'Europe, est pour ainsi dire ignoré lorsqu'il s'agit des pays coloniaux ; sans doute, le socialisme est, en théorie, un élément dissolvant de l'impérialisme colonial. Qu'en est-il, en réalité, lorsque des socialistes sont transplantés outre-mer ? Constituent-ils des ferments puissants capables d'aider les populations colonisées à reconquérir une indépendance perdue ? On pourrait le croire en théorie ; l'étude de quelques cas limités au Maghreb nous permet de nuancer sensiblement cette thèse.

EN 1848.

En même temps que des colons, la France et l'Europe exportent en Afrique du Nord des idées : celles-ci se manifestent avec force lorsque la Révolution éclate en février 1848 à Paris : l'Algérie connaît une agitation, plus réduite certes, mais semblable à celle de la France, avec ses clubs, ses arbres de la liberté, ses discours. Au moment des élections d'avril 1848, les Français d'Algérie sont invités à désigner leurs députés ; parmi les candidats, le docteur Auguste Warnier qui se présente comme l'un des républicains les plus avancés ; sa profession de foi (1) est révélatrice :

République Française
Liberté, Egalité, Fraternité

Citoyens Electeurs,

Je ne me suis pas présenté à vos suffrages lors des premières élections, le gouvernement provisoire de la République avait réclamé mon concours, je le lui devais tout entier. Aujourd'hui, je suis remplacé dans mes fonctions de Directeur des affaires civiles de la province d'Oran, redevenu libre, je sollicite l'honneur de vous représenter à l'Assemblée nationale. Vous me connaissez ; depuis 1834, j'ai consacré mon existence entière à l'Algérie ».

(Suit un résumé de la vie de Warnier en Algérie, comme médecin, comme diplomate, comme membre de la commission scientifique de l'Algérie, comme rédacteur de journal, comme colon, comme fonctionnaire).

« Après cet exposé de ma vie algérienne, ma profession de foi sera courte :

Je suis sincèrement républicain ; le baptême qui m'a été donné le lendemain de la révolution, moi absent de Paris, par le gouvernement provisoire lui-même ne laisse aucun doute à cet égard.

Au sujet de mes opinions algériennes, je ne m'expli-

(1) **Archives nationales** (Paris), F 80, 590.

querai que sur la question capitale, celle de laquelle découlent toutes les autres :

La réunion de l'Algérie à la France.

Vous voulez la réunion immédiate, complète ; je la veux comme vous avec les exceptions qu'exigent la situation particulière et les intérêts bien compris de la colonie. Vous la voulez avec tous les bienfaits qui peuvent faire prospérer le pays et sans les charges qui pourraient l'étouffer et le faire périr.

Comme vous, je veux la réunion, sans l'impôt, sans le recrutement, car vous avez besoin de tous vos capitaux et de tous vos bras pour féconder le sol.

L'Algérie ne paie-t-elle pas du reste le double impôt du sang et de l'argent, en vivifiant des terres mortes dont le défrichement exige tant de capitaux et fait courir de si grands dangers à la vie des hommes.

Vive l'Algérie ! Vive la France ! Vive la République !

Salut et fraternité. A. Warnier

Mais le maintien ou l'octroi de privilèges économiques et sociaux ne risque-t-il pas de ruiner à la base l'action des socialistes, voire celle des communistes ? On connaît les aveux des transportés de 48 fixés en Algérie et devenus les plus ardents des adversaires de l'Empire : pour eux, il existe un lien logique entre leur hostilité au régime, leur socialisme ou leur républicanisme et le triomphe de la colonisation. La même idée apparaît dans une pétition de détenus envoyée de la prison de Barberousse au gouverneur, le général d'Hautpoul (2) :

« Si votre désir est sincère et que vous vouliez la prospérité de l'Algérie par une colonisation prompte et sérieuse, vous serez bien forcé par les circonstances d'avouer que vous ne pourrez pas obtenir ce résultat sans les Républicains et, en dépit de la gente policière, vous serez contraint de faire bon ménage ave ceux ou d'employer les moyens que vous indique, ce qui est peu probable ».

La défaite de l'Empire permet aux républicains et aux « rouges » comme les appelle le docteur Vital de Constantine, de triompher ; les anciens révolutionnaires deviennent donc des hommes de gouvernement, car ils inspirent la politique algérienne aussi bien à Paris qu'à

(2) Arch. nat. F 80 631, pétition du 20 novembre 1850.

Alger. Leur socialisme originel tourne court et la colonisation de l'Algérie se développe assez régulièrement, malgré les avatars multiples qui jalonnent son histoire. L'Empire honni des républicains et des socialistes avait posé les bases de l'industrie algérienne : celle-ci grandit en même temps que les villes et que les échanges, et ce, malgré la crise des vingt dernières années du siècle, qui affecte la vie rurale du pays comme celle de toute l'Europe ; des hommes s'en vont ; d'autres arrivent. Parmi eux, un certain nombre d'ouvriers qui s'étonnent de trouver, malgré les « décrets sur les rattachements » des différences fondamentales avec leur situation en France.

AU TOURNANT DU SIÈCLE

Sont-ils socialistes ? Ils le disent, et les organisations syndicales, les bourses du travail auxquelles ils consacrent le meilleur de leur vie, sont au début du siècle en relation avec **le Mouvement Socialiste** de Lagardelle, Buré, Morizet ; leurs signatures voisinent avec celles de Mussolini, Kautsky, ou G. Sorel. Un certain nombre d'entre eux adhèrent au Parti ouvrier socialiste algérien et pour eux, comme pour les Allemanistes en France, être socialiste signifie d'abord militer dans les organisaitons syndicales. D'autres sont liés au Parti radical-socialiste qui adopte à la fin du siècle, en Algérie, des positions doctrinales anti-capitalistes et anti-sémites : ils sont leurs représentants dans différents conseils municipaux, ainsi à Alger, à Constantine à la fin du siècle. Leurs objectifs ? Martin Prosperi, Président de la bourse du travail de Constantine, les énonce (3) :

« ... Au moment où les revendications ouvrières commencent à être entendues dans les sphères gouvernementales, au moment où tous ceux qui s'étaient montrés jusqu'ici nos irréductibles ennemis sentent qu'il y a urgence à s'appuyer sur nous et à se servir de cette force syndicale que nos amis de France et nous-mêmes avons créée, à force de travail, de persévérance et d'énergie, nous devons avec un juste sentiment d'orgueil, regarder ce qu'ont fait nos frères de la métropole et ce que nous-

(3) **Bull. officiel de la bourse du travail de Constantine,** n° 1, 1er déc. 1899 ; nous avons respecté l'orthographe du discours.

mêmes avons accompli dans cet ordre d'idées **(applaudissements).**

... Nous voulons suivre l'exemple qui nous est donné et profiter de ce que la question ouvrière est à l'ordre du jour dans tous les programmes, pour faire aboutir toutes nos revendications, c'est-à-dire celles des travailleurs algériens.

... Continuons donc notre oeuvre, citoyens, et que chacun faisant effort, vienne nous aider de son mieux ; secouons notre inertie et en face de l'exploitation capitaliste, sans cesse grandissante, dressons-nous tous pour affirmer notre volonté d'en finir avec les exploiteurs **(applaudissement répétés).**

... Insensibles aux éloges comme aux attaques de ceux qui voudraient nous faire peur, nous achèverons l'oeuvre commencée ; nous poursuivrons notre marche vers le but, insouciants des cris de rage de nos ennemis, aussi bien que leurs viles flagorneries, car nous travaillons pour la réalisation d'un rêve qui demain sera une réalité :

« L'Evolution sociale nécessaire ! »

Qu'importe donc que sur notre route quelques scories retardent une seconde notre marche.

Demain est à nous, et demain, c'est l'affranchissement du prolétariat ; demain, c'est le triomphe du peuple. » **(Triple salve d'applaudissements).**

Dans cette perspective, le Parti socialiste ouvrier algérien, réuni dans son cinquième congrès à Constantine, décide de créer une Fédération des travailleurs socialistes algériens, (2, 3, 4 octobre 1902) : sa déclaration de principes permet de situer les ouvriers et socialistes dans l'histoire du mouvement international (4) :

Considérant :

que l'émancipation des Travailleurs ne peut être l'oeuvre que des Travailleurs eux-mêmes ;

Que les efforts des Travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à réaliser pour tous l'égalité, et par elle la véritable liberté ;

Que l'assujettissement des Travailleurs aux détenteurs du capital est la source de toute servitude, politique, morale et matérielle ;

(4) **Ve Congrès du Parti socialiste ouvrier algérien tenu à Constantine les 2, 3 et 4 octobre 1902, Constantine, 1902.** Voir aussi notre étude « Le monde ouvrier constantinois en 1900 », **Congrès des Sociétés Savantes,** (1954), PUF, 1955.

Que l'émancipation des Travailleurs n'est pas un problème simplement local ou national, qu'au contraire, ce problème intéresse les Travailleurs de toutes les nations, dites civilisées, sa solution étant nécessairement subordonnée à leur concours théorique et pratique.

Pour ces raisons, le Parti des Travailleurs socialistes algériens déclare :

1) que le but final qu'il poursuit est l'émancipation complète de tous les êtres humains, sans distinction de sexe, de race ou de nationalité ;

2) Que cette émancipation ne sera en bonne voie de réalisation que lorsque, par la socialisation des moyens de production, on s'acheminera vers une société communiste dans laquelle « chacun, donnant suivant ses forces, recevra selon ses besoins » ;

3) Que pour marcher dans cette voie, il est nécessaire de maintenir, par le fait historique de la distinction des classes, un parti politique distinct en face des diverses nuances des partis politiques bourgeois ;

4) Qu'il y a lieu de poursuivre, comme moyen, la conquête des pouvoirs publics dans la commune, le département et l'Etat.

Statuts

Article premier. — Il est formé entre les Chambres syndicales ouvrières, Fédérations locales, Groupes et Cercles d'Etudes Sociales ou Coopératives socialistes qui adhèrent aux présents statuts une association collective sous le titre de

Fédération des Travailleurs Socialistes Algériens.

Art. 2. — L'association a pour but :

1) d'établir un lien entre tous les Travailleurs algériens, en les soutenant par tous les moyens possibles, dans les revendications qu'ils auraient à faire valoir et en se solidarisant au besoin avec eux, pour la défense des intérêts communs ;

2) l'étude des questions économiques et politiques sous toutes leurs formes, projets de loi, abrogation, refonte des lois ;

3) de s'occuper des élections aux conseils des pru-

d'hommes, aux différents conseils du Travail et à tous les mandats électifs ;

4) de sauvegarder l'intérêt des Travailleurs en veillant à la stricte exécution des lois et décrets en vigueur et de faire une propagande active pour l'amélioration de la législation actuelle ;

5) de prendre toutes les mesures nécessaires pour l'émancipation intégrale des Travailleurs sans distinction de race ni de sexe ;

6) d'encourager par tous les moyens possibles la création et le développement des coopératives ouvrières de production et de consommation, à bases socialistes ou communistes.

Le texte des premiers articles des statuts permet de bien cerner les problèmes qui préoccupent les « socialistes algériens ». Doivent-ils se rattacher aux socialistes français ? La question est largement discutée par les délégués au Congrès ; les uns estiment qu'ils pourraient « se rattacher au Parti socialiste français en adhérant au Comité interfédéral » ;

Ainsi les socialistes algériens pourraient recevoir des orateurs venus de France « pour y faire de la propagande » ; d'autres hésitent (ils sont plus rares) et trouvent que le « Comité interfédéral ne va pas jusqu'au communisme ». Pour les premiers, on peut admettre « l'adhésion aux groupes de France », sans renoncer à l'autonomie du Prolétariat algérien : « les questions ici, sont multiples ; elles sont souvent mal comprises en France ; il nous faut donc une certaine liberté et cette liberté, nous la trouvons en adhérant au Comité interfédéral ».

Finalement, et malgré le désir de quelques guesdistes, le Congrès décide que

« la Fédération sera autonome et adhère au Comité interfédéral ».

Ces hommes ont une très vive conscience que les problèmes du travail en Algérie ont une certaine spécificité. Au delà de leur désir de transformer

« la société capitaliste et bourgeoise, faite de haine et d'égoïsme en une société communiste (...) société d'harmonie et de justice, où tous les hommes travailleront, où l'humanité pourra jouir en paix du fruit de son travail et où sera réalisé pour tous le droit à la vie, le droit au bonheur »,

ils se préoccupent des questions qui constituent leur horizon quotidien : les étrangers, l'agriculture, les indigènes. Déjà, le congrès socialiste algérien de 1895 avait voté une motion d'ordre général :

« Le congrès socialiste algérien réclame énergiquement une législation plus conforme aux nécessités spéciales de la colonisation en Algérie. Il proteste contre l'insufisance des concessions qui retiennent beaucoup plus qu'elles ne donnent et grèvent le colon d'une multitudes d'obligations très peu compensées par une promesse de prospérité trop souvent illusoire » (5).

En 1902, devant l'aggravation de la crise, le parti socialiste ouvrier algérien dénonce la prolétarisation subie par les petits colons au profit de quelques grands propriétaires :

« Les petits colons sont impuissants à lutter contre le gros propriétaire ; qu'ils s'associent, qu'ils se groupent, qu'ils forment dans chaque région des syndicats agricoles ! Ils pourront ainsi acheter les instruments mécaniques qui sont, aujourd'hui, indispensables à la culture ; trouver à meilleur prix, puisque le Syndicat les achètera dans les mêmes conditions que le gros propriétaire, les engrais, les semences, les plants, etc... Ils pourront également traiter la vente de leurs produits aux mêmes conditions que les gros propriétaires, puisque le Syndicat aura la même puissance, et en centralisant tous les produits d'une région, il pourra traiter d'égal à égal avec les capitalistes qui se prétendent aujourd'hui les maîtres des marchés du Monde !

A côté de cet article capital, essentiel, votre Commission vous propose d'adopter tout un ensemble de mesures qui n'ont qu'un but : améliorer, dès à présent, la situation des travailleurs de la terre algérienne ! »

Et poussant plus loin leur analyse, les socialistes algériens affirment :

« Sur cette terre où l'industrie ne pourra jamais avoir un développement bien considérable, dans cette Algérie qui vit surtout par l'agriculture, c'est, camarades, la situation des travailleurs des campagnes de jour en jour plus nombreuse et plus forte qui doit attirer votre fraternelle attention ! »

(5) A. JUVING, **Le socialisme en Algérie**, Alger, 1924.

Le programme agricole proposé à l'assemblée du congrès ne semble surprendre personne dans la salle et est adopté sans discussion (6).

Article Premier. — Création de prud'hommes agricoles.

ART. 2 — Attribution en pleine propriété aux communes ou aux syndicats agricoles des communaux dont les communes n'ont, aujourd'hui, que la jouissance ; interdiction aux communes ou aux syndicats d'aliéner lesdits communaux ; amélioration aux communes ou aux syndicats des terrains domaniaux, incultes, actuellement.

ART. 3 — Attribution par la commune ou les syndicats, des terrains communaux actuellement détenus par elle, à des familles non possédantes, associées et simplement usufruitières, avec obligation de payer une redevance au profit de la collectivité.

ART. 4 — Création de caisses mutuelles de secours et de prévoyance dans les communes de plein exercice.

ART. 5 — Achat par la commune ou les syndicats, de machines agricoles, ou location de ces machines, mises, moyennant une faible indemnité, à la disposition des petits colons ; création d'associations pour l'achat d'engrais, de grains, de semences, de plants, etc ... et pour la vente des produits.

ART. 6 — Réduction au taux légal et conventionnel de l'intérêt ; suppression de l'usure et de la vente à réméré.

ART. 7 — Abaissement des tarifs de transport pour les engrais et les produits agricoles.

ART. 8 — Constitution pour les cultivateurs, tant indigènes qu'européens, d'une réserve insaisissable comprenant les instruments aratoires, les quantités de récoltes, fumier et de têtes de bétail indispensables à l'exploitation du fonds.

ART. 9 — Mise à l'étude d'un plan d'ensemble de travaux publics ayant pour objet l'amélioration du sol, la facilité des transports et le développement de la production agricole.

ART. 10 — Extension de la colonisation par le système des fermes isolées appuyées sur un hameau industriel,

(6) **Ve Congrès du Parti socialiste ouvrier algérien tenu à Constantine les 2, 3 et 4 octobre 1902,** Constantine, 1902.

subvention aux anciens centres pour leur permettre de compléter leur outillage économique.

ART. 11 — Attribution des concessions dans les proportions suivantes : 3/4 aux fils de colons nés en Algérie, 1/4 aux immigrants ; attribution à des fils de colons des lots dont les immigrants n'auraient pas pris possession dans le délai d'un an, à partir de la date de la concession.

ART. 12 — La sécurité agricole assurée ; rédaction d'un code d'instruction criminelle et d'un code pénal franco-algérien ; réforme du régime pénitentiaire.

ART. 13 — Cours d'agronomie, dans chaque canton, professé à l'école primaire par l'instituteur ; création de champs d'expérimentations agricoles.

ART. 14 — Réforme du code forestier.

ART. 15 — Création de warrants agricoles.

ART. 16 — Modification de la composition de la commission des centres ; introduction dans ces commissions d'une majorité de colons.

Le plus surprenant est la conclusion du rapporteur, Montès (syndicat des ouvriers chargeurs et déchargeurs du port de Bône) :

« Il (le programme) procurera à tous les militants du Parti ouvrier algérien, un arsenal où ils pourront prendre des armes pour leur lutte quotidienne, contre leurs adversaires ! Il assurera, nous en sommes convaincus, par son triomphe, la victoire complète, absolue du Prolétariat algérien ».

Même si certains articles ne constituent que des têtes de chapitre et relèvent de l'illusion ou de l'utopie, ils indiquent assez qu'au fond de chacun de ces prolétaires sommeille un défenseur de la colonisation la plus classique, la plus traditionnelle, voire de la propriété. Ce trait surprenant se double d'un autre, pour ainsi dire complémentaire, et qui concerne le problème « indigène ».

Le meilleur exposé de la question se trouve dans le compte rendu de ce cinquième congrès auquel nous avons eu si souvent recours. Le rapport est présenté par Alexis Truillot, l'un des militants les plus actifs et les plus authentiques :

La question étrangère et la question indigène

Les questions sociales qui préoccupent le prolétariat de la métropole se présentent généralement en France, d'une façon simple.

Le capital se trouve en opposition avec le travail et les adversaires se rangent en deux camps nettement opposés. La majorité des travailleurs est consciente et si tous ne vont pas au syndicat pour des raisons différentes, il n'en reste pas moins acquis que presque tous se solidarisent avec ceux qui prennent la tête du mouvement ouvrier afin d'obtenir toujours plus de bien-être, toujours plus de réformes, suivant différentes méthodes.

L'ouvrier français algérien, au contraire, lui, ne se trouve pas en face d'une situation aussi simple ; il est, en effet, comme noyé dans une population dont il n'a ni les moeurs, ni le caractère et dont les intérêts parfois, semblent même opposés aux siens.

Il est donc bon, si le prolétariat algérien veut marcher de l'avant sans s'attarder à remettre tous les jours à l'étude les mêmes problèmes, de s'entendre une bonne fois sur la question étrangère et sur la question indigène et d'adopter un programme définitif dont il y aura lieu de poursuivre l'application en dehors de tout autre.

La statistique suivante, donnée par le recensement de 1901, montrera toute l'importance et toute la nécessité d'étudier la question que nous avons fait porter à l'ordre du jour et qui peut se résumer ainsi.

Quelle est la conduite que doit tenir le prolétariat français algérien vis-à-vis des étrangers européens et des indigènes.

La statistique de 1901 nous apprend que la population de l'Algérie se décompose de la manière suivante :

Français et naturalisés	364.257
Israélites indigènes	57.131
Arabes, Kabyles et Juifs du M'zab	4.072.089

Etrangers

Tunisiens	2.394
Marocains	33.872
Espagnols	155.265
Italiens	38.791
Naturalisés divers	25.531

Si une statistique commerciale et industrielle avait été établie on verrait que le prolétariat est très largement représenté sur ce chiffre global de près de 5 millions d'âmes, comme étant celui de la population de la grande colonie africaine.

L'élément français se trouve donc perdu au milieu de cette foule à caractères si divers, dont nous allons nous occuper d'une façon très sommaire simplement pour en préciser le caractère.

Les Espagnols, qui se trouvent principalement dans la province d'Oran, apportent surtout à l'Algérie la main-d'oeuvre agricole ; presque toutes les grandes exploitations du département d'Oran emploient exclusivement des Espagnols pour les travaux des champs, récoltes, vendanges, battages, etc, etc ...

Les Italiens, qui sont en majorité dans la province de Constantine, fournissent des maçons, des terrassiers, des mineurs et des manoeuvres ; c'est presque exclusivement parmi eux que se recrutent les pêcheurs du littoral : à Bône, la Calle, Philippeville, Bougie, Collo, Djidjelli, Stora, etc.

Parmi la population indigène, il convient de citer en premier lieu les Kabyles, qui sont, de beaucoup, les indigènes les plus civilisés ; on les regarde comme les premiers habitants du pays ; ils se livrent en général à la culture, mais beaucoup d'entre eux exercent des professions. On trouve chez eux des maçons, des menuisiers, des armuriers, des forgerons. Ils sont doués d'une grande intelligence et se solidarisent facilement avec les ouvriers français pour le maintien de leurs salaires.

Les Arabes ne s'occupent que de culture ou d'élevage de bestiaux ; ceux qui vivent dans les villes, s'assimilent facilement à nos moeurs et se livrent au commerce. Quelques-uns exercent même des professions manuelles : menuisiers, tourneurs, maréchaux-ferrants, etc., etc...

Les M'zabites, tribus situées au sud de Biskra, émigrent vers les villes du littoral où ils se livrent au commerce, ouvrent de petits magasins où ils vendent les objets les plus divers, fruits, légumes, charbon, étoffes, objets de sellerie, etc., on les appelle quelquefois les « Auvergnats de l'Algérie ».

Les Juifs qui habitent l'Algérie et qui ont été maintenus en esclavage sous la domination turque, descendent des Juifs espagnols du XVème siècle ; ils se livrent au com-

merce des grains, des tissus, des bestiaux, aux opérations de banque et de prêts, les professions dans lesquelles on les rencontre le plus sont celles de tailleurs d'habits, bijoutiers, ferblantiers. Tels sont, résumés en quelques lignes les principaux caractères des différentes populations qui se coudoient sur le sol algérien.

Examinons-les maintenant au point de vue social qui nous intéresse.

Les Indigènes, qui sont nos sujets, méritent d'attirer l'attention du Prolétariat Algérien qui a pour devoir strict, en toute occasion de prendre leur défense.

Au point de vue de la question des salaires et des questions du travail, les ouvriers algériens devront appliquer le grand principe à travail égal, salaire égal et exiger que disparaissent des bordereaux des prix, établis par l'Etat, les départements et les communes, la distinction faite entre les indigènes et les européens. Le prix de la journée doit être le même pour tous ; non seulement on empêchera par là l'exploitation de l'Arabe, mais on évitera l'emploi abusif d'indigènes mal payés sur les chantiers.

C'est ainsi qu'en prenant leur défense et en se montrant envers eux justes et humains, le Prolétariat algérien se conciliera les indigènes qui devront être habitués aux idées syndicales qui nous sont chères.

Mais ce n'est pas encore tant au Prolétariat qu'il appartient de faire quelque chose pour l'indigène, c'est au Gouvernement français, qui, en s'emparant du pays qui leur appartenait, sous prétexte d'y implanter la civilisation, a contracté une dette qu'il doit payer.

Qu'a-t-on fait pour les indigènes et que fait-on à l'heure actuelle ? rien, ou rien de bien. Car, j'appelle ne rien faire de bien que faire des réformes qui n'ont pas pour but la civilisation de l'Arabe et son émancipation.

Ce n'est pas s'occuper d'eux, pour les civiliser, que de rechercher la meilleure façon dont on fera rentrer l'impôt qu'ils doivent, ou d'instituer des tribunaux d'exception auxquels ils ne comprennent rien, sinon que nous sommes les maîtres et que nous faisons la loi.

Il y a mieux à faire, instruisez l'Arabe, moralisez-le, faites-en un être conscient et vous n'aurez plus besoin de tribunaux spéciaux.

Si vous vous déclarez incapable de faire cette oeuvre, si vous avouez votre impuissance, nous sommes en droit

de vous demander ce que vous êtes venu faire dans ce pays, et si vous vous êtes simplement implanté pour remplacer les collecteurs turcs par des receveurs français.

Au premier plan des réformes urgentes à faire, c'est l'obligation pour tous les indigènes de parler la langue française, et toutes les conséquences qui en découlent, interdiction des journaux, des livres, des enseignes, des écrits arabes ou hébreux.

Interdiction dans les églises, temples, synagogues, mosquées, de se servir d'une autre langue que la langue française.

Lorsqu'on songe qu'il existe ici, en Algérie, des primes d'encouragement pour apprendre l'arabe ! on se demande si l'on rêve où si l'on est en pays français.

Si des primes doivent être données, c'est aux Arabes qui apprennent le français et non à d'autres, surtout que ces primes vont à des fonctionnaires dont le métier consiste justement à savoir la langue des gens qu'ils sont appelés à administer.

On voit trop, par le système, que ce que l'on cherche à perpétuer c'est l'ignorance de la masse indigène pour mieux l'exploiter. Le Parti Socialiste Algérien tout entier doit protester contre de pareils actes, les dénoncer bien haut, afin que l'on sache qu'il ne se solidarise pas avec ceux qui vivent de l'ignorance d'une race et de l'esclavage moral dans lequel on cherche à la maintenir.

Cette obligation de la langue française amène, naturellement, l'obligation pour l'Etat de donner aux indigènes une instruction primaire.

Il faut que, dès maintenant, l'instruction primaire soit obligatoire pour tous les indigènes comme elle l'est pour tous les Européens ; il n'y a pas de races supérieures ou inférieures, il n'y a que des êtres humains qui ont les mêmes droits à la vie matérielle comme à la vie morale et intellectuelle.

Au lieu de faire des écoles arabes du second degré, on donnera aux indigènes un enseignement secondaire absolument professionnel.

A cet effet, il devra être constitué des écoles d'arts et de métiers pour l'industrie, des écoles d'agricultures, des écoles pastorales sur les Hauts-Plateaux, où on enseignera l'élevage du bétail et les soins à donner aux bestiaux.

Des écoles de pêche devront être créées dans les

ports et des essais tentés pour amener les indigènes à se livrer à cette industrie.

L'oeuvre entreprise par Mesdames d'Attanoux, Saucerotte, devra être généralisée et la condition de la femme musulmane devra être l'objet des préoccupations des pouvoirs publics.

Les jeunes filles indigènes devront être instruites à la française et pourvues de métiers en rapport avec leurs aptitudes.

Ce n'est là qu'une pâle ébauche du programme que nous voudrions voir réalisé, c'est une indication que nous voulons donner pour encourager les camarades à étudier à fond ces questions, afin de formuler un programme général et définitif qui sera le programme social et humain que devront défendre tous les ouvriers vraiment conscients. »

Le citoyen Dapret, de Mustapha, approuve entièrement le rapport du citoyen Truillot sur la question indigène, il veut aussi pour eux, plus d'humanité, plus de justice.

Le citoyen Durand veut que l'on apprenne le français aux indigènes, ce sera un des plus sûrs moyens de les soustraire à l'exploitation dont ils sont souvent victimes.

Le citoyen Varennes estime que la question traitée par le citoyen Truillot est ardue et très délicate à traiter. Il sera difficile d'obliger à envoyer les enfants des indigènes à l'école, à moins de pourvoir aux besoins des parents.

Le citoyen Montès dit qu'il a eu affaire, pendant les grèves de Bône, à des indigènes, et qu'ils ont été toujours très énergiques dans la défense de leur intérêt. On peut arriver à faire d'eux des citoyens conscients, surtout si on leur apprend le français.

Les indigènes sont malheureusement victimes de l'Administration algérienne, qui est, pour ce pays, un fléau pire que les sauterelles, il faut apprendre le français à l'indigène, ce sera là certainement le meilleur moyen de le soustraire aux intermédiaires qui se trouvent entre eux et la justice. Suivons l'exemple que nous ont donné les Anglais dans les Indes, multiplions les écoles, mais que l'enseignement donné n'ait pas pour but et résultat d'en faire des pédants. Faisons de l'enseignement professionnel qui préparera pour l'Algérie, des citoyens aptes à lui être utiles, au lieu, souvent, de lui être nuisibles.

Le citoyen Soulery dit que l'assimilation des indigènes est une question très complexe. Nous considérons nos

sujets comme de grands enfants et nous n'avons pas en cela, tous les torts. Nous avons un passé de civilisation qu'ils n'ont pas, nous sommes en avance de quatre ou cinq siècles sur eux. Il s'agit donc de mettre en pratique les procédés propres à les assimiler ; le point capital de la question est là pour cela, il n'y a qu'un moyen, c'est de prendre l'enfant au berceau et de procéder à son enseignement scientifique. Il faut décrasser son cerveau en lui enseignant les effets de tous les phénomènes naturels qui l'entourent, il faut détruire en lui, surtout, le préjugé fataliste qui s'oppose le plus fortement à son assimilation. Lorsqu'on aura fait cela et qu'on aura donné un métier à l'indigène, son émancipation suivra naturellement.

Si elle a été retardée, c'est notre faute, car au lieu de leur donner une instruction professionnelle, nous avons voulu trop souvent faire de suite d'eux, des savants ou des Français comme nous. Ce qu'ils ont pris de nous, alors, ce sont nos défauts et nos vices, et au lieu de remonter l'échelle sociale, ils l'ont descendue.

Donnons-leur, donc, une instruction pratique qui servira à leur émancipation économique d'abord et morale ensuite.

Je dépose un ordre du jour dans ce sens.

Le citoyen Truillot fait remarquer que son rapport, est en communion d'idées avec tous les orateurs, et que ce qu'il sollicite, c'est l'Instruction professionnelle et non l'instruction supérieure qui ne peut être que nuisible, à l'heure actuelle pour l'indigène, à moins de cas et de sujets exceptionnels.

Il s'agissait simplement de savoir ce que nous pensions tous, ici, de cette question ; nous l'avons fait connaître ; je ne vois aucun inconvénient à adopter l'ordre du jour des camarades Soulery et Aprosio. Les conclusions de son rapport étant d'ailleurs les suivantes :

1) Obligation pour tous les indigènes, de parler la langue française et mise en pratique des réformes qui en découlent, tels que interdiction de journaux, livres, enseignes et écrits en arabe ;

2) Instruction primaire obligatoire ;

3) Instruction secondaire professionnelle, à moins de cas exceptionnels où les sujets, vraiment dignes d'intérêt seraient admis dans les collèges ou lycées ;

4) Suppression de toutes les écoles confessionnelles,

les indigènes étant appelés à suivre les mêmes cours que les Européens ;

5) Création d'écoles professionnelles d'agriculture, de viticulture, de pêche, d'art, d'industrie, etc..., où les indigènes munis du certificat d'études primaires, seraient admis ;

6) Interdiction dans les églises de tous cultes, de parler une autre langue que la langue nationale ;

7) Création pour les jeunes filles indigènes, d'écoles spéciales où l'instruction primaire leur sera donnée concurremment avec l'enseignement ménager, et l'enseignement professionnel.

Le citoyen Morales dit que l'ordre du jour peut être modifié pour indiquer que le Parti socialiste désire à ce que le régime spécial qui est appliqué aux Arabes, au point de vue administratif, doit disparaître. Nous avons, en effet, deux régimes : celui de la commune de plein exercice qui est appliqué aux Européens ; celui de la commune mixte qui leur est spécial et où ils retombent sous le régime du sabre, comme au temps de la domination turque. On arrive avec de pareils procédés, à froisser nos sujets. On institue alors pour eux des juridictions spéciales, comme les tribunaux répressifs qui ne maintiennent que le simulacre de la justice, tribunaux qui ont tous les défauts des juridictions actuelles, sans en avoir des avantages. Il faut nous habituer à traiter les indigènes comme nos égaux, à leur donner les mêmes droits et leur démontrer qu'il n'y a qu'une administration juste, humaine, et par-dessus tout, égale pour tous.

Le Président donne lecture de l'ordre du jour ainsi modifié :

Le Congrès,

Emet le vœu que le Gouvernement crée le plus grand nombre possible d'écoles destinées à répandre l'instruction primaire chez la population indigène, et à vulgariser parmi nos sujets l'usage de la langue française, et que, d'autre part, on multiplie les écoles professionnelles, appelées à mettre les Arabes sur un pied d'égalité avec les Français, en leur apprenant un métier, grâce auquel ils pourront, tout en subvenant à leurs besoins, s'affranchir de toute tutelle et étudie le moyen de soumettre graduellement les indigènes au même régime administratif que les Européens ».

L'émancipation à laquelle font allusion le rapporteur et les différents orateurs ne saurait évidemment déboucher sur une revendication politique. Mieux, elle entraîne ce que les sociologues nomment aujourd'hui, une déculturation totale. Ils ne songent, dans la meilleure des hypothèses, qu'à faire des indigènes des citoyens français de seconde zone ; on notera à ce sujet que rien n'est prévu au sujet du problème foncier dont tout le monde sait qu'il conditionne la vie de neuf algériens sur dix.

Nous retrouvons une contradiction similaire à propos des travailleurs étrangers. Dans une série de délibérations, les ouvriers socialistes constantinois qui sont parmi les plus actifs en Algérie avaient adopté des vœux singulièrement nationalistes, car ils tournaient le dos à l'internationalisme prolétarien.

Registres de délibérations

Délibérations de la Bourse du Travail de Constantine

Séance du 22 novembre 1899 :

Vœu adopté par le Conseil d'administration :

« La Bourse du travail de Constantine, considérant que les travailleurs algériens, ouvriers français, ayant les mêmes charges et les mêmes devoirs que ceux de la Métropole, doivent logiquement jouir des mêmes droits ; que la lutte pour la vie est aussi âpre, aussi difficultueuse, sinon plus en Algérie qu'en France ; que l'exploitation sans frein du patronat y fait sentir ses tristes effets, beaucoup plus qu'en n'importe quel endroit, en raison de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère et indigène ;

— que cette exploitation compromet l'intérêt général au profit d'intérêts particuliers ; que d'autre part, en protégeant les ouvriers de la Métropole, et en négligeant de parti-pris les ouvriers algériens, on arrivera à obtenir une scission, entre les fils de la même Patrie et à creuser un fossé de plus en plus grand entre la Métropole et sa colonie,

pour ces motifs, émet le vœu :

— 1) que les lois ouvrières actuellement appliquées (loi sur le travail des femmes et des enfants, du 2 novembre 1892, sur l'hygiène du 12 juin 1893) soient rendues applicables en Algérie ;

— 2) que les décrets du 10 août 1899 soient également appliqués d'urgence en Algérie ainsi que les arrêtés règlementant le travail des employés de chemin de fer ;

— 3) enfin, qu'en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898 et des décrets du 10 août il soit décidé que tout patron, entrepreneur ou industriel, employant des ouvriers étrangers, soit frappé d'un impôt proportionnel au nombre d'ouvriers employés.

Le Conseil d'administration invite les bourses du travail d'Algérie, les assemblées ouvrières, les conseils municipaux, les conseils généraux et le conseil supérieur à se joindre à lui pour faire aboutir ses légitimes revendications ».

A propos de la main-d'oeuvre étrangère, la Bourse tient une séance extraordinaire le 7 février 1900 et s'exprime ainsi :

« Nous ne sommes pas les ennemis personnels des ouvriers étrangers ; nos sentiments et nos opinions nous font un devoir d'aimer l'humanité pour elle-même, et de tendre la main à tous nos frères du prolétariat sans distinction de race et de patrie ; mais tant que les barrières qui séparent les Etats ne seront pas tombées, tant que la réciprocité de ces sentiments n'existera pas dans les hautes sphères gouvernementales des autres Etats, le devoir de tous est de protéger ses compatriotes, et à ce devoir, l'Etat, moins que tout autre, ne doit y faillir ».

Pour réagir contre cette tendance dangereuse, le Congrès des bourses tenu en 1900 assouplit ses positions et préconise, « l'entente internationale des travailleurs », c'est-à-dire la formation de « groupes étrangers qui rassembleraient les travailleurs d'une même nationalité, italiens, espagnols, etc... ; ces groupes adhèreraient au syndicat français pour ne pas être poursuivis, et en deviendraient ainsi une section ». De ce fait, les « bastilles capitalistes algériennes » seraient abattues. Le Congrès de 1902 se rallie à ces idées et vote les deux ordres du jour suivants :

Le Congrès engage les Syndicats et les Bourses du travail à faciliter le groupement des étrangers dans leurs associations ou dans des associations semblables à celles de leur pays, et de poursuivre leur instruction syndicale à l'aide des militants qui parlent leur langue.

Le Congrès,

Considérant qu'il importe, pour le triomphe des revendications prolétariennes, que les travailleurs étrangers viennent en masse dans les syndicats ;

que la propagande syndicaliste, au sein même des centres où pullulent les ouvriers exotiques, est un excellent moyen pour atteindre ce résultat ;

donne mandat à la future Commission de rédaction du journal socialiste algérien, de se mettre en relations avec les militants des pays étrangers, notamment d'Espagne et d'Italie, afin d'obtenir d'eux des articles de propagande, qui seraient insérés dans le dit organe.

Le parti ouvrier doit préparer aussi la Révolution grâce à la propagande active, autour d'un seul programme, d'une seule idée commune : il doit donc « s'organiser solidement, s'agrandir en poursuivant sur tous les terrains notamment sur le terrain électoral, à l'aide de la candidature de classe d'un programme unique, la lutte contre tous les partis politiques de la bourgeoisie ». Une fois le succès obtenu, « il n'y aura plus de classes, mais seulement des citoyens égaux ». Les hommes n'auront plus alors qu'une seule nationalité : l'humanité ; une patrie, la terre ; une morale, le travail ; une religion, l'amour, pour obtenir le plus de bonheur pour tous ».

Il est évident que ces rêves abstraits tournent le dos aux problèmes du pays et ignorent, dans leur totalité les revendications des travailleurs musulmans : car ceux-ci ne fréquentent pas encore les organisations syndicales et socialistes européennes. Il faut attendre 1910, pour voir les premiers musulmans aborder la vie syndicale (boulangers et garçons de café) : ils demeurent, en fait, rares et semblent se désintéresser du mouvement socialiste. De toute façon, nous ne rencontrons aucun syndicat groupant les algériens ou les tunisiens musulmans avant la première guerre mondiale. Pourtant, ceux-ci constituent le plus clair des effectifs de travailleurs, dans les villes ou mieux dans les campagnes. De plus, le monde maghrébin « colonisé » est agité de revendications spécifiques.

LES REVENDICATIONS POLITIQUES EN ALGERIE

Celles-ci sont de plusieurs ordres : économiques ou politiques. Nous ne reviendrons pas sur les premières (7) ; pour les secondes, elles ne s'inspirent nullement de l'idéologie socialiste (8). Quand apparaissent-elles ? Vraisemblablement, dans la dernière décennie du XIXe siècle : en tout cas, la commission sénatoriale des XVIII présidée par Jules Ferry entend les premières réclamations d'allure politique ; elles émanent surtout du Constantinois (9) :

Morsly, conseiller municipal indigène : (...) « Nous voulons avoir un porte-parole à la Chambre et au Sénat ; les députés et les sénateurs élus par les colons n'ont pas intérêt à défendre les intérêts des indigènes ; il y a même des candidats qui se vantent d'être arabophobes ; qu'il soit français ou indigène, il nous faut au moins un représentant à la Chambre et au Sénat ».

Koudja : « L'indigène ne demande pas à élire les conseillers municipaux, les conseillers généraux, les sénateurs et députés, mais il veut que ses intérêts soient défendus au sein de toutes les assemblées françaises. Les délégués indigènes n'auront dans ces assemblées droit de vote que lorsqu'il s'agirait des intérêts de leurs commettants ; dans les autres cas, ils s'abstiendraient. César donna aux Gaulois le droit d'être représentés et d'envoyer des députés présenter leurs griefs devant Auguste ».

Plus explicite est le plaidoyer peu connu du Docteur T. Morsly, paru en 1894, probablement pour être versé au dossier de la Commission des XVIII :

« Ce n'est pas notre hostilité, notre égoïsme, notre indifférence qui nous tuent : c'est de vous ignorer et d'être ignorés de vous.

Si les indigènes vous connaissaient mieux, ils s'adresseraient à vous plus souvent et plus volontiers. De votre côté, si vous connaissiez notre situation exacte, vous ne la toléreriez pas une minute de plus ; nous en avons la conviction intime ; nous en sommes absolument sûrs, absolument certains.

(7) Voir mon **Enquête sur le niveau de vie...**, Paris, 1961.
(8) C. R. AGERON, « Le mouvement Jeune algérien », in **Etudes maghrebbines**, Paris, 1964 : voir aussi du même, **Histoire de l'Algérie contemporaine**, Paris, « Que sais-je », PUF 1963.
(9) H. ZEUSS, **l'Algérie**, Paris, 1894, p. 270 sp. 307.

C'est pour mettre fin à cet état de choses préjudiciable à tous que nous vous supplions de nous confier les droits électoraux.

(...) Nous voudrions qu'à chaque législature le Sénat élît, dans son sein, une Commission de dix-huit membres, dont les trois sénateurs algériens. Cette commission fonctionnerait d'une manière permanente, à l'imitation de la Commission des pétitions, par exemple. Au milieu d'elle viendraient siéger, avec voix délibérative et consultative, quinze délégués indigènes, un pour chacun des arrondissements de l'Algérie, élus par leurs correligionnaires.

Toute mesure, qu'elle émanât du Gouvernement, de la Commission elle-même ou du Parlement, pourvu qu'elle concernât l'Algérie, devrait être soumise à l'examen de ladite Commission, qui, après avoir statué par vote, nommerait un rapporteur chargé de conclure.

Le rapporteur pourrait être un indigène. Dans ce cas, pour soutenir son rapport, il serait temporairement admis à siéger au Parlement, dans la forme, par exemple, des commissaires du Gouvernement.

Ainsi ferait la Chambre qui, dans sa Commission des XVIII, comprendrait les six députés algériens ; les mêmes quinze membres indigènes siégeant à la Commission du Sénat, viendraient aussi siéger à la Commission de la Chambre où ils auraient le même rôle et les mêmes attributions.

En dehors des commissions parlementaires, les délégués indigènes seraient chargés de poursuivre, auprès du gouvernement, l'effet des mesures concernant spécialement les indigènes. Là ne se bornerait pas leur rôle. Très efficacement, ils seraient les traits d'union entre la France et vous ; ils apporteraient ses paroles de sympathie et de bienveillant intérêt, et lui porteraient, à chaque occasion, l'expression de notre attachement filial et de notre inaltérable dévouement.

(...) Est-ce que en nous associant à votre existence politique, en élevant notre voix à la vôtre dans les questions vitales qui nous sont communes, vous ne ferez pas deux choses utiles et belles ? Vous nous donnerez une marque de confiance et de bienveillant intérêt qui nous attachera à vous de plus en plus et vous déchargerez vos épaules d'une partie du lourd fardeau de nos affaires.

Ce n'est plus l'heure de la lutte de la Croix contre le Croissant, du shako contre le turban ; c'est le moment où

doivent s'unir deux peuples frères, dont les deux origines ne sont pas si éloignées l'une de l'autre dont les veines portent un sang semblable, dont le cerveau peut concevoir les mêmes idées. Ce à quoi, il faut faire appel aujourd'hui, c'est à la fraternité des Français musulmans et des Français de France sous les plis vainqueurs du même drapeau tricolore ! La France généreuse, la France du Progrès et de la Charité, ne peut laisser plus longtemps en dehors de son sein ses fils d'Algérie, qui l'aiment, qui la servent et attendent d'elle droit et justice ! (10).

Il ne semble pas que des revendications politiques aient été formulées en Algérie entre 1895 et 1900 (11) ; de toute façon, que ce soit en 1895, en 1900, en 1908 (au congrès de l'Afrique du Nord), en 1910 ou en 1912, la revendication toujours semblable tourne le dos à la nation algérienne ou à l'indépendance de l'Algérie. En 1911, dans une note adressée au Parlement français, et afin « d'avoir pour contrepartie une amélioration de leur sort », les « Musulmans français d'Algérie en compensation de la conscription militaire » demandent « une représentation sérieuse et suffisante dans les assemblées de l'Algérie et de la Métropole ». Dans **Le Temps,** la demande est explicitée par le Docteur Bentami, conseiller municipal d'Alger, Mokhtar Hadj Said, avocat à Constantine, le docteur Moussa, conseiller municipal de Constantine, Boucherit Allaoua, également conseiller municipal de Constantine, Djoudi, conseiller municipal de Biskra, Ben Othmane, conseiller municipal de Bugeaud, Bendeddouche, conseiller municipal de Tlemcen et Kara Ali, notable de Bône :

« La population musulmane demande : que le collège électoral soit élargi pour assurer l'efficacité et la sincérité du vote ; que le nombre des représentants indigènes soit porté dans les assemblées algériennes aux deux cinquièmes de leur effectif ; que le collège électoral soit composé de la même façon pour les élections à toutes les assemblées algériennes. Dans le cas d'une élection à deux degrés (conseillers généraux, délégués financiers), le droit de vote ne devrait appartenir qu'aux conseillers municipaux élus, à l'exclusion des adjoints indigènes ; que les conseillers municipaux indigènes aient le droit de prendre part à

(10) T. MORSLY, **Contribution à la question Indigène,** Constantine, 1894.
(11) C. R. AGERON, ét. citée ne donne aucune indication pour les années antérieures à 1910.

l'élection des maires et adjoints ; que les mandats publics soient déclarés incompatibles avec les fonctions de caïd et d'adjoint indigène ; que les indigènes soient représentés au Parlement français ou qu'il soit créé à Paris un conseil où les musulmans d'Algérie seraient représentés par des mandataires élus par eux ; que ceux qui auront satisfait à l'obligation du service militaire par voix d'appel ou d'engagement volontaire aient le droit d'opter pour la qualité de citoyen français sans être soumis aux formalités actuelles et sur une simple déclaration ».

On connaît aussi les manifestes du **Rachidi** (12).

Lettre ouverte au Ministre de la Guerre

« Délibérément, vous venez de déchirer le pacte d'honneur conclu entre la *Nation Arabe* et le Maréchal de Bourmont... Nos fils, Monsieur le Ministre, sont prêts à servir la France, mais ils ne la serviront qu'à une seule condition : c'est qu'en échange des années à l'ombre du drapeau, on leur donne le droit d'être français. L'heure est solennelle ; asservis, pressurés, sujets à toutes les vexations, votre décision, si elle est irrévocable, va combler la mesure ! Des difficultés insurmontables se révèlent déjà. Dans toute l'Algérie, votre décret a produit une profonde stupéfaction, puis une hésitation légitime, et enfin une seule et même protestation : **(pas de service militaire sans compensation).** Toute mesure antipopulaire est dangereuse ; la conscription, telle qu'on veut l'appliquer, est une folie... »

RACHIDI, 3 mai 1912.

et cette pétition « indigène » (13).

« Conscients de nos devoirs envers la France que nous aimons et pour laquelle nous sommes prêts à tous les sacrifices, y compris celui de notre vie et de l'existence de nos enfants, nous nous soumettons de tout coeur à l'impôt du sang que la mère-patrie va exiger de nous, au même titre que ses fils de la métropole ; et repoussons par conséquent l'offre de la prime qui, telle qu'elle est spécifiée dans **L'Officiel** serait plutôt pour nous une humiliation. »

(...) Nous ne saurions trop insister pour demander au gouvernement de la République française, dont nous connaissons parfaitement l'équité, la justice et la bienveil-

(12) Cf. C. R. FAVROD, **La révolution algérienne**, Paris 1962.
(13) **L'Afrique française**, 1912.

lance, de bien vouloir nous accorder le droit de citoyen français, sous réserve de notre statut personnel en compensation de l'impôt du sang qu'il nous impose ».

L'Afrique Française, 1912.

Rien dans ces textes qui ressemble à un appel quelconque à l'indépendance d'une nation algérienne. A peine peut-on citer ce cri lancé en septembre 1914, donc après Charleroi (14) :

« Vive la paix ! vive l'Afrique du Nord indépendante, débarrassée du collier de la servitude ! ».

Ainsi, aux termes de cette revue, il est clair, 1) que le socialisme ou l'idéologie socialiste n'affecte pas les musulmans algériens ; 2) que la revendication politique concerne l'entrée dans la cité française, et non la création d'une nation algérienne. Même pendant la guerre, les Algériens n'y penseront pas : au mieux, ils songeront à voir leur pays repasser sous l'autorité du sultan (15) ; 3) que la revendication, lorsqu'elle s'exprime, est lancée par une minorité d'évolués ; les autres, la masse de la population, en réalité des paysans (89 %), sont préoccupés par la quête du pain quotidien : s'ils avaient une revendication à formuler, elle serait d'abord économique, mais le code de l'indigénat, l'analphabétisme et la précarité du lendemain, les enserrent dans le silence et la résignation. Le réformisme islamique (sadfya) et la révolution jeune turque peuvent agiter le monde islamique ; leurs échos, même bien accueillis, ne peuvent entraîner les algériens, dans un mouvement ou une action quelconque ; de plus, les deux courants tournent le dos à l'idée socialiste, à celle de la nation algérienne ou de l'indépendance maghrébine.

EN TUNISIE

La Tunisie diffère de l'Algérie voisine, mais elle lui ressemble aussi. Elle est en effet, touchée plus intimement par le mouvement général de rénovation islamique, et le mouvement de réforme dont les racines plongent dans la période d'avant le protectorat. La France peut bien s'installer et prendre en mains le pays ; l'évolution antérieure

(14) O. DEPONT : L'insurrection de l'Aurès, rapport confidentiel, ronéotypé, Alger, 1917.

(15) DESPARMET, « La Turcophilie en Algérie » in **Bulletin de la Société de Géographie d'Alger**, 1916-1917.

se poursuit. Dès 1888, un journal, **al Hadirah** (La capitale), se fixe pour objectifs de redonner au peuple tunisien le sens de son passé par son histoire et sa littérature ; un autre journal, **az Zuhra** (hebdomadaire), critique ouvertement l'administration et la politique française ; celle-ci le laisse paraître de 1890 à 1897, puis le supprime ; paraissent ainsi entre 1890 et 1907, une douzaine de journaux (quatre entre 1888 et 1895, huit entre 1904 et 1907) qui se partagent en deux courants : l'un traditionnel qui refuse même les réformes prônées en Egypte et dans le monde islamique par **al Manar** ; l'autre, novateur qui entrevoit pour la Tunisie un avenir de liberté grâce à des réformes du type occidental, obtenues peut-être grâce à l'aide de la France. De toute manière, la voix des premiers semble avoir moins de résonance que celle des seconds, partisans des transformations : en effet, ceux-ci s'inscrivent dans la ligne de l'évolution du pays commencée avec Khair ed Din ; issus le plus souvent du collège Sadiqi véritable pépinière des hommes et penseurs politiques tunisiens, ils n'hésitent pas à exposer d'abord un programme de revendications économiques et sociales ; ainsi en 1906 :

« La décadence du commerce et de l'industrie indigène, le peu d'encouragement que rencontre la main-d'oeuvre locale dans les travaux publics et privés, l'aliénation de la terre et d'autres causes encore plongent une grande partie de nos compatriotes dans une profonde misère. Monsieur le Résident général, la population musulmane apprécie à leur juste valeur, les améliorations et les réformes utiles accomplies par le gouvernement du Protectorat. Elle est sensible également aux mesures que prend le gouvernement pour le développement des oeuvres de charité et d'assistance publiques. Mais la reconnaissance serait beaucoup plus vive si, en soulageant la misère, notre gouvernement voulait bien étudier sérieusement les moyens de la prévenir. Enseignement professionnel, commercial et agricole largement donné aux indigènes ; relèvement des industries locales par des mesures douanières et d'autres ; enfin, conservation de la propriété indigène, voilà, Monsieur le Résident général, à notre humble avis, autant de moyens propres à atténuer, sinon à conjurer la crise économique qui sévit actuellement dans la société musulmane » (16).

(16) KHAIRALLAH, **Le mouvement évolutionniste tunisien**, Tunis, 1934, T. I., page 3.

Au congrès colonial de Marseille (5-9 septembre 1906) le délégué tunisien, Lasram, présente une série de rapports économiques et sociaux, dont nous ne retiendrons que les titres : Moyens d'accélérer le rapprochement des deux races : Organisation de l'enseignement primaire indigène ; Accession des indigènes à l'enseignement secondaire et à l'enseignement supérieur ; Organisation d'un enseignement industriel et relèvement des anciennes industries locales. Oeuvres de prévoyance indigène : moyens de les étendre. Oeuvres d'assistance indigène : moyens de les étendre. Organisation de l'administration des habous : ses biens, ses revenus. Services auxquels elle pourvoit. Attachement des indigènes à l'institution. Question des habous privés : est-il légalement possible et est-il politique de permettre aux dévolutaires de les louer à enzel ? Rôle des confréries religieuses.

Les questions proprement politiques sont, sauf exception, évoquées par le biais : Participation des indigènes à l'administration et à la vie publique. Etat actuel de l'Islam en Tunisie.

Dans ce cas, la réflexion politique ne va pas au delà de certaines limites :

« Actuellement, la population tunisienne n'a pas, à proprement parler, de représentants officiels auprès du Gouvernement du protectorat. La Conférence, composée de Français élus par la Colonie, n'est, comme son nom l'indique, qu'une assemblée consultative chargée d'éclairer le Résident général sur les besoins et les aspirations de l'élément protecteur. Il n'est pas douteux que, le jour où la Conférence sera transformée en assemblée délibérative, ayant dans ses attributions l'examen du budget, les indigènes seront appelés à élire des délégués, soit pour délibérer en commun avec les délégués français, soit pour constituer une Chambre exclusivement indigène chargée de donner son avis sur les questions d'ordre économique ou autres intéressant plus particulièrement la population musulmane.

Lorsque, par une décentralisation rationnelle, le Gouvernement du Protectorat se décidera à organiser les communes sur des bases analogues à celles des communes de France et d'Algérie, l'élément indigène, représenté dans toutes les assemblées locales où seront débattus les intérêts de la collectivité, participera d'une façon plus effective à la vie publique.

Plus on multipliera les conseils où les représentants des deux races auront l'occasion de délibérer en commun sur les questions qui les intéressent, plus on hâtera le rapprochement et l'union des deux éléments.

Enfin, le jour où le peuple tunisien aura fait son apprentissage dans les différentes manifestations de la vie publique, le jour où l'instruction moderne aura pénétré les masses musulmanes, la France étant donné ses traditions généreuses, aura certainement à coeur d'octroyer à ses protégés une Constitution qui, en faisant d'eux des hommes libres, les mettra sur le même pied d'égalité politique que les Européens qui vivent en Tunisie sous l'égide du drapeau français.

Comme sanction de ces considérations générales, je propose à la section d'émettre le voeu :

Que par une décentralisation administrative compatible avec le régime du Protectorat, la France associe les indigènes, dans la mesure la plus large à l'administration et à la vie publique de leur pays. »

Lasram in **Questions Tunisiennes,** communications présentées au Congrès colonial de Marseille, (5-9 sept. 1906), Paris, 1907, page 49 et 50.

La pensée de Lasram ne diffère pas fondamentalement alors de celle d'un Ali Bach Hamba, au moment où il lance **Le Tunisien** en 1907.

« Le Tunisien est le premier journal publié en français par les indigènes de la Régence.

« L'oeuvre de progrès entreprise par la France en Tunisie commence à porter ses fruits. Une génération nouvelle, instruite dans la langue française et fortement imprégnée des idées généreuses dont elle est le véhicule, se trouve aujourd'hui en état de prendre sa place dans la rénovation qui s'y accomplit. C'est dans ce but qu'elle a fondé **Le Tunisien.**

« L'absence de toute organisation constitutionnelle et politique a jusqu'ici privé les indigènes de toute représentation auprès des pouvoirs publics. Ils ne possédaient aucun corps constitué ayant pour mission de faire connaître leurs besoins et leurs aspirations. **Le Tunisien** sera leur porte-parole, en attendant que le libéralisme du gouvernement français leur donne le droit de faire entendre leur voix au sein d'un Conseil élu » (17).

(17) **Ibid.,** page 51 et sq.

La référence à « l'absence de toute organisation constitutionnelle et politique » est évidemment une erreur, car le régime du Protectorat n'a pas aboli la Constitution de 1861, et le cadre politique de la Tunisie demeure théoriquement sans changement, même si le Bey doit consulter le Résident général. Si Bach Hamba demande au nom de cette « élite nouvelle » la participation à la vie publique, celle-ci se conçoit dans le cadre général du Protectorat : le premier éditorial du **Tunisien** définit une série d'objectifs à atteindre dans le domaine politique, social et économique. Dans le premier, il demande

« La mise en harmonie des institutions tunisiennes avec la conception moderne des droits et des devoirs respectifs des gouvernements et des peuples ».

« La participation à la vie publique : admission à la conférence consultative de représentants tunisiens en nombre suffisant, **élus** au libre suffrage de leurs compatriotes : création auprès des pouvoirs publics, d'une représentation agricole et commerciale : participation plus large à l'administration du pays. »

Pourquoi des représentants élus ? Parce que jusqu'ici, ils sont désignés par la Résidence ; avec l'élection, ils seront « la représentation même et l'émanation véritable de la population tunisienne » (18). Cette élection se ferait à deux degrés et ne concernerait que les indigènes sachant lire et écrire, soit en arabe, soit en français. Aucun des leaders « Jeunes Tunisiens » du début du siècle ne songe à invoquer la constitution de 1861 pour fonder ses revendications ; aucun non plus ne songe sérieusement à remettre en question, soit à court terme, soit à moyen terme, le Protectorat français. Aucun enfin ne semble marqué par une quelconque influence socialiste. En effet, dans le premier éditorial du **Tunisien** auquel nous faisions allusion plus haut, Bach Hamba consacre de longs paragraphes aux problèmes économiques et sociaux :

Au point de vue social

« Institution de l'état civil. Instruction primaire gratuite et obligatoire, en arabe et en français, dans les villes d'au

(18) KHAIRALLAH, **op. cit.** c'est moi qui souligne « élus ». Déclaration du 20 novembre 1911 par ZAOUCHE, LEZVAM, FITOUSSI, MABROUK, ZOUARI, délégués à la conférence consultative, in KHAIRALLAH, **op. cit.**

moins 5 000 habitants, et jusqu'à nouvel ordre, en arabe seulement dans le reste du pays ; secondaire et supérieure, pour l'accession aux carrières libérales ; professionnelle pour le relèvement de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. D'où la nécessité de faciliter l'entrée à l'Ecole Emile Loubet et de développer l'Ecole de Lansarine. Extension de la justice déléguée à tous les degrés. Séparation des pouvoirs administratifs et judiciaire. D'où la nécessité de détacher les services judiciaires du Secrétariat général du gouvernement tunisien et de les ériger en direction autonome et indépendante.

Meilleur recrutement des magistrats et du personnel auxiliaire et amélioration de leur situation matérielle.

Promulgation d'un code de commerce et de procédure. »

Au point de vue économique.

Participation aux Travaux publics et plus large utilisation de la main d'oeuvre tunisienne.

Amélioration de l'agriculture par l'encouragement de l'adoption des méthodes et des instruments modernes et par la création, à cet effet d'un service spécial à la direction de l'agriculture.

Amélioration de l'outillage des industries locales, développement de l'instruction technique ; réformes fiscales permettant à ces industries de lutter contre la concurrence étrangère.

Suppression de la mejba et création d'un impôt foncier ou de tout autre atteignant proportionnellement à leurs facultés les propriétaires du sol.

Développement des institutions de prévoyance et de mutualité, en facilitant la participation des Tunisiens aux institutions de crédit agricole.

Extension de l'assistance publique par l'augmentation du nombre des médecins de colonisation et des auxiliaires médicaux, des distributions de médicaments, la création des infirmeries régionales, la lutte contre certaines maladies.

Respect des habous privés et publics.

Participation à l'acquisition des terres domaniales par la création des centres indigènes de colonisation. »

Il ne peut donc s'agir au mieux que d'un réformisme dans les cadres économiques et sociaux existants, avec

pour objectif final, la participation des Tunisiens à la vie économique de leur pays. Cette modération dans la revendication, Bach Hamba l'explique par le souci de ménager, non les autorités françaises, mais « le conservatisme parfois trop étroit de la majorité » des Tunisiens, afin de ne pas « s'écarter délibérément de la masse par une attitude intransigeante ». Il adopte donc une attitude prudente (19). Alors pourquoi ne pas revendiquer la constitution de 1861? La raison semble celle donnée par un « Jeune Tunisien » en 1913 :

« Oui, nous savions depuis longtemps que les Tunisiens étaient encore théoriquement, soumis au régime absolu, que les pouvoirs du Bey étaient illimités ! Mais nous avions aussi la conviction que la France en étendant par le traité de 1881, son autorité sur le pays, avait par là même mis un terme aux abus du régime autocratique (...) Légalement le Bey peut disposer à son gré non seulement de nos biens, mais encore de nos personnes ! ... Mais en pratique, nous vivions dans la plus grande sécurité, convaincus que le gouvernement de la République nous avait mis toujours à l'abri de l'arbitraire ».

Et le « Jeune tunisien » évoque le développement des « sociétés et groupements, dont l'action était éminemment favorable à l'éducation des masses » (...) Depuis donc une douzaine d'années et surtout depuis la suppression sous l'administration de Monsieur Pichon du cautionnement des journaux, les Tunisiens jouissaient d'une certaine liberté et pouvaient croire désormais qu'il leur était permis de discuter, d'écrire, de critiquer, à l'occasion le fonctionnement des rouages administratifs, voire de flétrir des pratiques ou des systèmes datant de l'ancien régime et auxquels le gouvernement du Protectorat n'osait pas toucher : tels par exemple que la justice tunisienne, l'administration indigène ou encore le mode d'assiette des impôts. Tout cela bien entendu, en respectant les liens qui unissent la Tunisie à la France, l'autorité de celle-ci étant et restant, comme l'a dit justement Monsieur Bach Hamba, « intangible pour nous ».

Or, la guerre entre l'Italie et l'Empire ottoman renforce d'abord la solidité des liens entre Tunisiens et Ottomans ; elle souligne ensuite leur spécificité par rapport aux Fran-

(19) KHAIRALLAH, op. cit., T. 3, page 43.

çais d'abord, aux Européens ensuite. Dès lors, la revendication politique se durcit ; les Jeunes Tunisiens demandent à la France de revenir au Pacte fondamental de 1857, et donc à la constitution de 1861 :

« Le moment est venu d'instituer pour les indigènes en matière politique, un régime qui leur garantisse tout au moins la sécurité des personnes. Sous le nom de « Pacte fondamental » Mohammed Bey père du Bey actuel, avait, en 1857, promulgué une Constitution. Il échet à la République française de la remettre en vigueur, avec toutes les modifications pouvant permettre de l'adapter aux besoins de la nouvelle génération » (20).

Cette résurrection du passé est-elle aspiration à l'indépendance ? Avant 1914, aucun des textes connus ne permet de l'affirmer. De toute manière, l'institution en 1912 de l'état de siège étouffe pour plusieurs années toute voix tunisienne au sein de la « Tunisie Française ».

Y avait-il alors quelque voix française dans le pays pour s'élever en faveur des Tunisiens ? Le plus souvent les socialistes ou les adversaires du gouvernement se contentent des discussions concernant le budget des Affaires étrangères pour interpeller le gouvernement sur les aspects de sa politique tunisienne mais non sur le cadre juridique ou politique.

∴

Avant la guerre, en somme, les deux pays maghrébins occupés par la France ignorent toute revendication d'indépendance nationale, et toute revendication d'allure socialiste. Lorsque le socialisme se manifeste, il est toujours le fait de quelques groupes de Français ou d'Européens. En Tunisie, le Résident général peut toujours invoquer l'article 78 de l'Edit Royal de 1778 :

« Dans tous les cas qui intéressaient la politique ou la sûreté du commerce de nos sujets dans les pays étrangers, pourront nos consuls faire arrêter et renvoyer en France par le premier navire de la nation, tout Français qui, par sa conduite et par ses intrigues, pourrait être nuisible au bien général ».

(20) KHAIRALLAH, **op. cit.**, T. 3, page 109 et sq.

Comment expliquer la prudence des Algériens et des Tunisiens qui limitent leurs demandes à l'égalité de traitement avec les Français, donc à l'assimilation ? Certes, on note une différence entre Tunisiens et Algériens, mais ni les uns ni les autres ne songent à une patrie ou à une nation indépendante, algérienne ou tunisienne ; par contre, les Jeunes Tunisiens ne cachent pas qu'ils regardent vers l'Empire ottoman et qu'ils sont tout autant panislamistes que très près des ottomans :

« Les Tunisiens sont donc panislamiques et turcophiles. D'ailleurs ils ne le dissimulent guère. D'aucuns même, parmi eux, ne peuvent se résoudre à croire que la souveraineté turque a disparu pour toujours de ce pays » (21).

En est-il de même en Algérie ? Il le semble ; le sultan ottoman a une mission : s'entremettre en faveur des Andalous (musulmans d'Afrique du Nord) persécutés par les chrétiens ; se lever pour défendre l'Islam ; affirmer la suprématie de l'Islam sur la nuque de ses ennemis ; effacer du Maghreb la trace de la chrétienté ; en un mot, venger l'humiliation actuelle du Croissant, affranchir les Musulmans qui vivent sous le joug des infidèles et faire régner la vraie foi (22).

S'il faut interpréter correctement tous ces textes et ces notations, l'absence de revendication nationale âpre s'expliquerait par les espoirs que les Maghrébins placent dans les Ottomans : ceux-ci pourront, d'une part, leur apporter la rénovation, l'Islam, et d'autre part, renouer avec le passé. L'aliénation éprouvée plus ou moins clairement est ainsi compensée par l'espoir de se ressouder à **l'umma** sous la direction des Jeunes Turcs. Etait-il alors utile de faire appel à l'internationalisme socialiste ? Celui-ci offrait-il des attraits pour un musulman maghrébin même évolué ? En réalité, il n'avait de sens que dans une société de type européen ou capitaliste, mais guère dans une économie dont les structures rurales avaient été disloquées et singulièrement appauvries.

(21) KHAIRALLAH, **op. cit.**, T. 3, page 46.
(22) J. DESPARMET, « La turcophilie en Algérie », in **Bulletin de la société de géographie d'Alger**, 1916.

TABLES

INDEX

A

ABDEL-MALEK, Anouar : 409*
ABE, Isoq : 267, 268, 276, 277*
ACHUTEGUI, Pedro S. de : 338*
ADLER, Victor : 336
AGAEV, Dr. Ahmed bey : 64*
AGAHI, A. : 40, 41*
AGERON, Ch. R. : 47*, 459*, 461*
AHTAMOV, Ibrahim : 383
AIDIT, D.N. : 319*
AKABA : 285
AKAMATSU, Paul : 268*
AKHUNDOV, Assadullah : 381*
ALBERTINI, Louis : 207
ALEXINSKY, G. A. : 68
ALIEV, S. M. : 64*
ALI KHAN, Mechadi Mohammed : 391
AGLIPAY, Gregorio : 337
ALLARD, Maurice : 161, 162
ALLEMANE, Jean : 156
ALMEREYDA : 141
AMINOTO, Tjokro : 43*
AMU, voir HAYDAR-KHAN
ANDLER, Charles : 93
ANDRE, (général) Louis Joseph Nicolas : 162*
ANGCO, Teodoro R. : 336*
ANGEL, Pierre : 21*
ANKERSMIT, J. F. : 228
ANNUNZIO, Gabriele d' : 196, 207
ANSEELE, Edouard : 115, 117, 120, 121, 127, 128
ANTUN, Farah : 417
APROSIO : 454
APANAY, Abdullah : 378
ARANETA, Antonio S. : 333*, 334*, 336*, 341*
AROEN, (pseud. de STAM Jan Cornelis) : 321
ASHER, Abraham : 26*, 28
ASQUITH, H. H. : 66
ATATÜRK, Kemal : 371*
ATTANOUX, Mme d' : 453
AUGAGNEUR, Jean Victor : 147
AVXENTIEV, S.R. : 68
AYVAZOV, Hassan Sabri : 376*
AYOUB KHAN : 185
AZIZBEKOV, Mechedi Aziz bey : 381*, 382, 388

B

BAARS, Adolf : 321, 326, 330, 331
BACH HAMBA, Ali : 466, 467
BAGHIR KHAN : 76

* Les chiffres marqués d'un astérisque indiquent les pages où les noms sont cités en note.

BAGHIROV : 382*, 387*
BAHRMANN, Ali Akbar : 63
BAKOUNINE, Michel : 201, 334
BARCLAY, Sir Thomas : 70
BARRES, Maurice : 163
BATTAGLIA, Roberto : 197*
BAUER, Otto : 90*, 254, 255. 256, 259
BAX, Ernest Belfort : 19*
BEBEL, Auguste : 82*, 87, 89, 234, 308, 313
BEER, Max : 187*
BELOVA, N. K. : 40, 41, 388*
BEKHBEKHANI : 393
BENDEDDOUCHE : 461
BENNIGSEN, Alexandre : 41*, 58* 250*
BEN OTHMANE : 461
BENSON, G. : 419*
BENTANI, Dr. : 461
BERENGER, Henry : 161, 162, 163, 165
BERGER, Victor : 366*
BERGERE, M.-Claire : 50*
BERIA, L. P. : 387*
BERNAD, Miguel A. : 338*
BERNAL, Martin : 275*, 292*
BERNSTEIN, Eduard : 21, 22, 24, 29, 31, 32, 33, 34, 81, 82, 92, 93*, 96, 97*, 157, 240, 419*
BERTRAND, Louis : 107*, 109, 111*, 115, 127
BESANT, Annie : 166, 181, 184*, 186, 187
BEVIONE : 207
BIJVOET, A. : 214
BISMARCK, Otto von : 79, 83
BISSOLATI, Leonido : 199, 204*, 208, 210, 211
BLANC, Louis : 343
BLAND, Hubert : 191
BLATCHFORD, Robert : 178, 192*
BLOCH, Dr. Julius : 82*
BLOOM, S. T. : 172*, 180*
BLUMENBERG, Werner : 67*
BOCK, Wilhelm : 95
BOERSNER, Demetrio : 10, 253*, 255*, 258*
BONEBAKKER, Dr. : 215
BORISOV : 254, 256
BORODINE, Michel : 44*
BOR-RAMENSKIJ, E. : 395
BOSE, Rajnarayan : 343
BOUCHERIT, Allaoua : 461
BOUKHARINE, Nicolas : 261, 271
BOURMONT, (Maréchal) de : 462
BOVIO, Giovanni : 199
BOWLE, John : 419*
BRACKE, (pseud. de A. M. Desrousseaux) : 24, 26, 30, 33*, 95, 237
BRADLAUGH, Charles : 171, 183
BRADLAUGH BONNER, H. : 183*
BRANDSTEDER, Jacob Andries : 326
BRAUNTHAL, Julius : 10
BRAZZA, Pierre Paul François Camille Savorgnan de : 27
BRECHKOVSKAJA, Ekaterina : 251
BRIGGS, Assa : 187*
BRIAND, Aristide : 146*
BROOSHOOFT, P. : 218
BROUCKERE, Louis de : 24, 34*, 110*, 113, 115, 116, 117, 118, 119, 121, 122, 123, 128, 130, 131, 132, 133, 134, 237
BROWNE, Edouard : 63, 68, 69, 70
BRUNSCHWIG, Henri : 19*, 47*
BRYAN, William Jennings : 364

BUCHANAN, D. : 354*
BULOW, Bernhard von : 26*, 83, 86
BULFERETTI, Luigi : 199*
BUNAU-VARILLA, M. : 143
BUNYAT ZADE, Dadach : 381*, 383*
BURE, Emile : 442
BURMISTROVA, J. Tu. : 258*

C

CABET, Etienne : 270, 343
CACHIN, Marcel : 157, 271
CAFAGNA, L. : 201
CALWER, R. : 82*
CAMPANELLA, Thomas : 345
CAMPBELL, Howard : 189, 191
CAPRIVI : 83
CARR, E. H. : 260
CARRERE D'ENCAUSSE, Hélène : 422*
CATTANEO, C. : 199
CAVALOTTI, F. : 199, 200
CHABOD, Frederico : 197*
CHALLAYE, Félicien : 26, 27*, 136, 149, 151
CHAMBERLAIN, Joe : 180, 237
CHANOINE : 144
CHAUMIJAN, S. G. : 381*
CHIROL, V. : 171
CHATTERJEE, (ou CHATTOPADHYAY), Bankim Chandra : 342, 343, 344, 345, 347, 348, 350
CHATTOPADHYAY, Virendranath : 360
CIASCA, Raffaele : 194*
CICEROV; A. I. : 357*
CLAIRMONTE : 180*
CLINE, C. A. : 179*
CLIVE, lord Robert : 99
CLOWE, Clarence : 54*, 55
COHEN-HADRIA, Dr. Elie : 148*
COLAJANNI, Napoléon : 199
COLAPIETRA, Raffaele : 199*
COLE, G. D. H. : 294
COLE, Margarite : 179*
COLENBRANDER, H. T. : 216*
COLLEAUX, Léon : 113, 118, 123, 129, 130, 131
COLOMB : 428
COMBES, Emile : 162*
COMPERE-MOREL, Adéadat : 39*
COOMARASWAMI, Ananda : 351, 352*
CORTESI, Luigi : 198*, 199*
CORTEZ, Fernand : 99
COSTA, Andrea : 19, 200, 201
COTTON, Sir Henry : 171*, 183
CRAMER, Ch. G. : 212*, 215*, 216
CRISPI, Francesco : 193, 197, 203, 204
CRUZ, Hermenegildo : 399, 340
CUNNINGHAME GRAHAM, Robert Bondine : 191
CUNOW, Heinrich : 232, 236
CURRAN, Pete : 22
CURZON, lord George Nathaniel : 356

D

DALAY, Aar : 360
DANAYLAND : 170
DANN, F. I. : 68
DANTON, Jacques : 334
DAPRET : 453
DAR, B. M. : 185
DARWIN, Charles : 181, 417, 419, 420*, 427, 428

DAS, R. K. : 41*, 168*
DATTA, Bhupendranath : 348*
DAVAFURUSH, Hadji Ali : 61, 390
DAVID, Eduard : 29, 30, 31, 32, 34, 82*, 87, 92, 95, 239*, 240, 243
DAVLETCHIN, Abdurrahman : 379
DAWLATABADI, Yahya : 64
DEHKHODA, Ali Akhar : 64, 64*
DE LA TORRE : 334*
DE LEON, Daniel : 336*
DELPORTE, Antoine : 126
DENIS, Hector : 29, 108, 125, 126, 127, 131, 134
DEPONT, O. : 463*
DERNBURG, Bernhard : 86
DEROULEDE, Paul : 143
DERWISCH, Tigran : 37, 63
DESAI, A. R. : 41*, 183*
DESLINIERES, Michel-Albert, dit Lucien : 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160*
DESPARMET : 463*, 471*
DESTREE, Jules : 121, 122*, 129, 133
DEVENTER, Th. van : 218, 226
DEWINNE, A. : 110*
DICKINSON, Lowes : 169, 190
DIDEROT, Denis : 417
DIMANSTEIN, S. M. : 250, 261*, 382, 385*
DITTMANN, Wilhelm : 87*
DIX, Arthur : 30
DJAPARIDZE : 381*
DJOUDI : 461
DOSTOIEVSKI, F. : 342, 418
DOUMER, Paul : 138, 139
DOUWES DEKKER, Eduard voir MULTATULI
DREYFUS, Alfred : 107, 138
DROZ, Jacques : 255*
DUCOS DE LA HAILLE, (membre de la CAP de la SFIO) : 145, 148
DUMAS, Alexandre : 417
DUMAS, Charles : 136
DURAND-ANGLIAVEL, André : 148*
DURAND : 453
DURRANI, O.K. : 319*

E

EBERT, Friedrich : 57
EDWARES, M. : 172*
EFENDIEV, Sultan Medjid : 381*, 383*
EFREM-KHAN : 61, 72
ELLENBOGEN, Wilhem : 69, 71
ELTON, lord : 182*
ENGELS, Friedrich : 80, 178*, 201, 334, 339, 368, 412
ETIENNE M. : 152, 165
EVANGELISTA, Cristano : 337, 339*, 340

F

FAVROD, C. R. : 462*
FENG Zi-you : 292*, 306, 307
FERRER, Francisco : 334, 336, 339, 417
FERRO, Marc : 254*, 257*
FERRY, Jules : 459
FIEGENSCHUH, (Capitaine) : 142, 143, 144
FISCHER, Georges : 166*, 258*, 261*, 357*, 358*, 359*, 366*, 368
FISCHER, Ruth : 10
FITOUSSI : 467*
FRAINA, Louis C. : 270, 271, 272
FREYMOND, Jacques : 44*

FROMENT, Luc (Membre du conseil national de la SFIO) : 145
FUJITA : 285, 286
FURNEMONT, Léon : 29, 34, 35, 108*
FURNIVAIL, J. S. : 216*

G

GANDHI, Mahandas Karamchad : 342, 350, 357
GANIER, G. : 164*
GANKIN, Olga H. : 258*, 261*
GAROSCI, Aldo : 194*
GEORGE, Henry : 57, 302, 303
GERRATANA, Valentino : 420*
GERAULT-RICHARD, Alfred-Léon : 148
GHALI, Shukri : 409*
GHISLERI, Arcangelo : 199, 201, 202
GHOSE, A., 168, 171
GHOSH, S. C. : 172*, 354*
GIDE, Charles : 26
GIOLITTI, Giovanni : 207, 208, 209
GLASIER, John Bruce : 179*, 188
GODEFFROY : 79*
GOETHE, Johann Wolfgang : 165
GOKHALE, Gopal Krishna : 168, 170, 171, 172, 191, 354
GOMEZ, Aurelia : 336*
GOMEZ, Dominator : 333, 335, 336, 338, 339, 340
GORDON, D. A. : 355
GORKI, Maxime : 332, 418
GORTER, Dr. Hermann : 235*, 236, 238
GRAY, A. : 187*
GREY, Sir Edward : 66
GRIMARD, Georges : 123, 124
GRODET, Albert : 144
GROUSSIER, Arthur : 158
GRUMBACH, Salomon : 68
GUBER, A. A. : 319*
GUERRERA, Léon : 334*
GUESDE, Jules : 18, 133, 158
GUN, Paul : 317*
GURVITCH, Georges : 418

H

HADJ SAID, Mokhtar : 461
HADJI-KHAN : 391
HAIM, Sylvia G. : 410*
HALLGARTEN, G. W. : 89*
HAMON, Augustin : 20*
HAN Ru-jia : 56
HANSEMANN : 79*
HARDIE, Keir James : 38, 39, 41, 70, 166, 167, 168, 170, 171, 173, 174, 175, 179, 182, 183, 184, 185, 188, 190, 192, 359, 366
HARDING, G. L. : 13, 39, 56
HARMEL, (pseudonyme) : 51*, 53
HARTOG, C. : 326
HARTVIG, N. G. : 391, 404
HASENCLEVER, Wilhem : 79*
HASTINGS, Warren : 99
HAUPT, Georges : 36*, 38*, 39*, 49*, 58*, 64*, 69*, 92*, 224, 240*, 263*
HAUTPOUL, (Général) d' : 441
HAYDAR-KHAN AMU, Mohammed oglu : 389, 390
HENDERSON, Arthur : 70
HERBERT, S. : 419*
HERVE, Gustave : 31, 137, 140, 141, 142
HERZEN, A. I. : 257

HEUTZ, van : 246
HILDEBRAND, Gerhard : 31, 82, 92, 98, 157
HILFERDING, Rudolf : 47, 88, 89, 93
HILLQUIT, Moriss : 366*
HINS, Eugène : 118, 128, 130
HOBSBAWM, Eric J. : 191*
HOBSON, J. A. : 23, 88*, 181, 184
HOBSON, S. G. : 187*, 192*
HOURANI, Albert : 409*
HSUEH Chün-tu : 292*
HUANG Xing : 50*
HOEVEL, Wolter Robert van, baron : 213
HOGENDORP, Dirk van : 213
HUBIN, Georges : 115, 130
HUGENHOLTZ : 222
HUGO, Victor : 334
HUME, Alan Octavian : 171, 354
HU Han-min : 304, 306, 307, 308, 309
HUXLEY, T. H., 214
HUYSMANS, Camille : 39, 49, 56, 57, 64*, 65, 69, 70, 128*, 263*, 367*
HYNDMAN, Henry Mayers : 22, 23, 24, 25*, 29, 41, 166, 167, 168, 169, 170, 178, 183, 184, 190, 191, 192, 236, 359, 360, 366, 367*

I

IBRAHIM (secrétaire du Parti Social-Démocrate Iranien) : 39, 64
IDENBURG, (gouverneur général des Indes néerlandaises) : 219
IKEDA : 286
IMBRIANI : 199
ISHAKI, Ayaz Mohammed : 379
ISHIKAWA, Sanhiro : 277
IVANOV, M. S. : 40, 41*, 61, 390

J

JACKSON, J. A. : 39, 56
JAENA, Graciano Lopez : 333
JAURES, Jean : 20, 21, 26, 28, 32, 37, 47*, 52, 137, 140, 141, 151, 152, 153, 154*, 156, 158, 159*
JANSEN, M. B. : 292*
JIANG Kang-hu : 293*, 298, 312, 313, 314, 315, 316, 317
JITLOVSKI, Dr. Chaim : 256
JONG Edzn, Fr. de : 228*
JOWETT : 168
JULIEN, Charles André : 27*

K

KALWER Richard : 29
KAMA, B. K. R. : 360, 361
KAMH, Mustafa : 416*
KAMENEV, L. B. : 68
KANEKO, Kiichi : 282
KANG You-wei : 292*, 297, 298
KARA ALI : 461
KARSKI, Julien (pseud. de Marchlewski) : 22, 30, 33*, 47, 95
KARUNAKARAN, K. P. : 360*
KASRAVI, Ahmed : 387, 389, 390*, 394
KATAYAMA, Sen : 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 277*, 278, 279*, 280*, 284*, 285*, 286*, 287*, 292*, 294*
KATO, Tokijiro : 277
KATSURA, Taro : 282, 283
KAUTSKY, Karl : 19, 24, 30, 31, 33, 34, 44, 67, 80, 81, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 93, 94*, 97, 98, 100, 101,

102, 103, 104*, 240, 243, 254, 255, 256, 257, 259, 262, 323, 442,
KAZEM-ZADEH : 65, 70
KELKAR, C. : 167, 356*
KEMAL, Gali-Asker : 378
KEMCHANDRA DAS, Kanungo : 360
KEMING-TAN, (pseud.) : 51*, 53
KERBELAI, Ali Mos'yu (voir Mos'yu)
KHAIRALLAH : 464*, 467*, 469*, 470*, 471*
KIDWAI, Shaik Mishir Hosain : 191*, 361*
KINOSHITA, Naoe : 268, 277, 280
KLOBUKOWSKI, Pierre : 139
KOBAYASHI : 286
KOCH, D. M. G. : 43
KOL, Hendrik van : 21, 23, 24, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 46, 56, 87, 95, 149, 157, 212*, 213, 216, 220, 221, 222, 223, 224, 226, 227, 228, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 246, 247,* 248, 320
KOMAROU, E. : 359, 360*, 361*
KOTOKU, Shusui : 267, 268, 272, 273, 274, 275, 276, 277*, 280, 281, 285, 287, 288, 290, 291, 292, 295, 296, 301, 310
KRASA, Michel : 363*
KRISHNA, Dr. N. : 13, 360, 361, 366, 367, 368, 369
KRISHNAVARMA, T'iamaji : 359, 367
KROON (Colonel) : 322
KROPOTKINE, P.A. : 310, 312, 429
KUBLIN, Hyman : 267*, 270, 271, 272, 273, 275, 277*, 279*, 280*, 281*, 292*
KULIEV, Mesadi Hasim : 403*
KULAHMETOV, Ghafur : 378, 384
KUNERT, Fritz : 38*
KUTCHIK-KHAN : 389*
KUYK, van : 214

L

LAAN, Ter : 222
LABRIOLA, Arturo : 206*
LABRIOLA, Antonio : 201, 205, 206
LA FONTAINE, Henri : 29, 32, 108*, 124, 125, 127
LAFARGUE, Paul : 145
LAGARDELLE, Hubert : 38*, 442
LAGROSILLIERE, Joseph Samuel : 23, 26, 136, 144, 145, 146, 151
LALL, Parmeshwar : 168, 360
LAMPERT, E. : 413*
LANSBURY, George : 20*
LA PORTE, Henri de : 26, 30, 33*
LASRAM : 465, 466
LASSALLE, Ferdinand : 281, 334, 339
LAWRENCE : 178*
LEDEBOUR, Georg : 29, 30, 31, 33*, 34, 85, 87, 95, 239*, 240, 243
LEFEBVRE, Henri : 418
LEGITIMUS, Jean-Hégésippe : 148
LEMERCIER-QUELQUEJAY, Chantal : 41*, 250*, 377*
LENINE, V .I. : 18, 31, 34, 35, 36, 37, 38*, 39*, 40, 41*, 43*, 44, 45*, 46, 57, 61*, 64, 67, 68, 69, 82*, 88, 93, 249, 252, 254, 258, 259, 261, 262, 263, 278, 319*, 324, 325, 327, 328, 329, 405*
LENSCH, Paul : 91*
LEONE, Enrico : 206*
LEOPOLD II : 105, 106, 107*, 108, 109, 131
LEZVAM : 467*

LIANG QI-chao : 292*, 298, 299, 300, 301, 304, 308, 309, 312
LIANES, L. : 335*
LIBIOULE, (sénateur belge) : 129
LI Da-zhao : 315
LIMBURG STIRUM, van : 219
LIEBKNECHT, Karl : 29, 234, 321, 323
LJAHOV, (ou LIAKHOFF) Colonel : 60, 73
LOKHANDA : 354
LONGUET, Jean : 39*, 42*, 63*, 67, 68, 69, 71, 148, 367*, 369
LORAND, Georges : 107*
LOS REYES, Isabelo de : 333, 334, 335, 338, 339, 340
LOUBET, Emile : 468
LOUIS, Paul (pseud. de *Levi*) : 26, 27, 28, 29
LUTHER, Martin : 423
LUXEMBURG, Rosa : 31, 46, 47, 84, 88, 89, 90, 91, 103 ,260, 262, 310*

M

MABROUK : 467*
MACDONALD, Ramsay : 32, 66, 69, 166, 171, 175, 176, 179, 180, 181, 182, 183, 185, 188, 189, 190, 192
MADDOX, W. P. : 190*
MAHLON BARNES, J. : 336
MAJUNDAR, B. : 343
MALEKZADE, Mehdi : 64*
MAN, Hendrik de : 115*
MANACORDA, Gastone : 197*, 198*
MANDELBAUM, Kurt : 93
MALATESTA, Enrico : 334, 336
MALVY, Louis Jean : 146
MAO Tsé-tung : 422*
MARAT, Jean-Paul : 334
MARMOL, Tenido del : 334
MARX, Karl : 44, 90, 172, 178, 180*, 181, 184, 255, 277* 281*, 306, 307, 308, 334, 339*, 345, 361, 368, 369*, 412, 420, 421, 425, 434
MASANI : 178*, 179*, 267*
MATTHAI, J. : 186*
MATTHIAS, Erich : 93
MATVEEV, A. M. : 403
MAURENBRECHER, Max : 31
MAZZINI, Giuseppe : 199
MCBRIAR, A. M. : 187*, 188, 192*
MC KINLEY, William : 364*
MCVEY, Ruth T. : 43*, 215*
MECHADI, Ismaïl : 391
MEHDI (MEHDIEV), Abdurrachid : 276
MEHMED ALI voir Mohammed Ali
MEHTA, S. D. : 353*
MELCHERS : 222
MENAI, Huw : 419*
MENDELS, M. : 215, 235, 236
MERCURI, L. : 196*
MESSIMY, Adolphe : 147
METCALF : 183*
MEYSMANS, Léon : 118, 134
MGELADZE, V. A. voir TRIA
MICHELS, Robert : 206
MILIOUKOV, P. : 63
MILL, John Stuart : 214
MILLE, P. : 21*, 27*
MILLIES-LACROIX, Raphaël : 139
MINOR, O. S. : 263*
MINTO, Lord, Gilbert John : 168*
MITCHELL, Harwey : 47*
MIYAZAKI, Tamizo : 305, 307, 311
MIYAZAKI, Torazo : 305, 307, 311

MODIGLIANI, Joseph Emmanuel : 197
MOHAMMED ALI (Chah) : 60, 62, 72, 402,
MOHAMMED BEY : 470
MONIS, Ernest : 146*, 147*
MONTAGU, Sir Edwin : 189
MONTES, Jules : 448, 453
MOORE, Thomas : 345
MORICHIKA, Umpei : 279, 287
MORIZET, André : 442
MORLEY, John : 169, 173, 174, 190, 191
MORRIS, M. D. : 353*
MORSLY, Dr. T. : 459, 461*
MORTON, Alan G. : 420*
MOS'YU, Ali Kerbelai : 61, 390, 391
MOUSSA, Dr. : 461
MOZAFFER EDDIN (Chah) : 60
MUHAMMEDYAROV, Chakir : 379
MUKHTAR, D. : 354*
MUKERJEE, H. : 354*
MULTATULI, (pseud. de Eduard Douwes Dekker) : 213, 220
MURASOV, Osman : 376*
MUSA, Salâma : 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 421, 422, 423
MUSSOLINI, Benito : 196, 211, 442

N

NAOROJI, Dadabhai : 25, 168, 178, 333*, 360, 361, 367
NARIMANOV, Nariman bey : 381* 382, 387, 389, 390
NAYER, Smet de : 108, 109
NETHERCOT, A. H. : 182*, 186*
NICOLAS II : 59, 76
NIETZSCHE, Friedrich : 418
NIEUWENHUIS, Domela Ferdinand : 214, 219
NISHIKAWA, Kojiro : 277, 281, 285, 287*, 288*
NOSKE, Gustav : 9, 31, 82*
NOLDE, baron de : 73

O

O'GRADY, James : 189
ONGPIN, Ramon : 336*
ORANO, Paolo : 206*
ORDJONIKIDZE G. K. (dit SERGO) : 41, 64
OUDEGEEST, Jan : 236
OWEN, Robert : 187, 270, 343, 424, 425

P

PAL, Bipin Chandra : 168, 170, 184, 359
PANKHURST, Emmeline : 417
PANNEKOEK, Anton : 36, 91, 323
PARVUS, (pseud. de HELPHAND A. L.) : 30, 86, 88, 100, 101, 242
PAUL, François : 130
PAVLOVITCH, M. : 41, 60*, 63, 68
PEASE, E. R. : 179*, 187*
PELLING, Henry : 179*
PEMBER, E. H. : 184
PEPIN, Louis : 110, 128
PETERS, gouverneur : 82*
PETROVITCH, P. : 389*
PHAN Chu-trinh : 139, 333*
PIATAKOV, Ju. L. : 260
PICARD, Edmond : 123, 124
PICHON, Stephen : 469

PIERON, Henri : 414*
PIJNAPPEL : 236
PIPES, Richard : 253*, 255*, 258* 259*, 371*
PIRNIA, Abulhassan Khan, ou Muazed us-Saltaneh : 64
PIZARRO, François : 99
PLATONOV, G. : 420*
PLEKHANOV, G. V. : 252, 254, 258, 261
POWLES, C. H. : 292*
PRESSENSE, Francis de : 138, 139, 333*
PROSPERI, Martin : 442
PROUDHON, Pierre-Joseph : 334, 336, 339, 425
PUNEKAR, S. D. : 41*

Q

QASIM-KHAN : 64*
QUELCH, Harry : 22

R

RACHLINE, Marianne : 38*
RADEK, Karl : 91, 100, 102*, 261
RADKEY, Olivier H. : 253*
RADKUS-ZENKOVICH : 381*
RAI, Lai Lajpat : 168, 169, 170, 171, 173, 182, 361
RAMA, S. R. : 360
RAMKRISHNA PARAMAH-HANSA, Gadadhar Chattopadhyay : 363*
RAMTIRTH, Swami : 350
RASUL ZADE, Mehmed Emin : 381, 382
RATCLIFFE, S. K. : 190*
RATHMANN, M. : 151*
RATZ, Ursula : 87*
RAVESTEYN, W. van : 43*, 241, 242, 243*
REBERIOUX, Madeleine : 20*, 37*, 224, 240*
REED, John : 272
REESER, L. D. J. : 215
REISNER, I. M. : 356*
REITSMA, S. A. : 219*
REMY, Léon : 52
RENAUDEL, Pierre : 148
RENNER, Karl : 254, 255, 256
RIBAS, Fabra A. : 38*
RIENZI (pseud. de H. van Kol)
RINKES, Dr. D. A. : 322
RODINSON, Maxime : 409*
ROLAND-HOLST VAN DER SCHALK, Henriette : 36*, 241, 324, 325
ROLDES, Maxence : 138
ROLLAND, Romain : 348*
RONG MENG-YUAN : 292*
ROORDA VAN EYSINGA, Sicco Enst Willem : 213, 214, 219, 220
ROSIN, Frédéric : 278*
ROUANET, Gustave : 20, 26, 27, 28, 31, 32
ROUBANOVITCH, I. A. : 56, 68
ROUSSEAU, Jean-Jacques : 295, 343, 344, 417
ROY, M. N. : 10, 44
ROY, Ram Mohan : 345
ROYER, Emile : 122*, 124, 126
RUNES, Ildefonso : 341
RUTGERS, S. J. : 270

S

SACKS, J. : 182*, 190, 228*, 239*
SAINT-SIMON, Claude Henri, Comte de : 343

SAJI, J. : 277
SAKAI, Toshinikè : 273, 276, 280, 285*, 287, 288, 292*
SAKTLATVALA, S. : 176
SALVEMINI, Gaetano : 206*, 207
SAMPA, Ramon : 334
SANTI, Paolo : 47
SANTOS, Lope K. : 339, 340
SARASWATI, Dayanand : 170
SARRUF, Ya'qûb : 417
SADEKIYANI, Hadji Rasul : 390
SAINTOYANT, Jules : 27*
SAINT-PIERRE, Bernardin de : 417
SASAI : 286
SATTAR-KHAN : 61, 72, 74, 76, 404
SAUCEROTTE, Mme : 453
SAVIN, A. : 249, 254, 256
SCALARINI, Joseph : 211
SCALOPINO, R. A. : 293*
SCHIAVI, Alessandro : 194*
SCHIFFRIN, H. : 293*
SCHIPPEL, Max : 29, 31, 82
SCHMIDT : 323
SCHOLLAERT, Franz : 109
SCHOPENHAUER, Arthur : 165
SCHRAM, Stuart : 422*
SCHUMAN, L.O. : 410*
SEMBAT, Marcel : 144, 158
SEMEOEN : 326
SEMMEL, B. : 179
SHA Gan : 315, 316
SHARMA, G. K. : 41*
SHAW, Bernard G. : 179*, 185, 420
SHI Fu : 56
SHOGOUN, Tokugawa : 294
SHOWDERY, K. : 359
SHUMAYYIL, Shiblî : 417
SHUSTER, Morgan : 66
SINGER, Paul : 30, 84*
SINGH, H. L. : 183*, 354*
SINGLA, Ignacio : 334
SITORIUS, L. M. : 319
SITARAMAYYA, B. P. : 354
SLOOS, Dr : 215
SNEEVLIET, Hendricus Josephus Franciscus Marie : 43, 46, 214*, 215, 248, 321, 323, 324, 326, 330, 331, 332
SNOUCK HURGONJE, C. : 218
SONG Jiao-ren : 293*
SOREL, Georges : 442
SOULERY : 453, 454
SOUR-é-ESRAFIL, Djahangir : voir aussi Mirza Djangir-Khan : 64
SOUVARINE, Boris : 44*
SPECTOR, Ivar : 416*
SPENCER, Herbert : 214, 419
SPRINGER (pseudonyme de Karl Renner)
STALINE, I. V. : 259, 260
STEINBERG, Maxime : 115*
STENGERS, Jean : 105*, 109*, 111*, 122*
STENMANS, A. : 106*
STEPHENSON, George : 428
STERNBERG, Fritz : 90
STOKVIS, Joseph E. : 213*, 214, 215, 221*
STRUVE, P. : 323
STUART MILL, John : 303
STUTCHKA : 260
SULTAN GALIEV, Mir Sayid : 385
SURYA NINGRAT, S. : 247*
SUN Yat-sen : 38, 39, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 292* 293*, 298, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 311, 315

T

TABATABAI : 393
TAFT, W. E. : 335, 339*
TAGHI ZADE : 70
TAGORE, Rabindranath : 342, 346
TAHMANKAR, D. V. : 171*, 183*, 356*
TAK, P. L. : 228
TAKANO, Fusarato : 268
TALCHERKAR : 176
TAN, Bi-an : 293*
TARBOURIECH, Ernest : 24, 26
TATA, Ratan : 172
TATEO, Suzuki : 285
TAWFI, Sayyed Mohammed : 64*
TAYLOR, A. S. P. : 190*
TAZOE, Tetsuij : 268, 285
TCHERNOV, V. : 249, 254, 256, 257
TERWAGNE, Modeste : 24, 123, 124, 134, 239*
THALAMAS, François : 151
THOMAS, Albert : 24, 26*, 149, 150
THOMPSON, L. G. : 292*
TILAK, Bal Gangadhar : 167, 170, 171, 172*, 174, 181, 344, 355, 356, 357, 358, 360
TOLSTOI, Léon : 280, 301, 418
TOKHTARGHAZI, Hussein Chamil : 376*
TOUTÉE, Georges : 164
TRIA (pseudonyme de Vlass Mgeladze) : 40, 41, 61, 62*, 65, 73
TROELSTRA, Pieter Jelles : 220, 222, 223, 227, 228, 231, 235, 236, 238, 247
TROOZ, Jules de : 109
TROTHA (général) von : 27, 85
TROTSKI, L. D. : 258, 271, 301
TRUILLOT, Alexis : 448, 453, 454
TSCHILINKIRIAN, Arschavir : 63, 67
TSUZUKI, Chushichi : 23*
TUKTAR, Fuad : 379
TURATI, Filippo : 19, 24, 198, 199, 201, 202, 204*, 206*, 207, 208, 209, 210
TUZZI, C. : 196*
TYSZKA (pseudonyme de logiches, Léon) : 260

U

UBANI, B. V. : 319*
UNAY, Jules : 68
ULRICH, Carl : 31

V

VAILLANT, Edouard : 34, 156, 157, 158, 162
VANDERVELDE, Emile : 21, 29, 32, 35, 107, 108, 109, 113, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 133, 134, 149, 208
VAN DER GOES : 228
VAN GOGH : 228
VAN'T VEER, Paul : 213*, 246*, 247*
VARENNES : 453
VAUGHAN, baronne : 110
VIOLLET, Paul : 26
VIOLLETTE, Maurice : 140, 144, 147
VIVEKANANDA, Narendianath Datta : 346, 347, 348, 350, 351*, 353*, 363
VLIEGEN, Willem Hubert : 36, 37, 42, 215, 219*, 223

VOLCKAERT, Vincent : 130
VOLONTAIRE (pseudonyme de Pavlovitch)
VOLTAIRE, F. M. : 417
VOULET : 143
VOLLENHOYE, C. van : 218
VOLLMAR, Georg Heinrich von : 31
VRIES, Hugo de : 419*
VRIES, Ott P. J. de : 215

W

WANG Ren-zhi : 292*
WARSKI, Adolph : 260
WARNIER, Auguste : 440, 441
WATSON, J. C. : 180
WEBB, Beatrice : 168, 171, 179*, 182*, 183, 186*, 191
WEBB, Sydney : 166, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 182, 183, 186, 187, 188, 189, 191
WEDDERBURN, Sir : 171*, 354*
WEDGEWOOD, Josiah C. (plus tard Lord) : 189
WEILL, Claudie : 342*, 405*
WELLKER, J. M. : 214*
WELLS, H. G. : 420
WELTMANN (pseudonyme de Pavlovitch)
WERTHEIM, W. T. : 216*, 219*
WESTERVELD, D. Y. A. : 321
WIBAUT, F. M. : 235, 239*
WIEDIJK, Pieter : 212* 228, 230, 231, 232, 233*, 234, 235, 236, 241, 243, 246
WILLARD, Claude : 18*
WOLPERT : 172*
WURM, Emanuel : 30, 33*, 87, 95
WU Xiang-xiang : 293*

Y

YAMACHEV, Hussein : 378, 383, 384
YAMAGATA (maréchal) : 282*
YAMAKAWA, Hitoshi : 268, 287
YAMAGUCHI, Yoshizo : 288
YANO, Fumio : 280
YUAN Shih-kai : 49, 51, 56, 57, 58, 316, 317

Z

ZABOZLAEVA, D. J. : 319*
ZAOUCHE : 467*
ZEINALOV, Zeinal : 380*, 381*
ZETKIN, Clara : 321
ZEUSS, H. : 459*
ZHANG Nan : 292*
ZHANG Ping-lin : 311
ZHU Zhi-xin : 301, 306, 307, 309, 311
ZIAEDDIN : 63
ZOUARI : 467*
ZUBATOV : 322

Dépôt légal IIIe trimestre 1967 - Imprimeur N° 1865

Imprimé en France - Alsatia Colmar, 10, rue Bartholdi

La deuxième Internationale et l'Orient

Sous la direction de :

Georges HAUPT et **Madeleine REBERIOUX**

ont collaboré les professeurs et chercheurs suivants :

A. S. ARANETA (Manille),
G. ARFE (Rome),
A. BELENKI (Moscou),
N. K. BELVA (Moscou),
A. BENNIGSEN (Paris),
M. BERNAL (Cambridge),
J. CHESNEAUX (Paris),
M. FERRO (Paris),
G. FISCHER (Paris),
M. KRASA (Prague),
E. N. KOMAROV (Moscou),
A. NOUSCHI (Nice),
I. PETIT (Paris),
M. RACHLINE (Paris),
M. S. SFIA (Tunis),
M. STEINBERG (Bruxelles),
F. TICHELMAN (Amsterdam),
Cl. WEILL (Paris).

Dans la même collection :

Charles MELCHIOR DE MOLENES
La carrière du Président Kennedy et la vie politique américaine

Christian PURTSCHET
Le R. P. F. (1947-1953)

Jean KLEIN
L'entreprise du désarmement (1945-1964)

collection
VIE POLITIQUE
ET POLITIQUE
INTERNATIONALE

S. P.